



HAL
open science

Le mouvement des Gilets Jaunes comme analyseur des crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales

Lucas Barrier

► **To cite this version:**

Lucas Barrier. Le mouvement des Gilets Jaunes comme analyseur des crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales. Psychologie. Université d'Angers, 2023. Français. NNT : 2023ANGE0037 . tel-04472509

HAL Id: tel-04472509

<https://theses.hal.science/tel-04472509>

Submitted on 22 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THESE DE DOCTORAT

DE
L'UNIVERSITÉ D'ANGERS
COMUE ANGERS – LE MANS

ECOLE DOCTORALE N° 603
Education, Cognition, Langages, Interactions, Santé
Spécialité : Psychologie clinique sociale

Par **Lucas BARRIER**

Le mouvement des Gilets Jaunes comme analyseur des crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales

Volume 1 : Manuscrit

Thèse présentée et soutenue à l'Université d'Angers, le 21 novembre 2023

Unité de recherche : CLiPsy

Composition du Jury :

Marc ZUNE, Professeur de Sociologie – Université Catholique de Louvain – Président

Aurélie MAURIN-SOUVIGNET, Professeure de Psychologie – Université Sorbonne Paris Nord – Rapportrice

Khadija CHAHRAOUI, Professeure de Psychologie – Université Paris 8 – Rapportrice

Alain FAURE, Directeur de recherche (HDR) en Sciences Politiques – Université Grenoble Alpes – Examineur

Emmanuel GRATTON, Maître de Conférence (HDR) en Psychologie clinique sociale – Université d'Angers - Co-Directeur de la thèse

Aubeline VINAY, Professeure de Psychologie clinique du Lien social – Université d'Angers – Directrice de la thèse

L'auteur du présent document vous autorise à le partager, reproduire, distribuer et communiquer selon les conditions suivantes :



- Vous devez le citer en l'attribuant de la manière indiquée par l'auteur (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'il approuve votre utilisation de l'œuvre).
- Vous n'avez pas le droit d'utiliser ce document à des fins commerciales.
- Vous n'avez pas le droit de le modifier, de le transformer ou de l'adapter.

Consulter la licence creative commons complète en français :
<http://creativecommons.org/licences/by-nc-nd/2.0/fr/>



REMERCIEMENTS

Mes premiers remerciements vont à Floriane, dont l'amour, le soutien, l'humour et la richesse des élaborations cliniques ont été un réel moteur au quotidien dans la rédaction de cette thèse.

Je remercie également Baptiste, Adélie, Nathan, Quentin, Nicolas, Caroline, Maxime, Margot... avec qui une amitié importante s'est construite au fil des années, et qui par leur sympathie et leur bienveillance participent à mon épanouissement quotidien. Je remercie également d'autres amis, avec qui les liens sont aujourd'hui plus distants, mais qui ont participé à la construction de mon identité et de ma réflexion. Benjamin, Jonathan, Eliot, Jules... si toutefois vous lisez ces lignes, sachez qu'elles viennent, quelque part, aussi un peu de vous.

Je remercie tout particulièrement Nolhan, qui a également participé à la construction de cette thèse autant par la richesse des discussions que nous avons eues ensemble que par ses relectures bienveillantes mais rigoureuses.

Je remercie également ma famille, et notamment mes parents, dont le soutien sans faille sur toutes les dimensions est extrêmement précieux pour moi. Je les remercie aussi pour leurs relectures et leurs conseils dans la rédaction de cette thèse.

Je dois également beaucoup à mon frère Alex, avec qui les discussions sont toujours stimulantes intellectuellement. Alex, on ne se voit pas souvent mais quand c'est le cas je repars toujours la tête pleine de réflexions nouvelles, et je te remercie pour cela.

Je souhaite également remercier ma belle-famille, tout particulièrement Patrick, Marie-France, Marie, Françoise et Marcelle. Vous m'avez accueilli dans votre famille avec bienveillance et générosité, et c'est toujours un plaisir pour moi de vous voir.

Je remercie également l'Université d'Angers pour les enseignements qui y sont dispensés, et sans lesquels je ne serais pas arrivé là aujourd'hui. Je suis heureux de pouvoir à mon tour y enseigner, et espère que les étudiant.es aujourd'hui y trouveront la même chose que ce que j'y ai trouvé il y a quelques années.

Je remercie aussi toute l'équipe du laboratoire de recherche CLiPsy pour avoir encadré mon travail de thèse.

Je remercie également toutes l'équipe de l'ESAT et du SAVS de l'association Ipolais, ainsi que les travailleur.euses et usagers de ces services. La pratique de psychologue à leur côté a participé à la construction de mon regard clinique, et a nourri mes réflexions tout au long de mon travail de thèse.

Je remercie tout particulièrement Aubeline Vinay et Emmanuel Gratton pour avoir dirigé ma thèse. Vous avez participé à la construction de mon identité de chercheur avec bienveillance, justesse et pertinence, et cette thèse vous doit beaucoup.

Je remercie également Marc Zune, Aurélie Maurin-Souvignet, Khadija Chahraoui et Alain Faure d'avoir accepté d'examiner mon travail, et de me faire l'honneur de leur présence en tant que membres du jury pour ma soutenance de thèse.

Enfin, je remercie Fabien, Julien, Simon, Albert, Hubert, Vanessa, Jacques, Charles, Benoît ainsi que tous les membres du groupe Citoyens en colère. Sans eux, ce travail n'aurait pas été possible.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	1
Chapitre A : Institutions, violences et changements.....	9
1 – Définitions de la notion d’institution.....	9
1.1 – L’institution comme siège des normes sociales.....	10
1.2 – ...Mais aussi comme opposition à ces normes.....	13
1.3 – La notion d’idéologie dans la théorie marxiste.....	15
1.3.1 – La conception de l’idéologie dans le marxisme orthodoxe.....	15
1.3.2 – Les Appareils Idéologiques d’État.....	16
2 – Les fonctions psychiques des institutions.....	19
2.1 – Les institutions comme défenses contre les angoisses primitives.....	19
2.2 – Les institutions comme matrices mythopoïétiques.....	21
2.3 – Les institutions face aux conflits.....	24
3 – La notion de violence inhérente à la vie sociale.....	26
3.1 – Hobbes et le Léviathan.....	27
3.2 – Rousseau et le contrat social.....	29
3.3 – Freud et le <i>Malaise dans la civilisation</i>	30
3.4 – Anzieu et la blessure narcissique groupale.....	32
3.5 – Aulagnier, le contrat narcissique et la violence de l’interprétation.....	34
3.6 – Les alliances inconscientes, l’isomorphie et l’homéomorphie.....	37
3.7 – Les trois niveaux de violence.....	42
4 – Les fonctions des institutions face à la violence.....	43
4.1 – Le niveau libidinal.....	44
4.2 – Le niveau narcissique.....	45
4.3 – Le niveau structural.....	46
5 – Le destin des institutions face au changement social.....	47
5.1 – Modernité, postmodernité, hypermodernité.....	47
5.1.1 – La modernité.....	48
5.1.2 – La postmodernité.....	53
5.1.3 – L’hypermodernité.....	58
5.2 – Quelle terminologie employer ?.....	68
5.2.1 – Le changement.....	68
5.2.2 – La transition.....	70

5.2.3 – <i>L’effondrement</i>	71
5.2.4 – <i>La crise</i>	72
6 – Problématisation et hypothèses	79
Chapitre B : Méthodologie	87
1 – Nouvelle problématique et hypothèses opérationnelles	87
1.1 – Le choix d’un terrain.....	87
1.2 – Nouvelle problématique.....	89
1.3 – Hypothèses opérationnelles.....	92
2 – Méthodologie employée	94
2.1 – La récolte de données existantes.....	96
2.1.1 – <i>L’analyse transversale</i>	97
2.1.2 – <i>L’ethnographie virtuelle, ou « netnographie »</i>	97
2.2 – Les entretiens de recherche.....	102
2.2.1 – <i>Liste des personnes interrogées</i>	103
2.2.2 – <i>La construction d’une grille d’entretien</i>	104
2.3 – Le Focus group.....	109
2.3.1 – <i>Le focus group, une méthode plurielle</i>	109
2.3.2 – <i>Le focus group dans ma recherche</i>	111
Chapitre C : Présentation et analyse des résultats	116
1 – L’analyse des données existantes	116
1.1 – L’analyse transversale.....	116
1.1.1 – <i>Comment parler des Gilets Jaunes ? La question terminologique</i>	117
1.1.2 – <i>Qui sont les gilets jaunes ?</i>	120
1.1.3 – <i>Les éléments saillants du mouvement</i>	123
1.1.3.1 – <i>L’usage du gilet jaune</i>	123
1.1.3.2 – <i>L’occupation des ronds-points</i>	126
1.1.3.3 – <i>Les manifestations</i>	129
1.1.4 – <i>L’autonomie politique</i>	132
1.1.4.1 – <i>Petite histoire de l’autonomie politique</i>	133
1.1.4.2 – <i>Modalités d’autonomie politique aujourd’hui</i>	139
1.2 – L’analyse netnographique.....	141
1.2.1 – <i>Le groupe Citoyens en colère</i>	142
1.2.2 – <i>L’analyse thématique des données récoltées</i>	147
1.2.2.1 <i>L’investissement subjectif</i>	148
1.2.2.2 <i>Revendications générales</i>	150
1.2.2.3 <i>L’identité groupale</i>	159
1.2.3 – <i>Analyse clinique et implicite</i>	165
1.2.3.1 <i>La violence comme thématique transversale</i>	165

1.2.3.2	<i>Un syncrétisme politique nouveau</i>	167
1.2.3.3	<i>Une position groupale idéologique</i>	168
2	– Les entretiens individuels de recherche	170
2.1	– Profil des interviewés et modalités de rencontre.....	170
2.1.1	– <i>Fabien</i>	171
2.1.2	– <i>Julien</i>	173
2.1.3	– <i>Simon</i>	174
2.1.4	– <i>Albert</i>	176
2.1.5	– <i>Hubert</i>	177
2.1.6	– <i>Vanessa</i>	178
2.1.7	– <i>Jacques</i>	179
2.1.8	– <i>Charles</i>	180
2.1.9	– <i>Synthèse des profils des personnes interrogées</i>	180
2.1.9.1	– <i>L'âge</i>	181
2.1.9.2	– <i>Le genre</i>	181
2.1.9.3	– <i>La catégorie socio-professionnelle</i>	183
2.1.9.4	– <i>La trajectoire militante et le positionnement politique</i>	183
2.2	– <i>Analyse thématique des entretiens</i>	186
2.2.1	– <i>Définitions et positionnements du mouvement des Gilets Jaunes</i>	186
2.2.1.1	– <i>Comment définir le mouvement ?</i>	186
2.2.1.2	– <i>Les spécificités du mouvement</i>	188
2.2.1.3	– <i>Qui sont les Gilets Jaunes ?</i>	189
2.2.1.4	– <i>Quel dénominateur commun ?</i>	190
2.2.1.5	– <i>Rapports avec les autres mouvements politiques</i>	191
2.2.2	– <i>Idéologies et utopies du mouvement</i>	193
2.2.2.1	– <i>Quelles revendications ?</i>	193
2.2.2.2	– <i>Quels projets politiques, quels objectifs du mouvement ?</i>	194
2.2.2.3	– <i>Quelles solutions ?</i>	196
2.2.2.4	– <i>Rapports entretenus avec les institutions</i>	197
2.2.3	– <i>Les modalités d'organisation</i>	199
2.2.3.1	– <i>Le « leadership »</i>	199
2.2.3.2	– <i>La représentation et la représentativité</i>	202
2.2.3.3	– <i>Les modalités concrètes d'organisation</i>	204
2.2.4	– <i>Vécu subjectif du mouvement</i>	207
2.2.4.1	– <i>L'investissement subjectif</i>	207
2.2.4.2	– <i>La temporalité du mouvement</i>	208
2.2.4.3	– <i>Le mouvement des Gilets Jaunes aujourd'hui</i>	209
2.2.4.4	– <i>Le mouvement des Gilets Jaunes demain</i>	211
2.3	– <i>Analyse transversale des entretiens individuels</i>	212
2.3.1	– <i>Des mouvements psychiques contradictoires</i>	212
2.3.2	– <i>Des angoisses et des mécanismes de défense collectifs</i>	215
2.3.3	– <i>Une dynamique groupale en mouvement</i>	217

3 – Le focus group.....	219
3.1 – Le déroulement de la rencontre.....	220
3.1.1 – <i>Inattendus préalables au focus group</i>	220
3.1.2 – <i>Le déroulement du focus group en lui-même</i>	222
3.1.3 – <i>La dynamique transférentielle</i>	224
3.2 – Un espace intersubjectif traversé par des frontières.....	225
3.3 – Le focus group comme « moment mythopoïétique ».....	229
Chapitre D – Discussion.....	233
1 – Les Gilets Jaunes et leurs rapports aux institutions.....	233
1.1 – Les Gilets Jaunes, « orphelins de la politique ».....	234
1.2 – Un mouvement perpétuellement instituant.....	235
1.3 – Les institutions persécutrices.....	236
2 – Utopie, idéologie et mythopoïèse des Gilets Jaunes.....	237
2.1 – Des débuts utopiques.....	238
2.2 – Des désillusions génératrices de processus idéologiques.....	239
2.3 – Des tentatives d’élaboration mythopoïétique.....	244
3 – La violence, élément inaugural du mouvement des Gilets Jaunes....	246
3.1 – Sur le plan libidinal.....	247
3.2 – Sur le plan narcissique.....	250
3.3 – Sur le plan structural.....	251
4 – Pistes de réflexion.....	253
4.1 – Les institutions comme sinthomes sociaux.....	253
4.2 – Extensions à d’autres champs sociaux.....	255
Conclusion.....	260
Bibliographie.....	265

Introduction

Une thèse ne vient jamais de nulle part. Celle-ci s'inscrit dans la continuité d'un travail réflexif qui s'est engagé avant mon inscription en doctorat, et dont nous pouvons ici retracer l'évolution afin d'appréhender la toile de fond sur laquelle elle a pu naître. C'est en 2018-2019, au cours de mon année de Master 2 de Psychopathologie et Psychologie Clinique du Lien Social et Familial, que s'est esquisse en moi le souhait de rédiger une thèse. Plusieurs champs nourrissaient alors mes réflexions.

Sur le plan épistémologique, ma découverte en Master 1 et Master 2 des approches psychanalytiques du groupe, de la psychosociologie et de la sociologie clinique a réveillé en moi une pulsion épistémophilique m'inclinant à questionner les dynamiques groupales et institutionnelles. Les notions d'aliénation, d'appareil psychique groupal (Kaës, 2010) ou encore de contrat narcissique (Aulagnier, 1975) étaient alors au centre de mes réflexions.

Parallèlement, sur le plan professionnel, mon stage de Master 2 dans un CMP pour adolescents m'a amené à me questionner sur les phénomènes de crise et la manière dont ils peuvent être traversés par le sujet singulier. Le conflit dialectique entre la conservation et le changement (Fornari, 2012), conflit structurel de la période adolescente mais également de toute forme de crise, fut au cœur de mon mémoire de Master 2 qui portait sur le suivi psychothérapeutique d'un adolescent dont la souffrance provenait d'une difficulté à se positionner au sein même de ce conflit.

Enfin, sur le plan personnel, mes contacts réguliers et amicaux avec les milieux militants anarchistes autonomes de diverses localités ont également été fondateurs à plusieurs égards dans la construction de mon projet de thèse. Ces militants semblaient vivre sur le plan groupal des éléments qui pouvaient faire l'objet d'une analyse clinique potentiellement très riche. J'ai ainsi rédigé, durant cette année de Master 2, un premier projet de thèse dans lequel les questionnements principaux touchaient aux rapports entretenus par les militants autonomes avec la question de l'aliénation. Celle-ci me semblait en effet au cœur des réflexions groupales qui traversaient les groupes militants que je côtoyais alors, qui rejetaient toute forme d'aliénation institutionnelle en même temps qu'ils succombaient à une forme d'aliénation groupale. C'est ce « combat aliénant contre l'aliénation » que j'ai donc voulu, dans un premier temps, mettre au travail au sein d'une recherche doctorale ; et c'est cette thématique qui a été le point de départ d'un chemin dont la présente thèse est l'aboutissement.

Ce premier projet de thèse, rédigé en mars 2019, a grandement évolué dans les mois qui ont suivi. Face à une implication subjective importante de ma part dans un sujet de thèse portant sur les mouvements anarchistes autonomes, il semble qu'un mouvement défensif s'est opéré en moi,

conduisant à une abstraction théorique de mes réflexions. C'est donc à partir des concepts fondamentaux de mon premier projet de thèse que s'est construite une nouvelle réflexion, exclusivement théorique, où s'articulaient les notions de dynamique groupale, d'institutions sociales, de crise et d'idéologie. Cette nouvelle réflexion m'a amené à rédiger un deuxième projet de thèse, qui est celui avec lequel j'ai officiellement candidaté dans le laboratoire de recherche BePsyLab, aujourd'hui nommé CLiPsy.

Ce nouveau projet de thèse était donc, au moment de mon inscription en doctorat, exclusivement théorique. Il se proposait de questionner les fonctions sociales et psychiques des institutions sociales, et leurs destins dans les périodes de changement social. L'ambition était alors de pouvoir comprendre certains phénomènes sociaux (polarisation de la société, affranchissement des institutions dans les pratiques du militantisme) à la lumière d'un modèle théorique tentant d'associer les réflexions sociologiques et socio-analytiques concernant les institutions sociales, et les réflexions psychanalytiques concernant les processus structurels à l'oeuvre dans les groupes. J'avais alors, lors de mon inscription en doctorat, une idée précise des éléments théoriques que je souhaitais questionner ; mais je n'avais pas encore de « terrain » concret à partir duquel ces éléments pourraient être mis au travail.

C'est au cours d'une discussion avec le co-directeur de ma thèse que le mouvement des Gilets Jaunes m'est apparu comme étant un terrain particulièrement approprié pour ce travail de thèse. D'une part, ce mouvement réunissait les dimensions centrales de ma réflexion : le lien aux institutions, la dynamique groupale, l'idéologie ou la notion de crise émergeaient en effet de manière éclatante au sein de ce mouvement social. De plus, travailler sur le mouvement des Gilets Jaunes me permettait de renouer avec mes premières réflexions concernant les mouvements militants autonomes, tout en conservant une distance relative à l'égard de ce terrain que je ne connaissais pas de l'intérieur. Nous verrons en effet au cours de cette thèse comment le mouvement des Gilets Jaunes répond au moins partiellement à la notion d'autonomie politique, mais également comment il se distingue d'autres mouvements sociaux et politiques où prime cette notion.

Travailler sur le mouvement des Gilets Jaunes répond à des enjeux scientifiques de taille. Ce mouvement est en effet venu questionner les cadres habituels avec lesquels les sciences sociales pensent traditionnellement les mouvements sociaux. À travers leurs modalités d'organisation, leurs revendications, leur répertoire d'actions militantes ou encore les héritages politiques dont ils sont tributaires, les Gilets Jaunes ont bouleversé les grilles de lecture par leur dimension profondément instituante. Une telle rupture avec les formes instituées de la contestation vient nécessairement

poser un certain nombre de questions. De quoi les Gilets Jaunes sont-ils l'expression ? Comment peut-on comprendre l'ampleur qu'a pris ce mouvement, ainsi que la spontanéité et la fluidité avec lesquelles il s'est déployé ? Quels processus de fond, sur la scène sociale mais également sur la scène psychique, ont pu fournir les conditions nécessaires à l'émergence et à l'évolution d'un tel mouvement ? Qu'est-ce que ce mouvement vient dire de l'évolution de nos rapports aux institutions sociales, et de la dynamique sociale générale dans laquelle nous évoluons actuellement ?

Cette thèse a pour objectif de proposer des tentatives de réponses à ces différentes questions. Nous tenterons ici de dépasser une analyse factuelle des formes prises par le mouvement des Gilets Jaunes, en cherchant à analyser les processus sous-jacents qui ont permis son existence. Ainsi, ce mouvement sera ici considéré comme un « symptôme social », c'est-à-dire comme la manifestation particulière d'enjeux liés à une conflictualité interne génératrice d'angoisse. À l'instar du symptôme tel qu'il s'exprime dans le champ psychanalytique, nous considérerons que le mouvement des Gilets Jaunes a représenté, dans les espaces concrets qu'il a investis (aussi bien réels que numériques), la manifestation d'un certain nombre d'enjeux fondamentaux traversant notre société contemporaine, enjeux suscitant une conflictualité inhérente au champ social et réveillant par là même des angoisses spécifiques chez les individus. D'une certaine manière, nous pouvons donc dire que cette thèse ne porte pas à proprement parler *sur* le mouvement des Gilets Jaunes, mais bien sur les processus structurels qui sont à l'origine de son émergence. Les formes prises par ce mouvement pourront alors témoigner de ces processus structurels, comme les formes prises par un symptôme peuvent témoigner de la structure psychique du sujet qui en est le porteur.

Il est nécessaire de préciser ici que je n'ai pas connu le mouvement des Gilets Jaunes de l'intérieur avant mon inscription en doctorat. Je ne me suis en effet jamais rendu dans une des manifestations saturnales organisées par ce mouvement, ni sur un rond-point occupé par des Gilets Jaunes. Pour autant, il est évident que je ne peux pas considérer que je n'entretiens pas un rapport subjectif particulier avec ce mouvement. Comme nous l'ont rappelé des auteurs et autrices comme Devereux (1980), Favret-Saada (1985) ou encore Rizet (2007), l'analyse de l'implication du chercheur dans son objet de recherche est fondamentale dans les sciences humaines et sociales. La subjectivité incompressible du chercheur nécessite un travail auto-analytique permanent afin de limiter ses effets sur les résultats produits par la recherche.

Pour ce qui me concerne ici, mon propre rapport avec le mouvement des Gilets Jaunes a évolué tout au long de mon travail de thèse. Lors des débuts du mouvement, je me trouvais méfiant envers celui-ci, ses aspects les plus médiatisés ne me paraissant pas toujours légitimes. Ce que je connaissais alors du mouvement était notamment déterminé par ce que l'on en voyait au sein des

médias : sa dimension anti-écologique et ses accointances supposées avec l'extrême-droite contribuaient à m'en donner une représentation plutôt péjorative. Dans le cadre de ma thèse, j'ai été amené à me documenter plus en détail sur ce mouvement, et me suis aperçu que la réalité était, comme souvent, bien plus complexe. Ma propre représentation du mouvement a alors évolué vers plus de bienveillance à son égard. Il n'est d'ailleurs pas impossible que cette bienveillance nouvelle ait eu en partie pour fonction de « réparer » un regard d'abord péjoratif, répondant ainsi à une forme de culpabilité inconsciente d'avoir dans un premier temps repris en chœur, sans les questionner, les discours médiatiques et politiques tenus à l'égard d'un mouvement dont une définition univoque et définitive ne saurait en réalité être proposée.

Bien sûr, le but d'une telle thèse n'est pas de statuer sur le bien-fondé ou non d'un mouvement social. Mon objectif ici est bien plutôt de comprendre ce que mouvement vient dire de nos rapports actuels aux institutions sociales, sans porter de jugement de valeur à son encontre. Mais l'atteinte d'un tel idéal d'objectivité et de neutralité ne saurait faire l'économie d'un travail permanent sur mon propre contre-transfert de chercheur (Devereux, 1980), à savoir sur que je projette de mes propres représentations sur les faits que j'observe. Ainsi, ma propre conflictualité interne entre d'un côté une représentation négative et de l'autre côté une idéalisation défensive du mouvement des Gilets Jaunes devra être l'objet d'un travail continu, parallèle au travail scientifique que représente la construction et la rédaction d'une thèse. Cela sera d'autant plus important que les outils théoriques empruntés notamment au champ psychanalytique peuvent parfois être l'objet de mésinterprétations quant à leur signification. Ainsi, les notions de processus archaïques ou primaires, de position schizo-paranoïde ou bien encore d'utopie et d'idéologie, si elles sont entendues dans leur acception courante, peuvent véhiculer des représentations potentiellement dénigrantes à l'égard des éléments pour lesquels elles sont employées. Chouvier (1982) nous rappelle ainsi comment les approches psychologiques peuvent tendre à « pathologiser » des comportements, dans la mesure où elles reposent souvent de manière implicite sur l'opposition entre normal et pathologique. Ainsi, si de tels processus archaïques émergent, c'est bien parce que le contexte social fournit les conditions de cette émergence, et non pas parce que les individus qu'ils traversent sont eux-mêmes aux prises avec des problématiques archaïques.

Il est nécessaire de préciser ici que cette mise au travail de ma propre implication subjective va susciter une forme d'ambiguïté dans la rédaction de cette thèse. Ainsi, j'utiliserai la majorité du temps le « nous de modestie » au cours de cet écrit. L'utilisation de ce pronom permet en effet la dilution de l'identité du chercheur dans une identité commune fictive, afin de prendre une certaine distance à l'égard des enjeux subjectifs, mais également afin de se mettre en retrait dans un objectif d'humilité. Pour autant, certaines parties de cette thèse ne sauraient faire l'économie d'un travail

plus direct sur ma propre subjectivité. Il serait alors illusoire de considérer que l'usage du « nous » permettrait de faire disparaître, magiquement, ces enjeux liés à mon implication. Dans ce cas, j'utiliserai le pronom « je », afin de conserver une authenticité qui paraît nécessaire pour mener à bien le travail auto-analytique qu'il s'agira alors de mener. L'alternance entre le « nous » et le « je » sera donc d'usage dans cette thèse. Si cette alternance peut parfois provoquer une sensation particulière à la lecture, elle est à considérer comme un compromis trouvé pour répondre à la fois aux exigences scientifiques de mise en retrait du chercheur dans le travail rédactionnel, et à la nécessité fondamentale dans les sciences humaines et sociales d'une réflexivité à l'égard de l'implication subjective du chercheur.

Sur le plan épistémologique, cette thèse se situe dans une perspective résolument clinique-sociale, héritière des différentes approches qui tentent de faire la synthèse entre des dimensions habituellement étudiées de manière dissociées. Ainsi, les dimensions intrapsychique, groupale, sociale, culturelle, historique ou encore politique sont à considérer non pas comme fonctionnant de manière indépendante, mais bien comme étant les différents fils qui constituent le tissu du réel. Cette approche clinique-sociale, revendiquant une épistémologie de la complexité (Pagès, 2002) considère l'individu « non seulement comme sujet inconscient (tel que le donne à voir la psychanalyse), mais aussi comme sujet social, situé socialement » (Arnaud, Fugier, Vidaillet, 2018, p.254). Le postulat fondamental de cette thèse, qui découle de l'approche clinique-sociale, est que les comportements individuels et groupaux sont déterminés autant par des forces inconscientes, dont la compréhension nous est notamment permise par la théorie psychanalytique, que par des forces sociales, politiques et culturelles, dont l'analyse ne peut se passer des outils théoriques qui nous sont fournis par les approches sociologiques, anthropologiques, historiques ou encore politologiques.

Il est à noter qu'une telle approche comporte nécessairement en elle-même un certain nombre de limites. Tout d'abord, une exhaustivité totale dans l'appréhension du tissu complexe que représente le réel, si elle doit être visée comme un idéal vers lequel il faut tendre, ne pourra jamais être tout à fait atteinte. Une telle démarche visant l'exhaustivité du regard analytique ne peut être qu'asymptotique, la complexité du réel dépassant les catégories avec lesquelles nous sommes en mesure de le penser. De plus, quand bien même mon objectif sera ici de faire appel autant aux approches psychologiques, sociologiques, historiques que politiques, il n'en reste pas moins que mon regard reste particulièrement influencé par les apports de la théorie psychanalytique. Du fait de ma formation initiale de psychologue clinicien ainsi que de ma pratique clinique actuelle, c'est probablement ici la grille de lecture psychodynamique qui sera prédominante, ce qui entre au moins

partiellement en contradiction avec l'idéal de transdisciplinarité qui est le mien. Enfin, le risque d'une approche visant à articuler des champs théoriques ayant été originellement construits de manière dissociée est de prendre appui sur un étayage conceptuel trop éclectique pour être vraiment consistant. Il peut en résulter une analyse finalement superficielle, qui ne ferait appel qu'à des éléments périphériques de chacune des disciplines auxquelles elle se réfère, sans jamais s'appuyer sur des bases théoriques fondamentales. Ce que ce type d'approche gagne en exhaustivité, elle risque toujours de le perdre en profondeur d'analyse ; c'est la raison pour laquelle nous serons ici particulièrement attentifs à la cohérence interne du modèle théorique qui sera construit au fil des pages.

Cette thèse s'inscrit dans une démarche hypothético-déductive, et sera donc structurée par la logique d'une telle démarche. Ce sont en effet des hypothèses théoriques qui ont d'abord motivé la construction de ce travail. Ces hypothèses ont été dans un second temps opérationnalisées en s'articulant avec le mouvement des Gilets Jaunes comme terrain de recherche concret.

Dans une première grande partie, nous nous attarderons à une description théorique des concepts centraux de cette thèse. Nous commencerons alors par la notion d'institutions. Nous verrons comment cette notion, fondamentale dans les sciences sociales, revêt une certaine polysémie en fonction des disciplines dans lesquelles elle est utilisée, mais nous verrons également que derrière cette polysémie se cachent des constantes quant aux fonctions sociales et psychiques qui sont attribuées aux institutions. Nous passerons dans cette partie par la sociologie et la philosophie politique, mais également par le champ psychanalytique dont un pan important a fait de cette notion un objet central.

Nous évoquerons ensuite la notion de violence comme élément inhérent à la vie sociale. Cette élaboration conceptuelle consistera d'abord en un passage en revue de traditions philosophiques et psychanalytiques qui donnent plus ou moins explicitement à cette notion de violence un caractère fondamental et/ou originaire. Elle aboutira ensuite à la construction d'une typologie de la violence, que l'on considérera comme agissant à trois niveaux distincts : le niveau libidinal, le niveau narcissique et le niveau de la structure de la représentation du monde. C'est cette typologie de la violence qui sera au centre de nos réflexions dans le reste de cette thèse.

Après avoir évoqué les institutions sociales, leurs fonctions socio-psychiques et la violence comme élément originel du processus institutionnel, nous nous pencherons sur la notion de changement social. Nos sociétés occidentales sont en effet aux prises avec des bouleversements sur un grand nombre de dimensions, et il importera de comprendre la nature de ces bouleversements.

Nous évoquerons alors les notions de modernité, de postmodernité et d'hypermodernité, mais également celles de changement, de transition, d'effondrement et enfin de crise. Nous verrons comment ces bouleversements s'articulent aux propositions précédentes concernant les fonctions socio-psychiques des institutions sociales.

Une fois que ces trois champs conceptuels (institutions sociales, violence fondamentale, changement social) auront été explorés, nous pourrons formuler une première problématique ainsi que des hypothèses générales. Ces questionnements porteront sur la manière dont les crises sociales suscitent un phénomène de « destitution des institutions », faisant alors achopper le processus institutionnel et les fonctions qui lui sont propres. Nos hypothèses renverront à la typologie de la violence qui aura été préalablement construite, ainsi qu'aux notions d'idéologie, d'utopie et de mythopoïèse telles qu'elles nous sont décrites par Kaës (2016).

Dans un second temps, nous commencerons par relier ces premiers questionnements et hypothèses au terrain concret que représente le mouvement des Gilets Jaunes. Nous pourrons alors formuler une nouvelle problématique permettant de comprendre les enjeux théoriques précédemment évoqués à la lumière de ce mouvement social et politique. À partir de ce nouveau questionnement, nous opérationnaliserons nos premières hypothèses générales. Ces hypothèses opérationnelles convoqueront à nouveau la triple violence fondamentale ainsi que les notions d'idéologie, d'utopie et de mythopoïèse.

Nous construirons ensuite une démarche méthodologique qui pourra nous permettre d'apporter des réponses à nos questionnements, et vérifier la validité ou non de nos hypothèses opérationnelles. Notre méthodologie reposera sur trois volets distincts. Tout d'abord, un volet consistant en l'analyse des données produites *sur* et *par* le mouvement des Gilets Jaunes. Nous présenterons alors notamment la démarche netnographique, ou ethnographie virtuelle, à travers laquelle nous pourront récolter des données spécifiques produites par les Gilets Jaunes. Le deuxième volet de notre démarche méthodologique reposera sur la réalisation d'entretiens de recherche individuels, non-directifs et semi-directifs, permettant de recueillir les discours de huit Gilets Jaunes interrogés. Enfin, le troisième volet de notre méthodologie consistera en la réalisation d'un *focus group* réunissant cinq Gilets Jaunes, et co-animé avec le co-directeur de ma thèse. L'objectif de ce *focus group* sera là aussi de recueillir des données discursives, mais également d'analyser la manière dont ces discours s'articuleront, se mettront en tension ou se conflictualiseront au sein d'un espace intersubjectif et groupal particulier.

La partie suivante consistera en la présentation et l'analyse des résultats produits par la

méthodologie précédemment évoquée. Nous proposerons d'abord une description générale du mouvement des Gilets Jaunes à partir des données scientifiques et journalistiques ayant été produites à son égard. Nous analyserons ensuite les données récoltées par la démarche netnographique sur un groupe Facebook de Gilets Jaunes, que nous nommerons *Citoyens en colère*. Nous produirons dans cette optique une analyse thématique des données, ainsi qu'une analyse transversale des éléments implicites repérés dans ces données.

Nous rendrons ensuite compte des entretiens de recherche menés auprès de huit Gilets Jaunes. Après avoir décrit les profils des interviewés et les modalités de prise de contact avec chacun d'entre eux, nous proposerons à nouveau une analyse thématique du corpus fourni par les retranscriptions des entretiens. Suite à cette analyse thématique, nous étudierons les éléments implicites et cliniques ressortant de manière transversale dans les différents entretiens.

Enfin, nous proposerons une analyse des données produites par le *focus group*. Cette analyse qualitative sera basée sur l'exploration des trois espaces qui constituent la réalité psychique au sein d'une situation groupale selon Kaës (2010). Ces trois espaces sont les suivants : l'espace du sujet singulier, l'espace du lien et l'espace du groupe. Nous verrons comment l'analyse de ces trois espaces et de leurs articulations permettra de dégager des enjeux implicites importants qui se mettront en lien avec nos hypothèses opérationnelles.

Dans une dernière partie, la discussion, nous proposerons une synthèse des éléments dégagés de manière distincte dans les trois volets méthodologiques présentés précédemment. Nous verrons comment les données récoltées et leur analyse répondent en partie à nos questionnements, mais aussi comment elles soulèvent de nouveaux questionnements auxquels de prochains travaux pourront tenter de répondre.

Chapitre A : Institutions, violences et changements

L'idée centrale de cette thèse est d'étudier les processus inhérents aux moments de changement social tels que celui que nous semblons connaître aujourd'hui. Le postulat général avec lequel nous travaillerons est que le changement social induit une restructuration profonde des institutions sociales, et des fonctions qu'elles occupent sur les plans psychique et social. Il convient donc d'analyser les rôles psychiques et sociaux des institutions afin de pouvoir comprendre quelles conséquences auront leur bouleversement du fait de nouveaux paramètres, réunis ici sous l'appellation « changement social » et que nous aborderons en détails dans une partie ultérieure.

Il est dans un premier temps nécessaire de procéder à une définition précise et complète des notions d'institution et d'institution sociale, ce qui n'est pas une mince affaire, ces notions étant utilisées par de nombreuses disciplines, et avec de nombreux sens différents.

1 – Définitions de la notion d'institution

Nous ferons dans cette partie un état des lieux des différentes définitions données dans la littérature scientifique à la notion d'institution. Cet état des lieux ne saura être exhaustif, du fait de la multiplicité des disciplines qui ont recours à cette notion, et de sa polysémie. Nous nous concentrerons ici sur les approches et les auteurs dont les propositions nous seront particulièrement utiles tout au long de notre travail.

Avant de nous lancer dans une définition théorique de la notion d'institution, il apparaît dans un premier temps nécessaire d'aborder brièvement le sens courant attribué à ce terme dans les discours quotidiens, et vis-à-vis duquel il faudra dès à présent prendre une certaine distance. Dans le langage courant, l'institution renvoie généralement à un établissement concret, comme une entreprise ou une structure de soin par exemple. Dans cette acception, l'institution est donc une structure concrète, un établissement, doté de locaux, de bâtiments, de personnel, d'usagers, d'une hiérarchie... s'il est vrai que certaines définitions scientifiques de l'institution peuvent comprendre cette acception, il sera nécessaire de s'en détacher ici. Pour parler de telles structures concrètes, formées en établissement, nous parlerons ici plutôt d'*organisations*.

Maintenant que nous avons défini brièvement ce que n'est pas (ou que partiellement) l'institution, il s'agit pour nous de pouvoir définir au mieux ce qu'elle est. Cette tâche qui nous incombe à présent, bien que fondamentale dans l'exposé qui suivra, s'avère complexe. En effet, la

notion d'institution est centrale dans plusieurs disciplines (sociologie, sciences politiques, droit...), et chacune d'entre elle lui confère une acception sensiblement différente. Mais plus complexe encore : la polysémie de ce concept est à l'œuvre au sein même de chaque discipline pour lesquelles il est nodal. Deux sociologues n'utiliseront en effet pas ce terme avec la même acception, pas plus que deux politologues ou deux juristes. Une définition précise et univoque de ce terme passe donc nécessairement par des choix : celui d'abord d'un point de départ, d'une conception de l'institution parmi d'autres par laquelle commencer le passage en revue de ces approches de l'institution ; et une fois ces différentes conceptions présentées, le choix final parmi elles d'une ou plusieurs approches dont nous nous servirons dans la suite de cette thèse, et qui composeront notre vision spécifique de cette notion si équivoque.

1.1 – L'institution comme siège des normes sociales...

La tradition sociologique classique tend à considérer les institutions sociales comme étant le siège des normes sociales. Ainsi, pour Durkheim (1894), la notion d'institution correspond à « toutes les croyances et tous les modes de conduite institués par la collectivité » (Durkheim, 1894, p.30). Dans cette perspective, les institutions sont donc les représentations communes et les modes d'actions communs à une société donnée. Elles peuvent avoir un aspect officiel et formalisé (sous une forme juridique par exemple), mais elles peuvent également être implicites, latentes (c'est le cas des coutumes, des traditions ou des conventions sociales).

De plus, Durkheim (1894) insiste également sur le fait que les institutions sociales ont une existence propre en dehors des individus. En effet, alors même que l'institution se crée d'abord par les individus, elle acquiert rapidement un statut autonome, vivant et se perpétuant en dehors des sujets qui la constituent, échappant en un certain sens à leur volonté. De plus, elles survivent aux individus : les institutions sociales sont en effet dotées d'une certaine permanence dans le temps, elles continuent d'exister au fil des générations. Elles finissent donc par préexister aux sujets, qui naissent en leur sein et doivent naturellement s'y conformer, ou à tout le moins les prendre en compte comme une donnée constitutive de leur environnement.

Cette conception de l'institution sera réutilisée par les successeurs de Durkheim, et constituera le fondement de la théorie sociologique de la première moitié du XXe siècle. Ainsi, Fauconnet et Mauss (1969) définissent l'institution comme « un ensemble d'actes ou d'idées tout institué que les individus trouvent devant eux et qui s'impose plus ou moins à eux » (Fauconnet et Mauss, 1969, p.150). L'individu vient alors au monde dans un maillage institutionnel déjà tissé et dont il ne peut faire l'économie. Le fait que ce maillage institutionnel *s'impose* au sujet trouvera un

écho dans la théorie psychanalytique, comme nous le verrons dans une partie ultérieure.

Toujours dans cette tradition sociologique considérant les institutions sociales comme le siège des normes sociales, Berger et Luckmann (1966) posent les jalons de la pensée constructiviste, qui tend à voir toute réalité sociale comme une construction plus ou moins arbitraire ou contingente, mais perçue par les individus qui y sont confrontés comme une réalité objective. Cette école de pensée est donc située à l'opposé de l'essentialisme, qui pense les faits sociaux comme des données naturelles, existant par essence et n'étant pas le produit de l'histoire, de la culture, des systèmes de représentation. Cet ouvrage de Berger et Luckmann s'intéresse à l'institutionnalisation de la réalité sociale, qui passe selon eux par trois phases :

- D'abord, une phase d'extériorisation : l'institution se détache des individus qui l'ont fait naître. Cette idée se rapproche des idées précédemment évoquées de Durkheim (1894) et de Fauconnet et Mauss (1969), qui proposent que les institutions ont une existence en dehors des individus.

- Ensuite, une phase d'objectivation : l'institution prend pour les individus une forme de réalité objective, leur préexistant et leur apparaissant comme naturelle par essence. En un sens, l'essentialisme philosophique et sociologique est une conception de l'institution qui semble donc prise dans cette phase d'objectivation de l'institution, où celle-ci apparaît comme naturelle et essentielle.

- Enfin, une phase d'intériorisation : les individus naissent dans un système institutionnel déjà constitué auquel ils vont se conformer. Ils intérioriseront les productions de ce système institutionnel, et seront construits (au moins en partie) par celui-ci.

Chevallier (1996) reprend ces conceptions sociologiques des institutions en expliquant que celles-ci englobent des réalités de natures diverses, et agissent sur des niveaux différents mais interdépendants. Il distingue trois niveaux d'institution du social, correspondant à trois grandes fonctions des institutions sociales.

– Niveau des *significations sociales* : les institutions sont pourvoyeuses de sens, elles permettent d'établir des codes de signes qui favorisent la compréhension interindividuelle. Le code est d'abord utilisé spontanément, puis institutionnalisé avec une certaine fixité, rigidité et permanence, qui permettent son usage au long terme par les individus. Les individus s'inscrivent donc dans ces systèmes de significations sociales qui constituent « l'imaginaire social radical » (Castoriadis, 1975). Les différents symboles, comportements, représentations, constructions

imaginaires fournies par les institutions sont donc à disposition des individus pour permettre une intercompréhension fondant la cohésion sociale. Nous pouvons alors nous poser la question de la parole individuelle et subjective : comment proposer l'idée d'un code commun, le même pour tous, sans nier dans le même temps l'existence d'une parole différenciée et subjective ? Il y aurait en fait selon Chevallier (1996) une « grammaire symbolique » commune fournie par les institutions sociales, dans laquelle les individus vont chacun puiser une parole spécifique, qui leur est propre et qui constitue leur subjectivité.

– Niveau des *Rapports sociaux* : toute organisation sociale repose sur des rôles, des positions et des fonctions, qui sont liés par une relation circulaire (un rôle spécifique suppose une position hiérarchique précise, qui suppose elle-même une fonction à accomplir), et sont réunis pour un même individu sous la notion de statut social. Certains rôles sont très spécifiques et nécessitent des compétences préalables (c'est le résultat de la professionnalisation), et d'autres sont plus ouverts. L'institution structurerait donc les rapports sociaux selon un système de statuts sociaux, hiérarchiquement organisés et spécialisés sur des domaines différents. Ce niveau de l'institutionnalisation des rapports sociaux découlerait de la division du travail.

– Niveau des *formes d'actions collectives* : En plus de fournir des significations sociales communes et un système structuré de rapports sociaux, l'institution concerne aussi les modes et les formes d'actions collectives. Les différentes actions possibles ou au contraire impossibles sont en effet dictées par l'institution au sens large, que ce soit sous sa forme juridique ou bien sous la forme d'une tradition ou d'une convention sociale. Le schéma décrit par Chevallier (1996) comme aboutissant à l'institutionnalisation d'une forme d'action collective est le suivant : l'entreprise (groupe s'étant donné une tâche précise) devient une organisation quand elle se complexifie, puis une institution quand sa forme d'action devient autonome, hors des individus (en passant par l'objectivation, puis l'intériorisation).

Dans ces premières propositions de définition de l'institution, plusieurs éléments semblent transparaître de manière transversale.

Tout d'abord, les institutions sont dotées d'une certaine permanence, d'une rigidité relative ayant pour conséquence leur existence en dehors des individus, et même leur préexistence sur ces derniers. Les individus sont donc au cours de leur vie soumis aux institutions, ils doivent s'y conformer, s'y référer et se situer continuellement par rapport à elles.

De plus, les institutions semblent être le siège des normes sociales : ce sont à travers elles que sont dictées les coutumes, les conventions, les traditions, mais aussi les lois, les rapports de force et les rapports de pouvoir entre les différents statuts sociaux. Elles agissent de façon

normative sur les trois grands niveaux présentés plus hauts (significations sociales, rapports sociaux, formes d'actions collectives). D'ailleurs, les institutions politiques, qui ont pour but explicite et affirmé l'instauration et la maintenance de normes sociales formalisées juridiquement, font pleinement partie du large champ des institutions sociales.

Le dernier point important dans les éléments de définition de l'institution apportés jusqu'ici est l'idée que les institutions sociales revêtent pour les individus une apparence de réalité naturelle, objective, sur le mode du « cela va de soi ». Ces structures préexistant aux individus, ces derniers finissent par les considérer non pas pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des constructions sociales contingentes, mais pour des données naturelles allant de soi et ne pouvant être remises en question. Les institutions sont donc essentialisées, vécues comme des émanations de la réalité plutôt que comme des représentations de la réalité.

Ces premiers éléments de définition de l'institution, bien que déjà relativement riches, peuvent malgré tout être considérés comme insuffisants pour traduire la complexité de cette notion. Ils proposent une vision statique de l'institution, qui malgré sa profondeur théorique ne permet pas une analyse des évolutions sociales, qui sont pourtant à l'œuvre en permanence. Ces premières définitions ne décrivent en fait qu'une certaine partie de l'institution, et nous allons à présent aborder les autres composantes de cette notion, qui nous permettront plus loin la mise au travail pratique de nos questionnements.

1.2 – ...Mais aussi comme opposition à ces normes

Si les définitions de l'institution se sont longtemps restreintes à sa dimension normative, un courant de pensée analytique est né dans les années 1970 sous l'impulsion majeure de deux auteurs : Lourau (1970) et Lapassade (1971). Ce courant, nommé Analyse Institutionnelle, s'est voulu proposer une nouvelle perspective pour décrire l'institution d'une manière plus dynamique, moins statique que ce qui était jusqu'alors proposé, autant en sociologie qu'en sciences politiques. C'est donc une approche dialectique de l'institution qui fut proposée par ces auteurs, et sur laquelle nous allons maintenant nous pencher.

Pour Lourau (1970) et Lapassade (1971), l'institution est la résultante d'une tension dialectique constante entre trois forces qui se conflictualisent, s'interpénètrent et s'influencent de manière continue. Ces trois forces sont les suivantes :

- L'institué : il correspond aux définitions que nous avons données de l'institution dans la

partie précédente. Il est la norme, la loi, le « déjà-là », ce qui semble aller de soi. Il peut se manifester de manière explicite et formelle dans les règlements intérieurs ou les articles de lois par exemple. Mais il peut également se manifester de manière latente et implicite dans les conventions sociales, les tabous ou encore les rapports de pouvoir intériorisés.

– L’instituant : il est la force d’opposition à l’institué. Il correspond à la remise en question des normes, des lois ou des conventions. Là encore, il peut se manifester explicitement à travers des revendications affirmées ; ou bien implicitement par des contournements furtifs mais réguliers des normes établies. Si l’institué se présente aux membres d’un groupe, d’une organisation ou d’une société comme une réalité naturelle et objective (par l’essentialisation évoquée plus haut), l’instituant est la remise en question de cette supposée évidence, il est la prise de conscience plus ou moins subite et plus ou moins totale de la relativité, de la contingence de l’institué.

– L’institutionnalisation : elle correspond au moment où l’instituant devient l’institué. Les propositions allant à l’encontre de la norme établie sont alors au moins partiellement intégrées par l’institué, et font ainsi par cette force partie de la norme, de la « réalité objective » perçue par les individus.

À la lumière de ces propositions conceptuelles, une nouvelle lecture peut être faite de la dynamique institutionnelle. L’institution n’est en effet pas que l’institué, le siège des normes et de leur maintien : elle est également produite par l’instituant, en tant que force d’opposition à l’institué, et par l’institutionnalisation, force d’instauration de normes nouvelles. Cette vision dialectique et dynamique de l’institution semble particulièrement pertinente pour traiter la question de l’évolution de celles-ci : comment en effet penser le changement institutionnel si l’on se restreint à ne considérer que ce qui est institué ?

Nous voilà donc, à ce stade, pourvus d’une première base théorique sur laquelle nous pouvons commencer à prendre appui pour penser la question de l’institution. Celle dernière peut ainsi être considérée comme un processus dynamique et dialectique, régi par des forces contradictoires qui se conflictualisent et s’interpénètrent, et qui tend à fournir aux individus d’une société donnée un cadre normatif et doté d’une certaine permanence dans le temps, ou tout du moins d’une certaine inertie. Mais une définition de l’institution ne saurait être complète sans l’exploration théoriques de processus qui lui sont analogues, et notamment de la notion d’idéologie telle qu’elle est pensée dans la théorie marxiste.

1.3 – La notion d'idéologie dans la théorie marxiste

1.3.1 – La conception de l'idéologie dans le marxisme orthodoxe

Dans la pensée marxiste orthodoxe (Engels et Marx, 1932), l'idéologie peut être représentée par une métaphore architecturale. Si l'on considère l'organisation sociale capitaliste comme un édifice, son rez-de-chaussée (et donc ses fondations) serait le système économique. Le premier étage serait composé par le droit et la politique (institutions permettant de légitimer par l'instauration de normes sociales le fonctionnement du système économique). Enfin, le troisième étage serait constitué de l'idéologie.

Dans cette optique, l'idéologie est donc le *reflet* des mouvements de fond du capitalisme. Il s'opère ainsi une sorte de renversement : ce ne sont pas les idées et les représentations sociales qui créent les conditions de vie, mais l'inverse. Les systèmes de valeurs et de représentations sociales (ce que Marx et Engels (1932) nomment l'idéologie) sont donc un reflet inversé, comme dans un miroir, des conditions matérielles d'existence (modes et rapports de production, existence de telle et telle classe sociale...). Progressivement, ces idées et ces représentations culturelles et sociales se détachent des conditions matérielles d'existence, et apparaissent finalement aux individus comme allant de soi, comme étant des données naturelles et objectives. On comprend ici pourquoi la vision marxiste de l'idéologie peut être mise en lien avec la notion d'institution présentée plus haut : ce qu'Engels et Marx (1932) nomment l'idéologie correspond aux idées, aux représentations et aux valeurs qui paraissent naturelles, qui existent pour les individus sous le mode du « cela va de soi », alors même qu'elles ne sont que le reflet des conditions matérielles d'existence (et donc le produit contingent de l'histoire, des rapports sociaux de pouvoir et de production, des outils de production disponibles...). Être « dans » l'idéologie signifie alors avoir une conscience illusoire que les idées, valeurs et représentations communément admises sont au fondement des conditions matérielles d'existence, et non l'inverse. Ainsi, le fait d'être pris dans l'idéologie correspond à une croyance non distanciée aux idées collectives, ou, pour le dire autrement, être dans un rapport essentialiste vis-à-vis de ces idées.

Dans ce modèle de pensée, l'idéologie est perçue comme l'apanage des classes dominantes. En effet, l'historiographie marxiste tend à montrer que les idées dominantes ont toujours été celles des classes dominantes. L'idéologie aurait alors pour fonction la légitimation et donc la pérennisation des conditions matérielles permettant la position dominante de telle ou telle classe : le fait d'entretenir un rapport essentialiste avec les idées de la classe dominante permet la justification de sa domination. Il est à noter que les membres de la classe dominantes sont bien souvent eux-

mêmes pris dans le renversement idéologique leur faisant croire en le bien-fondé naturel des idées socialement admises et justifiant leur domination. Prise en ce sens marxiste orthodoxe, l'idéologie participe donc de ce que Gramsci (1996) appellera l'hégémonie culturelle : la domination d'une classe n'est pas seulement matérielle, elle est aussi culturelle, intellectuelle. L'idéologie dominante, en tant qu'elle est consentie sans coercition apparente, est donc un enjeu central du processus hégémonique décrit par Gramsci.

1.3.2 – Les Appareils Idéologiques d'État

La notion d'idéologie est centrale dans l'oeuvre d'Althusser (1976). Bien que profondément marxiste, cet auteur s'éloigne de la conception orthodoxe de l'idéologie telle que l'on vient de la présenter. Althusser (1976) reprend en la modifiant quelque peu la métaphore architecturale proposée par Engels et Marx (1932). Si pour ces derniers l'idéologie était le deuxième étage de l'édifice capitaliste (reflétant les mouvements de fond de cet édifice), elle en est pour Althusser (1976) le ciment. L'idéologie est donc transversale à la société, elle est ce qui maintient les différentes parties de celle-ci ensemble.

Si la redéfinition du concept d'idéologie fut importante aux yeux d'Althusser, c'est que ce dernier a perçu un manque dans la vision marxiste sur ce point précis. La pérennisation du système capitaliste passe en effet pour Engels et Marx (1932) par une double reproduction : reproduction des *moyens de production* d'une part, et reproduction des *forces de production* (c'est-à-dire de la classe ouvrière) d'autre part. Si la reproduction des moyens de production a été largement traitée par Marx (1867) dans *Le Capital*, celle des forces productives aurait mérité selon Althusser une analyse plus approfondie. C'est pour Marx le salaire qui permet la reproduction des forces de production : il permet en effet aux ouvriers de se nourrir, de se vêtir et de se loger, et donc *in fine* de retourner au travail « chaque demain que Dieu fait » (Collectif, p.96). Mais la reproduction des forces productives ne s'arrête pas à la reproduction de l'énergie nécessaire pour produire (manger – dormir – se vêtir), elle doit aussi passer selon Althusser (1976) par un apprentissage toujours recommencé des rapports de classes : apprendre aux ouvriers à obéir, apprendre aux capitalistes à commander. Cet apprentissage s'inscrit pleinement dans l'idéologie : c'est une transmission de l'idéologie capitaliste. Il faut donc des agents de reproduction de l'idéologie, et des *appareils* permettant cette reproduction.

La notion d'appareil d'État a déjà été avancée par Marx (1867), mais uniquement sous sa forme répressive. Pour Marx (1867), l'État est une forme d'organisation de la société, un édifice social reposant sur une économie particulière, et dont les deux étages sont la politique et le droit

d'une part, et l'idéologie d'autre part. Quelle que soit la classe au pouvoir (détentricrice du pouvoir d'État), cette modalité d'organisation reste telle quelle. Cet État comprend un appareil d'État, qui est l'appareil répressif : la police, l'armée, la prison, la justice... sont des outils de l'État lui servant à réprimer ce qui va à son encontre. Un lien intéressant peut être fait ici avec l'Analyse Institutionnelle : l'appareil d'État a pour but de réprimer l'instituant. Nous reviendrons plus tard sur ces liens conceptuels. Le propre de l'appareil répressif d'État et de ses constituantes est de fonctionner « à la violence », qu'elle soit physique (police, armée...), ou symbolique (justice, tribunaux...).

Althusser (1976) propose de considérer de nouveaux appareils d'État, qui sont les appareils idéologiques d'État (AIE). La première différence entre l'appareil répressif d'état (ARE) et les AIE, c'est que l'ARE est unifié, il n'y a qu'un ARE, qui est constitué de différentes subdivisions (police, armée, tribunaux...). En revanche, il semble y avoir plusieurs AIE, dispersés en une myriade d'institutions d'État différentes. Althusser (1976) dresse une première liste, non exhaustive, des Appareils Idéologiques d'État : AIE religieux, AIE scolaire, AIE familial, AIE juridique (la justice est à la fois une constituante de l'ARE et un AIE à part entière), AIE politique, AIE syndical, AIE de l'information, AIE culturel.

La deuxième différence, celle-ci fondamentale, entre l'ARE et les AIE est que l'ARE fonctionne « à la violence », et que les AIE fonctionnent « à l'idéologie ». Bien sûr, il convient de préciser cette distinction, car l'ARE fonctionne aussi secondairement à l'idéologie (les valeurs, les symboles qui permettent la cohésion et la croyance en le bien-fondé de son existence), et les AIE fonctionnent également secondairement à la violence (sanctions à l'école ou dans la famille, censure dans la presse...). Bref, il n'y a pas d'appareil purement répressif ou purement idéologique : l'ARE fonctionne de manière prédominante à la violence et justifie cette violence par l'idéologie, et les AIE fonctionnent de manière prédominante à l'idéologie, et justifient cette idéologie par la violence.

Pour revenir à la question première de la reproduction des forces de production, l'ARE assure donc par la force les conditions politiques de la reproduction des rapports de production, et les AIE assurent eux par l'idéologie les rapports mêmes de production. D'une certaine manière, l'ARE sert de bouclier aux AIE dans leur tâche de reproduction des rapports de production. Althusser (1976) fait un bref retour historique intéressant : si l'on considère la période pré-capitaliste (féodale), on s'aperçoit que le nombre d'AIE était très réduit : les AIE étaient majoritairement centralisés dans l'Église. La Révolution Française, pour mener à bien son instauration d'un nouvel ordre social, s'est donc naturellement attaquée prioritairement à l'Église, en tant qu'elle était l'AIE centrale permettant la reproduction des rapports de classe dominés par

l'aristocratie.

Pour Althusser (1976), donc, si le couple Église-Famille représentait les AIE prédominantes dans la structure sociale pré-capitaliste, c'est depuis la Révolution le couple École-Famille qui tient cette place :

L'école prend les enfants de toutes les classes sociales dès la Maternelle, et dès la Maternelle, avec les nouvelles comme les anciennes méthodes, elle leur inculque, pendant des années, les années où l'enfant est le plus « vulnérable », coincé entre l'appareil d'État famille et l'appareil d'État École, des « savoirs-faire » enrobés dans l'idéologie dominante (le français, le calcul, l'histoire naturelle, les sciences, la littérature), ou tout simplement l'idéologie dominante à l'état pur (morale, instruction civique, philosophie). Quelque part vers la seizième année une énorme masse d'enfants tombe « dans la production » : ce sont les ouvriers ou les petits paysans. Une autre partie de la jeunesse scolarisable continue : et vaille que vaille, fait un bout de chemin pour tomber en route et pourvoir les postes des petits et moyens cadres, employés, petits et moyens fonctionnaires, petits-bourgeois de toute sorte. Une dernière partie parvient aux sommets, soit pour tomber dans le demi-chômage intellectuel, soit pour fournir, outre les « intellectuels du travailleur collectif », les agents de l'exploitation (capitalistes, managers), les agents de la répression (militaires, policiers, politiques, administrateurs, etc.) et les professionnels de l'idéologie (*prêtres de toute sorte, dont la majorité sont des « laïques » convaincus¹*) » (Collectif, 2006, p.117).

La dernière parenthèse de cette citation, que nous avons volontairement soulignée, s'articule avec l'idée selon laquelle le fondement du phénomène institutionnel est de se présenter aux individus comme une réalité objective, comme un essentialisme allant de soi, alors même qu'il n'est au fond qu'une construction sociale arbitraire et contingente. L'apport d'Althusser à cet égard est de nous permettre de comprendre que les institutions, en tant que constructions sociales, ont besoin de se draper d'idéologie pour être perçues par les individus comme des essentialismes.

1 Souligné par nous.

2 – Les fonctions psychiques des institutions

À ce stade de la réflexion, la notion d'institution est encore strictement rattachée aux dimensions sociale, politique et culturelle. Mais, comme nous l'avons déjà mentionné, ces dimensions sont à considérer comme étant profondément articulées à la dimension psychique et subjective. Ainsi, si les institutions occupent sur la scène sociale un certain nombre de fonctions que nous venons d'exposer, elles trouveront nécessairement en parallèle un écho sur la scène intrapsychique des sujets qui se trouvent pris en leur sein. C'est sur ces fonctions psychiques des institutions que nous allons maintenant nous pencher, en faisant appel notamment à la théorie psychanalytique.

2.1 – Les institutions comme défenses contre les angoisses primitives

La première fonction que l'on peut attribuer aux institutions sur le plan psychique est une fonction défensive. Dans cette optique, les institutions sont considérées comme des productions collectives répondant aux angoisses primitives ou archaïques suscitées chez les sujets par la situation groupale ou sociale. C'est notamment ce que nous propose Fornari (2012), en référence à la théorie kleinienne. Dans cette tradition psychanalytique, les angoisses primitives sont au nombre de deux : l'angoisse schizo-paranoïde, d'abord, caractérisée par un sentiment de persécution projeté sur un mauvais objet, et l'angoisse dépressive, ensuite, caractérisée par la peur de l'abandon et de la perte du bon objet (Klein, 1946). S'il est ici question d'angoisses *primitives*, c'est bien parce que ces angoisses sont originellement présentes chez tous les individus. Le sujet, dans les débuts de sa vie psychique, traversera ces angoisses qui découlent d'un rapport au monde non encore marqué par la différence entre le moi et le non-moi. La construction d'un rapport objectalisé au monde (c'est-à-dire où l'autre est perçu comme un objet différencié) passera donc par la position schizo-paranoïde (dans laquelle l'objet est partiel, soit totalement bon soit totalement mauvais) puis par la position dépressive (dans laquelle l'objet commence à apparaître au sujet comme un objet unifié, à la fois bon et mauvais).

Pour Fornari (2012), le fait de vivre en société suscite naturellement chez les individus la réactualisation de ces angoisses primitives. La rencontre intersubjective vient ainsi potentialiser dans l'inconscient soit l'apparition d'un mauvais objet, et donc d'une angoisse de persécution, soit l'apparition d'un bon objet, et donc d'une angoisse d'abandon. Il importe alors de trouver des modalités d'organisation du social qui permettent de contenir ces angoisses réactivées. Dans cette perspective, les institutions sociales seraient justement à comprendre comme mécanismes de

défense groupaux et sociaux face aux angoisses émanant de l'expérience originaire du groupe.

De la même façon qu'une conception psychanalytique de la personnalité voit dans le ça le fondement originaire de la personnalité à partir duquel se seraient différenciées les autres instances, et en particulier, le moi, les institutions, dans une perspective socio-dynamique, seraient liées à l'expérience originaire du groupe fondant les diverses cultures dont dériveraient les institutions en tant que nécessités organisationnelles secondaires, comme le moi est la partie organisée du ça (Fornari, 2012, p. 105-106).

Les institutions sociales seraient donc en quelque sorte le « moi social », partie structurée du « ça social » tel qu'il se manifeste originairement dans le lien à l'autre (sous la forme des angoisses primitives kleiniennes). Ces propositions peuvent être articulées avec les propositions de Bion (1972). Pour cet auteur, la situation de groupe générera des affects et des fantasmes plus ou moins partagés par tous les membres dans l'inconscient groupal. Ces affects et fantasmes sont nommés hypothèses de base, et Bion (1972) en définit trois principales, qui correspondent à des situations et contextes groupaux spécifiques. Voici ces trois hypothèses de base :

- *L'hypothèse de base de dépendance* : elle correspond à des groupes qui se placent eux-même sous la protection et le joug d'une puissance perçue comme bénéfique. Cette puissance pourra aussi bien être un membre interne au groupe, élu consciemment ou inconsciemment par ses pairs comme « leader », qu'une personnalité extérieure ou encore une idée. Cette hypothèse de base correspond dans les processus qui lui sont fondamentaux à la position schizo-paranoïde décrite par Klein (1946), au cours de laquelle l'objet est partiel, et clivé entre bon et mauvais objet. La puissance fantasmée comme bénéfique serait ainsi une projection groupale de l'image partielle de la bonne mère telle qu'elle est présente de manière archaïque chez tous les membres.

- *L'hypothèse de base de couplage* : elle correspond à un moment que Bion (1972) qualifie d'« attente messianique » de la part des membres envers un sous-groupe. Le sous-groupe en question prend alors la forme d'un couple dont on attend la production d'un messie, d'un nouvel objet qui pourra être l'objet de l'idéalisation du groupe. C'est une hypothèse de base dans laquelle le groupe n'a pas de leader, et c'est l'attente de l'incarnation de celui-ci qui soude le groupe. Le sous-groupe dont on attend cette production, s'il prend la forme fantasmatique d'un couple parental, peut dépasser dans la réalité la binarité d'une telle union : il peut être incarné par un sous-groupe de plus de deux personnes.

- *L'hypothèse de base attaque-fuite* : elle est en quelque sorte le pendant inverse de l'hypothèse de base dépendance. Le groupe est ici structuré autour d'un mauvais objet, vécu par le

groupe comme persécuteur, et envers lequel s'alternent des mouvements sadiques d'attaque et des mouvements de fuite, où prédomine l'angoisse de persécution. De même, c'est là encore les processus propres à la position schizo-paranoïde kleinienne qui régissent cette hypothèse de base, mais c'est cette fois-ci la projection de la mauvaise mère archaïque qui soude le groupe.

Fornari (2012) propose donc l'idée que les institutions sociales soient des formes institutionnalisées des hypothèses de base. Ces dernières étant des processus primaires inconscients, les institutions sociales résulteraient d'un processus de secondarisation des vécus primaires du groupe et de la société dans son ensemble. L'Église serait ainsi l'institutionnalisation secondarisée de l'hypothèse de base *dépendance*, l'armée celle de l'hypothèse *attaque-fuite*, et l'aristocratie celle de l'hypothèse *couplage*. Nous voyons déjà se dessiner l'idée selon laquelle les institutions sociales entretiennent des fonctions psychiques fondamentales, répondant aux angoisses primaires traversant l'ensemble des individus et étant réveillées par la situation groupale.

Fornari (2012) propose également un développement à la pensée de Bion, en conceptualisant une quatrième hypothèse de base relative aux groupes traversant des phases de transition, voire de bouleversement. Cette quatrième hypothèse de base est basée sur le conflit dialectique entre conservation et changement, certains membres du groupe se rattachant aux valeurs institutionnelles d'un passé mythifié et fantasmé, tandis que d'autres se projettent dans la construction de nouvelles valeurs institutionnelles dont l'avènement nécessite la rupture avec le passé. Les institutions deviennent, dans cette hypothèse de base, cibles de clivages groupaux et/ou sociaux importants.

2.2 – Les institutions comme matrices mythopoïétiques

Toujours dans un héritage kleinien, nous pouvons supposer avec Kaës (2016) l'existence de *positions psychiques groupales* qui coexistent, s'articulent et participent à la construction de la vie psychique d'un groupe. Ces positions groupales ne sont pas à comprendre comme des stades d'évolution du groupe, mais bien des moments dynamiques, interdépendants et articulés dans chacun desquels une certaine configuration de la scène psychique du groupe prédominera. Kaës (2016) décrit trois positions psychiques groupales possibles, que voici ici détaillées.

– **La position utopique.** Cette position succède généralement à une crise (disparition, départ ou décès d'un membre ou d'un fondateur ; attaques extérieures menaçant l'intégrité du groupe...). Les groupes pris dans cette position présentent une activité fantasmatique que l'on peut caractériser de maniaque, une « folie raisonneuse » défensive permettant de ne pas penser la crise traversée, ou

bien de penser un non-lieu de cette crise. Cette activité fantasmatique caractéristique de la position utopique est un espace de création potentielle, qui peut déboucher aussi bien sur la position idéologique que sur la position mythopoïétique.

– **La position idéologique.** Pour définir cette position, Kaës (2016) se base notamment sur le concept allemand de *Weltanschauung*, artificiellement traduit en français par « conception du monde ». Freud (1927) a utilisé ce concept afin de décrire l'idéologie religieuse à un niveau individuel. Une *Weltanschauung* peut être définie comme « une construction intellectuelle capable de résoudre selon un unique principe tous les problèmes que pose notre existence » (Kaës, 2016, p. 5). Cette conception peut être élargie à la vie psychique groupale : la position idéologique est une configuration de celle-ci où un paradigme explicatif prédominera, sous-tendu par un idéal (une vision du monde vers laquelle il faudra tendre à tout prix), une idée (le paradigme explicatif), et une idole (un chef, un leader charismatique, réel ou fantasmé). Cette configuration psychique groupale rend prédominante la modalité isomorphique de l'appareillage entre les psychés individuelles et la psyché groupale (et peut donc déboucher sur un déni de la différence interindividuelle). Une constante de la position idéologique est le fait qu'elle mobilise toujours un clivage au sein duquel un ou des objets se trouveront idéalisés et d'autres seront vécus comme persécuteurs, menaçant dans le fantasme l'intégrité narcissique voire physique du groupe. Il est à noter que l'idéologie peut avoir un versant structurant, permettant ainsi la survie narcissique du groupe, et un versant clôturant, dans lequel le clivage sera total, et l'objet vécu comme persécuteur sera cible d'une violence de la part du groupe. Cette position groupale peut être considérée comme l'équivalent dans le groupe de la position schizo-paranoïde kleinienne chez l'individu : un clivage prédomine entre un bon et un mauvais objet, les relations objectales dans cette position sont partielles, clivées. L'ambivalence n'est pas accessible.

– **La position mythopoïétique.** Du grec *Mythos*, le mythe, et *Poïesis*, la création, la genèse. Cette position est la plus élaborée des trois, elle peut être considérée comme l'équivalent groupal de ce qu'est à l'individu la position dépressive kleinienne. Dans cette configuration psychique groupale, des mythes sont élaborés afin de mettre du sens sur les inévitables irréprésentables de la vie en groupe. Les origines, la mort, le but, le destin... sont alors mis en sens à travers des mythes, des objets culturels groupaux, dans lesquels les membres du groupe vont se fantasmatiser. Cette position permet d'accepter la différence entre les membres du groupe, qui ne sera pas vécue comme menaçant l'intégrité narcissique du groupe et de ses membres. Dans cette position, le clivage ne prédomine plus, et le groupe a accès à l'ambivalence. Les mythes et les objets culturels ainsi constitués prennent alors la forme de réceptacles des pulsions de mort, des éprouvés violents traversant les membres du groupe. Ils permettent la transformation de cette violence, sa

symbolisation :

Par le recours à des « histoires » qui appartiennent à un patrimoine culturel commun et reconnu, les pulsions réprimées peuvent être élaborées dans l'activité fantasmatique. Le recours à l'histoire (au conte, au mythe, à la légende, au poème) offre la possibilité de déléguer l'accomplissement de la violence (le meurtre, le vol, l'agression) à un autre, en un autre lieu : le poète, le héros. (Kaës, 2016, p. 209)

Les mythes, en tant qu'objets culturels produits par les groupes, revêtent ainsi des fonctions proches de celles que l'on peut prêter aux institutions sociales. Pour explorer plus précisément les liens conceptuels que l'on peut établir entre la mythopoïèse décrite par Kaës (2016) comme position psychique groupale spécifique et les institutions sociales telles que nous les avons définies plus haut, il semble important de préciser premièrement que les mythes groupaux ayant des fonctions de transformation, de contenance et de régulation ne sont pas tout à fait à l'échelle groupale ce que sont les institutions à l'échelle sociale. Les institutions sont en effet pérennes, et si les formes qu'elles revêtent présentent une certaine variabilité dans le temps et dans l'espace, les processus qui sont à leurs fondements sont pour leur part structuraux et transversaux. En revanche, les mythes tels que définis par Kaës (2016) n'apparaissent de façon structurante qu'à des moments précis de l'existence d'un groupe, que lorsque le groupe se trouve dans la configuration psychique particulière qu'est la position mythopoïétique.

Ainsi, les institutions sociales semblent plutôt revêtir la forme non pas de mythes contenant mais bien de *matrices mythopoïétiques* : c'est à partir d'elles que, à l'échelle de la société, les mythes vont s'institutionnaliser, c'est-à-dire prendre une forme structurante, pérenne et normative, et qu'ils pourront assurer leurs fonctions transformatrice, contenante et régulatrice. Les institutions sociales semblent donc avoir pour fonction primordiale l'instauration d'une position mythopoïétique à l'échelle sociale. Or, nous savons que la position mythopoïétique n'est qu'une des trois positions potentielles, c'est-à-dire des configurations psychiques du groupe. Transposée à l'échelle de la société dans son ensemble, la conceptualisation de Kaës (2016) concernant des positions psychiques groupales suppose donc qu'une société puisse également se trouver dans une position idéologique, ou bien dans une position utopique.

Mais le phénomène institutionnel étant toujours à l'œuvre, comment expliquer l'émergence sociale d'une position idéologique, malgré un étayage institutionnel toujours présent ? Nous pouvons expliquer cela justement par le fait que les institutions ne sont pas les mythes en eux-mêmes, mais peuvent servir, si les conditions y sont favorables, de matrice institutionnelle à ces

mythes. Mais quand ce processus institutionnel achoppe, les institutions sociales peuvent alors être investies non plus sous un mode mythopoïétique, mais bien sur un mode utopique ou encore idéologique. C'est cette idée en particulier que nous développerons plus loin.

2.3 – Les institutions face aux conflits

Une autre fonction que l'on peut attribuer aux institutions est la canalisation que celles-ci permettent des éléments conflictuels. Il est à noter que cette fonction est transversale, et touche autant les dimensions individuelle, groupale et sociale. C'est notamment à partir des propositions d'Enriquez (2003) que nous pouvons formuler cette nouvelle idée.

Enriquez (2003) propose un modèle théorique considérant le lien social comme étant constitué de sept instances, dont l'une d'entre elle est celle des institutions. Voici la liste de ces instances : instance mythique, instance sociale-historique, instance institutionnelle, instance organisationnelle, instance groupale, instance individuelle, instance pulsionnelle.

Ces sept instances sont à considérer comme fonctionnant de manière interdépendante et articulée. De la même manière que les instances psychiques décrites par Freud (1923) rendent compte, de par leurs formations divergentes, leurs tensions et leurs articulations, de la communauté structurale qu'est l'inconscient, les sept instances décrites par Enriquez rendent compte de la communauté structurale qu'est le lien social dans son ensemble. Ainsi, tout phénomène social engage nécessairement ces sept instances de manière articulée et transversale : « si toutes les instances sont toutes nécessaires et dérivent toutes d'une communauté structurale, alors ces instances disent toutes, *de manière différente*, par certains aspects, *la même chose* » (Enriquez, 2003, p. 160).

Nous ne décrirons pas ici en détails les sept instances proposées par Enriquez (2003), mais nous centrerons sur certains éléments en particulier qui viennent nous renseigner sur les fonctions qu'occupe l'instance institutionnelle.

Le premier élément sur lequel il semble nécessaire de s'attarder quelques instants est la description qu'Enriquez (2003) fait de l'instance groupale. Pour lui, le groupe « va se trouver devant un problème structural qu'il va continuellement essayer de traiter et sur lequel il va continuellement achopper. Ce problème c'est celui du conflit entre la reconnaissance du désir et le désir de reconnaissance » (Enriquez, 2003, p.104). Cela s'explique par le fait que l'individu, quand il se trouve dans une situation groupale, va avoir la double volonté contradictoire suivante : d'une part,

il voudra affirmer ses désirs individuels, exister aux yeux des autres pour ce qu'il ressent être en lui-même et par essence. D'autre part, l'individu désirera se faire accepter par les autres membres du groupe comme l'un des leurs, et tendra alors à mettre de côté ce qui le différencie des autres, se coulant ainsi dans le moule identitaire proposé par le groupe. Face à ce conflit structural et traversant tous les individus membres d'un groupe, chaque groupe se dirigera alors plutôt soit vers ce qu'Enriquez nomme la *masse* (primauté du désir de reconnaissance), ou bien vers la *différenciation* (primauté de la reconnaissance du désir). Cette dialectique structurante de la vie groupale vient susciter un conflit permanent agissant à la fois à l'échelle intrapsychique et à l'échelle intersubjective. C'est notamment face à ce type de conflit structural que vont être constituées, sur la scène sociale, les institutions.

En effet, en plus de leurs fonctions normatives, défensives et mythopoïétiques sur lesquelles nous nous sommes déjà penchés plus tôt, les institutions ont également selon Enriquez (2003) une double fonction relative aux conflits inhérents à la vie en société :

Elles vont avoir pour rôle de masquer les conflits et les violences possibles et d'autre part de les exprimer. *Masquer* pour faire surgir à leur place, l'harmonie, le consensus ou au moins la solidarité et pour cela nous faire renoncer aux pulsions égoïstes et nous faire accéder aux pulsions altruistes en canalisant l'agressivité inhérente à la rencontre avec autrui, *exprimer* car les institutions ne peuvent renier ce qui a été à leur origine parce que dans le mouvement même de *conjuración* de la violence s'inscrit la nécessité de la cristalliser quelque part. (Enriquez, 2003, p.78).

Cette citation mentionne une dimension importante, qui aura une place fondamentale dans nos réflexions et sur laquelle nous reviendrons plus en détails dans une prochaine partie dédiée. Cette dimension est celle de la violence inhérente à la rencontre avec autrui. Ainsi, les institutions ont pour Enriquez la double fonction de masquer et d'exprimer cette violence fondamentale, inhérente au fait de faire société. Elles la masquent dans la mesure où l'établissement de normes et valeurs communes permet de former un ensemble cohésif au sein duquel les pulsions égoïstes seront mises de côté. Parallèlement, les institutions permettent d'exprimer la violence, de la canaliser à travers des voies légitimes et cohérentes avec les valeurs qu'elles promeuvent. Elles ont en ce sens des vertus sublimatoires dans la mesure où elles dérivent les pulsions vers un but socialement accepté puisque s'inscrivant dans les normes édictées par les institutions. Cette idée peut être mise en lien avec ce que Weber (1919) nomme la détention du monopole de la violence physique légitime par l'État. Cette proposition weberienne illustre en effet l'expression

sublimatoire, canalisée par l'instance institutionnelle, de la violence fondamentale.

A travers ces propositions d'Enriquez, une nouvelle notion semble apparaître, qu'il nous sera désormais nécessaire d'approfondir : c'est l'idée d'une violence fondamentale, inhérente à la constitution de tout lien social. Cette notion sera la pierre angulaire de notre réflexion tout au long de cette thèse, et c'est sur elle que nous allons maintenant nous pencher.

3 – La notion de violence inhérente à la vie sociale

Après avoir défini ce que sont les institutions et présenté les approches psychanalytiques décrivant leurs fonctions socio-psychiques, nous allons maintenant nous pencher sur la notion de violence. Si l'apparition de cette nouvelle partie peut paraître, de prime abord, quelque peu abrupte, il semble malgré tout qu'un lien conceptuel important puisse être fait entre la notion de violence et celle d'institution. En effet, nous avons jusqu'ici présenté un certain nombre de fonctions (défense contre les angoisses primitives, mythopoïèse, régulation des conflits...) que revêtent les institutions. Mais nous nous sommes jusqu'ici peu attardés sur les éléments précis qui pouvaient être contenus, régulés, ou en défense desquels la génération de mythes pouvait officier. Ce nouveau questionnement devra passer par l'exploration théorique de la notion de violence et de ce que celle-ci a de fondamental ou d'originare.

Nous allons donc maintenant retracer l'histoire théorique de la notion de violence fondamentale, inhérente au fait même de faire société. Nous verrons dans un premier temps les approches philosophiques de Rousseau et de Hobbes, qui sont fondatrices en ce domaine, et passerons ensuite en revue les auteurs qui ont apporté un éclairage psychanalytique à cette question. Les prochaines pages reprendront donc des éléments théoriques ayant été proposés par un certain nombre d'auteurs et autrices en philosophie et dans le champ psychanalytique. Ce passage en revue des différentes propositions théoriques pouvant s'articuler à la notion de violence, s'il peut donner l'impression d'une liste d'écrits égrainés successivement, apparaît nécessaire dans la mesure où il met en lumière la filiation théorique dans laquelle s'inscrira la partie suivante, qui se donnera pour objectif de construire un nouveau modèle conceptuel de la violence sociale. La construction d'un tel modèle doit donc passer par l'exposition des ouvrages qui ont fourni les conditions nécessaires à son émergence.

3.1 – Hobbes et le Léviathan

Si l'on veut retracer l'héritage philosophique du concept de violence fondamentale, la pensée de Hobbes (2000) telle qu'elle fut exposée dans son ouvrage *Léviathan*, paru originellement en 1651, peut constituer un point de départ intéressant. Dans cet ouvrage, Hobbes fait la distinction entre ce qu'il appelle l'état de nature et l'état civil de l'être humain. L'idée d'état de nature est une forme d'expérience de pensée nous proposant d'imaginer l'humain vivant en dehors de toute loi, de toute norme sociale. Selon Hobbes, cet état de nature est un état de guerre permanente et de tous contre tous.

Cet état de guerre de tous contre tous s'explique par différents éléments. Tout d'abord, dans l'état de nature, chacun lutte pour sa propre préservation. Les lois n'existant pas, les idées de justice ou de morale n'existent pas non plus. Dans l'optique de sa propre survie individuelle, chacun pourra alors être amené à nuire aux autres, sans qu'une justice instituée ou qu'un sens moral ne répriment ces actions.

En plus de cette lutte de chacun pour sa propre préservation, Hobbes postule que les humains sont animés par des désirs, des *passions*, et ce de manière inexorable : « n'éprouver aucun désir, c'est être mort » (Hobbes, 2000, p.135). Cette puissance passionnelle inaltérable est également à la source de la guerre permanente relative à l'état de nature. En effet, les désirs de chacun sont susceptibles de porter sur des objets communs : c'est donc la rivalité entre les humains pour la primauté de l'accès à l'objet désiré qui prédomine dans cet état de nature. Trois passions fondamentales selon Hobbes sont à l'œuvre dans cette dimension de rivalité : la compétition (chacun veut obtenir l'objet convoité avant les autres), la défiance (une fois l'objet obtenu, l'individu met tout en œuvre pour le conserver malgré les velléités des autres), la fierté (chacun souhaite voir son pouvoir reconnu par les autres).

Cet état de nature décrit par Hobbes comme une guerre permanente de tous contre tous peut alors se traduire en une notion plus récente, qui est celle de la violence fondamentale. Nous trouvons en effet chez Hobbes cette intuition que l'humain est animé de manière inexorable par des passions qui, sans le cadre moral imposé par la loi, entraînent un déchaînement de violence permanent. Nous verrons plus loin comment l'œuvre freudienne vient réactualiser cette pensée, et donner à cette notion de violence fondamentale une place plus importante mais également plus transversale.

Concernant l'œuvre de Hobbes, nous pouvons également nous arrêter quelques instants sur les destins qu'il donne à cet guerre permanente, et plus généralement à l'état de nature de l'humain. Dans le *Léviathan*, Hobbes propose l'idée que cet état de nature et le déchaînement de violence qu'il entraîne ne peut être viable sur le long terme. La menace de mort étant toujours potentialisée dans cet état, la sécurité ne pouvant jamais être pérenne, il est nécessaire que les humains s'accordent, par un contrat passé avec les autres individus, à faire cesser cet état de violence permanente. Pour l'auteur, cette sortie de l'état de nature ne peut se faire que par la cession d'une partie de la liberté de chacun à une autorité commune et reconnue légitime par tous. Cette autorité, qu'Hobbes appelle le *Léviathan*, correspond à l'État. Elle sera alors dotée d'un pouvoir absolu, pouvoir qui lui sera conféré par le contrat passé entre les individus. Si dans l'état sauvage c'est l'individualité qui prédomine, la constitution d'un État a pour résultat de constituer, à partir de la somme des individus, une unité collective dotée d'une même volonté. Ainsi, les volontés individuelles ne s'opposent plus de manière permanente, mais sont canalisées à travers la communauté formée par la société dirigée par une autorité absolue.

Le frontispice de l'ouvrage, bien plus qu'une simple illustration, se veut symboliser d'une manière complète la pensée de Hobbes. Sur ce frontispice, nous pouvons voir un géant doté des attributs de pouvoir civil (une épée) et ecclésiastique (une crosse épiscopale). Ces attributs de pouvoir pointent une phrase latine tirée de la Bible, dans laquelle Yahweh décrit la puissance du Léviathan : « *Non est potestas Super Terram quae Comparetur ei* » (Il n'est pas de puissance sur Terre qui lui soit comparable). Le géant repose sur deux socles, représentant là encore les attributs du pouvoir civil (château fort, canon, couronne, armes de guerre, bataille rangée) et ecclésiastique (église, mitre, excommunication, armes de la logique, tribunal ecclésiastique). Ces différents éléments servent à symboliser la toute puissance du Léviathan, puissance permise par la domination des domaines séculiers et réguliers.

Mais l'élément le plus important de ce frontispice est le géant (Léviathan) en lui-même, et *a fortiori* la manière dont il est constitué. En effet, ce géant est en réalité composé de plusieurs centaines de personnages minuscules, qui forment comme autant d'écailles de cette puissante créature qu'est le Léviathan. Ces petits personnages ne sont autres que les individus qui composent l'État, ou la société civile, alors considérée comme une unité organique composée par l'addition des millions d'âmes qui vivent en son sein. Cela symbolise alors l'idée que ces millions d'âmes sont unifiées dans une volonté commune, reposant sur le contrat passé par chacun avec chacun et déléguant une part de sa liberté à l'autorité toute puissante et unificatrice. Ainsi, dès lors que l'humain sort de l'état sauvage, l'humanité cesse d'être une simple somme d'individualités et se comporte en unité organique à part entière, indivisible, et dotée d'une volonté propre.

Nous trouvons donc chez Hobbes l'idée d'une violence fondamentale, qui dans cette tradition philosophique sera située du côté de l'état sauvage, animal de l'homme. C'est alors la constitution d'un État qui met fin à cet état de guerre permanente, à travers l'édification d'une unité organique, mais aussi à travers l'avènement d'une justice et de lois, civiles, religieuses et morales, qui ont pour fonction de limiter la liberté des individus afin que ne se reproduise pas le déchaînement des passions. Le contrat passé par chacun avec chacun est donc une manière, selon Hobbes, de contenir cette violence fondamentale contenue dans l'état de nature.

3.2 – Rousseau et le contrat social

La thèse de Rousseau (2011) développée dans son ouvrage *Du contrat social*, publié originellement en 1762, s'inscrit elle aussi dans la tradition philosophique du contractualisme, considérant la société comme la résultante d'un contrat passé entre les individus.

Comme pour Hobbes, le contrat social théorisé par Rousseau a pour fonction de rompre avec l'état de nature. Mais à la différence de Hobbes, l'état de nature selon Rousseau ne correspond pas nécessairement à une guerre permanente de tous contre tous, mais plutôt à un état où règne la loi du plus fort. C'est l'individu le plus fort qui aura le pouvoir sur ses congénères. Cette prédominance de la loi du plus fort s'explique selon Rousseau par le fait que dans l'état de nature, les humains sont dotés de toutes leurs libertés naturelles. Ainsi, aucune loi ne régulant les relations entre les individus, c'est naturellement l'individu le plus fort qui pourra le mieux exercer sa liberté, dans la mesure où sa force empêchera ses congénères d'entraver cette liberté. Le problème de l'état de nature selon Rousseau est justement cette loi du plus fort, et l'instabilité qu'elle suscite. Car le plus fort ne peut pas le rester éternellement. Il y a donc, dans une communauté régie par cet état, une possibilité toujours présente d'un renversement du pouvoir par un nouvel individu devenu plus fort que le précédent. Le fait que les individus jouissent d'une pleine liberté naturelle n'est donc pas souhaitable selon Rousseau, dans la mesure où des excès apparaîtront nécessairement de la part du plus fort. L'état de nature est donc contraire à l'intérêt général, puisque les individus les plus forts s'octroieront eux-mêmes des intérêts individuels aux dépens de leurs congénères.

Face à cette instabilité inhérente à la loi du plus fort, et pour rompre avec l'état de nature qui la sous-tend, les individus vont donc avoir recours à un pacte social, ou contrat social. Ce contrat permet que chaque individu abandonne une certaine partie de sa liberté naturelle au profit de l'intérêt général. Rousseau fait ainsi la distinction entre la liberté naturelle, ou droit naturel, et la liberté civile, ou droit civil. Dans le pacte social, chacun met de côté une certaine partie de sa propre

liberté afin que ses actions ne perturbent pas l'intérêt général. À la différence de Hobbes, Rousseau ne conçoit pas le contrat social comme une cession du pouvoir individuel à une puissance dotée d'une autorité souveraine, mais bien d'une reconnaissance de l'égalité et de la liberté civile de chacun. Ce n'est pas ici le Léviathan, en tant qu'autorité suprême, qui permet la rupture avec l'état de nature, mais bien la souveraineté du peuple, permise par son égalité et sa liberté. Pour assurer cette souveraineté du peuple, chacun doit accepter l'abandon d'une certaine partie de sa liberté.

Ainsi, chez Rousseau, l'idée d'une violence fondamentale ne se trouve pas tant dans l'état de nature que dans le passage de cet état de nature à un état civil. Si pour Hobbes l'état de nature est fondamentalement violent, car caractérisé par une guerre permanente de tous contre tous, pour Rousseau il en va différemment. L'état de nature n'est, pour ce dernier, pas violent en soi, même s'il peut laisser la place à une certaine violence du fait de la primauté du droit du plus fort. En revanche, nous pouvons supposer que la signature du contrat social soit d'une certaine manière violente pour l'individu, dans la mesure où elle l'amène à céder une partie de sa liberté naturelle. Pour permettre la primauté de l'intérêt général, l'individu doit en effet se mettre en retrait, réprimer certaines de ses passions individuelles et se restreindre lui-même dans ses actions.

Bien que Rousseau n'ait pas lui-même présenté cette signature du pacte social comme potentiellement violente pour l'individu, nous pouvons, à la lumière des évolutions philosophiques des siècles suivant la parution de son œuvre, postuler l'existence d'une telle violence fondamentale située dans le passage même de l'état de nature à l'état civil. C'est notamment ce que la psychanalyse nous permet de postuler, et c'est ce que nous allons voir à présent.

3.3 – Freud et le *Malaise dans la civilisation*

En 1929, Freud publie un ouvrage fondateur de la pensée psychanalytique appliquée aux questions sociales et culturelles. C'est *Le Malaise dans la civilisation*. Dans cet ouvrage, Freud décrit comment le « processus de civilisation », c'est-à-dire l'institution d'une société, suppose de la part des individus une répression constante de leurs pulsions, ou tout au moins une inhibition de ces pulsions quant à leurs buts. Les précédents travaux de Freud avaient déjà permis de mettre en lumière l'inexorabilité de la vie pulsionnelle des individus. Le sujet est en effet constamment aux prises avec des pulsions qui émergent en lui, qu'il s'agisse de pulsions sexuelles (Eros) ou agressives (Thanatos). Nous pouvons retrouver ici l'idée précédemment évoquée de Hobbes concernant le déchaînement des passions tel qu'il se donne à voir dans l'état de nature : l'humain est un être désirant, animé à tout instant par des passions qui, si elles ne sont pas régulées, seront

extériorisées de manière continue. Freud réactualise par son œuvre cette idée, et la précise en lui donnant une forme complexe à travers la théorisation de la métapsychologie. Ces pulsions sont contenues dans ce qu'il appellera, dans sa seconde topique, le Ça : instance pulsionnelle étant sur le plan économique le réservoir de l'énergie psychique.

Dans le *Malaise dans la civilisation*, Freud (1929) nous explique donc comment l'institution d'une culture, d'une civilisation, ne peut qu'être perturbée par ces pulsions individuelles exerçant leur poussée de manière permanente. La vie en société suppose donc une mise en veille de cette instance psychique, le Ça, pourtant présente en chacun de nous et exerçant une poussée puissante et ininterrompue. Cette répression pulsionnelle, supposée par la vie en société, ne peut se faire qu'au prix d'un violent effort constant. Cet effort peut prendre la forme du refoulement, exerçant une force inverse à la poussée pulsionnelle pour maintenir ces éléments dans l'inconscient. Outre le refoulement, de nombreux autres mécanismes de défense existent. D'une manière générale, nous pouvons considérer que les mécanismes de défense névrotiques consistent en ce que Freud nomme une inhibition des pulsions quant à leur but : l'énergie psychique suscitée par la pulsion sera déchargée en empruntant un canal différent. Une pulsion agressive pourra alors par exemple être déchargée dans un certain nombre d'activités qui ne supposent pas une agressivité réelle envers un autre individu. Une dérivation s'opère, permettant à l'énergie psychique générée par la pulsion de se décharger dans un but qui s'écarte du but premier de la pulsion. Ce type de mécanismes de défense, permettant l'inhibition de la pulsion quant à son but, peut dans le meilleur des cas prendre la forme de la sublimation, dans laquelle la pulsion sera déchargée dans une activité valorisante sur le plan social, mais pourra également générer un certain nombre de symptômes pathologiques névrotiques.

Si les questions de la pulsion, des mécanismes de défense et de la névrose avaient déjà été largement traitées par Freud (1901, 1923) sur le plan individuel et intrapsychique, c'est dans le *Malaise dans la civilisation* qu'il mettra en lumière la dimension sociogénétique de la névrose. Le malaise dont il est ici question est celui généré par le processus civilisateur en lui-même, et résultant de la répression pulsionnelle inhérente à la vie en société. Si la constitution du Surmoi et l'avènement de l'angoisse de castration qui en découle se réalisent à partir de la dynamique de la relation de l'enfant avec ses parents, Freud (1929) postule que ce schéma relationnel provient, en première instance, des exigences du processus civilisateur qui tend à produire une unité sociale harmonieuse, nécessitant la répression des pulsions agressives et sexuelles des individus.

Bien que ces termes n'aient pas été utilisés tels quels par Freud, nous pouvons déceler dans le *Malaise* une forme de violence fondamentale faite à l'individu par la société, celle-ci obligeant celui-là à mettre de côté une partie de ce qui constitue son appareil psychique, générant ainsi un *malaise* se traduisant par des angoisses névrotiques de castration et une relation particulière à la culpabilité. Il semble alors que les propos de Hobbes et de Rousseau cités précédemment aient ouvert la voie à Freud pour théoriser son *Malaise dans la civilisation*. Le déchaînement des passions cher à Hobbes a pu être complexifié par Freud à travers la conceptualisation de l'instance pulsionnelle (le Ça), tandis que le contrat social proposé par Rousseau peut être comparé au processus civilisateur freudien en ce que ces deux concepts décrivent la nécessité de la mise en veille des pulsions individuelles qui mettent en péril le bien commun et l'harmonie de la vie en société.

3.4 – Anzieu et la blessure narcissique groupale

Dans son ouvrage *Le groupe et l'inconscient*, Anzieu (1975) propose une vision du groupe qui sera fondatrice dans l'approche psychanalytique des phénomènes de groupe. Selon Anzieu, la situation groupale vient directement menacer le narcissisme individuel. En effet, lorsque l'individu se trouve dans un groupe, son unité moiïque se trouve menacée tant par la pluralité des figures identificatoires auxquelles il fait face que par la potentielle dilution de sa propre individualité au sein du groupe. Ainsi, le « nous » menace le « je ». Si la psychologie étudie souvent la question « qui est je ? », analysant l'individu dans sa propre construction subjective, il est plus rare qu'elle se penche sur une question annexe, mais non moins fondamentale : « qui est nous ? ». Qu'est-ce qui caractérise le groupe, et comment parler d'un groupe en tant qu'unité alors même qu'il sera nécessairement constitué des unités à part entière et disparates que représentent les individus ? Ces questions, quelque peu abstraites, traduisent en réalité la blessure narcissique produite par le groupe sur l'individu. Quand l'individu s'inscrit dans un groupe, et commence à dire « nous », son individualité disparaît, au moins dans une certaine mesure, au profit de ce « nous » unitaire. Le groupe représente donc une menace narcissique pour le sujet : le narcissisme individuel est menacé par l'adhésion à un groupe.

À partir de cette idée, Anzieu (1975) va postuler l'existence d'un narcissisme groupal. En effet, si l'on s'accorde à considérer le groupe comme représentant une menace constante pour le narcissisme individuel, cela nous amène nécessairement à une question subsidiaire : pourquoi alors y aurait-il du groupe partout ? Chaque individu est en effet, tout au long de sa vie, amené à s'inscrire dans de nombreux groupes, du plus restreint au plus étendu (famille, groupe social,

nation...), du plus informel au plus organisé (groupe d'amis, équipe professionnelle...). Ainsi, pour expliquer le fait que l'inscription de l'individu dans une multitude de groupes ne suscite pas une terreur narcissique constante, Anzieu (1975) propose l'idée d'un narcissisme groupal. Il y aurait un investissement libidinal du groupe par le groupe, et du groupe par l'individu, conduisant à la formation d'une enveloppe groupale consistante et dotée d'un narcissisme propre. Pour supporter les angoisses narcissiques suscitées par la situation groupale, le sujet doit donc pouvoir investir le narcissisme groupal, se retrouver dans cette unité cohérente, en compensation du désinvestissement de son propre narcissisme individuel. Le groupe devient donc pour le sujet une surface de projection et d'investissement narcissique qui doit être suffisante pour combler l'angoisse due à la menace identitaire qu'il suppose.

À partir de cette nouvelle idée de narcissisme groupale, Anzieu (1975) formule son concept d'illusion groupale. Cette illusion groupale consiste en un état psychique caractérisé par l'idéalisation du groupe par tous les individus qui en sont membres : « notre groupe est un bon groupe, nous sommes bien ensemble... ». Cette illusion groupale, qui correspond donc à un surinvestissement de l'identité groupale, est un processus défensif mis en place par le groupe pour soulager l'individu de la menace narcissique dans laquelle il se trouve. Selon Anzieu, « l'illusion groupale répond à un désir de sécurité, de préservation de l'unité moiïque menacée ; pour cela elle remplace l'identité de l'individu par une identité de groupe : à la menace visant le narcissisme individuel, elle répond en instaurant un narcissisme groupal » (Anzieu, 1975, p. 83). Dans cette configuration psychique groupale, les différences interindividuelles sont déniées, on n'ose plus les voir, car elles viendraient menacer cet état fusionnel et homogène du groupe. Les membres du groupe se considèrent comme tous égaux, tous semblables, ils refusent de voir les éléments qui constituent des différences entre eux, car ces différences font resurgir l'angoisse narcissique inhérente à la situation groupale. Le narcissisme du groupe apparaît donc comme une entité lissée, nivelée, homogène. Tout ce qui dépasse, toutes les différences interindividuelles seront « rabotées » fantasmatiquement pour donner au groupe un aspect parfaitement égalitaire, homogène.

Si l'illusion groupale est selon Anzieu nécessaire dans certaines phases de la vie du groupe, elle n'en reste pas moins potentiellement mortifère dans la mesure où le déni des différences interindividuelles n'empêche pas leur action. Si l'on se réfère à Green (2011) et à l'idée du travail du négatif, nous pouvons même dire que ces éléments déniés par l'appareil psychique groupal agissent de manière plus intense encore que s'ils étaient mis en mots et élaborés. Les différences interindividuelles, bien que forcloses, existent toujours et se conflictualisent inconsciemment, hors de cet esprit unitaire du groupe. Quand une crise survient, ces tensions qui travaillaient en négatif de

manière inconsciente risquent d'éclater au grand jour et de donner lieu à des conflits importants, dont l'intensité correspond à celle des angoisses narcissiques brusquement réactivées par la chute brutale de l'illusion groupale.

3.5 – Aulagnier, le contrat narcissique et la violence de l'interprétation

En 1975, Aulagnier publie un ouvrage intitulé *La violence de l'interprétation – du pictogramme à l'énoncé*. Dans cet ouvrage, elle va notamment théoriser le concept de contrat narcissique, qui sera repris et complété plus tard par Kaës (2014).

Le contrat narcissique, pour Aulagnier (1975), désigne un contrat qui serait signé inconsciemment par l'enfant et son environnement familial lors de sa naissance. Par ce contrat, le groupe familial s'engage à donner une place à l'enfant et à constituer pour lui un support narcissique et identificatoire lui permettant de rentrer dans un processus de subjectivation. En retour de cet engagement de la part du groupe familial, l'enfant s'engage à garantir la pérennité du groupe par la répétition des énoncés fondateurs de celui-ci.

Le couple parental projette en effet sur l'enfant avant même sa venue au monde un certain nombre d'éléments, qui proviennent à la fois de leur propre vie intrapsychique et du métacadre socio-culturel dans lequel ils s'inscrivent. Le discours des parents sur l'enfant investit par anticipation la place que celui-ci occupera au sein du groupe familial et au sein de la société, avant même qu'il ne soit venu au monde. Ce discours est empreint des formes du modèle social en vigueur. À partir notamment de l'œuvre de Castoriadis (1975), Aulagnier (1975) propose en effet l'idée que les institutions sociales fournissent des énoncés symboligènes qui doivent être repris en chœur par les sujets. Ces énoncés (religieux, scientifiques ou mythiques) sont des discours idéologiques, présentés comme des paroles de certitudes, et concernent l'interprétation de la réalité, la raison d'être du groupe social et son origine plus ou moins mythifiée.

L'enfant est donc, avant même sa naissance et à travers le discours de ses parents, assigné à une certaine place à laquelle il se devra de rester s'il veut en retour profiter du confort narcissique que représente l'intégration dans un groupe social. L'enfant devra donc, de gré ou de force pourrions-nous dire, s'appropriier au moins partiellement ces énoncés qui lui préexistent et lui sont imposés lors de sa naissance à travers le discours parental. Il devra ensuite à son tour répéter et transmettre ces énoncés afin de garantir l'immuabilité du modèle social dans lequel il évolue. C'est, en tant que signataire, la part du contrat qu'il s'engage à remplir. Le groupe familial et l'ensemble social s'engagent pour leur part à assurer au sujet une place en leur sein, à l'investir sur le plan narcissique.

Le discours parental s'impose donc à l'enfant, et même à l'*infans*, qui n'est alors pas en capacité de se représenter ce discours. Aulagnier (1975) propose que l'activité de représentation, qui est l'activité fondamentale de la vie psychique, passe par trois phases :

– l'Originare, phase dans laquelle la représentation est archaïque et se fait sous forme de pictogramme. Les *mots* ne sont alors pas accessibles, seules les *choses* le sont sous une forme pictographique. Les éléments représentés sont à la fois les sensations corporelles et les stimuli externes, qui ne sont pas encore différenciés par l'*infans*. C'est à partir de cette phase originare que se constitue le fond représentatif qui restera toute la vie durant présent dans l'inconscient. Ce fond représentatif sera toujours difficilement accessible par les mots ; il restera dans le domaine de l'indicible.

– le Primaire, où l'activité de représentation se fait à partir d'images mentales, qui constituent les prémisses d'une activité fantasmatique. L'énoncé n'est pas encore accessible, mais des images des objets du monde en l'absence même de ces objets commencent à émerger dans la psyché de l'enfant. C'est à partir de ces images que l'enfant commence à construire une représentation du monde qui se complexifie et se détache progressivement du registre pictographique archaïque.

– le Secondaire : c'est à ce moment qu'émerge l'énoncé, c'est-à-dire l'accès au langage dans l'activité de représentation. L'enfant devient alors capable de se représenter le monde non plus à partir de pictogrammes ou d'images, mais à partir de mots. Dès lors, la *chose* n'est plus accessible directement (bien qu'elle reste active dans l'inconscient), étant remplacée par le *mot*, c'est-à-dire l'espace symbolique qui a la particularité paradoxale de nous rapprocher asymptotiquement du Réel (nous permettant de se le représenter d'une manière toujours plus complète), et de nous en éloigner inexorablement, dans la mesure où tout, dans l'activité psychique consciente, sera désormais symbole et non plus réalité. Nous retrouvons ici les traces de la pensée lacanienne, par laquelle Aulagnier a été formée à la psychanalyse avant de s'en détacher en 1966 en créant le Quatrième Groupe. L'entrée dans le secondaire correspond peu ou prou à ce que Lacan nomme l'abandon de la jouissance (Nasio, 2001), c'est-à-dire à l'entrée de l'enfant dans le registre du Symbolique. Alors que jusqu'ici l'enfant était traversé par le Réel, état qui constitue selon Lacan la Jouissance, l'accès au monde Symbolique signe (dans la névrose en tous cas) une rupture définitive dans le contact direct avec le Réel, l'énoncé symbolique devenant à cet instant la seule modalité disponible de représentation du monde.

Ainsi, alors que l'*infans* en est encore dans la phase originare, ne pouvant se représenter le monde qu'à partir de pictogrammes archaïque, un discours parental secondarisé s'impose à sa

psyché. C'est le travail d'interprétation : les figures parentales interprètent les réactions de l'enfant (et notamment ses besoins) en posant des mots (du registre du secondaire) pour lui sur ce qu'il semble ressentir. Ce travail de mise en mots est de l'ordre de l'interprétation dans la mesure où, d'une part les parents ne peuvent savoir exactement ce que ressent le nourrisson, et ne peuvent donc qu'interpréter ses réactions, et d'autre part le discours parental est secondarisé, de l'ordre de l'énoncé. Ce discours est donc fait de *mots* qui ne peuvent correspondre que d'une manière symbolique aux *choses* qui traversent l'enfant. À travers leur discours, les figures parentales imposent donc à l'enfant une mise en mots qui ne peut être qu'une interprétation. Ce travail d'interprétation, s'il est bien sûr nécessaire au développement de l'enfant, ne va pas sans une certaine violence, qu'Aulagnier nomme la violence primaire. Celle-ci se définit selon elle comme « l'action psychique par laquelle on impose à la psyché d'un autre un choix, une pensée ou une action » (Aulagnier, 1975, p. 40). Cette forme de violence est donc inhérente au développement de la vie psychique, dans la mesure où le travail d'interprétation parental des besoins de l'enfant ne peut se faire qu'au prix d'une interprétation, c'est-à-dire d'une déformation au moins partielle de la pensée de l'enfant.

C'est aussi à travers ce travail d'interprétation que s'écrit et se signe le contrat narcissique décrit plus tôt. Car si le discours des parents est situé du côté du secondaire, c'est parce qu'ils ont intériorisé les énoncés de l'ensemble social dans lequel ils sont inscrits. C'est donc notamment ces énoncés sociaux, ces formes socialement construites de la réalité qu'ils transmettent à leur enfant à travers leur discours.

Ces différents processus décrits par Aulagnier (1975) sont donc au fondement d'une violence faite à l'individu dès son plus jeune âge. Cette violence réside dans le fait que sont imposés à la psyché de l'enfant, à travers un discours, des énoncés dont la forme dépend à la fois de l'économie psychique de ceux qui portent ce discours que des symboles découlant de l'ensemble social au sein duquel ceux-ci s'inscrivent. C'est dans cette dynamique que sera formulé le contrat narcissique qui lie l'enfant aux groupes (familial et social) dans lesquels il vient au monde. Comme nous l'avons dit précédemment, ce contrat stipule que le groupe s'engage à offrir à l'enfant une place en son sein qui lui sera bénéfique sur le plan narcissique, tandis que l'enfant s'engage pour sa part à se faire le porte voix des énoncés groupaux qui lui sont transmis, afin d'assurer la pérennité et la reproduction de l'ordre social qui le voit naître et dont il ne sait rien au moment de la signature du contrat. Cette violence imprime donc à jamais sa marque sur la psyché de l'enfant, qui se trouve transformée, moulée selon les canons socio-culturels en vigueur.

Au cours de ce processus, un certain nombre d'éléments psychiques seront donc à jamais

forclos de la conscience, dans la mesure où ils ne correspondent pas aux prescriptions des énoncés sociaux dont l'enfant se retrouve porteur malgré lui. Si Aulagnier a étudié les destins de ces éléments forclos dans les structures psychotiques de la personnalité, la question se pose de leur devenir dans la névrose. Car leur forclusion ne signifie pas leur inactivité dans l'appareil psychique, bien au contraire. Nous allons ainsi voir avec Kaës (2014) que du fait même de leur mise en silence, les éléments déniés ou forclos travaillent la psyché d'une manière plus intense encore que s'ils étaient mis en mots.

3.6 – Les alliances inconscientes, l'isomorphie et l'homéomorphie

Dans son ouvrage *Les alliances inconscientes*, René Kaës (2014) se saisit du concept de contrat narcissique tel que nous l'avons vu décrit par Aulagnier (1975), et l'élargit de sorte à en faire une notion clé de la vie de tout groupe social. Il en découle un concept plus large que celui de contrat narcissique, mais l'englobe, et que Kaës nomme les alliances inconscientes.

Le concept d'alliance inconsciente s'inscrit dans la théorie plus large encore concernant l'appareil psychique groupal. Kaës (2010) postule en effet l'existence, dans tout groupe, d'un appareil psychique commun à l'ensemble des membres. Le groupe n'est ainsi pas à considérer comme une simple addition d'appareils psychiques individuels, mais bien comme une entité ayant sa propre dynamique psychique, partiellement indépendante de celles des membres du groupe. L'appareil psychique groupal est doté des mêmes caractéristiques métapsychologiques que l'appareil psychique individuel théorisé initialement par Freud (1923) : il est traversé par des processus analogues, dispose d'une économie et d'une dynamique qui lui sont propres, et a recours à des mécanismes de défense. L'appareil psychique groupal possède néanmoins des spécificités que nous ne retrouvons pas dans la structure de l'appareil psychique individuel ; ces spécificités découlent justement du fait de la situation groupale qui est à l'origine de sa construction.

Pour qu'une telle structure psychique groupale partiellement indépendante des dynamiques psychiques individuelles puisse se former, un processus rentre en jeu que Kaës (2010) nomme l'appareillage. Les psychés individuelles doivent s'appareiller à la psyché groupale ; elles s'emboîtent les une aux autres, s'articulent entre elles afin de former *in fine* une réalité psychique partagée à laquelle chacun participe. L'appareillage est donc le processus même par lequel les psychés individuelles vont s'articuler à l'appareil psychique groupale.

Ce processus impose un certain nombre de contraintes psychiques aux individus, contraintes

que Kaës fait découler autant du renoncement de la réalisation pulsionnelle directe que nommait Freud (1929) dans le *Malaise dans la civilisation*, que du contrat narcissique tel qu'évoqué par Aulagnier (1975). D'une manière générale, la construction d'un appareil psychique groupal suppose de la part des appareils psychiques individuels la mise en silence, le refoulement, le déni ou la forclusion d'un certain nombre d'éléments psychiques qui font obstacles à une unité groupale.

L'appareillage peut s'effectuer selon deux modalités distinctes. Ces modalités d'appareillage sont à comprendre comme des pôles se mettant en tension et dont l'un et l'autre pourront prédominer à certains moments de la vie psychique du groupe.

– Le pôle isomorphique : l'appareil psychique groupal prend la forme d'un espace totalement indifférencié. Les psychés individuelles se fondent complètement dans l'unité groupale, qui apparaît fantasmatiquement comme une entité pleinement homogène. Les différences interindividuelles ne peuvent pas être perçues dans la mesure où elles s'écartent de l'illusion de fusion entre les membres. L'appareil psychique groupal qui fonctionne sur ce mode isomorphique n'accepte en son sein que ce qui, dans l'appareil psychique individuel, correspond parfaitement à sa structure, et rejette tout ce qui pourrait venir souligner les différences interindividuelles. Quand cette modalité est prédominante, le sujet est assigné à une place fixe, rigide dans le groupe, et il est assujéti, objectalisé dans ce groupe comme une partie d'un tout indivisible, unitaire et homogène. Cette modalité d'appareillage s'observe notamment au début de la vie du groupe, mais également parfois lorsque des crises surviennent. L'« esprit de corps » mobilisé par cette modalité vient alors répondre défensivement aux menaces narcissiques qui émergent du fait de la crise traversée. L'illusion groupale décrite par Anzieu (1975), et que nous avons évoquée plus haut, est paradigmatique de ce pôle. La notion de *masse* proposée par Enriquez (2003) en opposition à la *différenciation* se met également en lien avec cette modalité d'appareillage.

– Le pôle homéomorphique : ce pôle, à l'inverse du pôle isomorphique, se caractérise par un accès à l'ambivalence et par une relative différenciation entre les espaces psychiques individuels et celui du groupe, mais également entre les membres du groupe eux-mêmes. Pour que l'unité reste effective, une certaine similitude entre chacun est préservée fantasmatiquement, et la tension dialectique qui régira alors le groupe sera la tension permanente entre ressemblance et dissemblance. Ce pôle permet d'avoir recours à des processus psychiques plus élaborés, et se fonde sur la construction de mythes symboligènes qui permettent à chacun de disposer d'une surface identificatoire suffisamment stable pour pouvoir se permettre de s'écarter partiellement des autres membres du groupe, et de l'espace du groupe lui-même. Le sujet n'est alors plus assujéti au groupe, ou il ne l'est que partiellement. Il peut alors produire un discours subjectif, individué, car le mythe commun et la loi structurante qu'il instaure permettent l'acceptation d'une telle parole. Si

dans le pôle isomorphique les conflits ne sont pas traités sur le devant de la scène (ce qui ne signifie évidemment pas qu'il n'agissent pas de manière implicite), la sécurité narcissique du groupe est ici suffisamment stable pour qu'ils puissent s'exprimer dans une certaine mesure et bénéficier d'un traitement au moins partiel sur la scène consciente.

Au sein du processus d'appareillage que nous venons de décrire se noueront ce que Kaës (2014) nomme des alliances inconscientes, qui ont pour objectifs d'assurer des investissements libidinaux et narcissiques communs et de contraindre les sujets à un certain nombre de mécanismes défensifs communs qui servent le groupe. Ces alliances sont nouées autant entre les sujets qu'entre chaque sujet et l'ensemble dans lequel ils s'inscrivent.

Les alliances inconscientes sont selon Kaës (2014) à la base de la construction de tout lien intersubjectif. Nous pouvons en dégager avec lui plusieurs types :

- Les alliances structurantes primaires, qui concernent notamment les premières relations du bébé avec ses figures parentales. Un lien inconscient et intersubjectif est au fondement de ce type de relation : les parents investissent inconsciemment le bébé de différents éléments psychiques qui leur appartiennent, et le bébé répond à cet investissement par la projection d'éléments psychiques qui seront à la base de la construction de ses liens futurs. Ce type d'alliance concerne également les premières formes dans lesquelles sera édicté le contrat narcissique proposé par Aulagnier (1975).
- Les alliances structurantes secondaires, appelées ainsi car elles nécessitent, pour se formaliser, que les alliances primaires aient été elles-mêmes déjà contractées. Elles correspondent aux éléments présentés plus haut concernant le *Malaise dans la civilisation* freudien. Ce type d'alliance est là encore un forme de contrat, passé entre les membres de l'ensemble concerné, et qui spécifie les interdits communs. Ces alliances passent donc par l'édification d'une loi commune, et le renoncement à la réalisation directe des pulsions qui lui est inhérent.
- Les alliances inconscientes métadéfensives : en se basant sur Jaques (1955), Kaës propose l'existence d'alliances à travers lesquelles les individus vont avoir recours à des mécanismes de défenses communs. Les sujets « adossent » leurs propres défenses individuelles à ces métadéfense collective, notamment pour lutter contre les angoisses archaïques, schizo-paranoïde et dépressive, qui sont réactivées par la situation groupale. Ce type d'alliances correspond également aux pactes dénégatifs qui supposent de la part de tous les membres du groupe le déni ou le rejet d'éléments qui viendraient menacer l'unité narcissique du groupe.
- Les alliances offensives : Ces alliances correspondent aux groupes qui se forment sur la base

d'un rapport agressif avec un ou des autres. Une équipe sportive, un gang ou une armée seront notamment liés par de telles alliances qui érigent un mauvais objet persécuteur, surface de projection des angoisses archaïques, contre lequel la lutte est nécessaire et devient la raison d'être du groupe.

À travers ces différents concepts propres à l'approche de Kaës (2010, 2014), nous voyons une fois encore comment la constitution d'un ensemble social, quelle que soit sa taille, exige de la part des sujets des sacrifices, des contraintes et un assujettissement au moins partiel. Quand il s'inscrit dans un groupe, le sujet est alors amené à « mettre de côté » une partie de sa subjectivité, que cela soit du fait de la prédominance de la modalité isomorphique dans l'appareillage spécifique du groupe en question, ou bien du fait des alliances inconscientes qu'il sera amené à signer et qui exigeront de lui un abandon partiel de sa propre réalité psychique afin de pouvoir convenir aux exigences de l'ensemble. Le sujet n'est ainsi pas seulement sujet de l'inconscient, mais également sujet du groupe, voire des groupes dans lesquels il s'ancrera tout au long de sa vie. Une forme d'assujettissement semble inhérente au processus groupal en lui-même, assujettissement qui se manifeste à travers toutes les exigences précédemment mentionnées qui sont imposées à l'individu. Plus que d'*assujettissement*, certains courants de pensée parle d'*aliénation*, dans la mesure où les alliances inconscientes et le processus d'appareillage à la base de la construction de l'appareil psychique groupal demandent au sujet de céder une partie de sa réalité psychique au profit de l'unité groupale.

L'aliénation, concept cher à l'analyse marxiste et au courant de la psychothérapie individuelle (Mornet, 2007), possède une double face, une double potentialité à la fois structurante et pathogène. Elle est structurante en ce qu'elle permet l'intégration du sujet dans des ensembles sociaux qui lui offrent une place confortable sur le plan narcissique. Il y a une forme de nécessité de l'aliénation ; un sujet non aliéné serait un sujet exempt de toute influence sociale externe – les sciences sociales nous apprennent à quel point cela serait impossible. L'aliénation est donc à considérer comme inhérente à toute vie sociale, chaque construction collective nouvelle nécessitant un renoncement individuel supplémentaire. Mais l'aliénation peut également être psychopathologique (Pouillaude, 2012).

L'aliénation psychopathologique correspond à l'entrée du sujet dans l'une ou l'autre des structures psychiques existantes (névrose, psychose, perversion/état-limite). À partir de la donne sociale dans laquelle il vient au monde, donne sociale constituée de registres imaginaires et symboliques déjà constitués et dans lesquels il devra s'insérer, le sujet pourra, selon la formes de

ses premières relations affectives, accéder à l'une ou l'autre de ces différentes organisations psychiques. Cela revient au fameux *Malaise* freudien : le sujet doit s'insérer dans une dynamique sociale qui lui préexiste, régie par des interdits et des institutions dont il ne connaît alors rien. L'intériorisation de ces interdits et de ces énoncés institutionnels génère un malaise car elle suppose le renoncement à une partie de sa propre dynamique psychique. La manière dont le sujet accédera à cette intériorisation des contraintes sociales définira la structure psychique dans laquelle il se fixera. C'est ce processus que la psychothérapie institutionnelle nomme l'aliénation psychopathologique.

Nous avons dans cette partie passé en revue différentes approches, d'abord philosophiques (Hobbes et Rousseau) puis psychanalytiques (Freud, Anzieu, Aulagnier, Kaës, psychothérapie institutionnelle). Ces approches, bien que présentant un certain nombre de différences, semblent pouvoir être mises en lien à travers un axe commun que nous pourrions considérer comme étant une violence inhérente à la vie sociale en elle-même.

Hobbes (1651) et Rousseau (1762) nous proposent une vision contractualiste de la société. Pour Hobbes, la violence est caractéristique de l'état de nature, dans lequel une guerre permanente de tous contre tous est menée. Cet état de nature s'expliquant notamment par le « déchaînement des passions », nous pouvons déjà établir un lien avec ce que Freud (1923), plus de deux siècles plus tard, conceptualisera comme le Ça, instance pulsionnelle motrice de la vie psychique des individus. Une forme de violence pulsionnelle anime ainsi l'être humain au plus profond de lui-même, et cette violence doit être canalisée par un édifice social qui permettra aux humains de sortir de cet état de nature fondamentalement dévastateur. Chez Rousseau, nous pouvons situer la violence non pas dans l'état de nature, mais bien dans le passage de l'état de nature à l'état civil. Ce mouvement est permis par l'établissement d'un contrat social, qui amène chacun à céder une part de sa liberté au profit du bien commun. C'est ici plutôt avec le *malaise* freudien que nous pouvons tracer un lien conceptuel ; ce malaise étant la conséquence du renoncement pulsionnel auquel les individus sont inexorablement conduits par la vie en société. Un compromis doit alors être trouvé pour permettre une vie sociale relativement harmonieuse, sans que le malaise individuel que cette vie sociale suppose ne soit trop important. La névrose est l'expression paradigmatique de ce compromis.

Nous avons ensuite pu voir avec Anzieu (1975) que la violence inhérente à la vie sociale ne se situe pas que sur le plan libidinal. En effet, l'inscription de l'individu dans un groupe représente également une menace sur le plan narcissique. L'intégrité narcissique du sujet se trouve menacée de dissolution lorsque celui-ci se trouve en situation groupale. Si pour Freud (1929) la réponse au malaise consécutif à l'inscription dans un ensemble social était une réponse individuelle, à savoir le compromis névrotique, pour Anzieu (1975) cette réponse sera groupale. Un narcissisme groupal

s'établira ainsi, qui sera investi par les sujets du groupe, leur permettant de soulager leur propre blessure narcissique individuelle. La forme paradigmatique de cette réponse groupale à l'angoisse narcissique est l'illusion groupale, en tant que formation défensive proposée par le groupe à ses membres.

Avec Aulagnier (1975), nous avons pu compléter notre réflexion en faisant intervenir un autre champ dépassant les questions d'économie libidinale et d'investissement narcissique. Pour elle, c'est l'entrée dans le champ du symbolique, par l'intermédiaire de la signature du contrat narcissique, qui fait violence au sujet. L'*infans* se trouve forcé d'intérioriser les énoncés de l'ensemble social dans lequel il vient au monde, s'engageant alors à répéter à son tour ces énoncés en échange d'une place confortable sur le plan narcissique au sein de l'ensemble social. Le sujet doit alors prendre le train du symbolique en marche, laissant dans la précipitation une partie de ses bagages pictographiques sur le quai. Ces résidus psychiques lui seront alors à jamais inaccessibles, mais continueront d'agir en lui sans pouvoir être mis en mots.

Enfin, nous avons vu les développements proposés par Kaës (2010, 2014) à ces différentes approches, avec notamment la construction de l'appareil psychique groupal, et ce que cette construction suppose comme processus d'appareillage et comme alliances inconscientes. Ces processus supposent un assujettissement de l'individu au groupe, voire une forme d'aliénation telle que cette notion a pu être proposée par la psychothérapie institutionnelle avec sa double valence à la fois structurante et potentiellement pathogène.

3.7 – Les trois niveaux de violence

À travers ces différentes propositions conceptuelles, nous pouvons proposer l'idée qu'une forme de violence semble inhérente à toute vie sociale. Cette violence faite à l'individu par l'inscription à un ensemble social, quel qu'il soit, serait alors une violence produite à trois niveaux distincts : le niveau *libidinal* ou pulsionnel, le niveau *narcissique*, et un troisième niveau que nous pourrions appeler *structural* en ce qu'il concerne la structure de la représentation du monde qui sera imposée à l'individu. Voici une description succincte de ces trois niveaux :

- *Niveau libidinal, pulsionnel* : ce niveau correspond aux exigences de répression pulsionnelle décrites par Freud (1929) dans le *Malaise dans la civilisation*. L'instance surmoïque et la culpabilité qui en découle, générant une angoisse névrotique de castration, serait une intériorisation de ces exigences sociales qui refrèment les pulsions sexuelles et agressives. Si l'entrée dans la névrose se fait par la traversée du complexe d'Oedipe et donc directement à partir des relations avec les figures parentales, le processus de civilisation et les interdits

sociaux sont la toile de fond générale sur laquelle peuvent se dessiner les formes de l'Oedipe telles que nous les connaissons.

- *Niveau narcissique* : ce niveau correspond aux propositions d'Anzieu (1975) relatives au narcissisme groupal. Si ce concept s'applique en premier lieu aux groupes, c'est-à-dire aux ensembles collectifs relativement restreints, nous pouvons supposer que des processus analogues soient à l'œuvre aux échelons supérieurs de la vie sociale. Ainsi, de la même manière que d'après Anzieu (1975) le « nous » d'un groupe de collègues représente une menace pour le « je », c'est-à-dire pour le narcissisme individuel, le « nous » d'une société ou d'une nation représentera également une forme de menace de dissolution de l'individu. Nous reviendrons plus loin de manière plus approfondie sur cette idée.
- *Niveau structural* : ce niveau correspond à l'entrée dans le champ du symbolique telle que décrite par Aulagnier (1975). L'interprétation, c'est-à-dire la proposition par les parents d'énoncés censés mettre en mots les vécus bruts de l'enfant, produit une forme de violence originaire conduisant à une entrée forcée dans un univers symbolique préexistant à l'individu, mais dont ce dernier sera tributaire. Les notions d'appareillage des psychés individuelles à l'appareil psychique groupal (Kaës, 2010), d'alliances inconscientes (Kaës, 2014) ou encore d'aliénation sociale et psychopathologique (Mornet, 2007 ; Pouillaude, 2012) donnent également un éclairage important à ce niveau de violence.

4 – Les fonctions des institutions face à la violence

Comme nous l'avons évoqué plus haut dans la partie dédiée à la définition des institutions sociales et de leurs fonctions sur le plan socio-psychique, de nombreux auteurs ont insisté sur leurs fonctions de régulation, de contenance et de sublimation. Mais jusqu'ici, les éléments psychiques et sociaux bénéficiant de cette contenance et de cette régulation n'avaient pas été abordés en détails. Il semble que nous pouvons dorénavant approfondir cette question, qui nécessitait, avant d'être mise au travail, une exploration conceptuelle de la notion de violence en tant que processus inhérent à toute vie sociale. Il semble en effet que si les institutions présentent des fonctions de contenance et de régulation, c'est bien car le fait de faire société est fondamentalement violent. Pour accepter la violence qui lui est faite lorsqu'il s'inscrit sur la scène sociale, le sujet doit trouver une forme de compensation. Les institutions sociales portent ce rôle compensatoire, elles fournissent au sujet une raison légitime lui permettant d'accepter l'aliénation que la société lui impose. Nous pouvons explorer ce rôle compensatoire des institutions sociales en voyant comment elles répondent aux trois niveaux de violence que nous avons pu dégager dans la partie précédente, qui sont le niveau

libidinal, le niveau narcissique et le niveau de la structure de la représentation du monde.

4.1 – Le niveau libidinal

Premièrement, nous pouvons considérer que les institutions remplissent une fonction à l'égard de la violence faite à l'individu par la société sur le plan libidinal. Face au renoncement pulsionnel, les pulsions, qui sont inhérentes à la vie psychiques et ne peuvent donc pas disparaître, doivent alors être dérivées quant à leur but. L'énergie libidinale générée par la pulsion doit être dépensée, coûte que coûte, afin d'éviter la stase de la libido, c'est-à-dire une surcharge d'énergie psychique que le moi ne pourrait plus être en capacité de contenir. Cette énergie pourra être dépensée par différents moyens, que ce soit à travers des activités sublimatoires ou bien, dans les situations plus pathologiques, à travers différents compromis symptomatiques.

Cette conception freudienne de l'économie psychique, attachée à la dynamique libidinale individuelle, semble pouvoir être élargie à la sphère sociale dans son ensemble. Ainsi, les institutions sociales et politiques fournissent un cadre au sein duquel les conflits sociaux vont pouvoir être traités d'une manière atténuée. Les pulsions agressives des individus, réprimées par la société car faisant obstacle à la création d'un ensemble collectif harmonieux, pourront alors être canalisées par l'intermédiaire des institutions proposant une mise en forme organisée du conflit social. Ces champs institutionnels dédiés au conflit social fonctionnent alors comme des *arènes*, que Neveu (2019) définit comme « systèmes organisés d'institutions, de procédures et d'acteurs dans lesquels des forces sociales peuvent se faire entendre, utiliser leurs ressources pour obtenir des réponses – décisions, budgets, lois – aux problèmes qu'elles soulèvent » (Neveu, 2019, p.15). Ainsi, les syndicats, les partis politiques ou encore le système électoral peuvent être considérés comme de telles « arènes », c'est-à-dire des champs sociaux au sein desquels les pulsions agressives peuvent s'exprimer dans une forme ritualisée, codifiée. La violence pulsionnelle, primaire, serait alors secondarisée et s'exprimerait au sein de ces dispositifs sociaux sous une forme symbolisée.

Cette conception nous renvoie aux propositions d'Enriquez (2003) présentées plus haut, concernant l'instance institutionnelle, propositions selon lesquelles les institutions ont pour double fonction de masquer et d'exprimer les conflits sociaux. Si l'on reprend les exemples d'institutions que nous venons de citer (syndicats, partis politiques, systèmes électoraux...), nous pouvons en effet identifier cette double fonction. Les conflits y sont exprimés, puisque ces institutions ont pour rôle de leur proposer un champ au sein duquel ils peuvent être livrés de manière légitime. Mais parallèlement, ces institutions masquent les conflits, dans la mesure où leur existence même n'est permise qu'à travers l'édification d'une instance qui les dépasse et qui, elle, ne fait pas l'objet de

conflit : c'est l'instance républicaine. Si les différents partis politiques peuvent entrer en conflit d'une manière pleinement acceptable, lors d'élections ou au sein de l'assemblée nationale par exemple, c'est bien parce que chacun d'entre eux s'accorde à reconnaître la légitimité de l'instance républicaine qui sert de toile de fond à l'expression de ces conflits. Les conflits ne peuvent donc être exprimés qu'à la suite d'un accord commun concernant la forme de leur expression.

Nous voyons donc ici poindre une première fonction des institutions vis-à-vis de la violence inhérente au fait social. Les institutions fournissent un cadre dans lequel cette violence peut s'exprimer de manière codifiée et symbolique, ce qui a pour effet à la fois d'exprimer les conflits – et donc d'éviter l'équivalent social de la stase de la libido – et de les masquer, puisque ceux-ci ne peuvent s'exprimer qu'à partir d'un accord préalable sur le fondement même de ces conflits.

4.2 – Le niveau narcissique

Nous avons vu plus tôt que le deuxième niveau de violence inhérente à la vie sociale était le niveau narcissique. En effet, le fait même d'appartenir à une communauté, quelle qu'elle soit, représente une menace pour le narcissisme individuel. Il faut alors que puisse être édifié un narcissisme groupal, dont l'investissement viendra compenser la dilution de l'unité narcissique de l'individu. À l'échelle d'une société entière, nous pouvons supposer que les institutions ont pour fonction de soutenir l'édification d'un tel narcissisme groupal, mais aussi et surtout de soutenir son investissement par la plus grande partie des sujets qu'il réunit. Ainsi, pour permettre aux individus de supporter la violence qui leur est faite sur le plan narcissique, il faut que la société soit en mesure de leur proposer des éléments dont l'investissement pourra leur offrir une compensation et un soulagement de l'angoisse de dissolution moïque inhérente au fait même de s'inscrire dans une communauté. Ces éléments devront pouvoir être la cible d'une idéalisation collective, actualisant alors l'illusion groupale décrite par Anzieu (1975) sur la scène sociale dans son ensemble.

Dans notre société, il semble que ce type d'éléments constitutifs d'un narcissisme groupal et pouvant être idéalisés sont à trouver du côté des « valeurs républicaines ». La laïcité, la démocratie, la liberté d'expression... sont autant d'éléments qui nous sont présentés depuis notre plus jeune âge comme des formes idéales de société, en opposition à des modèles présentés comme moins bons car s'écartant de ces valeurs. Tous ces éléments nous poussent à considérer notre société comme une bonne société, voire comme la société idéale, et à considérer les sociétés fonctionnant avec des modèles différents comme, au mieux, des sociétés moins bonnes, au pire, comme des sociétés rivales qu'il s'agirait de transformer pour les acquérir à notre cause (nous voyons se dessiner ici la

silhouette de l'universalisme républicain). Ces éléments, qui sont directement relatifs aux institutions dans la mesure où ils constituent les valeurs instituées, communes et préexistantes aux individus, soutiennent alors l'investissement de chacun dans le narcissisme groupal enveloppant la société et lui donnant un aspect cohésif et unitaire.

Pour lutter contre la menace de son unité moïque, l'individu doit pouvoir s'assurer de l'unité de l'ensemble dans lequel il s'inscrit. Ces valeurs idéales investies par chacun servent à donner une forme cohésive à l'ensemble social. Ainsi, l'idée d'une République Une et Indivisible comme fondement de notre modèle social et politique pourrait être comprise comme une émanation du processus de l'illusion groupale, en ce que cette idée sous-tend une cohésion et une unité inaltérable, qui nous paraissent en effet bien illusoire dès lors qu'on les met en perspective avec la diversité qui règne entre les 67 millions d'individus qui résident en France.

Nous pouvons également noter que, si dans notre société ce sont effectivement majoritairement les valeurs républicaines qui soutiennent l'investissement du narcissisme groupal, d'autres sociétés (et certaines parties de notre propre société) prendront appui sur d'autres instances institutionnelles. Ainsi, le patriotisme exacerbé, l'attachement à l'identité nationale ou encore l'idéalisation d'un roman national et d'un passé fantasmé nous semblent remplir les mêmes fonctions défensives groupales face à la violence faite par la société sur le narcissisme individuel.

4.3 – Le niveau structural

Comme nous l'avons dit plus haut, le troisième niveau de violence inhérent au fait de faire société correspond à ce qu'Aulagnier (1975) nomme la violence de l'interprétation. Cette violence consiste en le fait d'imposer à l'*infans* d'entrer dans un champ symbolique lui préexistant et qui modèlera sa représentation du monde. Cela passe notamment par l'exposition de l'enfant à des énoncés proposés par ses parents. Cette transmission d'une représentation du monde culturellement et socialement déterminée se fait au détriment de la représentation pictographique du monde que l'enfant commence à construire, et c'est en cela qu'elle peut être considérée comme violente.

Là encore, nous pouvons supposer que les institutions tiennent une place importante dans ce processus, et qu'elles ont pour fonction de légitimer cette violence afin de la rendre supportable aux sujets. En effet, pour que l'*infans* puisse intérioriser puis répéter les énoncés qui lui sont transmis et la représentation du monde qu'ils sous-tendent, il est nécessaire que ces énoncés lui apparaissent non pas comme des représentations de la réalité, mais bien comme la réalité en elle-même. Pour que le sujet soit intégré à la scène sociale, et donc qu'il bénéficie du confort narcissique que cela

représente, il faut qu'il partage les croyances, les valeurs, les représentations communes de l'ensemble dans lequel il est né ; bref, il faut qu'il en partage la culture.

Comme nous l'avons vu plus haut, les institutions préexistent aux individus et leur fournissent un cadre de référence dans lequel leurs représentations pourront se construire. Nous avons aussi vu que, selon l'analyse institutionnelle, l'institution est partiellement régie par la force instituée, qui correspond à ce *qui va de soi*, à ce qui est *déjà-là*. En somme l'institué est une force essentialisante, qui donne aux représentations communes un aspect de réalité naturelle, d'évidence. Ainsi, l'institution soutient indirectement la perpétuation des énoncés du collectif, dans la mesure où elle permet à ces énoncés d'être essentialisés. Cette essentialisation des énoncés facilite leur intériorisation par les individus, qui ont le sentiment d'être exposés à des évidences. Ils pourront à leur tour les transmettre, car ces énoncés façonnent leur manière d'appréhender la réalité.

Ainsi, les institutions sociales, et plus particulièrement la force de l'institué, sont ce qui permet l'essentialisation des énoncés imposés à l'*infans*. Cette essentialisation est, pour sa part, la condition *sine qua non* qui permettra la signature du contrat narcissique.

5 – Le destin des institutions face au changement social

Maintenant que nous avons défini ce qu'étaient les institutions sociales ainsi que leurs fonctions sociopsychiques, nous allons pouvoir nous questionner sur la manière dont elles sont impactées par les phénomènes de changement social. Nous allons dans un premier temps définir ce qu'est le changement social, et la pertinence de ce concept pour décrire ce que traverse actuellement notre société. Nous émettrons ensuite des hypothèses concernant la manière dont les institutions sociales rencontrent le changement social, et sur ce qui advient alors de leurs fonctions sociopsychiques.

5.1 – Modernité, postmodernité, hypermodernité

Avant de pouvoir appréhender avec précision les différents éléments constitutifs du changement social, qui prennent la forme d'évolutions sur les plans technologique, philosophique, politique et culturel, il convient tout d'abord de s'attarder quelque peu sur la terminologie généralement employée par les chercheurs et chercheuses pour définir l'époque dans laquelle nous vivons actuellement. Après un bref aperçu historique de l'époque moderne, nous nous attarderons sur les points de vue de différents auteurs concernant la postmodernité et enfin l'hypermodernité.

Ce bref retour historique, si rapide soit-il, paraît important dans la mesure où les fondements

de l'époque moderne ont été la source des avancées philosophiques du XVIIIe siècle, puis des avancées techniques du XIXe siècle. D'ailleurs, la terminologie elle-même témoigne de cette parenté directe entre la période moderne et les périodes qui l'ont suivie : les termes « postmodernité » et « hypermodernité » contiennent en eux-mêmes une référence à la modernité, et ne peuvent donc se définir qu'en rapport avec celle-ci.

5.1.1 – *La modernité*

Les bornes temporelles qui circonscrivent la période moderne et qui font consensus au sein des sciences humaines sont la Renaissance en tant que point de départ, et la seconde guerre mondiale en tant que limite finale (Dortier, 2006 ; Guillaud, 2005). Cette période recouvre donc un peu plus de quatre siècles (1500 – 1945). Elle est généralement subdivisée en trois sous-périodes modernes qui sont : la Renaissance (XVIe et XVIIe siècle), le siècle des Lumières (XVIIIe siècle), et l'industrialisation (à partir de la fin du XVIIIe (révolution industrielle) et jusqu'au XXe siècle). Nous verrons ici brièvement et successivement les éléments fondamentaux structurant la société française durant ces trois sous-périodes de la modernité.

- *La Renaissance*

Les historiens et philosophes s'accordent donc à considérer que le point de départ de l'époque moderne se situe au moment de la fin du Moyen-Age, et donc au début de la Renaissance. En effet, cette période a connu des bouleversements sur plusieurs plans, ayant entraîné une profonde rupture dans les modalités des rapports sociaux et dans les conceptions culturelles de l'Humain en général d'une part, et de l'individu-sujet d'autre part.

La découverte fortuite des Amériques, et donc de faunes, de flores et de cultures humaines profondément différentes de tout ce que l'on connaissait alors, a entraîné des bouleversements quant à la manière de percevoir l'humain. En effet, avant cette découverte, les penseurs ne considéraient l'humanité que sous le prisme de la théologie chrétienne. Bien sûr, la découverte des Amériques n'a pas entraîné la disparition brutale de la religion dans l'analyse du monde des occidentaux de l'époque, mais la découverte de nouvelles formes de vie, tant végétales ou animales qu'humaines, a signé l'avènement du naturalisme scientifique, s'attachant à inventorier, décrire et comprendre les différentes formes de vie observables. Ce bouleversement s'est également observé dans la dimension artistique, les peintres, écrivains et poètes substituant alors au symbolisme religieux un réalisme visant à décrire de la façon la plus juste la réalité.

Cet abandon progressif du dogme religieux dans la science et dans les arts s'est également vu confirmé dans les sphères intellectuelles et culturelles italiennes de l'époque, qui sont à la base du courant de pensée humaniste. Ce courant de pensée prône une élévation de l'homme par le savoir rationnel, passant par la remise en cause des dogmes mythologiques et par la redécouverte et l'étude approfondie des philosophies antiques grecques et latines. La rationalité a une place prépondérante dans le courant de pensée humaniste, et plus largement dans la structure culturelle des sociétés occidentales à la Renaissance. Si l'invention de l'imprimerie n'est pas à proprement parler à la source de la pensée humaniste, elle a par ailleurs largement contribué à sa diffusion en dehors de l'Italie de l'époque. De plus, avec cette nouvelle technologie de l'information, le savoir s'est rendu accessible à un plus grand nombre d'individus (restant toutefois circonscrit aux sphères aisées de la société), permettant ainsi l'élévation de chacun par la connaissance et la science.

Un autre élément ayant bouleversé les rapports sociaux de cette époque est la naissance de la foi protestante, impulsée par Martin Luther en Allemagne et relayée par Calvin en France et dans l'actuelle Suisse. Cette nouvelle appréhension de la Bible, rendue possible par l'imprimerie, et donc par la lecture individuelle de tout un chacun des écritures saintes (et non plus la transmission de leur contenu par les seuls ecclésiastiques), propose une foi plus épurée, un dialogue direct entre l'individu et Dieu, supprimant les intermédiaires que représentaient le clergé, les saints, les idoles et les reliques. Malgré la réception quelque peu mitigée (c'est le moins que l'on puisse dire...) du protestantisme en France, nous ne pouvons ignorer les impacts socio-culturels que celui-ci a pu avoir.

Weber (1905), dans son ouvrage *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, se questionne sur la généalogie du mode de production capitaliste et de la culture libérale qui lui est attachée. Pour lui, l'éthique protestante est la première source de l'esprit capitaliste. En effet, si pour les catholiques la confession et l'achat d'indulgences permettent de racheter ses péchés auprès de Dieu, les protestants refusent cette perspective et affirment que le rachat des péchés ne passe que par une rédemption profonde et introspective, et par un ascétisme et une rigueur de tout instant. La phrase de Benjamin Franklin « Souviens-toi que le temps, c'est de l'argent » témoigne de cet esprit protestant refusant les dépenses vaines et fastueuses, et préconisant à leur place un ascétisme, un travail méthodique et une économie rigoureuse permettant à l'argent de fructifier. L'argent et le travail prennent alors pour les protestants une valeur capitale, et deviennent des fins en soi. Pour Weber (1905), l'éthique protestante est donc une des sources fondamentales du capitalisme.

Nous devons donc à la période de la Renaissance la place culturelle fondamentale qu'occupe depuis lors dans nos sociétés la rationalité. Nous lui devons également les premiers développements

de l'esprit du capitalisme, et ce notamment à travers la foi protestante.

- *Le siècle des Lumières*

Le consensus historique concernant le début de la période des Lumières se situe à la mort du roi Louis XIV, en 1715 ; bien que les prémisses de la philosophie des Lumières puissent être trouvés dans les années précédentes. Cette période finira avec la Révolution française.

À l'instar de l'humanisme, le courant philosophique des Lumières accorde une grande importance à la rationalité scientifique. La remise en question des dogmes mythologiques perdure elle aussi. En ce sens, nous pouvons considérer que la philosophie des Lumières est une fille directe de l'humanisme. La spécificité de ce nouveau courant semble être à trouver notamment dans sa réflexion politique sur les rapports entre l'individu, la société et l'État. Cette période voit grandir les idées émancipatrices du sujet, ainsi que les libéralismes moral et économique. Si l'humanisme se limitait à une critique de l'usage de la théologie dans la connaissance scientifique, la philosophie des Lumières étend cette remise en question au domaine du politique, critiquant la légitimité d'un pouvoir royal à exercer sa domination sur les individus.

Une idée importante de ce siècle est la notion de Bonheur. En effet, se détachant des préceptes religieux, les penseurs de l'époque vont remettre en question l'idée chrétienne supposant que le bonheur sera dans l'au-delà, que les souffrances terrestres permettent l'accès à la jouissance céleste. Pour les luministes, le bonheur doit être accessible à toutes et tous durant la vie terrestre et ne doit pas être recherché dans un incertain paradis. Voltaire (1736) écrit, pour conclure son poème *Le Mondain* :

*« C'est bien en vain que, par l'orgueil séduits,
Huet, Calmet, dans leur savante audace,
Du paradis ont recherché la place :
Le paradis terrestre est où je suis. »*

Cette idée de bonheur accessible va devenir une question centrale pour les philosophes des Lumières, la réflexion portant alors sur la manière dont les pouvoirs politiques et religieux doivent être configurés pour permettre cette émancipation de l'individu au sein de sa vie terrestre. Si les points de vue diffèrent selon les penseurs de l'époque, tous s'accordent à dire qu'il est nécessaire de

trouver un modèle politique différent permettant un droit fondamental au bonheur des peuples, considéré comme une finalité centrale des réflexions philosophiques, sociales et politiques.

Le siècle des Lumières se terminera sur la Révolution française, instaurant un nouvel ordre social et politique avec une visée émancipatrice. Il est clair que la philosophie des Lumières a joué un rôle important dans ce moment historique révolutionnaire, mais il convient de préciser que l'historiographie du XIXe siècle, largement républicaine et désirant écrire un nouveau roman national, a tendu à mettre sur un piédestal les philosophes luministes en leur prêtant rétrospectivement un combat progressiste face à un pouvoir religieux obscurantiste. Or, les historiens actuels s'accordent à dire que cette vision est un peu trop simpliste au regard de la diversité des discours sociaux durant ce siècle.

- *La révolution industrielle et l'industrialisation*

Cette troisième et dernière période de la modernité s'initie en France sur une double révolution : la révolution industrielle, d'abord, permettant une production massive de tous les artefacts dont les populations ont besoin, et la révolution française, instaurant un nouvel ordre social et politique : celui de la République démocratique. Cette période historique est profondément complexe, différentes modalités politiques s'étant succédées régulièrement, souvent dans le sang et à l'aide de coups d'état. Mon but n'est pas ici de retracer en détails cette histoire tortueuse, mais bien plutôt d'en comprendre les fondements qui ont progressivement fait émerger les sociétés postmoderne et hypermoderne que nous avons connues depuis et connaissons encore aujourd'hui.

Premièrement, l'héritage fondamental que nous tenons de cette période est le système politique qui y a été instauré et qui régit encore aujourd'hui notre société : le système républicain, et la démocratie représentative. Si l'instauration de ce système ne s'est pas faite avec douceur et fluidité, c'est à partir de la fondation de la IIIème République en 1870 que cette organisation politique s'est stabilisée. En effet, malgré des changements de constitution (en 1946 pour la IVème République et 1958 pour la Vème), et si l'on exclut la période d'occupation, la France est depuis 1870 dans un système républicain et démocratique. Ce mode d'organisation du politique structure notre société, et la Révolution Française, en tant que moment inaugural de ce système, tient une place fondamentale dans le roman national français.

L'autre héritage de cette période qui structure encore aujourd'hui la société française est l'industrialisation et la consommation de masse qu'elle a générée dans son sillage. Cette nouvelle

donne a engendré des modifications sociales profondes, que ce soit au niveau des rapports sociaux (avec la croissance exponentielle de la classe ouvrière, et des rapports de force qu'elle entretient avec la bourgeoisie), ou au niveau du mode de vie quotidien du peuple dans son entier (avec un accès facilité au confort matériel et à l'information notamment).

Une notion fondamentale de cette période fut celle de Progrès, comprenant à la fois la dimension socio-politique et la dimension technique. Nous avons d'ailleurs vu plus haut comment cette notion fut prêtée rétrospectivement par les républicains aux philosophes des Lumières, afin que ceux-ci devinssent les héros émancipateurs du peuple d'un roman national révolutionnaire.

- *Les points de vue actuels sur la période moderne*

Aubert (2010), dans son ouvrage *La société hypermoderne : ruptures et contradictions*, explique que « La modernité est sous-tendue par trois notions : celle de Progrès – la société serait en marche vers un progrès toujours accru –, celle de Raison [...] et celle de Bonheur, auquel le progrès et la science ne peuvent manquer de conduire » (Aubert, 2010, p.6). Nous avons vu dans le retour historique déroulé plus haut comment ces trois notions furent respectivement chères aux trois sous-périodes de la modernité : la Renaissance a mis l'accent sur la Raison, les Lumières sur le Bonheur, et la période post-révolutionnaire sur le Progrès. Bien sûr, cette partition des notions selon les périodes historiques est quelque peu schématique, mais il semble que cette triptyque ait structuré les pensées des quatre siècles composant la modernité. Il semblerait alors que la modernité, malgré son lot de conflits armés et sanglants, ait été structurée par un enthousiasme à la fois intellectuel et populaire pour une émancipation progressive des individus et une reconnaissance de ceux-ci en tant que sujets acteurs de la société et ayant droit au bonheur, aux évolutions sociales et à l'accès au savoir scientifique et rationnel.

Pour Aubert (2010), la modernité est donc avant tout une période durant laquelle les anciennes modalités de rapports sociaux (féodalisme, monarchie absolue...) et les anciens paradigmes explicatifs du monde (le catholicisme notamment) furent progressivement abandonnés, au profit de nouvelles modalités d'organisation sociale et de rapport au savoir. Ces nouveaux paradigmes, ces nouveaux ordres sociaux firent l'objet d'un enthousiasme de la part des peuples, et furent érigés au rang de pierres fondamentales de l'édifice social. La triade Raison – Bonheur – Progrès constitua implicitement un récit social structurant, émancipateur et fédérateur.

Cette vision est également présente chez Maffesoli (2018), qui prête à la modernité une triade fondamentale qui diffère dans les mots mais tend apparemment vers la même idée : rationalité,

progrès, individu. Pour lui, le terme d'individu se substitue donc à celui de bonheur utilisé par Aubert (2010). Ces deux termes juxtaposés donnent une idée plus précise de ce tiers du trépied sur lequel s'est assise la modernité : il n'est pas seulement question de bonheur, mais d'un *bonheur individuel*, en un certain sens hédoniste. Cette mise en lumière de l'importance de la notion d'individu durant la modernité (et notamment sous l'influence des Lumières) est également confirmée par Lipovetsky (1983), qui parle d'une première révolution individualiste ayant eu cours durant le XVIII^e siècle. Pour Maffesoli (2018), cette triade fondamentale, en tant qu'acquis philosophique des XVII^e et XVIII^e siècles, s'est vue institutionnalisée en un système socio-politique au cours du XIX^e siècle. Les nouvelles institutions sociales, créées à cette occasion, ont permis la systématisation de ces avancées philosophiques et scientifiques.

Bien que durant ces quatre siècles, de nombreux conflits plus ou moins latents ou violents aient éclaté, portant sur les formes précises que devait revêtir le système socio-politique moderne, il semble constant pour les auteurs et autrices que les avancées philosophiques, politiques et scientifiques aient revêtu une forme de cause commune à laquelle une grande majorité de la population croyait profondément. La République, pour ne prendre que cet exemple, a été au cours des XIX^e et XX^e siècles un édifice quasi-sacré dont les détracteurs étaient bien souvent mal perçus, rangés par le regard social du mauvais côté de la dichotomie (plus ou moins fantasmée) entre démocratie et dictature. Les institutions sociales héritées de la modernité telle que nous l'avons présentée à travers les points de vue de différents auteurs semblent avoir été au fondement des systèmes de représentations et de valeurs de la majorité du peuple français durant le XIX^e et le XX^e siècles.

5.1.2 – *La postmodernité*

La postmodernité est la période considérée comme ayant directement suivi la modernité. Son point de départ est généralement situé à la fin de la seconde guerre mondiale. Si la notion de postmodernisme fut utilisée dès les années cinquante pour désigner un nouveau courant littéraire, artistique et architectural, c'est Lyotard (1979) qui en élargira le sens et décrira ainsi ce qui selon lui représente une nouvelle période historique.

- *Les apports de Lyotard et de Kaës*

Pour Lyotard (1979), la postmodernité se caractérise notamment par la perte de crédibilité de ce qu'il nomme les *métarécits*. Les métarécits sont selon lui les grands récits communs servant de

paradigmes explicatifs et structurant une société donnée. S'il s'applique notamment à décrire la nouvelle place sociale conférée aux métarécits de Kant ou d'Hegel, de nombreux auteurs ont élargi sa pensée à toute forme de métarécit. Dans cette perspective, les grands mythes sociaux fondateurs de la modernité ont ainsi perdu de leur légitimité aux yeux des peuples. Que l'on considère le marxisme, le freudisme ou même le discours scientifique, ces grilles de lecture du réel semblent selon Lyotard (1979) être tombées de leurs piédestaux sociaux. Le discours scientifique, pour exemple, n'est plus qu'un discours parmi d'autres. Ce discours scientifique avait trouvé dans la Renaissance les prémisses culturelles qui ont pu lui permettre de devenir un grand métarécit, prémisses qui ont été confirmées avec les Lumières. Mais depuis les années quarante, ce discours a perdu de son caractère paradigmatique et ne représente plus aux yeux de la population qu'un des discours disponibles, auquel une croyance « aveugle » n'est plus directement accordée. La postmodernité se caractérise donc par l'effondrement des croyances qui jusque là fondaient la cohésion sociale autour de métarécits fondateurs tels que la raison, le progrès et le bonheur.

Lyotard (1979) considère deux sources fondamentales de cet effondrement des métarécits. Premièrement, la montée des régimes totalitaires dans les années 1930-1940 (notamment le nazisme et le stalinisme) ont signé l'échec de la triptyque moderne Raison-Progrès-Bonheur. La modernité émancipatrice, perçue jusqu'alors comme une réalité naturelle de l'évolution sociale, s'est vue dévoilée dans sa dimension mythique et illusoire. Les génocides, les massacres et les collaborations ont alors en quelque sorte « désillusionné » les individus du mythe de la modernité. La seconde raison est à trouver dans les nouvelles modalités de l'accès à l'information : avec la démocratisation progressive de la radio et de la télévision, ainsi que la multiplication d'organes de presse plus ou moins indépendants, les individus se sont retrouvés confrontés à une multitude de discours aisément accessibles. C'est ainsi que le discours scientifique notamment serait tombé de son piédestal pour se retrouver finalement n'être qu'un discours parmi tant d'autres.

Kaës (2012), dans son ouvrage *Le Malêtre*, reprend ces conceptions concernant la postmodernité. Pour lui, « La postmodernité est le nouveau symptôme d'une crise historique de structure » (Kaës, 2012, p. 78). La résurgence des intégrismes, l'apparition de nouveaux conflits extrêmes sont pour lui les résultantes de cette perte de sens des idéologies et des métarécits fondateurs du XIXe et du début XXe siècle. Les événements de mai 1968 auraient représenté l'acmé de ce mouvement de décrédibilisation des grands récits. Les courants philosophiques nés dans les années 1960 et 1970, réunis aujourd'hui sous l'appellation quelque peu réductrice de *French Theory*, représentent également ce processus. Le déconstructivisme de Derrida, en tant que relativisme absolu vis-à-vis des constructions sociales et culturelles, en serait alors paradigmatique.

- *L'apport de Maffesoli*

Comme nous l'avons déjà mentionné lorsqu'il s'agissait de définir la modernité, Maffesoli (2018) propose également un tripode sur lequel s'est assise cette époque historique : Rationalité – Individu – Progrès. Cette triptyque rejoint largement celle sur laquelle Aubert (2010) ou Kaës (2012) semblent s'accorder, substituant seulement la notion d'Individu à celle de Bonheur. En ce qui concerne la postmodernité, Maffesoli (2018) semble là encore proposer une vision quelque peu différente de celles des autres auteurs préalablement abordés. S'il s'accorde à dire que la triptyque moderne a en effet été destituée de son statut d'idéal social communément partagé, il va pour sa part jusqu'à proposer l'idée d'une nouvelle triptyque ayant remplacé celle-ci. Pour lui, le Je de l'individualisme moderne a laissé la place au Nous du communautarisme postmoderne. La prédominance de l'Émotion s'est substituée à celle de la rationalité. Enfin, l'Ici et maintenant remplace la croyance dans le futur représentée par l'idée moderne de Progrès. En lieu et place du trépied Rationalité – Individu – Progrès, la postmodernité trouve alors pour lui ses assises sur le tripode Émotion – Communauté – Présent.

Il convient également de noter que la pensée de Maffesoli (2018) semble s'étayer sur un fond théorique différent de celui des autres auteurs. Premièrement, pour lui, nous sommes toujours dans la postmodernité (alors que pour beaucoup d'autres, nous sommes entrés dans l'hypermodernité, nous y reviendrons). De plus, la postmodernité ne porte ce nom que justement car nous sommes pris dedans. De la même manière que les penseurs modernes ont longtemps nommé la période dans laquelle ils évoluaient le « post-médiévalisme », les penseurs d'aujourd'hui se réfèrent encore à l'ancienne période (modernité) pour définir l'actuelle (postmodernité). La période que nous vivons actuellement portera donc un nom différent dans un futur plus ou moins lointain, et cela s'explique par la difficulté naturelle de « touiller dans les marmites du futur » (Maffesoli, 2016). Une autre base de la conception de cet auteur est l'idée qu'il y ait pour lui des « époques » historiques, s'étalant sur du long terme (trois à quatre siècles, nous dit-il), et étant relativement stables. Entre ces époques, il y a ce qu'il nomme des « périodes », beaucoup plus courtes, et où bouillonnent les idées, les conflits, les espoirs et les violences. Nous sommes, selon lui, dans la « période » suivant directement la modernité, et qui nous mènera à l'établissement d'une nouvelle « époque », fondée sur de nouveaux paradigmes et de nouvelles modalités d'organisation des rapports sociaux. Il est d'ailleurs intéressant de voir que la borne temporelle que Maffesoli donne comme point de départ à la modernité n'est pas la Renaissance, mais le milieu du XVII^e siècle (et donc tout justement la fin de la Renaissance). Pour lui, la Renaissance a été l'une de ces « périodes » bouillonnantes débouchant sur une nouvelle époque assise sur des paradigmes en rupture avec les précédents. Il

remarque d'ailleurs que le trépied sur lequel nous semblons aujourd'hui assis (Émotion – Communauté – Présent) n'est pas tout neuf, ayant déjà été utilisé comme socle à cette période de changements que fut la Renaissance.

Pour Maffesoli (2016, 2018) la postmodernité est la période que nous vivons actuellement et qui n'est autre qu'une période de transition, de charnière entre deux époques historiques dont nous connaissons la première (la modernité), mais dont nous ne pouvons bien sûr pas prévoir la seconde. Ce serait alors cette impossibilité à se projeter dans un futur stable (qui pourtant arrivera, il en est convaincu) qui génère dans notre société actuelle des angoisses, des conflits sociaux et des communautarismes délétères pour la cohésion sociale.

- *Les apports marxistes de l'école de Francfort et d'Althusser*

Si l'on se questionne sur les sources des processus propres à la postmodernité, tels qu'ils ont été décrits par Lyotard (1979) ou par Kaës (2012) (effritement des métarécits, relativisme absolu...), une première réponse pourra nous être apportée par les auteurs de l'école de Francfort, et notamment par Adorno et Horkheimer (1947) dans *La dialectique de la raison*. Pour ces auteurs, les régimes totalitaires apparus dans la première moitié du XXe siècle sont les symptômes de « l'autodestruction de la Raison ». La Raison, telle qu'elle avait été construite à la Renaissance et par les Lumières en tant qu'idéal social, avait pour visée première l'émancipation des hommes vis-à-vis des mythes totalisants et aliénants. Mais cette vertu émancipatrice s'est finalement retournée sur elle-même (d'où le terme de dialectique), et la Raison est finalement devenue elle-même un mythe, totalisant et aliénant.

Pour avancer plus avant cette idée, les auteurs prennent l'exemple de l'industrie culturelle, dont l'uniformisation devient aliénante pour le consommateur lui-même. Dans cette perspective, pour Adorno et Horkheimer (1947), le consommateur est dans une posture équivalente à celle d'un individu soumis à un régime totalitaire. En effet, les productions culturelles sont uniformisées, et l'industrie culturelle semble dicter aux individus les productions qu'ils doivent consommer et apprécier. Les formes qu'a prises la Shoah lors de la seconde guerre mondiale seraient également pour ces auteurs une illustration de cette dialectique de la raison. En effet, l'extermination des Juifs telle qu'elle avait été pensée par le IIIe Reich poussait à son paroxysme une forme particulièrement mortifère de rationalité. La déportation, l'utilisation et le massacre de millions de personnes ont été organisés de manière profondément méthodique, minutieuse, rationalisée et bureaucratisée. La rationalité, qui avait à l'origine des vertus émancipatrices, s'est ainsi retournée sur elle-même et a

servi de justification et de méthode à l'un des projets les plus sombres et terribles de notre histoire.

Cette approche d'Adorno et Horkheimer (1947) peut être mise en parallèle avec les propos d'Althusser (1976) concernant les Appareils Idéologiques d'État, que nous avons déjà présentés plus haut. Pour lui, les sociétés capitalistes fonctionnent selon des modes et des rapports de production (notamment des rapports interindividuels et entre les classes) qu'il s'agit pour les classes dominantes de reproduire à tout prix afin de conserver le pouvoir d'État. Si la reproduction des rapports de production passe, comme l'avaient déjà souligné Marx et Engels, par des Appareils Répressifs d'État (police, armée, justice...), Althusser propose l'idée qu'elle passe aussi (et peut-être surtout) par une transmission élargie de l'idéologie dominante, afin de conformer chacun à la place que l'on attend de lui selon la classe sociale dans laquelle il se trouve. Cette transmission de l'idéologie dominante s'établit alors prioritairement par le biais d'Appareils Idéologiques d'État, au rang desquels nous trouverons en premier lieu l'institution scolaire, mais également l'industrie culturelle, la presse ou encore la religion.

Les agents de ces institutions, malgré leur potentielle bienveillance individuelle et leur croyance en des valeurs supposément morales, se retrouvent en réalité être des « prêtres de toute sorte, dont la majorité sont des laïques convaincus » (Collectif, 2006, p.117) – prêtres prêchant presque malgré eux les préceptes de l'idéologie dominante capitaliste et démocratique-libérale. Nous retrouvons dans cette conception l'idée d'Adorno et Horkheimer (1947) que la modernité a pu représenter à sa base une volonté d'émancipation globale des individus vis-à-vis des mythes, des idéologies et des rapports de domination structurels, mais qu'elle s'est finalement « retournée sur elle-même », devenant ainsi une nouvelle idéologie, un nouveau mythe reproduisant sous de nouvelles formes des rapports de domination.

En conclusion de cette partie sur la postmodernité, et pour synthétiser les différents points de vue à son égard, nous pouvons donc dire que celle-ci a consisté notamment en un effritement des mythes sociaux qui avaient jusqu'alors une vertu cohésive dans la société. Que ce soit sur le plan de l'organisation politique, sur celui du rapport au savoir ou encore sur celui de la conception de l'individu-sujet, tous les auteurs semblent s'accorder sur l'idée d'une perte de crédibilité des ces édifices sociaux aux yeux de la population, et donc d'une dislocation de cette même population qui était jusqu'alors rassemblée derrière ces idées novatrices et cohésives. Pour beaucoup d'auteurs et autrices, cette période postmoderne et l'abandon des métarécits qu'elle a entraîné nous a conduits vers une nouvelle période, que nous allons maintenant aborder : l'hypermodernité.

5.1.3 – L’hypermodernité

- *La société hypermoderne vue par Aubert*

Aubert (2010) fait le constat d’une incomplétude des termes de modernité et de postmodernité pour décrire les processus que traverse aujourd’hui notre société. Elle propose alors de leur substituer un nouveau terme, plus à même selon elle de rendre compte avec justesse de la dynamique sociale actuelle : celui d’hypermodernité. Elle justifie cette substitution sémantique par le préfixe même de ce mot, *hyper*, soulignant le caractère excessif de la société dans laquelle nous évoluons. L’hypermodernité ne correspond donc plus à un dépassement de la modernité, comme le laissait entendre le terme de postmodernité, mais bien à une exacerbation, une radicalisation de la modernité. Cette idée se retrouve d’ailleurs chez Kaës (2012), dans son ouvrage *le Malêtre*, qui définit l’hypermodernité comme « l’exacerbation de certains traits déjà présents dans la modernité et la postmodernité, elle serait leur radicalisation, leur moment critique culminant » (Kaës, 2012, p.82).

Mais quels sont ces excès qu’Aubert (2010) prête à la société hypermoderne ? Pour elle, les changements sociaux induits par l’hypermodernité se caractérisent sur trois dimensions : le rapport au temps, le rapport aux autres, et le rapport à soi-même. Ces trois dimensions semblent marquées par cette notion de trop, d’excès caractéristique de l’hypermodernité.

Le rapport au temps, d’abord, a subi deux changements majeurs. Si le temps était d’abord considéré comme un flux, « passant » et « s’écoulant » sans que l’humain puisse avoir de prise sur son cours, il fut ensuite appréhendé comme une possession : on pouvait alors avoir du temps, ou au contraire en manquer. Ce premier changement semble être corrélé à l’avènement de la culture capitaliste, transformant tout élément en bien que l’on peut ou non posséder. Mais un deuxième changement dans le rapport au temps aurait eu lieu dans les vingt dernières années : celui-ci semble s’accélérer, se compresser du fait de la « dictature du capitalisme », et de l’instantanéité des relations permises par le développement des technologies de la communication et de l’information. Ce nouveau rapport au temps paraît profondément intriqué avec un rapport à l’espace lui-même caractérisé par la compression : un événement se déroulant à l’autre bout de la planète (et parfois même dans l’espace), nous sera directement transmis avec une instantanéité bouleversant donc à la fois nos repères temporels, mais aussi nos repères spatiaux.

Ce nouveau rapport au temps, marqué par l’accélération, induit des conséquences

contradictoires chez les individus : il y a d'un côté « un sentiment d'ubiquité existentielle, une impression de pouvoir être partout à la fois en tenant la terre entière au bout de son téléphone portable ou de son ordinateur, la sensation d'être « maître du temps » » (Aubert, 2010, p.25) ; et d'un autre côté une violence de temps, une pression induite par cette injonction d'instantanéité, produisant des *burn-out* et des « pathologies de l'hyperfonctionnement, [...] de la surchauffe » (Aubert, 2010, p.26).

La deuxième dimension impactée par l'hypermodernité est le rapport aux autres. Si le rapport au temps est aujourd'hui marqué par l'accélération, le rapport aux autres est, lui, marqué par l'éphémère. Du fait, là encore, de l'instantanéité de la communication permise par les nouvelles technologies, les relations semblent plus fluides, et les rencontres plus faciles. Mais le nouveau rapport aux autres s'établit aussi en parallèle de l'hyperconsommation, où la jouissance est constamment réactivée et devient une fin en soi. Les relations intersubjectives sont donc à la fois facilitées dans leur établissement, mais fragilisées dans leur stabilité au long terme.

Les applications de rencontre, monnaie courante aujourd'hui, seraient un bon indicateur de cette structure hypermoderne du rapport à l'autre : sur ces plateformes, un très large choix de partenaires potentiels est proposé, dans une quantité numérique qui dépasse grandement la totalité des relations amoureuses que pouvaient vivre en une vie entière les individus ayant vécu il y a encore quelques années. Les rencontres sont souvent très rapides, après un échange de quelques messages écrits. Mais la relation en elle-même est à tout instant révocable, et bien souvent d'ailleurs rapidement révoquée. L'application *Tinder*, paradigmatique de cette modalité de rapport à l'autre (Dulaurans et Marczak, 2019), prône d'ailleurs une facilité des rencontres d'un soir, expliquant clairement à l'utilisateur que le but premier n'est pas une relation stable au long terme mais une rencontre courte et intense.

Enfin, la troisième dimension impactée par l'hypermodernité selon Aubert (2010) est le rapport à soi-même, marqué par l'excès. Nous serions passé d'une culture « de l'accomplissement de soi [à une culture du] dépassement de soi » (Aubert, 2010, p. 29). Il y aurait alors une bipolarisation des individus. D'un côté, des individus par excès, dont le but est le dépassement de soi et qui vivent dans un rapport compulsif au présent. Ceux-ci ont la possibilité de vivre par excès, du fait d'assises financières et sociales le leur permettant. De l'autre côté de cette dichotomie, il y aurait à l'inverse des « individus par défaut de cadres », qui se désaffilient (ou sont désaffiliés) des métacadres sociaux « pourvoyeurs de sécurité, de biens et de considération » (Aubert, 2010, p. 31). Cette apparente dichotomie traduirait en son fond, dans un pôle comme dans l'autre, un

individualisme contemporain qui ne pourrait « s'exprimer que sur un registre extrême, que ce soit celui du trop plein et de l'excès ou celui du manque et du vide » (Aubert, 2010, p.31). Les pathologies, récentes et encore actuelles, de la boulimie et de l'anorexie, témoigneraient de cette dichotomie d'un extrême (le trop plein) à un autre (le vide).

Dans ce même ouvrage rédigé sous la direction d'Aubert, nous pouvons également trouver un chapitre de Barus-Michel (2010) portant sur l'hypermodernité, intitulé *La transgression comme norme de la société hypermoderne*. Dans ce chapitre, l'auteur revient notamment sur la place de l'image dans notre société, qui a selon elle pris le pas sur l'écrit, et les possibilités réflexives que celui-ci permettait. Le spectacle, le *people* et le scandale seraient des notions clés de notre vie sociale actuelle. L'individu hypermoderne, du fait de l'ampleur des réseaux sociaux mais aussi de la consommation de masse, serait donc dans une recherche toujours plus poussée du scandale, du choc ; mais aussi dans une tendance permanente à la réactualisation de la castration par une jouissance toujours recherchée dans les artefacts de la consommation mais également toujours différée par un renouvellement constant de ces artefacts.

Pour décrire l'hypermodernité, Barus-Michel (2010) aborde également le délitement des cadres institutionnels et politiques, qui permettaient jusqu'alors une relative cohésion sociale :

L'abstentionnisme politique témoigne de ce qu'on ne croit plus aux institutions ni à leurs représentants, ni à leurs discours. Le culte de l'image, la « pipolisation » conduit au populisme. [...] Les mouvements spontanés devançant les syndicats ou les débordent, affaiblissent le syndicalisme et le dialogue social. Le spontanéisme des manifestations et mouvements de rue essaie de créer un contre-pouvoir surtout animé par l'exaspération des jeunes aux prises avec le *no future* » (Barus-Michel, 2010, p. 18).

Cette dernière citation, écrite en 2010, paraît intéressante vis-à-vis du contexte social actuel. Si nous pouvons émettre certaines réserves quant aux jugements portés par l'auteur sur cette nouvelle spontanéité des mouvements sociaux (affaiblissement du dialogue social, jeunes aux prises avec le *no future*...), force est de constater que le mouvement des Gilets Jaunes, entre autres, semble avoir confirmé le constat du délitement institutionnel proposé ici.

- *La société hypermoderne vue par Gilles Lipovetsky*

Lipovetsky (1983, 2004) a également beaucoup travaillé sur les notions de postmodernité et

d'hypermodernité. Comme les autres auteurs et autrices présentés jusqu'ici, il considère que la notion de postmodernité est désuète pour décrire les phénomènes sociaux dont nous pouvons être témoins aujourd'hui. Si cette notion présente l'intérêt de signer une rupture radicale avec la modernité (si nous sommes passés par la post-modernité, c'est que nous ne sommes plus dans la modernité), il est nécessaire de lui substituer aujourd'hui une notion plus précise qui est celle d'hypermodernité. Les autrices évoquées précédemment insistaient, dans leur description de l'hypermodernité, sur le rapport au temps, aux autres, à soi-même ou encore à l'image. Lipovetsky (1983), de son côté, insiste particulièrement sur la notion d'individualisme comme étant au centre de l'hypermodernité.

Il ne faut pas pour autant comprendre par là que l'individualisme serait une donnée nouvelle. L'individualisme fait parti intégrante du « projet moderne », nous l'avons d'ailleurs vu plus haut. À partir des évolutions philosophiques ayant eu lieu au cours de XVIIe et XVIIIe siècle, l'individu est devenu la brique élémentaire, l'atome fondamental sans lequel le collectif ne pourrait exister. C'est donc avant tout la modernité qui a vu l'avènement de l'individualisme comme élément nodal de sa structure sociale (bien que des formes d'individualisme aient pu exister, de manière plus parcellaire, dans des sociétés prémodernes et notamment durant la période antique). Lipovetsky (1983) parle ainsi de « première révolution individualiste » pour qualifier cette évolution philosophique fondamentale de la modernité. Mais cet individualisme s'est longtemps trouvé compensé, freiné par un certain nombre de dispositifs sociaux qui continuaient à verrouiller partiellement la société. La religion, dont l'emprise sur les consciences a longuement persisté malgré les révolutions scientifiques, philosophiques et politiques, a contribué à limiter les effets de l'individualisme moderne durant plusieurs siècles. De plus, les inégalités sociales, et notamment de genre, ont également bridé un grand nombre d'individus dans leur potentiel d'auto-réalisation. Troisièmement, une autorité parentale forte et indiscutable par l'enfant a constitué un troisième frein à cet individualisme. Enfin, Lipovetsky (1983) perçoit un dernier frein au développement déréglé de l'individualisme, et fait ici référence à Aron (1944) en parlant de « religions séculières », c'est-à-dire d'idéologie politiques ayant, à la manière d'une religion, une emprise sur l'individu dans sa manière de percevoir le monde et de se comporter.

Selon Lipovetsky (1983), ces différents dispositifs sociaux qui agissaient comme des freins partiels à l'avènement de l'individualisme total ont, depuis les années 1960 notamment, partiellement voire totalement sauté. Nous assistons alors depuis à ce que l'auteur nomme une seconde révolution individualiste, menant à un individualisme total, déréglé, non contenu par un ensemble de dispositifs sociaux contraignants. C'est cet individualisme total qui caractérise selon lui l'avènement de l'hypermodernité.

Lipovetsky (2004) propose comme source principale à cette seconde révolution individualiste le développement d'une hyperconsommation depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Alors même que l'individualisme moderne était tourné vers l'avenir, étant couplé à la notion de progrès et bridé par l'importance qu'avaient encore les dispositifs institutionnels collectifs, l'hyperconsommation a entraîné une focalisation sur l'instantanéité, sur le bonheur individuel et sur la multiplicité des moyens d'accéder à ce bonheur individuel. Devant cette multiplicité, les individus n'ont plus qu'à choisir leur propre chemin pour accéder à leur bonheur, et ne se réfèrent plus que de manière parcellaire aux dispositifs collectifs existant il y a encore quelques décennies :

Jadis, les institutions régulaient et commandaient les comportements individuels : aujourd'hui, c'est plutôt l'inverse : ce qui domine c'est la famille, la religion, la citoyenneté « comme je veux », « quand je veux ». Voici venu le temps de l'individualisme désinstitutionnalisé ou « à la carte » : un individualisme extrême, un hyperindividualisme. (Godart et Lipovetsky, 2018, p.11).

Forts de ces propositions de Lipovetsky (1983, 2004, 2018) concernant la deuxième révolution individualiste, et son ancrage dans une société hyperconsomériste, nous pouvons nous demander comment ces constats, encore formulés par l'auteur en 2018, s'actualisent aujourd'hui face à la forte diminution du pouvoir d'achat chez une partie de la population, ainsi que face à une urgence écologique de plus en plus prégnante et qui met en lumière un peu plus chaque jour l'importance de revoir nos modèles de production et de consommation. Comment une société, après avoir connu le confort matériel de l'hyperconsommation et le confort narcissique de l'hyperindividualisme, pourra-t-elle faire face à une désillusion et à des restructurations entraînant la perte de ces comforts ? Sommes-nous sur le point d'assister à un déclin de l'hyperindividualisme et à une « réinstitutionnalisation » ? Ou bien de nouvelles formes de rapports sociaux jusqu'alors inconnues sont-elles sur le point de naître ? C'est en partie à ces questions que tente de répondre cette thèse.

- *Zygmunt Bauman et la modernité liquide*

Le point de vue de Lipovetsky (1983, 2004, 2018) tel que nous venons de le définir entretient des similarités avec le point de vue de Bauman (2002, 2006), sociologue s'étant lui aussi attardé à une analyse du fonctionnement de nos sociétés actuelles. Proche de l'école de Francfort, cet auteur

a notamment décrit comment les camps de concentration pouvaient être considérés comme un phénomène intrinsèquement lié à la modernité, car fondé sur la bureaucratie et la rationalité poussées à leur extrême (Bauman, 2002). Il décrira ensuite comment cette expérience collective extrême a fait basculer nos sociétés dans une forme nouvelle de modernité. Après avoir un temps utilisé le terme « postmodernité » pour décrire ces nouvelles formes de sociétés, Bauman (2006) a proposé un nouveau terme, plus à même selon lui de rendre compte des modalités des rapports sociaux tels qu'ils s'expriment aujourd'hui : nous sommes aujourd'hui, selon lui, dans une forme de « modernité liquide » (Bauman, 2006).

La métaphore de la liquidité est utilisée par Bauman pour décrire la fluidité des rapports sociaux en vigueur dans nos sociétés actuelles. Si les liens sociaux étaient, il y a encore quelques décennies, « verrouillés » par des structures sociales solides et relativement rigides, ils sont aujourd'hui beaucoup plus fluides, éphémères et changeants. Bauman (2006) décrit également l'importance du consumérisme pour expliquer cette liquidité : tout s'inscrit aujourd'hui dans le cadre de la consommation. Les relations, le temps, les objets... sont considérés comme des produits à consommer au plus vite avant de passer au produit suivant. Cette instantanéité favorise donc une extrême fluidité dans l'ensemble des dimensions qui régissent la société. Nous serions alors dans un « univers liquide » où les repères ont disparu, et où nous ne pouvons que voguer sans jamais vraiment savoir où l'on va.

Cette approche du lien social actuel, formulée originellement par Bauman en 2006, semble ne pas avoir perdu de sa pertinence aujourd'hui. Le processus de liquidation des structures sociales apparaît en effet avoir perduré jusqu'à aujourd'hui, touchant même avec une ampleur nouvelle des structures qui nous semblaient jusqu'alors être hors d'atteinte de ce type de remises en question. Nous pouvons par exemple citer la question du genre, dont l'essentialisme de la binarité ne va plus forcément de soi aujourd'hui, comme en témoigne l'explosion de cette problématique dans les structures de soins pour adolescent.es (Chiland, 2014 ; Cordier, 2019). La fluidité de genre, aujourd'hui relativement répandue et médiatisée, serait alors paradigmatique de ce processus de liquidation de structures sociales auparavant considérées comme particulièrement solides et impossibles à remettre en question.

Dans cette partie, nous avons fait un rapide retour historique sur les périodes moderne et postmoderne, et nous avons ensuite abordé les différents points de vue portant sur l'hypermodernité, et donc sur la période que nous traversons actuellement.

Ce qui semble constant pour tous les auteurs et autrices que nous avons pu croiser à cette occasion est que la modernité, en tant qu'époque s'étant déroulée du XVe siècle (ou du XVII pour Maffesoli (2016, 2018)) jusqu'au milieu du XXe siècle, a trouvé ses assises sur la triptyque Raison – Bonheur individuel – Progrès. C'est, semble-t-il, sur ces idées fondatrices que les institutions sociales telles que nous les connaissons aujourd'hui ont trouvé les bases sur lesquelles elles ont pu s'étayer, se construire jusqu'à structurer une société cohésive entièrement attachée à elles. Ainsi, la République, la démocratie, l'école, la justice, la science, l'université, le marché... sont autant d'institutions sociales qui furent le fruit des avancées philosophiques et culturelles de cette époque moderne, sur lesquelles notre société s'est longtemps appuyée, et qui furent longtemps idéalisées comme témoignant d'une évolution naturelle vers une société harmonieuse.

Or, et nous l'avons vu ensuite, les effets conjoints des régimes totalitaires et d'un accès au savoir tout à plein démocratisé ont signé la fin de cette idéalisation généralisée des institutions sociales post-révolutionnaires en France ; c'est ce que Lyotard (1979), le premier, a nommé la postmodernité. Nous avons également vu comment des auteurs marxistes, comme Adorno et Horkheimer (1947) ou encore Althusser (1976), semblaient confirmer cette hypothèse d'un effritement des métarécits fondateurs de la période moderne, la modernité s'étant « retournée contre elle-même » en produisant des régimes totalitaires (Adorno et Horkheimer, 1947), ou bien n'étant finalement qu'une idéologie tout aussi aliénante qu'une autre, et ne servant que la reproduction des rapports de production (Althusser, 1976).

L'idée qui semble transversale dans ces différentes conceptions de la postmodernité est celle d'un abandon progressif des essentialismes proposés par la modernité. Si l'on a longtemps cru, à grands renforts d'historiographie révolutionnaire et d'Appareils Idéologiques d'État, que la république démocratique et ses institutions étaient par essence et par nature la bonne voie à suivre pour émanciper les populations, la croyance généralisée en cet essentialisme semble s'être progressivement effondrée dans les dernières décennies. Ce soudain refus des essentialismes aurait alors donné lieu à des remises en question tantôt latentes (telles que le déconstructivisme derridien), tantôt éclatantes (telles les révoltes de mai 1968).

Enfin, nous avons abordé la notion d'hypermodernité, plus appropriée selon certains auteurs et autrices à une description précise de la dynamique sociale dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Cette hypermodernité se caractériserait par une temporalité accélérée, par des relations intersubjectives marquée par le sceau de l'éphémère, et par une relation à soi-même privilégiant le dépassement de soi à l'accomplissement de soi. Cette hypermodernité se caractériserait également par le primat de l'image et du scandale, ainsi que par un hyperindividualisme prépondérant. D'autres auteurs ont nommé cette période que nous traversons à

l'aide d'autres concepts, comme la modernité liquide, décrivant l'absence de repère et la fluidité des rapports sociaux caractéristiques de nos sociétés occidentales actuelles.

Après avoir abordé un certain nombre de points de vue d'auteurs, au sein desquels on distingue certaines constantes et certaines similarités, il semble important de pouvoir aborder ici mon propre point de vue, s'étant forgé en partie à travers la lecture de ces mêmes auteurs, mais également à travers mon propre vécu et mes propres expériences subjectives – qui, je pense, diffèrent pour une part au moins de celles des auteurs cités plus haut. La première personne du singulier sera utilisée dans les prochains paragraphes, dans la mesure où la justification de mon positionnement théorique ne peut ici faire l'économie de l'évocation de mon positionnement subjectif.

Tout d'abord, j'accorde beaucoup de crédit aux conceptions de Lyotard (1979), reprises ensuite par d'autres, sur la postmodernité comme phase de « désillusion » à l'égard du trépied conceptuel sur lequel la modernité aurait trouvé ses assises. Les différents points de vue présentés à ce propos me semblent complémentaires et justes, et permettent d'entendre avec précisions les enjeux sociaux s'étant joués durant cette période suivant la seconde guerre mondiale. En revanche, il serait peut-être trop hâtif de considérer que cette désillusion, cette perte de crédit vis-à-vis des fondements de la société moderne se serait faite à la manière d'un déclic au moment de l'entrée dans la postmodernité. En effet, il me semble que ce « travail de désillusion » est encore aujourd'hui à l'œuvre dans la société, et qu'il ne fut donc pas achevé durant cette période que l'on a nommée postmodernité. Nous pouvons retrouver cette idée chez Castoriadis (1996) :

Nous ne vivons pas aujourd'hui une *krisis* au vrai sens du terme, à savoir un moment de décision. [...] Nous vivons une phase de décomposition. Dans une crise il y a des éléments opposés qui se combattent – alors que ce qui caractérise précisément la société contemporaine est la disparition du conflit social et politique. Les gens découvrent maintenant ce que nous écrivions il y a 30 ou 40 ans dans *Socialisme ou Barbarie*, à savoir que l'opposition droite/gauche n'a plus aucun sens : les partis politiques officiels disent la même chose, Balladur fait aujourd'hui ce que Beregovoy faisait hier. (Castoriadis, 1996, p.90).

Nous voyons dans cette citation poindre un élément intéressant : depuis les années 1950, et notamment dans la revue *Socialisme ou Barbarie*, Castoriadis et ses collègues se sont évertués à expliquer que l'opposition droite/gauche, au fondement du fonctionnement de la république

démocratique française, serait une « fausse opposition », ayant pour véritable fonction l'annihilation du conflit social et politique. Les débats et les désaccords entre les partis d'opposition et les partis au pouvoir n'auraient, selon Castoriadis (1996), pour unique sujet que l'être-au-monde des premiers, c'est-à-dire leur auto-conservation – processus cher à cet auteur et découlant pour lui de la bureaucratisation des institutions politiques. Cette opposition droite/gauche, en tant que fondement de l'institution républicaine, n'aurait donc pour fonction que la préservation de celle-ci. Nous retrouvons d'ailleurs ici l'idée d'Enriquez (2003) selon laquelle les institutions ont pour double fonction d'exprimer et de masquer les conflits, ou autrement dit de les exprimer dans une forme qui suppose un accord préalable quant à leurs modalités d'expression ; le clivage droite/gauche serait une émanation de cet accord préalable permettant aux conflits de ne s'exprimer que de manière atténuée. Il est intéressant de constater que Castoriadis (1996) évoque le fait que la population commence seulement à prendre conscience de cette idée au moment où il rédige ces lignes, c'est-à-dire en 1993, alors même qu'elle fût défendue bien plus tôt par lui et ses collègues. Pour le dire autrement, la désillusion caractéristique de la postmodernité vis-à-vis des métarécits s'est donc faite par étapes, et l'opposition droite/gauche, en tant que chapitre fondateur du métarécit républicain, ne commença à être la cible de cette désillusion que dans les années 1990 (et de manière encore balbutiante, le conflit social et politique étant pour l'auteur toujours absent dans ces années-là).

Il est intéressant de voir comment les choses ont évolué jusqu'à aujourd'hui, trente ans après ces propos de Castoriadis (1996) : en effet, le mouvement des Gilets Jaunes semble caractéristique de cette désillusion vis-à-vis du métarécit démocratique et républicain. D'ailleurs, l'opposition droite/gauche, qui régissait la scène politique jusqu'à l'élection présidentielle de 2012, avec un second tour opposant François Hollande et Nicolas Sarkozy, semble avoir aujourd'hui partiellement laissé la place à une opposition nouvelle et reconfigurée, opposant ceux qui se réclament d'un progressisme « hypermoderne » (La République En Marche), et les représentants d'un traditionalisme affirmé (le Rassemblement National). L'ancienne opposition gauche/droite avait pour effet, si ce n'est pour fonction, de contenir, d'étouffer les conflits socio-politiques. Aujourd'hui, avec ces nouvelles oppositions, que l'on nommera clivages de manière pleinement assumée, les conflits sociaux semblent réactivés, ou plus précisément sont « décanalisés », « dérégulés », « désymbolisés ».

Il semblerait donc que le travail de désillusion postmoderne ne se soit pas fait en un jour, et soit encore aujourd'hui à l'œuvre, comme en témoignent autant les nouvelles oppositions visibles sur l'échiquier politique que les mouvements sociaux spontanés tels que celui des Gilets Jaunes.

Enfin, il apparaît important de revenir brièvement sur les notions d'hypermodernité et de modernité liquide, que nous avons jusqu'ici abordées avec les points de vue d'Aubert (2010), Barus-Michel (2010), Lipovetsky (1983, 2004, 2018) ou encore Bauman (2002, 2006). Ces différents apports sont très riches, en ce qu'ils permettent une certaine mise en mots des processus qui semblent aujourd'hui traverser notre société. Néanmoins, si les concepts qu'ils proposent sont souvent justes quant à la description qu'ils font des différents rapports qu'entretient l'individu avec le temps, avec l'autre, avec l'image ou encore avec lui-même, il m'a souvent semblé apercevoir dans leur lecture une toile de fond morale sur laquelle je me garderai de prendre appui. En effet, une certaine nostalgie semble émerger de ces regards portés sur cette hypermodernité dans laquelle nous sommes toutes et tous pris : les descriptions qui y en sont faites sont souvent critiques, portant entre leurs lignes un sentiment palpable de regret du « bon vieux temps ». Cette approche, si elle présente l'avantage de donner à voir au lecteur un point de vue affirmé et assumé sur notre période contemporaine, semble parfois quelque peu prescriptive. Ce sentiment qui a émergé en moi à la lecture de ces écrits peut à mon sens s'expliquer par un simple constat : la différence d'âge entre leurs auteurs et autrices et moi-même. Cette hypermodernité tant décriée est en effet celle qui m'a vu naître, au sein de laquelle j'ai grandi... je suis en fait moi-même un produit de cette hypermodernité dont on pointe les travers. Il me semblait ainsi important de préciser ici que mon parti pris concernant la description des processus sociaux que nous traversons actuellement se distingue quelque peu des différents auteurs présentés plus haut.

Pour être plus précis, il semble que les constats de la compression du temps, de l'hyperindividualisme ou encore de la dimension éphémère des relations intersubjectives sont en réalité très justes, et que l'on peut en effet quotidiennement les observer autour de nous. Le désaccord, somme toute relatif, que je veux ici souligner porte plutôt sur les termes utilisés pour décrire et analyser ces constats, sur la manière de les interpréter et sur les conséquences que l'on a tendance à leur prêter. Ces différents éléments sont illustrés par l'utilisation du terme même d'hypermodernité, justifiée par son préfixe signifiant trop, excès. Ce terme en lui-même porte déjà un regard péjoratif sur cette société : la notion d'excès n'est ni neutre ni anodine, et laisse transparaître en creux un jugement moral vis-à-vis duquel il me semble bon de prendre de la distance.

Si je m'accorde donc sur certains constats faits par différents auteurs à propos de la période que nous vivons actuellement, il me faut préciser que je n'utiliserai pas dans cette thèse la notion d'hypermodernité pour définir le contexte social sur lequel s'étaieront mes réflexions. Mais ce refus sémantique vient inmanquablement poser la question de la terminologie : quel(s) mot(s) utiliser alors pour définir la période que nous traversons en ce moment même ?

5.2 – Quelle terminologie employer ?

Après ces précisions, il semble dorénavant important de passer en revue les différents termes qui pourraient nous permettre de désigner la période que nous traversons actuellement. Avant ce passage en revue, un préambule s'impose afin de mettre en lumière le caractère nécessairement arbitraire de cet exercice. En effet, les époques et périodes historiques que l'humanité a connues ne furent toujours nommées que rétrospectivement, et il serait malvenu de tenter de donner un nom figé à un moment de l'histoire encore en mouvement. En ce sens, il ne semble pas pertinent de donner un nom spécifique à notre période : les futurs historiens et historiennes s'en chargeront avec plus de justesse que nous ne pourrions le faire. Pour autant, il est clair que notre période actuelle est aux prises avec des changements sociaux de profondeur : de nouveaux paramètres sont aujourd'hui à prendre en compte, qui ne l'étaient pas hier.

L'idée ici est donc non pas de « nommer » notre période, mais plutôt de décrire les processus traversés aujourd'hui dans notre société. Plusieurs termes ou locutions sont alors à notre disposition, trouvables pour la plupart dans les discours que nous pouvons entendre quotidiennement sur notre moment social. Ainsi, les notions de changement, d'évolution, de révolution, de transition, d'effondrement, de transformation ou encore de crise peuvent régulièrement être entendues ou lues, étant utilisées de manière plus ou moins indistincte par différentes voix du dialogue social. Il semble donc pertinent de peser chacun de ces mots à l'aune de la proximité entre l'idée qu'il propose et la réalité sociale.

5.2.1 – *Le changement*

Le premier terme auquel nous pouvons penser pour décrire les phénomènes traversés aujourd'hui est celui de *changement*. C'est en effet le terme le plus commun et banal, celui qui semble le plus utilisé dans le langage courant. Mais malgré cette apparente banalité, la notion de changement a été l'objet d'une théorisation qui s'inscrit dans l'histoire même de différentes disciplines, au premier rang desquelles la sociologie et la psychologie. Pour ce qui concerne la sociologie, celle-ci est en effet intrinsèquement liée au concept de changement social ; autant parce que ce concept a été et est toujours un objet d'étude privilégié de cette discipline, que parce ce sont les changements sociaux qui ont eu lieu au cours de XIXe siècle qui ont fourni les conditions nécessaires à l'émergence et à l'institutionnalisation de la sociologie (Trémoulinas, 2006).

En psychologie, c'est notamment l'école de Palo Alto qui a fait de la notion de changement un objet de recherche central. Fish, Watzlawick et Weakland (2014), dans leur ouvrage *Changements, paradoxes et psychothérapie*, distinguent deux types de changement. Le changement de niveau 1 correspond aux changements endogènes, provenant d'éléments internes au système touché par le changement. Ce type de changement n'a un effet que très limité sur la structure interne du système, et les problématiques censées être réglées ne seront pas impactées par ce niveau de changement. Le système absorbera ce changement en se réajustant, sans que les modalités de communication utilisées par le système n'évoluent.

Le changement de niveau 2 correspond à un changement exogène, provenant d'éléments externes au système, et ayant un impact beaucoup plus profond sur la structure de ce dernier. Avec ce type de changement, ce sont les places de chaque acteur du système qui seront profondément modifiées, et la communication circulera d'une manière différentes.

Pour illustrer ces deux types de changement, les auteurs proposent une analogie qui parlera aux conducteurs de voitures. Le changement de niveau 1 correspond dans cette analogie aux modifications de la vitesse du véhicule qui peuvent être apportées par ces deux actions : accélération ou freinage. Ces actions vont en effet entraîner un changement dans la vitesse de la voiture, mais leur impact sera limité par le régime de vitesse utilisé à un instant T. Le changement de niveau 2 correspondra ainsi à l'action de débrayer afin d'engager un autre régime de vitesse. Ce type de changement est donc plus profond puisqu'il modifie le régime dans lequel s'inscrit le système.

Nous pouvons nous servir de ces propositions théoriques pour appliquer la notion de changement aux phénomènes rencontrés aujourd'hui par notre société. La distinction systémique entre changement de type 1 et changement de type 2 permet d'appréhender de manière plus complète la thématique du changement social. En effet, il serait absurde de restreindre notre observation au simple fait que nos sociétés traversent une phase de changement : aucune société n'est statique, et le changement est inhérent à toute forme de vie sociale. Pour autant, chacun s'accorde aujourd'hui à constater la profondeur des changements rencontrés aujourd'hui, et c'est en cela que la distinction entre changements 1 et 2 nous permet de préciser nos observations. Il semblerait alors que nous ne sommes pas seulement dans « une phase de changement » (puisque une telle « phase » est en réalité permanente), mais bien dans une période où c'est le changement de type 2 qui se trouve prédominant. Ainsi, le développement des nouvelles technologies, la mondialisation grandissante, l'urgence climatique qui devient de jours en jours plus concrète... sont autant d'éléments, plus ou moins exogènes au système que constitue notre société, qui « percutent » cette dernière et supposent en elle de profondes modifications. Nous traverserions alors une forme

de « changement de régime » : nous ne sommes pas seulement en train d'accélérer ou de freiner, mais bien de modifier structurellement le régime de fonctionnement dans lequel nous nous trouvons. Ce changement de régime peut correspondre autant à un changement sur le plan politique que sur le plan des rapports sociaux, du rapport au temps, à l'espace, à soi-même... La notion de changement, malgré sa relative généralité, apparaît donc pertinente pour décrire les phénomènes que nous traversons.

5.2.2 – *La transition*

Une autre notion fréquemment utilisée pour décrire la période qui est la notre est celle de *transition*. Cette notion, bien qu'assez proche sémantiquement de celle de changement que nous venons d'aborder, porte en elle une connotation de mouvement, de passage que le changement ne désigne pas nécessairement. La transition peut en effet être définie comme le passage d'un état à un autre. La transition est donc l'état de ce qui n'a pas encore d'état, c'est une posture d'entre-deux, où l'on n'est ni tout à fait comme on l'était, ni tout à fait comme on le sera. L'adolescence est en cela paradigmatique de la notion de transition. Il est en effet intéressant de constater que toutes les définitions de l'adolescence précisent que cette période de la vie est celle qui est située entre l'enfance et l'âge adulte. Ainsi, l'adolescence ne peut se définir qu'en référence aux périodes qui la précèdent et qui la suivent, contrairement aux autres périodes de la vie qui peuvent être définies en tant que telles, sans référence à d'autres périodes. L'adolescence est donc par essence une période de transition. Elle correspond alors à l'état de ce qui n'est ni tout à fait enfant, ni tout à fait adulte.

L'entrée dans la génitalité, le pubertaire, le désir d'autonomie et les angoisses d'intrusion et d'abandon qu'il suscite, mais également la place conférée socialement aux adolescents (Delafraye, 2013 ; Fize, 2003 ; Gutton, 1991 ; Tap et Vinay, 2000), sont autant de phénomènes qui inscrivent l'adolescent dans un processus de transition. Les mouvements caractéristiques qui nous sont donnés à voir dans la clinique de l'adolescence semblent ainsi être l'expression symptomatique privilégiée de tout processus de transition. Ce processus de transition est dominé par ce que Fornari (2012) nomme, à partir des propositions de Bion (1972), l'hypothèse de base conservation/changement. Dans cette hypothèse de base s'exprime un clivage entre une posture rétrograde, en opposition aux changements en cours, et une posture antérograde, rejetant les éléments du passé et mettant tout en place pour favoriser l'advenue du nouveau. Cette dialectique s'exprime chez l'adolescent, pris entre deux feux : le désir de rester éternellement enfant, dans le confort narcissique et libidinal que représentent le fantasme d'omnipotence infantile et la relative stabilité de la phase de latence, et le désir d'être immédiatement autonome, affranchi du joug des figures parentales.

Nous pouvons donc nous demander si la notion de transition est appropriée à la description des phénomènes traversés par notre société. Bien que les processus sous-jacents au mouvement transitionnel puissent en effet être observés (opposition entre les garants d'un ordre du monde qui appartient au passé et les tenants d'un progressisme tendant à la condamnation de toute trace de ce passé), il semble que cette notion de transition comporte de manière trop explicite l'idée qu'un état stable nous soit accessible dans le futur. En effet, comme nous l'avons dit, la transition est le passage d'un état relativement stable à un autre état relativement stable. Or, pour ce qui concerne notre société, si la relative stabilité de l'état passé peut en effet être constatée, nous ne pouvons être sûrs qu'un nouvel état stable puisse exister dans un futur plus ou moins proche. L'élément central qui peut nous faire douter de l'existence d'un tel état dans le futur est l'urgence climatique, qui menace l'intégralité des formes de société humaine et peut nous porter à un certain fatalisme. Il est également possible que notre incapacité à pouvoir imaginer un état stable qui nous serait accessible dans le futur trouve sa source dans le fait même que nous traversons une phase instable, où tous les repères sont mouvants. De la même manière, il est impossible pour l'adolescent qui traverse de manière mouvementée son propre processus de transition d'entrevoir un avenir stable s'offrir à lui, alors même que cet avenir sera présent quelques années plus tard.

5.2.3 – *L'effondrement*

Une autre notion que l'on entend régulièrement est celle d'*effondrement*. Nous venons de voir que la notion de transition pourrait ne pas être adéquate pour décrire les phénomènes que nous traversons aujourd'hui à cause du fait que cette notion suppose l'advenue future d'un nouvel état relativement stable. Nous avons vu comment la conception d'un tel état nous est aujourd'hui inaccessible. Cette difficulté à pouvoir apercevoir un avenir stable génère dans notre société un certain nombre d'angoisses qui font émerger un nouveau terme qui, pour certains, serait à même de décrire ce que nous traversons : c'est la notion d'*effondrement*. Cette notion est au cœur des mouvements relatifs à la collapsologie, théorie dont le nom provient de l'anglais *collapse* qui signifie effondrement, ou écroulement.

Ce courant de pensée théorise les causes et les conséquences d'un effondrement civilisationnel qui serait à venir. Il donne lieu à des manifestations diverses, allant des mouvements écologistes radicaux (tels qu'Extinction Rébellion) aux mouvements survivalistes qui mettent au point des techniques de survie adaptées à un monde post-effondrement, voire post-apocalyptique. Il semble que ces différents mouvements témoignent tous, à leur manière, d'une impossibilité actuelle à entrevoir une stabilité future, et réveillent les fantasmes eschatologiques qu'ont connus toutes les

sociétés dans les moments de leur histoire où leurs repères structurels se trouvaient fragilisés. Si les mouvements écologistes et survivalistes basent notamment leur théorie de l'effondrement sur l'urgence climatique que nous traversons actuellement, nous pouvons noter que la notion d'effondrement est également au cœur d'autres courants de pensée qui ne font pas de l'écologie une référence centrale dans les cataclysmes qu'ils prédisent. Ainsi, la radicalisation des mouvements identitaires, animés par l'idée du grand remplacement et par la peur de voir la civilisation judéo-chrétienne s'effondrer, nous proposent une version différente de ce même fantasme d'effondrement.

Il est également nécessaire de noter que cette crainte invasive d'un effondrement dont les contours sont difficiles à dessiner, si elle se manifeste comme nous l'avons vu dans des mouvements dont elle est le moteur explicite, est également présente de manière plus implicite chez de nombreux sujets. En guise d'illustration de cette idée, j'ai trouvé intéressant de partager ici un message qui m'a été transmis fin 2019 par un ami professeur de Français en collège : « Aujourd'hui en troisième, j'ai expliqué le sens du mot "fatalisme". Vingt-trois élèves sur vingt-six m'ont remercié de donner le mot qui décrivait exactement leur attitude face à la vie. Un dormait. Les 2 derniers m'ont regardé terrifiés ». Ce témoignage, s'il n'a évidemment pas de valeur ni de prétention d'exhaustivité ou de démonstration, illustre à mon sens un sentiment généralisé aujourd'hui qui peut être défini par la notion de fatalisme. L'impossibilité de se projeter dans un avenir stable réveille de nombreuses angoisses chez les individus. Les actualités, apportant rarement de bonnes nouvelles, se trouvent également anxiogènes et ne font bien souvent qu'accentuer ce sentiment d'effondrement.

Il importe de préciser ici que nous ne nous positionnerons pas directement concernant la question de l'effondrement. Nous ne pouvons en effet être sûr qu'un effondrement va advenir, ni de l'inverse. En revanche, nous ne pouvons que constater un sentiment d'effondrement généralisé, qui envahit toutes les interstices de la société.

5.2.4 – La crise

Ces différents termes (changement, transition, effondrement) sont donc ceux que nous entendons dans le quotidien, que ce soit dans les médias ou bien dans les discussions privées, pour décrire l'état actuel de notre société. Sur un plan plus théorique, nous avons également vu comment certains auteurs décrivent notre société en faisant référence à la notion historique de modernité. Hypermodernité, postmodernité ou encore modernité liquide sont autant de qualificatifs utilisés dans les sciences sociales pour rendre compte des processus qui traversent nos sociétés face aux changements endogènes et exogènes qu'elles rencontrent. Si chacune de ces notions, relatives au raisonnement scientifique ou spontané, sont dotées d'une certaine pertinence et remplissent

partiellement leur objectif de description des phénomènes sociaux, il semble qu'elles présentent toutes le défaut d'être trop orientée ou trop vague. Ainsi, les notions d'hypermodernité, de modernité tardive ou d'effondrement portent en elles les écueils d'une position nostalgique, regrettant le temps passé où les garants métasociaux présentaient une plus grande stabilité.

En ce sens, l'utilisation de ces notions témoignerait d'un positionnement étant lui-même la conséquence des phénomènes de changement : comme nous l'avons vu avec Fornari (2012), les dynamiques de changement réactivent une hypothèse de base dont la dialectique se situe entre la conservation (idéalisation du passé) et le changement (rupture avec le passé et idéalisation du progrès). Les auteurs et autrices voulant décrire cette dynamique de changement ne peuvent qu'être eux-mêmes situés dans cette dynamique, puisqu'ils traversent eux aussi cette société dont ils se sont donné l'objectif de rendre compte. Ainsi, parler en terme d'hypermodernité ou d'effondrement traduit un positionnement de ces chercheurs et chercheuses du côté de la conservation. Leurs propos, bien qu'évidemment riches dans leurs descriptions des faits sociaux actuels, seraient ainsi une conséquence des phénomènes qu'ils décrivent. La question qui se pose alors est celle de savoir de quoi ces positionnement théoriques du côté de la conservation sont-ils la conséquence ? En d'autres termes, existe-t-il une notion capable à la fois 1 – de rendre compte des phénomènes traversés actuellement dans notre société, 2 – de permettre une description qui ne se positionne pas dans la dialectique de conservation/changement, et 3 – d'expliquer pourquoi beaucoup d'auteurs, en voulant objectiver les phénomènes sociaux, adoptent un positionnement orienté lui-même justement consécutif des phénomènes en question ?

Ces différentes qualités conceptuelles semblent pouvoir être trouvées dans la notion de crise, telle qu'elle est définie dans le champ de la psychosociologie par Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridel (2014). Il peut sembler au premier abord que la notion de crise n'est habituellement pas considérée comme non orientée, mais au contraire comme péjorative. Pour autant, la manière dont ce concept est défini par les auteurs précédemment cités n'est pas à considérer comme péjorative, car comme nous allons le voir, la crise peut justement déboucher sur un réaménagement groupal qui permettra de dépasser un certain nombre de dysfonctionnements.

Dans leur ouvrage sur les crises, Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridel (2014) tentent de définir les constantes qui permettent de caractériser les crises touchant les unités sociales, c'est-à-dire « des groupes, des organisations et des institutions [...] qui ne se réduisent pas aux unités d'appartenance et auxquelles est reconnue une identité propre. Leurs membres se désignent par un « nous », signifiant reconnaissance réciproque, pratique partagée » (Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridel, 2014, p. 10). Il est donc dans cet ouvrage question de collectifs plus ou moins

restreints, dont les contours peuvent être circonscrits dans le discours à travers l'utilisation d'une référence à une identité commune. Ces collectifs peuvent être des groupes, c'est-à-dire des réseaux informels de relations entre plusieurs individus ; des organisations, c'est-à-dire des établissements concrets ayant des objectifs de production de biens ou de services ; ou encore des institutions, c'est-à-dire des systèmes symboliques qui servent de référentiel aux unités sociales précédemment définies. Ces collectifs peuvent tous être traversés par des crises, définies comme « rupture des dynamiques et équilibres antérieurs » (Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridel, 2014, p.12). En effet, face à une réalité en transformation permanente, les pratiques ainsi que les représentations sont constamment menacées par la remise en question. De telles crises auront alors des effets potentiellement délétères mais également potentiellement générateurs de mouvements salvateurs pour le collectif qui y fait face.

Notre postulat est que les phénomènes qui nous sont donnés à voir dans notre société sont le résultat d'une forme de crise traversée par celle-ci. Si ce postulat n'est pas à proprement parler « nouveau », dans la mesure où le terme de crise est lui aussi souvent convoqué pour peindre le tableau du monde actuel, nous verrons que l'utilisation spécifique de cette notion dans le champ de la psychosociologie donne une teinte relativement différente et plus complexe à ce tableau. Affirmer ce point de vue nécessite néanmoins de répondre à une question de fond : la société dans son ensemble peut-elle être considérée comme une unité sociale au sens de Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridel ? En effet, si nous nous apprêtons à transposer les propositions théoriques concernant les crises des unités sociales à la société dans son ensemble, c'est que nous nous apprêtons du même coup à considérer une forme d'équivalence structurale entre ces deux concepts. Si nous reprenons la définition des unités sociales proposée par les auteurs, il semble que nous pouvons assumer ce parti pris théorique. En effet, les membres d'une même société répondent aux différents critères de cette définition : ils se désignent par un nous, ils se reconnaissent mutuellement et partagent un certain nombre de pratiques et de systèmes de représentations.

Les auteurs proposent cinq caractéristiques fondamentales des crises. Voici présentées succinctement ici ces cinq caractéristiques, ainsi que leur pertinence apparente pour rendre compte des processus que nous traversons actuellement dans notre société.

- *La dimension subjective associée au sentiment de menace* : le sentiment prédominant chez les sujets lorsqu'une crise traverse une unité sociale dont ils font partie est le sentiment de menace. Durant les crises, le pulsionnel qui était jusqu'ici canalisé par les symboles partagés du groupe se trouve libéré, ce qui fait émerger une violence qui menace chacun dans son

intégrité. Nous pouvons supposer que cette prédominance du sentiment de menace peut donner lieu à l'émergence de fantasmes liés à la persécution. Ce sentiment de menace a une autre conséquence liée à la difficulté de se projeter dans l'avenir : « en perdant le sentiment de maîtrise de l'événement, les acteurs sociaux perdent celles de leurs actes et sont épinglés dans l'immédiateté, expropriés de leur avenir » (Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridet, 2014, p. 46). Ainsi, la crise paralyse la capacité des sujets à se projeter dans un avenir stable. Pétris d'angoisses, ils dépenseront leur énergie non plus à inventer les conditions d'un avenir souhaitable mais à lutter pour la conservation d'un présent qui assure la préservation de leur intégrité à court terme.

De cette première caractéristique des crises, nous pouvons déjà tirer quelques fils à la lumière desquels l'analyse de notre société se fait plus claire. Nous avons en effet abordé plus haut la notion d'effondrement, dont l'importante présence dans les discours du quotidien a de quoi interpeller. Cette notion prend un sens nouveau lorsque nous la regardons à travers le prisme de la crise : l'impossibilité à entrevoir un avenir stable, de laquelle découle la notion d'effondrement, serait ainsi la conséquence de la prédominance du sentiment de menace liée à une situation de crise. Ce sentiment de menace permanent, et les angoisses de persécution qu'il suscite, seraient également observables dans la polarisation et la radicalité des discours dont nous pouvons aujourd'hui témoigner. Ainsi, les mouvements identitaires, désignant un mauvais objet commun vécu comme persécuteur et menaçant pour l'intégrité du groupe pourraient être une illustration concrète de ce processus inhérent aux crises des unités sociales.

- *L'affrontement des forces antagonistes sans médiation* : avant la crise, les conflits dans le groupe sont, pour reprendre la formule d'Enriquez (2003), à la fois masqués (car contrevenant à l'unité du groupe) et exprimés (sous une forme canalisée, dans un cadre qui leur est dédié) à travers la fiction unitaire du groupe. Lorsque la crise survient, cette fiction unitaire se délite, et les conflits deviennent alors « bruts », c'est-à-dire survenant hors de l'espace symbolique qui leur est habituellement dédié. C'est ce principe notamment qui donne lieu à la libération d'une violence qui était jusqu'alors contenue, symbolisée à travers une culture de groupe avec laquelle chacun s'arrangeait pour être d'accord.

Ce processus s'observe également dans la société actuelle. Si, il y a encore quelques années, la majorité des voix participant au discours public s'accordait sur un certain nombre de notions perçues comme fondamentales (comme la démocratie, l'état de droit, l'universalisme républicain...), ces points d'accord fondamentaux qui fournissaient un cadre régulateur aux conflits semblent avoir perdu de leurs fonctions. Nous assistons alors à une

forme de radicalisation des points de vue, qui se conflictualisent aujourd'hui sans reposer sur un accord préalable concernant les modalités d'expression du conflit. Les réseaux sociaux, et notamment la plateforme Twitter, favorisent ce principe en mettant en avant les contenus considérés comme clivants, c'est-à-dire ayant tendance à faire s'affronter de manière brutale deux parties opposées de la population. En plus de constater un changement dans la forme prise par les conflits sociaux, nous pouvons également constater une évolution dans leur fond. Le conflit politique a en effet longtemps été contenu dans une opposition entre la droite et la gauche. Cette opposition fournissait le cadre symbolique nécessaire à une régulation. Aujourd'hui, bien que cette opposition ait encore du sens et soit encore convoquée régulièrement pour parler des conflits politiques qui agitent notre pays, force est de constater que ces conflits semblent se reconfigurer autour de dialectiques nouvelles et susceptibles de soulever une violence plus importante. L'opposition actuelle entre ce que certains appellent les « wokistes » d'un côté, tenants d'une évolution radicale et d'une rupture franche avec certains éléments de la société, et les conservateurs de tous bords de l'autre côté, qu'ils défendent la vision idéale d'un passé fantasmé ou un *statu quo* visant la préservation du régime social actuel, semble en effet avoir remplacé la traditionnelle opposition droite/gauche au sein de laquelle la négociation était possible. Nous pouvons d'ailleurs constater que ce nouveau type de conflit semble faire intervenir la dialectique conservation/changement, proposée par Fornari (2012) comme la quatrième hypothèse de base particulièrement active lorsque les institutions sont remises en question.

- *La sidération imaginaire* : la crise a un effet sidérant. Les sujets sont enfermés dans une immédiateté dont ils ne peuvent se déprendre. S'ils pouvaient jusqu'ici penser le monde à travers des projections symboliques qui leur étaient permises par la culture commune du groupe, le délitement de cette matrice groupale symboligène entraîne une incapacité à faire fonctionner le registre créatif et projectif de l'imaginaire. La réalité devient un chaos qui semble n'avoir plus aucun sens, aucune logique. Le passé est tantôt lu comme « un ensemble d'événements présages que l'on avait pas su lire » (Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridel, 2014, p.46), et tantôt comme « une mer de tranquillité » (Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridel, 2014, p. 46), un état rétrospectivement idéalisé et regretté. Le futur, lui, est inaccessible, l'impression domine que la crise sera désormais permanente et qu'aucun projet ne vaut le coup d'être pensé puisqu'il ne saurait trouver la stabilité nécessaire à sa réalisation.

Cette caractéristique de la crise peut être mise en lien avec les propositions de Revault d'Allonnes (2012) dans son ouvrage *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du*

temps. Selon cette autrice, la modernité en tant que période puis en tant qu'attitude fondée sur des valeurs spécifiques, a fourni les conditions nécessaires à l'émergence d'un état d'incertitude permanent à partir du milieu du XXe siècle. Si les régimes passés, par leur rigidité et la violence avec laquelle ils s'imposaient aux individus, assuraient au moins une forme de stabilité au long terme, la volonté émancipatrice de la modernité se confronte aujourd'hui aux paradoxes qui lui sont inhérents. Ainsi, les peuples libres et autodéterminés (puisque non régis par une autorité de droit divin) réclament tantôt plus de liberté et tantôt plus d'autorité. De même, le confort matériel acquis par les progrès technologiques présente le désavantage paradoxal de rendre les individus éternellement insatisfaits, puisque persuadés qu'ils pourraient bénéficier d'encore plus de confort grâce à des objets qu'ils ne détiennent pas. Ces différentes conditions, consécutives des paradoxes de la modernité, génèrent selon Revault d'Allonnes (2012) un sentiment d'incertitude généralisé à tous les secteurs de nos vies, et ce depuis le milieu du XXe siècle. Cet état d'incertitude prend la forme d'une crise générale, étendue à tous les domaines de la vie, et ne pouvant pas trouver d'issue directe. Ainsi, le sentiment prédominant est celui que cette crise que nous traversons est devenue éternelle et indépassable, puisque le cadre dans lequel nous nous trouvons est celui-là même qui se trouve à la source de cette crise. Si la crise, au sens étymologique, renvoie normalement à la notion de décision, c'est-à-dire au moment décisif où les actions engagées seront déterminantes pour l'avenir, c'est plutôt aujourd'hui l'indécidabilité qui semble être sur le devant de la scène. C'est ce renversement de la crise qui rend celle-ci permanente, dans la mesure où les décisions qui permettraient d'en sortir ne peuvent être prises. La crise ne serait donc plus un moment décisif pour l'avenir, mais bien plutôt une incapacité à se projeter dans un ailleurs autre que ce présent chaotique où tout s'accélère en même temps que tout stagne.

- *L'indécidabilité*, qui découle directement de la caractéristique précédente. Au vu du chaos qui prédomine le présent de la crise, les individus font face à une impossibilité de prendre les décisions qui permettraient de trouver une issue satisfaisante à la situation. Ainsi, « l'impression dominante est celle que tout choix est désespéré, comporte un risque de désintégration » (Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridet, 2014, p.47). L'indécidabilité s'explique également par le fait que les structures de décisions habituellement utilisées par le groupe n'offrent pas les outils nécessaires pour répondre à la crise, précisément parce que ces structures ont été pensées pour fonctionner dans des situations non critiques.

Cette caractéristique des crises semble là encore pouvoir être perçue dans nos sociétés, qui font face à des urgences auxquelles des réponses peinent à être trouvées. Nous pouvons

notamment faire référence aux différentes urgences écologiques que nous traversons actuellement. Une grande majorité des acteurs politiques s'accordent autour de la nécessité d'abaisser nos émissions de CO₂, afin d'atténuer les effets du dérèglement climatique. Or, les différentes décisions politiques prises dans ce sens sont bien loin de permettre d'atteindre les objectifs préconisés par exemple par le Groupement International des Experts sur le Climat. Cette indécidabilité peut notamment s'expliquer par l'inadéquation entre les structures décisionnelles dont nous disposons aujourd'hui et les conditions d'urgence dans lesquelles nous nous trouvons. De plus, les décisions qui pourraient permettre d'atteindre les objectifs du GIEC supposent des ruptures importantes avec nos modes de vie actuels. Ces décisions ne sont donc jamais vraiment prises, dans la mesure où elles comportent en elles-mêmes des menaces fondamentales à l'égard du régime général dans lequel nous nous trouvons ; autrement dit, les choix qu'il serait nécessaire de faire comportent un risque de désintégration car ils supposent une rupture fondamentale avec les systèmes idéologiques qui faisaient hier office de valeurs cohésives dans notre société.

- *La propagation.* La dernière caractéristique des crises qui nous est proposée dans cette ouvrage correspond à l'idée que la crise part généralement d'un point restreint et se propage à l'ensemble des éléments du système qu'elle touche. La crise suppose donc en général une sorte de réaction en chaîne, où toutes les parties de l'unité sociale qu'elle traverse se trouvent progressivement touchées. Cette caractéristique découle logiquement des précédentes dans la mesure où, comme nous l'avons vu, la crise correspond à une atteinte des systèmes symboliques du groupe, c'est-à-dire une atteinte des fondements même du fantasme d'unité cohésive. Ainsi, même si la crise part d'un point périphérique, elle vient remettre en cause l'existence même du groupe en tant qu'unité, et se propage donc rapidement à toutes les strates de celui-ci.

En ce qui concerne notre société, il n'est pas aisé de déterminer un point précis à partir duquel serait partie la crise que nous semblons traverser. En revanche, force nous est de constater que cette crise s'est en effet propagée à l'ensemble de la société, et touche une grande diversité des dimensions fondamentales de celle-ci.

Nous pouvons donc conclure cette grande partie sur le changement social en disant que, au milieu de tous les termes, plus ou moins théorisés, étant à notre disposition pour exprimer les processus que traversent aujourd'hui nos sociétés, c'est celui de crise que nous choisiront dans la suite de cette thèse. En effet, ce terme semble particulièrement approprié pour rendre compte de l'état de notre société, sur toutes les dimensions (politique, sociale, écologique...). De plus, ce

terme ne présente pas le désagréable inconvénient de porter un jugement moral et prescriptif sur la dynamique sociale actuelle, pas plus que celui de se donner l'impossible objectif de nommer notre période actuelle par anticipation, alors même que cette tâche incombera en réalité aux futurs historiens et historiennes. De plus, les différents éléments constitutifs de la crise tels qu'ils nous sont proposés par Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridet (2014) semblent particulièrement pertinents, et à même de rendre compte des différents faits sociaux que chacun peut aujourd'hui observer autour de lui.

Le postulat central de cette thèse sera donc de considérer que notre société traverse une crise, une crise fondamentale et s'étant propagée à toutes les dimensions la constituant. Il convient donc désormais de relier ce dernier constat aux élaborations théoriques précédentes concernant les fonctions socio-psychiques des institutions sociales.

6 – Problématisation et hypothèses

Nous avons, dans les parties précédentes, abordé un certain nombre de points dont les articulations profondes n'ont pas encore été mises en évidence. Cet état de fait peut s'expliquer par la démarche même qui est à l'origine de cette recherche, et qui trouve sa source dans une réflexion théorique avant de trouver un terrain concret auquel se rattacher. Pour présenter cette réflexion théorique inaugurale dans notre démarche de recherche, il était nécessaire de s'attarder sur chaque point nodal de celle-ci avant de pouvoir fondre ces points dans une même problématique faisant appel à chacun d'eux ; et c'est précisément ce que nous allons faire maintenant.

La manière dont sera structurée notre problématisation sera elle aussi déterminée par les spécificités de notre démarche de recherche. Dans un premier temps, nous proposerons un questionnement général, strictement théorique, découlant des éléments présentés plus tôt dans les précédentes parties. Des hypothèses générales proposeront des pistes de réponses à ce questionnement théorique. Dans un second temps, lors de la présentation de la méthodologie employée, nous relierons ce questionnement et ces hypothèses théoriques à un terrain de recherche concret, à savoir le mouvement des Gilets Jaunes, à partir duquel des hypothèses opérationnelles pourront être dégagées.

À la lumière des différents points de vue théoriques présentés plus haut, la présente thèse sera basée sur le postulat selon lequel les institutions sociales présentent des fonctions sociopsychiques qui peuvent être de l'ordre de la régulation, de la contenance, de la transformation ou encore de la symbolisation. En effet, les institutions sociales fournissent aux membres d'une

société un référentiel commun, un système de valeurs, symbolique et ordonné, partagé par tous. Elles définissent les normes, et du même coup l'hors-norme, l'inacceptable, le déviant. Ce point de vue correspond à la définition classique des institutions sociales en sociologie ou en droit notamment. Mais nous avons également vu que l'institution peut être considérée non pas comme seulement le siège des normes et du « déjà-là », mais plutôt comme le résultat d'une tension dialectique constante entre l'institué (les normes), l'instituant (la remise en question des normes) et l'institutionnalisation (moment où un élément instituant devient institué). Les institutions sociales, malgré leur apparente stabilité dans le temps et leur relative rigidité, sont ainsi non pas des instances fixes et définitives, mais bien des constructions dont le chantier est permanent, sans cesse percutées par les conflits internes et externes auxquelles elles sont confrontées. En revanche, du fait de leur envergure, les institutions sociales sont dotées d'une grande inertie, et leurs mouvements paraissent lents si on les met en perspective avec l'échelle individuelle.

Enfin, nous avons vu que les points de vue notamment psychanalytiques sur les institutions nous permettent d'aller plus loin dans la compréhension du phénomène institutionnel. La psychanalyse nous permet en effet non seulement de constater le rôle normatif et cohésif des institutions, mais également de faire l'hypothèse que celles-ci occupent des fonctions socio-psychiques bien particulières et que nous avons pu dégager notamment avec une exploration conceptuelle de la notion de violence. Nous avons ainsi vu comment elles répondent à la violence inhérente à la vie sociale, et ce sur les trois niveaux que nous avons pu dégager : le niveau libidinal (en fournissant aux pulsions des cadres qui permettent leur expression détournée), le niveau narcissique (en offrant les conditions nécessaires à la création d'un narcissisme groupal idéalisé) et le niveau de la structure de la représentation du monde (en essentialisant les énoncés pour faciliter leur intériorisation par le sujet en devenir).

Les paries précédentes nous permettent de constituer une toile de fond théorique qui servira de base à nos réflexions tout au long de cette thèse. Cette toile de fond sur laquelle nous prendrons appui peut être résumée ainsi : les institutions sociales ont des fonctions socio-psychiques qui répondent à la triple violence fondamentale qui est faite au sujet lorsqu'il s'inscrit dans le champ social. Les institutions sociales peuvent en effet être considérées comme des matrices mythopoïétiques, permettant la génération d'objets culturels partagés facilitant l'acceptation par les sujets des violences imposées par le fait social en lui-même. Mais lors des crises que peuvent traverser les sociétés, nous pouvons supposer que ce sont d'abord les institutions dans leurs fondements qui se trouvent menacées, et ainsi les fonctions socio-psychiques qu'elles occupent.

C'est cette dernière idée que cette thèse se donne pour objectif d'explorer. En effet, comme

nous l'avons vu plus tôt, notre société traverse actuellement des bouleversements de fond qui se répercutent sur toutes les dimensions de la vie quotidienne : nous nous trouvons aujourd'hui dans une société en crise, crise généralisée, bouleversant nos repères. Nous avons ainsi pu voir comment les fondements de la modernité, à savoir les notions de Raison, de Bonheur et de Progrès, avaient pu faire office de trépied sur lequel notre société a trouvé une assise relativement stable durant plusieurs siècles. La république démocratique libérale apparaît alors comme une émanation de cette modernité, qui a été l'objet d'un consensus général dans notre société et qui a donc revêtu des fonctions cohésives. Mais nous avons également vu comment, dans les dernières décennies, une reconfiguration du lien social a pu avoir lieu, s'expliquant par un grand nombre de facteurs comme le développement des nouvelles technologies, la montée de l'individualisme mais aussi les impasses écologiques et économiques auxquelles nous faisons actuellement face. Cette reconfiguration du lien social a porté différents noms en fonction des auteurs qui se sont essayés à sa description : d'une post-modernité (Lyotard, 1979 ; Kaës, 2012 ; Maffesoli, 2018) caractérisée par la remise en question des méta-cadres culturels, nous sommes passés à une hypermodernité (Lipovetsky, 1983, 2004, 2018 ; Aubert, 2010), une modernité liquide (Bauman, 2002, 2006) au sein de laquelle les repères semblent flous, fluctuants. Quelle que soit la manière dont on choisira de nommer la période que nous traversons actuellement, tous ces éléments nous poussent à penser qu'une *crise*, au sens où l'entendent Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridet (2014), traverse les fondements mêmes sur lesquels notre société trouvait jusqu'ici un certain étayage. Le trépied sur lequel nous étions assis a fini par basculer, et personne n'est en mesure de savoir s'il vaut la peine d'être réparé ou s'il faut en construire un nouveau.

Le questionnement général qui est au centre de cette thèse découle donc de ces réflexions concernant les fonctions socio-psychiques des institutions. Nous nous demandons alors ce qu'il advient de ces fonctions dans les phases de crise sociale et culturelle. Étant donné l'importance des fonctions qu'occupent les institutions sociales, tant pour répondre à la violence inhérente à la vie sociale que pour faire tenir ensemble des parties différentes voire antagonistes de la société, la question du destin de ces fonctions psychiques dans les phases de crise généralisée mérite d'être posée.

L'hypothèse générale principale avec laquelle nous travaillerons est l'idée que les crises viennent enrayer le processus mythopoïétique propre aux institutions sociales. Parce que la crise vient remettre en question les institués, les institutions perdent du même coup leur légitimité. Ce qui jusqu'ici était essentialisé et considéré comme allant de soi est soudainement source de débats, de

conflits et de méfiance. Nous avons vu plus haut comment cette essentialisation est indispensable pour légitimer la violence et l'aliénation que représente pour le sujet l'entrée dans le champ symbolisé du monde social. Nous pouvons ainsi faire l'hypothèse que la triple violence fondamentale au fait social, qui était jusqu'ici canalisée par la matrice symboligène fournie par les institutions, se trouve libérée, « décanalisée » lors des phases de crise.

Une telle hypothèse pourrait être vérifiée en tenant compte de ce qu'elle suppose sur les trois niveaux de violence dégagés précédemment :

– Niveau libidinal : nous avons vu comment les institutions fournissaient habituellement des cadres codifiés et ritualisés au sein desquels les pulsions réprimées pouvaient s'exprimer. Les conflits sociaux, inhérents à la vie en collectivité, s'expriment ainsi préférentiellement d'une manière sublimée à travers le canal institutionnel plutôt que de manière brute et non symbolisée ; sans quoi nous serions dans l'état de nature tel qu'il nous est proposé par Hobbes (1651), l'agressivité s'exprimant de manière brute dès lors qu'elle surgit chez l'individu, sans passer par le prisme du Surmoi. Une perte des fonctions des institutions sociales sur le plan de la violence libidinale pourrait alors s'observer par la disparition, ou en tous cas l'affaiblissement des arènes (Neveu, 2019) traditionnellement dédiées à l'expression symbolisée des conflits sociaux. Cela reviendrait à ce que Barus-Michel, Giust-Desprairies et Ridet (2014) nomment l'affrontement des antagonismes sans modération, c'est-à-dire une expression plus brute de la violence sociale. Les canaux réservés à l'expression des conflits ne peuvent en effet détourner l'agressivité brute que s'ils font l'objet d'un consensus préalable sur la légitimité de leur existence. Une remise en question fondamentale de leur être au monde signifierait donc le débordement de la violence qu'ils arrivaient jusqu'ici à réguler.

– Niveau narcissique : sur le plan narcissique, nous supposons que la fonction des institutions sociales est de faciliter l'établissement d'une forme d'illusion sociale (en référence à l'illusion groupale d'Anzieu (1975)) qui compense pour les sujets la menace narcissique que représente l'inscription dans un groupe. Chacun peut alors se reconnaître comme sujet appartenant au même groupe jugé comme bon, et les différences significatives et fondamentales entre les sujets peuvent être déniées puisqu'elles se fondent dans la cohésion sociale que soutient l'idéalisation des valeurs communes fournies par les institutions. La perte des fonctions des institutions sur ce plan pourrait s'observer à travers une fragmentation des identités sociales : la société cesserait de ne faire qu'un, et se fragmenterait en une multitude de groupalités rivales, cherchant leur identité dans l'affirmation de valeurs idéologiques fortes et dans l'opposition à d'autres ensembles collectifs.

– Niveau structural : les institutions sociales, en tant que matrices mythopoïétiques, soutiennent l'essentialisation des énoncés auxquels l'enfant sera exposé, et qu'il devra s'appropriier

pour devenir un sujet reconnu par ses pairs comme faisant partie du même groupe. L'aliénation inhérente à l'entrée dans le champ du symbolique ne sera en effet acceptable qu'à la condition que ledit champ symbolique soit partagé par tous et considéré comme une évidence. Les énoncés fondamentaux trouvant leur étayage sur la matrice institutionnelle, un délitement de cette matrice devrait pouvoir s'observer par une remise en question de ces mêmes énoncés, dans la mesure où ils ne bénéficieraient plus de leur essentialisation permise par le processus institutionnel. Ainsi, des énoncés culturels centraux comme la binarité de genre, le clivage droite-gauche ou encore le fait que nous vivons dans une démocratie peuvent être remis en question aujourd'hui alors qu'ils ne l'étaient pas, ou bien très marginalement, hier.

En plus de ces hypothèses concernant les trois niveaux de violence dégagés précédemment, nous pouvons également proposer une hypothèse plus générale sur les destins des fonctions sociopsychiques des institutions sociales dans les phases de crise. Cette hypothèse reposera sur les propositions de Kaës (2016) concernant les positions groupales mythopoïétique, utopique et idéologique. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les institutions sociales peuvent être considérées comme des matrices mythopoïétiques, c'est-à-dire des instances permettant la génération d'objets culturels mythifiés à travers lesquels les sujets pourront se délester des angoisses libidinales et narcissiques liées à la situation groupale. Mais nous avons également précisé que les institutions ne sont pas les mythes en eux-mêmes, mais seulement les instances sociales qui, quand les conditions y sont favorables, permettent l'identification de chacun à ces mythes. En somme, quand la société dans son ensemble se trouve dans une position mythopoïétique, les institutions sont investies sous ce même mode et permettent la fantasmatisation, la symbolisation, mais également l'acceptation au moins partielle des différences inter-individuelles. En effet, dans cette position mythopoïétique, c'est le pôle homéomorphe de l'appareillage psychique groupal (Kaës, 2010) qui prédomine. Cela signifie que les sujets du groupe peuvent accepter les différences interindividuelles sans que celles-ci ne soient vécues comme une menace de dissolution du groupe. C'est l'ambivalence qui prédomine et non pas le clivage : les différents objets qui gravitent dans et à l'extérieur du groupe peuvent être vécus comme à la fois bons et mauvais, l'objet n'étant pas vécu comme partiel et soit totalement bon ou totalement mauvais, mais comme objet total pouvant être cible à la fois d'amour et d'agressivité.

La crise sapant les fondements même des institutions, nous pouvons donc faire l'hypothèse que ces dernières ne seront plus vécues sous un mode mythopoïétique mais plutôt sur un mode *utopique* ou *idéologique*.

Une résurgence de la *modalité utopique* se traduirait alors par l'investissement, de la part de certains groupes sociaux, de récits utopiques imaginaires de sociétés alternatives idéales. Kaës (1978) montre comment les grandes utopies apparaissent toujours « lorsque le socle spatial d'une société est ébranlé, lorsque l'espace réel, symbolique ou imaginaire se lézarde et s'ouvre sur la menace d'une irrémédiable catastrophe ». La position utopique a ainsi des vertus défensives face à la crise dans la mesure où elle permet aux groupes qui y ont recours de dénier la crise en cours et de se plonger dans un idéal fantasmé. Mais si le sens commun considère souvent l'utopie uniquement comme une fuite, il est également important de lui reconnaître un fort pouvoir instituant. Car bien que la société alternative qu'elle propose ne soit pas nécessairement réalisable, le principe de plaisir à l'origine de sa création imaginaire se passant bien souvent du principe de réalité, l'utopie a le mérite de proposer une création fantasmatique autre, qui bien qu'éloignée du réel, peut servir de base dans l'après-coup à de nouvelles propositions cette fois-ci bien ancrée dans le concret. Ainsi, Ricoeur (1984) propose trois composantes fondamentales de l'utopie, qui nous aident à considérer cette dernière autrement que comme une simple fuite défensive et stérile. L'utopie est alors également à considérer comme :

– La proposition d'une société alternative : l'utopie est en effet avant tout la proposition « d'un ailleurs qui est aussi un nulle part ». Cet ailleurs, radicalement différent mais aussi radicalement irréel, est impensable lorsque le contexte dans lequel on se trouve n'est pas favorable à la mentalisation utopique. La création utopique est donc l'expression de toutes les possibilités qui jusque là étaient refoulées, réprimées par les carcans qui structuraient la pensée du groupe. C'est en cela que l'utopie est profondément instituante, malgré son ancrage difficile voire impossible au réel : elle exprime un ailleurs lorsque l'ici, qui avait longtemps été un mur au-delà duquel on ne pouvait voir, se fissure jusqu'à laisser la possibilité d'entrevoir autre chose. On voit bien ici comment la perte des fonctions structurantes et symbolisantes des institutions peuvent susciter de tels mouvements au sein de la société : les institués culturels, qui paraissaient immuables et indétrônables, se couvrent de failles à travers lesquelles d'aucuns s'engouffreront dans un mouvement utopique.

– Une remise en question du pouvoir : la dimension instituante de l'utopie que nous venons de mentionner s'accompagne nécessairement, que ce soit explicite ou bien en creux, d'une remise en question de l'ordre existant et du pouvoir qui le maintient tel quel. Car en effet, la proposition d'une société alternative comporte nécessairement en elle-même une critique de la société actuelle, voire même une nette volonté de faire éclater cette dernière en morceaux. Si une société alternative idéale est proposée, c'est bien parce que la société réelle n'est plus suffisamment satisfaisante, et que le besoin se fait ressentir de cet ailleurs où les choses fonctionneraient différemment.

– Une logique folle du tout ou rien : l’utopie substitue à la logique de l’action ce que Ricoeur (1984) nomme une logique folle du tout ou rien. En effet, la logique de l’action suppose toujours l’existence soit de compromis, soit de contradictions. Ainsi, faire face à la crise et proposer des actions concrètes à mettre en place pour la résoudre passera nécessairement par l’établissement d’une nouvelle configuration avec ses propres contradictions internes. La logique de l’utopie se déleste de tels compromis et contradictions en ne devenant jamais un mouvement concret : se dire que le monde sera ainsi ou ne sera pas (logique du tout ou rien) est bien plus facile si l’on reste dans un mouvement purement imaginaire et jamais mis en action.

Une résurgence de la *position idéologique* s’observerait à travers des conséquences différentes. Comme nous l’avons dit plus haut, la position idéologique se caractérise par la présence d’une *Weltanschauung* (Kaës, 2016), c’est-à-dire d’un paradigme explicatif total, une vision du monde clôturée à partir de laquelle tout élément de la réalité sera interprété. La position idéologique se caractérise également par la prédominance de la polarité isomorphe de l’appareillage psychique groupal, et donc par un déni des différences interindividuelle. Toute différence entre les membres du groupe sera vécue comme une menace pour la survie narcissique du groupe, et sera donc déniée. De cette position résulte donc un clivage de l’objet important, à partir duquel certains objets seront idéalisés comme objets totalement bons, et d’autres seront vécus comme des mauvais objets persécuteurs, menaçant le groupe et devant donc être éliminés. L’ambivalence n’est pas accessible dans la position idéologique, qui est l’équivalent groupal de la position schizo-paranoïde individuelle kleinienne.

L’hypothèse que nous formulons d’une régression idéologique dans l’investissement des institutions pourrait donc s’observer par le développement de groupes radicaux, fonctionnant à partir d’une *Weltanschauung* et entretenant un rapport clivé aux objets qui les entourent. Cette radicalité pourrait être une radicalité religieuse, où les écrits sacrés font office de *Weltanschauung* et où toutes les personnes qui ne partagent pas la même foi sont considérées comme des ennemis, mais aussi une radicalité politique, située à l’extrême droite comme à l’extrême gauche, et pour laquelle toute pensée politique différente serait à abattre. Ces groupes fonctionnant sur le mode idéologique auraient tendance à désigner des ennemis précis, vécus comme persécuteurs et cibles d’attaques, symboliques ou réelles, récurrentes et importantes.

Voici donc, présentées de manière synthétique, les hypothèses générales qui seront les nôtres dans ce travail.

Face aux crises sociales et culturelles traversées par notre société, les institutions sociales

perdent de leurs fonctions régulatrices et mythopoïétiques. Cette « destitution des institutions » générerait plusieurs processus :

1 – la violence inhérente à la vie sociale, jusqu'alors contenue et symbolisée, ne serait plus prise en charge par les institutions. Cela se traduirait sur les trois niveaux de violence que nous avons pu dégager : le niveau libidinal (les pulsions ne passeraient plus par les canaux sublimatoires que fournissent les institutions), le niveau narcissique (l'illusion d'une cohésion sociale ne serait plus entretenue ; la société se fragmenterait en groupalités rivales), et le niveau structural (les énoncés fondamentaux du groupe social ne seraient plus essentialisés, et seraient donc cibles de remises en question violentes).

2 – Les institutions ne fourniraient plus les conditions nécessaires au maintien d'une position mythopoïétique. Les positions utopique et idéologique resurgiraient alors, avec ce qu'elles entraînent de radicalisation, de clivages sociaux et de remise en question des formes instituées de rapports de pouvoir.

Chapitre B : Méthodologie

1 – Nouvelle problématique et hypothèses opérationnelles

1.1 – Le choix d'un terrain

Telles qu'elles viennent d'être présentées, cette problématique et ces hypothèses conservent un caractère exclusivement théorique, et pâtissent d'une abstraction dont il va s'agir maintenant de les extraire. La démarche ici sera donc de rattacher ces propositions théoriques à un terrain concret, de les enraciner dans un sol palpable afin d'en vérifier la solidité et la fécondité. Il importe donc dans un premier temps de trouver ce sol, c'est-à-dire d'identifier un terrain où les enjeux théoriques postulés pourraient potentiellement être repérés et analysés.

Cette démarche d'identification d'un terrain soulève un certain nombre de difficultés. En effet, nos questionnements et hypothèses revêtent un caractère quasi-nomothétique, en ce sens qu'ils se donnent pour objectif de mettre du sens sur des processus de fond qui touchent à l'ensemble du monde social, ou plus précisément d'établir un modèle théorique à partir duquel des lois générales explicatives des phénomènes sociaux pourraient être dégagées. Outre le fait qu'un tel objectif soit particulièrement ambitieux quand il est pris par un jeune doctorant, il semble également qu'il présente un écueil épistémologique fondamental dans la mesure où sa nomothéticité supposée se confronte directement à l'impossibilité structurale des sciences sociales à établir des lois générales, proposées en un langage protocolaire pur, et qui vaudraient en tout lieu et en tout temps (Passeron, 2006). Trouver un terrain concret et spécifique permettrait donc de contourner cet écueil lié à l'ambition nomologique des nos hypothèses, en ce que cela limiterait nos réflexions à un espace déterminé du champ social. Les propositions résultant de cette thèse n'auraient alors de valeur qu'en référence au contexte socio-culturel dans lequel elles auront été produites ; elles correspondraient donc au caractère fondamentalement déictique des sciences sociales tel que cela a été proposé par Passeron (2006). Mais cette démarche déictique présente elle aussi un écueil, dans la mesure où elle risquerait de nous amener à produire un savoir qui serait strictement indissociable du terrain qui aura été choisi pour permettre son élaboration. Ce nouvel écueil présente donc un double problème : celui de limiter la valeur et la richesse des propositions qui pourront ressortir de cette thèse, et celui de limiter ma propre ambition en tant que chercheur de produire un savoir qui, s'il ne serait pas nomothétique, conserverait en tous cas une dimension généralisable à un ensemble de phénomènes socio-psychiques dépassant les frontières du terrain qui aura été choisi.

Malgré la présence de ces deux écueils (celui d'une illusoire nomothéticité et celui d'une trop grande circonscription de nos réflexions) vis-à-vis desquels il sera nécessaire de conserver une certaine vigilance, il importe néanmoins qu'un terrain puisse être déterminé. Le mouvement des Gilets Jaunes apparaît comme un phénomène social particulièrement approprié pour l'élaboration de notre recherche. En effet, celui-ci répond à un certain nombre de critères qui justifient ce choix :

– Premièrement, la question des institutions sociales semble être au cœur de ce mouvement. C'est d'ailleurs plus généralement le cas pour tous les mouvements sociaux, qui, de par leur dimension politique et instituante, convoquent l'institution d'une manière ou d'une autre. Mais en ce qui concerne le mouvement des Gilets Jaunes, le processus institutionnel paraît y prendre une place toute particulière, que ce soit à travers les revendications apparentes du mouvement ou à travers ses modalités d'organisation. La manière dont le mouvement des Gilets Jaunes se saisit de la question institutionnelle semble à première vue pouvoir s'articuler avec les réflexions théoriques présentées plus haut.

– Deuxièmement, si la question institutionnelle est en effet au centre du mouvement des Gilets Jaunes, ce mouvement n'en reste pas moins constitué d'individus. Ce truisme, si anodin qu'il puisse paraître au premier abord, a en réalité une certaine importance. En effet, nos problématiques et hypothèses générales concernent directement la notion d'institution sociale. Or, et c'est là encore un truisme, *une institution ne parle pas*. Comment dès lors interroger le processus institutionnel si ce dernier ne produit pas par lui-même un discours quelconque ? Les historiens et historiennes connaissent cette difficulté, qui est d'ailleurs structurante de leur discipline : leurs sources sont mortes, et les morts ne parlent plus. Peut-être alors aurait-il été possible de rédiger une thèse d'histoire étudiant les origines et les développements d'une ou de quelques institutions sociales, en utilisant les méthodologies de recherche propres à l'histoire, c'est-à-dire notamment l'étude de sources écrites. Mais mon tempérament et ma formation de psychologue clinicien m'inclinent à préférer les vivants, et à avoir recours à des méthodologies d'enquête qui requièrent au moins en partie la création de relations intersubjectives avec des sujets parlants. Or, si l'on peut en effet, à l'instar de l'historien, étudier une institution à travers les sources écrites qui ont pu être produites à son égard ou en son sein, nous pouvons également l'étudier à travers les discours vivants qui sont produits à son égard ou en son sein. Les sujets sont en effet acteurs des institutions, et leurs discours « parlent pour elles », ou du moins viennent nous renseigner sur les rapports entretenus avec les institutions. Le mouvement des Gilets Jaunes répond donc à ce deuxième critère, à savoir le fait qu'il soit composé de sujets parlants qui, à travers leurs discours, pourront nous renseigner sur la dynamique actuelle du processus institutionnel.

– Enfin, le mouvement des Gilets Jaunes semble pertinent dans la mesure où, au moment où

il a été l'objet de mon choix, il était encore actuel ; des manifestations se déroulant encore tous les samedi sous forme d'Actes. Aujourd'hui, ces Actes n'ont plus lieu, et le nombre d'individus revêtant un gilet jaune lors de manifestations s'est considérablement amoindri (ce qui ne signifie pas, comme nous le verrons plus loin, que le mouvement n'existe plus). Le fait que, sur les quatre années de mon doctorat, le mouvement des Gilets Jaunes se soit transformé ou ait diminué dans son ampleur est intéressant, dans la mesure où cela apporte un après-coup autant dans les discours tenus par les Gilets Jaunes eux-mêmes que dans nos propres réflexions pratiques et théoriques.

1.2 – Nouvelle problématique

C'est donc sur le mouvement des Gilets Jaunes que ce travail de thèse portera. Ou, plus précisément, c'est à partir de ce mouvement que des réflexions théoriques plus générales concernant la notion d'institution pourront être élaborées. Ainsi, la problématique centrale de cette thèse sera la suivante : en quoi le mouvement des Gilets Jaunes peut-il être considéré comme un analyseur de la perte des fonctions socio-psychiques des institutions face aux crises sociales et culturelles que nous traversons ?

La notion d'analyseur employée ici est directement héritée du courant de l'analyse institutionnelle. Lapassade (1971) définit les analyseurs comme ceci : « [ce] sont des événements, des individus, des groupes, des systèmes matériels. [...] L'analyseur social, c'est tout ce qui provoque l'apparition du sens dans la société » (Lapassade, 1971, p.188). Un analyseur est donc un événement émergent, qui peut être spontané ou réfléchi, et qui rompt avec la monotonie des pratiques et représentations instituées dans le champ social dans lequel il survient. Cette rupture soudaine amène chaque membre du groupe à devoir se positionner, et à justifier son positionnement. Ainsi, des discours sont produits pour nommer des processus qui jusqu'ici traversaient le groupe de manière implicite. Les normes instituées, qui jusqu'alors paraissaient aller de soi et ne nécessitaient aucun discours de justification, doivent alors être nommées, rendues explicites, justifiées ou abolies. C'est en cela que l'analyseur provoque l'apparition de sens : cet événement vient mettre en lumière des éléments tacites, qui travaillaient jusqu'ici en secret.

Lourau (1970) et Lapassade (1971) relient tous deux la notion d'analyseur à celle de déviance. C'est la déviance à l'égard de la norme qui fait rupture et provoque l'apparition de sens en forçant chacun des acteurs à se positionner vis-à-vis d'elle. Selon ces auteurs, la déviance est inhérente à la norme : à partir du moment où l'on instaure une norme, on instaure du même coup de l'hors-norme, c'est-à-dire de la déviance. Cette déviance peut être refoulée un certain temps, elle

peut rester dissimulée de manière provisoire, mais son émergence est inéluctable si elle reste trop longtemps dans le champ de l'impensable, de l'innommable. La déviance est en quelque sorte le reliquat incompressible du processus institutionnel : l'institution, dans son processus de construction, tend à mettre à la marge tout ce qui va à son encontre. Ces éléments marginalisés, s'ils restent dans un angle mort de la vision institutionnelle, n'en cessent pas moins d'exister, quand bien même ce serait d'une manière latente et refoulée de tous.

Mais le moment viendra nécessairement où ceux-ci seront mis à jour, souvent brutalement. Cette notion de déviance trouve en ce sens un écho avec la notion de violence que nous avons abordée en détails dans une partie précédente, en tant que phénomène inhérent à l'établissement d'une société, et qui, si elle peut rester dissimulée pendant un certain temps, ne cesse jamais de faire son travail de sape de manière latente, jusqu'à éclater au grand jour.

D'autres auteurs (Gilon et Ville, 2014 ; Hess, 1981 ; Hess, 2016), relient également la notion d'analyseur à celle de *dérangement*. Dans cette optique, l'analyseur, qu'il soit naturel (événement spontané dans l'institution) ou construit (provoqué sciemment par un intervenant), va provoquer une gêne, un dérangement pour le groupe. Ce dérangement s'explique notamment par le fait que l'analyseur vient directement pointer les contradictions de l'institution. Ainsi, cet événement n'est plus simplement une déviance par rapport à la norme, mais bien un élément perturbateur, dont la fonction est de souligner des problématiques existantes mais jusqu'ici déniées. Ce dérangement vient donc bousculer le cours des événements tel qu'il avait lieu de manière fluide jusqu'à son arrivée. Les contradictions internes et les conflits latents qui étaient alors gardés secrets vont surgir sur le devant de la scène. Ce dérangement a des effets structurants dans la mesure où il permet la conscientisation de ces problématiques et donc, dans le meilleur des cas, leur résolution.

Une fois faite cette précision théorique sur le concept d'analyseur, nous pouvons désormais revenir sur la problématique de cette thèse. L'idée sera donc ici, comme mentionné plus haut, de considérer le mouvement des Gilets Jaunes comme un analyseur de la perte des fonctions socio-psychiques des institutions sociales face aux différentes crises que nous traversons. Le mouvement des Gilets Jaunes pourrait en effet correspondre à la notion d'analyseur telle qu'elle vient d'être présentée. Nous reviendrons dans une prochaine partie sur la description détaillée du mouvement, des formes nouvelles de contestation qu'il a fait émerger et des liens qui peuvent s'établir ou non avec d'autres mouvements du passé. Mais nous pouvons pour le moment dire que ce mouvement, par sa spontanéité ainsi que l'originalité de ses modalités d'action et de sa structure organisationnelle, correspond à la notion d'analyseur. Plus précisément, ce mouvement revêt cette fonction d'analyseur à deux niveaux bien distincts.

Tout d'abord, le mouvement des Gilets Jaunes s'est voulu être un analyseur d'éléments qu'il considérait comme relevant de dysfonctionnements politiques et sociaux. Que l'on s'accorde ou non sur les constats et les revendications des Gilets Jaunes, il a revêtu cette fonction, à l'instar d'ailleurs de tous les mouvements sociaux. En effet, l'essence même des mouvements sociaux est de pointer un ou des éléments qui leur semble devoir être modifiés, et de solliciter de la part du pouvoir une action face à ces éléments (Neveu, 2019). Cet objectif que se donnent les mouvements sociaux prend donc nécessairement une fonction d'analyseur dans la mesure où il consiste justement à pointer des dysfonctionnements qui jusqu'ici n'étaient, en tous cas selon les protagonistes du mouvement, pas suffisamment pris en compte par le pouvoir en place. C'est là le premier niveau, et ce n'est pas sur ce niveau que nous nous attarderons dans cette thèse (bien que nous y ferons nécessairement référence de manière ponctuelle), celui-ci relevant plutôt de la politologie ou de l'économie par exemple.

Le second niveau, sur lequel nous travaillerons tout au long de cette thèse, correspond à l'idée que les Gilets Jaunes, par leurs spécificités en tant que mouvement social, peuvent nous permettre d'analyser et de comprendre des processus de fond ayant lieu sur le plan du phénomène institutionnel et de ses fonctions psychiques et sociales. En ce sens, nous considérerons ce mouvement des Gilets Jaunes comme le clinicien ou l'analyste considère un symptôme ; à savoir comme un élément tangible et manifeste rattaché à un contenu et à des processus latents, et dont l'analyse permet une meilleure compréhension de la structure implicite qui le sous-tend. C'est donc en ce sens que nous considérerons le mouvement des Gilets Jaunes comme un analyseur de la perte des fonctions socio-psychiques des institutions sociales face aux crises que nous traversons : à travers les actes et les discours des Gilets Jaunes, nous pourrions comprendre de manière concrète les propositions abstraites et théoriques formulées dans la partie précédente. C'est donc à partir de ce mouvement social que pourront être analysés les différents processus à l'œuvre dans cette « destitution des institutions », celui-ci étant à considérer comme un symptôme de celle-là, et donc comme un potentiel révélateur des processus latents qui la sous-tendent.

1.3 – Hypothèses opérationnelles

À partir de cette nouvelle problématique s'appuyant sur un terrain concret, nous sommes désormais en mesure de proposer des hypothèses opérationnelles, répondant aux hypothèses générales présentées plus haut et trouvant leur application sur le terrain du mouvement des Gilets Jaunes.

Voici donc les nouvelles hypothèses que nous formulons, et qui se donnent pour objectif d'opérationnaliser les hypothèses générales présentées dans la partie précédente. Nous formulerons ici successivement les deux hypothèses opérationnelles qui seront les nôtres durant cette thèse, en présentant l'hypothèse générale à laquelle chacune se rattache, et en exposant les éléments qui, à partir d'une méthodologie de recherche qui sera présentée dans les chapitres suivants, pourraient venir confirmer ou infirmer ces hypothèses.

Nous avons vu plus haut comment une violence fondamentale, inhérente à la vie sociale, se produit sur trois niveaux (libidinal, narcissique et structural), et comment les institutions auraient pour fonction de répondre à cette violence. La première hypothèse opérationnelle reprend donc cette idée : nous faisons l'hypothèse que le mouvement des Gilets Jaunes résulte d'un effritement des fonctions socio-psychiques des institutions. Cela devra se percevoir à travers les discours et les actions des Gilets Jaunes à l'égard des institutions. Plus précisément, nous pouvons décliner cette première hypothèse en trois sous-propositions, correspondant aux trois niveaux de violence dégagés précédemment.

– Une libération de la violence libidinale doit pouvoir être observée. Cette violence, jusqu'ici déchargée à travers les canaux sublimatoires et symboliques fournis par les institutions, s'exprimerait alors de manière brute. Nous pouvons donc nous attendre à voir émerger, autant dans les discours que dans les actes des Gilets Jaunes, des formes de violence n'étant plus, ou moins qu'avant, contenues par la répression pulsionnelle soutenue par le processus institutionnel.

– Sur le plan narcissique, nous pouvons faire l'hypothèse que l'idéalisation de la société française par elle-même n'est plus suffisante pour soulager la menace narcissique que représente l'inscription en son sein. Une libération de cette violence sur le plan narcissique pourrait s'observer à travers la constitution de groupes plus restreints, construisant une forme de narcissisme groupal idéalisé qui compenserait la disparition d'un tel narcissisme sur le plan national, soutenu par les institutions sociales et leurs fonctions idéalisatrices. Nous devons alors porter un regard attentif sur les processus groupaux à l'œuvre dans le mouvement des Gilets Jaunes, afin de déterminer si

certains de ces processus peuvent être consécutifs d'une libération de la violence sur le plan narcissique.

– Sur le plan de la structure de la représentation du monde, nous pouvons nous attendre à observer une remise en questions d'énoncés fondamentaux dans notre société, qui jusqu'ici étaient portés par les institutions. Le mouvement des Gilets Jaunes ayant par sa nature de mouvement social une dimension politique, nous pouvons supposer que les énoncés en question seront ceux ayant directement affaire avec la question politique, comme par exemple les notions de démocratie et de république, ou encore de clivage gauche/droite. Ces valeurs instituées, qui faisaient il y a encore peu de temps largement consensus au sein de la société, pourraient alors se trouver cible d'une méfiance dont l'ampleur, si ce n'est la nature, serait inédite. Si notre attention se portera notamment sur ce type d'énoncés culturels fondamentaux ayant trait à la dimension politique, nous ne perdrons pas pour autant de vue que d'autres valeurs institutionnelles autrefois cohésives pourraient également subir le même traitement critique, les crises traversant notre société n'étant pas limitées au champ politique et le mouvement des Gilets Jaunes n'étant pas imperméable aux autres champs sociaux que celui de la politique.

Notre deuxième hypothèse opérationnelle portera sur la potentielle résurgence des positions groupales idéologiques et utopiques. Rappelons que nous supposons, dans nos hypothèses générales, que les institutions servaient de matrices mythopoïétiques, c'est-à-dire qu'elles soutiendraient le maintien d'une position mythopoïétique sur le plan social, avec ce que cela suppose de symbolisation, d'acceptation des différences interindividuelles et de mise en sens des éprouvés bruts supposés par l'existence du groupe. Ainsi, les crises, et le délitement des institutions dans leurs fonctions socio-psychiques qu'elles génèrent, amoindriront les vertus mythopoïétiques des institutions, et feraient advenir une résurgence des positions utopique et idéologique que nous avons présentées plus haut. Concrètement, nous pouvons donc faire l'hypothèse que le mouvement des Gilets Jaunes, sur le plan de son appareil psychique groupal, ferait appel aux fonctionnements idéologiques et utopiques plus qu'au fonctionnement mythopoïétique, du fait que ce dernier soit inaccessible à cause du délitement des institutions.

Là encore, notre regard devra se porter notamment sur les processus groupaux à l'œuvre chez les Gilets Jaunes pour pouvoir voir émerger, ou non, de tels processus idéologiques ou utopiques. Nous pouvons déjà pressentir ici une difficulté à laquelle nous risquons d'être confrontés : nous convoquons ici l'idée d'un appareil psychique groupal des Gilets Jaunes ; or, le caractère hétérogène, disparate et parcellaire du mouvement peut nous faire douter du fait que l'on puisse réellement parler d'un appareil psychique groupal pour l'ensemble du mouvement. Nos

propositions sur ce point se centreront donc sur *les* groupes de Gilets Jaunes auxquels nous pourrions avoir accès grâce à notre méthodologie, plutôt que sur *le* groupe de Gilets Jaunes dans son ensemble sur le plan national.

2 – Méthodologie employée

Maintenant qu'ont été dégagées la problématique centrale de cette thèse ainsi que les hypothèses opérationnelles que nous avons pu formuler à son égard, nous allons pouvoir présenter le dispositif méthodologique construit pour répondre à ces questionnements, et pour vérifier la validité de ces hypothèses. Pour répondre à ces objectifs, un tel dispositif méthodologique devra répondre à différents critères, découlant à la fois des spécificités de nos hypothèses et de celles du mouvement des Gilets Jaunes en lui-même. Nous pouvons distinguer quatre items sur lesquels devra notamment porter notre méthodologie pour permettre au mieux de répondre à nos hypothèses : un item que nous pourrions appeler transversal, un item correspondant aux discours portés par les membres du mouvement, un item correspondant aux actes et aux actions que le mouvement a pu générer, et un item correspondant à la dynamique et aux processus groupaux qui ont traversé le mouvement, ou des parties du mouvement.

– Éléments transversaux : Tout d'abord, il importera d'appréhender le mouvement des Gilets Jaunes dans son intégralité, de comprendre les formes qu'il a prises sur l'ensemble du territoire français, d'en faire une cartographie générale et transversale. Une telle cartographie permettra de dégager les spécificités du mouvement, c'est-à-dire les éléments qui le distinguent des autres mouvements sociaux lui ayant préexisté, mais également de repérer des similarités ou des analogies possibles avec d'autres mouvements, afin d'en pouvoir tracer une forme de généalogie, de repérer les différents héritages militants, politiques et philosophiques dont ce mouvement est tributaire. Cette démarche cartographique permettra également de repérer les grandes lignes directrices qui ont guidé le mouvement, mais aussi les tensions et conflictualités internes qui l'ont nécessairement traversé. Cet item transversal nous sera nécessaire pour répondre à nos questionnements et hypothèses, dans la mesure où il nous renseignera sur la dynamique générale qui a animé le mouvement, sur sa composition, sur ses reliefs internes et sur les liens qu'il a pu entretenir avec d'autres champs sociaux extérieurs à lui. Ces différents éléments pourront déjà partiellement mettre en lumière la manière dont le mouvement des Gilets Jaunes a investi la question institutionnelle.

– Les discours : Il nous sera également nécessaire de porter notre attention sur les discours tenus par les membres du mouvement des Gilets Jaunes. En effet, nous avons vu plus tôt les difficultés qu'impliquaient une recherche portant directement sur les institutions, et notamment le

fait que les institutions ne parlent pas, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas elles-mêmes en mesure de porter un discours subjectivé nous renseignant sur la dynamique qui leur est propre. Pour autant, nous avons vu comment les individus, étant eux-mêmes pris de manière inéluctable dans les rets de l'instance institutionnelle, peuvent « parler pour elles ». Ainsi, de la même manière que le discours explicite dit nécessairement quelque chose des processus inconscients qui sont à sa source, un discours porté sur la scène sociale et ayant pour objet des enjeux sociaux et politiques dira nécessairement quelque chose de la dynamique institutionnelle à l'oeuvre, en ce que cette dynamique institutionnelle, en tant que fondement des rapports sociaux, est elle-même peu ou prou à la source d'un tel discours. Il nous faudra donc, par notre dispositif méthodologique, avoir accès à des discours subjectivés pour nous renseigner sur l'instance institutionnelle.

– Les actes : Si l'analyse des discours est indispensable dans une recherche clinique, nous ne devons pas nous restreindre à cet item. En effet, notamment en ce qui concerne des mouvements sociaux, la dimension de l'agir peut prendre une ampleur particulièrement importante. De plus, du fait que nos hypothèses portent notamment sur la questions de la violence, il nous sera nécessaire de porter une attention toute particulière aux émanations potentielles de cette violence fondamentale et de la manière dont elle peut s'exprimer au sein du mouvement des Gilets Jaunes. Plus que les actes en eux-mêmes, il sera pertinent de réfléchir à leur dimension symbolique, mais également, le cas échéant, à leur dimension « asymbolique », c'est-à-dire à une potentielle dynamique brute de l'action, non mise en sens par un discours secondarisé et symbolisé. Ainsi, les liens entre les discours et les actes seront intéressants à étudier : nous pouvons déjà imaginer que certains actes sont secondarisés, réfléchis et mis en sens par du discours, mais que d'autres formes d'actions puissent ne pas être sous-tendues par une secondarisation discursive. Si tel est le cas, cela nous apporterait des éléments de réponse importants concernant nos questionnements relatifs à la violence et à sa « dé-canalisation ».

– La dynamique groupale : Enfin, le dernier item sur lequel notre attention devra se porter est la dynamique et les processus groupaux privilégiés au sein du mouvement des Gilets Jaunes. Ce dernier item répond en particulier à notre hypothèse concernant les positions groupales idéologique et utopique, dont nous postulons une résurgence face à la perte des fonctions mythopoïétiques des institutions. Il nous sera donc nécessaire de mettre en place les conditions favorables à l'observation de tels processus sur le plan groupal dans notre dispositif méthodologique.

En plus de ces quatre items, relatifs à la spécificité de nos questionnements et hypothèses, notre méthodologie devra également pouvoir s'adapter aux spécificités du mouvement des Gilets Jaunes en lui-même. Des éléments comme l'importance accordée aux réseaux sociaux dans la

coordination du mouvement, l'absence au moins partielle de structure hiérarchique dans ses modalités de prise de décision ou encore son histoire et son évolution devront être pris en compte, et la méthodologie construite devra s'adapter à ces spécificités propres au mouvement.

À partir de ces différentes exigences, à la fois relatives à nos questionnements et aux spécificités du mouvement des Gilets Jaunes, nous avons décidé de construire un dispositif méthodologique reposant sur trois volets : une démarche d'exploration des données déjà existantes, la réalisation d'entretiens de recherche, et la réalisation d'un *focus group*.

2.1 – La récolte de données existantes

Une exploration des données déjà existantes sur le mouvement des Gilets Jaunes nous a semblé importante. En effet, que ce soit dans les écrits universitaires, dans les médias ou encore sur les réseaux sociaux utilisés par les Gilets Jaunes, un grand nombre de données existent déjà qui peuvent fournir une base à une analyse exploratoire du mouvement. Cette démarche de récolte et d'analyse de données déjà existantes pourra notamment répondre au premier item dégagé précédemment, à savoir l'item transversal. En effet, l'objectif principal visé par cette démarche sera d'appréhender le mouvement dans son ensemble, de pouvoir parvenir à une cartographie de ses reliefs internes, et de repérer ses spécificités. Pour mener à bien cette circonscription du terrain de recherche et la présentation de sa dynamique générale, l'analyse des données produites *par* et *sur* le mouvement me semble pertinente. Ce volet méthodologique sera divisé en deux sous-parties.

Dans un premier temps, une description générale et transversale du mouvement, à partir de sources universitaires et journalistiques, est indispensable pour circonscrire le terrain de recherche et en dégager les éléments constitutifs. Nous serons plutôt ici du côté des données produites *sur* le mouvement des Gilets Jaunes. Cette description générale du mouvement nous fournira déjà un certain nombre de données cliniques qui feront l'objet d'une analyse.

Dans un second temps, il nous a semblé pertinent d'investir le champ numérique dans la mesure où ce dernier a été un outil privilégié dans la coordination du mouvement et dans son développement. Une analyse d'un groupe Facebook de Gilets Jaunes, dans une démarche d'ethnographie virtuelle, a donc été réalisée dans le but de récolter des données produites *par* les Gilets Jaunes eux-mêmes.

2.1.1 – L'analyse transversale

Un grand nombre de données a déjà été produit à l'égard du mouvement des Gilets Jaunes. Nous nous appuyerons donc sur ces données pour définir le mouvement des Gilets Jaunes dans son ensemble. En effet, nous verrons que la définition en elle-même de ce mouvement ne saurait être aussi simple que ce que l'on pourrait penser de prime abord. Son hétérogénéité, son absence relative de structure organisationnelle et la diversité de ses modalités d'action rendent toute démarche de définition épineuse. À partir des données universitaires et journalistiques, nous tenterons de proposer une description générale du mouvement, afin d'avoir une base claire à partir de laquelle les analyses ultérieures pourront être élaborées.

2.1.2 – L'ethnographie virtuelle, ou « netnographie »

Après avoir établi une description générale du mouvement à partir des données produites à son propos, nous proposerons une analyse des productions du mouvement en lui-même sur les espaces numériques. En effet, les réseaux sociaux ont eu une place importante dans le mouvement des Gilets Jaunes, ayant servi autant pour la coordination des actions, pour le partage d'informations ou pour la diffusion des revendications. Cette spécificité du mouvement m'a poussé à investir ce terrain numérique afin d'y récolter des données produites par les Gilets Jaunes eux-mêmes. La récolte de données sur les espaces numériques est une méthode relativement nouvelle, en tous cas dans le domaine de la psychologie et de la sociologie, et qui est encore aujourd'hui en train de se développer. Nous pouvons ici faire référence à la netnographie, nom inventé par Kozinets (1997) à partir de la contraction des termes *network* et *ethnography*, dont la méthode a été décrite et utilisée en sociologie et en anthropologie (Bernard, 2004 ; Sayarh, 2013 ; Peirot, 2016).

D'autres auteurs (Hine, 2000 ; Berry, 2012) préfèrent le terme d'ethnographie virtuelle, ou ethnographie du virtuel. Selon ces différents auteurs, l'ethnographie virtuelle reproduit les méthodes de l'ethnographie, ou de l'observation, sur les espaces virtuels. À l'instar de l'ethnographie, elle suppose donc une immersion de longue durée dans le groupe observé, et vise la connaissance des codes, des formes de rapports sociaux ou plus largement de la culture de ce groupe. Elle se distingue malgré tout de l'ethnographie « classique » sur différents points (Kozinets, 2009).

Tout d'abord, elle donne accès au monde virtuel, sur lequel les contenus et la forme des données auxquelles le chercheur peut avoir accès diffèrent des terrains « classiques ». En effet, les données recueillies seront ici majoritairement textuelles, ainsi que visuelles ou audio-visuelles (messages, discussions, photos, montages photos ou vidéos). Ce ne sont donc pas des interactions

verbales et corporelles qui seront observées, mais bien des interactions textuelles ou visuelles, avec ce que ce type d'interactions comporte comme spécificités (notamment l'absence du langage non verbal, et donc la fréquence plus importante de malentendus du fait d'une incomplétude du message transmis).

De plus, l'implication physique du chercheur est moins importante dans l'ethnographie virtuelle que dans l'observation participante classique. Si, dans un cas comme dans l'autre, l'objectif visé est l'immersion maximale du chercheur dans le groupe observé, cet objectif semble plus facile à atteindre quand il s'agit de faire de l'ethnographie virtuelle. Ainsi, alors que l'ethnographe est amené à passer beaucoup de temps au sein du groupe étudié, ce qui nécessite un certain nombre de conditions parfois difficiles à réunir (conditions de temps, de disponibilité, de budget...), l'ethnographe virtuel peut accéder au moins partiellement à cette immersion dans le terrain sans trop s'impliquer physiquement. L'important sera alors d'avoir un accès le plus régulier possible au terrain, pendant une durée suffisamment importante, afin de pouvoir se familiariser avec les codes de communication qui lui sont propres, avec les acteurs qui semblent les plus impliqués et la place que chacun tient dans le groupe, mais aussi afin d'avoir une vision la plus globale possible des thématiques abordées au sein du groupe, de celles qui sont le plus mobilisatrices ou encore des consensus et des points de tension qui peuvent exister.

Enfin, une différence importante de l'ethnographie virtuelle avec l'ethnographie classique est le fait que la première ne nécessite pas nécessairement une participation du chercheur à la vie du groupe. Dans l'ethnographie classique, bien que le chercheur puisse faire varier son degré de participation à la vie du groupe qu'il observe (en décidant par exemple d'intervenir ou non dans les discussions, de participer ou non aux activités du groupe...), il n'en reste pas moins que sa simple présence peut déjà être considérée comme une forme de participation. Ainsi, la présence même du chercheur sur la scène observée aura nécessairement un impact sur les événements pouvant survenir ou non au sein de cette scène. Cet impact peut être mis au travail, réduit ou objectivé, mais il est fondamentalement incompressible, et tous les artifices méthodologiques pouvant être mis en place dans l'objectif illusoire de le supprimer totalement ne feront que placer des filtres devant le regard du chercheur qui déformeront plus ou moins la situation observée (Favret-Saada, 1985 ; Devereux, 2012). À l'inverse, l'ethnographie virtuelle laisse le choix au chercheur de pouvoir ne pas participer à la vie du groupe observé. Ce choix n'est pas toujours possible, car il dépend des modalités d'accès au groupe propre au média numérique sur lequel seront récoltées les données (certains médias nécessitent une inscription, et donc une visibilité relative du chercheur par les membres du groupe, tandis que d'autres médias permettent un accès aux données sans que le chercheur soit visible). Certains terrains laissent néanmoins cette possibilité au chercheur, qui dès lors pourra conserver une

certain distance avec le terrain étudié dans la mesure où l'absence d'intervention de sa part lui confèrera une place d'observateur extérieur, place qui peut difficilement être prise dans l'ethnographie classique.

Les objectifs de la netnographie sont divers. Cette méthode permet notamment d'analyser la manière dont les membres d'une communauté virtuelle interagissent, construisant et maintenant une identité groupale sur des espaces virtuels. La notion de communauté virtuelle a été définie par Rheingold (1993). En voici sa définition : les communautés numériques sont des « groupements sociaux qui émergent du Web quand suffisamment d'individus mènent des discussions publiques assez longtemps, et avec suffisamment de sentiments humains afin de constituer des réseaux de relations personnelles dans l'espace virtuel » (Rheingold, 1993, p3). Les communautés numériques peuvent également se croiser avec des communautés « hors ligne » ; ainsi, les individus interagissant sur l'espace numérique au sein d'une communauté peuvent également être amenés à interagir *IRL*². C'est notamment le cas pour le mouvement des Gilets Jaunes, qui interagissaient autant sur les réseaux sociaux que dans les espaces non virtuels qu'ils ont investis, à savoir notamment les ronds-points, les rues des villes durant les manifestations, ou encore les différents lieux spécifiques ayant été bloqués ou occupés par le mouvement (péages, raffineries...).

Dans le cadre de cette thèse, et au vu de notre problématique et de nos hypothèses, les objectifs de cette démarche netnographique sont divers.

Tout d'abord, cette démarche revêtira une dimension exploratoire. Par l'exploration et l'analyse des espaces virtuels investis par les Gilets Jaunes, nous pourrions recueillir un certain nombre de données pouvant nous renseigner sur les grandes dimensions transversales du mouvement, à savoir ses revendications, ses modalités d'organisation ou encore les différents positionnements politiques ayant pu apparaître dans le mouvement. Ainsi, cette démarche netnographique complètera l'analyse transversale déjà entamée que nous avons décrite plus haut, et répondra en partie aux mêmes objectifs.

De plus, l'ethnographie virtuelle est particulièrement pertinente pour analyser les dynamiques de groupe à l'oeuvre dans les communautés étudiées. En effet, la groupalité virtuelle entretient un certain nombre de différences avec les groupes hors ligne, notamment du fait de l'absence du corps comme média relationnel premier. Pour autant, les espaces virtuels restent des espaces de création de liens dont l'intensité affective n'a rien à envier aux liens hors ligne (Gozlan,

2 IRL est un acronyme anglais signifiant *In Real Life*, c'est-à-dire « dans la vraie vie », en dehors des espaces numériques.

2018). Au contraire, nous pouvons postuler que la virtualité du lien, et donc la non-présence charnelle dans la relation, diminue la nécessité du renoncement pulsionnel habituellement au fondement de toute création de groupe (Gozlan, 2018), et peut donc susciter une intensité affective d'autant plus importante dans les échanges à l'oeuvre dans les communautés numériques. Ainsi, nous pourrions être à même, grâce à la démarche netnographique, de percevoir un certain nombre d'enjeux groupaux de l'ordre des intertransferts (Kaës, 1982), des consensus généraux, des points de tension ou encore de la place que chaque membre occupe dans le groupe.

Enfin, les données recueillies sur la sphère numérique nous donneront accès à une forme de discours dont nous pouvons supposer qu'elle différera pour partie des discours que nous pourrions récolter lors d'entretiens de recherche par exemple. En effet, comme mentionné précédemment, certaines interfaces numériques permettent au chercheur de « se fondre dans la masse », c'est-à-dire de ne pas être visible et repéré en tant que chercheur par les membres du groupe. De plus, ces mêmes interfaces donnent lieu à une production de discours qui ont pour objectifs de se rendre publics : les sujets qui postent des publications savent qu'elles seront visibles par tout le monde, et que leur nom ou le pseudonyme qu'ils utilisent y sera directement et explicitement attaché. Nous pouvons supposer que cette dimension publique du discours ait des effets sur la forme et sur le fond de celui-ci. Dans le cadre d'un groupe numérique de Gilets Jaunes, nous pouvons supposer que les discours publiés mettront l'accent sur les dimensions perçues comme facilitant l'union des membres du groupe. En effet, les objectifs de ce type de groupe étant notamment la coordination et la diffusion des actions de lutte, nous pouvons faire l'hypothèse que le discours qui y sera publié sera volontairement rassembleur. À l'inverse, d'autres éléments pourront potentiellement être passés sous silence, et nécessiteront les conditions d'un entretien de recherche anonyme pour être exprimés. Nous pouvons notamment penser aux éléments susceptibles de générer de la discorde dans le groupe. L'accès à ce type de discours public, en ayant en tête les enjeux qui y sont sous-jacents, pourra donc nous être utile en ce qu'il nous renseignera sur la manière dont on veut que le discours soit rendu accessible au public au sein des communautés numériques de Gilets Jaunes.

Dans le cadre de cette thèse, nous avons choisi d'investir une communauté numérique rassemblant des Gilets Jaunes et de nous y immerger pendant un temps important. En effet, face à la multitude de communautés numériques de Gilets Jaunes, deux choix se sont schématiquement offerts à nous. Le premier aurait été de récolter des données sur un grand nombre de groupes numériques, et à travers différents médias (Facebook, Twitter, Youtube...). Cette démarche aurait pu avoir l'avantage d'offrir une plus grande représentativité du mouvement, dans la mesure où plusieurs communautés différentes, toutes rattachées au mouvement des Gilets Jaunes, auraient pu

fournir autant de données différentes quant aux dynamiques de groupes, aux revendications ou encore aux conflits internes. Pour autant, cette démarche présente certaines limites. Tout d'abord, bien qu'elle ait l'apparence de fournir une plus importante représentativité, ce premier constat doit être pour partie remis en question. En effet, comme nous le verrons plus loin de manière détaillée, le mouvement des Gilets Jaunes entretient un rapport particulier, si ce n'est ambivalent, à la question de la représentation. L'absence de structure organisationnelle, voulue et théorisée par une certaine partie du mouvement, donne à celui-ci une forme dont les contours sont parfois difficiles à circonscrire. Ainsi, une véritable représentativité du mouvement semble particulièrement difficile à atteindre, si ce n'est simplement impossible, sauf à investir l'intégralité des communautés numériques de Gilets Jaunes qui ont existé ou existent encore, ce qui est bien évidemment impossible. Il aurait alors été illusoire de vouloir s'approcher de cet idéal inatteignable de la représentativité. En outre, en plus de ne pouvoir atteindre l'objectif qu'elle se serait donné, cette démarche d'investir un grand nombre de communautés différentes aurait présenté le risque de se perdre dans une masse de données trop importantes et parfois difficilement articulables. Cette démarche aurait alors probablement abouti à une analyse superficielle d'une quantité importante de données, alors même que notre objectif est ici plutôt de fournir une analyse qualitative approfondie des contenus latents et de ce qu'ils nous disent des processus inconscients à l'œuvre dans les groupes numériques de Gilets Jaunes.

C'est pourquoi nous avons opté pour le deuxième choix qui s'offrait à nous, c'est-à-dire la démarche inverse qui consiste à n'investir qu'un groupe, durant un temps important, afin d'en produire une analyse approfondie. Ce que cette démarche perd en représentativité, elle le gagne en profondeur d'analyse.

Je me suis donc inscrit sur un groupe Facebook, que nous nommerons ici *Citoyens en Colère*, le huit décembre 2020. Ce groupe compte environ 23000 membres (le nombre de membres a quelque peu évolué au fil du temps), et est très animé, comptant en moyenne une dizaine de publications par jour. J'ai donc eu un accès quotidien à un grand nombre de publications, de commentaires et de débats durant un temps important, ce qui m'a permis de me familiariser avec les codes, les acteurs principaux, les thématiques prépondérantes et les tensions internes du groupe. J'ai décidé dans un second temps de produire une analyse thématique à partir d'un corpus de données constitué au fil du temps à partir de ce groupe, analyse que je présenterai dans une partie dédiée. Les données récoltées, choisies à partir de leur potentiel d'illustration des phénomènes observés, seront présentées en annexes.

Concernant mon positionnement dans ce groupe Facebook, j'ai fait le choix de ne pas interagir dans la vie du groupe, ne commentant aucune publication, et n'utilisant pas la possibilité

de liker ou d'utiliser les *emoji* disponibles pour signifier l'approbation ou la désapprobation vis-à-vis des publications ou des commentaires de celles-ci. Cette démarche paraissait intéressante dans la mesure où elle préservait « l'écologie » du groupe, les données y étant produites ne subissant aucune influence de ma part en tant que chercheur. Bien que les réactions des membres du groupe face à des interventions de ma part auraient pu être des données fécondes sur le plan analytique, il m'a semblé que les deux autres volets méthodologiques de cette thèse, à savoir les entretiens de recherche et le focus *group*, nous permettaient déjà un accès direct à une analyse des phénomènes transférentiels et contre-transférentiels. La démarche netnographique permet donc, pour sa part, un accès à des données qui n'auront pas été induites par ma présence en tant que chercheur, ce qui me semble complémentaire aux démarches intersubjectives produites en parallèle.

2.2 – Les entretiens de recherche

Le deuxième volet méthodologique de cette thèse est constitué d'entretiens de recherche. L'entretien de recherche représente un outil méthodologique précieux et dont la pertinence a été éprouvée dans différentes disciplines.

En 1919, Thomas et Znaniecki mettaient déjà l'accent sur la pertinence de la prise en compte des vécus subjectifs individuels dans la compréhension des phénomènes sociaux, des faits sociaux et des institutions sociales. Pour l'école de Chicago, que ces auteurs représentent :

Une institution sociale ne peut être pleinement comprise que si l'on ne se limite pas à l'étude abstraite de son organisation formelle et si l'on analyse au contraire la manière dont celle-ci émerge dans l'expérience personnelle des divers membres du groupe en même temps qu'on suit à la trace l'influence qu'elle peut avoir sur leur vie » (Thomas et Znaniecki, 1919, p. 47).

La pratique de l'entretien de recherche s'appuie sur des étayages divers, allant de l'approche non directive (Rogers, 1970) à l'approche clinique contemporaine (Chiland, 2013), en passant par la psychanalyse. Plusieurs locutions existent pour décrire des pratiques similaires : l'entretien non-directif ou semi-directif de recherche (Blanchet, 2015), l'entretien clinique à visée de recherche (Cstarède, 2013), ou encore plus simplement l'entretien clinique de recherche (Chahraoui, 2021). L'objectif de l'entretien clinique de recherche est d'utiliser la parole d'un ou de plusieurs sujets afin d'aboutir à une production de sens à l'égard d'une ou plusieurs notions convoquées par le chercheur et à propos desquelles le sujet interrogé peut témoigner d'une expérience subjective. Si cette

démarche nécessite une posture clinique caractérisée par une écoute active et bienveillante et une liberté laissée au sujet dans ses associations, elle se distingue néanmoins de l'entretien thérapeutique dans la mesure où c'est ici le clinicien-chercheur qui est à l'origine de la demande, et non pas le sujet interrogé.

L'analyse de l'entretien clinique de recherche doit passer par une analyse formelle du discours, c'est-à-dire du contenu explicite produit dans l'entretien, mais, en tant que démarche clinique, elle doit également faire intervenir la réflexivité du chercheur quant aux contenus implicites, présents autant dans le discours du sujet interrogé que dans celui de l'intervieweur, et plus généralement à l'œuvre dans la dynamique transféro-contre-transférentielle inhérente à toute rencontre intersubjective.

Il est à noter que, sur les huit entretiens réalisés, trois se sont déroulés en présentiel, et cinq en visioconférence. Le choix des modalités d'entretien s'est fait en concertation avec les sujets interrogés, en fonction de facteurs géographiques, mais également en fonction de l'existence ou non de locaux pouvant permettre une rencontre en présentiel malgré les conditions qu'étaient celles de la pandémie de Covid-19.

2.2.1 – Liste des personnes interrogées

Cette sous-partie sera brève, et consistera en une présentation succincte des personnes interrogées en entretiens, dans l'ordre chronologique de la passation de ceux-ci. La présentation complète des profils des personnes interrogées et des modalités de prise de contact aura lieu dans une partie ultérieure. Ce choix de structuration résulte du fait que la présentation des profils et des modalités de prise de contact apporte déjà en elle-même des données cliniques intéressantes, qui feront l'objet d'une analyse ultérieure, et qui relèvent donc plus de la partie dédiée aux résultats qu'à celle, présente, de la description de la méthodologie employée.

Voici donc les huit personnes que j'ai rencontrées en entretiens de recherche, dans l'ordre chronologique des rencontres. Pour chaque personne, je préciserai ici le nom d'emprunt utilisé pour les désigner, leur âge lors de la rencontre, la date de l'entretien, ses modalités (en visioconférence ou en « présentiel »), ainsi que sa durée.

Les trois entretiens s'étant déroulés en « présentiel » ont eu lieu dans le même bâtiment, que nous nommerons le Centre des Associations. C'est un lieu où sont rassemblés les locaux de plusieurs associations et syndicats. Ce lieu a également été occupé durant le mouvement des Gilets

Jaunes, et plusieurs assemblées s'y sont tenues ; il a donc été un lieu important dans l'histoire de la lutte sur le plan local. C'est un lieu qui ne m'était pas familier avant les entretiens, alors qu'il l'était pour les personnes que j'y ai interrogées. Cela a donné lieu à des dynamiques transférentielles qui feront l'objet d'une analyse ultérieure.

- Fabien, 32 ans. Entretien du 14 décembre 2020, en visioconférence. Durée de l'entretien : 1h30
- Julien, 33 ans. Entretien du 18 décembre 2020, en visioconférence. Durée de l'entretien : 1h10.
- Simon, 26 ans. Entretien du 09 février 2021, en « présentiel ». Durée de l'entretien : 1h30.
- Albert, 75 ans. Entretien du 16 février 2021, en visioconférence. Durée de l'entretien : 50 minutes.
- Hubert, 62 ans. Entretien du 16 février 2021, en visioconférence. Durée de l'entretien : 1h30.
- Vanessa, 46 ans. Entretien du 23 février 2021, en visioconférence. Durée de l'entretien : 1h.
- Jacques, 79 ans. Entretien du 05 mars 2021, en « présentiel ». Durée de l'entretien : 1h10.
- Charles, 66 ans. Entretien du 23 mars 2021, en « présentiel ». Durée de l'entretien : 1h30.

Les retranscriptions des entretiens sont présentes en annexe. Il est à noter que les retranscriptions des entretiens de Julien et de Simon sont des retranscriptions partielles. Nous avons en effet commencé par réaliser des retranscriptions partielles avant de retranscrire l'intégralité des entretiens. Malheureusement, un problème informatique nous a fait perdre un certain nombre de données en février 2021. Les enregistrements vocaux des entretiens avec Julien et Simon ont ainsi été perdus avant de pouvoir être entièrement retranscrits.

2.2.2 – La construction d'une grille d'entretien

Le premier entretien, auprès de Fabien, était un entretien non-directif. Ce premier entretien, réalisé en parallèle des démarches méthodologiques présentées précédemment (l'analyse transversale et l'ethnographie virtuelle), avait en effet une dimension exploratoire, visant à repérer les éléments qui se dégagent du discours de la personne interrogée, ainsi qu'à articuler ces éléments avec ceux récoltés dans les analyses transversale et netnographique. C'est à partir de ce premier entretien non-directif que nous avons construit la grille d'entretien utilisée lors des entretiens suivants, prenant pour leur part une forme plutôt semi-directive.

La grille d'entretien semi-directif se divise en deux grandes parties : une première concernant le mouvement des Gilets Jaunes en général, et une seconde concernant le vécu subjectif de la personne interrogée à l'égard du mouvement. Les différentes questions et thématiques de chaque partie n'étaient pas abordées dans un ordre précis, mais suivaient le discours de la personne interrogée. Dans certains cas ces sous-thématiques étaient abordées spontanément par la personne, tandis que dans d'autres c'est nous-même qui les faisons émerger en questionnant directement la personne. De plus, les thématiques de la seconde partie (sur le vécu subjectif de la personne) étaient bien souvent déjà abordées de manière plus ou moins implicite et transversale dans la première partie. Cette deuxième partie consistait donc bien souvent à revenir plus en détails sur des éléments ayant été rapidement évoqués plus tôt.

La grille d'entretien que nous avons utilisée lors des entretiens est présente en annexe. La voici également présentée ici de manière plus « dépliée ». Les éléments présentés en italique sont ceux ayant été évoqués tels quels ou presque durant les entretiens. Les autres éléments présentés ici correspondent aux éléments que nous cherchions à questionner et aux réponses que nous nous attendions à obtenir de manière hypothétique avant les entretiens.

Avant de commencer l'entretien à proprement parler, je débutais par une phase de présentation. Si je n'avais pas de texte précis à lire pour cette présentation, les éléments qui y étaient présents étaient toujours les mêmes. Après avoir dit mon nom, je disais faire une thèse à propos du mouvement des Gilets Jaunes, et notamment concernant ce que ce mouvement vient dire de nos rapports aux institutions sociales. J'expliquais ensuite que ces entretiens avaient pour but de comprendre ce qu'était le mouvement des Gilets Jaunes, dans son ensemble d'abord, puis sur un plan plus subjectif ensuite. Voici ensuite les différentes questions et thématiques abordées :

I – Le mouvement des gilets jaunes

Qu'est-ce que c'est que le mouvement des Gilets Jaunes ? Comment peut-on le définir ?

Cette question, très large, était le point de départ des entretiens. Elle avait l'avantage de ne pas orienter le discours de la personne et de lui permettre d'aller dès le départ dans les directions qu'elle souhaitait. Les premiers mots proposés par les personnes pour définir le mouvement étaient souvent très révélateurs, et la conception implicite du mouvement qu'ils supposaient se retrouvait généralement ensuite tout au long de l'entretien. Après avoir proposé quelques termes pour qualifier

le mouvement, les personnes interrogées associaient généralement sur des thématiques plus larges.

Quelles étaient/sont les revendications ? Et quel projet politique ?

Ce mouvement étant né suite à une loi sur la taxation des carburants, je m'attendais à ce que cette revendication apparaisse de manière majoritaire. Mais il semble que le mouvement ne puisse être réduit à cette revendication, et je m'attendais donc également à en voir apparaître d'autres, notamment concernant les institutions politiques dans leur ensemble.

Parallèlement aux revendications, je questionnais également ce que l'on pourrait appeler le projet politique des Gilets Jaunes, c'est-à-dire la manière dont ceux-ci perçoivent l'idéal politique qui serait le leur. Je m'attendais ici à voir émerger les questions du RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne) et de la VI^e République notamment.

Si j'avais dans un premier temps réuni ces deux thématiques (revendications et projets politiques) au sein d'une même question, il s'est avéré qu'elles étaient souvent abordées séparément. Les revendications directes et le projet politique de fond sont apparus au sein des entretiens comme deux éléments distincts.

Quels rapports avec les différents courants politiques ?

À partir des éléments récoltés en amont des entretiens, notamment à travers les articles de journaux et les groupes Facebook de Gilets Jaunes, il m'a semblé que différentes tendances politiques étaient représentées au sein du mouvement. À travers cette question, l'objectif était d'appréhender les rapports entretenus par la personne interviewée à l'égard de ces différents courants politiques constitutifs ou frontaliers du mouvement. Les deux courants dont je soupçonnais l'évocation étaient l'extrême gauche ainsi que l'extrême droite. Il me semblait intéressant de voir comment ces deux bords politiques, cohabitants au sein du mouvement ou gravitant autour de lui, avaient pu s'articuler ou au contraire se mettre en tension pour chaque membre du mouvement. Je m'attendais également à voir émerger la notion d'apolitisme au sein des entretiens.

Existe-t-il des représentants des GJ ? Que pensez-vous des tentatives de représentation par certains Gilets Jaunes ayant été présents dans les médias ?

Cette question me semblait importante, dans la mesure où elle s'est posée au mouvement à plusieurs reprises durant son évolution. Diverses tentatives de représentation politique ou médiatique du mouvement ont en effet émergé au cours de celui-ci, ce qui a parfois été reçu avec circonspection par un grand nombre de Gilets Jaunes. Il semble que ces volontés de représenter et de porter la parole du mouvement étaient en quelque sorte paradoxales avec la dimension instituante

et autonome des Gilets Jaunes. C'est cette dialectique entre autonomie politique et représentation politique que j'ai voulu mettre en question par cette thématique. Il est à noter que c'est une des thématiques qui apparaissaient le plus avant que je l'aborde moi-même, ce qui souligne à mon sens l'importance de cette question pour le mouvement des Gilets Jaunes.

Comment a évolué le mouvement ? Y a-t-il eu, selon vous, différentes phases durant le mouvement ?

Ces entretiens ayant eu lieu entre décembre 2020 et mars 2021, c'est-à-dire un peu plus de deux ans après le début du mouvement, il m'a paru intéressant de questionner la manière dont chacun pouvait témoigner rétrospectivement de l'évolution du mouvement. La perception, dans l'après-coup du mouvement, de phases successives ou d'étapes clés dans le cours du mouvement pouvait permettre de dégager des tendances intéressantes : le mouvement avait-il évolué vers plus de structuration ? Au contraire, le mouvement s'est-il dispersé au fil de son évolution ? Quels événements ont scandé cette évolution, dans un sens ou dans un autre ? Les revendications ont-elles évolué au fil des mois ? Et les méthodes d'action ? Bref, il m'a semblé intéressant de profiter de la dimension « après-coup » de ces entretiens pour revisiter rétrospectivement les moments clés de ce mouvement.

Qu'en est-il du mouvement des GJ aujourd'hui ? Et demain ?

La dernière thématique que j'ai voulu aborder dans cette première partie d'entretien était celle de l'existence actuelle du mouvement, et de ses possibles évolutions dans le futur. La crise sanitaire ayant largement restreint la possibilité d'organiser des rassemblements, je m'attendais à entendre parler de cette crise comme ayant été un frein à la contestation. Malgré ces obstacles à la contestation, il convient de noter que des Gilets Jaunes sont aujourd'hui encore présents dans toutes les manifestations, bien que celles-ci ne soient maintenant que rarement à l'initiative du mouvement. Il semble que ce mouvement ait, d'une manière ou d'une autre, marqué durablement les pratiques du militantisme, et l'arrêt des occupations de ronds-points et des « actes » successifs (manifestations de Gilets Jaunes tous les samedis) ne signifie pas pour autant que le mouvement n'existe plus du tout. C'est donc cette dynamique actuelle et son évolution potentielle que j'ai voulu questionner ici.

II – Thématiques subjectives

À quel moment vous êtes-vous joint au mouvement des gilets jaunes ?

Cette question était intéressante car je m'attendais à ce que certains Gilets Jaunes interrogés ne se soient pas forcément joints au mouvement dès le premier jour. En effet, ce mouvement a eu au départ une image bien particulière, proche par exemple de ce qu'avait été le mouvement des bonnets rouges cinq ans auparavant. Les images du mouvement qui apparaissaient dans les médias mettaient l'accent sur la présence de personnes d'extrême droite en son sein, et la dimension « anti-taxe » qu'a portée le mouvement dans ses débuts a semblé avoir généré une certaine réticence de la part des militants traditionnellement situés à gauche (syndiqués ou non).

Aviez-vous déjà participé à des mouvements sociaux avant ? Si oui, lesquels et par quels biais (syndicats, manifestations...)

C'est ici la trajectoire militante des personnes interrogées que je questionnais. Il me semblait important de pouvoir connaître l'histoire militante des personnes interrogées afin de pouvoir appréhender plus précisément les logiques de leurs discours. Chaque discours étant situé socialement, politiquement et historiquement, je ne pouvais pas passer à côté de ces éléments qui donnaient un sens nouveau aux propos tenus plus tôt lors de l'entretien. Une personne anciennement syndiquée, ayant quitté son syndicat avant de se joindre au mouvement des Gilets Jaunes, n'aura pas le même discours qu'une personne n'ayant jamais milité avant le mouvement, ni qu'une personne étant encore aujourd'hui encartée dans un parti politique. Les réponses à ces questions pouvaient donc donner un éclairage nouveau sur le discours porté par les personnes interrogées.

Quels ont été, pour vous, les moments forts du mouvement ?

Cette question était en quelque sorte le « reflet » de la question concernant l'évolution du mouvement dans la première partie, avec cette fois-ci une dimension plus subjective. Si dans la première partie je questionnais ce que le sujet pouvait dire de manière « objective » de la temporalité du mouvement, c'est ici la temporalité subjective de la personne au sein du mouvement que je questionnais.

Comment avez-vous vécu subjectivement ce mouvement ? Qu'avez-vous ressenti durant les actions des gilets jaunes ?

Si j'avais rédigé à l'écrit cette question sur ma grille d'entretien, je ne l'ai finalement jamais

posée telle quelle en fin d'entretien, dans la mesure où ces éléments étaient déjà largement abordés plus tôt. L'entretien finissait plutôt par une reformulation de ma part des éléments importants ayant été abordés. Je demandais ensuite si la personne avait encore quelque chose à dire qui n'aurait pas été mentionné jusqu'ici, puis concluais l'entretien par les remerciements d'usage.

2.3 – Le Focus group

Le troisième et dernier volet méthodologique qualitatif permettant de répondre à mes hypothèses de recherche a été l'organisation d'un *focus group*. Cinq Gilets Jaunes y ont participé (dont quatre que j'avais déjà interrogés en entretien), et nous avons co-animé avec le co-directeur de ma thèse cette rencontre groupale.

2.3.1 – Le focus group, une méthode plurielle

Le *focus group* est une méthodologie qualitative de recherche née aux États-Unis durant la seconde guerre mondiale, sous l'impulsion notamment de Merton et Lazarsfeld. Cette technique répondait alors aux impératifs de l'époque de comprendre, pour l'État américain, les processus propres à la communication de masse, le contexte de guerre mondiale puis de guerre froide nécessitant en effet une communication optimisée pour favoriser l'adhésion des individus aux valeurs patriotiques (Kalampalakis, Kitzinger, Markovà, 2004). Les auteurs parlaient alors de *focused interview*, mettant ainsi l'accent non pas sur la dimension collective de cette technique mais plutôt sur le fait de soumettre au groupe interrogé un « point de focalisation », sorte de donnée inductive précise à propos de laquelle les membres du groupe devront se positionner. Ainsi, l'étude princeps de Stouffer (1949) sur l'adhésion à l'armée américaine a notamment eu recours à des *focus groups*, au sein desquels les sujets étaient exposés à des énoncés concernant l'armée, et devaient décrire leur positionnement à l'égard de chacun de ces exposés.

Le *focus group* est donc une méthodologie historiquement reliée à la psychologie sociale américaine. Elle a ensuite été régulièrement utilisée dans le champ du marketing, portant alors également le nom de « réunion de consommateurs » (Livingstone et Lunt, 1996). Dans cette démarche, les sujets interrogés sont là aussi soumis à des éléments inducteurs liés au marketing d'un produit de consommation (publicité, slogan, packaging...), et sont invités à discuter collectivement de ces éléments. À partir des interactions observées, les chercheurs peuvent définir les éléments propices à la vente ou non d'un produit.

Parallèlement au champ du marketing, le *focus group* a également été réinvesti par la psychologie sociale et la sociologie, notamment en France.

Pour ce qui est de la psychologie sociale, c'est notamment l'étude des représentations sociales (Moscovici, 1984 ; Jodelet, 2003) qui a bénéficié de cet outil méthodologique. Selon Moscovici (1984), l'étude des représentations sociales ne peut en effet se passer d'une étude des processus de communication, dans la mesure où ces représentations sont construites et transmises par la communication entre individus. De plus, les situations de communication et d'interaction seront, toujours selon Moscovici, d'autant plus riches durant des périodes de crise ou de changement social, car c'est dans la communication que se formera et se transformera le « sens commun ». Le *focus group* semble donc particulièrement adapté à la mise au travail de nos hypothèses de recherche, dans la mesure où celles-ci portent justement sur les phénomènes critiques. La manière dont ceux-ci seront nommés lors du *focus group*, mais aussi les éléments consensuels et à l'inverse conflictuels, devront faire l'objet d'une analyse attentive en tant qu'ils donneront à voir comment peut se reconstruire un sens commun lorsque les repères institutionnels sont bouleversés.

En sociologie, c'est notamment sous l'impulsion de Hamel (1999) et de Touraine (Dubet, Hegedus, Touraine, Wieworka, 1978) que cette technique sera utilisée. Dans ce cadre, le *focus group* fait partie de l'arsenal méthodologique propre à l'intervention sociologique, courant fondé par Touraine (1978). Cette méthode, d'abord pensée pour l'analyse sociologique des mouvements sociaux, considère ces derniers comme étant « le résultat de rapports et de conflits sociaux ayant pour enjeu le contrôle social des modèles culturels » (Cousin et Rui, 2011, p. 515). Elle vise donc non pas à déterminer la causalité des mouvements sociaux, mais bien à comprendre comment les sujets, s'investissant dans de tels mouvements, peuvent devenir des vecteurs de transformations sociales et culturelles. Le dispositif d'intervention sociologique consiste en la création d'un groupe, composé d'une dizaine ou d'une quinzaine d'acteurs sociaux proches du mouvement étudié. Plusieurs séances groupales sont organisées, certaines dites « ouvertes », au cours desquelles des interlocuteurs extérieurs au groupe sont invités à échanger avec le groupe, et d'autres dites « fermées », au cours desquelles le groupe, soutenu par les chercheurs, produit une analyse des éléments ayant émergé lors des séances ouvertes. Les chercheurs ont des places spécifiques qui leur sont distribuées, avec notamment un *interprète*, sociologue proche du mouvement étudié, qui se situe à la frontière entre l'intérieur et l'extérieur du groupe, et un *analyste*, dans une place d'extériorité, qui va soutenir les processus analytiques en jeu dans le groupe. Enfin, il est nécessaire de préciser que l'intervention sociologique ne se donne pas uniquement pour objectif de recueillir des données à partir d'un dispositif méthodologique collectif, mais revendique également « une

ambition de transformation de la réalité sociale et/ou individuelle » (Cousin et Rui, 2011, p. 526).

Enfin, le *focus group* a également pu être utilisé dans une perspective plus clinique, dans le champ de la psychopathologie notamment. Dans cette optique, le *focus group* est recommandé dans les situations complexes, aux causalités floues, aux contours incertains et aux structurations en mouvement où l'intersubjectivité joue un rôle important » (Marty, 2021, p. 204). En effet, l'émulsion permise par la situation de groupe donne accès à des données qui n'adviennent pas, ou pas de la même manière, à partir d'entretiens individuels. Si les dynamiques interactionnelles peuvent être nommées en entretien individuel, et analysées par le chercheur, elles sont dans le *focus group* directement données à voir, avec toute leur spontanéité. Mais le chercheur peut également soutenir un processus de métacommunication (Bateson, 1935), invitant les sujets à communiquer sur leur manière de communiquer, c'est-à-dire à prendre conscience des dynamiques interactionnelles instituées et tacites dans le groupe. Dans cette perspective, le *focus group* est donc un outil qui permet non seulement une récolte de données discursives produites *sur* l'objet de la recherche, mais également de données psychodynamiques et groupales produites *par* l'objet de la recherche sur le groupe étudié.

Dans les différentes approches qui viennent d'être citées (psychologie sociale américaine, marketing, théorie des représentations sociales, intervention sociologique et démarche clinique et psychopathologique), les données récoltées par l'intermédiaire du *focus group* sont traitées selon les méthodes traditionnelles d'analyse de contenu. Ainsi, une analyse quantitative (par l'utilisation de logiciels de traitement de données) et qualitative (par une analyse thématique et une analyse implicite et clinique notamment) peuvent être produites à partir du matériel brut que représente la retranscription des échanges produits durant la séance de *focus group*.

2.3.2 – *Le focus group dans ma recherche*

C'est sous l'impulsion du co-directeur de ma thèse qu'a émergé l'idée de réaliser un *focus group* avec des membres du mouvement des Gilets Jaunes. En effet, au sein du matériel déjà fourni par les entretiens individuels de recherche, certaines thématiques transversales apparaissaient, mais étaient abordées avec des regards divers par les différents Gilets Jaunes interrogés. En concertation avec mon co-directeur, il nous a semblé intéressant de pouvoir approfondir ces données par l'intermédiaire d'un outil collectif comme le *focus group*, afin d'avoir accès à la manière dont peuvent s'articuler, se mettre en tension ou se dialectiser les discours individuels produits lors des

entretiens. Ainsi, la manière dont nous nous sommes approprié cet outil méthodologique présente un certain nombre de spécificités par rapport aux différentes approches précédemment exposées qui ont fait des usages variés de cette technique. Nous avons en effet utilisé cette démarche en assumant une posture résolument clinique, que ce soit au niveau des objectifs que nous lui avons donnés, au niveau de la manière dont nous l'avons animée, et au niveau de la méthode d'analyse des données pour laquelle nous avons opté.

La question de départ du *focus group* a été la suivante : « en quoi le mouvement des Gilets Jaunes témoigne-t-il d'une crise sociale, politique ou culturelle ? ». Le lecteur remarquera que, à l'inverse des entretiens individuels où la question de départ (« Qu'est-ce que le mouvement des Gilets Jaunes ? ») était très large et laissait les personnes interrogées aborder les éléments de leur souhait, la question posée ici induisait déjà des éléments de réflexion sur un champ précis, à savoir le champ de la crise sociale, politique ou culturelle. Ce point de départ orientait ainsi le discours des participants sur une thématique plus précise qu'au cours des entretiens individuels. Cette dimension relativement directive de notre question de départ nous semblait pertinente dans la mesure où les entretiens individuels avaient déjà permis une appréhension assez complète des thématiques pouvant émerger à partir de questionnements larges et non-inductifs. Ainsi, au cours des entretiens, la thématique de la crise sociale, politique ou culturelle avait été abordée par toutes les personnes interrogées, mais à travers des discours sensiblement différents. Cette thématique étant au cœur de ma thèse, il nous semblait intéressant de la soulever de prime abord au cours du *focus group*. Ainsi, les différents discours et représentations portés par les Gilets Jaunes à l'égard de cette thématique allaient pouvoir, au sein du *focus group*, être confrontés, articulés ou dialectisés.

En plus de cette phase du *focus group* répondant à la question de la crise dont témoignerait le mouvement des Gilets Jaunes, nous avons trouvé qu'il serait également pertinent de questionner les membres du groupe sur la crise sanitaire. En effet, après avoir abordé les processus critiques sur un plan social, culturel et politique, la crise sanitaire nous semblait pouvoir permettre aux participants d'élaborer des réflexions pertinentes sur la notion de crise, avec un discours potentiellement plus distancié puisqu'ils n'étaient pas investis subjectivement de la même manière dans le mouvement des Gilets Jaunes que dans la pandémie. Cette production de discours sur des formes de crises, en décalage du discours porté à l'égard des crises sociales, culturelles et politiques, nous semblait donc pouvoir permettre une production de données pertinentes à intégrer dans cette thèse.

Les questions inaugurant cette phase du *focus group* étaient les suivantes : comment la crise sanitaire s'intègre dans vos réflexions concernant le mouvement des Gilets Jaunes ? Quels impacts la crise sanitaire a eu sur le mouvement des Gilets Jaunes ? L'objectif de cette partie était

d'analyser, à partir des discours des participants, la manière dont se conjuguent les crises sociales et politiques traversées par notre société et dont témoigne le mouvement des Gilets Jaunes, et la crise sanitaire à l'oeuvre depuis mars 2020. La crise sanitaire ayant également généré des mouvements de défiance vis-à-vis des institutions dans la société, il nous intéressait également d'avoir accès à la manière dont les Gilets Jaunes pouvaient s'approprier ou non cette défiance, ou du moins la mettre en sens par l'élaboration groupale.

Comme mentionné plus haut, les méthodes d'analyse traditionnellement utilisées pour traiter les données récoltées lors des *focus group* relèvent à la fois d'outils quantitatifs et qualitatifs. En concertation avec mon co-directeur, et au vu des hypothèses de recherche qui sont ici les nôtres, nous avons décidé de nous affranchir de ces méthodes d'analyse pour nous diriger vers une perspective plus clinique. En effet, ce qui semble particulièrement intéressant d'analyser au sein du *focus group* sont les éléments qui découlent de la dynamique groupale, en ce que ces éléments pourront permettre de confirmer ou d'infirmer ma deuxième hypothèse opérationnelle concernant une potentielle résurgence des positions groupales idéologique ou utopique au sein du mouvement des Gilets Jaunes. Une telle dynamique groupale témoignerait de la perte des fonctions de matrice mythopoïétique qu'occupent les institutions sociales. Si une analyse thématique des entretiens individuels permettra d'analyser les discours tenus par les Gilets Jaunes à l'égard des institutions sociales, et ainsi de répondre partiellement à ma première hypothèse concernant l'effritement des fonctions socio-psychiques de ces dernières, le *focus group* sera l'occasion d'analyser les postures groupales des Gilets Jaunes face à ces institutions.

La méthode d'analyse que nous avons choisi d'utiliser pour le *focus group* doit donc répondre à ces critères. Elle reposera sur l'oeuvre de Kaës (2010), et notamment sur les trois espaces qui constituent la réalité psychique au sein d'une situation groupale. Ces trois espaces sont les suivants :

– **l'espace du sujet singulier**, ou espace intrapsychique. Dans son modèle de l'appareil psychique groupal, Kaës (2010) insiste en effet sur l'importance de la prise en compte de l'espace intrapsychique des sujets qui composent le groupe. C'est d'ailleurs la spécificité première de l'oeuvre de Kaës, les autres approches psychanalytiques du groupe tendant généralement à limiter leurs observations au groupe en tant qu'entité holistique et indivisible. L'individu est en effet autant sujet du groupe que sujet de l'inconscient, et l'un et l'autre de ces assujettissements doivent être considérés à égalité. Cet espace du sujet singulier est celui qui est donné à voir au clinicien ou à l'analyste dans un dispositif thérapeutique individuel, et l'attention qui doit lui être portée dans une situation groupale doit faire appel aux mêmes outils théoriques nous étant fournis par la

psychanalyse, à savoir notamment les notions de processus psychiques, de mécanismes de défense, d'objets internes ou encore de structure psychique. Mais si l'analyse du groupe ne peut faire l'économie de cet espace intrapsychique subjectif, elle ne peut non plus s'y limiter, le sujet étant ici mis en relation avec d'autres sujets, et assujetti comme eux à un espace groupal doté de ses propres formations psychiques dont il sera l'héritier. Cela justifie donc l'importance de la prise en compte de deux autres espaces de la réalité psychique.

– **l'espace du lien**, ou espace inter et trans-subjectif. Le lien n'est pas seulement ce par quoi deux objets seront reliés entre eux : « dans un lien, les sujets sont dans des relations d'accordage, de conflit, d'écho et de miroir, de résonance avec leurs propres objets internes inconscients et avec ceux des autres » (Kaës, 2010, p. 21). L'espace du lien concerne donc ce qui relève des intertransferts entre les membres du groupe, mais aussi les alliances inconscientes qui peuvent s'établir entre deux ou plusieurs sujets constituant le groupe. Cet espace concerne la rencontre intersubjective ou trans-subjective entre deux ou plusieurs sujets. Dans l'espace du lien, une attention particulière sera portée aux fonctions phoriques s'établissant dans les relations intersubjectives advenant dans le groupe. Les fonctions phoriques correspondent à ce qui peut être porté par un autre, vécu « par procuration » par un autre sujet du groupe. Ainsi, des représentations, des discours, des pensées, des pratiques ou encore des symptômes pourront être portés par un sujet, pour lui-même mais aussi pour un ou plusieurs autres sujets du groupe qui se délesteront par ce biais du poids psychique que ces éléments représenteraient pour eux.

– **l'espace du groupe**. Enfin, en plus des espaces intrapsychique et intersubjectif, une attention sera portée à l'espace du groupe en lui-même. Les théories psychanalytiques appliquées au groupe, si elles proposent différents modèles de compréhension de cet espace, s'accordent pour dire qu'un groupe réunissant plusieurs sujets donnera lieu à l'émergence de formations psychiques propres à l'espace du groupe lui-même. Le groupe est ainsi plus que la simple somme des individus qui le composent. Une mentalité de groupe (Bion, 1972), ou encore une matrice groupale (Foulkes, 2004), adviennent lors de la situation groupale, et les processus qui structurent cette entité dépassent les processus psychiques propres aux individus qui la composent. Le groupe est ainsi à considérer comme le résultat de l'appareillage des différentes psychés individuelles qui le constituent, appareillage qui est doté d'un fonctionnement propre, reposant sur des processus défensifs, des alliances ou encore des fantasmes qui relèvent non pas des sujets mais bien du groupe en lui-même.

À travers une analyse de ces trois espaces tels qu'ils auront pu émerger lors du *focus group*, nous espérons ainsi pouvoir mettre au jour les processus inconscients, relationnels et groupaux à l'oeuvre au sein du groupe rencontré. Les jeux de pouvoir entre participants, les alliances inconscientes ou encore les transferts entre les participants ou envers les chercheurs pourront être

repérés grâce à la situation groupale permise par cette démarche, et fourniront un matériel d'analyse complémentaire à l'analyse formelle des discours produits durant les entretiens individuels. La dynamique groupale générale, la position psychique du groupe ainsi que les postures adoptées par l'ensemble groupal à l'égard des institutions seront donc les éléments principaux sur lesquels porteront nos analyses, dans la mesure où ce sont ces éléments qui nous permettront de mettre au travail les hypothèses opérationnelles précédemment dégagées.

Chapitre C : Présentation et analyse des résultats

Comme précisé précédemment, la méthodologie d'analyse du mouvement des Gilets Jaunes comprendra trois volets. Premièrement, nous nous livrerons à une analyse des productions, écrites ou iconographiques, générées sur ou par le mouvement durant son évolution. Nous analyserons ensuite les huit entretiens semi-directifs de recherche ayant été réalisés auprès de membres du mouvement, puis le *focus group* ayant été réalisé auprès de cinq Gilets Jaunes.

1 – L'analyse des données existantes

L'analyse des données existantes passera d'abord par une analyse transversale des différents éléments distinctifs du mouvement des Gilets Jaunes, à partir des productions écrites à leur égard dans la presse ou dans la littérature scientifique. Nous nous attarderons ensuite aux données produites par les Gilets Jaunes, à travers une analyse netnographique d'un groupe Facebook de Gilets Jaunes.

1.1 – L'analyse transversale

L'objectif de cette partie sera d'essayer de définir au mieux ce qu'est le mouvement des Gilets Jaunes. Cette démarche, si elle est bien sûr nécessaire pour le travail d'analyse qui nous attend, n'est pas aisée dans la mesure où ce mouvement semble *a priori* relativement hétéroclite. Ses contours ne semblent jamais tout à fait déterminés, les volontés politiques qui animent ses membres paraissent souvent disparates voire contradictoires... Bref, une circonscription précise de ce mouvement social apparaît de prime abord complexe à réaliser sans tomber dans l'écueil d'une généralisation artificielle qui mettrait de côté une variabilité interindividuelle intrinsèque à ce type de mouvement.

Plutôt qu'une définition des Gilets Jaunes, l'objectif visé ici se rapproche donc plus d'une cartographie, au sens propre du terme. Nous rechercherons ainsi d'une part quelles peuvent être les frontières de ce mouvement, tant sur les plans spatial (quels espaces géographiques a-t-il occupés), temporel (quand a débuté le mouvement, comment a-t-il évolué et qu'en est-il aujourd'hui) que politique (de quel(s) bord(s) politique(s) relève ce mouvement, et jusqu'où s'étend-il sur le plan des idées). En plus de ses frontières, nous tenterons également d'appréhender ses reliefs internes, c'est-à-dire sa dynamique propre, les enjeux qui l'ont traversé, les subdivisions que l'on peut en dessiner.

Enfin, nous essaierons de déterminer où se situe ce mouvement vis-à-vis du reste de la société : quelles relations entretiennent les Gilets Jaunes avec d'autres groupes sociaux, ou comment se situent-ils à l'égard de certaines thématiques sociales actuelles ; mais également quelles relations les autres groupes sociaux entretiennent avec eux.

1.1.1 – Comment parler des Gilets Jaunes ? La question terminologique

La première question que l'on peut se poser est celle de la terminologie. Dans les lignes qui précèdent cette sous-partie, nous avons déjà employé plusieurs fois la notion de mouvement social pour parler des Gilets Jaunes. Cette locution est d'ailleurs récurrente : dans les discours quotidiens (qu'ils soient médiatiques, politiques ou simplement interindividuels), on parle du « mouvement » des Gilets Jaunes, ou bien des Gilets Jaunes comme d'un mouvement social. Avant d'aller plus loin dans la cartographie de l'ensemble que représentent les Gilets Jaunes, il importe donc de définir ce que l'on entendra ici par la notion de mouvement social. Une fois qu'une définition théorique aura été proposée, nous verrons en quoi les Gilets Jaunes répondent, dans une certaine mesure, à cette définition, mais également comment ils en font bouger les lignes en bousculant les typologies admises jusqu'alors. De plus, cette locution s'applique également à d'autres ensembles sociaux : les Gilets Jaunes sont un mouvement social, parmi une myriade d'autres ensembles répondant également à cette appellation. Il importera donc de repérer les spécificités des Gilets Jaunes en tant que mouvement social : de quel « type » de mouvement social s'agit-il ? En quoi se différencie-t-il d'autres mouvements qui lui ont préexisté ou qui lui sont contemporains ?

Cette notion de mouvement social est fréquemment utilisée dans le langage courant, et semble intuitivement correspondre à toute action collective pratiquée en faveur d'une cause. Mais cette définition intuitive du mouvement social contient en elle-même des ambiguïtés, des imprécisions et des confusions qu'il est nécessaire de lever avant de poursuivre. Pour outrepasser ces difficultés et donner à cette notion une définition précise et non-ambiguë, nous nous centrerons dans un premier temps sur l'ouvrage de Neveu (2019) intitulé *Sociologie des mouvements sociaux*.

Le premier élément caractéristique d'un mouvement social pour Neveu est la notion d'*action collective*. Un mouvement social doit se manifester à travers une action collective, c'est-à-dire une action mobilisant un certain nombre de personnes. Mais ce critère de collectivité ne saurait suffire à circonscrire à lui seul ce qu'est un mouvement social. Pour compléter ce critère, Neveu insiste également sur l'importance de l'*intentionnalité* : il faut non seulement que l'action soit collective,

mais aussi qu'elle résulte d'un projet volontaire commun.

Nous voilà donc, arrivés à ce niveau, pourvus de deux premiers critères : un mouvement social doit exister à travers une *action collective*, s'exerçant en tant que *projet volontaire* commun. Ces deux éléments, s'ils précisent l'acception que l'on accordera à la locution « mouvement social », ne sont toujours pas suffisants. Un certain nombre d'ensembles sociaux pourront correspondre à ces critères sans pour autant pouvoir être considérés comme des mouvements sociaux. Une entreprise, une firme, une organisation à but de production par exemple répondent à ces deux critères : elles sont des actions collectives, nécessitant en effet l'implication de concert de plusieurs individus, auxquelles ces derniers participent de manière volontaire. Pour autant, il ne paraîtrait pas raisonnable de considérer qu'une firme et un mouvement social sont strictement semblables en tous points, les deux se distinguant bien évidemment par des spécificités qui leur sont propres. Il ne faudra pas non plus tomber dans l'écueil inverse qui consisterait à créer arbitrairement une frontière rigide entre les deux, des processus similaires pouvant traverser des ensembles sociaux relevant de ces différents ordres.

Il nous est donc nécessaire de trouver de nouveaux critères de circonscription du concept de mouvement social. Pour Neveu (2019), un de ces critères sera la *composante politique*, qui mobilise deux éléments importants dans la circonscription d'un mouvement social. Tout d'abord, un mouvement social doit avoir un ennemi, un adversaire. Cet adversaire peut être explicitement désigné (manifestations « contre » une réforme, mouvements « contre » le racisme...), mais il peut également être plus latent. Des mouvements « pour » (pour une revalorisation des salaires, pour le vote d'une loi...) existent aussi, mais désignent en sous-texte un adversaire (le patronat, les détracteurs de la loi souhaitée...). Le deuxième élément participant à la *composante politique* réside dans la définition même de la notion de « politique ». Neveu (2019) s'inscrit en faux contre la conception, née à la fin des années soixante, qui considère que le politique concerne tout ce qui relève des normes de la vie en société, et que donc tout est politique. Prend alors « une charge politique un mouvement qui *fait appel aux autorités politiques* (gouvernement, collectivités locales, administrations...) pour apporter, par une intervention publique, la réponse aux problèmes qui suscitent la mobilisation » (Neveu, 2019, p.10). Pour être considéré comme ayant une composante politique, un mouvement social doit donc solliciter, par ses actions, une intervention des pouvoirs publics ou des autorités politiques.

Ce sont donc ces quatre critères qui caractériseront un mouvement social : une *action collective*, résultant d'un *projet volontaire commun*, et étant dotée d'une composante politique reposant sur la présence d'un *adversaire désigné* et sur une *sollicitation des autorités politiques*

pour résoudre les problèmes rendus visibles par le mouvement. Maintenant que nous en sommes arrivés à cette définition permettant de lever les ambiguïtés sémantiques, nous pouvons, et devons nous poser la question suivante : les Gilets Jaunes correspondent-ils à cette définition ?

Les deux premiers critères semblent en effet incontestablement remplis par les Gilets Jaunes. L'occupation des ronds-points, les manifestations saturnales ou encore les blocages divers peuvent être désignés comme des actions collectives (nécessitant le concours de plusieurs individus) résultant d'un projet volontaire commun (les Gilets Jaunes ont intentionnellement participé à ces actions).

La relation des Gilets Jaunes avec les deux autres critères, relatifs à la composante politique, apparaît en revanche plus équivoque. Il semble au premier abord que le gouvernement en place soit l'ennemi commun à l'ensemble du mouvement des Gilets Jaunes. Il est même intéressant de constater comment le Président de la République est une cible précise des colères du mouvement. Les slogans, les tags ou les posts sur les réseaux sociaux s'adressent souvent au chef de l'Etat de manière directe, passant le plus souvent par le tutoiement, et contenant parfois des insultes ou des mises en garde. Pour autant, cette colère manifestée envers le gouvernement et le Président semble résonner dans des tonalités différentes, portée tantôt par des velléités anarchistes, nationalistes, ou conspirationnistes par exemple. Nous reviendrons plus tard en détail sur cette diversité apparente dans les approches politiques représentées par ce mouvement, mais nous pouvons déjà retenir que la présence d'un ennemi commun chez les Gilets Jaunes n'est pas si évidente qu'on pourrait le penser : si tous protestent contre le gouvernement, la perception même de ce dernier semble loin d'être univoque.

Enfin, concernant le dernier critère correspondant au fait de solliciter les autorités politiques pour résoudre les problèmes ayant suscité la mobilisation, nous pouvons là encore émettre une certaine réserve quant aux Gilets Jaunes. Si les débuts de ce mouvement ont pu passer par de telles interpellations des pouvoirs publics (pétitions, revendications concrètes notamment à l'égard des prix du carburant...), il importe de noter qu'une tendance insurrectionnelle, parfois même qualifiée de révolutionnaire, fut de mise au moins dans certaines franges du mouvement. Les volontés affirmées de passer à une sixième république, voire même d'abolir le système républicain, ne peuvent ainsi pas être comprises comme un appel fait aux autorités politiques pour régler un problème. Si les grands mouvements sociaux des dernières décennies (contre la réforme des retraites en 1995, contre le CPE en 2006, à nouveau contre une réforme des retraites en 2010...) ont tous répondu à ce critère de sollicitation des pouvoirs publics, il semble que les Gilets Jaunes aient été au moins partiellement traversés par un processus différent, désireux non pas d'en appeler aux autorités pour régler un problème, mais bien plutôt de se débarrasser de ces mêmes autorités.

Nous touchons ici, aux limites de la définition sociologique classique de la notion de politique, circonscrite aux seuls mouvements *faisant appel* aux autorités politiques. Une telle conception situe en effet à la marge du champ politique tout mouvement dont les actions visent, au moins dans une certaine mesure, un changement structurel. Nous voyons ici comment les Gilets Jaunes sont venus questionner la notion de mouvement social dans sa définition même : ils répondent aux premiers critères de cette définition, mais semblent dépasser les critères liés à la composante politique. Si ce processus n'est pas à proprement parler nouveau, dans la mesure où des mouvements autonomes à visée révolutionnaires existent et prennent une certaine ampleur depuis plusieurs décennies, les Gilets Jaunes, par leur ampleur soudaine et la médiatisation dont ils ont été la cible, semblent avoir mis sur le devant de la scène sociale les questionnements relatifs au champ politique en lui-même. Les questions qu'ils nous posent, à ce stade de la réflexion, peuvent alors être résumées ainsi : doit-on restreindre le champ politique aux actions s'inscrivant dans l'arène institutionnelle qui lui est habituellement réservée ? Un mouvement social s'inscrivant en dehors des canaux politiques institués est-il malgré tout politique ?

Pour répondre à ces questions, nous pouvons mettre en dialogue les propositions de Neveu (2019) que nous venons d'évoquer avec la pensée de Touraine (1982). Ce dernier a notamment beaucoup travaillé sur la question des mouvements sociaux, et leur donne une définition différente de celle que nous venons de voir. Pour Touraine (1982), le mouvement social est défini comme « le conflit autour du contrôle de l'historicité » (Lebel, 2013). Cette définition, bien plus large, est héritée de cette tradition philosophique née dans les années soixante contre laquelle Neveu (2019) s'inscrit en faux, et qui nous semble pourtant particulièrement féconde. Dans cette définition, un mouvement social est à comprendre comme toute action collective désireuse d'imprimer une certaine courbure dans la trajectoire historique d'une société donnée, c'est-à-dire de faire émerger, à un moment précis de son histoire, de nouveaux éléments susceptibles d'influencer le cours de celle-ci. La méthode de l'intervention sociologique, dont nous nous sommes partiellement inspiré dans la construction de notre dispositif méthodologique, tend ainsi à considérer que tout mouvement collectif est politique dans la mesure où ses objectifs gravitent autour du contrôle de l'historicité.

1.1.2 – Qui sont les gilets jaunes ?

Maintenant que nous avons pu répondre, au moins partiellement, à la question terminologique en affirmant que les Gilets Jaunes pouvaient bien être qualifiés de mouvement social, mais qu'ils faisaient bouger les lignes de cette locution, nous pouvons nous pencher sur une autre question, à savoir la composition du mouvement. En effet, son caractère spontané et en apparence exempt de structure organisationnelle fixe tend à donner l'impression d'un mouvement disparate, composé de profils sociologiques très différents les uns des autres, que ce soit en terme de catégorie socio-professionnelle ou d'héritage politique par exemple. De la difficulté d'unification du mouvement des Gilets Jaunes découle ainsi une difficulté de définition : comment donner une définition complète et unifiée à un mouvement qui se caractérise justement par un refus au moins partiel d'organisation unifiée ? Cette question de surface apparaît d'ailleurs relever en réalité d'enjeux plus fondamentaux. En effet, le mouvement des Gilets Jaunes s'est particulièrement exprimé contre la démocratie représentative, ses membres regrettant n'être pas représentés dans les institutions politiques en place. Plus généralement, la question de la représentation semble avoir été au cœur du mouvement (Knops et Petit, 2022), comme en témoignent les conflits internes qui l'ont traversé autour des prises de paroles médiatiques de certains Gilets Jaunes, ou bien autour de la création de listes électorales de Gilets Jaunes pour certains scrutins. Ainsi, plus que sa définition, c'est la représentation même du mouvement qui semble particulièrement difficile à atteindre : le refus de la représentation et de la représentativité (politique ou médiatique notamment) génère une difficulté à proposer une vision représentative du mouvement. Autrement dit, de l'importance accordée par le mouvement à l'instance individuelle préférentiellement à l'instance groupale ou organisationnelle découle une difficulté voire une impossibilité de pouvoir en donner, à travers une définition, une représentation satisfaisante.

Malgré cette difficulté, nous pouvons néanmoins, sur la base des études socio-démographiques ayant été réalisées à l'égard du mouvement, en proposer quelques tentatives de représentation statistique, en gardant en tête que ces tentatives, si fécondes qu'elles puissent être sur les plans clinique et sociologique, resteront limitées dans leur exhaustivité.

Tout d'abord, concernant les dimensions socioprofessionnelle et économique, les différentes études mettent en avant la surreprésentation au sein des Gilets Jaunes de personnes vivant en situation de précarité. Ainsi, selon le Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes (2019), 25 % des personnes interrogées déclarent un revenu inférieur à 1200€ par mois pour leur foyer. 16 % des personnes déclarent être au chômage, ce qui est supérieur à la moyenne nationale (10%). Le

pourcentage de Gilets Jaunes au chômage est même de 23 % sur le terrain d'enquête de Blavier (2021). Pour ce qui concerne la catégorie socioprofessionnelle des Gilets Jaunes, le Collectif d'enquête est également éclairant. Chez les hommes, une surreprésentation des artisans, employés de services publics, chauffeurs et ouvriers est constatée. Chez les femmes (qui représentent 43 % des Gilets Jaunes), ce sont notamment les « personnels des services directs aux particuliers » (aides soignantes, femmes de ménage, infirmières...) qui sont particulièrement présentes. À l'inverse, les professions intermédiaires et professions intellectuelles supérieures sont sous-représentées dans le mouvement. Pour définir le mouvement, Blavier (2021) parle ainsi de « révolte des budgets contraints ». C'est en effet notamment les difficultés financières qui semblent faire office de dénominateur commun à la majorité des Gilets Jaunes.

Concernant l'héritage politique des Gilets Jaunes, nous pouvons en l'occurrence constater une grande variabilité. Selon le Collectif d'enquête (2019), 46 % des Gilets Jaunes interrogés sur les ronds-points déclarent n'avoir jamais jusqu'alors participé à des mobilisations sociales. Ce nombre descend à 29 % dans les manifestations, qui restent un type d'action militante régi par des codes qu'il peut être nécessaire de connaître avant de s'y rendre. Cette importance des « primo-militants » dans un mouvement social d'une telle ampleur est quelque chose de nouveau, ou en tous cas d'inhabituel dans les mobilisations des dernières décennies. Le mouvement des Gilets Jaunes semble avoir fédéré bien au-delà des frontières habituelles des mouvements sociaux « traditionnels ». De même, 52 % des sujets déclarent n'avoir aucune proximité avec un bord politique, et 35 % refusent de se positionner sur le clivage droite/gauche. Sur ce même clivage, 44 % se déclarent à gauche, contre 15 % pour la droite. Les bords extrêmes de l'échiquier politique, pour la droite comme pour la gauche, sont également surreprésentés. Enfin, il est intéressant de constater que les liens entretenus avec les institutions militantes traditionnelles sont plutôt de l'ordre de la méfiance : 75 % des Gilets Jaunes interrogés en manifestations trouvent que les partis politiques n'ont pas leur place dans le mouvement, et 59 % disent la même chose des syndicats. Sur les ronds-points, ces chiffres montent respectivement à 80 % et 67 %.

La motivation principale évoquée par la majorité des sujets concerne l'augmentation du pouvoir d'achat. Cela corrobore le constat fait précédemment que c'est notamment les difficultés financières qui ont poussé les Gilets Jaunes à se mobiliser. Mais les motivations qui viennent ensuite sortent du champ financier : des critiques sont adressées au gouvernement en place, ainsi qu'aux institutions politiques en général.

Enfin, il est intéressant de constater que selon Hoibian (2019), 27 % des Gilets Jaunes interrogés déclarent avoir vécu le deuil d'une personne proche au cours des 12 derniers mois (pour une moyenne nationale de 18%), et que 17 % ont vécu un divorce dans les 12 derniers mois (pour

une moyenne nationale de 6%). Cette surreprésentation des « accidents de la vie » dans les parcours récents des Gilets Jaunes nous informe sur l'importance de la dynamique subjective et des vécus psychiques douloureux dans l'implication des sujets dans un mouvement social. Il est envisageable que ces vécus psychiques douloureux puissent également être à la source d'une inflation pulsionnelle soutenue par les processus de groupe à l'oeuvre dans le mouvement.

1.1.3 – Les éléments saillants du mouvement

Cette sous-partie sera consacrée au passage en revue des différents éléments saillants du mouvement des Gilets Jaunes, et qui lui confèrent une spécificité à l'égard des autres mouvements sociaux l'ayant précédé ou lui étant contemporains. Nous mentionnerons ici quatre éléments qui nous semblent particulièrement importants dans cette démarche de spécification du mouvement des Gilets Jaunes, et dont l'analyse nous sera utile pour comprendre les enjeux qui lui sont propres. Ces quatre éléments sont les suivants : l'usage du gilet jaune en tant que marqueur du mouvement ; l'occupation des ronds-points en tant que modalité privilégiée de la lutte ; les manifestations des Gilets Jaunes et leurs spécificités vis-à-vis des manifestations traditionnelles ; et enfin la question de l'autonomie politique.

1.1.3.1 – L'usage du gilet jaune

Un premier élément saillant qui mérite une analyse réside dans le nom même du mouvement : c'est l'usage du gilet jaune en tant que marqueur, pour les sujets, de leur appartenance au mouvement, ou au moins de leur soutien envers celui-ci. Cet objet présente une grande valeur symbolique sur laquelle il est important de s'attarder.

Tout d'abord, comme le rappelle Boidy (2021), l'appropriation et le détournement d'un accessoire vestimentaire est une pratique qui appartient depuis longtemps au répertoire d'actions de la lutte politique. Ici, le gilet jaune est porteur d'au moins trois dimensions imaginaires qui sont détournées et redirigées en direction de la lutte politique. Tout d'abord, le gilet jaune était historiquement un vêtement de travail, porté notamment par les ouvriers travaillant au bord des routes pour être visibles par les automobilistes. Ce vêtement est donc, dans un premier temps, relié au monde du travail. Nous verrons plus loin comment la notion de travail est importante pour une certaine partie des Gilets Jaunes, cristallisant à la fois les dimensions de la contrainte, des difficultés financières (avec des salaires perçus comme trop faibles), mais aussi dans une certaine mesure de la valorisation sociale qu'il représente (avec une critique récurrente de la part de certains des minima

sociaux ne poussant pas les chômeurs à chercher du travail).

De plus, depuis 2008, la détention d'un gilet jaune a été rendue obligatoire dans toutes les voitures, afin que l'automobiliste puisse se rendre visible lorsqu'il est dans l'obligation de sortir de son véhicule sur la chaussée. En plus du monde du travail, ce vêtement est donc aujourd'hui également relié dans l'imaginaire collectif à l'usage de la voiture, et plus précisément aux obligations légales concernant cet usage. L'obligation de détenir un gilet jaune à bord d'une voiture s'inscrit dans la continuité des réformes encadrant l'usage d'un véhicule motorisé, réformes étant souvent mal perçues par une partie des automobilistes. Nous pouvons ainsi faire référence au passage des limitations de vitesse de 90 à 80 km/h sur les voies non dotées d'un séparateur central, qui fut promulgué quatre mois avant le début du mouvement, et qui avait déjà suscité une colère chez un certain nombre d'usagers de la route. Le gilet jaune est ainsi un objet qui symbolise autant l'importance accordée à la conduite de la voiture, pratique parfois nécessaire pour des personnes vivant ou travaillant dans un milieu rural, que les contraintes légales, souvent décriées, associées à cette pratique. Blavier (2020) fait d'ailleurs de cet attachement aux véhicules motorisés une des dimensions fondamentales du mouvement, au même titre que les revendications concernant le pouvoir d'achat ou celles sur les injustices perçues de la fiscalité. De la même manière, Boyer, Delemotte, Gauthier, Rollet et Schmutz (2020) mettent en avant les liens, au sein du mouvement, entre *mobilisation* et *mobilité*, à travers une analyse spatiale et géographique des lieux de mobilisations, et la récolte de données concernant la distance entre le logement et le lieu d'exercice professionnel des Gilets Jaunes interrogés.

La dernière dimension pouvant être associée à l'usage du gilet jaune en tant que symbole du mouvement est celle de la visibilité. En effet, la fonction première de ce vêtement, que ce soit dans le cadre du travail ou dans celui de l'usage d'une voiture, est de rendre visible la personne qui le porte. De cette fonction utilitaire découle, dans le cadre du mouvement des Gilets Jaunes, une fonction symbolique qui est celle de rendre visible une partie de la population qui se sent laissée pour compte, invisible aux yeux de l'État français, voire sciemment invisibilisée par les instances de pouvoir. Ainsi, le mouvement s'est emparé « d'un vêtement imposé par l'État en vue de garantir la visibilité *optique, individuelle* de chaque automobiliste, de chaque citoyen, et ce, pour en faire le vecteur d'une visibilité *politique et collective*, retournée à l'envoyeur étatique » (Boidy, 2021, p.172). Le gilet jaune a donc eu cette valeur symbolique pour le mouvement, consistant à se rendre visible aux yeux des instances de pouvoir.

Cette volonté de visibilité du mouvement, dont témoigne le gilet jaune en tant qu'objet fondamental de celui-ci, peut également nous conduire à une dimension corollaire mais qui semble être au centre de ses revendications : c'est la notion de représentation. Les personnes s'étant

engagées dans le mouvement des Gilets Jaunes disent souffrir non seulement de l'invisibilisation dont elles perçoivent être la cible, mais également du sentiment de ne pas être représentées dans les appareils politiques institutionnels. Autrement dit, si les Gilets Jaunes ont eu besoin de se vêtir d'un accessoire permettant de les rendre visibles, c'est justement pour forcer leur représentation sur la scène publique, si ce n'est au sein des institutions politiques, du moins sur les ronds-points et dans les rues. Ainsi, à travers le gilet jaune en tant qu'objet, et donc à travers la notion de visibilité qu'il questionne directement, nous percevons également une remise en cause indirecte de la démocratie représentative dans laquelle nous évoluons.

Il est également intéressant de constater que cette « visibilité » de la foule rendue possible par le gilet jaune est concomitante d'une « invisibilisation » de l'individu au sein de cette foule. Ainsi, nous pouvons retrouver dans le port du gilet jaune, notamment en manifestation, la même fonction qu'a pu avoir le K-way noir au cours de ces dernières années dans les *Black Blocs*. Le *Black Bloc* peut être défini comme une technique d'organisation consistant à se vêtir de noir et à constituer à plusieurs un bloc, un contingent présent en manifestation (Dupuis-Déri, 2003). Les *Black Blocs* en tant que technique sont nés en 1980 en Allemagne, lors d'un mouvement contre l'expulsion de squats tenus par des militants anarchistes. Des *Black Blocs* sont ensuite apparus dans diverses manifestations, notamment à Seattle en 1999 où un bloc important s'est constitué et a permis la diffusion de cette méthode dans le mouvement anticapitaliste sur le plan international. En France, cette technique fait son apparition au début des années 2000, et ne cesse de se répandre jusqu'aujourd'hui.

Ce qui caractérise les *Blacks blocs* est le fait qu'ils se forment de manière plus ou moins spontanée, et qu'ils sont généralement constitués par le regroupement, prémédité ou non, de plusieurs *groupes d'affinité* présents simultanément dans la manifestation. Les groupes d'affinité (notion héritée de la tradition anarchiste espagnole de la fin du XIXe siècle) sont des petits groupes de militants, n'excédant pas la vingtaine de membres, où priment les liens affectifs (les militants sont généralement amis), et qui se réunissent de manière ponctuelle pour une ou plusieurs actions militantes, sans structure décisionnelle centralisée et sans organisation hiérarchique.

Les *Black blocs*, constitués notamment par de tels groupes, ne sont donc pas non plus organisés de manière centralisée et hiérarchique, mais plutôt de manière fluide et diffuse. En plus de leur mode d'organisation, les *Blacks blocs* sont également caractérisés par le type de vêtements portés par les individus qui les constituent : chacun s'habille en effet en noir, et c'est ce qui donne le nom à cette technique de lutte. Ainsi, au sein d'un *Black bloc*, les individus disparaissent temporairement au profit de la visibilité collective. Cette « disparition » des individus est d'ailleurs accentuée du fait que les militants dissimulent leurs visages à l'aide de masques ou de cagoules. Le

Black Bloc donne alors l'impression d'une foule homogène, où aucun individu n'émerge en tant que leader. Du fait de l'inexistence d'une entité organisationnelle centralisée et hiérarchisée, le simple fait de revêtir un vêtement noir et de s'immiscer dans le *Black bloc* fera de n'importe quel individu un élément constitutif de celui-ci.

Ainsi, le gilet jaune revêt une fonction analogue à celle du K-way noir dans les mouvements autonomes et anarchistes : quiconque porte un gilet jaune fait *de facto* partie du mouvement des Gilets Jaunes, et le cortège formé par les Gilets Jaunes en manifestation devient une unité homogène où tous les individus sont égaux, réunis ponctuellement par leur vêtue. Le gilet jaune est ainsi le symbole la visibilité collective du mouvement ainsi que de son unité. Malgré toutes les dissensions internes et les désaccords qui traversent le mouvement, le port du gilet jaune donne un sentiment de foule monolithique où l'unité et l'égalité entre chacun priment sur les différences interindividuelles pourtant inhérentes à tout collectif, *a fortiori* si celui-ci n'est pas structuré de manière centralisée. Nous voyons poindre ici la tension dialectique proposée par Kaës (2010) comme étant structurante de la formation d'un appareil psychique groupal, tension s'établissant entre les modalités d'appareillage isomorphique et homéomorphique des psychés dans le groupe. Nous verrons plus loin comment cette tension est prédominante dans le mouvement, qui oscille entre une tendance isomorphique consistant à se vivre comme un tout unifié (tendance dont le gilet jaune est donc à la fois le symbole et le catalyseur), et une tendance homéomorphique à revendiquer les différences interindividuelles entre ses membres comme étant la force même du mouvement.

1.1.3.2 – *L'occupation des ronds-points*

En plus de l'utilisation du gilet jaune comme vêtement symbolisant le mouvement, les Gilets Jaunes se caractérisent également par leurs modalités d'actions militantes privilégiées. C'est durant le mois d'octobre 2018 que les premiers signes du mouvement naissent sur les réseaux sociaux, avec des vidéos publiées appelant diffusant des revendications concernant notamment le pouvoir d'achat. Ce mouvement, d'abord présent sur les réseaux sociaux, commence ensuite à prendre une tonalité plus concrète avec l'usage du gilet jaune, posé sur le tableau de bord de la voiture des personnes qui veulent ainsi afficher leur accord avec ces revendications. Enfin, c'est le 17 novembre 2018 que les premières actions d'ampleur et impliquant des rassemblements sont menées.

Ces premières actions des Gilets Jaunes, et qui sont celles par lesquelles on les connaît le mieux, ont consisté notamment en un blocage massif de nombreux ronds-points sur tout le territoire français. Cette modalité d'action mérite que l'on s'y penche quelques instants, autant par la

nouveauté qu'elle représente dans le répertoire d'actions traditionnel des mouvements contestataires, que par la dimension symbolique qu'elle suscite.

En premier lieu, il est en effet important de s'attarder sur la dimension novatrice de cette pratique de lutte, car il semble à première vue que ce fut la première fois, durant ce mouvement, que nous avons assisté à un blocage spécifique des ronds-points. Pour autant, comme nous le rappellent les historiens ayant analysé ce mouvement (Noiriel, 2019 ; Rosanvallon, 2021), cette pratique s'inscrit également dans une longue tradition de blocages ou de barrages comme modalité de manifestation du mécontentement (nous pouvons ici penser aux différentes utilisations des barricades au cours de l'histoire, mais aussi aux blocages routiers récurrents dans les Antilles ou encore aux blocages de points stratégiques comme les raffineries de pétrole par exemple). Ce type d'action présente en général un intérêt stratégique. Ainsi le blocage d'axes routiers très empruntés ou de lieux de ressources de première nécessité, de par son pouvoir de nuisance important, met bien souvent en jeu un rapport de force potentiellement favorable à la satisfaction des revendications des bloqueurs. En ce sens, le blocage représente le même avantage stratégique que la grève. Il est d'ailleurs à noter que, à l'instar des ronds-points pour un certain nombre de Gilets Jaunes, le blocage des lycées et des universités représente bien souvent des lieux de politisation importants où des militants plus ou moins expérimentés partagent leur savoir-faire de la lutte avec des « primo-militants » (Robineau, 2022). Une première lecture des actions des Gilets Jaunes pourrait donc nous faire penser que le blocage des ronds-points ne faisait que reproduire des méthodes préexistantes et ayant une place établie dans le répertoire stratégique des militants.

Mais cette similarité apparente avec des modalités d'action politiques préexistantes cache en réalité des différences qui confèrent aux actions des Gilets Jaunes des spécificités et une dimension novatrice que nous pouvons difficilement dénier. En premier lieu, il nous est nécessaire de remarquer que les groupes de Gilets Jaunes ayant investi les ronds-points le 17 novembre 2018 étaient pour une large partie d'entre eux des personnes n'ayant jamais milité auparavant. Une forme de spontanéité émerge alors dans le mouvement, ce qui marque une première distinction avec les mouvements de blocage observés dans les dernières décennies. Cette spontanéité s'articule avec l'importante méfiance envers les organisations politiques conventionnelles. Cette donnée explique le caractère auto-organisé qu'a revêtu le mouvement. En effet, aucune instance organisationnelle centralisée n'a réussi à se constituer de manière stable et permanente au sein du mouvement, malgré des tentatives d'ampleurs diverses qui ont parsemé l'histoire de celui-ci. Il résulte de cela une organisation très localisée, avec des modalités d'organisation et de prise de décision variant d'un rond-point à l'autre en fonction de la composition du groupe présent sur place. Cette constellation

de lieux de luttes auto-organisés pouvait malgré tout s'appuyer sur les réseaux sociaux pour diffuser à l'ensemble du mouvement, ce qui constitue également une caractéristique propre au mouvement que nous analyserons plus en détails dans une partie ultérieure.

Une autre spécificité des blocages de ronds-points comparés au blocage en tant qu'outil traditionnel des luttes contestataires est le fait que cette pratique des Gilets Jaunes ne se limitait justement pas qu'au blocage. Il est en effet plus précis de parler en l'occurrence d'une *occupation* des ronds-points, plus que d'un blocage de ceux-ci. En effet, nous avons vu comment la pratique du blocage dans les techniques traditionnelles de la lutte revêt surtout une dimension stratégique de rapport de force du fait de son pouvoir de nuisance. Mais les actions des Gilets Jaunes sur les ronds-points ne se limitaient bien souvent pas qu'au simple blocage. D'ailleurs, ces blocages étaient la plupart du temps des « barrages filtrants » (Blavier, 2021), ralentissant la circulation mais ne la bloquant pas réellement. En dehors de cette activité de contrôle (somme toute relatif) de la circulation, la présence des Gilets Jaunes sur les ronds-points donnait lieu à bien d'autres choses.

Ainsi, c'est une vraie expérience de vie collective qui s'est construite sur les ronds-points, les Gilets Jaunes créant et entretenant souvent entre eux des relations d'amitié importante et dépassant la simple question du militantisme. Cette thématique de l'intensité relationnelle se trouve présentée autant dans les écrits produits par les Gilets Jaunes eux-mêmes (Delteil, 2019 ; Leroyer, 2019...) que dans les entretiens de recherche menés pour cette thèse et sur lesquels nous reviendrons plus tard. Les ronds-points sont alors devenus des lieux de socialisation et de politisation, où les règles d'une nouvelle société s'inventaient en se mettant directement en pratique sur le lieu de leur conception. En effet, plusieurs Gilets Jaunes interrogés pour cette thèse proposent l'idée que les ronds-points sont devenus pendant cette période des sortes de microscopes sociaux, des sociétés à échelle réduite et où de nouvelles formes de vie collective étaient expérimentées. En cela, l'occupation des ronds-points peut faire penser aux occupations de places publiques ayant eu lieu en 2016 avec le mouvement Nuit Debout, mais aussi, d'une manière plus indirecte, aux principes des ZAD au sein desquelles des formes de vie collective nouvelles et marginales s'inventent sur le lieu de la lutte politique. Les occupations deviennent alors plus qu'un des outils constituant l'arsenal d'actions stratégiques auxquelles peut avoir recours un mouvement social ; elles deviennent l'occasion de favoriser sur le terrain les conditions de l'émergence d'un projet de société correspondant aux revendications du mouvement. L'occupation est donc le lieu même où l'instituant, au sens de l'analyse institutionnelle, peut se mettre en pratique autrement que sous sa forme idéatoire ou idéologique.

Le choix des ronds-points par les Gilets Jaunes pour pratiquer cette occupation est intéressant

à plusieurs égards, et mérite là encore que l'on s'y penche quelques instants. Nous pouvons tout d'abord y retrouver ce que Blavier (2021) nomme l'attachement aux véhicules à moteur. En effet, à l'instar de l'utilisation du gilet jaune que nous déjà analysée plus tôt, l'occupation des ronds-points traduit elle aussi cette importance accordée par les Gilets Jaunes à l'usage de la route et des véhicules motorisés. De plus, les ronds-points représentent un lieu public qui offre à ses occupants une forte visibilité. Le rond-point est ainsi l'alternative rurale ou péri-urbaine aux places des grandes villes ayant été occupées durant le mouvement Nuit Debout. Il représente lui aussi un lieu de passage, carrefour entre plusieurs grands axes, où les actions sont nécessairement particulièrement visibles. Ainsi, si les mouvements autonomes ont en général plutôt tendance à pratiquer l'occupation dans des lieux relativement difficiles d'accès (ZAD, squats...), l'occupation des ronds-points marque par sa grande visibilité, accentuée par l'usage du gilet jaune en tant qu'objet destiné justement à rendre visible la personne qui le porte.

L'occupation des ronds-points telle qu'elle a été pratiquée par les Gilets Jaunes représente donc une rupture importante avec les modalités traditionnelles d'organisation de la lutte, et ce à plus d'un titre. Les Gilets Jaunes semblent être, ne serait-ce que par cette technique de lutte qu'ils ont utilisée, un mouvement particulièrement singulier ayant proposé une nouveauté importante à l'égard des pratiques de contestation politique. Mais cette pratique d'occupation n'a pas été la seule manière par laquelle les Gilets Jaunes se sont illustrés. Nous allons maintenant nous pencher sur les manifestations qui ont été organisées de manière particulièrement régulière par ce mouvement.

1.1.3.3 – Les manifestations

S'il semble assez intuitif de considérer que l'occupation des ronds-points représente une spécificité importante des Gilets Jaunes qui les distingue des mouvements sociaux leur ayant préexisté, ce même constat pourrait surprendre pour ce qui concerne les manifestations, tant cette pratique est répandue et tient une place de premier rang parmi le répertoire d'actions politiques possibles. Pour autant, nous allons voir que les manifestations qui ont été organisées durant le mouvement des Gilets Jaunes présentent elles aussi des spécificités qui peuvent les distinguer des cortèges que l'on voit habituellement défiler lors d'actions politiques.

Tout d'abord, la première spécificité des manifestations des Gilets Jaunes est le fait qu'elles se soient tenues exclusivement sur des samedis. Cela ne veut évidemment pas dire qu'aucune manifestation ne se tient habituellement le samedi, mais le fait qu'un mouvement social de cette

ampleur ait organisé autant de manifestations sur ce jour de la semaine semble assez nouveau. Si ce point peut sembler au premier abord anodin, il sous-tend pour autant des éléments qui cristallisent un certain nombre de différences entre ce mouvement et les mouvements sociaux précédents. En effet, les mouvements sociaux traditionnels et organisés autour des syndicats organisent des manifestations qui, contrairement à celles des Gilets Jaunes, s'inscrivent dans un mouvement de grève. Ainsi, les manifestations syndicales ont lieu sur des jours de la semaine puisqu'elles découlent d'un mouvement de grève, qui est une arme stratégique chère aux organisations militantes instituées dans la mesure où elle possède un pouvoir de nuisance important et donc qu'elle représente un rapport de force favorable. Le fait que les manifestations des Gilets Jaunes se soient toutes déroulées le samedi a donc déjà plusieurs implications : cela traduit tout d'abord l'absence des appareils syndicaux dans l'organisation de ces mouvements. Mais cela met également en lumière le fait que le mouvement des Gilets Jaunes n'ait jamais organisé de mouvement de grève national. Ce point me semble particulièrement important à prendre en compte, et peut soulever des dimensions importantes du mouvement.

Premièrement, le fait de ne pas avoir recours à l'arme la plus utilisée dans les mouvements traditionnels, à savoir la grève, est symptomatique d'un ancrage du mouvement dans des traditions politiques différentes des mouvements sociaux traditionnels. En effet, dans la population interrogée par Camille Bedock et ses collaborateurs (2019), 52 % des Gilets Jaunes affirment n'être proche d'aucun parti politique, et 35 % refusent de se situer sur le clivage droite-gauche. Cette population diffère donc grandement des mouvements syndicaux, majoritairement situés explicitement à gauche de l'échiquier politique, pour qui la grève reste une arme privilégiée.

De plus, ce refus de passer par la grève pour faire entendre ses revendications peut également traduire un ancrage socio-professionnel particulier au mouvement des Gilets Jaunes. Ainsi, nous pouvons constater une surreprésentation dans le mouvement des travailleurs indépendants ainsi que des retraités, qui ne peuvent pas se mettre en grève. Cette population est là encore en rupture avec ce que l'on pouvait connaître par le passé. Ainsi, « le mouvement des Gilets Jaunes apparaît à bien des égards comme la « revanche » des indépendants face aux salariés » (Noiriel, 2019, p.46). L'ancrage politique des Gilets Jaunes n'est plus à trouver uniquement du côté du socialisme et du communisme, mais dans d'autres formes de revendications et dans le recours à d'autres symboles : « le jaune a remplacé le rouge comme symbole, *la Marseillaise* a remplacé *l'Internationale* [...], la dénonciation des hauts fonctionnaires et des élus (au premier chef le président de la République) a marginalisé les mises en cause du patronat » (Noiriel, 2019, p.47).

Toujours concernant l'ancrage socio-professionnel, le fait de ne pas faire grève peut également traduire la précarité matérielle dans laquelle se trouvent un certain nombre de

participants au mouvement. En effet, les revendications en faveur du pouvoir d'achat étaient nombreuses durant le mouvement, et témoignent des difficultés ressenties par les personnes à finir sereinement chaque mois avec un salaire perçu comme insuffisant au regard des charges contraintes qui pèsent sur le budget (Blavier, 2019). La grève représentant nécessairement un « trou » dans le salaire mensuel, cette méthode n'était pas envisageable pour un certain nombre de Gilets Jaunes, surtout au regard du nombre de manifestations ayant eu lieu (on décompte en général trente-trois « actes » jusqu'au sept juillet 2019, bien que des rassemblements et manifestations ponctuels aient eu lieu depuis).

Enfin, un dernier élément qui est mis en lumière par l'absence de grève organisée par le mouvement des Gilets Jaunes est lui aussi relatif à l'ancrage politique de certains membres du mouvement. Comme nous le verrons plus loin dans l'analyse d'un groupe Facebook et dans celle des entretiens de recherche, la « valeur travail » semble être un élément important pour un certain nombre de Gilets Jaunes, qui considèrent dès lors que ne pas travailler, que ce soit ponctuellement ou durablement, est un signe de fainéantise jugé comme néfaste pour la société. Cette vision politique du travail se confronte naturellement au principe même de la grève qui consiste en un refus de travailler pour faire valoir ses revendications.

Un autre élément caractéristique des manifestations des Gilets Jaunes est le fait qu'un grand nombre d'entre elles aient été des manifestations non déclarées (Béroud, Dufresne, Gobin et Zune, 2022). Là encore, les manifestations non déclarées ne sont bien sûr pas une invention des Gilets Jaunes, mais leur usage massif par ces derniers témoigne de la défiance particulièrement importante qu'ils ont pu entretenir avec les appareils officiels de l'État. Les déclarations en préfectures étaient pour certains Gilets Jaunes considérées comme une forme d'aveu de faiblesse, dans la mesure où elles supposaient la communication officielle avec les instances d'un État abhorré, *a fortiori* du fait que ces mêmes instances préfectorales sont également celles qui organisaient le maintien de l'ordre et la répression lors des manifestations. Cela met en lumière un conflit habituel dans les mouvements militants, et plus particulièrement les mouvements militants autonomes, conflit opposant des positions entristes voulant infiltrer le système ennemi pour le faire tomber de l'intérieur et des positions radicales pour qui les rouages de l'institution aliéneront quiconque s'en approchera de trop près. De nombreuses tensions ont émergé au sein du mouvement des Gilets Jaunes autour de cette thématique (Della Sudda et Guionnet, 2021), qui sera également présente dans les entretiens de recherche ainsi que dans le *focus group*.

Un dernier élément caractéristique des manifestations de Gilets Jaunes est l'ampleur qu'a

pris l'usage de la violence lors de ces rassemblements, que cette violence provienne des manifestants ou bien des forces de l'ordre. Une fois encore, la violence en manifestation n'est pas réservée aux Gilets Jaunes, mais ces derniers ont vu celle-ci être particulièrement exacerbée si on la compare aux violences perpétrées dans les mouvements sociaux précédents. Il est également intéressant de se pencher sur les cibles de cette violence de la part des manifestants. Tout d'abord, nous y retrouvons des cibles habituelles lors de manifestations, telles que des vitrines de magasin de luxe ou de banque, ou encore directement envers les forces de l'ordre. Ces actions font partie intégrante du répertoire d'action des mouvements autonomes depuis plusieurs décennies, et prenaient une ampleur plus importante à chaque nouveau mouvement social depuis le début des années 2000. Ces différentes cibles revêtent une dimension symbolique, les magasins de luxe et les banques représentant le système capitaliste, et les forces de l'ordre représentant le bras armé de l'état, détenteur du monopole de la violence légitime (Weber, 1919). Mais en plus de ces cibles habituelles en manifestations, le mouvement des Gilets Jaunes a également donné lieu à des actes violents à l'égard de cibles nouvelles et représentant d'autres notions que le système capitaliste. Ainsi, le deux décembre 2018 reste une date clé du mouvement, au cours de laquelle des affrontements importants ont eu lieu entre les manifestants et les forces de l'ordre sur la place de l'Étoile à Paris, donnant lieu à des dégradations sur l'Arc de Triomphe. La veille, des manifestants avaient incendié une partie de la préfecture de la Haute Loire au Puy-en-Velay. Un mois plus tard, le cinq janvier 2019, d'autres manifestants s'étaient infiltrés dans la cour de l'hôtel Rothelin-Charolais, siège notamment du porte-parolat du gouvernement, après qu'un d'entre eux a enfoncé le portail de l'hôtel à l'aide d'un chariot élévateur qu'il avait dérobé sur un chantier. Ces différents actes de violence traduisent la reconfiguration du conflit politique opérée par les Gilets Jaunes, qui ne s'en prennent plus seulement aux représentations concrètes d'un système capitaliste abstrait et impalpable, mais aussi aux symboles de la république française, socle de tout le fonctionnement politique qui régit aujourd'hui notre société.

1.1.4 – L'autonomie politique

Les points précédents nous ont montré quelles étaient les spécificités du mouvement des Gilets Jaunes, à travers les trois éléments les plus saillants de ce mouvement que sont l'usage du gilet jaune, l'occupation des ronds-points et les manifestations. Ces spécificités du mouvement sont toutes en lien avec un de ses points centraux, repéré et commenté dans tous les discours publics, médiatiques ou politiques à son égard : l'autonomie politique. En effet, comme nous l'avons déjà dit plusieurs fois, le mouvement des Gilets Jaunes était exempt de toute instance organisationnelle

hiérarchique centralisée, et s'est organisé de manière spontanée et sporadique à travers tout le territoire français. Or, cette autonomie revendiquée par les Gilets Jaunes, si elle a pris des formes nouvelles à travers leur prisme, s'inscrit dans une histoire et a été théorisée de longue date par différents mouvements. Il semble donc nécessaire, pour comprendre en détail les enjeux du mouvement, de faire un détour par l'histoire du concept d'autonomie politique dans les pratiques militantes. Cela permettra d'inscrire le mouvement des Gilets Jaunes dans une filiation historique, de percevoir les héritages politiques dont il est dépositaire mais également la manière dont il s'est approprié ces héritages politiques.

1.1.4.1 – Petite histoire de l'autonomie politique

Avant d'explorer l'histoire de l'autonomie politique, il est nécessaire de définir le sens qui lui sera ici associé. En effet, la notion d'autonomie peut être utilisée dans un vaste panel de disciplines différentes, et au sein même de ces disciplines, chacun ne lui accordera pas toujours la même acception. Une constante demeure cependant, qui peut servir de point de départ à sa définition : son étymologie. Le terme autonomie provient du grec *auto*, soi-même, et *nomos*, la règle, la loi. Étymologiquement, l'autonomie renvoie donc à la capacité d'un organe, d'un individu, d'un groupe ou encore d'un état d'établir soi-même les règles qui régiront sa vie.

Si, dans les sciences politiques, ce terme peut faire référence aux capacités auto-normatives d'un état ou d'une région, il lui arrive également d'être relié à des mouvements contestataires, et ce notamment depuis les années 1960. Mais l'étude historique de l'*autonomie politique* ne saurait commencer dans ces années-là, celle-ci étant l'héritière légitime d'un mouvement lui préexistant : l'*autonomie ouvrière*.

- *L'autonomie ouvrière, apanage des syndicats*

À la fin du XIX^{ème} siècle, dans un contexte d'industrialisation grandissante, les classes ouvrières françaises vont s'inspirer de leurs voisins espagnols qui, se réclamant disciples d'auteurs comme Marx et Bakounine, s'organisent en syndicats afin d'exercer un rapport de force face au patronat. Le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme priment à cette époque dans les syndicats espagnols, et la visée finale est celle d'une insurrection prolétaire internationale (Delhom, 2019). En France, c'est en 1884 qu'est votée la loi autorisant la libre constitution de syndicats ouvriers. Les syndicats représentaient alors la voie de l'autonomie ouvrière à l'égard des partis politiques. Besnard (1934), syndicaliste ayant participé à la rédaction de l'*Encyclopédie anarchiste*

(1925-1934), fait la distinction entre autonomie et indépendance : selon lui, un syndicat est toujours autonome, dans la mesure où il est en capacité d'établir seul ses modalités d'organisation. En revanche, un syndicat n'est pas toujours indépendant : il peut être subordonné à un parti politique. Cet auteur milite pour que les syndicats soient non seulement autonomes mais également indépendants, malgré les velléités générales des partis politiques : « De tout temps, les partis politiques ont été disposés, pour sauver la face, à reconnaître l'autonomie des syndicats, mais ils firent toujours l'impossible pour rendre vaine leur indépendance. De 1873 à 1906, les partis politiques, en France, n'eurent pour unique préoccupation, que de placer sous leur tutelle les syndicats, tandis que ceux-ci [...] mirent tout en œuvre pour affirmer leur indépendance et la conserver » (Besnard, 1934). Dans les premiers temps de leur existence, les syndicats avaient donc pour objectif de permettre au monde ouvrier une autonomie et même une indépendance face aux organes politiques institutionnels.

C'est en 1906, à l'occasion du congrès d'Amiens, qu'est explicitement actée la « double besogne » du syndicalisme : celle sociale d'abord, luttant pour l'amélioration directe et immédiate des conditions de vie de la classe ouvrière, et celle politique et révolutionnaire de l'expropriation capitaliste globale. Sirot (2006) revient en détails sur la portée tant théorique que pratique de la revendication de cette double besogne par les syndicats, en opposition aux partis politiques : « selon les syndicalistes de la Charte d'Amiens, un parti politique représente d'abord une opinion, une construction idéologique, donc un morcellement potentiel des engagements ; le syndicat représente en revanche d'abord une classe – la classe ouvrière –, il s'inscrit au plus juste du procès de domination qu'elle subit et devient par là même son représentant le plus légitime et le plus en capacité de rassembler de la façon la plus large possible le monde dominé. » (Sirot, 2006, p. 113). Durant cette période de l'histoire du militantisme (début du XXe siècle), l'autonomie est donc à comprendre comme propriété réservée aux syndicats, et permise par eux, en opposition avec les partis politiques.

Il est à noter que malgré leur double besogne revendiquée (amélioration immédiate des conditions de vie ; visée révolutionnaire), le rapport de force engagé par les syndicats représentants de l'autonomie ouvrière est majoritairement un rapport de force direct entre ouvriers et patronat. En effet, pour citer à nouveau Sirot (2006), « la perspective révolutionnaire imprègne quant à elle nettement les esprits militants jusqu'à la Grande Guerre, *mais pour l'essentiel dans le discours bien plus que dans la pratique*³. La grève générale, [...] instrument syndical du changement de société, n'est guère pratiquée. [...] En somme, cette pratique représente, en octobre 1906, sans doute déjà davantage un horizon fonctionnel aux atours idéaux et mythiques [...] qu'une perspective

3 Souligné par nous

réellement envisagée, au moins à échéance rapprochée » (Sirot, 2006, p.113). La visée révolutionnaire globale semble donc passer au second plan, représentant dès 1906 la toile de fond mythifiée de l'idéal social syndicaliste.

C'est donc aux syndicats que fut réservée l'autonomie politique à partir de la fin du XIXe, et ce sous la forme de l'« autonomie ouvrière ». Il est intéressant de constater que cette autonomie était somme toute relative, étant continuellement disputée par les partis politiques. De plus, les syndicats étaient inscrits dans le champ institutionnel : ils représentaient une instance organisée hiérarchiquement et fonctionnant sur le mode de la représentativité. Si l'« autonomie ouvrière » dont ils permettaient l'accès est bien la parente philosophique des vellétés d'autonomie politique nées dans les années 1960, force est de constater qu'elle ne prenait pas les mêmes formes. Nous allons donc maintenant nous pencher sur la manière dont les syndicats ont progressivement perdu de leurs capacités d'autonomie jusque dans les années 1960, puis sur les projets autonomes qui ont pris leur suite pour en arriver jusqu'à ce que nous connaissons aujourd'hui.

- *La bureaucratisation progressive des syndicats*

Il est un fait établi que, depuis 1945, les nombres d'adhérents dans les syndicats soient en baisse constante et continue, et ce quel que soit le secteur d'activité concerné (Labbé, 1995). Les raisons de cette « crise du syndicalisme » semblent être nombreuses et profondément intriquées. Dans son rapport d'enquête sur la syndicalisation en France depuis 1945, Labbé (1995) aborde les « trois thèses erronées sur la crise du syndicalisme » (Labbé, 1995, p.65). En fait de fausseté, il dénonce plutôt l'incomplétude de ces thèses et leur insuffisance pour expliquer à elles seules cette crise.

Voici les trois thèses répandues concernant la crise du syndicalisme dont Labbé (1995) pointe l'incomplétude. La première thèse correspond à l'idée selon laquelle il y a toujours eu des vagues de syndicalisation en France, et que nous serions simplement dans le « creux de la vague ». L'auteur critique cette thèse, et il faut dire que sa critique semble avoir été confirmée depuis l'écriture de ce rapport : près de 30 ans plus tard, alors même que le système capitalisme semble avoir atteint certaines de ses limites (notamment en termes d'écologie), aucune vague de syndicalisation n'a refait surface, alors que dans le même temps des nouvelles formes de mobilisation sont apparues.

La deuxième thèse est celle de la prédominance de facteurs externes : les crises économiques, le chômage, la répression patronale, la montée de l'individualisme... seraient autant d'éléments qui expliqueraient la crise du syndicalisme. L'auteur admet ici l'importance effective que semblent

avoir ces différents points sur la crise syndicale. En revanche, il met en garde sur les dangers pour les responsables syndicaux de s'en tenir à cette explication causale : « il est de bon ton, chez les conservateurs, de fustiger « l'individualisme moderne » et de regretter l'affaiblissement des "solidarités" ou des "disciplines collectives". En entonnant à leur tour ce petit air, les syndicalistes ne révèlent-ils pas un certain passéisme, voire un net conservatisme ? » (Labbé, 1995, p.68).

La troisième thèse est celle de l'immobilisme des syndicats. Dans son rapport, Labbé (1995) met en lumière le fait que les syndicats ont grandement changé depuis 1945. Ce seraient alors justement ces changements qui auraient eu un poids dans la crise du syndicalisme. Le changement ayant le rôle le plus important dans cette crise semble être sur le plan de l'organisation : « les confédérations, qui étaient autrefois des appareils très légers, ont construit de véritables machines et une "bureaucratie" — au sens wébérien du terme — s'est progressivement constituée » (Labbé, 1995, p.69). Labbé pointe ici le paradoxe entre la forte diminution des adhérents et l'augmentation du nombre de responsables syndicaux, pour la plupart salariés par la confédération. Selon l'auteur, c'est cette évolution dans les modalités d'organisation des syndicats qui est à la source de leur perte d'influence sur les travailleurs.

Si l'on résume en substance les conclusions de Labbé (1995) en ce qui concerne la crise du syndicalisme, il semblerait que celle-ci résulte en grande partie de ce que l'on pourrait appeler la bureaucratisation progressive des syndicats. Les modalités d'organisation du syndicalisme ont en effet grandement évolué dans la deuxième moitié du siècle dernier, s'imprégnant du fonctionnement bureaucratique qui régit aujourd'hui l'ensemble des organisations de nos sociétés occidentales. Il ira jusqu'à conclure son rapport en disant que « après la Libération, nos dirigeants ont rarement combattu ouvertement les syndicats. Au contraire, au moins depuis 1968, la majorité des responsables politiques, administratifs et économiques — convaincus de leur utilité — ont voulu les aider mais ils l'ont fait de la pire manière, c'est-à-dire en adoptant à leur égard une attitude paternelle, voire paternaliste, en multipliant les aides et les protections. Ces aides, ces privilèges et ces protections, ils ont cru les donner aux syndicats. En réalité, ils les ont accordés à une élite qui les a confisqués à son profit » (Labbé, 1995, p.73). Les syndicats sont donc progressivement devenus bureaucratisés, institutionnalisés comme organes d'État, et devant donc à celui-ci leur légitimité. Ce sont ces liens grandissants avec le politique et l'État qui ont participé pour la plus grande part à la bureaucratisation des syndicats, elle-même étant selon Labbé (1995) le point nodal de leur propre crise.

Il convient de revenir ici brièvement sur la notion de bureaucratisation telle que l'entend Labbé à la suite, nous dit-il, de Weber. Si la bureaucratie porte de manière générale une connotation négative, et ce autant pour le courant marxiste (qui la conçoit comme un outil de l'oppression du

prolétariat) que pour le courant libéral (qui la voit comme un frein à la libéralisation des marchés) (Freund, 1990)), Weber s'est attaché à en analyser de manière approfondie et détachée les sources et les fondements dans la société moderne occidentale. Il en a dégagé certains traits axiomatiques, tels que la subordination de ses membres à une autorité, une hiérarchisation des fonctions à remplir, une séparation nette entre le domaine de l'organisation et le domaine privé de ses membres, une gestion rationnelle... Weber va au delà des critiques habituelles de la bureaucratie, tendant à la désigner comme un ensemble indépendant qu'il faudrait combattre, et l'inscrit dans le phénomène plus large de la rationalisation des sociétés occidentales modernes. Pour lui, la bureaucratisation n'est qu'une des modalités d'expressions de cette tendance culturelle à la rationalité, qui s'observe tout autant dans d'autres domaines, comme par exemple les arts ou les sciences.

Il est intéressant de mettre ici en perspective les propos de Labbé (1995) concernant la crise du syndicalisme et ceux exposés par Castoriadis (1996). Celui-ci livre une critique acerbe du fonctionnement des sociétés occidentales après les Trente Glorieuses. Il y revient notamment sur la question de la bureaucratisation, expliquant à quel point ce phénomène a infiltré en profondeur nos sociétés, régissant désormais tous les appareils institutionnels sans exception. Concernant les syndicats, il met en lumière cette bureaucratisation et ses effets tels que nous les avons vus présentés par Labbé (1995), quoiqu'avec un peu plus de fiel : « Les syndicats contemporains ne sont plus que des *lobbies* défendant les intérêts sectoriels et corporatifs de leurs adhérents. Il y a là quelque chose de plus que ce que j'ai depuis longtemps analysé, après d'autres, comme la bureaucratisation des syndicats. [...] *Le seul but de cette bureaucratie, c'est son autoconservation*⁴ » (Castoriadis, 1996, p.16-17). Ainsi, la plus grande part de l'énergie potentielle des appareils politiques contestataires est dépensée non pas dans leur but premier (la contestation), mais dans la lutte pour la légitimité de leur « être au monde », dans l'autoconservation. Les phénomènes décrits par Labbé (1995) ou Sirot (2006), comme la compétition entre les syndicats, la cooptation comme mode privilégié de nomination des responsables ou encore la disparition lente mais constante d'un idéal révolutionnaire au profit de négociations avec le patronat ou l'État sont à comprendre comme des manifestations de cette lutte pour l'autoconservation, elle-même conséquence de la bureaucratisation.

Que ce soit à travers l'évolution du nombre de responsables financés par les confédérations, les modes de nomination de ces responsables, les accointances grandissantes entre les syndicats et les partis politiques ou encore la disparition lente mais constante d'un idéal révolutionnaire au profit de négociations avec le patronat ou l'État, il serait légitime de questionner ce qu'il en est

4 Souligné par nous

aujourd'hui de l'autonomie des organisations syndicales pour qui, rappelons-le, celle-ci était une des premières raisons d'être. À la lumière des phénomènes présentés plus haut, il semble clair que l'autonomie politique n'est plus l'apanage des syndicats telle qu'elle avait pu l'être à la fin du XIXe et dans la première moitié du XXe. C'est donc tout naturellement que des nouvelles modalités de militantisme ont vu le jour, notamment à partir de la fin des années 1960. Ces nouvelles pratiques de la contestation eurent pour vocation de se réapproprier l'autonomie politique hors du champ des institutions qui devaient originellement la représenter.

- *Nouvelles modalités d'autonomie politique depuis les années 1960*

Sur le terreau de cette baisse progressive de l'autonomie politique des syndicats, de nouveaux mouvements naquirent en France à la fin des années soixante, prenant le relais des corps intermédiaires qu'ils jugeaient trop bureaucratisés et revendiquant à leur tour un idéal révolutionnaire. Ces mouvements avaient pour dénominateur commun une volonté d'autogestion et un refus de toute structure formelle d'organisation (Marcolini, 2012). Ils percevaient en effet dans l'institutionnalisation un potentiel aliénant ; s'appuyant notamment sur l'exemple des syndicats pour lesquels nous avons vu plus haut les effets de cette institutionnalisation.

Les mouvements autonomes de la fin des années 1960 s'étaient sur les thèses du courant situationniste, revendiquant une révolution instaurant l'autogestion et la démocratie directe. Les militants autonomes théorisent un idéal d'autonomie politique et les modes d'action permettant d'y arriver, notamment le recours à la violence. Dans les années 1970 naissent des groupes tels que Action Directe, refusant la représentativité et prônant le contournement des corps intermédiaires dans la lutte politique. Ces groupes ayant recours à une violence grandissante, parfois même armée, ils se trouvèrent progressivement marginalisés et fortement réprimés, ce qui a mené à une mise en sommeil de l'autonomie politique dans le paysage de la contestation durant les années 1980 et 1990 (Allavena, 2020).

Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1990 et début 2000 que la revendication autonome refit son apparition à travers les mouvements altermondialistes et anticapitalistes. De 2000 à 2018, nous avons assisté à une augmentation continue de la densité des cortèges autonomes dans les manifestations, prenant bien souvent la forme de *Black Blocs*. Parallèlement à ces actions volontairement visibles, voire éclatantes, les mouvements autonomes refirent également leur apparition dans les modalités de la lutte quotidienne : squat, vandalisme, vol... Là encore, ces groupes théorisent l'autonomie politique, qui est souvent pour leurs membres le résultat d'un cheminement philosophique et politique long et conceptuellement fourni (Dupuis-Déri, 2004). Bien

que ces groupes aient pris plus d'importance dans les quinze dernières années, il convient de noter qu'ils restèrent toujours (et parfois volontairement) à la marge des manifestations. Il n'est en effet pas rare d'entendre les militants « traditionnels » (syndicalisés, « pacifistes »...) critiquer vivement les porteurs de K-ways noirs qu'ils côtoient en manifestation.

Des années 1960 aux années 2010, l'autonomie politique a donc été circonscrite à des mouvements relativement restreints, et même parfois marginaux. On pourrait en parler comme d'un phénomène « de niche », dans la mesure où ces mouvements étaient en majorité constitués d'étudiants politisés de longue date et dont le cheminement philosophique les avait progressivement amenés vers les revendications anarchistes, anticapitalistes et altermondialistes. Il est malgré tout à noter qu'à partir des années 2000, ces mouvements semblent avoir pris une certaine ampleur. Le développement des Zones A Défendre, des communautés autogérées, des mouvements de contestation prônant le réinvestissement populaire des espaces publics (les Indignés en Espagne, *Occupy Wall Street* aux États-Unis...), sont des marqueurs de cette inflation progressive de l'autonomie dans les mouvements contestataires.

En France, c'est au cours des années 2010 que cette modalité de militantisme prit une ampleur soudaine et nouvelle, et ce à travers le mouvement Nuit Debout. L'autonomie, « réservée » jusqu'alors à la « niche » des militants ayant théorisé ses usages et ses pratiques, s'est étendue avec Nuit Debout à une frange bien plus importante de la population : syndicalistes de la première heure, gauchistes « traditionnels », partisans d'une VIe République ou simples badauds curieux se sont ainsi retrouvés rassemblés au centre des places publiques avec pour objectifs le débat, l'échange ou la réflexion sur les modalités d'une démocratie souhaitée plus juste, plus participative. Ce mouvement a représenté la première inflation « spontanée » d'une autonomie politique large et rassemblant des militants d'horizon diversifiés (Della Sudda et Guionnet, 2021). Il faut malgré tout noter que cette diversité des horizons politiques restait somme toute relative, ceux-ci étant pour la grande majorité situés du côté gauche de l'échiquier politique.

1.1.4.2 – Modalités d'autonomie politique aujourd'hui

Le mouvement des Gilets Jaunes semble alors paradigmatique, à plusieurs niveaux, de l'affranchissement des institutions dans les pratiques du militantisme qui a pris depuis les années 1960 une ampleur progressive.

Tout d'abord, ce mouvement se caractérise par une défiance importante vis-à-vis des institutions et des corps intermédiaires. Cette défiance est d'ailleurs, au moins au début du mouvement, à double sens : les syndicats condamnent pour leur majorité ce mouvement qu'ils

jugent violent et rongé par l'extrême droite. Mais cette défiance envers les institutions ne s'est pas limitée aux syndicats. Les médias ont notamment été vivement critiqués par les Gilets Jaunes, certains journalistes se faisant même insulter voire agresser au sein des manifestations (Le Monde, 2018).

Un autre exemple de cette volonté d'autonomie politique chez les Gilets Jaunes est à trouver dans les événements qui se sont déroulés de janvier à mars 2019. Progressivement après le début du mouvement, plusieurs figures de proue du mouvement émergent, soit *via* les réseaux sociaux, soit sur les plateaux télévisuels. Une de ces figures, Gilet Jaune de la première heure, annonce en janvier 2019 sa candidature aux élections européennes, à la tête d'une liste appelée RIC (Ralliement d'Initiative Citoyenne). Cette proposition fut très mal accueillie par un grand nombre de Gilets Jaunes, qui y voyaient une récupération politique et institutionnelle d'un mouvement qui par son essence refuse cette institutionnalisation. Cette figure médiatique du mouvement fut rapidement victime d'insultes et de menaces, autant sur les réseaux sociaux qu'au sein même des manifestations (Berrod, 2019). Ces réactions de la part d'une grande partie des Gilets Jaunes témoignent de l'importance accordée par ce mouvement à l'autonomie politique et au refus de sa représentation institutionnelle.

Il est à noter que ce mouvement des Gilets Jaunes, s'il trouve son essence dans une volonté d'autonomie, n'est pas à mettre sur le même plan que les mouvements autonomes anticapitalistes et altermondialistes dont nous avons parlé plus haut. Pour ces derniers, l'aspiration à une autonomie politique est la résultante d'un cheminement intellectuel et politique fourni, nourri de théories de philosophie politique souvent anarchistes. Les membres des groupes autonomes sont pour la plupart politisés depuis longtemps (Dupuis-Déri, 2003). Pour les Gilets Jaunes, les études sociologiques du mouvement (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019 ; Hoibian, 2019 ; Blavier, 2021) révèlent qu'une importante partie d'entre eux n'a jamais manifesté auparavant, ayant longtemps été considérée comme dépolitisée. L'abstentionnisme est de mise pour une large partie des Gilets Jaunes, et ce de longue date. Ce mouvement, à l'inverse des mouvements anarchistes autonomes, est donc profondément spontané, et le désir d'autonomie politique de ses membres semble moins secondarisé. Ce feu autonome semble être né spontanément de l'étincelle que représenta soudainement la hausse des prix de l'essence (qui s'applique ironiquement bien à cette métaphore du brasier), sur un foyer empli de défiance envers la classe politique, de sentiment d'isolement et de difficultés financières.

1.2 – L’analyse netnographique

L’analyse netnographique qui sera menée ici porte sur des données récoltées sur un groupe Facebook de Gilets Jaunes que nous nommerons ici *Citoyens en Colère*. Étant inscrit depuis décembre 2020 sur ce groupe Facebook, nous avons pu avoir un accès quotidien à un grand nombre de publications. Face à la grande quantité de données auxquelles nous avons été confrontés par ce biais, nous avons décidé de n’en extraire qu’un nombre restreint à faire figurer dans cette thèse. L’analyse portera ainsi sur 21 captures d’écran, présentes en annexes, qui ont été sélectionnées parmi la quantité importante de données présentes sur le groupe Facebook.

Ce processus de sélection fut complexe dans la mesure où il présente nécessairement un certain nombre de biais difficiles à neutraliser. Comme évoqué plus haut, mon contact quotidien avec les productions de ce groupe Facebook durant environ deux ans et demi m’a permis de me familiariser avec ses enjeux et ses dynamiques. J’ai donc pu, au cours de cette immersion, dégager des axes de réflexion et des thématiques récurrentes qui me semblaient émerger au sein du groupe. L’extraction des données s’est faite dans un second temps, à partir des axes dégagés. L’idée était donc de sélectionner des données pouvant avoir une valeur illustrative des processus repérés au cours de la phase d’immersion. Ainsi, et même si j’ai décidé de ne pas intervenir dans les interactions au sein du groupe, les données sélectionnées sont nécessairement passées par le filtre de ma subjectivité avant de se retrouver présentées ici. Deux dimensions principales me semblent pouvoir être repérées comme ayant impacté plus ou moins inconsciemment les choix que j’ai fait dans l’extraction de mes données.

Premièrement, les données choisies l’ont nécessairement été en partie parce qu’elles nourrissaient ma réflexion et s’articulaient à mes hypothèses de recherche. Ainsi, il est probable qu’un certain nombre de données n’aient pas passé le filtre de mon regard parce qu’elles ne se mettaient pas, ou pas directement, en lien avec les éléments sur lesquels je travaille. Ainsi, alors même que l’ethnographie ou la netnographie sont généralement utilisées en tant que méthodes exploratoires dans une démarche empirico-inductive, c’est ici dans le cadre d’une démarche hypothético-déductive que cette méthodologie s’est déployée. Pour autant, les données que j’ai choisi d’extraire ont bien été produites par le groupe Facebook étudié, et les thématiques dégagées correspondent aux axes de réflexion repérés tout au long de mon immersion au sein de ce groupe. Seul un axe thématique relevé au cours de l’immersion n’est pas présent ici dans la mesure où il ne s’articulait pas avec mes hypothèses de recherche : cet axe correspond aux publications qui relaient des articles de presse. En effet, ce type de publication est récurrent sur le groupe, et j’ai choisi de ne pas intégrer de données relevant strictement de celui-ci dans mes annexes.

De plus, il est probable que les données récoltées soient également celles qui me convoquent sur le plan subjectif et contre-transférentiel, ou du moins qui font appel à des thématiques qui me sont chères et qui génèrent en moi des réactions plus ou moins marquées par l'affect. En effet, comme cela a déjà été mentionné à plusieurs reprises au cours de cette thèse, les réflexions théoriques et politiques me convoquent sur le plan affectif et contre-transférentiel, et c'est d'ailleurs ce qui explique pour partie mon engagement dans ce doctorat. Pour autant, certaines thématiques pouvant émerger sur le groupe Facebook étudié ont probablement moins attiré mon regard, car n'entrant pas nécessairement dans le champ des dimensions soulevant chez moi des réactions contre-transférentielles.

L'analyse netnographique présentée ici propose donc un point de vue, situé socialement, construit à partir d'un contact long et régulier avec un groupe Facebook, mais également construit à partir d'une subjectivité qui est la mienne. Pour autant, les données récoltées restent des données ayant été produites par les membres du groupe en question, elles restent des données brutes et non transformées par ma subjectivité. L'analyse qui en sera produite, si elle reste construite par la rencontre intersubjective entre mon regard et les productions du groupe Facebook, n'en est à mon sens pas moins pertinente dans la mesure où elle se base sur des publications et des commentaires réels, qui viennent dire quelque chose de la dynamique groupale et des thématiques récurrentes sur ce groupe Facebook.

Après avoir présenté brièvement le groupe Facebook dans son ensemble, nous proposerons une analyse thématique des données qui en ont été extraites, puis enfin une analyse implicite et clinique découlant de l'analyse thématique.

1.2.1 – Le groupe Citoyens en colère

Le groupe Facebook que j'ai choisi d'étudier sera appelé ici *Citoyens en colère*. Ce nom de groupe est un nom d'emprunt. J'ai fait ce choix dans l'optique de préserver l'anonymat des membres du groupe, car dans le cas inverse les publications choisies et présentées en annexes pourraient être facilement retrouvées, ainsi que leurs auteurs. Il m'a néanmoins semblé intéressant de conserver dans ce nom d'emprunt un signifiant apparaissant dans le nom réel, qui est le mot « colère ». Ce terme semble en effet être en lui-même une donnée clinique pouvant faire l'objet d'une rapide analyse. La communauté numérique formée par ce groupe Facebook se rassemble donc, en premier lieu, autour d'une émotion qui n'a rien de neutre : la colère. C'est donc cet affect qui semble être la pierre fondamentale qui servira de base à la construction de l'édifice commun que

formera cette communauté. La dimension pulsionnelle tient donc une place importante dans le groupe, étant la dimension originaire ayant motivé la constitution de cette communauté.

Ce groupe Facebook réunit environ 23000 membres, et compte en moyenne une dizaine de publications par jour. C'est donc un groupe particulièrement actif, au sein duquel les échanges sont très réguliers. C'est un groupe dit privé, par opposition aux groupes ouverts. En effet, sur Facebook, les créateurs d'un groupe ont la possibilité de choisir une modalité d'ouverture au groupe qu'ils fondent. Sur un groupe ouvert, n'importe qui peut s'inscrire quand il le souhaite, et les publications du groupe peuvent être visibles mêmes par des utilisateurs de Facebook qui ne sont pas membres du groupe. À l'inverse, dans un groupe privé, les publications et échanges ayant lieu dans le groupe ne peuvent être vus que par les membres du groupe. De plus, l'inscription d'un nouveau membre doit être acceptée par les administrateurs du groupe. Facebook propose la possibilité d'une sorte de questionnaire que les personnes désireuses de s'inscrire sur le groupe doivent remplir afin que les administrateurs décident d'accepter ou non l'inscription.

Le fait que le groupe *Citoyens en colère* soit un groupe privé est là aussi un élément clinique intéressant. Cet élément dit en effet quelque chose de la structure du groupe et de sa dynamique, et notamment de son rapport avec l'extériorité. Le groupe fonctionne sous une modalité clôturante, où l'extérieur est perçu comme potentiellement néfaste, et où l'acceptation d'un membre au sein du groupe est un élément qu'il est nécessaire de surveiller afin de préserver l'intégrité de la communauté. Il est également intéressant que cette communauté fonctionne notamment grâce à l'implication des administrateurs du groupe Facebook, qui sont au nombre de 10, et qui gèrent à la fois l'admission des nouveaux membres et la modération des commentaires et des publications sur le groupe. Nous verrons plus tard que le mouvement des Gilets Jaunes entretient un rapport particulier et ambivalent avec les notions de représentation et de leadership, proposant souvent des discours revendiquant l'absence de leaders, mais fonctionnant, du moins dans le cas du groupe Facebook *Citoyens en colère*, d'une manière relativement hiérarchique au vu des prérogatives accordées aux administrateurs du groupe.

Ce groupe Facebook a été créé en janvier 2018, c'est-à-dire environ 10 mois avant le début du mouvement des Gilets Jaunes, le 17 novembre 2018. Ce n'est donc pas, à l'origine, un groupe destiné au mouvement des Gilets Jaunes puisqu'il a été créé avant que ce mouvement existe. La création de ce groupe s'inscrit en réalité, à l'origine, dans un mouvement de réaction à la loi concernant le passage de la vitesse maximum autorisée de 90 à 80 km/h sur les routes non pourvues d'un séparateur central. En janvier 2018, suite à l'annonce de cette loi qui sera amenée à prendre effet en juillet de la même année, un groupe Facebook nommé « Collectif Colère » est créé, et des

groupes locaux portant des noms similaires naissent partout en France (Glad, 2018), le groupe *Citoyens en colère* étant l'un d'entre eux.

Ce n'est qu'en novembre 2018 que le mouvement des Gilets Jaunes va réinvestir ces groupes Facebook, la notion de colère étant également centrale dans ce mouvement. Ainsi, ces groupes sont constitués à la fois de membres s'y étant inscrit lors de la réforme concernant la baisse des limitations de vitesse sur les routes, et de membres des Gilets Jaunes s'étant inscrit dans un second temps sur ces groupes dans la mesure où ces derniers ont été réappropriés par ce mouvement social. Ainsi, même si ce groupe Facebook ne comporte pas de référence explicite au mouvement des Gilets Jaunes dans son nom ou dans sa description, il fut, au début du mouvement, un catalyseur permettant au mouvement de se coordonner à partir des bases ayant été posées dès janvier 2018 lors d'un précédent mouvement de colère populaire.

Enfin, sur Facebook, les groupes peuvent proposer une description et des règles groupales disponibles dans l'onglet « à propos ». Pour ce qui concerne le groupe *Citoyens en colère*, voici la description disponible dans cet onglet :

« Ici ce n'est pas la voix du peuple, c'est le peuple. Autant vous êtes libre de vos écrits et de vos dire autant vous en êtes responsable. on est ici pour remettre le gouvernement face à ses responsabilités d'une manière active ou passive. toutes les diversités sont le bienvenu ».

Plusieurs éléments intéressants émergent à la lecture de cette description. Tout d'abord, la première phrase met en lumière le rapport qu'entretient le mouvement des Gilets Jaunes avec la représentation. Ainsi, même si la différence entre « la voix du peuple » et « le peuple » n'est pas clairement expliquée, nous pouvons supposer que c'est ici la notion de représentation dans sa dimension politique (démocratie représentative notamment) qui est questionnée. Ainsi, ce groupe refuse de se considérer comme une sorte de « porte parole du peuple » (« ici ce n'est pas la voix du peuple »), dans la mesure où le porte-parolat est en lui-même une forme de représentation ; la voix du peuple étant portée par un intermédiaire. Le groupe se considère donc plutôt comme « le peuple » en lui-même, non filtré par le prisme représentationnel qu'offre la désignation d'un porte-parole. Comme mentionné plus haut, cette volonté explicite de se débarrasser des processus de représentation semble ambivalente, s'opposant paradoxalement à un fonctionnement basé sur l'action d'administrateurs qui ont un pouvoir sur la constitution même du groupe (par l'admission des nouveaux membres), et sur les échanges y ayant lieu (par la modération des publications et des commentaires).

De plus, cette description officielle du groupe désigne directement l'entité qui est considérée comme ennemie : le gouvernement (« on est ici pour remettre le gouvernement face à ses

responsabilités »). Ainsi, tout nouveau membre est directement informé, dès son entrée dans le groupe, que c'est ici le gouvernement qui sera l'objet principal de cette colère qui est à l'origine même de la constitution de la communauté.

Enfin, la dernière phrase de cette description est également intéressante : « toutes les diversités sont le bienvenu ». Cette dernière proposition suppose l'idée, que nous retrouverons plus bas, que le groupe se veut « apolitique », c'est-à-dire non fondé sur une dualité droite/gauche à laquelle ses membres semblent ne plus croire. Ainsi, le conflit politique dans son expression traditionnelle et institutionnalisée est ici rejeté, voire dépassé par la constitution d'une communauté où les notions de droite et gauche n'ont plus cours. Nous verrons plus loin comment cette volonté que nous pourrions qualifier d'utopique se confronte là encore à une réalité plus complexe dans les échanges ayant lieu sur le groupe.

Concernant les règles du groupe disponibles dans l'onglet à propos, seule une seule règle est proposée. La voici :

« Pas de politique ici ! Ici, nous ne sommes ni de droite, ni de gauche encore moins extrémistes ou fachistes. ce mouvement est un mouvement citoyen et PACIFISTE pour faire entendre notre de ras le bol. Pour le bien du mouvement, seul ceux qui répondront aux questions lors de leur demande d'adhésion seront acceptés ».

Nous retrouvons dans ce règlement la volonté affichée d'être un groupe « apolitique », dépassant le clivage droite/gauche qui régit traditionnellement le conflit politique en France. Nous voyons également l'importance accordée à la dimension pacifiste du mouvement, ce mot étant écrit en majuscules. Cette dimension est paradoxale avec un certain nombre de publications ou de commentaires au sein du groupe qui revendiquent plus ou moins explicitement l'usage de la violence comme modalité d'action politique privilégiée. Enfin, nous retrouvons présentée ici la règle selon laquelle les nouveaux membres sont admis par les administrateurs du groupe après réponse aux questions posées lors de la demande d'adhésion.

Il est à ce sujet paradoxal de constater que lorsque l'on fait une demande d'adhésion au groupe, une seule « question » nous est posée, qui n'en est pas vraiment une :

« Vous entrez ici sans avoir à justifier de quoi que ce soit. Ici autant vous êtes libre de vos dires autant vous en êtes responsables ». Un encadré est ensuite présent, au sein duquel la personne faisant sa demande d'adhésion peut formuler une réponse.

Nous voyons exposée ici ce que nous pouvons interpréter là encore comme une ambivalence quant aux rapports entretenus avec l'extérieur du groupe. En effet, nous avons d'un côté des modalités de fonctionnement qui tendent à une clôture importante du groupe et à une surveillance

de ses « frontières » (le groupe ayant choisi d'être un groupe privé, acceptant ou non les demandes d'adhésion), avec l'obligation pour les « candidats à l'adhésion » de répondre aux questions « pour le bien du mouvement ». Paradoxalement, lorsque l'on veut s'inscrire dans le groupe, aucune question n'est réellement posée, et il nous est simplement dit que nous entrons dans le groupe sans avoir à justifier de quoi que ce soit. Nous trouvons également un rappel d'une règle du groupe qui semble importante : chaque membre du groupe est libre de ses propos, et il en est responsable (à nouveau, cette idée souligne la volonté de se défaire de tout processus représentationnel). Deux éléments contradictoires cohabitent donc : d'un côté une volonté de se préserver de l'extérieur en gardant un œil attentif à toute les demandes d'adhésion, et d'un autre côté l'affirmation d'une liberté totale dans l'entrée des nouveaux membres, puisque ceux-ci n'ont pas à « justifier de quoi que ce soit ».

Enfin, le dernier élément à analyser dans cette description générale du groupe est l'image de profil du groupe. Pour des raisons d'anonymat, je ne peux me permettre de présenter cette image en annexe, je ne vais donc qu'en proposer une description écrite. La description de cette image me paraît nécessaire à l'analyse dans la mesure où elle met en lumière un certain nombre d'éléments qui permettent une appréhension plus complète de ce groupe Facebook.

L'élément central de cette image est le dessin d'une silhouette de tête de mort portant un béret militaire vert. L'œil gauche de cette tête de mort est entourée d'un dessin rouge en forme d'éclat, ce qui est une référence probable à la répression policière ayant été opposée au mouvement des Gilets Jaunes, et aux différents membres du mouvement ayant perdu un œil du fait d'un tir de LBD-40. Au dessus de cette tête de mort est inscrit le nom du groupe, et en dessous, dans un bandeau, trône la phrase « force et honneur », qui convoque un imaginaire militaire corroboré par le béret placé sur la tête de mort. Cette tête de mort est entourée de branches de laurier, symboles de victoire et d'honneur. De part et d'autre de la tête de mort sont disposées symétriquement des bombes de gaz lacrymogène, là encore en référence probable aux violences policières ayant eu lieu lors des actions des Gilets Jaunes. Au dessus de ces bombes de gaz lacrymogène, là aussi disposés de manière symétrique autour de la tête de mort centrale, deux profil d'un même personnage sont affichés. Ce personnage, dont nous ignorons l'origine, porte un masque en forme de bec d'oiseau, et semble également porter une sorte d'armure imposante, lui donnant l'allure d'un guerrier sorti d'un univers fantastique. En fond et en transparence, des images de manifestations de Gilets Jaunes sont affichées. La plus imposante d'entre elles est une image d'une foule de Gilets Jaunes au pied de l'arc de triomphe, en référence à la manifestation des Gilets Jaunes du 1^{er} décembre 2018, acte III du mouvement ayant vu se dérouler des actions spectaculaires dans de nombreuses villes, dont des

dégradations sur l'arc de triomphe et des scènes de répression impressionnantes dans leur intensité. Enfin, en bas à droite, le mot « LIBERTÉ » est écrit en rouge, avec une police faisant penser aux graffitis produits en manifestation.

La violence de la répression policière opposée au mouvement semble donc être un élément particulièrement important pour le groupe, plusieurs éléments y faisant référence dans cette image commune à l'ensemble de la communauté. Les éléments relatifs à l'imaginaire belliqueux et militaire semblent répondre à cette violence subie de la part de l'État, opposant à la violence policière une violence insurrectionnelle se revendiquant d'un héritage guerrier. Ces références militaires, sur lesquelles nous reviendrons plus loin, sont habituellement peu présentes dans les mouvements sociaux traditionnels, ou en tous cas dans les mouvements situés du côté gauche de l'échiquier politique. Si la violence insurrectionnelle y est également présente, elle ne se réfère généralement pas à la discipline, la force et l'honneur en tant que valeurs qui régissent les corps armés institutionnels et étatiques.

Cette brève présentation du groupe *Citoyens en colère* nous a donc déjà fourni un certain nombre d'éléments d'analyse intéressants, qui pourront venir étayer les analyses réalisées ultérieurement à propos des données récoltées sur ce groupe.

1.2.2 – L'analyse thématique des données récoltées

Cette analyse thématique se basera sur les 21 données présentes en annexes, qui consistent en des captures d'écran de publications ou de commentaires trouvés sur le groupe Facebook. Ces annexes sont numérotées du 1 au 21. À la suite de ces données, les annexes comportent également un tableau récapitulatif des thématiques dégagées.

À partir des 21 annexes, nous avons pu dégager en tout huit thématiques récurrentes. Certaines annexes convoquent plusieurs de ces thématiques. Ces huit thématiques peuvent être réparties dans trois grands axes généraux, et certaines peuvent également être déclinées en plusieurs sous-catégories. Nous allons maintenant reprendre chacun de ces axes, thématiques et sous-catégories et y analyser les éléments cliniques saillants.

1.2.2.1 *L'investissement subjectif*

Ce premier axe correspond aux publications dans lesquelles les membres du groupe témoignent de leur implication ou de leur investissement subjectif dans le mouvement. Cela nous montre en effet que ce groupe Facebook ne peut être compris que comme entité groupale indivisible, mais également comme constituée de sujets pouvant parfois témoigner de ce qu'ils vivent subjectivement de manière pleinement explicite. Cet axe se décline en deux thématiques principales : les témoignages de situations personnelles et la dimension économique.

- *Témoignages de situations personnelles*

Cette première thématique correspond notamment aux annexes 1, 5, 6, 21.

Dans l'annexe 1, un Gilet Jaune publie un message pour faire part d'une situation de censure qu'il a vécue, se voyant interdire par les forces de l'ordre de diffuser sur les réseaux sociaux les images qu'il a filmées lors du délogement d'un lieu occupé par un groupe de Gilets Jaunes.

Dans l'annexe 5, une Gilet Jaune publie une capture d'écran récapitulant le calcul de ses revenus et de ses dépenses mensuelles.

Dans l'annexe 6, un chauffeur routier fait part de son positionnement personnel à l'égard du mouvement suite à l'arrêt de la grève par les syndicats des chauffeurs routiers. Il déclare qu'il ne peut pas faire grève mais qu'il soutient le mouvement, et il incite les Gilets Jaunes à bloquer les camions pour obtenir les mêmes résultats qu'une grève des chauffeurs sans que ceux-ci ne se voient sanctionnés par leur employeur.

Dans l'annexe 21 enfin, une Gilet Jaune fait part du fait qu'elle n'a plus le droit au RSA, et qu'elle voit donc ses revenus mensuels fortement amoindris. Elle conclut son message par « *vive l'es gilet jaune !!* », associant donc directement le mouvement à la défense du pouvoir d'achat. Nous verrons plus loin comment ce simple message est également venu soulever des conflits internes au mouvement.

De cette première thématique concernant les témoignages de situations personnelles, nous pouvons comprendre l'importance qu'a eu le mouvement sur le plan subjectif pour les personnes s'y étant investies. Ainsi, le fait de parler de sa propre situation personnelle témoigne de différents processus qui répondent à des enjeux psychiques qui ne relèvent pas tant de la dynamique groupale que de ce que les sujets composant le groupe peuvent parfois venir chercher sur la scène psychique à l'intérieur du groupe. Ainsi, témoigner de sa situation personnelle répond notamment à deux

enjeux potentiels sur le plan psychique pour les personnes publiant ce type de message.

Tout d'abord, nous pouvons supposer que les personnes publiant ce type de message cherchent dans les réactions des autres membres du groupe une forme de soutien, en réponse à la violence qu'ils perçoivent dans leur situation. C'est d'ailleurs ce que souligne Blavier (2021), montrant à quel point le mouvement des Gilets Jaunes fut aussi pour ses membres un espace de convivialité et de soutien mutuel, où les difficultés du quotidien pouvaient être partagées entre les sujets afin de s'en soulager partiellement.

De plus, par ces témoignages de situations personnelles, nous pouvons également supposer que les sujets cherchent à trouver des choses à mettre en partage, ces difficultés étant connues d'un grand nombre de membres du mouvement. En publiant ce type de message, les participants chercheraient ainsi à construire une identité groupale fondée non plus seulement sur le sentiment de colère partagé, mais également sur des conditions matérielles d'existence vécues bien souvent comme violentes. L'autre devient ainsi une potentielle surface identificatoire, connaissant dans sa vie les mêmes difficultés. Ces processus identificatoires faciliteront dans un second temps la construction d'un ensemble groupal cohérent et unifié.

Enfin, la publication de situations personnelles pourrait également permettre la légitimation d'une colère individuelle et subjective par l'intermédiaire de l'espace du groupe. En effet, cette colère personnelle ne pouvant être légitimée par les canaux institutionnels disponibles (les institutions étant perçues comme injustes), c'est dans l'espace partagé du groupe que celle-ci trouvera un écho qui permettra sa légitimation.

- *Dimension économique/pouvoir d'achat*

La deuxième thématique rentrant dans l'axe de l'investissement subjectif est en lien avec la première, et correspond à la dimension économique et à la question du pouvoir d'achat. Nous trouvons dans cette thématique les annexes 3, 5 et 21.

L'annexe 3, que nous n'avons pas encore présentée, est une publication qui dénonce le budget censé servir à la rénovation de la salle des fêtes de l'Élysée, mettant en opposition le luxe du palais présidentiel avec les conditions économiques difficiles d'une partie de la population. Cette publication est assortie d'une photo de ladite salle des fêtes, lieu particulièrement luxueux.

Nous retrouvons ici le même type de plaintes concernant les conditions de vie que dans la thématique précédente, mais, avec cette annexe 3, nous avons également accès à une autre notion qui concerne ce que nous pourrions nommer l'injustice financière. Ainsi, dans les revendications économiques du mouvement, ce ne sont pas seulement les conditions de précarité qui sont

dénoncées, mais aussi la différence entre ces conditions et la richesse de certaines parties de la société, et en l'occurrence des représentants du gouvernement.

Il était attendu que cette thématique émerge au sein des communautés virtuelles des Gilets Jaunes, dans la mesure où les revendications concernant le pouvoir d'achat ont été centrales, du moins dans les débuts du mouvement. Mais l'articulation entre cette thématique, celle du témoignage de situations personnelles et celle de la différence perçue comme violente et injuste entre les conditions de vie des membres du mouvement et celles des instances de pouvoir donne une tonalité plus précise et complexe à cette notion.

Il apparaît, dans cette thématique comme dans la littérature scientifique (Bedock et. Al, 2019 ; Blavier, 2021), qu'un des premiers dénominateurs communs à ce mouvement soit un vécu de précarité dans les conditions de vie. Nous verrons plus loin, à la lumière des autres thématiques dégagées, que sous ce dénominateur commun semblent en réalité se cacher d'autres pierres angulaires de l'unité groupale qui engagent des processus psychiques et intersubjectif autrement plus intenses, voire archaïques au sens psychanalytique.

1.2.2.2 Revendications générales

En plus des publications qui viennent mettre en lumière l'investissement subjectif et personnel des membres du groupe, nous pouvons également dégager comme axe thématique celui des revendications générales du mouvement. En effet, ce groupe Facebook ayant comme fondement le sentiment de colère partagé par ses membres, il n'est pas surprenant qu'un grand nombre de publications tendent à dénoncer les différents aspects de la vie sociale et politique du pays qui sont considérés par les membres du groupe comme étant à la source de ce sentiment de colère.

Outre la thématique du pouvoir d'achat, que nous venons de décrire et qui s'inscrit à la fois dans l'axe de l'investissement subjectif et dans celui des revendications générales, nous pouvons également trouver, dans l'axe des revendications, les thématiques récurrentes suivantes : la désignation du Chef de l'Etat comme personnalisation de l'ennemi commun, la défiance à l'égard des institutions, ainsi qu'une dynamique que nous pouvons qualifier de conspirationniste.

- *Un ennemi commun : le Président de la République*

La première thématique que nous pouvons retrouver dans cet axe est celle de l'ennemi commun. Cette thématique est particulièrement récurrente sur le groupe, et apparaît notamment dans les annexes 1, 2, 9, 11, 12, 17 et 19.

Dans l'annexe 1, que nous avons déjà présentée plus haut, il est intéressant de constater que la figure du Chef de l'Etat est convoquée par un membre du groupe alors même que la discussion ne porte pas directement sur lui. Il est en effet question d'images d'un délogement de Gilets Jaunes dont on a interdit la diffusion à celui qui les a filmées. Dans les commentaires, nous pouvons trouver une référence au Président : « *Les lois c'est [lui] qui les dicte !!!* ». Cela montre à quel point la figure du président de la République devient, dans le mouvement des Gilets Jaunes, un condensateur de toutes les colères. Ainsi, même quand ce sont les forces de l'ordre qui sont critiquées, et plus indirectement le système médiatique, c'est le chef de l'État qui est pointé du doigt comme la source directe des interdictions de diffusion vécues comme violentes et coercitives.

Dans l'annexe 2, une forme d'appel à l'histoire est proposée : « *Macron le peuple veut ta tête 1789/2018 même combat* ». Le Chef de l'État est ici désigné comme cible directe du mouvement, avec une référence à peine dissimulée à la décapitation. Cette violence à l'encontre du Président est particulièrement récurrente, comme nous le verrons tout au long de l'analyse netnographique. De plus, cette annexe inscrit le mouvement dans une filiation révolutionnaire, avec une comparaison implicite entre notre fonctionnement politique républicain actuel et la monarchie absolue, profondément inégalitaire, contre laquelle la Révolution Française s'est effectuée.

Dans l'annexe 9, c'est une fausse lettre de démission écrite par le Président qui nous est proposée. Nous voyons ici que la violence récurrente à l'encontre de la figure du Président répond à un sentiment prépondérant de violence subie de sa part. Ainsi, les actes de « *crimes contre l'humanité* », « *violences diverses et variées* », « *meurtres avec préméditation* », « *meurtres sans préméditation* », « *usage d'armes illégales* »... sont directement reprochés au Chef de l'État, et, à travers cette fausse lettre, l'auteur de la publication plaide pour une peine de prison à son encontre.

Dans l'annexe 11, c'est l'illégitimité du Président qui est pointée du doigt. Dans la publication, un parallèle est fait entre le pourcentage de Français étant contre le pass sanitaire (35 % selon la publication), pourcentage défini par le Président comme une minorité qui « *ne vaut rien* » sur le plan démocratique, et le pourcentage de votants pour le Chef de l'État (31 %) lors du second tour de l'élection présidentielle de 2017. Les commentaires mettent à nouveau en lumière la prépondérance d'un sentiment subjectif de violence : « *Une pourriture à l'état brut !! Sans légitimité...* » ; « *c'est se que je dis . sortir les armes* » ; « *il ne finira pas son mandat faites moi confiance patience ça va arriver sous peu* » ; « *Ordure* » ; « *Quel con* » ; « *Dictateur t toi tu nous ment sur ses chiffres t pire ke bfm — e pourriture assassin voleur* » ; « *bouffeur de collerette licheur de tubes* »... Ces différents commentaires nous montrent à nouveau à quel point le Président semble être devenu pour le mouvement un objet de haine commun, vécu comme source de toutes les violences, mais également comme cible privilégiée de la violence pulsionnelle du mouvement.

Dans l'annexe 12, l'auteur de la publication demande aux membres du groupe ce qu'ils pensent des listes Gilets Jaunes pour les élections européennes. Là encore, alors même que cette thématique n'est pas directement en lien avec le président de la république, certains commentaires y font directement référence, mettant à nouveau en lumière le sentiment de violence : « *Ça va donner des voix à MACRON. C'est nul* » ; « *une chose est sûre ils n'ont rien compris car en faisant leur liste ils donnent plus de chance à notre tortionnaire pour nous faire cracher notre sang* ».

Dans l'annexe 17, un texte destiné au Chef de l'État est publié, le « remerciant » de ses comportements vécus comme arrogants et violents car c'est grâce à lui que « *la révolution est en marche* ».

Enfin, dans l'annexe 19, le Président est défini comme un imposteur à la tête de l'état.

Par cette thématique, nous voyons se dégager plusieurs axes d'analyse. Tout d'abord, alors que nous mentionnions plus haut le vécu de précarité comme dénominateur commun, nous voyons ici qu'un autre dénominateur commun au mouvement des Gilets Jaunes peut être repéré : c'est la figure du Chef de l'État comme mauvais objet commun, vécu à la fois comme persécuteur et comme cible privilégiée de toutes les pulsions agressives et violentes qui traversent le groupe. La violence des propos tenus à son égard semble en effet répondre aux actions du gouvernement qui sont vécues comme violentes pour les Gilets Jaunes, comme en témoignent les différents commentaires cités précédemment.

- *La défiance vis-à-vis des institutions*

Une autre thématique récurrente rentrant dans l'axe des revendications générales est la défiance exprimée sur le groupe Facebook à l'égard des institutions. Cette dimension peut être déclinée selon les différentes institutions à l'égard desquelles le groupe entretient une forme de défiance.

Nous retrouvons tout d'abord une défiance à l'égard des médias, qui est notamment présente dans les annexes 1, 10 et 18. Dans ces différentes annexes, nous retrouvons déclinée sous plusieurs formes l'idée que les médias ont pour objectif de cacher ou de déformer la vérité : « *Normal que les autres médias que toi est le droit puisqu'ils ne diffusent pas la vérité. La vérité dérange on le sait bien malheureusement* » (Annexe 1) ; « *La vérité dérange souvent* » (Annexe 10) ; « *Pfff quel intérêt [le journaliste] notera encore 1 mot sur 10 encore un beau pipo* ».

Nous retrouvons également dans ces publications l'idée selon laquelle les médias et les journalistes ne seraient pas libres de diffuser la vérité, puisqu'ils seraient plus ou moins directement régis par le gouvernement dans leurs choix éditoriaux. Ainsi, les membres du mouvement se vivent comme étant détenteurs d'une vérité que les médias cachent, déforment ou décrédibilisent en la qualifiant de théorie du complot. Il est à noter que, comme cela reviendra souvent dans les entretiens individuels, les Gilets Jaunes ont bien souvent eu le sentiment d'être méprisés par les médias, et que leurs propos étaient déformés. L'interprétation que les membres du groupe Facebook font de ce constat tend ainsi vers l'idée que cette déformation serait volontaire et découlerait d'une accointance plus ou moins fantasmée entre les organes médiatiques et les organes du pouvoir. Si de telles accointances peuvent en effet exister de manière ponctuelle et disparate, leur généralisation et leur simplification dans les discours existants sur ce groupe Facebook me semblent témoigner du travail du registre pulsionnel, découlant de la colère, qui reprend à son compte des vécus d'injustice suscitant des angoisses de type persécutives.

Dans cette thématique, nous retrouvons également une défiance généralisée envers les symboles et les instances du pouvoir. C'est une des thématiques les plus répandues, étant présente dans les annexes 1, 3, 8, 11, 13, 17. Ainsi, le gouvernement (Annexes 1, 11, 17), le palais de l'Élysée (Annexe 3), la capitale (Annexe 8), les partis politiques (Annexe 13), la bourgeoisie ou encore le personnel politique dans son ensemble (Annexe 17) sont tour à tour vécus comme menaçant les individus et l'intégrité groupale (gouvernement, partis politiques, bourgeoisie, personnel politique) et comme cible de l'agressivité du groupe, légitimant la violence verbale ou physique à leur encontre (gouvernement, palais de l'Élysée, capitale, bourgeoisie...).

La défiance du mouvement des Gilets Jaunes s'exprime également à l'encontre du fonctionnement démocratique dans son ensemble, et plus particulièrement vis-à-vis du système électoral tel qu'il fonctionne dans notre société. Nous retrouvons cela notamment dans l'annexe 9, dans laquelle nous pouvons lire, comme si le Président avait écrit ce texte « *Je vous IMPLORE la possibilité [...] de quitter mes pseudos fonctions [...] du fait de mon incapacité phénoménale à exercer la mission que certains abrutis avaient pu me confier en glissant malencontreusement leur bulletin de vote dans une urne plutôt que dans les toilettes* ». Cette défiance vis-à-vis du système électoral s'exprime également dans l'annexe 11, où l'illégitimité du président de la république est pointée du doigt ; dans l'annexe 15 dont je laisserai au lecteur le soin de découvrir la subtilité ; dans l'annexe 17 où la notion de démocratie représentative est directement questionnée ; et enfin dans l'annexe 19 où le système électoral est pointé comme responsable du fait de « *se retrouver avec*

imposteur pour chef d'état ». Il semble alors que le fonctionnement démocratique institué soit considéré par le mouvement des Gilets Jaunes comme source d'un certain nombre de problématiques qu'ils vivent au quotidien, et donc comme cible d'une colère qui s'exprime à travers les différentes annexes présentées.

Enfin, la dernière dimension pouvant entrer dans la thématique de la défiance à l'égard des institutions est la colère exprimée vis-à-vis des syndicats. Ainsi, dans l'annexe 6, les membres du groupe regrettent que le syndicat des chauffeurs routiers n'ait pas décidé de lancer un mouvement de grève parallèle à l'occupation des ronds-points par les Gilets Jaunes. Le syndicat en question est alors traité de « *pourri* », car prenant de la distance envers le mouvement des Gilets Jaunes. Dans l'annexe 13, nous voyons dans un commentaire apparaître la phrase « *ni partis, ni syndicats ! [...] Ça c'est les GJ* ». Nous voyons ici revendiquée comme constitutive du mouvement la rupture avec les formes traditionnelles de lutte politique, et notamment avec les appareils syndicaux comme organes institutionnels dédiés à cette lutte. Enfin, l'annexe 16 tourne en dérision le caractère réformiste parfois reproché aux syndicats, et notamment en l'occurrence à la CFDT : « *rétablissement progressif de l'esclavage : la CFDT, inflexible, exige de négocier le calendrier ! La CFDT ? Toujours derrière toi quand tu te fais niquer* ». Ainsi, c'est le caractère inefficace et non offensif des syndicats qui est critiqué, mais aussi, avec la dernière phrase, l'idée d'une volonté manipulatrice voire d'une accointance avec le pouvoir est également suggérée. Nous retrouvons également dans cette dernière annexe les traces d'un vécu de violence subie de la part du mouvement, l'idée d'un rétablissement de l'esclavage renvoyant à un imaginaire de l'exploitation, du travail forcé ou encore de la torture.

La récurrence et l'importance de cette thématique de la défiance à l'égard des institutions nous renseignent d'une manière pertinente sur les raisons d'être du mouvement, plus encore que peuvent nous renseigner les revendications concrètes telles que la défense du pouvoir d'achat ou encore l'établissement du Référendum d'Initiative Citoyenne par exemple. Il semble en effet que ce mouvement de prise de distance à l'égard des institutions politiques formelles soit fondamental dans le mouvement des Gilets Jaunes, et qu'il soit même une des sources premières de ce sentiment de colère qui se voit érigé comme un signifiant commun permettant la constitution d'un groupe unitaire. Qu'il s'agisse des médias, des syndicats, du fonctionnement démocratique dans son ensemble ou bien de manière plus générale de tous les symboles et instances du pouvoir en place, le mouvement des Gilets Jaunes témoigne à travers le groupe Facebook étudié d'une agressivité importante à leur égard, les considérant bien souvent comme étant à la source des difficultés qu'ils

traversent au quotidien.

- *La dynamique conspirationniste*

La troisième thématique récurrente dans l'axe des revendications générales est celle de la dynamique conspirationniste. Par cette locution, nous entendons ici toutes les modalités discursives et/ou réflexives qui émergent dans le groupe et qui font appel à des processus constitutifs des discours conspirationnistes, ou complotistes. Il est nécessaire de préciser que l'idée n'est pas ici de montrer que le mouvement des Gilets Jaunes est ou n'est pas conspirationniste, mais bien qu'à travers les données produites sur le groupe Facebook, nous pouvons relever des dynamiques de pensée qui se retrouvent également dans les mouvements conspirationnistes.

Avant de présenter les annexes dans lesquelles émerge une dynamique conspirationniste, il semble nécessaire de définir, à l'aide des auteurs s'étant déjà penchés sur la question, les processus centraux dans une telle dynamique. Les notions de complotisme ou de conspirationnisme sont en effet régulièrement convoquées dans les discours publics, qu'ils soient médiatiques ou politiques, mais les différentes approches théoriques qui les ont étudiées mettent en lumière la complexité qui leur est inhérente, dépassant le dualisme récurrent et simplificateur entre la vérité officielle d'un côté, et la vérité alternative des complotistes de l'autre. Pour Cueille (2022), plutôt que d'être considéré comme une erreur informationnelle découlant de divers biais cognitifs, le complotisme doit avant tout être compris comme un « acte de langage ». La personne construisant un discours complotiste n'est ainsi pas à considérer comme étant en « déficit informationnel », mais bien comme se positionnant, à travers le discours porté, en opposition avec ce qu'elle considère comme les « élites ». Le sujet, dans cette optique, est également « sujet de l'énoncé » et « sujet de l'énonciation », étant lui-même pour partie dépassé par les enjeux qui se jouent dans l'acte de langage dont il fait preuve. Le discours complotiste devient alors, pour certains, un point de repère subjectif permettant de se positionner à l'égard des rapports d'autorité ou de pouvoir.

En ce qui concerne les processus propres à la dynamique conspirationniste dans son ensemble, plusieurs notions peuvent être relevées dans la littérature. Tout d'abord, Soteras (2018) met en avant les rapports qu'entretient le complotisme avec la structure de pensée religieuse. Sans que ces deux univers ne soient complètement superposables, nous pouvons avec Soteras dégager des processus communs à la fois à la rhétorique complotiste et à la rhétorique religieuse. L'élément central de cette comparaison est le rapport à la vérité entretenu par ces deux univers. En effet, les sujets portant un discours conspirationniste se vivent comme détenteurs d'une Vérité absolue qui

dérange les élites, et sont bien souvent hermétiques à toute proposition qui s'écarte des lignes axiomatiques de cette vérité. De plus, le conspirationnisme se fonde sur le fait que le sujet pris dans les thèses alternatives se sente porteur d'une mission de diffusion de cette vérité qu'il détient. C'est d'ailleurs notamment ce phénomène qui explique la large diffusion des thèses complotistes sur les réseaux sociaux, ces derniers étant des canaux privilégiés par les sujets croyant à ces thèses pour les rendre accessibles au plus grand nombre. Bien souvent, cette tendance à la diffusion sous-tend également une identification à la figure du martyr, dans la mesure où le sujet détenteur de la vérité prend des risques, face aux détenteurs du pouvoir, pour diffuser malgré tout la vérité aux personnes qui n'y sont pas encore initiées. Cette démarche quasi sacrificielle renvoie là encore à l'imaginaire religieux.

Enfin, Taïeb (2010) dégage notamment deux points qui sont centraux dans la dynamique conspirationniste : le déni de la complexité du réel et l'établissement de corrélations factices.

Tout d'abord, le conspirationnisme *nie la complexité du réel*, tendant à proposer une vision du monde dans laquelle toute nuance est rabotée, et où aucune contradiction ou conflictualité interne ne peut exister. Cela peut d'ailleurs être mis en lien avec la proposition de Klein et Nera (2021) selon laquelle le complotisme véhicule une vision monolithique des élites. Ainsi, dans le discours complotiste, toutes les instances du pouvoir sont « de mèche », oeuvrant ensemble dans un même but bien souvent malveillant. Toute la complexité des liens entre les différentes instances de pouvoir est alors effacée, laissant la place à une élite vécue comme pleinement unifiée et profondément menaçante. En plus de nier la complexité du réel, la rhétorique complotiste tend à *établir des corrélations factices*. Plusieurs facteurs relevant de dimensions différentes vont être mis en lien et interprétés comme étant la conséquence d'une volonté unique se cachant derrière.

Maintenant que cette précision théorique concernant le conspirationnisme est réalisée, nous allons voir ici la manière dont la dynamique conspirationniste émerge à travers les annexes récoltées sur le groupe *Citoyens en colère*. Cette thématique du conspirationnisme se décline en trois sous-thématiques, que voici énumérées : le rapport à la vérité, la vision monolithique des élites et l'intentionnalité fantasmée.

Le rapport à la vérité se retrouve notamment dans les annexes 1, 10 et 18. Dans les deux premières, nous trouvons en effet plusieurs commentaires selon lesquels « *la vérité dérange* ». Les membres du groupe commentant cette publication se vivent comme détenteurs de la vérité (« *toi tu dis et montre la vérité et ça, ça dérange courage à toi* » (annexe 1)), et ayant une mission de diffusion de cette vérité quels que soient les risques encourus face aux détenteurs du pouvoir qui

refusent cette diffusion. Dans l'annexe 18, nous retrouvons également l'idée selon laquelle une information peut être considérée comme vraie à partir du moment où les médias institutionnalisés et officiels empêchent sa diffusion, ou la ridiculisent en la traitant de théorie du complot. Là encore, les membres du groupe pointent du doigt le fait que les institutions de diffusion d'information (réseaux sociaux, médias) ne font que mentir et dissimuler la vérité. Dans cette sous-thématique, nous retrouvons une forme de violence qui s'exprime, notamment dans l'annexe 1. Les commentaires reviennent sur les décès de Coluche et de Daniel Balavoine, artistes dont les disparitions ont suscité des suspicions d'assassinats politiques chez leurs fans : « *moi, j'ai toujours dit que le gouvernement les a fait tuer. Ils étaient gênant car ils disaient la vérité sur les magouilles de Mitterrand* ». Nous pouvons donc supposer que des personnages publics comme Coluche ou Daniel Balavoine viennent personnaliser la figure du martyr à laquelle s'identifient certains membres de cette communauté, ayant été victimes d'une violence institutionnelle de la part des élites après avoir tenté de diffuser une vérité que ces mêmes élites voulaient maintenir enfouie.

Nous retrouvons également comme sous-thématique inhérente à la dynamique conspirationniste la vision monolithique des élites, repérée initialement par Klein et Nera (2021). Cette dimension suppose que les différentes élites considérées comme ennemies de la vérité sont de mèche, qu'elles entretiennent entre elles des relations non conflictuelles et forment une entité ennemie indivisible et toute-puissante. Cette idée se retrouve là encore dans les annexes 1, 10 et 18, ainsi que dans l'annexe 19. Dans les annexes 1, 10 et 19, ce sont le gouvernement et les médias qui sont perçus comme fonctionnant d'un seul corps : « *bfm diffuse ce que le gouvernement veut diffuser* » (annexe 1), « *C'est [les listes Gilets Jaunes pour les élections européennes] une manipulation du gouvernement et des médias* » (annexe 19). Dans l'annexe 18, ce sont toutes les grandes entreprises du numérique (Facebook, Twitter, Google, YouTube) ainsi que les médias qui sont perçus comme agissant d'un bloc pour dissimuler ou décrédibiliser la vérité. Nous retrouvons dans cette vision monolithique des élites la caractéristique de la rhétorique conspirationniste repérée par Taïeb (2010) concernant le déni de la complexité du réel. En effet, sans exclure tout à fait l'idée que des accointances existent de manière disparate entre les instances médiatiques, les instances gouvernementales et les entreprises du numériques, il semble particulièrement réducteur de penser que toutes ces instances sont en réalité guidées par une volonté unique et aconflictuelle, volonté qui plus est régie par des objectifs explicitement malveillants.

Enfin, la dernière sous-thématique relevant de la dynamique conspirationniste est celle d'une intentionnalité fantasmée. En effet, tout fait venant contrarier le mouvement ou les individus qui en sont membres sera ici interprété comme découlant nécessairement de la volonté des élites. Cela se

retrouve dans les annexes 1, 18, 19 et 21. Ainsi, les disparitions de Coluche et Daniel Balavoine, étant difficiles à supporter pour leurs admirateurs, ne pourront être comprises autrement que par l'action souterraine du gouvernement, de même pour l'interdiction donnée par les forces de l'ordre de la diffusion des images d'un délogement de Gilets Jaunes (annexe 1). La dissimulation de la vérité ne peut elle aussi être comprise que comme une volonté des instances de pouvoir (annexe 18). Dans l'annexe 19, c'est la mise en place de listes électorales Gilets Jaunes pour les élections européennes qui est comprise comme « *un piège* » et « *une manipulation des médias et du gouvernement* », avec là encore l'idée d'une intentionnalité malveillante derrière ce constat. Dans l'annexe 21, sous le témoignage d'une situation personnelle où l'auteurice de la publication fait part de sa déception à constater qu'elle n'a plus le droit au RSA, un conflit éclate entre des membres du groupe, certains prétendant qu'il est irresponsable de faire des enfants lorsque l'on est au RSA et que l'on vit « *aux crochets de l'état* », d'autres défendant l'auteurice de la publication en expliquant aux premiers que les histoires individuelles mènent parfois à des difficultés financières, et que cela n'est pas nécessairement un choix (nous reviendront plus loin sur ce débat qui met en lumière des enjeux importants dans la dynamique groupale du mouvement). Sous ce débat, un internaute publie le commentaire suivant : « *Diviser pour mieux régner; y'en a qui tombe encore dans le panneau ... Vous faites pitié ! L'union on y est pas visiblement ... Sérieux ... Que de jugements et de phrases toute faites, c'est ce qu'ils veulent⁵ et vous tombez dans le panneau...* ». Ce commentaire paraît particulièrement intéressant dans la mesure où il sous-entend le fait que la difficulté d'accéder à une union du mouvement des Gilets Jaunes serait là encore le résultat d'une volonté des ennemis dudit mouvement (« *c'est ce qu'ils veulent* »). Ainsi, la remise en cause de l'unité du mouvement ne souffrirait pas d'être attribuée à des enjeux internes au mouvement, mais est projetée à l'extérieur de celui-ci, étant perçue comme une sorte de piège tendu par le gouvernement pour saper le mouvement de l'intérieur grâce aux conflits qui s'y déploient.

Il est intéressant de constater que la dynamique conspirationniste soit à ce point présente dans la communauté numérique que forme le groupe *Citoyens en colère*. Comme nous le rappelle Julien Cueille (2022), le complotisme est en effet un symptôme social dans la mesure où il vient nous renseigner sur les enjeux psychiques qui traversent actuellement notre société. Les discours officiels sont en effet aujourd'hui particulièrement remis en question, et plusieurs phénomènes semblent être à la source de ce constat. Si les modalités communicationnelles des réseaux sociaux sont bien souvent mises en avant dans l'explication du phénomène complotiste, il est important d'approfondir la réflexion en mettant également en lien ce phénomène avec la prise de distance à

5 Souligné par nous

l'égard des énoncés fondamentaux du groupe social, prise de distance elle-même sous-tendue par le phénomène de « destitution des institutions » que nous questionnons dans cette thèse.

1.2.2.3 L'identité groupale

Le dernier axe thématique relevé dans la récolte des données netnographiques rassemble les éléments relevant de la construction d'une identité groupale propre au mouvement des Gilets Jaunes. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, le mouvement des Gilets Jaunes se caractérise notamment par son autonomie politique, c'est-à-dire par ses modalités organisationnelles exemptes de structure hiérarchique fédératrice et de ligne directrice prescriptive étendue à tous ses membres. À l'inverse des mouvements sociaux organisés sur la base de processus institutionnels, comme les syndicats ou les partis politiques par exemple, le mouvement des Gilets Jaunes ne présente pas au premier abord de cohérence interne découlant d'une structure formalisée et hiérarchisée. La question de la manière dont peut se construire une identité groupale unifiée et cohérente sans structure formelle se pose alors, et nous renseignera de manière précise sur la dynamique groupale et les processus inconscients en jeu, ce qui nous sera utile dans la réponse que nous pourrions formuler à nos problématiques et hypothèses.

À travers les données récoltées, c'est notamment la dialectique entre d'un côté, le fantasme d'une unité groupale indivisible et de l'autre côté l'affirmation des différences individuelles à travers l'expression de conflits internes au mouvement qui émerge. En effet, nous trouvons dans les annexes des publications et commentaires qui révèlent une forme d'idéalisation du groupe, renvoyant aux processus d'illusion groupale et à la constitution d'un narcissisme de groupe reposant sur des projections idéalisantes. En parallèle, nous pouvons également voir éclater des conflits internes au groupe, au sein desquels les différences inter-individuelles éclatent au grand jour avec une intensité proportionnelle à celle des mécanismes d'idéalisation qui les masquaient jusqu'ici. Nous avons donc décidé de décliner cet axe de l'identité groupale en deux thématiques principales, que sont d'un côté l'idéalisation groupale et de l'autre les conflits internes.

Nous verrons comment la thématique de l'idéalisation groupale se décline en plusieurs sous-thématiques faisant appel à des processus psychiques sensiblement différents, mais également comment les conflits internes au mouvement semblent reposer en particulier sur des héritages politiques différents formant ensemble une mentalité groupale dominée par l'ambivalence ou le clivage.

- *L'idéalisation groupale*

Comme nous venons de le préciser, plusieurs éléments dans les données récoltées renvoient à des processus d'idéalisation du groupe par lui-même. C'est d'ailleurs une des thématiques la plus récurrente et la plus importante, apparaissant dans sept annexes différentes.

Dans un premier temps, nous retrouvons notamment l'émergence de signifiants soutenant l'établissement d'une identité groupale unifiée dans un grand nombre d'annexes. Ces signifiants sont divers, et renvoient à des héritages différents. Nous voyons notamment à plusieurs reprises apparaître l'idée que le mouvement des Gilets Jaunes serait « *le peuple* » (annexe 2, annexe 9). L'affirmation de ce signifiant vient souligner la légitimité du mouvement, en tant que représentant direct du peuple, par opposition à l'illégitimité du pouvoir pointée du doigt à de nombreuses reprises. D'autres signifiants peuvent également être utilisés : nous voyons par exemple dans l'annexe 7 apparaître la phrase « *force et honneur gilet jaune* ». La locution « force et honneur » renvoie ici à un imaginaire guerrier et militaire, perçu comme valorisant envers le mouvement pour l'auteur de la publication. Dans l'annexe 9, c'est la date du début du mouvement qui devient le symbole de l'emprisonnement imaginaire du Chef de l'État (« *numéro d'écrou : 17.11.2018* »). Ces différents signifiants montrent l'importance qu'a le mouvement pour ses membres, étant perçu comme représentant de la légitimité du peuple, fondé sur des valeurs belliqueuses valorisantes et même comme salvateur. Cette dernière idée du mouvement des Gilets Jaunes comme salvateur se retrouve également dans les annexes 5 (« *j'ai mis mon gilet jaune parce que [...] mon pouvoir d'achat est en chute libre* »), 17 (« *la révolution est en marche* ») et 21 (« *vive l'es gilet jaune* », phrase faisant suite à l'exposition d'une situation financière difficile). Nous pouvons également retrouver dans certaines annexes des « félicitations groupales », une forme d'auto-satisfaction du groupe qui se félicite lui-même des actes accomplis (annexe 7 : « *Félicitations à tous les gilets jaunes pour avoir tenu le dépôt pétrolier* » ; annexe 21 : « *vive l'es gilet jaune* »). Cela rejoint également les publications qui se donnent pour but de motiver les membres du mouvement à continuer la lutte (annexe 2 : « *on continue notre combat, Macron le peuple veut ta tête* » ; annexe 17 : « *On est des centaines de milliers à bloquer les rues et les routes [...] on est des dizaines de milliers d'être à résister physiquement [...] bientôt nous serons des millions* »).

Toujours dans la thématique de l'idéalisation groupale, nous retrouvons également un phénomène récurrent qui me semble être un étayage à la construction d'une image idéalisée du groupe, qui correspond au fait de se construire en opposition à des ennemis présentés de manière

négative. Le « nous » du groupe se construit ainsi également en opposition au « eux » qui représente l'extérieur, l'ennemi, et qui facilite par sa présence l'unité cohérente du groupe, en fournissant à ce dernier une surface extérieure où pourront être projetés les affects agressifs.

Cette dynamique, bien qu'elle se retrouve de manière implicite dans un certain nombre de thématiques abordées précédemment (désignation d'un ennemi commun, dynamique complotiste, défiance à l'égard des institutions), est également présente explicitement dans d'autres annexes. Cela se voit particulièrement dans l'annexe 4 : « 84 % d'opinions favorables [au mouvement] y'a encore 16 % de connard ». L'ennemi n'est plus ici seulement condensé dans la figure du président de la république, ou plus largement dans les différentes instances du pouvoir perçues comme les élites, mais il devient également représenté par toutes les personnes qui ne se trouvent pas favorables au mouvement. Désigner l'extérieur du mouvement comme « *des connards* » permet ainsi, par opposition, de valoriser l'intérieur du groupe qui, de fait, ne peut ainsi plus être constitué de connards. Nous retrouvons également ce principe dans l'annexe 6 où le « nous » du mouvement est mis en opposition avec le « vous » que représentent en l'occurrence les chauffeurs routiers perçus comme extérieurs au groupe et comme « *pourris* » depuis que leurs syndicats ont refusé de poursuivre le mouvement de grève (« *ça se saurai si vous étiez avec les gj* »). Cette dynamique est également particulièrement présente dans l'annexe 17, où un « vous » abstrait et finalement relativement vague suffit pour désigner un ennemi du mouvement face auquel ce dernier s'opposera jusqu'à obtenir la révolution.

À travers ces différentes données, nous pouvons donc voir émerger une forme d'auto-idéalisation du groupe qui semble se vivre comme un « nous » unifié, indivisible et doté d'attributs idéaux qui permettront l'obtention de résultats spectaculaires. Ainsi, même sans la présence d'une structure formelle d'organisation, le mouvement semble pouvoir avoir accès à une construction d'un narcissisme groupal cible de mouvements psychiques trouvant leur origine du côté de la pulsion de vie. Le groupe devient une forme de bon objet contenant, servant à la fois de défense face à la violence perçue du côté de l'ennemi et d'arme pouvant permettre l'usage de la violence envers ce même ennemi.

- *Les conflits internes*

En parallèle de ces processus d'idéalisation, nous voyons également apparaître dans un certain nombre d'annexes des conflits internes au mouvement, conflits parfois latents et parfois éclatants, agissant alors avec intensité. Ces conflits apparaissent dans différentes annexes.

Tout d'abord, dans l'annexe 6, nous voyons éclater un conflit concernant la présence ou non des chauffeurs routiers au sein du mouvement des Gilets Jaunes, certains plaidant pour les accueillir en tant qu'individus en dehors de leur profession, d'autres affirmant que ceci ne peut être possible, les routiers n'étant pas à même de participer au mouvement depuis que leurs syndicats ont décidé de mettre fin au mouvement de grève. C'est donc ici un conflit qui porte sur l'acceptation qui peut être faite ou non de l'accueil d'une partie de la population dans le mouvement, conflit émergeant suite à une décision syndicale défavorable au mouvement. Cette conflictualité vient donc directement nous informer sur les rapports entretenus par les Gilets Jaunes avec les institutions (en l'occurrence l'institution syndicale), avec l'apparition d'une dialectique entre d'un côté une approche que l'on pourrait qualifier de « permissive », n'excluant pas tout ce qui se rapporte de près ou de loin à l'institution syndicale, et de l'autre une approche « clôturante », fermant la porte à ces mêmes éléments.

De même, dans l'annexe 12, c'est un type de conflit similaire qui s'exprime. Après qu'un membre du groupe ait posé la question « *que pensez des listes GJ pour les européennes ?* », nous voyons que des désaccords émergent dans le groupe. Ces désaccords portent donc sur la question suivante : le mouvement doit-il investir ou non le champ institutionnel politique ? Cette question traverse tous les mouvements autonomes, deux réponses opposées pouvant schématiquement y être apportées. D'un côté, certains plaident pour l'infiltration des institutions, avec l'idée de changer le système « de l'intérieur » ; de l'autre, certains refusent cette infiltration, pointant le potentiel aliénant de l'institution dès lors qu'on y met un pied. Cette question apparaîtra également dans les entretiens individuels et dans le *focus group*. Ici, nous voyons cette question à nouveau posée au groupe, avec une relative diversité des réponses. Relative car une seule réponse est favorable aux listes de Gilets Jaunes (« *c'est bien* »), tandis que dix y sont défavorables.

Ainsi, un premier type de conflit porte sur les liens que doit entretenir le mouvement des Gilets Jaunes avec les institutions.

Un deuxième type de conflit, qui semble plus brûlant que le premier, porte lui sur les héritages politiques présents à l'intérieur du mouvement. Ce type de conflit est particulièrement marqué par le clivage gauche/droite, et ceci alors même que les règles du groupe mettent en avant le fait que ce n'est pas un groupe politique. Ce conflit apparaît de manière implicite au sein de plusieurs annexes, qui mettent en avant des logiques rhétoriques tantôt traditionnellement rattachées à la droite et tantôt traditionnellement rattachées à la gauche.

Nous pouvons notamment faire référence aux annexes 13, 17 et 20 qui présentent des discours traditionnellement situés à gauche. Dans l'annexe 13, c'est la promotion d'une marche des

libertés contre les idées d'extrême droite qui est faite, par un internaute dont la photo de profil est un logo antifasciste. Nous pouvons noter que, sans que des conflits apparaissent directement en commentaires, les réactions par smileys montrent que certains membres du groupe ont montré leur désapprobation en utilisant un smiley lié à l'expression de la colère ou du « ras-le-bol ». Dans l'annexe 17, nous trouvons une référence aux luttes antiracistes et antisexistes comme terrains privilégiés d'action du mouvement social. Enfin, dans l'annexe 20, nous voyons utilisé l'acronyme ACAB (*All Cops Are Bastards*, « tous les flics sont des connards ») dans sa transposition numérique (« 1312 », utilisant les chiffres correspondant à la place des lettres dans l'alphabet). Cet acronyme est particulièrement utilisé dans les mouvements anarchistes et d'extrême-gauche, manifestant par là une haine de la police et de ce qu'elle représente. De plus, dans cette annexe, c'est un article de la revue *Révolution permanente* qui est relayé, revue d'obédience trotskiste anciennement rattachée au Nouveau Parti Anticapitaliste.

À l'inverse nous pouvons également trouver des références renvoyant implicitement plutôt à une logique rhétorique de droite. Ainsi, dans l'annexe 7, le signifiant « force et honneur », dont nous avons déjà parlé plus haut, renvoie à un imaginaire militaire. En effet, cette phrase trouve son origine dans l'armée romaine qui en avait fait sa devise, et elle est aujourd'hui utilisée dans l'armée française pour exprimer les valeurs qui lui sont chères. L'attachement aux valeurs militaires est inhabituel dans les mouvements sociaux, étant traditionnellement rattaché plutôt au bord droit de l'échiquier politique.

Outre ces différentes annexes qui mettent implicitement en lumière différents héritages politiques, d'autres données mettent en avant des conflits ouverts entre les représentants des différents bords. Ces conflits sont particulièrement visibles dans les annexes 14 et 21.

Dans l'annexe 14, nous assistons à un débat entre deux membres du groupe. Le premier, marqué en vert sur la capture d'écran, plaide pour que l'armée soit au pouvoir, et relie La France Insoumise à l'islamisation de la France. Ces propos sont donc plutôt rattachés à des valeurs d'extrême-droite. Son interlocuteur, pour sa part, fait plutôt référence à des thématiques de gauche, notamment l'importance de « *poursuivre les multinationales et les évadés fiscaux ces voleurs qui paie pas leur impôts et qui sont assis sur des montagnes de fric* ». Il semble que ces deux membres du groupe n'en soient pas à leur première empoignade, le premier disant au second « *avant [pour toi] j'étais un putain de facho* ». Ce conflit entre les idées d'extrême-gauche et d'extrême-droite semble particulièrement actif dans le mouvement, comme nous le verrons plus loin dans les entretiens individuels et dans le *focus group*.

De même, dans l'annexe 21, c'est un débat autour de la légitimité des aides sociales qui

émerge. Un internaute questionne l'auteurice de la publication : « 600e, 760 € par mois etc euhh C est moi ou bien je suis déconnecté de la vie ? Pkoi faire autant d'enfants pkoi attendre et vivre au crochet de la société ?! Perso je taf, je n'attends pas que ça tombe tout seul et bien entendu je fais pas autant d'enfants pour ne pas les assumer et vivre décemment ?!!! ». Ce type de discours, revendicatif envers ceux qui « vivent aux crochets de la société » en touchant les aides sociales est particulièrement associé à la droite, dont la logique politique vante le mérite de la réussite personnelle et regrette que l'argent public soit donné aux personnes n'ayant pas les ressources nécessaires. La personne répondant à ce commentaire semble dans un premier temps être en désaccord avec celui-ci (« nan mais faut arrêter de cataloguer les gens et les mettre dans des cases »), mais finit par critiquer à son tour une de ses voisines pour des raisons analogues : « une dame plus de 35 balai 6 gamins tous a la dass et sa se fait 2500€ net d'impôts de la CAF ne trouver vous pas qu'il y ait un problème ». Nous retrouvons ici une forme de processus projectif, déjà mis en lumière dans certaines des thématiques précédentes, qui consiste à désigner un ennemi commun au groupe, et à projeter sur ce dernier les pulsions agressives suscitées par un vécu psychique dominé par la violence.

Nous pouvons également voir dans cette annexe que ce type de conflit génère des réactions violentes chez les membres du groupe (« tu te rends compte de la connerie de ton commentaire » ; « non mais je te jure... lobotomisés qu'ils sont... formatés à répéter encore et encore les mêmes immondes ignominies de notre société. Parler sans voir plus loin que le bout de leur nez. Des égos surdimensionnés, tjrs mieux que les autres et toujours à cause des autres »). Ces conflits n'en restent donc pas à un stade de désaccord politique ou théorique, mais s'expriment parfois de manière particulièrement véhémement dans l'espace des commentaires, convoquant une dimension affective dominée par l'agressivité et la colère. Il est ici nécessaire de préciser que les modalités communicationnelles proposées par les réseaux sociaux tendent à favoriser la dynamique pulsionnelle, qui plus est dans les espaces dédiés aux commentaires. En effet, l'instantanéité permise par ce type d'espace, et l'absence d'un autre réel face au sujet, amoindrissent la répression pulsionnelle opérant habituellement lors des relations sociales. Il est d'ailleurs intéressant de constater que la violence pulsionnelle est beaucoup plus présente dans les espaces commentaires que dans les publications en elles-mêmes (même si elle y existe aussi), la rédaction d'une publication demandant un effort de secondarisation plus important que la rédaction d'un commentaire qui sera lu par moins de personnes.

Ainsi, malgré une tendance auto-idéalisatrice du groupe, qui tend à construire un narcissisme groupal contenant et vécu comme cohérent et indivisible, le mouvement des Gilets Jaunes n'en reste

pas moins traversé par des conflictualités internes qui s'expriment parfois avec une intensité et une violence qui témoigne de l'investissement subjectif des membres du groupe dans ces thématiques. Les conflits semblent découler de deux dimensions principales : le rapport que doit entretenir le mouvement avec les instances institutionnelles, et les héritages politiques fondateurs du mouvement.

1.2.3 – Analyse clinique et implicite

Maintenant que nous avons pu dégager et analyser les différentes thématiques émergeant au sein du corpus de données récoltés sur le groupe *Citoyens en colère*, nous pouvons désormais nous livrer à une analyse transversale de ces thématiques. Notre objectif sera ici de comprendre, à partir des éléments que nous avons dégagés plus haut, quels sont les processus fondamentaux qui structurent l'appareil psychique groupal de la communauté numérique formée par ce groupe Facebook. Quels sont les organisateurs inconscients de la psyché groupale, sur quels enjeux ces organisateurs se fondent-ils et sur quelles pierres angulaires achoppent-ils de manière récurrente ?

1.2.3.1 La violence comme thématique transversale

En dehors des différentes thématiques relevées précédemment, il émerge dans le corpus de données une nouvelle thématique qui apparaît comme transversale : c'est la dimension de la violence, à la fois subie et agie, qui traverse le groupe. Au départ, lors de notre première catégorisation des thématiques, nous avons considéré la violence comme une thématique parmi les autres, se retrouvant dans un certain nombre d'annexes. Cette dimension avait alors été divisée en deux sous-catégories : la violence subie et la violence agie. La violence subie concernait les données dans lesquelles transparaissait un vécu subjectif dominé par un sentiment de violence, ce qui se retrouve particulièrement dans les annexes 1, 3, 12, 15, 16 et 17. La violence agie concernait les données mettant en lumière des mouvements de violence de la part de la communauté étudiée, que ces mouvements soient dirigés sur l'intérieur du groupe (comme dans les conflits notamment) ou sur des objets extérieurs. Ces mouvements de violence regroupent autant des références à des actes violents utilisés comme modalité de la lutte politique que des propos violents tenus à l'égard d'objets internes ou externes. Cette sous-catégorie est particulièrement présente dans les annexes 2, 4, 6, 8, 11, 14, 17, 20 et 21.

Ce n'est que dans un second temps, après réflexion, que nous avons reconsidéré la dimension de la violence d'une manière différente. En effet, en représentant sous forme de schéma l'analyse

thématique, il apparaît que la notion de violence est en réalité transversale à toutes les autres dimensions, se retrouvant autant dans l'investissement subjectif de membres du groupe, dans les revendications générales, et dans les fondements de l'identité groupale. Le nom même du groupe Facebook, *Citoyens en colère*, renvoie indirectement à cette dimension, la colère étant à la fois la conséquence d'un sentiment d'être victime d'une forme de violence de la part des institutions sociales et des instances de pouvoir, et la source d'actes et de propos violents à l'encontre de ces mêmes institutions et instances.

À y regarder de plus près, il apparaît enfin que la violence est en réalité sous-jacente à toutes les données récoltées. L'intensité de l'agressivité présente dans certains propos à l'égard par exemple du Chef de l'État (« *ordure* », « *pourriture assassin voleur* », « *Macron le peuple veut ta tête* »...) répond ainsi à l'intensité de la violence subie dans la vie quotidienne par les membres du groupe (« *crimes contre l'humanité [...] meurtres avec préméditation [...] meurtres sans préméditation [...] usage d'armes illégales* », « [il] sera re-parachuté en 2022 pour mieux nous achever », « *en faisant une liste ils donnent plus de chance à notre tortionnaire pour nous faire cracher notre sang* »). La violence dans ce groupe semble alors être canalisée d'une manière archaïque, dirigée de manière massive contre la figure du président de la république, et secondairement contre les institutions sociales et politiques en général.

Ce premier constat concernant la transversalité de la violence dans le groupe Facebook *Citoyens en colère* semble déjà répondre partiellement aux hypothèses évoquées dans la première partie de cette thèse. La violence, fondamentale, inhérente à la vie sociale et agissant sur les trois niveaux que nous avons dégagés (libidinal, narcissique et structural) peut, quand les conditions y sont favorables, être canalisée par la matrice symboligène et mythopoïétique que représentent les institutions sociales. Or, quand ces dernières viennent à perdre leur légitimité aux yeux des sujets, cette même violence vient à resurgir, circulant librement et n'étant plus canalisée par le processus institutionnel. Dans tous les espaces où elle était jusqu'alors verrouillée, la violence finit par se déverser, n'étant plus régulée que par un processus archaïque de désignation d'un mauvais objet persécuteur vécu comme tout puissant, mauvais objet incarné en l'occurrence par le président de la république.

1.2.3.2 Un syncrétisme politique nouveau

À travers l'analyse du groupe *Citoyens en colère*, nous pouvons également faire le constat que le mouvement des Gilets Jaunes a permis la construction d'un syncrétisme politique nouveau. En effet, il est intéressant de voir comment cohabitent, au sein d'un même mouvement social, des rhétoriques politiques qui jusqu'ici paraissaient inconciliables. Nous trouvons en effet au sein du groupe des discours politiques traditionnellement rattachés à la gauche voire à l'extrême gauche, mais également des discours traditionnellement rattachés à la droite et à l'extrême-droite. La cohabitation de ces différentes logiques de discours au sein d'un mouvement se vivant, au moins partiellement, comme unifié et cohérent apparaît comme un phénomène social et politique nouveau, le mouvement des Gilets Jaunes étant la première entité sociale de cette ampleur en France voyant apparaître en son sein une telle mixité. Bien sûr, nous avons vu à quel point cette cohabitation donne lieu à des conflits internes qui s'expriment parfois de manière violente. Pour autant, l'unité du mouvement semble accessible, du moins à certains moments.

La communauté numérique représentée par le groupe Facebook *Citoyens en colère* est parvenue à construire une identité groupale dont l'unification est permise par des processus d'auto-idéalisation du groupe et le développement d'un narcissisme groupal investi majoritairement sous le mode de la pulsion de vie par ses membres. Cette identité groupale n'est pas exempte de contradictions internes, mais donne lieu, si on la regarde dans son ensemble, à un syncrétisme politique dont il aurait été difficile de prédire l'existence il y a encore quelques années.

Si un tel syncrétisme fut rendu possible, c'est notamment grâce à la présence d'un mauvais objet commun investi d'une manière suffisamment puissante. Il semble en effet que la cohabitation de ces différents héritages politiques n'est supportable pour les membres du groupe que parce qu'une haine commune suffisamment intense compense les désagréments causés par les contradictions internes au groupe. La figure du Président a donc une fonction fondamentale pour le groupe, lui permettant de survivre psychiquement malgré son importante conflictualité interne. Comme nous l'avons rapidement mentionné précédemment, le Président de la République est en effet désigné par le groupe comme un mauvais objet commun, surface privilégiée de projection des affects de haine et des pulsions agressives du groupe. Il est érigé en tant que persécuteur tout puissant (tous les maux lui étant attribués), représentant une menace vitale ; mais également en tant que cible première des attaques et de la violence du groupe. L'ampleur et l'intensité de ce processus répondent à un besoin archaïque sur la scène psychique du groupe, dont la survie narcissique

dépend de la réussite de ce processus.

1.2.3.3 Une position groupale idéologique

Les différents points présentés ci-dessus peuvent nous amener à questionner la dynamique groupale de cette communauté numérique, ainsi que les enjeux et les processus qui structurent son appareil psychique groupal. Plusieurs choses émergent de cette analyse thématique, que nous avons déjà pour partie présentées plus haut.

Tout d'abord, nous avons vu comment la violence était à la fois fondatrice du groupe, étant contenue dans le signifiant « colère » qui est l'origine même du rassemblement des internautes sur cet espace. La violence est ainsi à l'origine même de la constitution du groupe, étant d'abord une violence subie, et dans un second temps, par l'intermédiaire de l'espace groupal qui la transforme, cette violence devient agie, dirigée vers des cibles circonscrites et privilégiées. Nous avons ainsi vu comment la violence, en plus de ce caractère originaire dans le groupe, était également transversale à toutes les productions du groupe.

De plus, nous avons pu voir dans ce groupe une prédominance des angoisses persécutives de type schizo-paranoïdes. Ce constat se fonde notamment sur l'importance que prend la dynamique conspirationniste. En effet, comme nous l'avons vu, la dynamique conspirationniste repose notamment sur une vision monolithique des élites, et sur une intentionnalité et une malveillance fantasmées derrière tout ce qui va à l'encontre du groupe. Ces dimensions témoignent de la prédominance des angoisses de persécution. En effet, les objets extérieurs au groupe sont toujours perçus comme potentiellement menaçant pour l'intégrité du groupe, ce qui se voit tant dans les annexes mentionnées précédemment que dans les modalités d'admission des nouveaux membres, qui doivent passer le filtre des administrateurs du groupe « *pour le bien du mouvement* ». Ainsi, chaque fait extérieur qui vient mettre à mal tout ou partie de l'appareil psychique groupal sera considéré comme le résultat d'une volonté malveillante extérieure. En plus de cette menace permanente représentée par l'extérieur, nous avons également vu dans la dynamique conspirationniste comment les ennemis du groupe, représentés par les instances de pouvoir et les « élites », sont considérées comme étant de mèche, comme fonctionnant d'un seul bloc avec violence contre le mouvement et contre ses membres. Cette dimension renvoie à une forme de toute-puissance fantasmée de l'objet persécuteur, source de toutes les angoisses et cible de toutes les violences.

Enfin, nous avons également pu relever l'importance défensive qu'occupe pour le groupe le clivage de l'objet. Le Président semble devenir l'incarnation parfaite du mauvais objet persécuteur et tout-puissant, étant derrière tous les maux et étant la surface de projection de toutes les colères.

Ce clivage de l'objet accomplit plusieurs fonctions défensives. Tout d'abord, il est nécessaire à la survie narcissique du groupe. Il permet une dérivation suffisante des pulsions agressives afin que ces pulsions ne s'exercent pas, ou pas trop, à l'intérieur même du groupe lors de l'émergence des contradictions internes au mouvement. De plus, nous pouvons également supposer que ce clivage de l'objet ait une fonction défensive non pas seulement sur le plan narcissique, mais également en réponse aux angoisses persécutives schizo-paranoïdes mentionnées plus haut. Ainsi, l'angoisse diffuse de persécution devient plus supportable dès lors qu'elle est rattachée à une figure identifiable et concrète. Le Chef de l'État, par ses fonctions présidentielles mais aussi probablement par ce qu'il incarne en tant que personne, semble avoir fourni au groupe cette figure du mauvais objet persécuteur et tout puissant.

Il est à noter que le mouvement des Gilets Jaunes, s'il a pu se constituer un mauvais objet accomplissant des fonctions défensives importantes par le biais du clivage de l'objet, ne semble pas à l'inverse s'être doté d'un bon objet, leader idéalisé et tout-puissant. Il sera intéressant d'explorer plus en détails cette notion dans les entretiens et le *focus group*.

Ces différents processus fondamentaux du groupe *Citoyens en colère* (violence transversale, angoisses persécutives, clivage de l'objet) relèvent de la position groupale idéologique. En effet, Kaës (2016) met en avant l'analogie pouvant être faite entre la position schizo-paranoïde sur le plan individuel et la position idéologique sur le plan groupal. Ces positions reposent en effet notamment sur la prédominance des angoisses de persécution, et sur les mécanismes du déni et du clivage de l'objet comme réponses défensives à ces angoisses. La communauté numérique représentée par le groupe Facebook *Citoyens en colère* semblerait donc reposer principalement sur cette position groupale (ce qui n'exclut pas l'émergence ponctuelle de processus relevant des positions utopique et mythopoïétique).

La position idéologique groupale de cette communauté semble également pouvoir être repérée dans une des thématiques relevées plus tôt, qui est celle du rapport à la vérité dans la dynamique conspirationniste. En effet, si le mouvement des Gilets Jaunes ne repose pas *a priori* sur un idéal à proprement parler, étant constitué d'une importante diversité d'héritages et de projets politiques, il est malgré tout traversé par un rapport particulier à la vérité. Les membres du groupe se vivent en effet comme détenteurs d'une vérité qu'il s'agirait de révéler au monde malgré les risques encourus face aux élites (persécutrices et toutes puissantes) qui souhaitent dissimuler cette vérité. Cette dynamique semble là encore pouvoir être associée à la position idéologique, dans la mesure où cette position suppose la présence d'une *Weltanschauung*, une vision du monde excluante, qui ne souffre pas la confrontation avec une autre vision du monde différente. La nuance

et l'ambivalence sont alors difficilement accessibles, la *Weltanschauung* exigeant une rigidité et une radicalité dans le rapport à la vérité.

2 – Les entretiens individuels de recherche

Je présenterai ici dans un premier temps les profils des personnes interrogées en entretiens individuels, ainsi que les modalités de rencontre de ces sujets. Je proposerai ensuite une analyse thématique des entretiens, puis une analyse transversale.

2.1 – Profil des interviewés et modalités de rencontre

Les huit entretiens de recherche réalisés dans cette première phase méthodologique se sont déroulés entre décembre 2020 et mars 2021. Nous allons ici revenir plus en détails, de manière chronologique, sur le profil des personnes interrogées ainsi que sur les modalités par lesquelles nous avons pu rentrer en contact avec elles et les rencontrer. Nous verrons que dans certains cas, les modalités de prise de contacts sont en elles-mêmes relativement riches quant aux réflexions qu'elles peuvent faire émerger vis-à-vis du mouvement.

Avant de rencontrer les personnes interrogées, j'ai fait un premier essai infructueux de prise de contact sur le terrain, dans une manifestation. Je suis allé voir un groupe de personnes portant un gilet jaune, leur expliquant ma démarche de recherche et leur demandant s'ils étaient d'accord de participer à des entretiens. Il est intéressant de constater que la première réponse de ces personnes était de m'orienter vers des personnes qui « représentaient » mieux le mouvement. Cette réponse me semble pouvoir être interprétée comme un dégageant face à ma proposition (les personnes en question n'ayant pas eu l'air intéressées par le fait de participer à des entretiens), en me proposant en retour d'aller m'adresser à quelqu'un d'autre. De plus, le fait que ce « quelqu'un d'autre » m'ait été présenté comme un représentant plus adéquat du mouvement est intéressant dans la mesure où cela suppose, pour les personnes m'ayant répondu ce jour-là, que le mouvement puisse être représenté. Cela était en contradiction, d'une part avec mes représentations préalables concernant l'impossibilité inhérente au mouvement de céder à des tentatives de représentations, mais également d'autre part avec ce qu'ont pu me dire d'autres personnes interrogées plus tard au sein d'entretiens. Je pouvais donc déjà, et même malgré l'échec de ma proposition, supposer que cette question de la représentation était particulièrement au coeur de la conflictualité interne du mouvement des Gilets Jaunes. Finalement, la personne en question, censée mieux représenter le mouvement, n'était pas présente à ce moment-là. J'ai assuré les personnes face à moi que l'idée était d'entendre un

maximum de discours de Gilets Jaunes, quels que soient leurs « statuts » au sein du mouvement, mais ils ont fini par refuser complètement ma proposition.

Sans pouvoir affirmer pleinement cette hypothèse, il me semble que ce refus provenait au moins en partie du contexte de rencontre, en manifestation. Sur le plan contre-transférentiel, j'avais à cet instant l'impression d'être une sorte d'intrus au sein de ce groupe de militant, perçu par eux comme un étranger au mouvement, et pouvant représenter une menace potentielle pour eux et pour le mouvement dans son ensemble. Ils semblaient en effet assez méfiant envers moi, ce que je peux d'ailleurs pleinement entendre. La répression policière ayant été importante face au mouvement, et les discours médiatiques ayant souvent été péjoratifs à son égard, il semble logique que ma venue dans le groupe de Gilets Jaunes ait pu être interprétée, consciemment ou non, comme une intrusion, une tentative d'infiltration par un représentant de l'« extérieur » du mouvement. Cela est peut-être encore accentué du fait que ma situation extérieure au mouvement soit justifiée par mon statut d'universitaire, et donc de représentant d'une institution « légitime », perçue comme intellectuelle et n'ayant pas ou peu soutenu le mouvement des Gilets Jaunes.

Fort de ce premier échec, j'ai décidé de passer par d'autres canaux pour me mettre en lien avec des Gilets Jaunes, et notamment par le biais d'Internet et des réseaux sociaux. Il me semblait en effet que le langage écrit pouvait permettre une plus grande précision dans la présentation de ma démarche, et que cette modalité de communication apparaissait comme potentiellement moins intrusive qu'une rencontre fortuite « dans la vraie vie », sur le terrain même de la lutte.

C'est donc par ces biais que j'ai rencontré les huit personnes interrogées en entretiens individuels, dont voici les profils. La présentation qui va suivre de ces personnes sera rédigée de manière chronologique : elles seront présentées dans l'ordre dans lequel je les ai rencontrées. En plus de la présentation de ces personnes, nous évoquerons pour chacun d'entre eux les modalités de prise de contact, et les échanges écrits ayant parfois précédé la rencontre. Ces modalités de prise de contact et ces échanges écrits sont en effet, au même titre que le contenu des entretiens, des éléments dont l'analyse pourra être féconde.

2.1.1 – Fabien

Je suis dans un premier temps passé par le groupe Facebook *Citoyens en colère*, dont nous avons déjà parlé longuement dans une partie précédente. J'y ai publié le message suivant :

« Bonjour,

Je m'appelle Lucas Barrier, et je fais une thèse en psychosociologie sur le mouvement des gilets jaunes (qu'est-ce que ce mouvement dit de nos rapports aux institutions, comment il témoigne de

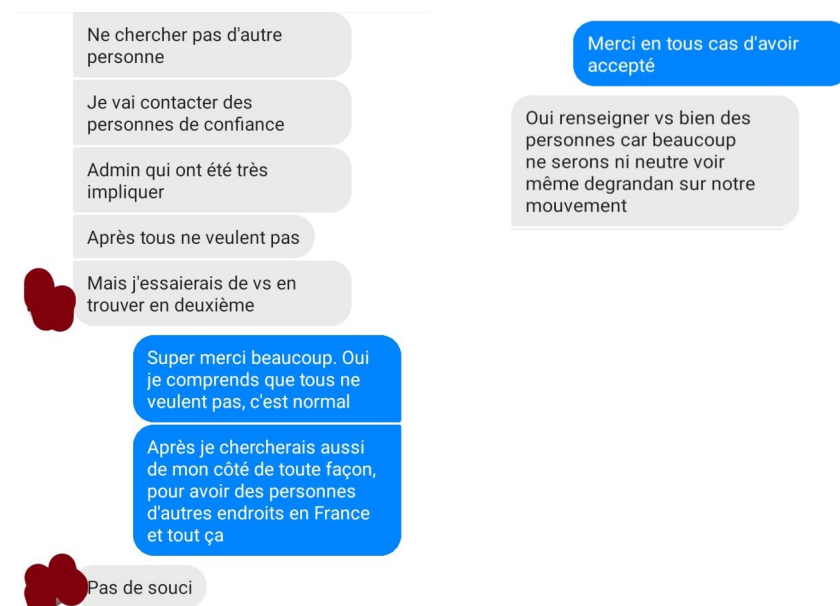
l'évolution des pratiques militantes, etc.). Dans le cadre de ma thèse, j'ai besoin de faire des entretiens de recherche avec des membres du mouvement des gilets jaunes, afin d'avoir un maximum de discours de personnes concernées par ce mouvement pour en avoir une vision la plus juste possible.

Je voulais donc savoir si quelqu'un (ou plusieurs personnes) du groupe pourraient être intéressés pour participer à ma recherche, c'est-à-dire faire un entretien libre sur la thématique du mouvement des gilets jaunes. Je précise que toutes les données récoltées seront complètement anonymes (nom d'emprunt, pas de précision géographique etc.). Les entretiens pourront se faire en réel ou en visio selon ce que chacun préfère. Si vous avez des questions sur cette démarche avant de pouvoir accepter ou décliner ma proposition, n'hésitez pas.

Merci d'avance, bonne journée ».

Rapidement après, j'ai reçu un message privé (ma publication sur le groupe était publique, donc visible par tous les membres) d'un des administrateurs du groupe me signifiant qu'au vu du nombre de publications quotidiennes sur le groupe, la mienne risquerait d'être noyée dans le flux et donc de ne pas être réellement visible. Il m'a donc mis en contact avec un autre administrateur du groupe, ne voulant pas lui-même participer à un entretien, et justifiant cette orientation vers un autre administrateur par le fait que ce dernier avait déjà « *géré avec un autre étudiant* ». Cette nouvelle personne vers laquelle je me suis vu réorienté était Fabien, que j'ai interviewé quelques jours plus tard.

Si le retrait de ma publication était justifié explicitement par le risque qu'elle soit noyée dans le fil des posts quotidiens, il est également possible qu'il puisse trouver d'autres raisons plus implicites. Il semblerait en effet que les administrateurs du groupe Facebook en question aient une certaine tendance à vouloir contrôler la visibilité du mouvement et l'image que celui peut avoir face au public. Cette idée me semble corroborée par un échange de messages avec Fabien quelques jours avant notre entretien. Voici une capture d'écran de cet échange (en gris, les messages de Fabien, en bleu les miens) :



Nous pouvons voir dans cet échange exprimée explicitement la méfiance de Fabien vis-à-vis du discours qui pourrait m'être fourni par d'autres Gilets Jaunes, et donc une tendance à vouloir « contrôler » les personnes que je pourrais être amené à rencontrer. Cette notion semble à nouveau poser la question de la représentation et de la visibilité du mouvement.

Après ces précisions sur les modalités de prise de contact avec Fabien, qui fournissent déjà un certain nombre d'éléments susceptibles d'être analysés, nous pouvons maintenant présenter le profil de celui-ci. Fabien a 32 ans, et est musicien amateur de rap. Il vit en milieu rural et n'a actuellement pas d'activité professionnelle autre que la production indépendante de musique. Il est né dans un pays étranger (qu'il ne m'a pas précisé), et a été adopté très jeune par des parents français. Il a donc un physique typé, fait qu'il me présente comme n'ayant pas toujours été facile à vivre en milieu rural. Concernant sa trajectoire politique et militante, Fabien a déjà milité ponctuellement par le passé, notamment quand il était lycéen et étudiant. Il dit se situer lui-même à l'extrême gauche, mais mentionne également plusieurs fois le terme « apolitique ». De plus, certains éléments de son discours pourraient être rattachés à des idées plutôt situées à droite voire à l'extrême droite (il parle beaucoup de patriotisme et de nationalisme).

L'entretien s'est déroulé en visio via Skype. Ce fut un entretien non-directif, l'objectif étant de repérer les thématiques principales émergeant lors d'un tel entretien pour être plus tard en mesure de les questionner lors d'entretiens semi-directifs. Si l'entretien était riche et a fait émergé un certain nombre de thématiques auxquelles je n'avais pas forcément pensé au départ, il m'a également été difficile de maintenir un cadre formel. Fabien parlait beaucoup et son discours était parfois quelque peu décousu, allant dans différentes directions sans toujours suivre un fil conducteur précis. Il était assez difficile pour moi de pouvoir prendre la parole et relancer son discours sur des éléments que je souhaitais approfondir. Cela s'explique notamment par le cadre non-directif très libre que j'ai posé dès le départ, ainsi que par le fait que l'entretien ait eu lieu en visio, ce qui rend les échanges moins directs.

2.1.2 – Julien

C'est Fabien qui m'a mis en contact avec Julien suite à notre entretien. Julien est, comme Fabien, administrateur du groupe Facebook *Citoyens en Colère*. Il a une formation de mécanicien, et a récemment fondé un média alternatif sur les réseaux sociaux. Il est aujourd'hui journaliste indépendant. Nous retrouvons ici l'importance accordée par certains Gilets Jaunes à la visibilité du

mouvement et à son image publique. Il est intéressant de constater qu'il a d'ailleurs enregistré l'entretien, pour s'assurer que je ne décontextualise pas ses propos. Il m'a expliqué adopter cette démarche chaque fois que des médias sont présents, afin de pouvoir re-contextualiser les images prises par ceux-ci en cas de montage qu'il considérerait comme incomplet. Cela donne à mon sens un nouvel éclairage sur le fait que ma publication sur le groupe ait été retirée et transmise en privé à des « *personnes de confiance* » (selon les mots de Fabien) : selon Fabien et Julien, les médias ont eu tendance à dévaloriser le mouvement en ne montrant que certaines images de celui-ci. Ma proposition de participer à des entretiens de recherche, quand bien même elle s'en distingue, fut perçue comme pouvant être placée sur le même plan qu'une démarche journalistique, et donc vécue par les administrateurs du groupe Facebook comme potentiellement menaçante.

Julien n'avait jamais milité avant le mouvement. Il se déclare apolitique, et accorde une grande importance à ce terme. Il s'est donc d'une certaine manière initié au militantisme à travers le mouvement, notamment par le biais de rencontres avec des personnes déjà militantes. Suite à certaines de ses actions durant le mouvement (organisation de manifestations illégales notamment), il a été l'objet d'un procès et a été incarcéré début 2021. Il considère cela comme une injustice profonde.

L'entretien s'est déroulé en visio via Messenger. Ce fut le premier entretien semi-directif. J'y ai utilisé la grille d'entretien présentée plus haut. Sur un plan méthodologique, j'avais décidé de prendre des notes sur mon ordinateur pendant l'entretien, sans l'enregistrer. Cela explique que la « retranscription » soit moins importante que pour les autres entretiens, car je n'y ai noté que les termes importants, remettant en forme mes notes dans un second temps. S'il était intéressant de réaliser cet exercice, en prenant des notes « dans le chaud » de l'entretien, il m'a semblé rétrospectivement qu'il serait plus pertinent de procéder, pour les prochains entretiens, à un enregistrement de celui-ci puis à une retranscription.

2.1.3 – *Simon*

Dans le même temps où j'avais contacté Fabien par l'intermédiaire du groupe Facebook Citoyens en Colère, j'avais également envoyé un message privé à Simon. Je connaissais de loin celui-ci, ayant fait une partie de ma scolarité dans le même établissement que lui. Cela faisait plusieurs années que je ne l'avais pas vu, mais il était dans mes souvenirs très impliqué dans diverses luttes, et un ami commun m'a confirmé l'avoir croisé plusieurs fois en manifestation portant un gilet jaune. J'avais envoyé mon message le 07 décembre 2020, et n'ai reçu une réponse de sa part que le 22 janvier 2021. Simon me disait dans cette réponse être intéressé par la démarche,

mais a tenu à s'assurer que les données seraient anonymisées. Il a, dans cette même optique, tenu à ce que l'entretien se déroule « en réel », et non pas en visio par le biais d'un logiciel. Du fait de la crise sanitaire et de la fermeture des lieux publics à ce moment là, je ne savais pas dans quel lieu organiser cela. C'est lui qui m'a proposé de faire l'entretien au Centre des Associations. Simon avait accès à ce lieu du fait qu'il fasse partie d'un collectif militant ayant son local au sein de ce centre. De plus, ce bâtiment a été occupé durant le mouvement des Gilets Jaunes, et a été un lieu important de la lutte sur le plan local, où se sont tenues des assemblées populaires et des actions d'organisation du mouvement. Ainsi, si j'avais convié Simon à cet entretien, j'étais pour autant d'une certaine manière « invité » dans un lieu connu par celui-ci, et qu'il avait même investi (au sens propre comme au figuré) durant le mouvement. Ce lieu n'était donc pas neutre. Nous avons pu trouver une salle libre et sans ouverture sur l'extérieur. Cela semble avoir favorisé pour Simon une parole libre, dans la mesure où il était ici en terrain connu contrairement à moi. Ma place extérieure au mouvement, et la menace potentielle qu'elle pouvait représenter (comme nous l'avons vu plus tôt concernant Fabien et Julien) était contrebalancée par ma venue comme « invité » dans un lieu « appartenant » à Simon, tout en ne comportant pas les biais qu'aurait pu représenter un entretien directement chez la personne : la salle où nous avons fait l'entretien était complètement vide à part une table et deux chaises, ainsi les seuls éléments de Simon auxquels j'avais accès résidaient dans son seul discours, et non pas dans l'environnement comme cela aurait été le cas chez lui.

Concernant son profil, Simon est un militant de longue date, malgré son jeune âge. Il a commencé à s'engager politiquement durant sa scolarité, et a participé à de nombreux mouvements depuis lors. Il est actuellement au chômage, et son occupation principale est le militantisme, participant à un grand nombre d'actions et de collectifs militants. Son engagement politique se situe à l'extrême gauche, comprenant également une importante dimension anarchiste. On retrouve dans son discours des notions chères aux mouvements anarchistes autonomes, telles que l'émancipation ou la déconstruction. Il utilise un langage inclusif, féminisant les noms communs à l'oral à la manière de l'écriture inclusive. Tout comme Julien, Simon a également été l'objet d'un procès pour des actions menées lors du mouvement des Gilets Jaunes. Cela participe chez lui d'un sentiment généralisé d'injustice, et semble ne faire qu'attiser sa colère à l'égard des institutions.

2.1.4 – Albert

La prise de contact avec Albert fut rendue possible par la diffusion de ma proposition d'entretien par le co-encadrant de ma thèse. Il m'a envoyé un mail le 22 janvier 2021, dans lequel il expliquait avoir eu connaissance de ma démarche et y être intéressé. Voici la teneur de son mail :

« Bonjour Lucas,

J'ai pris connaissance de votre travail universitaire en rapport avec les crises politiques telle que celle des « gilets jaunes ». Ayant suivi ces événements depuis leur tout début [...], ayant réalisé une cinquantaine de vidéos publiées (et existant encore sur YT et Facebook)... ayant regretté maintes fois que les universitaires [...] ne fussent point présents dans ces manifestations (ne serait-ce que pour comprendre), je me sens obligé de pouvoir me rendre (peut-être) utile à vos travaux » (les passages non retranscrits concernent des précisions géographiques).

Nous retrouvons dans ce mail la question de la visibilité du mouvement une nouvelle fois posée, mais d'une manière différente que dans les échanges avec Julien ou Fabien. Ici, Albert regrette le peu d'intérêt qu'il a constaté de la part des universitaires à l'égard du mouvement, et semble heureux de pouvoir remédier à cela en répondant à ma demande d'entretien. C'est donc la visibilité du mouvement au sein de la recherche scientifique qui est ici questionnée, et qui n'est pas perçue comme potentiellement menaçante, à l'inverse des craintes implicites émergeant dans le discours d'autres Gilets Jaunes interrogés.

Concernant son profil, Albert est âgé de 75 ans, et est retraité de l'enseignement. Il a longtemps été militant à la Ligue de l'Enseignement (« *du temps où elle était vraiment à gauche et révolutionnaire* »). Il a également été inscrit sur des listes municipales PC-PS. Depuis, il est adhérent à la France Insoumise, bien qu'il puisse être parfois critique envers ce parti. Il accorde une très grande importance à la notion de démocratie, notamment dans sa dimension historique et philosophique. Il se réfère en effet de manière récurrente à la démocratie athénienne antique, ou encore aux penseurs des Lumières. On sent une certaine ambiguïté dans son engagement dans le mouvement des Gilets Jaunes, se présentant tantôt comme impliqué dans ce mouvement, et tantôt comme extérieur à celui-ci, y étant venu pour couvrir ses actions à l'aide de sa caméra.

2.1.5 – Hubert

Le contact avec Hubert a été permis par la diffusion de ma sollicitation dans les réseaux des Gilets Jaunes de la région, diffusion générée par Simon suite à notre rencontre. Le 10 février 2021, Hubert m'envoie ce mail :

« Bonjour

J'ai reçu votre sollicitation via le réseau GJ.

Modestement de fin novembre 2017 au démontage fin mai 2018 j'ai partagé un peu de la vie sur le rond point de [...].

J'ai quitté la région en 2019 [...]. En dehors des amitiés qui demeurent, ce mouvement reste pour moi un moyen d'espérer et restera inscrit dans l'histoire politique de ce pays malgré les violences et infamies d'Etat: Dernier sursaut d'une classe et de générations acculées ou expression d'une volonté de résistance qui cherche à s'organiser?

Je reste disponible pour aider modestement à votre travail

Chaleureusement »

Nous voyons déjà dans ce premier message envoyé apparaître certains éléments, qui reviendront de manière plus précise au cours de l'entretien. Hubert mentionne ici à la fois l'impact individuel qu'a eu pour lui le mouvement (dans lequel se sont nouées des amitiés), et l'impact social qu'il aura selon lui. Nous retrouvons également la thématique de la répression, perçue comme une « infamie d'État ». Enfin, nous retrouvons directement posée la question de l'organisation du mouvement : « *ou expression d'une volonté de résistance qui cherche à s'organiser ?* ». La signature du mail (« *Chaleureusement* ») semble également témoigner d'une certaine ouverture d'esprit chez Hubert, ainsi peut-être qu'une volonté de ne pas se situer dans une relation trop formelle entre interviewé et chercheur. D'ailleurs, si dans les premiers échanges par mails le vouvoiement était de mise, Hubert a proposé que l'on se tutoie dès le début de l'entretien ; ce que j'ai accepté.

Concernant son profil, Hubert est jeune retraité. Il a travaillé toute sa carrière dans le social. La fin de sa carrière semble avoir été compliquée : il dit avoir été en arrêt maladie longue durée puis avoir été « viré », se voyant déclaré inapte à tout poste. Ces événements sont arrivés peu de temps avant le mouvement des Gilets Jaunes. Il explique ainsi comment le mouvement des Gilets Jaunes a été « *salutaire* » pour lui, arrivant dans une période difficile de sa vie. Concernant sa trajectoire militante, Hubert a été syndiqué à la CGT durant plus de 25 ans, et s'en était désolidarisé peu de

temps avant le mouvement. Il a également été adhérent au Parti des Travailleurs pendant une quinzaine d'années, jusqu'en 2009-2010. Il explique son départ de ce parti par des problèmes de démocratie interne. Il se déclare donc « *orphelin de la politique* », ayant été déçu tant par les syndicats que par les partis politiques. Nous voyons ici comment la crise sociale représentée par les Gilets Jaunes s'est conjuguée, pour Hubert, à une crise sur le plan personnel, crise touchant autant la dimension professionnelle que militante.

2.1.6 – Vanessa

Seule femme interrogée au sein de cette première phase méthodologique, Vanessa m'a contacté après avoir vu passer ma sollicitation sur le réseau des Gilets Jaunes. Elle dit avoir vu une première fois ma proposition, mais ne pas y avoir répondu. Elle m'a finalement contacté après qu'Hubert, qu'elle a rencontré lors du mouvement des Gilets Jaunes et avec qui elle est amie, lui ait fait part de ma difficulté à solliciter des femmes dans ma recherche. Elle déclarera, lors du *focus group* où elle était présente, ne pas être très à l'aise à l'oral mais avoir trouvé important que des femmes soient représentées dans les personnes interrogées.

Vanessa est employée dans une entreprise autoroutière, et a longtemps été adhérente à la CGT. Elle a quitté ce syndicat environ six mois avant le mouvement, déclarant avoir été déçue par les modalités organisationnelles et notamment par le manque de représentation et la fracture entre les syndiqués et la direction générale du syndicat. Comme pour Hubert, le mouvement des Gilets Jaunes est donc arrivé à une période de changement au sein de sa propre trajectoire politique et militante. Au cours du mouvement, Vanessa a été particulièrement investie dans l'occupation d'un rond point, occupation ayant duré plus de six mois. Elle a vécu sur le rond-point, dans une caravane, durant tout ce temps. Le mouvement des Gilets Jaunes n'a donc pour elle pas été qu'un engagement militant et politique, mais également d'une certaine manière un mode de vie durant plusieurs mois consécutifs. C'est sur ce rond-point qu'elle a rencontré Hubert et Charles (que j'ai également interrogé comme nous le verrons plus loin). Aujourd'hui, Vanessa est toujours engagée politiquement, tendant vers une institutionnalisation du mouvement : elle participe notamment à un collectif ayant pour but la réécriture de la constitution.

Vanessa ainsi que son mari ont fait l'objet d'un procès pour des actions en manifestation. Ce procès fut vécu par Vanessa comme une grande injustice, et cela semble avoir été un moment particulièrement difficile pour elle et son mari. Elle mentionne un certain abattement suite à ces événements, qui ont lourdement pesé sur son engagement.

2.1.7 – Jacques

Jacques m'a contacté par téléphone après avoir eu connaissance de ma sollicitation à travers le réseau des Gilets Jaunes. Quand il m'a dit son nom au téléphone, je me suis rendu compte que je l'avais déjà vu : j'avais en effet, un an auparavant, acheté un livre en manifestation. L'auteur de ce livre n'était autre que Jacques. Ce livre retrace le parcours de Jacques au sein du mouvement, que ce soit par rapport à l'occupation des ronds-points ou bien quant aux manifestations dans différentes villes de France. Il a été publié afin que les recettes servent au paiement des frais de justice de Gilets Jaunes ayant été l'objet de procès. Par souci d'anonymat, ayant interrogé son auteur, je n'ai pas utilisé ce livre comme support bibliographique au sein de cette thèse.

Jacques s'est syndiqué à 17 ans, à la CGT, alors qu'il travaillait en tant qu'ouvrier en usine. Il est resté syndiqué durant toute sa carrière. Après son poste d'ouvrier, Jacques a fait de nouvelles formations et est devenu directeur de Maison des Jeunes et de la Culture dans différentes villes. Il a participé aux événements de mai 1968, et a également été maire PSU d'une commune rurale en 1971. Quand il parle du mouvement des Gilets Jaunes, Jacques se situe parfois dans une position d'extériorité (préférant par exemple le « ils » plutôt que le « nous » pour parler des Gilets Jaunes), alors même qu'il a participé à de nombreuses actions du mouvement. Il rend parfois explicite cette extériorité, l'expliquant à la fois par son âge (les jeunes étant, selon lui, plus investis politiquement que lui) et par sa catégorie socio-professionnelle (avec en sous-texte l'idée que les « vrais » Gilets Jaunes sont des personnes pauvres, ce que lui n'est pas).

L'entretien avec Jacques s'est déroulé au centre des associations, comme ce fut le cas pour Simon. Jacques connaissait lui aussi ce lieu pour l'avoir investi durant le mouvement des Gilets Jaunes, et pour avoir participé à des assemblées populaires s'y étant tenues. Contrairement à l'entretien réalisé avec Simon, celui avec Jacques ne s'est pas tenu dans une salle fermée mais dans une « alvéole », c'est-à-dire une sorte de salle jouxtant un couloir, séparée de celui-ci par une simple vitre et ne possédant pas de porte. Ainsi, à deux reprises durant l'entretien, des personnes sont passées dans le couloir, pouvant donc nous voir et nous entendre. Ce relatif manque d'anonymat, s'il est bien sûr possible qu'il ait pu susciter, consciemment ou non, une certaine retenue chez Jacques, ne m'a pas semblé pour autant parasiter l'entretien. Il convient d'ailleurs de noter que ces locaux étant réservés aux associations et aux syndicats, les personnes s'y trouvant sont bien souvent eux-mêmes militants ou du moins engagés politiquement dans une cause quelconque, et sont de plus conscients des liens entretenus par les Gilets Jaunes avec ce lieu. Du reste, personne n'avait l'air surpris par notre présence ici.

2.1.8 – Charles

La dernière personne rencontrée individuellement est Charles. C'est moi-même qui l'ai contacté, sous les conseils d'Hubert son ami. En effet, ce dernier m'avait annoncé ne pas pouvoir être présent au *focus group*, et m'a donc redirigé vers Charles qui était plus susceptible d'être disponible. Charles m'a dit avoir déjà vu passer ma sollicitation mais ne pas y avoir répondu car il avait entendu dire que j'avais surtout la volonté de rencontrer des femmes, ayant déjà rencontré un certain nombre d'hommes. J'ai rencontré Charles dans le même contexte que Jacques, c'est-à-dire au sein du centre des associations, dans la même « alvéole ». La différence est que cette fois-ci je commençais à connaître les lieux, et, contrairement à ma rencontre avec Jacques, c'est moi qui ai proposé à Charles d'utiliser l'alvéole et qui l'y ai conduit (bien qu'il connaissait également ce lieu pour l'avoir investi durant le mouvement). Ainsi, je n'étais cette fois-ci plus tout à fait l'« invité », car l'interviewé et moi-même connaissions le lieu de la rencontre.

Charles est retraité, et a fait presque toute sa carrière en tant qu'aiguilleur à la SNCF. Il est resté syndiqué à SudRails jusqu'à sa retraite. Il a occupé le même rond-point qu'Hubert et Vanessa durant le mouvement, mais, à la différence de ceux-ci, il a très peu été en manifestation. Il accorde une grande importance aux thématiques de la démocratie, comme tous les Gilets Jaunes interrogés, mais également à l'écologie.

2.1.9 – Synthèse des profils des personnes interrogées

Après cette présentation détaillée du profil de chaque personne interrogée, il convient maintenant de faire une synthèse et une analyse générale de ces différents profils. Le mouvement des Gilets Jaunes, de par sa nature spontanée, hétéroclite et son absence d'instance organisationnelle centralisée, est particulièrement difficile à définir précisément. Avoir accès à un échantillon de population représentatif du mouvement semble difficile voire impossible, tant ce mouvement semble mettre en avant la spécificité individuelle de ses membres plutôt qu'une communauté homogène et hétéronome, c'est-à-dire définie par des éléments et extérieurs aux individus. La démarche qui a été la notre à travers ces entretiens individuels n'était donc pas de représenter au mieux le mouvement, ce qui semble impossible, mais de faire émerger, à travers le discours de sujets ayant fait partie ou faisant encore partie de ce mouvement, des axes thématiques importants qui ont traversé le mouvement et y ont trouvé des réponses parfois divergentes. Pour autant, même si la représentativité du mouvement semble impossible, il était important que ces entretiens puissent

réunir des personnes venant d'horizons différents, situées dans des contextes sociaux et politiques divers. Les quatre dimensions importantes qui fonderaient un échantillon suffisamment étendu sont les suivantes : l'âge, le genre, la catégorie socio-professionnelle et la trajectoire militante ayant mené le sujet jusqu'au mouvement des Gilets Jaunes. Nous allons voir dans les prochains paragraphes comment les huit personnes interrogées individuellement lors de cette première phase méthodologique répondent à ces quatre critères.

2.1.9.1 – L'âge

Concernant l'âge, l'échantillon de personnes rencontrées durant ces entretiens est assez bien réparti. Voici en effet la répartition croissante des âges des personnes rencontrées : 26 ans (Simon), 32 ans (Fabien), 33 ans (Julien), 46 ans (Vanessa), 62 ans (Hubert), 66 ans (Charles), 75 ans (Albert), 79 ans (Jacques). Toutes les générations sont ici représentées : un vingtenaire, deux trentenaires, une quarantenaire, deux soixantenaire, et deux septuagénaires (dont un, Jacques, approche de ses quatre vingt ans). Il est intéressant d'observer les différences de positionnement au sein du mouvement selon les âges des participants : les deux personnes les plus âgées (Albert et Jacques) se situent souvent dans l'extériorité du mouvement, tandis que les plus jeunes y sont particulièrement investis subjectivement.

2.1.9.2 – Le genre

En ce qui concerne le genre, il n'aura pas échappé au lecteur que l'échantillon de personnes interrogées est loin d'être réparti équitablement : sur les huit sujets, sept sont des hommes et une seule est une femme. Cette inégale répartition est assez dommageable dans la mesure où les femmes ont été nombreuses à se saisir du mouvement, étant représentées en nombre autant sur les ronds-points que dans les manifestations. Cela sera d'ailleurs confirmé par certains interviewés, comme Fabien qui assurera que les femmes étaient parfois les personnes les plus déterminées sur les ronds-points, et Simon qui confirmera la présence féminine importante dans toutes les sphères du mouvement. Cette importance de la présence féminine a également été évoquée dans la presse à de nombreuses reprises, avec des articles estimant qu'elles représentaient environ 45 % des Gilets Jaunes (*Le Monde*, décembre 2018 ; *20 Minutes*, janvier 2019), ainsi que dans la littérature scientifique (Collectif d'enquête sur les Gilets Jaunes, 2019).

Aussi pouvons-nous nous interroger sur les raisons de cette faible représentation féminine dans l'échantillon auquel nous avons pu avoir accès. Il semble qu'une première hypothèse pour

l'expliquer pourrait être trouvée dans des phénomènes socio-culturels liés à la place de la femme dans les discours publics dans notre société. Ainsi, Gallot (2019) revient sur l'histoire des mobilisations féminines, mettant en lumière le fait que cet aspect de la lutte n'est pas nouveau. Des femmes étaient en effet présentes et même motrices de luttes sociales dès le XVIIIème siècle. En revanche, elle note l'invisibilisation rétrospective des femmes dans les mouvements sociaux : elle s'étonne de l'étonnement toujours renouvelé face à une importante présence féminine dans les mouvements sociaux. Selon cette autrice, « leur invisibilisation rétrospective s'explique par la transgression de genre que représente leur participation à une lutte collective, car elles ne sont pas censées occuper l'espace public, ce n'est pas leur rôle » (Gallot, 2019, p.540). Ainsi, le rôle social habituellement accordé aux femmes dans notre société n'est pas un rôle public. Si les femmes ont été particulièrement présentes en manifestations et sur les ronds-points, en tant qu'actrices du mouvement, elles l'ont moins été, ou d'une manière plus éphémère, dans la sphère médiatique notamment. La représentation et la prise de parole au nom du mouvement semblerait alors être une « affaire d'hommes »... il est d'ailleurs intéressant de constater que cette hypothèse théorique fut abordée explicitement par Vanessa lors du *focus group* : « *tout le monde n'est pas forcément à l'aise, et puis se sent pas forcément à sa place de devoir discuter autour d'une table [...] moi honnêtement je suis pas forcément à l'aise de venir ici, tu vois, j'suis venue.. y avait pas de femme, c'est surtout pour ça, je trouvais ça dommage, mais au fond je suis pas à l'aise avec ça. Alors que bah sur le terrain je vais être bien plus utile. Enfin en tous cas, plus à ma place* ». Vanessa affirme donc se sentir plus à sa place « *sur le terrain* », et ne pas être à l'aise dans la discussion et la restitution publique de son vécu du mouvement.

Ainsi, cette faible représentation féminine dans l'échantillon de Gilets Jaunes rencontré pourrait s'expliquer par la difficulté que peuvent avoir les femmes, dans notre société, à prendre la parole dans la sphère publique, alors même qu'elles ont été très présentes et motrices de l'action sur le terrain de la lutte. Cela peut à mon sens déjà nous fournir des informations intéressantes quant aux enjeux internes du mouvement. En effet, celui-ci s'est présenté en tant que mouvement instituant, mettant en question un certain nombre de normes instituées (notamment quant aux notions de République et de démocratie) ; mais il est des normes, comme par exemple les normes de genre, qui n'ont pas ou peu été déconstruites par le mouvement.

2.1.9.3 – La catégorie socio-professionnelle

Au niveau des catégories socio-professionnelles des personnes interrogées, une certaine mixité peut être constatée au sein de l'échantillon de Gilets Jaunes rencontré. L'un d'eux était ouvrier (Charles, aiguilleur à la SNCF) ; deux étaient de profession intermédiaire (Hubert, travailleur social, et Albert, professeur des écoles) ; Vanessa est employée ; Jacques était de profession intellectuelle supérieure (directeur de MJC) ; deux sont au chômage (Fabien et Simon) ; et Julien est travailleur indépendant. Mise à part la catégorie des agriculteurs, toutes les catégories socio-professionnelles sont représentées.

2.1.9.4 – La trajectoire militante et le positionnement politique

Enfin, concernant le critère des trajectoires militantes des personnes interrogées, celles-ci sont relativement variées, mais ne sont probablement pas représentatives de l'entièreté du mouvement.

Julien et Fabien, tous deux administrateurs du groupe Facebook *Citoyens en Colère*, présentent deux profils militants assez proches l'un de l'autre, quoique se distinguant sur plusieurs points. Si Fabien avait déjà ponctuellement milité par le passé, c'est à travers le mouvement des Gilets Jaunes qu'il s'est engagé de manière importante pour la première fois. Julien, quant à lui, n'avait jamais milité avant le mouvement. Concernant leur positionnement politique personnel, les termes utilisés explicitement par l'un et l'autre diffèrent ; pour autant, les idées sous-tendues par ces termes se rejoignent en grande partie. En effet, Fabien se définit d'abord comme étant d'extrême-gauche, mais affirme ne pas suivre de leader et « piocher » ses idées politiques auprès de différents bords : *« j'suis... pas apolitique parce que [...] je me suis aperçu que ça voulais pas dire grand-chose. Mais enfin du moins je ne suis pas de leader, et je vais avoir une idéologie qui peut être d'extrême gauche heu.... Piochée partout parce que je vais partir sur une loi ou sur quelque chose qui peut être changé et pas sur le personnage ou sur le meneur »*. On trouve dans cet extrait une certaine ambiguïté concernant le terme « apolitique », ambiguïté qui reviendra à plusieurs reprises : Fabien l'utilise en effet souvent, tout en le dénigrant par la suite. Il est également possible que le fait qu'il se présente comme étant d'extrême-gauche découle du contexte de l'entretien individuel, le fait de faire face à un chercheur rendant plus difficile le fait d'assumer des positions politiques classées à l'extrême droite (Bedock, 2019).

Julien, quant à lui, déclare être apolitique, et utilise ce terme sans le dénigrer. Malgré cette

différence dans la manière de présenter leur positionnement politique (« *extrême-gauche* » pour Fabien, « *apolitique* » pour Julien), nous pouvons retrouver des thématiques communes aux deux. La critique du système représentatif, la méfiance importante envers les médias ou encore une importante thématique antifiscale sont en effet des éléments récurrents dans les discours de ces deux interviewés. Enfin, les notions de patriotisme et de nationalisme sont régulièrement convoquées par ces deux sujets.

Comme chez Julien et Fabien, nous ne retrouvons pas chez Vanessa de thématiques ou de termes témoignant d'un positionnement politique clair, à gauche ou à droite. Malgré son passé syndical à la CGT, il semble que Vanessa n'ait jamais milité de manière particulièrement importante avant le mouvement des Gilets Jaunes. Sa venue sur les ronds-points fut, comme pour beaucoup d'autres Gilets Jaunes, une réaction spontanée à la taxe sur les carburants (nous verrons plus loin comment ce constat ne s'applique pas pour tous les Gilets Jaunes interrogés), et nous retrouvons dans son discours une certaine thématique anti-fiscale ainsi qu'une méfiance envers les élites et les médias.

Pour les cinq autres Gilets Jaunes interrogés en entretiens individuels (Simon, Charles, Albert, Hubert et Jacques), nous pouvons faire le constat qu'ils se situent tous de manière explicite à l'extrême-gauche de l'échiquier politique. Leurs trajectoires militantes respectives ainsi que les termes et thématiques auxquels ils se réfèrent témoignent en effet de cet engagement. Pour autant, leurs histoires militantes sont diverses, et leurs engagements, bien que tous à gauche, divergent sur certains points.

Les contrastes entre ces cinq Gilets Jaunes interrogés se situent notamment autour des rapports entretenus avec les institutions et organisations militantes. Tout d'abord, nous remarquons une ligne de démarcation sur cette dimension, correspondant du reste à une autre ligne de démarcation concernant l'âge : Hubert (62 ans), Charles (66 ans), Albert (75 ans) et Jacques (79 ans) ont tous été syndiqués pendant plusieurs dizaines d'années. De plus, Hubert, Jacques et Albert ont été ou sont encore encartés dans un parti politique. Simon (26 ans) n'a pour sa part jamais été syndiqué ni adhérent à un parti politique, et justifie ce refus des organisations par un positionnement radical et anarchiste.

Pour ces Gilets Jaunes situés à l'extrême gauche, la thématique anti-fiscale n'est pas prédominante, et les raisons qui les ont poussés à rejoindre le mouvement ne sont pas forcément liées à la taxe sur les carburants. Les thématiques chères à ces Gilets Jaunes gravitent plutôt autour des questions démocratiques et sociales, et le désaccord avec l'extrême droite est chez eux

pleinement revendiqué.

Ainsi, les huit Gilets Jaunes que j'ai rencontrés en entretiens individuels ne paraissent pas pleinement représentatifs du mouvement des Gilets Jaunes sur le plan de la trajectoire politique et militante. C'est notamment le bord droit de l'échiquier politique qui est absent de cet échantillon, même si quelques thématiques abordées par certains peuvent s'y référer de manière ponctuelle. Cette absence de sujets explicitement positionnés à droite ou à l'extrême droite de l'échiquier politique découle de plusieurs facteurs.

Tout d'abord, et c'est ce que tendent à montrer les statistiques présentées précédemment, il est vrai que ce bord politique était minoritaire dans le mouvement (Collectif d'enquête sur les Gilets Jaunes, 2019 ; Hoibian, 2019 ; Blavier, 2021). Il semblerait également qu'il l'ait été de plus en plus, à mesure que des militants situés à gauche investissaient le mouvement. C'est en tous cas ce dont on pu témoigner Simon, Hubert, Jacques ou Albert par exemple, disant que les militants de gauche ont lutté dès le début du mouvement pour en extraire les éléments situés à l'extrême-droite. Les entretiens s'étant déroulé plus de deux ans après le début du mouvement, il est envisageable que des personnes situées à droite ou à l'extrême droite de l'échiquier politique aient pu investir le mouvement dans ses débuts mais s'en distancié avant que je lance le début des entretiens de recherche. Pour autant, même si cette frange des Gilets Jaunes est minoritaire, il est indéniable qu'elle a existé et existait encore durant mes entretiens. Nous avons d'ailleurs pu constater son existence lors de l'analyse netnographique. D'autres facteurs peuvent donc expliquer cette absence dans mon échantillon.

Il est premièrement probable que les personnes situées à droite ou à l'extrême droite soient plus réticents à répondre en face à face à des recherches universitaires. En effet, les travaux sur les Gilets Jaunes mentionnées précédemment (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019 ; Blavier, 2021) montrent que les enquêtes en ligne tendent à révéler plus facilement la présence de l'extrême droite dans le mouvement que les enquête nécessitant une rencontre réelle.

Enfin, l'absence de représentation de l'extrême droite dans les sujets interrogés témoigne également de ma propre implication. En effet, il est possible que je n'ai pas fait les efforts d'investigation nécessaire pour trouver des personnes répondant à ce critère qui auraient pu participer à ma recherche. Bien que je ne me sois pas dit consciemment que je ne souhaitais pas mettre en place cette démarche, nous pouvons supposer que je ne désirais pas pleinement interroger en entretien des personnes d'extrême droite, afin de ne pas me retrouver pris dans des mouvements contre-transférentiels négatifs qui auraient fait obstacle à une analyse distanciée.

2.2 – Analyse thématique des entretiens

Nous allons maintenant procéder à l'analyse thématique des entretiens individuels. Les thèmes qui seront présentés ici sont des catégories construites à partir du discours des personnes interrogées. La plupart de ces thématiques apparaissent dans tous les entretiens, et celles pour lesquelles ce n'est pas le cas apparaissent malgré tout dans la majorité d'entre eux.

Bien sûr, chaque personne interrogée a évoqué ces thématiques avec une tonalité propre à sa subjectivité. Nous nous efforcerons ici de présenter, pour chaque thématique abordée, les différentes tonalités discursives, c'est-à-dire la manière dont chacun aura pu aborder ces éléments. Ces différences dans la manière d'aborder les thématiques seront illustrées par des citations extraites des entretiens, qui seront présentées entre guillemets et en italique. Ces tonalités discursives sont parfois divergentes, voire contradictoires, et parfois complémentaires. Ces dissonances ou ces consonances entre les différentes tonalités subjectives fournissent un éclairage particulièrement intéressant sur les dynamiques internes au mouvement, c'est-à-dire sur les mouvements dialectiques qui l'ont animé durant son évolution. C'est pourquoi nous ne présenterons pas ici distinctement chaque discours rencontré en entretien, mais plutôt les articulations entre chacun de ces discours.

Nous avons relevé en tout seize thématiques différentes étant apparues au sein des entretiens. Certaines répondent directement à des questions posées lors des rencontres, tandis que d'autres ne sont apparues que rétrospectivement, lors de la relecture des retranscriptions d'entretiens. Ces seize thématiques ont ensuite été réunies dans quatre axes thématiques généraux, que voici : 1 – Définitions et positionnements du mouvement des Gilets Jaunes, 2 – Idéologie et utopie, 3 – Modalités d'organisation, 4 – Vécu subjectif.

2.2.1 – Définitions et positionnements du mouvement des Gilets Jaunes

2.2.1.1 – Comment définir le mouvement ?

Cette première thématique regroupe notamment les mots et notions utilisés au début des entretiens, suite à la question générale « *comment définir le mouvement des Gilets Jaunes ?* ». Plusieurs sous-thématiques peuvent être repérées dans cette définition générale du mouvement.

Tout d'abord, nous retrouvons chez beaucoup de personnes interrogées l'idée que le

mouvement des Gilets Jaunes était une sorte d'accomplissement, qu'il répondait à une attente de longue date. Ainsi, nous pouvons citer Julien : « *C'est ce qu'on a tous attendu. [...] ENFIN les gens se réveillent* » ; ou encore Hubert : « *Ça fait vingt ans que je dis que ça pourra pas tenir, ce qu'on vit c'est une impasse* ».

Un autre élément récurrent pour définir le mouvement est sa dimension fédératrice, et la diversité de ses membres. Le mouvement a été l'occasion d'une rencontre entre des personnes venant d'horizons très diversifiés. Vanessa dira par exemple qu'il y a « *des gens qui ne se seraient jamais rencontrés s'il n'y avait pas eu le mouvement, alors qu'on vivait juste à côté les uns des autres* ». Cette idée se retrouve également chez Julien, avec une phrase dont les tenants implicites méritent également une analyse : « *On est pas le prolétariat, on est le peuple !* ». On trouve dans cette phrase une critique implicite de la tradition marxiste, encore présente dans le militantisme traditionnel de gauche. La critique semble donc également adressée aux mouvements sociaux précédents, qui étaient pour Julien réservés aux militants de gauche héritiers du marxisme, alors que lui ne se retrouve pas dans cette vision de la lutte. Malgré cette critique implicite, qui laisse entrevoir une certaine conflictualité interne au mouvement, Julien insistera plus tard sur l'importance qu'ont pour lui les rencontres avec des militants plus traditionnels. Il saluera la dimension fédératrice du mouvement : « *D'habitude les retraités sont contre les zadistes. Et là ils ont pu discuter, échanger* ».

Cette possibilité offerte par le mouvement d'échanger avec des personnes d'horizons divers est d'ailleurs, pour beaucoup de personnes interrogées (Hubert, Charles, Vanessa, Julien, Simon, Jacques, Albert), un élément important et sur lequel ils reviendront régulièrement. Hubert dira ainsi « *Je pense que le mouvement a réussi un truc : c'est faire parler les gens* ». Cela a donné lieu à des échanges « *surprenants* » (Albert), « *enrichissants* » (Charles), qui ont cassé « *l'entre-soi militant* » (Simon). Albert évoquera l'idée que les Gilets Jaunes primo-militants, c'est-à-dire n'ayant jamais manifesté avant le mouvement, ont beaucoup appris au contact des militants historiques s'étant joints au mouvement. On notera que l'inverse, c'est-à-dire le fait que les militants historiques aient pu trouver un enrichissement dans les échanges avec les primo-militants, n'arrive pas spontanément, mais qu'après une relance de ma part proposant explicitement cette idée.

Charles et Vanessa amènent, eux, l'idée que ce mouvement « *est né d'un ras-le-bol* » (Charles). Pour Vanessa, les réformes concernant la taxe sur le carburant ont été « *la goutte d'eau qui fait déborder le vase [...] Mais... est-ce que c'était le moment ? Y aurait eu autre chose que les taxes, peut être que ça aurait aussi fait déborder* ». Ainsi, si le mouvement est né, de prime abord,

en réaction à l'augmentation du prix des carburants, une idée récurrente chez les Gilets Jaunes interrogés tend à faire penser que cette réforme fut plutôt une sorte de prétexte à la contestation, ou du moins un élément s'ajoutant à une longue liste de déceptions à l'égard des décisions politiques chez les personnes concernées par le mouvement. Hubert mentionne lui aussi cette idée : « *c'est l'expression d'une souffrance, d'un malaise et d'une crise politique enkystée depuis certainement des décennies* ».

Enfin, nous retrouvons l'idée que ce mouvement se caractérise par sa spontanéité (notamment chez Charles, Hubert et Simon), ainsi que par son caractère inédit. Simon insiste sur cette dernière dimension, disant que ce mouvement est arrivé alors qu'il manquait quelque chose à la contestation traditionnelle, devenue « *inefficace* ». Ce mouvement a ainsi redynamisé le militantisme : toujours selon Simon, il a permis de retrouver une « *conscience de classe* », et a fait émerger « *une grosse dynamique de lutte des classes* ». Il est intéressant de noter que nous trouvons dans le discours de Simon des références à la pensée marxiste (notamment avec l'usage du concept de « *lutte des classes* »), alors que cet héritage marxiste est absent voire explicitement rejeté chez d'autres Gilets Jaunes interrogés.

2.2.1.2 – *Les spécificités du mouvement*

Après avoir défini le mouvement des Gilets Jaunes par ce qu'il était, un certain nombre de personnes interrogées l'ont également défini par ce qu'il n'est pas, et plus précisément à travers ce qui le différencie des mouvements sociaux précédents. Là encore, plusieurs sous-thématiques apparaissent.

Un premier élément permettant de distinguer le mouvement des Gilets Jaunes des autres mouvements sociaux est le public qui le constitue. Pour Albert, les Gilets Jaunes étaient en majorité des travailleurs indépendants : « *Dans tous les mouvements de gauche [...] on a toujours ignoré le problème des travailleurs indépendants* ». Albert, lui-même militant de gauche depuis longtemps, constate ainsi une rupture avec la tradition marxiste du militantisme de gauche : ce n'est plus le prolétariat qui se soulève contre le patronat, mais les travailleurs indépendants, situés hors de cette dialectique, qui se saisissent de la contestation.

Charles évoque également cette idée, sans pour autant mentionner les travailleurs indépendants. Selon lui, les mouvements sociaux précédents étaient les mouvements ouvriers. Il constate qu'ils étaient très ritualisés : il y avait une grève à l'initiative des syndicats, l'État reculait,

et l'on repartait pour plusieurs années sans mouvement social. Le mouvement des Gilets Jaunes témoigne pour lui d'une évolution : les mouvements sociaux deviendraient permanents, il n'y aurait pas d'autre réponse de l'état que la violence, et le rapport de force politique serait lui aussi permanent.

Simon appuie également cette idée, disant que c'est notamment la diversité inhérente au mouvement qui constitue son caractère inédit : « *C'est inédit car ça vient pas d'un secteur, comme avant ça pouvait venir des ouvrier.es, étudiant.es, des ZAD...* ».

Pour résumer ces points de vue sur ce qui fait la nouveauté du mouvement des Gilets Jaunes, nous pouvons dire que c'est la manière dont il s'est affranchi de la ritualisation des mouvements sociaux, où les rapports de forces se situaient entre syndicats et État ou patronat. Le mouvement des Gilets Jaunes semble se situer en dehors de l'*arène* (Neveu, 2019) traditionnellement dédiée à la lutte sociale.

Pour Simon, ce qui est nouveau c'est également la généralisation de méthodes de lutte qui n'existaient que marginalement avant : « *Même [dans notre département] il y avait des affrontements, c'était tout nouveau. [...]* ». On retrouve là encore l'idée précédemment évoquée que le mouvement des Gilets Jaunes a dynamisé le militantisme : le mouvement a fait apparaître partout des affrontements, du vandalisme, en tant que méthodes de lutte qui n'apparaissaient avant que dans certaines grandes villes comme Paris, Nantes ou Lyon par exemple.

2.2.1.3 – Qui sont les Gilets Jaunes ?

Cette nouvelle thématique permet toujours de définir ce qu'est le mouvement des Gilets Jaunes. Cette fois, il s'agit de la manière dont les personnes interrogées parlaient des sujets constituant le mouvement, et non plus le mouvement dans son ensemble. Ici, il n'y a pas réellement de sous thématique, ni de divergence profonde dans les discours proposés. Si les mots utilisés pour caractériser les Gilets Jaunes diffèrent, les idées sous-tendues par ces mots restent globalement similaires. Ainsi, les Gilets Jaunes sont « *Les invisibles, les laissés pour compte* », « *des gens qui n'avaient jamais revendiqué, jamais syndiqués* » (Charles). Ils sont également « *des tas de gens en difficultés. [...]* *C'était quand même le peuple, majoritairement le peuple* » (Jacques). Il est intéressant de constater que ces déclarations concernant l'identité des Gilets Jaunes ne concernaient parfois pas les personnes qui les énonçaient. Ainsi, Charles affirme que les Gilets Jaunes sont des personnes n'ayant jamais milité par le passé, alors qu'il se définit lui-même comme Gilet Jaune et que, ayant un long passé militant, il ne correspond pas à sa définition. Cela témoigne d'une manière

implicite de l'existence d'une représentation partagée par certains du « vrai Gilet Jaune », conçu comme personne primo-militante et faisant partie des classes populaires.

Derrière ces descriptions d'un profil du « vrai Gilet Jaune », profil auquel ne correspondent pas toujours les auteurs des descriptions, nous pouvons lire en creux une tonalité particulière de l'investissement subjectif au sein du mouvement. En effet, chez Charles, Jacques, Hubert et Albert notamment, nous retrouvons une tendance, tantôt latente et tantôt explicitement affirmée, à se situer à l'extérieur du mouvement. Cette tendance semble de prime abord s'expliquer notamment par le fait que ces personnes fassent partie de classes sociales plus élevées que beaucoup d'autres Gilets Jaunes, mais nous verrons plus loin comment d'autres éléments plus implicites peuvent donner du sens à cet investissement subjectif particulier du mouvement pour ces personnes.

Enfin, Charles propose une catégorisation des Gilets Jaunes : il y aurait d'un côté les « *intellectuels* » (déjà militants, dont il fait partie) et les « *manuels* » (qui n'avaient jamais milité avant). Il raconte comment il s'est parfois retrouvé à une place où les autres Gilets Jaunes lui demandaient des explications sur la politique, place qu'il dit ne pas avoir voulu prendre. Il explique également que les « intellectuels » ont pu trouver une richesse dans les échanges avec les « manuels » ; l'enrichissement n'était pas unilatéral. Pour Hubert, qui était sur le même rond-point que Charles et qui a également constaté les différences de culture politique entre les Gilets Jaunes, les personnes qui n'avaient jamais milité étaient en réalité très politisées, presque malgré elles : « *ces gens très modestes m'ont filé sur le rond point un 21x29,7 avec quelques mots écrits, et je me suis dit « bah voilà, ça c'est une base politique profonde » ».*

2.2.1.4 – Quel dénominateur commun ?

La dernière thématique regroupant les éléments de définition pure du mouvement des Gilets Jaunes est celle du dénominateur commun de ces derniers. En effet, face à la diversité inhérente au mouvement et à la difficulté à le définir de manière précise, certaines personnes interrogées ont proposé un dénominateur commun aux Gilets Jaunes, c'est-à-dire un élément qui, selon eux, pouvait s'appliquer à tous les sujets ayant fait partie de ce mouvement.

Le premier dénominateur commun, qui est celui qui revient le plus souvent, est résumé dans la notion d'ennemi commun personnifié par le Président de la République (Albert, Charles, Jacques, Vanessa), ou bien en tant que système : « *Le gouvernement, le capitalisme, les banques tout ça...* » (Simon). Pour Albert, « *le dénominateur commun c'était la recherche démocratique* » (nous retrouvons cette idée également chez Vanessa et Hubert). La remise en cause du système capitaliste,

conçue comme dénominateur commun, a étonné Albert, car les Gilets Jaunes étaient pour beaucoup des travailleurs indépendants, donc souvent associés aux valeurs capitalistes. Nous voyons ici encore comment le mouvement des Gilets Jaunes a bouleversé les grilles de lecture traditionnelles de la pratique militante.

Sur cette question du dénominateur commun, Vanessa s'accorde à dire que les Gilets Jaunes avaient un ennemi commun personnifié par le Chef de l'État. Mais elle va plus loin, et mentionne une idée intéressante : « *on s'est jamais, à aucun moment, posé la question de ce qui nous divisait mais plutôt de ce qui nous rassemblait* ». Malgré les nombreuses différences qui séparaient les Gilets Jaunes, ils mettaient, selon Vanessa, l'accent sur les éléments qui les rassemblaient. Nous pouvons y voir une tendance à ce que Kaës (2010) nomme la modalité isomorphe de l'appareillage des psychés individuelles, qui est notamment caractérisé par un déni des différences interindividuelles. Le groupe est alors fantasmé comme homogène et dénué de dissensions internes. Cette idée présentée par Vanessa contraste avec le discours d'autres Gilets Jaunes, qui mettent en avant l'importance de la diversité des points de vue, et refusent donc l'homogénéisation du groupe et la prévalence de l'individu sur le collectif. Il semblerait alors que cette importance conférée, dans le discours explicite, à la diversité des points de vue puisse avoir une valeur défensive face à une tendance isomorphe travaillant en profondeur dans l'appareil psychique groupal.

2.2.1.5 – Rapports avec les autres mouvements politiques

Cette thématique est également revenue de manière récurrente lors des entretiens. En effet, au fil du mouvement, les Gilets Jaunes ont croisé d'autres mouvements politiques, avec lesquels ils se sont mis en articulation ou en tension. On retrouve majoritairement des références aux mouvements d'extrême gauche (qu'ils soient partisans comme la France Insoumise, ou autonomes comme les *Black Bloc*, les zadistes ou les militants anarchistes et révolutionnaires) et d'extrême droite (qu'ils soient partisans, comme le Rassemblement National, ou qu'ils apparaissent implicitement dans des discours racistes ou homophobes par exemple). Les rapports avec l'extrême droite sont refusés par toutes les personnes interrogées. Il est à noter que ce n'est pas forcément représentatif de l'ensemble du mouvement, mais que cela témoigne d'une tendance à la défiance envers ce bord de l'échiquier politique. Les rapports avec l'extrême gauche sont plus complaisants, même si la dimension partisane n'est pas toujours bien acceptée par les personnes interrogées. Jacques décrira par exemple comment certains Gilets Jaunes ont déserté les Assemblées Populaires face au constat que celles-ci tendaient à se structurer autour de militants d'extrême gauche s'étant

jointes au mouvement.

Concernant les rapports avec l'extrême gauche, on retrouve régulièrement les termes d'autonomie, d'autogestion ou d'émancipation chez certains interrogés (Julien et Simon notamment). L'usage de ces termes semble préexister au mouvement chez Simon, qui se définit comme anarchiste depuis longtemps. Pour Julien, il semblerait que ces termes lui soient apparus au cours du mouvement, notamment à travers les échanges envers les militants d'extrême gauche (échanges qu'il n'avait jamais eus avant le mouvement). On retrouve chez lui une certaine sympathie envers les militants anarchistes : « *Ils ont permis une coordination, une organisation des actions. Le futur va être compliqué, et heureusement qu'il y a ces militants là* ».

Dans beaucoup de discours, on retrouve l'idée d'une « éducation militante » de la part des personnes déjà engagées avant le mouvement. Cette thématique émerge autant chez les anciens militants ayant pris cette place d'« éduquants » (Simon, Charles, Hubert, Albert dans une moindre mesure) que chez ceux qui n'étaient pas ou peu militants avant, qui ont donc pris la place d'« éduqués » (Vanessa, Julien, Fabien).

Simon revient sur le mépris qu'ont pu avoir au départ certains militants révolutionnaires et anarchistes envers le mouvement : « *Même au niveau [des militants] révolutionnaires ça a mis du temps, parce que bah ouais y avait des propos racistes, des propos sexistes, mais en fait oui y en a dans toute la société car ça nous traverse toutes et tous, mais est-ce que tu veux laisser la place aux fascistes de l'action françaises ?* ». Le mouvement des Gilets Jaunes est donc venu directement questionner des militants « révolutionnaires » (autonomes, anarchistes). Ce mouvement portait partiellement un discours que Simon décrit comme « *non-émancipé* », c'est-à-dire reproduisant des formes de domination (racisme, sexisme) présentes dans la société. La question semble donc s'être posée pour les « révolutionnaires » : est-ce que l'on s'en désolidarise (quitte à laisser la place aux « *fascistes de l'action française* »), ou bien est-ce que l'on travaille avec eux pour généraliser l'émancipation ? Simon a rapidement considéré qu'il était important que les militants « émancipés », révolutionnaires, se joignent au mouvement pour se l'approprier, ou en tous cas pour y limiter la progression des discours d'extrême droite. Le mouvement des Gilets Jaunes a donc également été un terrain où se sont (re)joués des rapports de force entre des courants politiques lui préexistant.

2.2.2 – Idéologies et utopies du mouvement

2.2.2.1 – Quelles revendications ?

En tant que mouvement social, le mouvement des Gilets Jaunes était porteur d'un certain nombre de revendications. Il semblait donc nécessaire de questionner celles-ci, d'autant plus que ce mouvement n'ayant pas de structure formelle définie, il est apparu au fil des jours que les revendications elles-mêmes pouvaient évoluer, ou du moins être portées de manière différente par chaque membre du mouvement.

Une idée qui revient beaucoup elle celle que les toutes premières revendications ont été des revendications économiques (contre les taxes, pour l'augmentation du pouvoir d'achat...), mais que très rapidement les échanges ont plutôt porté sur la question de la démocratie. « *Il y a eu, pendant peut-être deux week-ends, des revendications contre les taxes, mais très peu en fait. Très vite c'est devenu un truc à la recherche de la démocratie* » (Albert). Pour lui, ces échanges sur la démocratie étaient en réalité les mêmes que ceux ayant eu lieu en Grèce Antique ou pendant le siècle des Lumières. Albert fait en effet beaucoup de références historiques et philosophiques (Alain Supiot, Montesquieu, démocratie athénienne...) sur la notion de démocratie.

Vanessa proposera également cette idée : « *après, à discuter autour du rond point, on en est vite arrivé à des sujets plus fondamentaux, plus profonds, où on s'est vite rendu compte que c'était tout un système en fait* ».

Simon propose également cette vision, en apportant un autre élément : « *C'est méprisant de se dire que c'est juste anti-taxe, parce qu'en fait on a pas tous la même conscientisation de la domination politique et tout* ». Si le mouvement était d'abord anti-taxe, c'est pour lui parce que les personnes n'avaient pas « *conscientisé* » le fait que les taxes relevaient d'un « *système général de domination* ». Au fil du mouvement, toujours selon Simon, chacun a pu percevoir progressivement que le problème fondamental n'était pas relatif aux taxes en elles-mêmes mais bien au système de domination dont elles ne sont qu'un rouage.

Ainsi, il apparaît que la question économique a été fédératrice, c'est en effet à partir de cette question que les personnes se sont regroupées sur les ronds-points et dans la rue. Mais les questions de fond qui ont traversé le mouvement étaient plutôt celles de la démocratie, de l'ordre social en général. Ce mot « *démocratie* » revient dans tous les entretiens, sans exception : tous cherchent la démocratie, mais il est à noter qu'ils ne la trouvent pas forcément aux mêmes endroits.

Outre les revendications purement démocratique, nous retrouvons chez plusieurs interviewés des revendications écologiques (Charles, Simon, Hubert). Ces revendications tranchent quelque peu avec la représentation du mouvement qui a pu émerger par moments sur la scène médiatique, notamment vis-à-vis de la revendication première qui était celle contre la hausse des prix des carburants. En effet, si l'on ne considère que cette revendication première, il semble que le mouvement n'ait pas particulièrement d'appétence écologique dans la mesure où la réforme contre laquelle il semblait se mobiliser avait justement une dimension écologique. Les entretiens réalisés montrent que les revendications sont plus complexes, et qu'une perspective écologique peut cohabiter avec un refus de l'augmentation des prix des carburants au sein d'un même mouvement.

Certaines revendications concernant les services publics apparaissent également, notamment chez des personnes habitant en milieu rural. Charles dénoncera ainsi la privatisation progressive des services publics, et Vanessa regrettera que ceux-ci disparaissent de plus en plus des campagnes (faisant référence aux écoles, lignes de trains, bureaux de poste...).

Au delà des revendications explicites, le mouvement semble également être l'expression d'une colère généralisée (Hubert, Vanessa, Charles, Jacques, Simon). Jacques dira ainsi : « *il n'y a pas de revendication précise, sinon celle de vivre correctement* ».

2.2.2.2 – *Quels projets politiques, quels objectifs du mouvement ?*

Nous avons vu dans le paragraphe précédent que les revendications des Gilets Jaunes, si elles avaient d'abord porté sur des questions économiques concrètes, s'étaient rapidement étendues à une remise en cause du système politique en général à notamment à sa dimension démocratique. Ainsi, en corollaire des revendications concrètes, il apparaît que les Gilets Jaunes interrogés proposent également à travers leurs discours des projets politiques de fond, reconsidérant l'ordre politique actuel et lui substituant des alternatives idéales. Sur cette thématique, peut-être plus encore que sur les autres, les discours divergent et il apparaît rapidement que les projets politiques de Gilets Jaunes, s'ils ont en commun une remise en question du système actuel et une « recherche de la démocratie », sont sur le fond relativement hétérogènes et font appel à des considérations héritières de différentes traditions politiques.

Ainsi les projets politiques concrets sont diversifiés. On retrouve notamment l'idée du RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne), idée ayant été relativement médiatisée durant le mouvement des Gilets Jaunes. Cet objectif est notamment évoqué par Julien, Fabien et Vanessa. Outre le RIC, nous retrouvons également une autre idée ayant été mainte fois médiatisée, et ce avant même le

mouvement : la réécriture de la Constitution et le passage à une sixième République. Cette revendication peut d'ailleurs cohabiter, au sein d'un même discours, avec l'idée précédemment évoquée concernant le RIC. C'est le cas chez Julien et Vanessa, qui considèrent alors qu'une nouvelle constitution incluant le RIC serait idéale. Charles, lui, sans avoir mentionné le RIC, considère le passage à une sixième République comme nécessaire. Il est intéressant de constater que, en ce qui concerne ces deux projets politiques exposés (de manière différente) par Julien, Fabien, Vanessa et Charles, ce n'est pas le système républicain lui-même qui est remis en cause, mais bien la forme que celui-ci prend actuellement dans notre société.

Simon, lui, propose un discours plus radical. Il évoque le RIC et le passage à une sixième République en expliquant qu'il ne croit pas à ces solutions. Il semble porter un idéal révolutionnaire, rejetant non seulement le système actuel en lui-même mais également le système républicain dans son ensemble. Ce dernier participe selon lui de ce qu'il nomme le « *système général de domination* », contre lequel il se positionne de manière radicale. Malgré ses désaccords avec d'autres Gilets Jaunes, Simon considère cette diversité inhérente au mouvement comme une force pour celui-ci : « *La convergence des luttes c'est sa puissance inégalée [au mouvement], c'est l'idée que ça passe avant tout par une diversité des moyens d'action, et aussi par le fait que on est pas tous pareils, personne n'est pareil, et du coup ça provoque du débat* ». Il constate d'ailleurs que « *les objectifs les moins radicaux se radicalisent à force de côtoyer les objectifs les plus radicaux* », ce qui peut expliquer le fait qu'il considère que le débat est une force du mouvement, dans la mesure où les échanges lui semblent favoriser la radicalisation des Gilets Jaunes les moins engagés. D'une manière générale, la diversité des opinions et les débats qu'elle implique sont des éléments importants pour Simon, qui y revient régulièrement. Nous pouvons faire l'hypothèse qu'il s'agit là d'une sorte de déni de la tendance isomorphique décrite par Vanessa.

Cette diversité des projets politiques chez les Gilets Jaunes interrogés est relativisée par des éléments récurrents, qui semblent faire consensus dans le mouvement. La notion de démocratie revient ainsi chez tous les interviewés, teintée d'une idéalisation : « *Le combat c'est de dégager le système politique/politicien, de faire advenir une démocratie de cité* » (Julien). En prolongement de cette insistance sur la recherche démocratique inhérente au mouvement, nous retrouvons l'idée que celui-ci fonctionnait justement à partir d'un idéal démocratique, avec une volonté d'élargir ce type de fonctionnement à la société dans son ensemble : « *Au début on reproduisait la société sur les ronds points* » (Julien) ; « *l'idée c'était d'établir la première démocratie [...] ils étaient en train de reproduire exactement ce qui s'était passé en Grèce il y a 2500 ans, sans le savoir !* » (Albert). Les ronds-points semblent ainsi avoir été une reproduction microscopique de la société idéalisée,

démocratique ; une expérimentation de l'idéal social souhaité. Nous pouvons trouver ici l'apparition de la position utopique décrite par Kaës (1978), dans laquelle le groupe se construit des conditions d'existence correspondant à l'ordre social idéalisé. Cela n'empêche pas que les modalités d'organisation de cet idéal social microscopique aient été hétérogènes selon les localités, tantôt marquées par le vote, tantôt par le recours au consensus, et tantôt par une configuration plus ou moins hiérarchisée du groupe.

2.2.2.3 – *Quelles solutions ?*

Après avoir vu, dans les précédents paragraphes, les revendications plus ou moins concrètes ainsi que les projets politiques de fond évoqués par les Gilets Jaunes interrogés, il semble nécessaire d'aborder maintenant la thématique des solutions, c'est-à-dire des méthodes à mettre en place pour atteindre les objectifs concrets ou de fond qui ont pu être évoqués lors des entretiens. Là encore, c'est un point qui soulève des désaccords.

Pour Charles, il faut passer par les urnes : « *on est obligé de passer par une élection* ». Pour autant, c'est une question complexe : il n'est pas pour qu'un parti GJ se présente aux élections : « *si on fait un parti, y aura forcément une verticalité, et voilà ça recommence quoi* ». Charles propose lui de voter pour la France Insoumise ; Albert est lui encarté à ce parti. Les autres personnes interrogées ne sont pas toutes d'accord avec cela.

Pour Vanessa, même si elle ne préconise pas de passer par le vote, une solution réside dans l'institutionnalisation du mouvement, bien que cela pose d'autres questions : « *dans l'idée le but c'est quand même de pouvoir un jour proposer une alternative mine de rien. Donc oui, on est dégoûtés de la politique, on est dégoûtés de nos politiques plutôt que la politique, mais y a un moment va bien falloir qu'on propose autre chose* ». Ainsi, Vanessa opte pour une structuration et une institutionnalisation du mouvement, qui deviendrait ainsi plus légitime sur le plan politique pour proposer des alternatives viables.

Simon ne s'accorde pas avec ces propositions tendant vers une institutionnalisation (que ce soit par le recours au vote ou par la structuration interne du mouvement). Il opte plutôt pour des solutions individuelles, notamment changer son rapport à la consommation ; idée sur laquelle Charles revient également. Simon affirme de plus l'idée qu'un mouvement tel que celui des Gilets Jaunes, même s'il n'a pas entraîné de changement net sur le plan politique, tend malgré tout à faire évoluer les consciences vers une plus grande émancipation à l'égard du système de domination. L'existence même du mouvement, et les échanges que celui-ci a permis, fait donc partie pour Simon du répertoire de solutions permettant un changement social général.

2.2.2.4 – *Rapports entretenus avec les institutions*

Un thème important qui est revenu de manière régulière les entretiens est celui du rapport entretenu par le mouvement des Gilets Jaunes avec les différentes institutions sociales et politiques. Cette notion d'institution comprend aussi bien les organisations politiques militantes (syndicats, partis politiques), les institutions politiques républicaines (assemblée nationale, gouvernement...), et les institutions sociales ayant un rôle politique compris au sens large, telles que les médias par exemple.

D'une manière générale, nous pouvons dire qu'une certaine défiance vis-à-vis de ces institutions apparaît dans tous les entretiens, même si des nuances peuvent être perçues dans l'expression de cette défiance. Cette défiance généralisée apparaît notamment dans la récurrence de la notion de « système » qui, bien que la définition qui lui est accordée puisse sensiblement varier d'un sujet à l'autre, reste pour tous un système à changer, voire à renverser. Les institutions évoquées plus haut sont pour chacun constituantes de ce système perçu comme source des revendications du mouvement. Le mouvement des Gilets Jaunes semble se caractériser notamment par sa volonté de s'affranchir de ce « système », et de fonctionner sur un autre mode.

On trouve ainsi chez Julien et chez Fabien la notion d'« apolitisme ». Julien assume l'utilisation de ce terme, et Fabien l'utilise tout en le dénigrant ensuite, dans une sorte de mouvement dénégatif. Dans leur discours, cette notion d'apolitisme fondamental dans le mouvement des Gilets Jaunes est à mettre en lien avec le fait que les partis politiques font partie du système, et que leur fonctionnement est incompatible avec le mouvement. Ce terme sert donc à exprimer comment le mouvement s'est refusé à se mettre en lien avec les partis politiques, se voulant rassembler au-delà des frontières de l'un ou l'autre des bords de l'échiquier politique. Charles et Hubert expriment une idée similaire, en préférant le terme « apartisan » à « apolitique ». Si dans ces deux termes réside une idée centrale, qui est l'affranchissement du mouvement vis-à-vis des partis politiques, des nuances restent à observer dans l'usage de ces notions. Ainsi, Charles et Hubert s'accordent à considérer que le mouvement, bien qu'apartisan, avait une véritable portée politique. À l'inverse, Julien et Fabien tendent à dénier cette portée politique, ce qui semble s'expliquer par leur défiance importante vis-à-vis du monde politique de manière générale. L'usage du terme « apolitique » témoigne pour eux d'une rupture importante avec les institutions.

Les syndicats sont l'institution qui a été la plus évoquée par les personnes interrogées. Les propos des Gilets Jaunes envers eux sont souvent critiques.

Nous pouvons tout d'abord noter un regret général que les syndicats ne se soient pas joints au mouvement, ou ne l'aient pas soutenu. Albert dira par exemple : « [la CFDT] *je les appelés la Confédération Française Des Traîtres !* ». Pour Charles, les syndicats ne remplissent plus leur rôle, ce qui explique l'émergence de nouvelles formes de contestation : « *La révolte des Gilets Jaunes elle vient de là, c'est qu'il n'y a plus personne qui représente les gens qui travaillent. [...] il n'y a plus de confiance dans les syndicats* ». Cette notion de confiance revient aussi chez Hubert, concernant les partis politiques : « *je pense que y a une crise de confiance majeure dans les partis politiques dits traditionnels* ». Jacques donne une explication à la perte de fonction des syndicats. Pour lui, ceux-ci ont perdu de leur puissance à partir de 1981, quand la gauche est arrivée au pouvoir : « *la CGT au niveau national a dit « nan nan, ce sont des camarades qui sont au pouvoir, et donc on bouge pas », et depuis ce moment là la CGT a arrêté de bouger. [...] Avant 81 y avait vraiment un rapport de force entre le pouvoir et les ouvriers, les syndicats, qui a complètement disparu* ». Jacques dénonce ici une certaine collusion entre le pouvoir gouvernemental et les syndicats, collusion expliquée à l'origine par le fait que les représentants du pouvoir étaient de la même obédience politique que les syndicats, mais qui aurait perduré ensuite.

Toujours concernant les syndicats, Simon perçoit lui une opposition fondamentale entre les syndicats et les mouvements autonomes tels que celui des Gilets Jaunes. Pour lui, les syndicats sont « *défensifs* », car ils ont pour objectif premier la préservation d'acquis sociaux menacés périodiquement par de nouvelles réformes. À l'inverse, les mouvements autonomes sont « *offensifs* » : leur but n'est pas la défense et le maintien d'un certain ordre social, mais bien le renversement de cet ordre, et la proposition d'une autre manière de faire société. Il y a donc chez Simon un désaccord fondamental avec les syndicats dans ce qu'il considère comme étant leur raison d'être centrale.

Nous pouvons donc noter une défiance, une tension entretenue de la part des Gilets Jaunes à l'égard des institutions politiques « traditionnelles ». Il est à noter que selon Hubert, ce rapport tendu va dans les deux sens : les Gilets Jaunes ont rejeté les syndicats et les partis de la même manière que les partis et les syndicats ont rejeté les Gilets Jaunes : « *il y a eu un refus de la part des partis de se joindre au mouvement. D'un autre côté je pense que s'il y avait eu de la volonté ça n'aurait pas été facile ! Parce que y a quand même des mecs qui sont venus sur le rond point encartés, droite comme gauche [...] Et à chaque fois qu'ils ont essayé de faire un truc, même sans pensée récupératrice, je les ai sentis mal à l'aise, et hors du coup... Ils ont pas compris je pense* ».

En plus des syndicats, les médias sont également régulièrement évoqués, là aussi avec une

certaine défiance. On trouve une volonté de la part de certains Gilets Jaunes (Julien, Fabien, Simon) de se « *réapproprier l'information* » (Simon) en créant des médias Gilets Jaunes, en contre-filmant quand un média filme pour éviter toute décontextualisation... La question de la visibilité du mouvement est également en jeu. Le discours médiatique envers les Gilets Jaunes est critiqué par toutes les personnes interrogées, mais pas forcément avec la même tonalité. « *On avait à faire à la pression médiatique des grands médias, BFM etc, qui faisaient un profil du gilet jaune et tout, donc nous il fallait qu'on combatte contre ça* » (Fabien). On trouve dans le discours de Fabien, ainsi que dans celui de Simon, Julien ou encore Vanessa, une critique vive à l'égard des médias, et une volonté de proposer une autre vision des choses venant du mouvement en lui-même.

D'autres Gilets Jaunes interrogés sont pour leur part plus mesurés, comme Hubert par exemple : « *je pense qu'aujourd'hui être journaliste et faire son boulot correctement ça doit être très compliqué. J'ai vraiment beaucoup de mal avec les médias aujourd'hui, et leur volonté de globaliser les choses. Je pense qu'il y en a qui ont essayé de faire leur boulot en descendant sur les ronds points, en essayant de comprendre, ou en tous cas d'écouter* ». On voit que les discours à l'égard des médias sont plus ou moins mesurés, mais qu'une défiance est là encore générale et émerge dans tous les discours.

2.2.3 – Les modalités d'organisation

2.2.3.1 – Le « leadership »

Cette thématique est revenue de manière particulièrement récurrente. Elle a été abordée par toutes les personnes interrogées, avec en général une importante ambivalence à son égard. Il est intéressant de constater qu'elle fait partie des thématiques les plus importantes, alors même qu'elle n'avait pas été anticipée et ne figurait pas sur la grille d'entretien utilisée. Il est également important de préciser que cette thématique du leadership apparaissait régulièrement comme étant en lien avec la thématique que nous verrons dans la prochaine partie, celle de la représentativité du mouvement.

L'élément qui est le plus revenu quant à cette question du leadership est une forme d'ambivalence. D'un côté, le discours explicite se situe plutôt du côté du refus d'organisation hiérarchique (« *organisation horizontale* » (Charles), volonté que les gens se responsabilisent eux-mêmes sans avoir besoin de chefs (Julien, Fabien, Vanessa)). Mais parallèlement, des leaders semblent avoir émerger dans chaque localité. Parfois, ce sont les personnes interrogées qui ont pris cette place (Julien, Fabien, Vanessa, Simon), parfois cela est décrit de façon « extérieure » à ce

processus (Jacques, Charles, Albert).

Pour illustrer cette ambivalence face à la question du leadership, nous pouvons notamment citer Fabien : « *y avait pas de leader, c'est important de le dire. [...] J'ai toujours dit aux gens, « vous êtes responsables de ce que vous faites, vous venez mais moi je commande personne, c'est pas moi qui vais vous dicter les choses ».* [...] *Tant qu'on aura des prises de pouvoir, qui montent comme la constitution, pyramidale avec des décisions... ça ira jamais [...] Après, en marchant, au fil du mouvement et tout bon j'ai compris qu'au final c'était quand même une utopie, qui a fonctionné quand même mais qui reste... parce que les gens ils sont formatés* ». On trouve également souvent des « lapsus » qui illustrent l'ambivalence relative à la thématique du leadership : « *les deux jeunes qui dirigeaient... enfin ils seraient pas contents si je disais diriger* » (Albert). Ce type d'auto-correction sur le champ lexical du leadership est très récurrent, et met en lumière à la fois l'existence de rapports de pouvoir au sein des groupes de Gilets Jaunes, et le déni partiel de ces rapports de pouvoir.

Du côté des personnes qui ont pris une place de leader (Julien, Fabien, Vanessa, Simon), on trouve un refus, voire un dégoût d'avoir été mis à cette place. Julien, Fabien et Vanessa ont tendance à naturaliser ce phénomène, en l'expliquant par un recours à l'ordre naturel des choses : les gens ont besoin de leaders, il y a les leaders et les suiveurs, c'est « *naturel* ». Ainsi, Vanessa pourra dire : « *malgré tout voilà c'est humain, y en a qui ont plus la faculté de mener, et malgré tout ça revient toujours un peu sur le tapis [...] les gens étaient quand même dans l'attente, ils attendent quand même que des décisions soient prises par des personnes [...] On voulait s'en débarrasser, mais malgré tout c'est resté assez... jusqu'à la fin* ». Simon, pour sa part, explique plutôt cela non pas par une donnée naturelle, mais plutôt par « *la culture du chef* » dont les personnes ne sont pas forcément « *émancipées* ». Simon explique également cela par la manière dont fonctionnent les réseaux sociaux : les groupes Facebook de Gilets Jaunes fonctionnent avec des administrateurs qui gèrent le groupe, et des personnes qui suivent le groupe. Cette manière de fonctionner, relative aux réseaux sociaux et donc indépendante des volontés des Gilets Jaunes eux-mêmes, structure nécessairement la dynamique de groupe : les administrateurs, qu'ils le veuillent ou non, se retrouvent à la place de leaders. C'est le cas pour Julien et Fabien, qui étaient co-administrateurs de groupes Facebook. Ils ont ainsi, à travers les groupes Facebook dont ils avaient la responsabilité, réuni beaucoup de personnes et lancé des mouvements, ou partagé des informations relatives à la lutte. Julien dit préférer le terme d'« *initiateur d'idées* » à celui de leader.

Nous avons vu comment Vanessa, Julien, Fabien ou Simon tendent à expliquer l'émergence

de leaders du côté des « *suiveurs* », comme si le fait d'avoir pris cette place n'était pas de leur fait mais de celui des personnes qui les y ont placés. Mais il importe de noter que certains ont également pu trouver une certaine complaisance dans cette place. C'est notamment le cas pour Julien et Fabien. Julien dira par exemple « *je faisais la police sur les ronds-points* », phrase dans laquelle on peut percevoir une volonté de garder le contrôle sur ce qui se passait, notamment pour éviter les débordements. Cette dynamique était également visible dans les modalités de prise de contact avec Fabien, qui désirait conserver un certain contrôle sur les personnes auxquelles j'allais pouvoir avoir accès pour ma thèse. Julien comme Fabien expriment également le fait qu'ils se sentaient responsables des personnes qu'ils emmenaient sur les lieux d'action : « *moi on me disait « y a un truc à la raffinerie, blocage en cours, viens avec les personnes qui te suivent tout ça machin », heu... t'es sûr que c'est pacifique parce que je peux pas emmener une femme de 60 ans [...] Tu sais que t'as quand même lancé le truc de base et puis [...] malheureusement dans les gilets jaunes, les gens ils ont besoin d'un leader* » (Fabien). On voit comment ce rôle de leader donnait à ceux qui le portait une forme de responsabilité envers les autres personnes du mouvement, et comment ce phénomène, s'il est rejeté ou critiqué dans le discours explicite, trouve malgré tout une certaine réceptivité chez certains.

Chez Simon, cette ambivalence envers la question de son propre leadership dans les groupes de Gilets Jaunes est assez présente. Comme il milite depuis longtemps, il a eu parfois tendance à « *prendre de la place* » dans les débats, dans les assemblées. Il dit avoir dû travailler sur lui pour ne pas se penser indispensable, pour laisser de la place aux autres. Parallèlement, il explique le fait d'être resté dans sa ville qui est très « *pacifiée* », alors que beaucoup de ses amis militants sont allés dans des villes où la lutte est plus intense. En restant dans sa ville, il dit avoir le sentiment d'être plus utile, car il y a besoin de personnes pour « *mettre leur grain de sel* », plus que dans des villes où la communauté militante est déjà bien ancrée. Il explique également cela par le fait qu'il faille « *combattre le centralisme* » : « *la misère est partout donc c'est important que la colère soit partout aussi* ». Ainsi, on voit chez Simon apparaître la dialectique du leadership, entre refus de prendre cette place et travail sur soi pour s'en affranchir d'une part, et rationalisation de l'importance de cette place d'autre part.

Il est intéressant de constater que ce rôle de « *leader* », s'il est au départ assez implicite et pris par les personnes de manière « *naturelle* », tend parfois à se formaliser à travers un rôle précis dans les modalités d'organisation de la lutte. Par exemple, Julien a été nommé rapporteur de son département, rôle servant à coordonner les actions avec les Gilets Jaunes des départements voisins. Cette place de rapporteur vient concrétiser une place d'importance dans le groupe, qui jusqu'ici était restée très implicite.

2.2.3.2 – La représentation et la représentativité

La thématique de la représentation, ou de la représentativité du mouvement, apparaît elle aussi de manière très récurrente. Par la notion de représentation ou de représentativité, nous entendrons ici la manière dont le mouvement a pu être représenté, sur les plans médiatique et politique, par certains individus se désignant ou étant désignés comme porte-paroles.

Si cette thématique faisait partie des questions qui figuraient dans la grille d'entretien utilisée, il est à noter que c'est une de celles qui apparaissait le plus avant même que je la questionne directement. Cela témoigne de l'importance qu'a eu cette question pour le mouvement. Enfin, comme précisé précédemment, cette thématique semble s'articuler dans les discours à la thématique précédente, celle du leadership. Il semblerait que la représentation du mouvement soit à l'échelle nationale ce que le leadership est à l'échelle locale ou groupale.

Globalement, il apparaît que les tentatives de représentation du mouvement à l'échelle nationale sont perçues d'un mauvais œil par les personnes interrogées, à l'instar de ce que l'on pouvait voir médiatiquement durant le mouvement. Cette défiance envers les personnes se désignant comme porte-paroles du mouvement trouve différentes sources.

Tout d'abord, ces tentatives sont perçues comme contre-productives. Julien dira par exemple : « *On ne peut pas fonctionner dans un système qu'on dénonce* ». Il fait ici référence à certains Gilets Jaunes médiatisés, qui ont tenté d'institutionnaliser le mouvement à travers des organes institutionnels « traditionnels » (en créant des listes Gilets Jaunes pour certaines élections par exemple). Pour Julien, il paraît donc contre-productif de reproduire les mêmes processus institutionnels que ceux qui sont dénoncés par le mouvement.

Ces tentatives ont également éveillé des soupçons d'« infiltration » du mouvement par des « ennemis » : « *J'ai repéré des infiltrés de haut niveau, des infiltrés du gouvernement. Je les avais repérés vite, avec mes équipes* » (Julien). Nous retrouvons ici une dynamique persécutive. Cette idée se trouve également chez d'autres personnes interrogées, pour qui ces tentatives de représentations « *servaient le pouvoir, qui voulait que les Gilets Jaunes ce soit ça* » (Jacques). Avoir des représentants servirait ainsi au pouvoir à donner une image précise des Gilets Jaunes, alors même que le mouvement est trop divers pour être représenté. Pour Simon : « *c'est clairement une pratique de répression médiatique : il [leur] faut des leaders, il [leur] faut des agents de négociation en quelque sorte, un peu comme les syndicats malheureusement* ». Les individus ayant pris cette place de représentants sont « *tombés dans le piège* » du pouvoir, qui faisait en sorte de construire des représentants du mouvement qui donneraient une image précise à ce dernier. Ainsi,

les personnes interrogées s'accordent à constater l'impossible représentation du mouvement, c'est-à-dire la prédominance de l'individu sur le groupe, et donc l'absence d'un « nous » cohérent et clairement défini. Cette impossible représentation apparaît d'ailleurs également dans la définition même du mouvement pour Hubert : « *je pense pas qu'il y ait une définition, y en a peut être autant qu'il y a d'individus* ». Jacques : « *moi je ne connais que le groupe, enfin quelques groupes du département. Donc ça sera obligatoirement limité dans l'analyse* ».

Pour Albert, ce n'était pas de la défiance ou du mépris qui prédominaient, mais plutôt une indifférence générale envers les « représentants » : « [les représentants des Gilets Jaunes], *ils n'en avaient rien à cirer* ».

Enfin, Vanessa, bien que méfiante face aux tentatives de représentation, est plus mesurée, expliquant que s'il y a eu des représentants c'est également parce qu'il y a eu des suiveurs. Elle décrit également comment les représentants ont pu souffrir de ce rôle, portant un grand poids sur leurs épaules, et se voyant reprocher les échecs collectifs. On perçoit une certaine identification de sa part à ces figures, car elle-même s'est retrouvée à la place de leader dans sa localité et a pu souffrir du poids que cela représentait. De plus, Vanessa dira à la fin de l'entretien qu'elle participe aujourd'hui à des groupes institutionnalisés de réécriture de la constitution, qui s'apparentent ainsi aux différentes tentatives d'institutionnalisation ayant eu lieu pendant le mouvement. Elle semble donc plus encline à entrer dans ce type de démarche, et donc à comprendre les motivations de celles et ceux qui l'ont fait durant le mouvement.

Malgré ce rejet majoritaire de la représentation du mouvement, il est intéressant de constater que les « assemblées des assemblées », réunions regroupant des groupes Gilets Jaunes de toutes la France, fonctionnaient également par la représentation. Comme nous le verrons plus loin, des Assemblées Populaires étaient organisées régulièrement sur le plan local, et certains membres des Assemblées Populaires locales étaient mandatés pour aller participer aux Assemblées des Assemblées (sur le plan national). Là encore, on peut y retrouver la sublimation, par la formalisation, d'un refoulé groupal : le principe de la représentation est rejeté, refoulé, et revient sous forme sublimée et rationalisée comme un moyen de lutte à part entière.

2.2.3.3 – Les modalités concrètes d'organisation

Cette thématique réunit les différentes manières qu'ont eues les Gilets Jaunes de s'organiser. À travers les entretiens, il est apparu que selon les localités, mais aussi selon les groupes de Gilets Jaunes, différents modèles d'organisation ont été pensés et mis en place. Ce que nous appelons ici modalités d'organisation concerne aussi bien, par exemple, la manière dont chaque groupe a pu organiser les prises de parole de ses membres lors de regroupements, que les méthodes de lutte utilisées par ces groupes.

En ce qui concerne l'organisation de la prise de décision à l'échelle du groupe, il semble exister des disparités selon les localités et selon les groupes prédominant dans ces localités. Les modalités d'organisation ont été des questions importantes, qui tiennent à la structure même du mouvement : « *la grande question c'est comment on structure le mouvement. Je pense que tous les Gilets Jaunes sont d'accord sur un principe, c'est qu'il faut pas structurer le mouvement verticalement, comme les politiques sont aujourd'hui* » (Charles). Si Charles affirme que ce refus d'organisation verticale fait l'objet d'un consensus chez les Gilets Jaunes, nous pouvons malgré tout constater que certains semblent avoir contrevenu, d'une manière ou d'une autre, à cette volonté.

Si certains Gilets Jaunes interrogés préfèrent prendre des décisions à partir d'un consensus groupal (Simon notamment), d'autres ont préféré recourir au vote (Albert, Charles). D'autres encore, sans le dire explicitement, fonctionnaient sous un mode plutôt hiérarchique (Julien, Fabien).

Le recours au consensus semble être hérité des traditions anarchistes : « *il y avait des militants type CNT [...] qui ont voulu imposer le principe de consensus* », dira Albert. Ce dernier rationalise son refus de cette modalité décisionnelle par une référence historique, expliquant que le consensus était originellement utilisé dans les couvents : « *c'est un truc de curé, moi je ne veux pas en entendre parler !* ». Il est pour autant probable qu'autre chose se joue dans ce refus, qui témoigne à mon sens de la rencontre parfois conflictuelle entre différentes traditions militantes. Ainsi, chez Albert, le recours au vote se veut héritier des traditions démocratiques grecques, auxquelles il fait régulièrement référence. Nous voyons ici comment le signifiant « démocratie », s'il fait sens chez certains Gilets Jaunes qui veulent l'exercer, par le vote, au sein du mouvement, est au contraire remis en question par d'autres Gilets Jaunes interrogés qui revendiquent une tradition plus anarchiste.

Enfin, le recours au « chef » (fonctionnement hiérarchique) se retrouve plus chez les Gilets Jaunes n'ayant pas ou peu milité avant (Julien, Fabien, Vanessa dans une moindre mesure). Simon

expliquera ainsi comment les membres du groupes *Citoyens en colère* (dont font partie Julien et Fabien) ont organisé des assemblées où les leaders discourent à partir d'une estrade, tandis que l'audience les écoutaient et approuvaient ou non les décisions. Ce mode d'organisation s'écarte d'autres assemblées ayant eu lieu dans d'autres localités. Il est cependant à noter que cela a été rapporté par Simon, qui se trouve en désaccord avec ce mode de fonctionnement, et non par Julien et Fabien qui auraient participé à ces réunions hiérarchisées. Que ces réunions aient véritablement eu lieu ou non, ce discours rapporté témoigne pour le moins de conflits internes au mouvement et des luttes de pouvoir qui s'y sont jouées autour de la question organisationnelle.

Dans beaucoup de lieux s'organisaient ce qui fut nommé des Assemblées Populaires, sortes de grandes tables rondes hebdomadaires où les Gilets Jaunes échangeaient sur les actions à venir et sur les revendications. Ces assemblées, auxquelles ont participé Jacques, Simon, Charles, Hubert et Vanessa, étaient organisées de manière à ce que tout le monde puisse prendre la parole, et sans qu'une ou plusieurs personnes soient désignées formellement comme ayant un rôle plus important dans les échanges (bien que nous puissions supposer que, comme dans tout groupe, des figures aient émergé parmi les autres comme plus présentes dans les discours). En plus des assemblées populaires, se tenant donc hebdomadairement dans beaucoup de localités différentes, des Assemblées Des Assemblées (ADA) se sont tenues à plusieurs reprises, sur le plan national, réunissant des « représentants » des assemblées populaires locales. Ces ADA sont chères aux yeux d'un certain nombre de Gilets Jaunes interrogés (Simon, Charles, Jacques, Hubert, Vanessa), qui reconnaissent qu'il y a eu « *un gros travail de fait, un travail de fond, de réflexion, intellectuel* » (Charles). Il n'aura pas échappé au lecteur que la désignation de représentants destinés à participer à une Assemblée Des Assemblées est susceptible de se conflictualiser avec les discours explicites des Gilets Jaunes concernant l'impossibilité de représenter le mouvement, impossibilité qui paraît inhérente au mouvement lui-même. Comme dit précédemment, nous pouvons y voir une sublimation, par la formalisation, d'un élément psychique groupal dénié concernant l'existence de représentants du mouvement.

Concernant les modes de lutte, nous pouvons noter une certaine récurrence de la question de la violence en tant qu'outil de la revendication à part entière. Là encore, sur cette question, des désaccords se font jour. Pour Charles, la violence n'est pas la solution. Pour Hubert, les médias ont beaucoup mis en avant la violence du mouvement, alors que « *j'ai pas senti des gens qui voulaient passer à l'acte sur un acte de violence* ». La violence prend pour lui une valeur quelque peu contre-productive dans la mesure où elle sera instrumentalisée par les médias pour décrédibiliser le mouvement. Pour Jacques, il y avait une dualité inhérente au mouvement : « *à la fois un pacifisme*

et une violence, les deux en même temps ». En effet, toujours selon Jacques, les relations entre Gilets Jaunes étaient très amicales, malgré les différends politiques, mais les actions étaient parfois violentes. Nous retrouvons ici l'idée, évoquée lors de l'analyse netnographique, selon laquelle la violence interne au mouvement se retrouve dérivée vers des objets désignés comme surfaces projectives privilégiées. Simon, enfin, revendique la violence comme mode de lutte à part entière et légitime. Il semble en effet apprécier le fait de voir que des affrontements avec les forces de l'ordre éclatent dans son département, où prédominait avant le mouvement une tradition militante pacifiée.

Enfin, toujours concernant les outils de la lutte, on peut voir apparaître une catégorisation de trois modes de lutte que sont l'occupation des ronds-points, les blocages (d'usines, de raffinerie, de péages...) et les manifestations. L'occupation des ronds-points était un phénomène nouveau, qui a déjà fait l'objet d'une analyse dans cette thèse. Tous les Gilets Jaunes interrogés ont participé, à des degrés d'investissement divers, à l'occupation de ronds-points. Cela couvre à la fois les actions de Jacques ou de Simon, par exemple, qui sont allés à plusieurs reprises sur des ronds-points pour participer aux actions s'y déroulant, jusqu'à l'investissement total de Vanessa, ayant vécu durant six mois dans une caravane sur un rond-point occupé. Le blocage de points stratégiques, si ce n'est pas un phénomène nouveau, a pris pendant le mouvement des Gilets Jaunes une ampleur qu'il n'avait eu depuis de nombreuses années. Là encore, tous les Gilets Jaunes interrogés ont participé à des degrés différents à des blocages. Enfin, les manifestations constituent le mode le plus traditionnel de la contestation, et les Gilets Jaunes se sont saisis de cette pratique tout au long du mouvement, sous la forme des « Actes » hebdomadaires se déroulant le samedi. Tous les Gilets Jaunes interrogés ont participé à des manifestations. Pour Vanessa, l'articulation entre l'occupation des ronds-points et la participation aux manifestations est évidente : *« l'un ne pouvait pas aller sans l'autre, les ronds points seuls n'étaient pas concevables et les manifestations seules non plus »*. Ces deux pratiques constituaient ainsi un tout caractérisant l'ensemble de la contestation. À l'inverse, Charles s'est majoritairement concentré sur l'occupation des ronds-points, et n'est allé en manifestation qu'en décembre 2019, un an après le début du mouvement, lors de la réforme des retraites. On retrouve ici l'héritage syndical, cher à Charles, et pour lequel la question des retraites a toujours été sensible.

2.2.4 – *Vécu subjectif du mouvement*

2.2.4.1 – *L'investissement subjectif*

Alors que les thématiques précédentes concernaient plutôt la manière dont les personnes interrogées pouvaient décrire le mouvement en lui-même (et même si leurs descriptions étaient nécessairement empreintes de leur subjectivité), cette nouvelle thématique concerne directement leur implication subjective dans le mouvement, et la manière dont celui-ci a pu s'inscrire dans leurs vécus respectifs.

Tout d'abord, une idée récurrente est le fait que le mouvement des Gilets Jaunes a redynamisé les pratiques militantes, autant au niveau collectif (ayant apporté un nouveau souffle au militantisme dans des localités habituellement peu mobilisées), qu'au niveau individuel (le mouvement arrivant à un moment où beaucoup sont désabusés, n'ont plus envie de se battre). Cette idée émerge notamment chez Albert, Vanessa et Hubert ; ainsi que chez Simon dans une moindre mesure.

Hubert explique comment, peu de temps avant le mouvement, il s'est retrouvé « *orphelin de la politique* ». Il a longtemps été syndiqué, puis encarté dans un parti de gauche, mais a fini par être déçu par les syndicats et les partis du fait de « *problèmes de démocratie interne* » : « *je fais partie des gens déçus. [...] Je suis pas anti parti, loin de là, je suis pas anti syndicat, loin de là, mais par contre j'ai vécu tout ça avec des déceptions majeures* ». Le mouvement des Gilets Jaunes lui a permis de renouer avec le militantisme, de remettre du sens sur son engagement politique personnel. On retrouve la même trajectoire chez Vanessa, qui a déchiré sa carte de la CGT environ six mois avant le mouvement, « *écoeurée par les syndicats, enfin par mon syndicat en tous cas* ».

L'implication dans le mouvement est variable selon les personnes interrogées. Certains sont très investis (Simon, Vanessa, Julien). D'autres l'ont été mais le sont moins aujourd'hui (Charles, Hubert, Fabien). Enfin, Jacques et Albert présentent un investissement ambivalent dans le mouvement. Pour parler de celui-ci, ils utilisent parfois le « nous », mais aussi souvent le « ils », se situant ainsi dans l'extériorité du mouvement. Ils justifient cette extériorité vis-à-vis du mouvement par différentes raisons : leur âge (les jeunes étant considérés comme plus investis), et leur catégorie socio-professionnelle. Il faut noter que ces justifications conscientes de cette posture extérieure au mouvement semblent ne pas tout expliquer. Ainsi, chez Albert, cette extériorité semble très défensive. Il a à l'origine rejoint le mouvement pour le couvrir avec sa caméra. Il s'est finalement retrouvé dans les revendications du mouvement, mais a continué à le vivre à travers le filtre de sa

caméra, comme pour ne pas trop s'y engager. Il peut expliquer comment il se cachait parfois derrière sa caméra pour ne pas être trop engagé personnellement, pour se défendre contre les affects intenses véhiculés par les événements (colère ou peur face à la répression policière, empathie et tristesse face aux situations sociales de certains Gilets Jaunes...).

2.2.4.2 – La temporalité du mouvement

Si les phases perçues du mouvement sont assez variables selon les personnes interrogées, on peut tout de même noter que l'évolution globale tend pour tous vers une « *érosion du mouvement* » (Hubert).

Une idée revenant dans tous les entretiens est celle d'un enthousiasme présent au départ du mouvement. Dans les premières semaines, les Gilets Jaunes avaient le sentiment que tout allait basculer d'un coup. On retrouve une sorte d'illusion groupale, où les Gilets Jaunes étaient pris dans une idéalisation et un espoir intenses à l'égard du mouvement. Mais au fil du temps, il semblerait que les Gilets Jaunes aient été de plus en plus déçus face au manque de résultat concret : « *Ces gens là étaient pressés. [Ils] allaient manifester toutes les semaines à Paris, ils revenaient déçus. Ils avaient pris des coups, et rien n'avait bougé* » (Charles). Julien propose également cette idée, en nommant un moment de flottement. L'occupation des ronds-points a demandé beaucoup d'investissement, et a été une période fédératrice où chacun était particulièrement enthousiaste. Mais une fois que les ronds-points étaient occupés, tout le monde se demandait : « *Maintenant on fait quoi ?* ».

Chez Simon cette idée apparaît également : « *D'abord une phase d'euphorie un peu, d'enthousiasme, et puis après plus une conscientisation que la lutte des classes, ça fait très longtemps quoi !* ». Il évoque l'illusion des « *lendemains qui chantent* », le fait de voir tant de monde sur les ronds-points fait espérer, mais la lutte politique prend du temps et demande beaucoup d'énergie. Le mouvement a donc été marqué par une déception grandissante au fil du temps, face à la répression et à l'absence de résultats.

Pour Julien, « *Il y a eu un semblant de tournant, au moment du grand débat. [...] Puis il y a eu une première vraie scission au moment des élections [européennes]* ». Le tournant du grand débat s'explique par la division que cela a engendré dans le discours public à l'égard du mouvement. Julien décrit comment une partie des français a considéré que cette réponse du gouvernement était convenable, et que l'opinion publique à l'égard des Gilets Jaunes s'est trouvée

plus divisée et plus largement péjorative. Ensuite, la « *première vraie scission* » qu'il situe au moment des élections concerne une division au sein même du mouvement, et non plus dans l'opinion publique à l'égard de celui-ci. En effet, la préparation des élections européennes de mai 2019 est venue poser un certain nombre de questions au mouvement, dans la mesure où certains Gilets Jaunes voulaient proposer des listes électorales à ce scrutin, tandis que d'autres refusaient en bloc cette démarche qu'ils percevaient comme une institutionnalisation du mouvement. Ainsi, pour Julien, les étapes clés du mouvement sont des moments où des fractures internes se sont fait ressentir. Cela peut être mis en lien avec l'enthousiasme des débuts : les étapes clés sont celles où l'enthousiasme est attaqué par des dissensions, c'est-à-dire des moments où l'illusion groupale s'effondre, au moins partiellement, face à des éléments qui viennent souligner les différences interindividuelles jusqu'alors camouflées par l'euphorie portée par le mouvement.

On retrouve parfois l'idée qu'une partie du mouvement s'est dirigée progressivement vers une institutionnalisation, avec des listes dans certaines municipalités (Albert), des projets de réécriture de la constitution (Vanessa). Nous avons vu plus haut comment ces démarches ne sont pas perçues d'un bon œil par tous.

Enfin, la pandémie de Covid-19 est un élément régulièrement nommée comme étape fondamentale ayant au moins partiellement stoppé le mouvement (Charles, Jacques, Fabien, Julien, Simon). « *L'étape clé, c'est le covid !* » (Charles). On retrouve parfois l'idée que le covid aurait bien arrangé le pouvoir face aux contestations, permettant de limiter ces dernières du fait de l'impossibilité de se réunir en nombre (Jacques, Charles, Fabien).

2.2.4.3 – *Le mouvement des Gilets Jaunes aujourd'hui*

Les entretiens ayant eu lieu entre décembre 2020 et mars 2021, c'est-à-dire un peu plus de deux ans après le début du mouvement des Gilets Jaunes, il semblait nécessaire de questionner la vision qu'avaient les personnes interrogées envers le mouvement des Gilets Jaunes tel qu'ils le percevaient au moment de l'entretien.

Tous s'accordent à dire que le mouvement des Gilets Jaunes est aujourd'hui très affaibli vis-à-vis de ce qu'il a pu être. Pour Jacques, « *le mouvement aujourd'hui est en sommeil [...] Mais est-ce que ce sera un sommeil définitif...* ». La répression policière et médiatique à laquelle le mouvement a été confronté semble pouvoir expliquer cet affaiblissement pour Vanessa : « *Les*

manifestations c'est devenu tellement compliqué que même moi la première, je crois que je pourrais pas en refaire tout de suite ».

Certains ont une vision assez négative du mouvement tel qu'il est aujourd'hui. Pour Julien, « *Les vingt Gilets Jaunes déter' qui restent le sont parce que socialement ils ont rien, c'est leur seule sociabilité les Gilets Jaunes. [...] Ils disent stop aux ultrariches [...], c'est un argumentaire qui fédère plus rien* ». Ainsi, les Gilets Jaunes encore actifs sont pour Julien les plus démunis, socialement et financièrement, qui trouvent dans le mouvement une compensation à leur situation défavorable.

Albert partage ce constat péjoratif : « *ce qu'ils sont devenus maintenant c'est pas toujours très brillant. [...] ils font du repli [...], ils se préparent à la "guerre finale" ... [...] c'est le côté folklorique des choses* ».

Le mouvement s'est donc affaibli, il comporte de moins en moins de membres, et les Gilets Jaunes qui restent, selon Julien et Albert, sont soit les plus isolés socialement, qui trouvent leur sociabilité dans le mouvement, soit les plus radicaux, qui se replient en attendant la « guerre finale » ; dimension que l'on peut rapprocher des mouvements survivalistes et collapsologiques.

Pour d'autres Gilets Jaunes interrogés, le mouvement tend à se structurer, à se formaliser. Pour Charles, « *il n'y pas eu de structuration à l'heure actuelle, et c'est ça qui manque. Maintenant on cherche à créer une structuration, j'espère qu'ils vont y arriver* ». On voit ici comment, même s'il semble partager l'intérêt de certains Gilets Jaunes pour une structuration du mouvement (en espérant le succès de cette démarche), il s'en dégage en parlant de ces Gilets Jaunes à travers le « ils » et non plus à travers le « nous ». Vanessa, elle, s'inscrit pleinement dans ces démarches d'institutionnalisation du mouvement : « *il y a des choses un peu plus constituantes avec le RIC notamment, avec du travail sur la constitution et tout ça, j'y participe aussi [...] il y a aussi des mouvements un peu comme les Gilets Jaunes constituants aussi, qui alertent un peu les gens et aussi en s'adressant aux députés, aux institutions, à la NSM, au conseil de l'ordre* ». Cette structuration du mouvement a pour Vanessa deux intérêts : d'une part, comme nous l'avons vu plus haut, elle permet de « *proposer une alternative* ». D'autre part, elle permet au mouvement de s'élargir, de s'ouvrir en dehors de l'« *entre-soi Gilets Jaunes* » : « *je me suis inscrite au MCP, Mouvement Constituant Populaire, du coup on s'aperçoit qu'il y a pas mal de Gilets Jaunes, mais pas que. Donc c'est ça qui est bien* ». Le mouvement semble donc investir des milieux différents, notamment à travers des démarches d'institutionnalisation, auxquelles participent autant des Gilets Jaunes et des personnes venant d'autres horizons.

D'autres enfin considèrent que si le mouvement n'existe plus forcément physiquement, ou bien de manière très marginale, il semble avoir marqué les esprits. Pour Hubert, « *il y a des choses qui restent en tous cas, les gens qui ont vécu ça je pense que c'est encore dans leurs tête* ». Simon complète cette idée : « *pas mal de gens ont toujours l'esprit Gilet Jaune sans forcément le porter* ». Le mouvement a donc eu une portée historique, et a marqué le militantisme de par l'empreinte qu'il a laissée dans les esprits des Gilets Jaunes mais aussi du reste de la société.

Ainsi, tout le monde s'accorde pour dire que le mouvement s'est largement transformé depuis ses débuts. Si l'on ne considère que les pratiques originellement rattachées aux Gilets Jaunes (blocage des ronds-points, manifestations du samedi...), on peut constater comme Julien et Albert que le mouvement n'est plus constitué que de ses membres les plus démunis et/ou les plus radicaux. Mais si l'on élargit la focale, on peut constater que la fluidité du mouvement des Gilets Jaunes lui a permis de s'infuser dans d'autres sphères sociales, que ce soit au sein de mouvement institutionnalisés plus larges, ou bien d'une manière générale « *dans les têtes* ».

2.2.4.4 – *Le mouvement des Gilets Jaunes demain*

Enfin, la dernière thématique abordée est celle du futur possible du mouvement des Gilets Jaunes. Si tous s'accordent à constater l'affaiblissement actuel du mouvement, avec les différentes tonalités que l'on a pu entendre plus haut, des sentiments contradictoires cohabitent chez les Gilets Jaunes concernant l'avenir de ce mouvement.

Nous pouvons tout d'abord noter la coexistence d'un sentiment désabusé et d'un espoir important. L'idéal insurrectionnel est encore présent chez tous les interrogés, mais une certaine déception est également palpable chez beaucoup. Pour Julien, « *il faut que le peuple s'unisse...* ». Il y a un désir de sa part que le mouvement reprenne par l'union populaire, mais en même temps il semble ne pas croire à cette union. Si chacun appelle de ses vœux cette union populaire, il faut noter qu'elle n'est pas circonscrite de la même manière par tous. Julien regrette par exemple le devoir de réserve des policiers et des gendarmes, car il pense que ceux-ci partagent pour une part cette envie de changement, de révolution. Certains, comme Simon, ne partagent pas ce point de vue, et peuvent évoquer leur méfiance envers la police ou envers « *les bourgeois* », franges de la population avec lesquelles une union ne serait selon eux pas souhaitable.

Pour Charles, de nouvelles contestations naîtront à coup sûr, et ce d'autant plus du fait de la crise sanitaire et des difficultés économiques et sociales qu'elle va engendrer. Mais ces nouvelles

contestations ne viendront pas nécessairement des Gilets Jaunes. D'autres mouvements naîtront peut-être. En revanche, même si ce sont d'autres mouvements, « *le mouvement des GJ a marqué l'histoire* ». Si d'autres mouvements naissent, ils seront pour partie héritiers du mouvement des Gilets Jaunes. Cette idée est également présente chez Hubert et Simon.

2.3 – Analyse transversale des entretiens individuels

Maintenant que nous avons dégagé ces différentes thématiques, il s'agit de pouvoir en proposer une analyse transversale nous permettant de répondre au moins partiellement à nos hypothèses de départ. Nous allons nous pencher ici sur les processus psychiques tels qu'ils émergent au sein des entretiens, ainsi que sur la dynamique groupale qui se dessine à partir des discours individuels des sujets interrogés.

Il est avant tout intéressant de constater comment le dispositif fourni par les entretiens individuels de recherche a pu nous donner accès à des données différentes de celles récoltées lors de l'analyse netnographique. En effet, bien que certaines thématiques et/ou processus en jeu soient analogues entre ces deux espaces, la manière dont ils sont élaborés diffère grandement selon qu'ils soient exprimés sur la scène numérique d'un groupe Facebook ou sur la scène intersubjective d'un entretien de recherche. Il semble ainsi que l'espace numérique donne un accès plus direct au registre pulsionnel et aux processus primaires, l'interface numérique fournissant de manière moindre aux sujets les conditions permettant la répression pulsionnelle et la secondarisation. À l'inverse, les entretiens nous ont donné accès à des discours élaborés, secondarisés, dans lesquels le registre pulsionnel était plus en retrait, et ce chez tous les sujets interrogés. Il y a donc une grande complémentarité dans l'utilisation de ces deux méthodologies distinctes, chacune fournissant un versant différent d'une même pièce : la netnographie permet d'avoir un accès plus direct aux processus primaires et à la dynamique pulsionnelle, quand les entretiens de recherche favorise la secondarisation et l'élaboration psychique de ces mêmes processus primaires.

2.3.1 – Des mouvements psychiques contradictoires

À la lumière des thématiques dégagées précédemment, nous pouvons voir émerger certains paradoxes, ambivalences ou contradictions dont l'analyse est intéressante. Ce n'est probablement pas tout à fait un hasard si mon regard s'est particulièrement porté sur ces paradoxes lors de l'analyse des entretiens. En effet, mes fonctions de cliniciens m'inclinent à garder un œil attentif à de telles manifestations, dans la mesure où celles-ci nous renseignent bien souvent sur la

conflictualité interne du sujet. La psychanalyse nous apprend à quel point cette conflictualité interne est un matériel clinique de première importance, étant à l'origine d'angoisses diverses, et donc de mécanismes de défense répondant à ces angoisses. Si, dans l'analyse netnographique, cette dimension n'était pas particulièrement prépondérante, c'est à mon sens car les modalités de récolte de données à partir de cet outil méthodologique ne permet pas d'axer l'analyse clinique dessus. En revanche, le dispositif méthodologique que représentent les entretiens individuels favorise la mise au jour de la conflictualité interne, et il m'a semblé intéressant d'y consacrer ici une sous-partie. Plusieurs ambivalences peuvent à mon sens être relevées dans les entretiens, qui peuvent être considérées sous un jour nouveau à la lumière de l'analyse netnographique préalable.

Tout d'abord, nous pouvons voir apparaître une dialectique entre les modalités isomorphique et homéomorphique d'appareillage des psychés individuelles. Rappelons ici que, selon Kaës (2010) la modalité isomorphique tend à un déni des différences inter-individuelles, l'appareil psychique groupal ayant besoin, dans cette configuration, de l'illusion d'une unité cohérente et indivisible. La modalité homéomorphique correspond, elle, à une acceptation des différences inter-individuelles, la stabilité psychique du groupe étant déjà assurée par le biais d'autres processus (notamment la symbolisation permise par la construction d'objets groupaux vecteurs d'une élaboration psychique commune). La modalité homéomorphique devient donc prépondérante lorsque le groupe est suffisamment stable pour ne pas être menacé par la mise au jour des différences entre les membres du groupe.

Nous avons pu voir dans les discours proposés lors des entretiens que ces deux modalités cohabitent et se mettent en tension au sein des groupes de Gilets Jaunes dont ont fait partie les sujets interrogés. La modalité isomorphique est exprimée de manière explicite notamment par Vanessa, qui insiste sur le fait que la question des différences entre les individus sur le rond-point n'était presque jamais abordée, à l'inverse de ce qui était rassembleur, à savoir notamment les cibles de la colère et la recherche d'un idéal démocratique. Parallèlement à cela, certains sujets interrogés (Simon, Julien, Fabien, Hubert notamment) mettent en avant l'importance qu'a eue la diversité des opinions dans le mouvement. Dans cette perspective, la diversité et l'hétérogénéité du mouvement était conçue comme sa force principale. Ce discours plaide donc non seulement pour une acceptation des différences inter-individuelles, mais *a fortiori* pour une valorisation de ces différences comme étant un des aspects centraux du mouvement des Gilets Jaunes.

Nous pouvons interpréter cette dualité comme une forme d'ambivalence à l'égard des dissensions internes et de ce qu'elles ont pu soulever comme angoisses narcissiques au sein du groupe. En effet, il semble malgré tout que la modalité isomorphique de l'appareillage des psychés

individuelles ait été relativement prédominante, ce qui apparaît autant dans certains discours explicites et implicites au sein des entretiens de recherche que dans les données netnographiques qui mettent en lumière la tendance auto-idéalisatrice du groupe et la violence pulsionnelle que soulève la mise au jour des dissensions internes. Ainsi, les discours plaidant pour la valorisation des différences inter-individuelles peuvent être compris comme des élaborations secondaires, à valeur défensive, autour de la dynamique narcissique du groupe. Le processus serait schématiquement le suivant : le groupe nouvellement constitué nécessite, pour un temps au moins, un déni des différences inter-individuelles pour survivre narcissiquement. Pour autant, du fait de l'hétérogénéité inhérente au mouvement des Gilets Jaunes, ces différences entre les membres ne peuvent rester dissimulées éternellement, dans la mesure où elles resurgiront quoi qu'il arrive d'une manière ou d'une autre. Le discours rationnel, secondarisé, vient alors élaborer une justification théorique de cette diversité, la décrivant comme une modalité d'action politique à part entière. Il n'en reste pas moins que la tendance isomorphique puisse continuer à travailler de manière souterraine et implicite, en négatif du discours explicite qui vise à s'en défendre.

Une autre ambivalence peut être relevée autour de la question du leadership. Comme nous l'avons vu plus tôt, cette thématique a été évoquée par tous les sujets interrogés, alors même qu'elle ne faisait pas partie de la grille d'entretien utilisée. Il semble donc qu'elle a mobilisé les sujets d'une manière particulièrement importante. Ce que nous pouvons retenir des entretiens à l'égard de la question du leadership est que, malgré un rejet conscientisé et explicite dans le discours des rapports de pouvoir internes au mouvement, chacun a pu constater que ce type de rapports ont vu le jour au sein du mouvement. Il est d'ailleurs intéressant de constater que certains des sujets interrogés (Vanessa, Simon, Julien, Fabien) se sont vus eux-mêmes conférer un rôle de leader dans les groupes dont ils ont fait partie. Nous pouvons là encore percevoir une ambivalence importante par rapport à cette question.

Ainsi, le mouvement des Gilets Jaunes se voulait être un mouvement instituant, au sens de l'analyse institutionnelle (Lourau, 1970). Dans cette optique, les Gilets Jaunes désiraient se débarrasser du fonctionnement hiérarchique habituel dans les mouvements sociaux et politiques, et refusaient donc, dans le discours explicite, de se structurer en organisation hiérarchisée. Pour autant, des rapports de pouvoir semblent être nés au sein du mouvement, rapports de pouvoir dans lesquels chacun de sujets interrogés se sont retrouvés pris, tous d'une manière différente. Chez Julien et Fabien, l'ambivalence entre rejet de cette place de leader et complaisance dans ce rôle au sein du groupe émerge clairement dans le discours. Chez Vanessa et Simon, bien que cette ambivalence semble également exister, le discours explicite est plus « verrouillé » et y donne moins accès : l'un

et l'autre regrettent cette dynamique de groupe qui s'est instaurée.

Pour autant, nous pouvons voir apparaître dans un second temps un processus de « formalisation » du leadership, notamment à travers l'usage des groupes Facebook hiérarchisés comme modalités de coordination de la lutte, et à travers la désignation de certains membres du mouvements comme représentants de la lutte locale au niveau national. Nous pouvons voir dans ce phénomène une forme de refoulement du rôle implicite de leader, suivi d'un retour du refoulé par le biais de la formalisation. L'élément refoulé, à savoir la place de leader dans le groupe, se voit ainsi formalisé et sublimé, car ayant un rôle précis et valorisé dans le mouvement. Ce phénomène touche également à la notion de représentation, qui semble subir le même traitement sur la scène psychique groupale : les tentatives de représentation du mouvement sont explicitement rejetées, ce qui n'empêche pas que certains membres prennent implicitement cette place. Cette donnée implicite se trouve refoulée, puis resurgit sous une forme rationalisée et acceptable par le biais des Assemblées des Assemblées.

Ainsi, même si les discours plaident pour un caractère exclusivement instituant du groupe, rejetant les modalités instituées traditionnelles de fonctionnement des mouvements sociaux, ces mêmes modalités sont malgré tout réappropriées par le mouvement, d'abord sous une forme implicite, puis rationalisées comme étant soit : une donnée « naturelle » (« *il y a toujours des leaders et des suiveurs* ») ; une donnée culturelle (en référence à la « culture du chef ») ; ou bien encore une stratégie d'action politique volontaire (pour faciliter la coordination du mouvement). Nous voyons ainsi se dessiner une ambivalence importante à l'égard du processus institutionnel en lui-même, ambivalence qui n'est pas sans soulever au sein du groupe des mouvements psychiques servant à s'en défendre.

2.3.2 – *Des angoisses et des mécanismes de défense collectifs*

De la même manière que, chez le sujet singulier, la conflictualité intrapsychique est génératrice d'une angoisse contre laquelle des mécanismes de défense seront sollicités, au sein des groupes, l'ambivalence est susceptible de menacer la stabilité narcissique de l'appareil psychique groupal, et va ainsi susciter la mise en place de mécanismes de défense collectifs.

En ce qui concerne le type d'angoisse prédominante dans le groupe, nous pouvons, comme lors de l'analyse netnographique, relever des angoisses schizo-paranoïdes de persécution. Cela peut se percevoir notamment dans les rapports entretenus par les sujets interrogés avec l'extériorité du groupe. Cela émerge autant dans certaines réactions à ma proposition d'entretiens de recherche

(notamment avec Julien et Fabien, qui semblent avoir perçu cette proposition comme potentiellement menaçante), que dans des discours concernant « *des infiltrés de haut niveau* » au sein du mouvement. Nous retrouvons ici la même méfiance vis-à-vis de l'extériorité du groupe que nous avons déjà relevée lors de l'analyse netnographique.

En plus de cette méfiance diffuse à l'égard de l'extériorité, des objets plus concrets sont sources d'angoisses persécutives pour le groupe. Ainsi, les médias sont par exemple considérés comme fondamentalement contre le mouvement, ayant, selon les sujets interrogés, proposé uniquement une vision péjorative du mouvement. La notion de « répression médiatique » est notamment convoquée pour nommer cette dimension. Il est intéressant à cet égard de constater que les tentatives de représentation du mouvement sur le plan médiatique, venant convoquer une ambivalence dans le groupe, sont considérées par certains comme un manœuvre médiatique servant à discréditer le mouvement. Nous voyons ici comment la conflictualité interne du groupe autour de la question de la représentation, venant soulever des menaces sur le plan narcissique, est dans le fantasme attribuée à des instances extérieures perçues comme toutes-puissantes et menaçantes. Enfin, nous pouvons supposer que la violence de la répression policière qu'a subie le mouvement des Gilets Jaunes, loin d'atténuer l'intensité de la colère, est venue nourrir d'autant plus l'angoisse de persécution déjà présente dans le mouvement. À cet égard, les propos des sujets interrogés font consensus : la réponse policière apportée au mouvement est perçue par tous comme particulièrement violente et injuste, et vient alimenter un sentiment déjà présent d'injustice sociale et de volonté de nuire de la part du gouvernement.

En réponse à cette prédominance de l'angoisse de persécution, nous voyons apparaître le même mécanisme de défense que nous avons déjà relevé lors de l'analyse netnographique : le clivage de l'objet. Ainsi, le Président de la République est nommé par tous comme étant le dénominateur commun du mouvement, vécu à la fois comme source principale des souffrances de chacun et comme cible privilégiée de la colère populaire. Le président de la république prend à nouveau la forme d'un mauvais objet commun dont la fonction semble être de focaliser l'angoisse de persécution, et de canaliser la violence interne au groupe. Il est à noter que l'expression de ce mécanisme est plus secondarisée qu'elle ne l'était dans les données virtuelles récoltées lors de la phase méthodologique précédente. Cela est probablement relatif au canal communicationnel représenté par les entretiens de recherche, qui tend à favoriser une élaboration psychique et une secondarisation des processus à l'oeuvre par rapport à l'interface numérique.

Il semble par ailleurs que les entretiens de recherche nous permettent d'approfondir la compréhension de ce mécanisme de clivage de l'objet. En effet, nous avons conclu l'analyse

netnographique par le constat que si un mauvais objet collectif se dessinait assez distinctement au sein du groupe Facebook *Citoyens en colère*, aucun bon objet idéalisé ne semblait venir faire front face à la menace persécutive. Dans les entretiens, un tel bon objet s'esquisse : c'est la démocratie. En effet, cette notion est convoquée dans tous les entretiens, et tous les sujets interrogés disent que c'est avant tout la recherche démocratique qui a fondé le mouvement. Si les revendications de départ étaient concrètes et concernaient surtout la thématique financière, il semble que la recherche démocratique soit rapidement devenue, dans les groupes de Gilets Jaunes auxquels ont participé les sujets interrogés, l'élément central du mouvement. Nous pouvons maintenant concevoir la dynamique groupale différemment : face aux conflictualités internes au mouvement et à la menace que celles-ci représentent, un clivage de l'objet collectif se met en place. Le Chef de l'État devient alors la personnalisation du mauvais objet, et l'idée d'une « démocratie véritable » devient l'objet investi collectivement comme idéal et légitimant le mouvement.

2.3.3 – Une dynamique groupale en mouvement

Maintenant que nous avons pu dégager les ambivalences internes au mouvement ainsi que les angoisses et mécanismes de défense qui en découlent, il paraît intéressant de conclure cette analyse des entretiens de recherche par le constat d'une apparente évolution dans la dynamique groupale telle qu'elle est décrite par les sujets interrogés.

En effet, si l'on reprend la typologie proposée par Kaës (2016) des différentes positions psychiques groupales, il apparaît à la lecture des entretiens qu'un glissement s'est opéré au fil du mouvement.

Tout d'abord, nous pouvons relever plusieurs éléments qui nous inclinent à penser que, dans les débuts du mouvement des Gilets Jaunes, c'est notamment la position utopique qui était prédominante. Chacun se remémore en effet l'enthousiasme collectif et l'euphorie des premières semaines du mouvement. L'ampleur soudaine et inattendue des occupations de ronds-points, la convivialité qui a régné dans ces moments ainsi que le sentiment de convergence des colères ont été vécus par tous les sujets interrogés comme des moments particulièrement forts et enthousiasmants. Les groupes ayant occupé les ronds-points sont considérés comme des secondes familles, et les liens s'étant tissés sur ces lieux sont pour beaucoup des amitiés importantes.

De plus, les sujets interrogés décrivent comment la vie sur les ronds-points occupés prenait la forme de mirco-sociétés vécues comme idéales : les Gilets Jaunes recréaient sur les ronds-points la société démocratique qu'ils idéalisaient et appelaient de leurs vœux. Nous retrouvons ici les

processus fondamentaux de la position utopique, où le groupe se vit comme étant l'accomplissement d'un idéal, faisant temporairement fi de la réalité au profit de l'investissement de l'utopie. Nous retrouvons également les fondements de la position utopique dans le sentiment, partagé par les sujets au début du mouvement, que la réussite était proche et que « le grand soir » était arrivé. C'est notamment ce que nous décrit Simon par l'illusion partagée des « *lendemains qui chantent* », c'est-à-dire l'impression irréprouvable que le mouvement, par sa simple existence, allait fournir les conditions nécessaires à la réification de l'utopie à l'échelle nationale. Cette première phase semble être le temps d'une « démocratie utopique », où régnait une auto-idéalisation du groupe et le sentiment d'une démocratie idéale à portée de mains.

Or, les sujets interrogés décrivent également comment l'enthousiasme des débuts du mouvement n'a pas su perdurer. En effet, face à la violence de la répression et au peu de résultats concrets obtenus par le mouvement, d'autres processus ont vu le jour. Le fantasme d'unité collective a progressivement laissé la place à des dissensions internes, notamment liées à la cohabitation de différents héritages politiques ainsi qu'à des velléités contradictoires concernant la structuration du mouvement. Schématiquement, il semble que deux courants se sont alors distingués dans le mouvement face à cette désillusion à l'égard de l'utopie.

Tout d'abord, il semble qu'une frange du mouvement, suite à la chute de l'utopie, se soit « radicalisée ». Nous pouvons alors supposer l'émergence ici d'une position idéologique caractérisée par les angoisses schizo-paranoïdes et le clivage de l'objet évoqués précédemment. Dans cette position idéologique, l'idéal démocratique a été réinvesti d'une manière différente, autorisant, pour sa conquête, des modalités d'actions politiques plus violentes prenant un versant plus clôturant, l'extérieur du mouvement devenant une menace potentielle permanente. C'est ce que Julien pointe en expliquant qu'au moment de l'entretien, les Gilets Jaunes restants sont les plus démunis, financièrement et socialement, et dont le mouvement est devenu un des rares moteurs de l'existence.

En parallèle, certains Gilets Jaunes semblent avoir pris un chemin différent face à l'effondrement de l'utopie. C'est notamment le cas de Vanessa, Charles, Jacques ou Fabien par exemple. Vanessa, de son côté, a pris l'initiative de s'engager dans des mouvements plus institutionnalisés de réécriture de la constitution, afin de « *sortir de l'entre-soi Gilets Jaunes* ». Charles participe dans une association à l'organisation d'ateliers axés sur l'écologie. Jacques a écrit et publié un livre retraçant l'histoire du mouvement des Gilets Jaunes à travers son témoignage. Fabien, enfin, s'est investi dans sa commune en devenant adjoint municipal. Ces différents cheminements subjectifs suite à la chute de l'utopie témoignent de ce que l'on pourrait nommer un « nouveau mythopoïétique » chez ces sujets. Ainsi, pour Vanessa et Fabien notamment, on peut

percevoir dans leurs nouvelles activités une manière de reprendre pied dans le processus institutionnel, sans pour autant perdre de vue les objectifs que s'était donnés le mouvement des Gilets Jaunes. L'un et l'autre ont décidé de se « ré-aliéner » aux institutions vis-à-vis desquelles ils avaient pourtant exprimé beaucoup de défiance, justifiant ce choix par la volonté de pouvoir « changer les choses de l'intérieur ». Charles, sans avoir pleinement réinvesti le champ institutionnel politique, s'inscrit à travers son association dans une configuration collective différente des Gilets Jaunes, structurée et organisée hiérarchiquement. Pour Jacques, enfin, l'écriture d'un livre revenant sur les événements vécus dans le mouvement peut être comprise comme une manière d'historiciser ce dernier, la mise en récit permettant la symbolisation d'une origine, d'une direction et d'une fin qui permet l'accès à une dynamique mythopoïétique dans l'investissement de ce mouvement.

3 – Le *focus group*

Le dernier volet méthodologique de ma thèse a consisté en l'organisation d'un *focus group*. C'est à partir d'échanges avec le co-directeur de ma thèse que cette idée a émergé, et nous avons trouvé qu'il serait intéressant que nous co-animions tous les deux cette rencontre groupale.

Le *focus group* a réuni cinq participants, dont quatre que j'avais déjà rencontrés en entretiens individuels : Charles, Jacques, Vanessa et Simon. Le dernier participant, Benoît, a été convié à la rencontre par Simon, avec qui il est ami, après que Simon m'a demandé s'il pouvait se permettre de convier de nouveaux participants. Il me paraissait intéressant en effet que le groupe soit constitué à la fois de personnes ayant déjà été rencontrées en entretiens individuels et de personnes « naïves » à l'égard de ma recherche, les postures de chacun et les intertransferts (Kaës, 1982) en découlant pouvant produire des données cliniques pertinentes. Benoît, que je n'ai pas encore eu l'occasion de présenter, a 30 ans lors de la rencontre. Il travaille en tant qu'ouvrier-tuyauteur, et se décrit lui-même comme anarchiste fédéraliste. Il a longtemps milité à la Confédération Nationale du Travail (CNT, syndicat anarchiste), avant de s'affranchir des organisations militantes suite à un certain nombre de déceptions de leur part.

Le *focus group* s'est déroulé le samedi 27 mars 2021 de 9h30 à 12h30 au sein du Centre des Associations où j'avais déjà rencontré Simon, Jacques et Charles. De la même manière que pour les entretiens s'y étant déroulés, ce lieu n'était pas neutre, ayant été investi par les Gilets Jaunes durant le mouvement. Si, pour ma part, je commençais à connaître les locaux pour y avoir réalisé trois entretiens, ce lieu était inconnu de mon co-directeur, qui se trouvait ainsi en position d'extériorité

vis-à-vis du groupe, tandis que j'occupais une place que l'on pourrait qualifier d'intermédiaire. Cette configuration des places que lui et moi partagions en tant que chercheurs fait écho à ce que préconise l'intervention sociologique, insistant sur l'importance d'une répartition des rôles entre un *interprète* et un *analyste*. Du fait de ma proximité avec le groupe (ayant déjà rencontré quatre des cinq participants lors d'entretiens individuels) et de ma connaissance relative des lieux, j'ai lors du *focus group* tenu plutôt le rôle de l'interprète, tandis que mon co-directeur de thèse tenait le rôle d'analyste.

3.1 – Le déroulement de la rencontre

3.1.1 – *Inattendus préalables au focus group*

Différents imprévus ont eu lieu avant même le début de la rencontre, imprévus qui ont eu un certain impact sur la dynamique groupale. Tout d'abord, il est nécessaire de préciser que, du fait d'un retard de transports en commun, le co-animateur de cette rencontre est arrivé environ une heure et quart en retard par rapport à l'heure convenue de rendez-vous. J'ai donc animé seul la première partie du *focus group*, nous reviendrons plus tard sur les implications qu'a pu avoir cette donnée.

Quand je suis arrivé sur place (un peu en avance par rapport à l'heure du rendez-vous), seul Jacques était déjà arrivé. Assez rapidement, Vanessa et Charles nous ont rejoints, puis Benoît un peu plus tard. Je n'avais jamais encore rencontré celui-ci, les présentations se sont donc faites devant le Centre des Associations, avant l'arrivée de Simon, dernier participant que nous attendions. Cette attente fut particulière, car les entrées du Centre des Associations étaient toutes fermées, et seul Simon connaissait le code qui permettait leur ouverture. Nous étions donc tous dans l'attente de l'arrivée de celui-ci, mais n'avions pas de nouvelles de sa part. Je dois admettre que j'étais, à cet instant, pris dans une certaine appréhension : je n'avais pas de nouvelles de Simon, qui était le seul à pouvoir nous faire entrer dans les locaux, et Benoît, qui le connaissait bien, ne me rassurait pas quand il m'expliquait qu'il pouvait parfois ne pas honorer certains rendez-vous, surtout quand ceux-ci avaient lieu le matin. Le quart d'heure d'attente ayant précédé l'arrivée de Simon a donc été un moment de flottement particulier, qui m'apparaît rétrospectivement comme ayant eu un certain rôle dans la construction de la dynamique groupale qui a pu se déployer ensuite durant le *focus group*. Jacques, Charles, Vanessa, Benoît et moi-même étions pour ainsi dire tous « enfermés dehors », partageant la même attente, bien que celle-ci fut plus stressante pour moi que pour les autres qui semblent avoir vécu ce moment comme un temps convivial de retrouvailles avec d'anciens

« camarades Gilets Jaunes ». À côté de ce groupe que nous formions, et où se partageait un même sentiment d'attente et de flottement, existait la figure de Simon en tant que potentiel « sauveur » dont la venue, encore incertaine, allait enfin permettre la mise en place de la rencontre formelle qui était la raison de notre présence ici. Nous nous trouvions ainsi dans ce que l'on pourrait rapprocher de l'attente messianique décrite par Bion (1961) comme étant constitutive de l'hypothèse de base de couplage. Selon Bion, cette configuration particulière de la mentalité de groupe caractérisée par l'attente messianique est généralement ce qui précède, lorsque que l'événement attendu advient, l'hypothèse de base de dépendance. Celle-ci se caractérise à son tour par un clivage de l'objet conférant à l'un des sujets du groupe une place de bon objet idéalisé. Ainsi, l'arrivée de Simon fut accueillie par un soulagement partagé et par un plaisir non dissimulé de la part des autres participants de retrouver ce Gilet Jaune que tous connaissaient et dont chacun louait l'implication dans le mouvement. Comme nous pouvions nous y attendre, ce dernier s'est par la suite vu conféré par le groupe une place de bon objet, idéalisé par le groupe et ayant une place de leader dans les échanges. J'ai moi-même été pris dans ce processus groupal, ayant partagé la même attente messianique que les autres participants. Il me semble en effet rétrospectivement que mon contre-transfert envers Simon s'est trouvé particulièrement positif, voire parfois idéalisant, et que cela n'est pas dû qu'à une relative affinité sur un certain nombre de points mais également à cette configuration particulière qu'a prise le groupe dès les premiers instants de sa formation, à savoir avant même le début du *focus group* à proprement parler. Il est d'ailleurs intéressant de constater comment le co-directeur de ma thèse, n'ayant pas partagé ce vécu groupal d'attente messianique, n'a pas entretenu la même dynamique contre-transférentielle vis-à-vis de Simon, étant dans les échanges rétrospectifs plus à même d'avoir une posture critique envers les propos de celui-ci que je ne pouvais l'être moi-même.

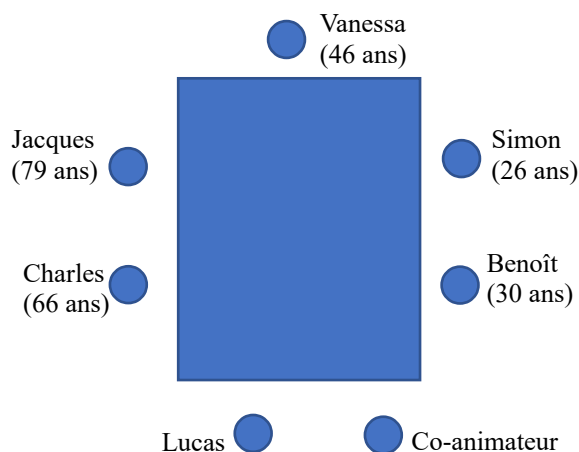
Il est donc intéressant de constater comment ce quart d'heure d'attente, qui ne fait pas partie à proprement parler du *focus group* (n'étant qu'un temps l'ayant précédé), a pour autant installé une configuration particulière au groupe, donnant à chacun une place particulière. Le partage d'une même attente incertaine a à mon sens permis d'« horizontaliser » ma place au sein du groupe : ayant été « dans le même bateau » et vécu avec les participants un moment convivial dans l'attente de Simon, je n'avais plus la place plus ou moins verticale que peut parfois avoir le chercheur face aux interviewés. À l'inverse, Simon, du fait du rôle de « sauveur » que nous lui avons tous fantasmatiquement confié, prenait une place centrale dans le groupe. Cette place importante de Simon dans le groupe préexistait d'ailleurs en partie à cet instant d'attente messianique dans laquelle nous étions : Simon, en tant que militant de longue date et ayant été particulièrement

investi dans le mouvement, avait, sans que cela soit dit explicitement, une place de leader dans la conduite de celui-ci au niveau local. Cette configuration groupale, construite durant le mouvement puis confirmée dans ces circonstances contingentes d'« attente du sauveur », s'est particulièrement manifestée durant le déroulement du *focus group*, comme nous le verrons plus loin.

3.1.2 – Le déroulement du focus group en lui-même

Cette brève sous-partie se concentrera en particulier sur les éléments factuels du déroulement du *focus group*, notamment en terme de répartition des participants dans l'espace, et de répartition de leurs discours dans le temps.

Il me semble intéressant de schématiser ici la répartition des places dans la salle où s'est déroulé la rencontre, car ce « plan de table » spontané témoigne dans une certaine mesure de la dynamique du groupe. Voici donc comment chacun était placé durant la rencontre :



Si j'ai jugé bon de faire apparaître les âges de chaque participant sur ce schéma, c'est parce que ce faisant nous voyons déjà apparaître une démarcation générationnelle dans l'espace où s'est joué le *focus group*. Comme nous le verrons, cette démarcation générationnelle correspond également à une démarcation, chez les participants, dans le rapport aux événements du mouvement des Gilets Jaunes. Ainsi, Jacques et Charles, les deux doyens du *focus group* mais aussi les moins radicaux dans leurs propos, se sont placés l'un à côté de l'autre, tandis que Simon et Benoît, les plus jeunes et les plus radicaux, leur faisaient face. Vanessa, intermédiaire quant à son âge et nuancée quant à son engagement, se situait entre les deux groupes masculins précédemment cités. Mon co-directeur et moi-même matérialisons également cette démarcation entre ces deux sous-groupes, et faisons face à Vanessa. En tant que co-animateurs du groupe, nous avons nous aussi une place

d'intermédiaire, faisant circuler la parole et représentant une figure de tiers dans les relations parfois antagoniques de ces deux sous-groupes.

En plus de ce partage de l'espace qui me semble déjà riche d'éléments cliniques, il me semble pertinent de présenter également ici la manière dont s'est partagé le temps de parole entre les participants. Voici un tableau récapitulatif de cette répartition du temps de paroles, présentant pour chaque participant et co-animateur le nombre de mots prononcés durant la rencontre, ainsi que le pourcentage que ce nombre de mots représente sur l'ensemble de la rencontre.

Sujet	Nombre de mots	Pourcentage
Vanessa	1210	6,26 %
Jacques	1306	6,75 %
Co-animateur	1326	6,86 %
Lucas	1477	7,64 %
Charles	3406	17,62 %
Simon	4730	24,4 %
Benoît	5870	30,37 %
TOTAL	19325	

Nous voyons ici que Benoît et Simon, les plus jeunes et les plus radicaux des participants au *focus group*, ont à eux deux représenté presque 55 % du temps de parole total. Charles est le troisième participant à s'être le plus exprimé, son temps de parole représentant 17,62 % du temps total. À l'opposé de ce tableau se situent Vanessa et Jacques, représentant à eux deux 13 % du temps de parole. Il est intéressant de constater que ces deux participants, beaucoup plus en retrait que les autres, sont même moins représentés dans le discours que les deux co-animateurs, qui ne faisons pourtant que relancer ou poser des questions à certains moments précis de la rencontre. Vanessa expliquera d'elle-même partiellement ce constat, disant qu'elle n'est pas à l'aise pour s'exprimer en public, comme nous l'avons vu plus haut dans la partie dédiée à l'analyse de la représentation des genres dans l'échantillon de Gilets Jaunes auquel j'ai pu avoir accès. Jacques, lui, ne s'exprime pas explicitement sur ce relatif effacement de sa part dans le groupe. Il semble prendre une posture en extériorité du groupe, de la même manière qu'il semble avoir parfois été dans une forme d'extériorité à l'égard du mouvement pendant celui-ci. Ce positionnement « en surplomb » du groupe peut potentiellement s'expliquer par un mouvement défensif afin de ne pas s'impliquer d'une manière trop importante dans la dynamique groupale. Cela peut également être mis en lien

avec son âge qui, comme il le dit lui-même, ne lui permet plus une implication aussi importante que lors de mouvements sociaux précédents. Il est intéressant de noter que Jacques, à la fin du *focus group*, m'a dit en *aparté* que cette rencontre mettait en lumière les rapports de pouvoir s'étant joué dans le mouvement, et la place de leader que « les anarchistes » ont voulu prendre sur les ronds-points et dans les assemblées de Gilets Jaunes.

3.1.3 – La dynamique transférentielle

Il me paraît également intéressant d'analyser ce qu'il s'est joué sur les plans transférentiel et contre-transférentiel au cours de la rencontre.

Tout d'abord, comme mentionné plus haut, il est intéressant de constater comment la place de mon co-directeur et la mienne furent différentes au sein du groupe. Cela s'explique tout d'abord par le fait que quatre des cinq participants me connaissaient à travers les entretiens individuels réalisés précédemment. Entre ces participants et moi-même, le tutoiement était de mise, et la relative méfiance à l'égard de l'institution universitaire que je représentais me semble avoir été effacée par les entretiens qui avaient été des temps d'échanges constructifs et appréciés par les participants. De plus, nous pouvons supposer que ma place de doctorant (et non pleinement universitaire) et mon relatif jeune âge ont facilité l'établissement d'une relation horizontale propice aux échanges.

À l'inverse, il apparaît que les projections transférentielles à l'égard du co-directeur de ma thèse furent sensiblement différentes. Le fait qu'il n'ait jamais rencontré auparavant les participants le plaçait en effet dans une position d'extériorité au groupe. De plus, sa fonction d'enseignant-chercheur et de directeur de thèse me semble l'avoir également placé fantasmatiquement dans une place de verticalité. Cette dynamique s'est trouvée également accentuée du fait de son retard, et donc n'ayant pas partagé avec les autres le moment de la construction de l'espace groupal. Il me semble que du fait de ces différentes circonstances, il a représenté pour les participants une forme d'étrangeté, voire parfois de menace persécutive du fait de son lien avec l'institution universitaire. Un transfert du côté de la rivalité semble s'être mis en place, notamment chez Simon et Benoît. Cela a pu s'observer dans le fait que ceux-ci le tutoyaient alors que lui les vouvoyait, et dans certaines phrases en réaction à ses interventions. Par exemple, lorsque celui-ci questionne la place du complotisme dans le mouvement des Gilets Jaunes, Benoît répond : « *ta question, tu sais déjà !* », sous-entendant par là qu'à l'instar par exemple des instances médiatiques et politiques, il tendrait à penser que le mouvement des Gilets Jaunes est un mouvement complotiste.

Sur le plan contre-transférentiel, comme cela a déjà été mentionné plus haut, la différence de positionnement entre mon co-directeur et moi-même a également eu une importance. En effet, il me semble avoir de mon côté été pris de manière plus importante dans la dynamique groupale, celle-ci étant structurée notamment autour de la figure de Simon comme bon objet commun. Pour ce qui concerne mon co-directeur de thèse, sans pour autant m'aventurer à parler pour lui, il est apparu dans les échanges rétrospectifs que sa place d'extériorité avait favorisé un regard distancié sur la dynamique groupale. Ce n'est alors que lors de ces échanges ultérieurs avec lui que j'ai pu prendre conscience, à travers les différences entre son regard et le mien sur la dynamique groupale, que Simon avait à ce point dans le groupe une place de bon objet commun. Cette répartition des positionnements du côté des chercheurs, entre une position d'extériorité pour mon co-directeur de thèse et une position intermédiaire tendant vers l'intériorité pour moi, me paraît donc avoir fourni les conditions de l'émergence d'une dynamique contre-transférentielle « bicéphale ». C'est par la confrontation rétrospective de nos ressentis qu'ont pu nous apparaître les enjeux prédominants de la dynamique groupale, qui sans cette « bicéphalité » nous auraient probablement pour partie échappé.

3.2 – Un espace intersubjectif traversé par des frontières

Comme précisé plus haut, un des axes d'analyse du *focus group* résidera dans l'attention portée aux processus en jeu dans ce que Kaës (2010) nomme l'espace du lien, ou espace intersubjectif. Cet espace intersubjectif tel qu'il s'est manifesté durant la rencontre me semble particulièrement révélateur à plusieurs égards, et c'est notamment les lignes de démarcation qui l'ont traversé qui témoignent à mon sens de processus dont l'analyse s'avère enrichissante.

Nous avons vu comment le « plan de table » a mis en lumière une ligne de démarcation dans le groupe. Cette occupation de l'espace, si elle s'est décidée de manière spontanée et non réfléchie, n'en reste pas moins intéressante dans la manière où elle met en exergue des frontières internes au groupe dont l'analyse me paraît intéressante.

Si la première différence entre les deux sous-groupes (Charles et Jacques, Benoît et Simon) se situe notamment au niveau de l'âge (environ 50 ans en moyenne séparant les participants), d'autres éléments distinctifs plus fondamentaux semblent également se cacher derrière ces positionnements. En effet, les conflits internes au groupe lors de cette rencontre se situaient particulièrement autour de ce que l'on pourrait appeler les « solutions », c'est-à-dire les démarches et pratiques de lutte pouvant permettre la satisfaction des revendications. Si tous s'accordent globalement sur les problèmes sociaux et politiques constatés, la manière dont ces problèmes

doivent être réglés différemment en effet grandement selon les groupes.

Du côté du sous-groupe des « anciens » (puisqu'ils se nomment eux-mêmes ainsi), nous retrouvons un attachement encore présent aux institutions démocratiques. Dans ce sous-groupe, Charles revêt le rôle du porte-parole, affirmant des points de vue dont il sait d'avance qu'ils ne parleront pas aux Gilets Jaunes qui lui font face. Ainsi, Charles dira : « *comment on fait pour virer ces gens là ? Bon on va pas prendre les fusils parce qu'ils en ont plus que nous. Ils ont les munitions. Alors on a pas beaucoup de choix, le choix c'est les urnes aujourd'hui. C'est ça, moi c'est ce que je pense, c'est ce que je vois. Bon après vous vous êtes jeunes vous avez peut-être d'autres solutions [rires]* ». Plus loin, il affirmera que loin de vouloir diminuer le nombre de députés, il faudrait selon lui augmenter ce nombre pour favoriser la pluralité et la représentation. Pour ainsi dire, Charles est dans ce sous-groupe celui qui lance les pavés dans la marre, assumant pleinement un positionnement dont il sait qu'il n'est pas partagé par tous. Jacques, de son côté, est plus en retrait. Il semble regarder avec distance ce débat sur les solutions, même si ses prises de parole tendent plutôt vers le parti de Charles. Il utilise d'ailleurs à plusieurs reprises le « nous » pour parler de Charles et lui, avec des qualificatifs justifiant leur positionnement. Ainsi, quand Benoît dit que son point de vue est radical, Charles lui répond : « *T'es jeune toi* ». Jacques rebondit alors : « *Nous on est pressés de voir ça !* », sous-entendant que leur âge ne leur laisse pas l'espoir de voir advenir un monde meilleur dans un avenir lointain. Charles surenchérit à nouveau : « *nous on est pragmatique !* ». Ainsi, à la radicalité de la jeunesse se voit opposée dans le discours le pragmatisme du grand âge. L'attachement aux institutions semble alors relever, pour Charles et Jacques, du pragmatisme. Ce positionnement n'est pas tout à fait sans contradiction interne dans la mesure où ces mêmes participants dénoncent le manque de démocratie dans le fonctionnement politique actuel, qui repose justement sur ces institutions qu'ils considèrent comme les seules issues possibles à cette problématique. Nous trouvons ici, chez Charles et Jacques, un investissement contradictoire de la sphère institutionnelle, celle-ci étant considérée tantôt comme source des problèmes et comme solution privilégiée pour leur résolution.

Dans le sous-groupe des « jeunes », composé de Simon et Benoît, les solutions proposées sont plus radicales. Simon revient régulièrement sur la métaphore théâtrale, la démocratie représentative étant pour lui une grande scène sur laquelle les acteurs principaux ont pour objectif premier de maintenir en place un système de domination. Pour lui, les urnes ne sont donc d'aucune utilité, dans la mesure où elles ne sont qu'une règle du jeu permettant la justification de la place sociale des dominants, et permettant également la division des dominés. Pour filer la métaphore théâtrale, la solution qu'il propose est de « *saper l'estrade* », puis plus loin : « *Se lever du siège, le*

détruire, après détruire l'estrade... Et de créer, j'sais pas, une jungle d'abondance horizontale ». Benoît, lui, rationalise souvent son positionnement à partir de références historiques, en rattachant sa pensée au courant de l'anarchisme fédéraliste. Pour lui, la solution réside dans la constitution de groupes d'action très localisés et fonctionnant sous un mode horizontal, et la mise en place d'une coordination entre les différents groupes d'actions. Le mode de fonctionnement du mouvement des Gilets Jaunes s'est d'ailleurs en partie rapproché de cette solution qu'il appelle de ses vœux.

Dans ce sous-groupe des « jeunes radicaux », il est intéressant de constater que chacun n'a pas occupé la même place. Ainsi, du fait de son statut de bon objet commun, les interventions de Simon ne soulevaient que très rarement des désaccords, étant au contraire bien souvent accueillies par un assentiment général. Ses interventions semblaient bien souvent venir mettre en mots des processus primaires qui n'étaient pas complètement élaborés dans le groupe, son discours rencontrait donc une adhésion importante de la part des autres participants. De plus, Simon se montre, dans son analyse idéologique et politique, volontairement tolérant : il utilise un langage inclusif, il dit ne pas éprouver de colère envers les Gilets Jaunes qui tenaient des propos racistes, sexistes ou homophobes (comprenant cela comme une manifestation du système de domination), il reprend à plusieurs reprises les participants qui coupent la parole des autres, notamment celle de Vanessa. Ce caractère bienveillant de sa part soulève là encore des mouvements affectifs positifs de la part des participants.

À l'inverse, Benoît me semble avoir revêtu, dans l'appareil psychique groupal, une figure différente de celle de Simon, malgré leurs accords théoriques et politiques. En effet, ses différentes interventions étaient souvent l'objet de désaccords de la part des autres participants. De plus, la tolérance relevée plus tôt chez Simon ne semblait pas être autant présente dans l'anarchisme de Benoît, qui pouvait parfois se montrer fermé voire dénigrant à l'égard des Gilets Jaunes n'étant pas politisés, ou ayant des propos racistes ou homophobes par exemple. Une de ses interventions est à ce titre très évocatrice : *« là on est 5, tous des anciens militants ou militantes, mais pendant ce temps sur le rond point [...] t'en as 5-6 qui tiennent le truc ! Alors ça bavarde pas des mêmes choses. Ça bavarde pas des mêmes choses. C'est plutôt des trucs convivial, « pouet pouet machin » ! Bah nan mais... bon j'aurais pas du dire ça. Mais c'est vrai que quand t'essaies d'avoir un peu une réflexion un peu plus poussée c'est... ça emmerde les gens* ». L'expression « pouet pouet machin », suivie d'une dénégation de sa part, me semble en effet illustrer la vision péjorative défendue par Benoît des Gilets Jaunes qui n'entretiennent pas des échanges politiques particulièrement poussés. Cette dimension dénigrante s'aperçoit également lorsque la dimension complotiste est questionnée. Si Simon considère là encore que la tendance complotiste résulte du système de domination qui incite les gens à la production d'hypothèses parfois infondées, Benoît

critique pour sa part le complotisme en disant qu'il a, dans l'histoire, toujours été l'apanage de l'extrême droite, et qu'il est à ce titre absolument indésirable dans le mouvement des Gilets Jaunes.

La modalité anarchiste du mouvement des Gilets Jaunes, représentée ici par Simon et Benoît, semble ainsi être divisée en deux pôles. D'un côté, un pôle structurant, dont l'objectif est d'insuffler une réflexion idéologique au sein d'un mouvement constitué en partie de personnes dépolitisées, et qui se montre ouvert aux différences interindividuelles, mettant en sens celles-ci à partir d'une *Weltanschauung* basée sur l'existence d'un système de domination. D'un autre côté, Benoît représente le pôle clôturant de l'idéologie anarchiste, se montrant plus fermé aux différences interindividuelles, plus dénigrant envers les personnes dépolitisées et affirmant des points de vue qui soulèvent régulièrement des désaccords. Il est à noter que la situation groupale particulière du *focus group* semble avoir permis l'émergence de ces deux pôles de la modalité anarchiste, Benoît et Simon ne pouvant assumer pleinement l'une des deux positions que parce que l'autre assumait la position inverse.

Au milieu de ces deux sous-groupes, celui des « anciens pragmatiques » et des « jeunes radicaux », nous trouvons Vanessa, plus en retrait, dont les interventions se posent en intermédiaire des deux positions vues précédemment. En effet, Vanessa partage avec le sous-groupe des jeunes la radicalité et l'absence d'attachement au fonctionnement démocratique institutionnalisé. Elle ne croit pas aux urnes, et partage la vision d'une pièce de théâtre proposée par Simon. En revanche, elle partage avec le groupe des anciens la proposition de solutions qui ont malgré tout recours aux processus institutionnels. Étant engagée dans un groupe de réécriture de la constitution, elle considère que cette solution permet de « *mettre le vers dans la pomme* », de renverser le système par l'intérieur. La radicalité de ses positionnements, et la désillusion dont elle fait part à l'égard du fonctionnement démocratique, provient chez Vanessa de vécus de violence particulièrement intenses. Elle décrit ainsi comment, quelques mois avant le mouvement des Gilets Jaunes, elle a déchiré sa carte de la CGT suite à des déceptions difficiles à vivre. Elle décrit ensuite comment les syndicats se sont montrés violents à l'égard du mouvement des Gilets Jaunes, ne les laissant pas s'exprimer en manifestation, et refusant de se joindre à un grand nombre d'événements organisés par les Gilets Jaunes. En plus de cette violence vécue de la part des syndicats, Vanessa témoigne également de la violence de l'appareil répressif ayant été opposé par l'État au mouvement des Gilets Jaunes. Elle dit ainsi avoir été, avec son mari ayant une santé fragile, victime de violences policières importantes. Elle et son mari ont également été poursuivis en justice suite à des manifestations non autorisées, et ont donc dû faire face, après les violences physiques opérées par

les forces de l'ordre, à des violences institutionnelles et administratives opérées par les instances judiciaires. Un sentiment d'injustice profond ressort de ses témoignages, sentiment qui semble être à la source de sa radicalité politique.

À travers la description de ces différents sous-groupes s'étant dessinés lors du *focus group*, nous voyons comment l'espace intersubjectif fut traversé par des lignes de démarcation importantes. Ces lignes de démarcation, si elles recouvrent particulièrement les catégories d'âge représentées dans le groupe, semblent en réalité correspondre à des éléments plus fondamentaux. En effet, les frontières internes du groupe se sont érigées notamment autour de l'ambivalence à l'égard du fonctionnement démocratique institutionnel. Si tous s'accordent à dire que l'objectif fondamental des Gilets Jaunes était d'atteindre un idéal démocratique n'étant pas trouvé dans l'état actuel des choses dans nos institutions, la question de la croyance ou non à la pertinence du fonctionnement démocratique a été l'objet de dissensions importantes. Charles et Jacques proposent pour leur part une posture qui croit encore en le fonctionnement démocratique actuel ; les institutions sociales ont alors pour eux, au moins en partie, encore une valeur de récit mythopoïétique auquel ils attachent une certaine importance. Simon et Benoît, pour leur part, présentent un positionnement plus radical, « désillusionné » des récits institutionnels. Vanessa, enfin, se situe dans l'entre-deux, partageant par son vécu la désillusion des plus jeunes, mais ayant malgré tout recours aux leviers institutionnels dans les solutions qu'elle propose.

3.3 – Le focus group comme « moment mythopoïétique »

Concernant l'espace groupal tel qu'il s'est manifesté durant le *focus group*, nous pouvons à nouveau convoquer les propositions théoriques de Kaës (2016) concernant les positions psychiques groupales. En effet, les trois positions (utopique, idéologique et mythopoïétique) semblent avoir cohabité durant le *focus group*, mais c'est notamment la position mythopoïétique qui apparaît comme ayant été prédominante.

La position utopique apparaît notamment dans l'espoir partagé et régulièrement convoqué d'un renouveau du mouvement, ou en tous cas de l'émergence de nouveaux mouvements sociaux héritiers des Gilets Jaunes. Ce sentiment d'espoir cohabite avec une nostalgie particulièrement prégnante à l'égard des débuts du mouvement des Gilets Jaunes. Quand les souvenirs de l'occupation d'un lieu étaient évoqués, ces deux sentiments étaient palpables dans les discours : « Benoît : C'était bien... – Simon : C'était super ! – Jacques : mais ça reviendra ! ». Les

projections dans des futurs idéalisés où les exigences démocratiques de Gilets Jaunes seraient atteintes témoignent également du travail de l'utopie. Ainsi, la « *jungle d'abondance horizontale* » (Simon), « *le monde [qui] tend inexorablement vers cette situation égalitaire, de justice et de paix, qui est l'anarchisme* » (Benoît) ou encore une démocratie plus représentative, plurielle et proportionnelle (Charles) sont différentes déclinaisons d'un même idéal auquel chacun aspire, et qui semble encore à portée de mains des membres du groupe.

La position idéologique, pour sa part, apparaît notamment dans les positionnements de Simon et Benoît, qui défendent chacun une *Weltanschauung*, une vision du monde tendant vers un idéal, et tous les faits observés étant mis en lien avec cette *Weltanschauung*. Comme nous l'avons vu plus haut, Simon représente ici le versant structurant de l'idéologie, acceptant les différences interindividuelles dans la mesure où celles-ci peuvent être intégrées dans le récit idéologique concernant le système de domination. Benoît représente pour sa part un versant plus clôturant de l'idéologie, rejetant ce qui ne s'accorde pas avec son propre récit fondamental. Il est intéressant de constater que cette position idéologique est manifestement plus prégnante chez Simon et Benoît. En effet, ce sont les deux sujets du *focus group* qui semblent le plus réfractaires au discours et aux récits institutionnels traditionnels. Cet affranchissement à l'égard des institutions semble alors s'accompagner, chez eux, de l'émergence d'une position idéologique.

Enfin, la position mythopoïétique semble avoir été particulièrement à l'œuvre durant cette rencontre groupale. En effet, les participants ont investi ce temps d'échange comme l'occasion de mettre des mots sur leur vécu collectif du mouvement. C'est alors une mise en récit à plusieurs voix qui s'est effectuée, chacun apportant sa pierre à l'histoire mythifiée du mouvement des Gilets Jaunes. C'est en ce sens qu nous pouvons considérer que le temps du *focus group* fut un moment mythopoïétique : ce temps a en effet vu la création d'un récit retraçant l'histoire du mouvement des Gilets Jaunes, de ses origines jusqu'à son avenir espéré et fantasmé. Le *focus group* fut un temps agréable, convivial, où les désaccords récurrents sur certaines thématiques n'ont pas empêché une bienveillance mutuelle et une ambiance détendue. Les différences inter-individuelles étaient donc globalement bien intégrées dans l'appareil psychique groupal, et cette acceptation me semble avoir été notamment soutenue par les processus élaboratifs et mythopoïétiques s'étant joués au sein de cet espace groupal. De même, alors que nous avons vu apparaître lors de l'analyse netnographique et de l'analyse des entretiens individuels un clivage de l'objet (le Président revêtant la figure du mauvais objet persécuteur) et une violence pulsionnelle sous-jacente, ces éléments semblent avoir été amoindris voire absents lors du *focus group*. Le Chef de l'État reste bien sûr une cible récurrente

de reproches, mais les critiques qui lui sont adressées sont généralement plus complexes et nuancées que ce qui avait pu émerger lors des entretiens individuels, ou sur le groupe Facebook *Citoyens en colère*. Là encore, cela me semble avoir été notamment permis par l'avènement d'une position groupale mythopoïétique, la mise en récit permettant la prise de distance et la secondarisation de la violence pulsionnelle.

Les différents participants ont d'ailleurs pu nommer ce phénomène. À la fin de la séance, chacun fut amené à proposer un bilan conclusif de cette rencontre. Tous insistèrent sur le caractère enrichissant du *focus group*, et sur l'importance de pouvoir avoir des temps d'échange et de partage d'expérience. Par exemple, Simon conclura ainsi : « *je trouve que c'est ultra intéressant de revenir sur ce qu'on a vécu, et réfléchir dessus, poser des mots... je pense que c'est vraiment des efforts constructifs quoi, parce qu'on a souvent l'immédiateté de... de l'actualité, du présent, hop hop hop il faut lutter sur ça, sur ça, sur ça, mais d'avoir des petits temps d'autoanalyse de... – Charles : de recul – Simon : de partage de sentiments et tout, vécus... c'est vraiment très important* ». Nous voyons ici nommé, avec des mots différents, le caractère mythopoïétique de cette rencontre, mis en opposition avec l'intensité du quotidien de la lutte, et les processus utopiques et idéologiques que ce quotidien suppose.

Il est à cet égard intéressant de se pencher sur l'évolution ayant eu lieu durant les trois heures qu'a duré le *focus group*. En effet, suite à la question initiale posée au groupe de participants, c'est Benoît qui a pris la parole. Voici retranscrite ici son intervention : « *Si je peux me permettre de donner un citation de Warren Buffet en 2012, donc Warren Buffet c'est la quatrième fortune mondiale, bon peut-être un peu moins maintenant, c'est la course là haut ! [rires]. Et lui il disait en 2012 : « la lutte des classes c'est fini, maintenant c'est la guerre des classes, et c'est ma classe qui est en train de la gagner* ». Donc tu vois on n'est plus sur un délire de « *on va construire ensemble une société* », on est sur des techniques, des stratégies de guerres, et des stratégies psychologiques [assentiment général]. Voilà donc pour faire le lien avec... je pense que c'est avant tout une guerre, aussi psychologique, enfin ça fait partie de la stratégie quoi. Ce qui fait qu'à un moment donné, les gens supportent plus quoi ». Nous voyons dans cette première intervention la violence pulsionnelle telle qu'elle s'était déjà manifestée plus tôt lors des entretiens individuels et sur le groupe *Citoyens en colère*, véhiculant des angoisses persécutives donnant lieu à l'émergence d'une violence pulsionnelle. C'est donc cette violence, subie et agie, qui semble être le point nodal du mouvement des Gilets Jaunes, dans la mesure où elle semble être toujours l'élément inaugural de tout discours sur ce mouvement. Progressivement, au fil des interventions dans le *focus group*, nous pouvons ressentir une transformation, une élaboration autour de cette violence inaugurale. Sur l'étayage de la

secondarisation en groupe, l'intensité pulsionnelle s'est en effet vue progressivement diluée dans une mise en récit, un travail d'historisation où primaient le partage d'expérience et la construction d'un récit commun pouvant accueillir en son sein les différences individuelles en justifiant leur existence. Au vu des interventions conclusives particulièrement enthousiastes à l'égard de ce temps d'échange, il semble que ce moment mythopoïétique de mise en récit fut important pour les participants. En effet, après l'utopie du début du mouvement puis sa désillusion qui semble avoir suscité des mouvements idéologiques importants, l'accès à une position mythopoïétique qu'a permis le *focus group* apparaît comme ayant eu un effet élaboratif de liaison psychique dont les sujets semblaient ressentir le besoin. Il est à ce titre intéressant de constater que chacun dira à la fin du groupe que d'autres séances de ce type mériteraient d'être organisées.

Chapitre D – Discussion

Maintenant que nous avons pu présenter les résultats de nos différents volets méthodologiques, cette dernière partie se donnera pour objectif de répondre à nos questionnements initiaux à la lumière des hypothèses que nous avons pu dégager.

Pour rappel, la problématique centrale de cette thèse est la suivante : en quoi le mouvement des Gilets Jaunes peut-il être considéré comme un analyseur des crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales ?

Les hypothèses opérationnelles avec lesquelles nous avons travaillé sont les suivantes :

- 1 – Le mouvement des Gilets Jaunes témoignerait d’une libération de la violence sur les plans libidinal, narcissique et structural.
- 2 – Le mouvement des Gilets Jaunes ferait préférentiellement appel aux processus psychiques et groupaux caractéristiques des positions utopiques et idéologiques.

Ces hypothèses opérationnelles reposent sur les hypothèses générales que voici :

- 1 – Les crises touchent les institutions sociales dans leurs fonctions de canalisation de la violence libidinale, narcissique et structurale inhérente au fait social.
- 2 – Les crises enrayent les fonctions symboligènes des institutions sociales qui confèrent à ces dernières un rôle de matrice mythopoïétique.

1 – Les Gilets Jaunes et leurs rapports aux institutions

Avant de pouvoir répondre successivement à chacune de nos hypothèses de départ, concernant la violence inhérente à la vie sociale et la résurgence des modalités utopique et idéologique, il importera dans un premier temps de comprendre les rapports entretenus par les Gilets Jaunes avec les institutions sociales. Ces rapports nous renseigneront dans un premier temps sur la place qu’occupent ces dernières dans ce mouvement social, et donc pour partie sur la scène sociale dans son ensemble.

Cet investissement de la part du mouvement des Gilets Jaunes à l’égard de la sphère institutionnelle est de différents ordres, et comporte parfois une certaine ambivalence.

1.1 – Les Gilets Jaunes, « orphelins de la politique »

Tout d'abord, il apparaît que les Gilets Jaunes, malgré les différences qui peuvent exister au sein du mouvement, aient comme point commun un rejet, au moins partiel, des formes instituées et traditionnelles de la politique. Que ce soit à travers le groupe Facebook *Citoyens en colère*, qui revendique explicitement dans ses règles qu'il ne faut « *pas de politique ici !* », ou à travers les discours des Gilets Jaunes interrogés en entretiens individuels et lors du *focus group*, les données laissent apparaître ce dégoût des institutions politiques comme étant un dénominateur commun au mouvement. La locution employée par Hubert lors de l'entretien de recherche effectué avec lui est particulièrement évocatrice : lui-même se décrit comme un « *orphelin de la politique* ». Dans sa situation, cette phrase fait référence à ses engagements passés, au sein d'un syndicat et d'un parti politique, engagements qu'il a délaissés suite à de nombreuses déceptions à leur égard. Mais cette locution qu'il emploie traduit à mon sens le sentiment vécu par un grand nombre de Gilets Jaunes. En effet, alors même que les institutions politiques démocratiques se donnent pour but de permettre aux individus de participer à la vie de la société, et de leur fournir des repères quant au sens des décisions prises à l'échelle nationale, les différents sujets interrogés nomment tous, à leur manière, le sentiment d'abandon qu'ils éprouvent à l'égard de ces mêmes institutions. Les sentiments de ne pas être représenté et de ne pas être écouté sont particulièrement prégnants dans les discours recueillis, et traduisent cette impression qu'un écart infranchissable éloigne ceux qui se considèrent comme « le peuple » de ceux considérés comme les « élites ». Le terme d'orphelin de la politique met en lumière le fait que beaucoup de Gilets Jaunes ont un jour cru dans le méta-récit démocratique, y investissant une part de leur vie subjective et affective, et ont fini par se sentir trahis, abandonnés par ce « parent institutionnel », garant d'un cadre social harmonieux dénué de violence, et d'une certaine forme de sécurité psychique au sein de la sphère sociale.

Ainsi, les institutions politiques sont vécues comme décevantes et ne remplissant plus les fonctions qu'elles s'étaient vues conférer à l'origine. Il est intéressant de constater que cela concerne autant les institutions militantes (partis politiques et syndicats notamment) que les instances instituées du pouvoir. Ainsi, les institutions que représentent le gouvernement, le parlement, la justice ou les élections par exemple sont également considérées par les Gilets Jaunes comme n'étant plus à même de pouvoir remplir leur rôle de manière satisfaisante. Il est à ce titre remarquable que chacun des sujets interrogés ait présenté la recherche démocratique comme un des objectifs fondamentaux du mouvement. Si c'est dans un premier temps la dimension économique qui a suscité le colère et qui a vu l'émergence du mouvement des Gilets Jaunes, tous les sujets interrogés s'accordent à dire que la dimension économique est rapidement apparue comme

secondaire vis-à-vis de la dimension démocratique, la première nécessitant la seconde pour devenir satisfaisante.

Il est à noter qu'une forme d'ambivalence persiste néanmoins chez certains Gilets Jaunes à l'égard des institutions. Charles illustre bien cette ambivalence, en regrettant comme ses camarades l'absence de démocratie dans nos institutions, mais en proposant comme solution principale le recours au vote, et donc à un des outils privilégiés de ces mêmes institutions. La désillusion à l'égard du méta-récit démocratique semble donc ne pas être aussi profonde chez chacun des sujets, certains se considérant profondément comme orphelins, et d'autres se référant encore, à certains moments et dans certaines conditions, au mythe démocratique comme outil de lutte à part entière.

1.2 – Un mouvement perpétuellement instituant

En réponse à ce dégoût à l'égard des institutions, le mouvement des Gilets Jaunes apparaît comme ayant désiré s'affranchir en tous points de ces dernières. Ainsi, ce mouvement social se veut perpétuellement instituant, au sens de l'analyse institutionnelle : une grande partie de l'énergie du mouvement semble ainsi être dépensée dans la recherche de manières de faire alternatives. Ainsi, les modalités d'organisation, les pratiques de lutte ou encore les rapports de pouvoir internes ont été l'objet de réflexions intenses dans l'optique de ne pas reproduire ce que font habituellement les institutions de ces différentes questions.

L'occupation des ronds-points, en tant que moyen privilégié d'action, fut la première manière qu'a eu le mouvement de se distinguer des autres mouvements sociaux l'ayant précédé. Cette inventivité dans les pratiques de lutte témoigne bien de la dimension instituante : cette action a en effet été spontanée, coordonnée de manière extrêmement fluide à l'échelle du pays entier, et est venue mettre en lumière de manière éclatante la rupture qu'a représentée ce mouvement à l'égard des pratiques traditionnelles du militantisme.

La dimension instituante du mouvement des Gilets Jaunes se perçoit également dans les rapports entretenus avec la notion de représentation. En effet, c'est notamment la démocratie dans sa modalité représentative qui est la cible des critiques du mouvement. Ainsi, les Gilets Jaunes ont entretenu un rapport particulier avec la représentation au sein du mouvement. Les « figures de proue » du mouvement, sur le plan médiatique, ont été critiquées par la majorité des sujets interrogés. De la même manière, les Gilets Jaunes ayant voulu proposer des listes électorales lors de différents scrutins ont majoritairement été mal perçus par le mouvement. Ainsi, le mouvement pris dans sa globalité semble avoir rejeté tout processus de représentation médiatique et politique, ce qui traduit à mon sens sa valeur instituante. Le même schéma peut être repéré en ce qui concerne les

rapports de pouvoir internes au mouvement. Les Gilets Jaunes interrogés plaident tous pour une horizontalité du mouvement, expliquant qu'il importe de ne pas reproduire les modes de fonctionnements hiérarchisés que l'on retrouve dans les institutions.

Pour autant, derrière cette volonté affichée de conserver un caractère instituant, le mouvement semble également être pris dans une conflictualité interne autour de ces différentes questions. Ainsi, nous avons pu voir comment les rapports du pouvoir, s'ils sont explicitement rejetés et parfois déniés (les sujets pouvant affirmer le caractère pleinement horizontal du mouvement), semblent malgré tout avoir traversé le mouvement. Que les sujets aient été mis à cette place de leader (comme pour Vanessa, Simon, Fabien, Julien, Benoît ou Charles dans une moindre mesure), ou qu'ils aient simplement été témoins des rapports de pouvoir (c'est le cas pour Albert, Hubert et Jacques), tous alternent dans le discours entre le déni et le regret de ces mécanismes d'organisation hiérarchique.

Entre ce déni et ce regret semble avoir émergé une posture tierce, posture que l'on pourrait qualifier de sublimatoire. En effet, ce conflit interne entre d'une part un rejet total de toute organisation hiérarchique, et d'autre part le constat de l'impossibilité d'un tel rejet, semble avoir suscité des angoisses et des dissensions au sein des différents groupes de Gilets Jaunes. Les fonctions de leader, d'abord refoulées, semblent avoir fait retour sous des formes rationalisées, officialisées : c'est notamment ce que l'on peut observer à travers les rôles d'administrateur de groupe Facebook, de coordinateur des actions ou encore de rapporteur pour les « Assemblées Des Assemblées ». Nous pouvons interpréter ces mises en forme rationalisées des rapports de pouvoir comme une manière, pour le mouvement, de sublimer ses conflits internes au travers de l'établissement d'une stratégie de lutte proposant un sens acceptable à ces mêmes rapports de pouvoir.

1.3 – Les institutions persécutrices

Le troisième élément qui apparaît central dans les rapports entretenus par le mouvement des Gilets Jaunes avec les institutions est le caractère persécutif qu'ont pu prendre ces dernières dans les discours. Cette dimension persécutrice des institutions se retrouve autant dans l'analyse netnographique que dans les entretiens individuels, et dans une moindre mesure dans le *focus group*.

Tout d'abord, cela se perçoit particulièrement dans la dynamique conspirationniste relevée à la fois dans l'analyse netnographique et dans les entretiens. Nous retrouvons en effet une vision monolithique des élites, toutes les instances institutionnelles étant perçues comme étant de mèche,

oeuvrant de concert dans un but destructeur à l'égard du mouvement. Ainsi, les médias, la justice, le gouvernement ou encore les forces de l'ordre sont vécues comme étant des émanations d'une même volonté persécutrice à l'égard du mouvement. La complexité des liens entretenus entre ces différentes instances est déniée, et une unité fantasmatique lui est substituée. Lors du *focus group*, cette dynamique conspirationniste sera secondarisée et mise en sens, notamment par Simon et Vanessa. L'espace élaboratif du groupe permettra ainsi la prise de recul et la mise à distance des angoisses persécutives : la vision monolithique des élites ne sera alors plus défendue, mais justifiée par un manque de transparence de la part de ces mêmes élites, ce qui laisse la place à toutes les hypothèses fantasmatiques.

Il est intéressant de constater que les fantasmes persécutifs prennent parfois une valeur défensive face aux conflits internes que nous avons soulevés plus haut. Ainsi, plusieurs sujets interrogés diront que le fait que des leaders et des figures médiatiques du mouvement aient émergé résulte d'une volonté médiatique répressive. Ces figures de proue du mouvement sont alors là pour donner aux médias et au gouvernement des intermédiaires concrets, permettant de donner une image au mouvement et ainsi de pouvoir le critiquer ou le décrédibiliser. Ainsi, les rapports de pouvoir et la représentativité du mouvement génèrent, comme vu précédemment, des conflits internes difficiles à élaborer. Si la sublimation a été une voie élaboratrice (à travers la rationalisation et l'officialisation du statut de leader), le fantasme persécutif semble en être une autre, plus archaïque que la première : c'est en effet préférentiellement à travers ce type de fantasmes que sera mise en sens l'existence, d'abord refoulée, de leaders et de représentants du mouvement.

2 – Utopie, idéologie et mythopoïèse des Gilets Jaunes

Nous venons de voir comment la défiance à l'égard des institutions semble être un élément central dans le mouvement des Gilets Jaunes. C'est notamment par un rejet commun des institutions et de leur fonctionnement que les Gilets Jaunes se sont retrouvés sur les ronds-points. Comme nous l'avons vu, les revendications économiques, si elles ont été les premières à être formulées, ont rapidement été mises au second plan par les Gilets Jaunes qui ont fait de leur objectif premier la recherche d'un fonctionnement démocratique satisfaisant. Il est intéressant de voir comment cette recherche commune d'un idéal démocratique a généré dans le mouvement des fonctionnements psychiques se rattachant aux trois positions groupales décrites par Kaës, qui sont les positions utopique, idéologique et mythopoïétique.

2.1 – Des débuts utopiques

Au sein des entretiens individuels, du *focus group* et des données récoltées sur un groupe Facebook de Gilets Jaunes, il apparaît de manière très récurrente que les débuts du mouvement ont été des temps où primaient un enthousiasme intense et un sentiment de victoire à portée de main. Ces éléments témoignent à mon sens d'une mentalisation utopique forte dans les débuts du mouvement. Rappelons ici que Kaës (1978) et Ricoeur (1984) décrivent la mentalisation utopique comme la résultante de crises qui sapent les fondements et les cadres culturels d'un groupe donné. L'utopie est une réaction défensive face à cette crise, réaction qui est souvent considérée comme une fuite dans un imaginaire dépourvu des contraintes du réel, mais qui porte en elle-même des potentialités instituantales qui peuvent avoir des implications directes dans le réel. Nous pouvons analyser les éléments relevés dans le chapitre précédent à la lumière des trois composantes de l'utopie proposées par Ricoeur (1984), et déjà présentées dans le premier chapitre de cette thèse.

– *L'utopie comme proposition d'une société alternative* : cette dimension de l'utopie se retrouve particulièrement dans le fait que les ronds-points occupés ont été des lieux où ont été expérimentées des modalités d'organisation correspondant à un idéal démocratique. En effet, les sujets interrogés décrivent comment les lieux d'occupation ont fonctionné pendant un temps comme des micro-sociétés idéalisées, où la recherche démocratique inhérente au mouvement prenait des formes concrètes dans l'organisation de la vie quotidienne. Ainsi, différentes modalités d'organisation ont été expérimentées sur les ronds-points : le recours au vote direct pour toute décision, la recherche permanente d'un consensus général concernant la direction à suivre, l'organisation d'assemblées où chacun a son mot à dire... ces différentes manières d'organiser la vie sur les ronds-points ont permis à chacun de (ré)expérimenter la vie politique à une échelle locale, alors même que beaucoup avaient le sentiment d'être déconnectés de la vie politique à l'échelle nationale. Nous pouvons considérer que, avant le mouvement des Gilets Jaunes, toutes ces formes de société alternative étaient « en veille », n'étaient pas pensables dans la mesure où les conditions n'étaient pas réunies pour leur mise en forme dans le concret. Les failles institutionnelles et la violence qu'elles ont générées dans le vécu de beaucoup de sujets ont alors, avec le mouvement des Gilets Jaunes, permis leur émergence dans le réel, leur réification sur l'espace social déterminé que sont les ronds-points.

– *L'utopie comme remise en question du pouvoir* : la proposition d'une société alternative comporte toujours, explicitement ou non, une remise en question des formes instituées des rapports de pouvoir. En l'occurrence, dans le mouvement des Gilets Jaunes, la mentalisation utopique est directement venue pointer les failles du système institutionnel démocratique. C'est en réaction à une démocratie instituée considérée comme insatisfaisante que de nouvelles micro-sociétés idéalisées

ont vu le jour sur les ronds-points, avec une remise en question explicite du pouvoir en place et de la manière dont fonctionnent les institutions démocratiques dans notre société. Nous retrouvons ici la dimension pleinement instituante que s'est donnée le mouvement des Gilets Jaunes, remettant brusquement en question des logiques politiques qui jusqu'ici n'étaient remises en question que par des moyens indirects et implicites. Ainsi, l'abstention grandissante, la prise d'ampleur des théories conspirationnistes ou encore l'inflation électorale d'une extrême-droite se présentant comme « anti-système » étaient des remises en cause indirectes et d'une certaine manière contingentes des institutions politiques, et le mouvement des Gilets Jaunes a affirmé ces revendications d'une manière explicite et éclatante.

– *L'utopie comme logique folle du tout ou rien* : l'utopie substitue à la logique de l'action une logique folle du tout ou rien. Ainsi, la mentalisation utopique suppose le déni au moins partiel du principe de réalité, et fonctionne prioritairement sur le principe de plaisir. Dans le mouvement des Gilets Jaunes, cela se perçoit dans l'enthousiasme déraisonnable des premiers jours, décrit rétrospectivement par les Gilets Jaunes interrogés comme une illusion que le mouvement, par sa simple existence, allait pouvoir renverser les rapports de pouvoir et faire advenir une nouvelle société idéale. Cette illusion du grand soir et des lendemains qui chantent est symptomatique de la logique de l'utopie, qui met de côté les difficultés réelles, les contradictions internes et les compromis et leur substitue un enthousiasme à toute épreuve.

2.2 – Des désillusions génératrices de processus idéologiques

Ainsi, la mentalisation utopique propre aux débuts du mouvement des Gilets Jaunes ne peut fonctionner que sur la base d'un déni, au moins partiel, des contraintes du réel et des contradictions internes au mouvement. Or, ces éléments ne peuvent rester déniés éternellement, d'autant plus lorsque le mouvement prend une ampleur nationale, rassemblant alors des sujets d'horizons très diversifiés, et qu'il se confronte à une répression importante de la part de l'État. Dans les données récoltées, plusieurs éléments émergent comme ayant généré des désillusions au sein du mouvement, et ayant donc mis fin à l'utopie jusqu'alors prédominante.

Tout d'abord, les dissensions internes au mouvement semblent avoir joué un rôle important dans la désillusion du mouvement à l'égard de l'utopie qui le régissait jusqu'alors. C'est en tous cas ce que certains sujets interrogés décrivent, notamment en évoquant le tournant qu'a représenté la volonté de certains Gilets Jaunes de former des listes électorales pour les élections européennes de 2019. Cette démarche, ayant commencé à être évoquée début 2019, a en effet généré des conflits internes au mouvement, entre ceux qui plaidaient pour ces listes électorales et ceux qui en

redoutaient les effets. Ces conflits semblent ainsi avoir participé à la rupture de l'illusion groupale (Anzieu, 1975) selon laquelle le mouvement formait une unité cohésive monolithique. En plus des dissensions portant sur l'institutionnalisation du mouvement, nous avons également vu comment des conflits récurrents éclataient autour des héritages politiques du mouvement, plusieurs positionnements difficilement compatibles cohabitant en son sein. Nous avons vu, lors de l'analyse netnographique notamment, que ces conflits pouvaient générer une forme de violence interne au groupe, violence étant proportionnelle à l'intensité des processus qui avaient jusqu'ici dissimulé les dissensions internes.

Un autre élément étant à la source de la renonciation utopique est à trouver dans les différentes formes de répression ayant été opposées au mouvement. Trois types de répression principaux émergent dans les discours des Gilets Jaunes interrogés. Tout d'abord, la répression policière, que ce soit lors de manifestations ou lors du déblocage de certains ronds-points, a marqué les esprits par la forme particulièrement violente qu'elle a prise. Cette répression policière a été considérée comme une injustice par tous les sujets interrogés, considérant cette réponse de l'État comme illégitime, par opposition à leurs revendications démocratiques considérées comme légitimes. S'il semble que cette violence opposée au mouvement par l'État a d'abord contribué à la cohésion du mouvement et donc à la mentalisation utopique qui le caractérisait, certains se sont trouvés épuisés face à elle, ce qui a fini par entraîné une résignation qui est venue entamer l'enthousiasme antérieur.

Le deuxième type de répression est la répression judiciaire, un grand nombre de Gilets Jaunes ayant été poursuivis en justice pour des actions faites lors du mouvement (manifestations non déclarées, vandalisme, violence envers personnes dépositaires de l'autorité publique...). Ainsi, Simon, Vanessa et Julien notamment ont vécu de telles démarches à leur rencontre. Ce type de vécu a généré un écoeurement chez certains, notamment Vanessa et Julien, écoeurement qui a là encore contribué à saper l'illusion du grand soir.

Le troisième type de répression pointé du doigt par les Gilets Jaunes interrogés est la répression médiatique, ceux-ci considérant que les médias dominants ont majoritairement présenté un visage péjoratif du mouvement, contribuant à donner à celui-ci une image publique négative et décrédibilisée. Les médias sont ainsi présentés comme étant de mèche avec le gouvernement, leur propos étant au mieux considérés comme profitant à celui-ci, au pire comme étant dictés directement par le Chef de l'État. La répression médiatique est également considérée comme un tournant dans le mouvement des Gilets Jaunes par les sujets interrogés, qui décrivent comment la désapprobation grandissante à l'égard du mouvement en France a rendu de plus en plus difficile

l'engagement.

Enfin, le dernier élément ayant rompu l'illusion utopique des débuts du mouvement est l'absence perçue de résultats. En effet, alors même que les premières semaines étaient marquées par l'impression que le grand soir arrivait et qu'une démocratie idéale était à portée de main, l'enlisement durant plusieurs mois dans un mouvement devenant répétitif et l'absence de résultats concrets face aux mobilisations a fini d'achever les espoirs enthousiastes caractéristiques de l'utopie. Il est à noter que c'est là aussi un tournant repéré par certains sujets interrogés, qui considèrent que les réponses du gouvernement (Grand Débat National, augmentation du SMIC de 100 euros par mois) étaient insatisfaisantes, mais ont contribué à la désapprobation publique du mouvement, d'aucuns considérant que face à ces réponses les mobilisations devaient s'arrêter.

Ces différents éléments (dissensions internes, répression et absence de résultats) ont donc généré des désillusions au sein du mouvement, désillusions ayant mené à la chute de la mentalisation utopique du début du mouvement. Face à ces désillusions, certains Gilets Jaunes ont cessé de s'engager dans le mouvement, mais le mouvement en lui-même ne s'est pas arrêté. Il semble alors que la position groupale du mouvement s'est reconfigurée autour de processus psychiques différents, ne découlant pas de l'utopie mais bien de l'idéologie.

Rappelons ici que la position idéologique se caractérise selon Kaës (2016) par l'existence d'une *Weltanschauung* (c'est-à-dire une vision du monde à partir de laquelle tous les éléments de la réalité seront interprétés), par la prédominance d'angoisses schizo-paranoïdes de persécution, par la prépondérance de la modalité isomorphique dans l'appareillage des psychés individuelles, et par le recours massif au clivage de l'objet comme mécanisme de défense privilégié. Il apparaît à travers ces données que ces différents éléments ressortent au sein du mouvement des Gilets Jaunes. Ces caractéristiques de la position idéologique se retrouvent toutes à différentes mesures dans les données récoltées.

Premièrement, la notion de *Weltanschauung* semble féconde pour décrire les phénomènes observés au sein du mouvement, bien qu'elle doive également être relativisée par le fait que ce n'est pas une vision du monde unifiée qui se dégage, mais bien plusieurs *Weltanschauungs* qui cohabitent au sein du même mouvement. Ces visions du monde, malgré leurs divergences, ont pour point commun l'idéal de la recherche démocratique. Les deux principales formes de rapport au monde idéologique qui se dégagent du corpus de données sont la vision anarchiste et la vision conspirationniste. Dans ces deux visions du monde, l'idéal démocratique que le mouvement appelle de ses vœux est aujourd'hui inaccessible à cause du fonctionnement institutionnel, et chaque

élément de la réalité sera interprété dans le sens de cette vision.

La vision anarchiste émerge notamment dans les discours de Simon et Benoît, mais est également reprise avec des tonalités différentes chez des sujets comme Vanessa, Hubert ou Charles notamment. Elle est également présente, dans une moindre mesure cependant, dans certaines données récoltées lors de notre démarche netnographique. Dans cette vision du monde, les institutions politiques telles qu'elles fonctionnent aujourd'hui se basent sur un système de domination, où les dominants agissent dans le but premier de conserver leur place, et où les dominés sont tantôt conscients (« *émancipés* » dira Simon) de ces rapports de domination et tentent d'en sortir, et tantôt aveugles à ces rapports et y participant malgré eux. Tout est alors perçu comme découlant de ce système de domination. Ainsi, le racisme, le sexisme ou l'homophobie de certains Gilets Jaunes en seront interprétés comme des émanations, les dominants installant un climat de tension entre les dominés afin de conserver leur place. De même, les figures de proue médiatiques du gouvernement seront considérées comme « utilisées » par les dominants pour donner un visage au mouvement, et ainsi pouvoir plus facilement le décrédibiliser. On retrouve donc dans cette vision une intentionnalité fantasmée derrière tous les éléments qui viennent entraver l'avènement de l'idéal démocratique, intentionnalité qui se situe du côté des dominants.

La vision conspirationniste se caractérise par un rapport particulier à la vérité (Soteras, 2018), les individus se considérant comme détenteur d'une vérité que les élites veulent dissimuler, ainsi qu'une vision monolithique de ces mêmes élites (Klein et Nera, 2021), qui agissent de concert pour dissimuler la vérité et sanctionner celles et ceux qui veulent la faire savoir. Là aussi, tout sera interprété dans le sens de cette vision du monde. Ainsi, le fait que des policiers interdisent à un homme de filmer le délogement d'un rond point sera interprété comme le résultat de la volonté du Président de ne pas dévoiler la vérité au grand public. De même, la suppression ou le blocage d'une information par les médias institutionnels ou les réseaux sociaux seront également considérés comme des preuves que la vérité est volontairement cachée par les élites. De plus, la vision conspirationniste se caractérise, là encore, par une intentionnalité fantasmée derrière les actions qui sont perçues comme desservant le mouvement (Taïeb, 2010). Ainsi, la constitution d'une liste Gilets Jaunes pour les élections européennes sera considérée comme étant une manipulation des médias et du gouvernement pour diviser le mouvement. Nous retrouvons ici le mouvement défensif consistant à projeter sur la figure institutionnelle l'angoisse suscitée par les conflits internes au mouvement.

Le deuxième processus caractéristique propre à la mentalisation idéologique qui se retrouve dans le mouvement des Gilets Jaunes est la prédominance des angoisses schizo-paranoïdes de persécution. Comme nous l'avons vu déjà à plusieurs reprises, ce type d'angoisse est en effet

particulièrement prégnant dans le mouvement des Gilets Jaunes. Ainsi, l'intentionnalité fantasmée, dont nous venons de parler et qui régit les *Weltanschauungs* anarchiste et conspirationniste présentes au sein du mouvement témoignent de l'angoisse persécutrice. De plus, comme mentionné plus tôt, les institutions revêtent pour les sujets une dimension persécutrice, étant vécue en permanence comme potentiellement menaçante. Le sentiment subjectif de violence subie par les différents événements sociaux et politiques (précarité, répression, manque de représentation...) est ainsi, dans la position idéologique, vécu non plus seulement comme la conséquence d'institutions politiques dysfonctionnelles, mais bien comme le résultat de la volonté de ces mêmes institutions et de leurs représentants.

La troisième caractéristique de la mentalisation idéologique est la prépondérance de la modalité isomorphe dans l'appareillage des psychés individuelles. Cette modalité se caractérise notamment par un déni des différences interindividuelles, le groupe ayant besoin d'un fantasme d'unité cohésive pour survivre sur le plan narcissique. Avec la rupture de l'utopie, qui fonctionne elle aussi partiellement sur la base d'un tel déni, nous aurions pu nous attendre à voir les différences interindividuelles resurgir et être pleinement acceptées. Or, il est intéressant de constater que ce déni semble avoir perduré après la chute des premières illusions. En effet, nous retrouvons régulièrement dans les différentes données une idéalisation du groupe, qui se vit comme un tout unifié et où la mise au jour des différences interindividuelles provoque une violence pulsionnelle importante. Il est également important de relativiser ce constat, notamment à travers l'ambivalence importante relevée dans les entretiens individuels autour des modalités d'appareillage des psychés individuelles.

Ainsi, les discours secondarisés de certains Gilets Jaunes interrogés tendent à valoriser les différences inter-individuelles comme ayant été une force du mouvement. Nous avons déjà interprété cela comme un mouvement défensif intellectualisant, face à l'impossibilité de garder enfouies les dissensions internes du fait de l'hétérogénéité inhérente au mouvement. Il est à noter que la mise en avant des différences inter-individuelles reste envisageable dans la dynamique idéologique, dans la mesure où elle correspond à la *Weltanschauung* anarchiste qui a traversé le mouvement. Cette vision du monde met en effet en avant l'individu face au groupe, et refuse toute aliénation de la part du groupe sur le sujet. C'est donc parce que l'affirmation des différences inter-individuelles s'inscrit de manière cohérente dans cette vision du monde qu'elle a pu être utilisée comme mouvement défensif sans présenter une menace groupale trop importante.

Enfin, la dernière caractéristique de la position idéologique est le recours massif au clivage de l'objet pour faire face aux angoisses persécutives traversant le groupe. Cette caractéristique se retrouve pleinement dans les données récoltées, comme nous avons eu l'occasion de le voir tout au long de la présentation des résultats. Ainsi, la figure du Chef de l'État prend la forme d'un mauvais objet groupal commun, étant à la fois source d'angoisses persécutives importantes (le président étant fantasmé comme étant à l'origine de tous les éléments qui menacent le groupe), et cible privilégiée de l'agressivité du groupe (les propos s'adressant à lui, que ce soit dans les manifestations, sur le groupe Facebook analysé ou dans les entretiens de recherche, étant particulièrement violent). Nous pouvons à cet égard citer ici une vidéo trouvable sur Internet, publiée le 9 octobre 2020, et dont l'URL est trouvable dans la sitographie. Dans cette vidéo, nous pouvons voir une militante Gilet Jaune, crier les mots suivants : « Macron destitution ! Macron décapitation ! Macron... putain... Explosion !! Il faut lui exploser sa gueule à ce dictateur ! ». Cette vidéo est paradigmatique à la fois de la détresse de certains Gilets Jaunes, détresse étant perçue comme la conséquence directe de la présidence du chef de l'État, et de l'intensité des éprouvés psychiques dirigés vers la figure qu'il représente.

2.3 – Des tentatives d'élaboration mythopoïétique

Malgré la prédominance, que nous venons de relever, des positions groupales utopique (au début du mouvement) et idéologique (suite aux désillusions), il importe de noter que des tentatives d'élaboration mythopoïétique semblent émerger çà et là à travers les données récoltées. Différents groupes semblent ainsi se réunir autour d'un récit commun afin de pouvoir accéder à une dynamique groupale plus stable, autorisant les différences inter-individuelles, diminuant l'intensité des angoisses prédominantes et donc celles des mécanismes de défense luttant contre ces mêmes angoisses.

La rencontre groupale qu'a constitué le *focus group* est paradigmatique de cette potentialité mythopoïétique du mouvement. Nous avons en effet vu à quel point ce temps d'échange fut l'occasion d'une mise en récit commune. L'élaboration psychique et la secondarisation des vécus permises par l'espace du *focus group* ont ainsi favorisé l'accès à des processus groupaux tendant à l'acceptation des différences inter-individuelles, à la diminution des angoisses prédominantes, et donc des mécanismes de défense y répondant.

En dehors du *focus group*, les données récoltées amènent également d'autres éléments qui nous permettent de mettre en lumière la tendance mythopoïétique prise par le mouvement. La

majorité des sujets interrogés participent à des activités qui tendent à favoriser l'émergence de ce type de processus. Ainsi, nous pouvons faire référence ici à Vanessa, qui participe aujourd'hui à des groupes de réécriture de la Constitution ; à Charles, qui participe à des ateliers autour des pratiques écologiques ; à Fabien, qui est devenu conseiller municipal dans sa commune ; à Julien, qui est devenu journaliste indépendant ; à Jacques, qui a rédigé un livre retraçant son vécu du mouvement ; ou encore à Simon, qui participe à un collectif luttant contre la répression policière et judiciaire.

Ces différentes pratiques et activités, si elles ne sont pas toutes directement en lien avec le mouvement des Gilets Jaunes, ont toutes été construites dans l'après-coup du mouvement. Elles sont décrites par chacun comme des manières de se réappropriier les idées, les théories et les pratiques qui se sont forgées sur les ronds-points et lors des manifestations des Gilets Jaunes. L'investissement de chacun dans ce type d'activité peut ainsi être considéré comme une transformation, secondarisée, des matériaux bruts ayant émergé plus ou moins spontanément durant les moments forts du mouvement. Chacune de ces activités se veut alors proposer une nouvelle forme de récit commun (récit culturel, constitutionnel, écologique, journalistique...). Ces nouvelles formes de récit viennent se substituer au grand récit institutionnel officiel, toujours perçu comme défaillant et dysfonctionnel par les sujets.

Cette dernière constatation vient relativiser notre hypothèse de départ concernant la résurgence des positions utopique et idéologique au sein du mouvement des Gilets Jaunes, et plus généralement au sein de la société face à la « destitution des institutions » et donc à la perte de la fonction de matrice mythopoïétique qu'occupent les institutions sociales. Si les positions utopique et idéologique ont bien été prédominantes au sein du mouvement, il convient en effet de noter que la position mythopoïétique semble malgré tout accessible, au moins dans des espaces favorisant son émergence, pour le mouvement. Il est pour autant intéressant de constater que ces processus mythopoïétiques émergent tout en restant dissociés des matrices mythopoïétiques que représentent les institutions. Ainsi, ce n'est pas un méta-récit œuvrant au niveau national qui est généré par le mouvement, mais une multitude de récits correspondant à l'expérience subjective que chacun aura fait du mouvement, et à sa manière de se réappropriier les savoirs et les pratiques acquis lors de celui-ci.

3 – La violence, élément inaugural du mouvement des Gilets Jaunes

Notre deuxième hypothèse opérationnelle concernait la notion de violence inhérente à la vie sociale, et agissant sur trois niveaux (libidinal, narcissique et structural). Nous avons proposé l'idée selon laquelle les institutions occupaient des fonctions de contenance de la violence sur ces trois niveaux distincts, et avons fait l'hypothèse que le mouvement des Gilets Jaunes pouvait témoigner de la perte de ces fonctions des institutions sociales.

Il est dans un premier temps nécessaire de noter que la violence apparaît comme un élément fondamental du mouvement des Gilets Jaunes. Nous avons en effet vu, lors de l'analyse netnographique, comment cette thématique était transversale à toutes les données récoltées. Cette thématique peut être déclinée en deux dimensions : la violence subie et la violence agie. Ainsi, les Gilets Jaunes s'exprimant sur le groupe Facebook *Citoyens en colère* témoignent pour beaucoup d'un vécu subjectif dominé par la violence. Les difficultés financières, l'absence perçue de représentation dans les instances démocratiques, la répression policière, judiciaire et médiatique opposée au mouvement sont autant d'éléments que les sujets vivent comme une violence importante à leur égard, violence vécue comme menaçant jusqu'à leur survie. Cette violence subie réactive ainsi des angoisses de mort ou d'anéantissement. Cette dimension ressort également dans les entretiens de recherche ainsi que, dans une moindre mesure, au sein du *focus group*.

En réaction à cette violence subie s'exprime dans les données récoltées une violence agie. Cette dimension est palpable autant à travers les insultes récurrentes à l'égard des représentants du pouvoir, et particulièrement du Chef de l'État, qu'à travers un certain nombre d'actions auxquelles ont eu recours les Gilets Jaunes durant le mouvement (confrontation avec les forces de l'ordre, vandalisme...).

Cette violence, à la fois subie et agie, répond au moins partiellement à l'hypothèse que nous formulions. Les trois niveaux de violence semblent convoqués de différentes manières au sein du mouvement des Gilets Jaunes. C'est ce que nous allons voir maintenant.

3.1 – Sur le plan libidinal

Nous proposons l'idée que les institutions sociales permettaient la canalisation de la violence inhérente à la vie sociale agissant sur le plan libidinal. Ainsi, en reprenant notamment les propositions de Freud (1929), nous avons noté que la constitution d'une société harmonieuse ne pouvait passer que par une répression pulsionnelle partielle mais permanente de la part des sujets. Les institutions sociales occupent alors une fonction centrale pour faire défense contre cette violence sur le plan libidinal : elles offrent aux pulsions des canaux symboliques sublimatoires. L'agressivité et les conflits sociaux, inexorables et inévitables dès lors que l'on réunit ensemble plusieurs millions d'individus, pourront donc s'exprimer sous des formes précises, délimitées et proposées par les institutions. Cela rejoint l'idée d'Enriquez (2003) selon laquelle les institutions ont pour double fonction d'exprimer et de masquer les conflits.

Concernant cette dimension libidinale de la violence au sein du mouvement des Gilets Jaunes, nous pouvons constater à travers les données récoltées qu'un affaiblissement des canaux habituellement dédiés à l'expression des conflits sociaux semble effectif. En effet, la violence qui émerge au sein du mouvement dépasse ces canaux. Ainsi, les syndicats, les partis politiques ou le recours au vote, en tant que modalités institutionnalisées d'expression du conflit politique, sont délaissés par une grande partie des Gilets Jaunes (Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019 ; Hoibian, 2019 ; Blavier, 2021), qui leur préfèrent des modalités d'action plus spontanées, moins « verrouillées » par une instance organisationnelle structurée. Les « arènes » (Neveu, 2019) politiques traditionnelles, fonctionnant comme des prismes sublimatoires de la violence imposée par la société sur le plan libidinal, sont dépassées, et la violence s'exprime aujourd'hui également hors de leurs murs.

Pour autant, il semble important de préciser ici que la violence en tant que modalité d'action politique n'est bien sûr pas nouvelle, et a été utilisée lors de nombreux mouvements sociaux dans les dernières décennies. Il n'est que de considérer l'ampleur prise progressivement dans les dernières décennies par la technique du *black* bloc au sein des manifestations pour s'apercevoir de la diffusion du recours à la violence dans les techniques de mobilisation politique. Mais la violence prend, chez les Gilets Jaunes, une dimension nouvelle, et ce à plusieurs égards.

Tout d'abord, à travers ce mouvement, la violence a pris une ampleur nouvelle. Les Gilets Jaunes interrogés décrivent comment elle a pu survenir dans des localités habituellement pacifiées, où les actions politiques consistaient, avant le mouvement des Gilets Jaunes, majoritairement en des manifestations syndicales déclarées au sein desquelles aucune confrontation avec les forces de l'ordre ou aucun acte de vandalisme n'avaient lieu. Nous avons donc assisté à une diffusion de la

violence, qui s'est mise à couvrir, durant le mouvement, l'ensemble du territoire national, alors même qu'elle était auparavant circonscrite à quelques villes en particulier.

De plus, il est à noter que le recours à la violence dans les mouvements politiques préexistant aux Gilets Jaunes était, dans la plupart des cas, la résultante d'une réflexion politique qui théorisait sa pertinence (Dupuis-Déri, 2003 ; Huët, 2019). En ce sens, la violence était en elle-même secondarisée, s'inscrivant dans un récit politique et symbolique permettant sa légitimation. Dans le contexte du mouvement des Gilets Jaunes, il apparaît que la violence est, au moins dans une certaine mesure, utilisée de manière brute, sans être toujours inscrite dans une toile de fond théorique justifiant son existence. Les insultes récurrentes sur le groupe Facebook *Citoyens en colère* témoignent en effet de la prédominance de la dimension pulsionnelle, l'agressivité s'exprimant sans être bridée par un travail élaboratif sur le plan psychique. Il est néanmoins nécessaire de noter que les modalités communicationnelles offertes par les réseaux sociaux favorisent une telle prédominance de la dimension pulsionnelle (Gozlan, 2018). C'est donc une violence qui semble à première vue « asymbolique » qui s'est exprimée durant le mouvement des Gilets Jaunes.

Pour le dire autrement, nous pouvons considérer qu'au premier abord, le mouvement des Gilets Jaunes semble s'être majoritairement situé du côté du *passage à l'acte*, compris comme « court-circuit de la mentalisation, à la fois évacuation et décharge de l'agressivité non liée » (Raoult, 2006, p.15). Nous avons en effet vu comment la violence subie par les Gilets Jaunes ainsi que les conflits internes au mouvement étaient générateurs d'une dynamique pulsionnelle agressive. Cette agressivité ne pouvant être pleinement élaborée, car venant se confronter à une dynamique groupale utopique ou idéologique nécessitant le déni des différences inter-individuelles, la violence en tant que passage à l'acte a pu surgir, d'une manière « décanalisée », afin d'évacuer, même de façon archaïque, l'agressivité non liée. À l'inverse, les mouvements préexistants ayant également eu recours à la violence comme modalité d'action politique (mouvements anarchistes autonomes, ZAD...) seraient plutôt situés du côté du *passage par l'acte* : la violence y est en effet théorisée comme répondant à des exigences politiques clairement définies, et l'agressivité qui y est exprimée est elle-même inscrite dans une toile de fond réflexive préalablement mentalisée (ce qui n'empêche pas la présence d'une dimension affective et pulsionnelle dans ces mouvements (Huët, 2019)).

Ce premier constat vient donc en premier lieu confirmer notre hypothèse d'une libération de la violence sur le plan libidinal. Pour autant, il est nécessaire de relativiser cette première conclusion. En effet, si la violence du mouvement des Gilets Jaunes a pu être commentée comme archaïque et incontrôlable, il nous importe de préciser ici que la réalité s'avère plus complexe, et

que nous ne pouvons nous permettre de ne comprendre la violence des Gilets Jaunes que comme un passage à l'acte qui exclut toute forme de mentalisation. Ainsi, si les Gilets Jaunes se sont très régulièrement affranchi des règles, codes et rituels traditionnels de la manifestation (Bérourd, Dufresne, Gobin et Zune, 2022), ce qui pourrait corroborer la piste d'un éclatement complet des canaux sublimatoires du conflit politique, il est nécessaire de noter que d'autres formes de codification et de ritualisation ont émergé à travers le mouvement, à l'instar des chansons et slogans récurrents par exemple.

De plus, la violence qui s'est exprimée durant le mouvement peut au moins partiellement être considérée comme symbolique : ses cibles ont en effet dans la majorité des cas été choisies parce qu'elles représentaient un ennemi du mouvement. Ce sont donc les boutiques luxueuses, les banques ou les forces de l'ordre qui ont été majoritairement visées par la violence du mouvement. D'autres cibles, plus inhabituelles dans les mouvements sociaux, ont également été choisies : ainsi, les bâtiments symbolisant l'état, le pouvoir public et la république (mairies, préfectures, arc de triomphe...) ont régulièrement été pris pour cible, ce qui peut difficilement être compris comme un choix aléatoire découlant d'un passage à l'acte impulsif.

Nous pouvons donc conclure cette sous-partie en disant que l'hypothèse d'une libération de la violence libidinale face aux crises touchant les institutions sociales ne peut être que partiellement confirmée. D'un côté, cette violence s'est en effet particulièrement exprimée lors du mouvement, avec plus d'ampleur et plus de spontanéité que lors des mouvements sociaux précédents. Cela peut donc nous faire penser que la destitution des institutions provoque en effet une « décanalisation » de la violence, les conflits sociaux et politiques s'exprimant hors des canaux leur étant traditionnellement dédiés. Pour autant, la violence ainsi libérée n'est pas à considérer comme pleinement archaïque et exempte de toute forme d'élaboration psychique. D'autres rituels sont nés durant le mouvement, qui ont été à leur tour théorisés comme modalités d'action politique à part entière. Il reste que ces nouvelles formes de contestation ne sont pas « rentrées dans le rang », et ont continué d'agir en dehors des canaux institutionnels proposés par les institutions républicaines.

3.2 – Sur le plan narcissique

Le deuxième niveau sur lequel agit la violence fondamentale, inhérente au fait social, est le niveau narcissique. Ainsi, l'inscription du sujet dans un groupe viendra réactualiser des angoisses relatives à la dissolution moïque, et à la disparition de l'individu au profit du groupe (Anzieu, 1975 ; Enriquez, 2003). Les institutions sociales occupent là encore une fonction de défense face à cette violence : elles permettent, quand le contexte y est favorable, de fournir au sujet des objets idéalisés à partir desquels un narcissisme groupal pourra s'ériger. Ce narcissisme groupal idéalisé fournira à son tour une compensation, pour les sujets, de la cession d'une partie de leur propre individualité au profit du groupe. Nous supposons ainsi que les crises, et l'affaiblissement des fonctions des institutions sociales qu'elles supposent, mettraient à mal l'érection d'un narcissisme commun et idéalisé sur le plan social, et générerait donc la fragmentation de la société en une multitude de groupalités rivales au sein desquelles prédominerait le clivage de l'objet en tant que réponse défensive aux angoisses narcissiques précédemment évoquées.

Les données récoltées nous permettent de répondre à cette hypothèse. En effet, nous avons pu voir à quel point la construction d'un narcissisme groupal au sein des différents sous-groupes de Gilets Jaunes auxquels nous avons eu accès passait par la mise en place de mécanismes de défense particulièrement intenses. Ainsi, la prédominance des positions psychiques groupales utopique d'abord, puis idéologique, ont sous-tendu au moins partiellement la prédominance de la modalité isomorphique de l'appareillage des psychés individuelles à l'appareil psychique groupal, et donc d'un déni des différences inter-individuelles. Face aux angoisses soulevées par l'apparition inexorable de dissensions internes ont surgi des angoisses persécutives et des mécanismes de défense du côté du clivage de l'objet, l'agressivité étant alors projetée massivement sur un nombre restreint de mauvais objets communs. Ces différents éléments tendent à mettre en lumière la difficulté d'accéder à la construction d'un narcissisme groupal idéalisé sans avoir recours à des objets institutionnels cohésifs dotés d'une certaine stabilité.

Les sujets interrogés ne se reconnaissent plus dans les valeurs, autrefois idéalisées, qui fondent la République Française telle que nous la connaissons. La République Une et Indivisible semble un lointain souvenir si on la met en perspective avec la fragmentation actuelle de notre société, dont témoignent les Gilets Jaunes de manière éclatante. Les clivages sociaux dont nous pouvons témoigner, notamment à travers les données récoltées, montrent comment la destitution des institutions provoque une difficulté à ériger des objets culturels communément investis et idéalisés, permettant une illusion de cohésion sociale et donc l'établissement d'un lien social harmonieux.

Ainsi, la défiance des Gilets Jaunes envers différentes instances extérieures au mouvement, et notamment les instances institutionnelles (syndicats, partis politiques, système électoral, démocratie représentative...) tendent à démontrer la désillusion d'une partie de la société française à l'égard de ces mêmes instances qui fondaient autrefois le socle commun sur lequel la société trouvait une assise stable. Il est à ce titre intéressant de constater que certains Gilets Jaunes ont eux-mêmes été, par le passé, défenseur de ces mêmes instances institutionnelles. Ainsi, Charles, Hubert, Jacques, Vanessa ou Albert ont tous été longtemps syndiqués, mais décrivent également comment ils ont été déçus par les syndicats, désillusionnés en quelque sorte de ces institutions qui étaient hier cibles de projections idéalisées.

3.3 – Sur le plan structural

Enfin, le troisième niveau de violence correspond à la structure de la représentation du monde ; c'est le niveau structural de la violence inhérente à la vie sociale. Ce niveau correspond aux propositions d'Aulagnier (1975), de Kaës (2010, 2014) et de Pouillaude (2012) notamment. La société imprime en effet une violence à l'*infans* en lui imposant, s'il veut s'inscrire dans le groupe et être reconnu par ses pairs en tant que sujet, des énoncés fondamentaux, une représentation symbolisée du monde qui ne correspondent pas nécessairement aux tentatives pictographiques qu'il a pu commencer à élaborer de manière archaïque. Autrement dit, pour accorder au sujet une place en son sein, le groupe social lui impose de s'approprier un certain nombre d'énoncés fondamentaux, et de les reprendre en chœur afin d'assurer la pérennité du groupe. Là encore, les institutions occupent une fonction importante face à ce niveau de violence. Par leur aspect d'évidence, et par le fait qu'elles préexistent aux individus, elles permettent l'essentialisation des énoncés fondamentaux imposés aux sujets.

Dans les données récoltées, nous pouvons percevoir que l'énoncé fondamental qui se trouve directement mis en question par les Gilets Jaunes concerne la démocratie. En effet, nous avons pu voir que malgré les différences parfois importantes pouvant exister entre les Gilets Jaunes, un des éléments les plus fédérateurs du mouvement est la recherche commune d'un idéal démocratique. Si la vision de cet idéal et les moyens mis en œuvre pour y parvenir peuvent varier grandement d'un individu ou d'un sous-groupe à un autre, il reste néanmoins que cette recherche d'une modalité politique pleinement démocratique semble être un dénominateur commun fondamental du mouvement.

Or, et c'est d'ailleurs une réponse qui a pu être formulée au mouvement par un certain nombre d'acteurs, l'un des énoncés fondamentaux de notre société est justement le fait que nous

vivions dans une démocratie. Les valeurs républicaines, l'état de droit, l'universalisme républicain, le suffrage universel... sont autant d'éléments qui ont été convoqués à de nombreuses reprises par les opposants au mouvement, renvoyant à celui-ci que sa recherche démocratique était vaine puisque la démocratie était déjà effective dans notre société.

Nous voyons ainsi s'affronter deux forces au sein de la société. D'un côté, le mouvement des Gilets Jaunes, par son existence même mais également par ses revendications et ses modalités d'organisation vient souligner la vacuité du mythe démocratique, pourtant fondateur de notre ordre social. Les propos de Simon lors du *focus group* sont à cet égard évocateurs : il considère le fonctionnement institutionnel comme une pièce de théâtre donnant l'illusion d'un fonctionnement démocratique, mais dont l'objectif de fond serait la préservation d'un système de domination. De l'autre côté, les opposants au mouvement réaffirment leur croyance en ce même mythe démocratique, délégitimant les revendications du mouvement en mettant en avant les valeurs autrefois cohésives qui fondent ce mythe.

Le mouvement des Gilets Jaunes, derrière ses revendications et ses modalités d'organisation, met donc en lumière un conflit de fond qui agissait jusqu'alors de manière souterraine dans notre société. Ce conflit porte sur l'essence même d'un des énoncés fondamentaux de l'ordre social que nous connaissons, c'est-à-dire sur la légitimité des institutions sociales et de l'idéal démocratique qu'elles sont censées soutenir. L'apparition d'un tel conflit n'est pas sans faire penser aux propositions de Fornari (2012), pour qui une quatrième hypothèse de base peut émerger dans les groupes qui font face à des changements de fond. Cette nouvelle hypothèse de base concerne les groupes dont la dialectique fondamentale se situe entre la conservation et le changement. Chacun va alors se rigidifier dans ses positions, les partisans de la conservation réaffirmant les mythes fondateurs avec une énergie proportionnelle à celle que les partisans du changement mettent en œuvre pour arriver à leurs fins.

Cette dernière idée permettrait alors d'expliquer non seulement la mise en lumière de ces conflits sociaux et politiques par le mouvement des Gilets Jaunes, mais également l'intensité qu'ont pris ces conflits sur le plan social. La violence mise en œuvre par l'État pour répondre au mouvement, que ce soit à travers une répression policière parfois brutale ou à travers une répression judiciaire basée sur la généralisation des comparutions immédiates (Giouse, 2022), témoignerait alors d'une rigidification des positions consécutive de l'hypothèse de base conservation/changement. La fermeté et la violence avec lesquelles est réaffirmée la croyance en le mythe fondateur démocratique semble ainsi proportionnelle à la menace psychique que représente l'affaiblissement de ce mythe fondateur pour ses partisans. Car si cet énoncé fondamental de notre société venait à tomber, la violence structurale serait alors déchaînée, les systèmes de valeurs

symboliques imposés aux sujets n'étant plus soutenus par l'essentialisation permise par les institutions sociales.

4 – Pistes de réflexion

4.1 – Les institutions comme sinthomes sociaux

Les pages précédentes tendent donc à mettre en évidence que les institutions sociales occupent bien des fonctions relatives à la triple violence fondamentales inhérente à la vie sociale. Une autre manière dont nous pouvons nous représenter ces fonctions socio-psychiques des institutions est de les considérer comme l'équivalent collectif du concept de sinthome, qui nous est proposé par Lacan à partir de 1974 pour comprendre le phénomène de la compensation psychotique. Selon Lacan, le sujet est constamment pris dans un nouage entre trois dimensions : le Réel (ce qui échappe au langage, ou du moins qui le dépasse), le Symbolique (le langage en ce qu'il a de signifiant) et l'Imaginaire (la représentation imaginaire attachée au signifiant). Dans la névrose, ces trois dimensions sont liées par un nœud borroméen, c'est-à-dire un nœud impossible à dénouer. Chaque dimension est entrelacée aux deux autres, et la réalité psychique du sujet est ce qui advient dans le croisement de ces trois dimensions. L'accès aux dimensions de l'imaginaire puis du symbolique, dans la petite enfance, signe donc l'abandon éternel d'un plein accès au réel : à partir de l'instant où le sujet met un *mot* sur une *chose*, il n'aura plus jamais accès à la *chose* en elle-même, mais bien à la représentation symbolique et imaginaire qu'il en a.

Dans la psychose, en revanche, ces trois dimensions ne sont pas nouées mais simplement « superposées ». Rien n'empêche alors que l'équilibre se rompe et que ces dimensions se dissocient les unes des autres. Dans ce cas, le sujet est alors « traversé par du Réel », et n'a plus qu'un accès partiel ou archaïque aux registres de l'imaginaire et du symbolique pour y mettre du sens. C'est ce qui donne lieu aux manifestations délirantes, qui témoignent d'une tentative échouée de symbolisation d'un Réel irreprésentable, menaçant et insoutenable. Mais certains psychotiques, bien qu'ils puissent parfois montrer un rapport particulier au langage, ne présentent pas pour autant de manifestations délirantes. C'est notamment ce que Lacan perçoit à partir de l'étude des écrits de James Joyce. Il va donc faire l'hypothèse que cette compensation de la psychose peut s'expliquer par l'existence d'une forme de prothèse artificielle permettant de faire tenir ensemble le Réel, le Symbolique et l'Imaginaire. Cette prothèse artificielle, qu'il nommera sinthome, permet donc au sujet psychotique de conserver artificiellement un accès aux registres de l'imaginaire et du symbolique, et donc de lutter contre les manifestations délirantes. Si pour James Joyce c'est la

pratique de la littérature qui faisait office de sinthome, une telle suppléance peut être trouvée dans un grand nombre d'autres activités.

Ainsi, à la lumière des différentes propositions théoriques exposées plus haut concernant les institutions, nous pouvons faire une analogie entre la fonction individuelle du sinthome et la fonction collective de ces dernières. De la même manière que la vie psychique du sujet psychotique est constituée de différentes dimensions dissociées les unes des autres et entretenant entre elles des rapports fragmentaires, les sociétés sont elles aussi constituées de différentes parties, différentes strates dont les articulations génèrent des frottements. Ces strates correspondent aux instances proposées par Enriquez et que nous avons vu plus haut : les instances individuelles, groupales et organisationnelles notamment peuvent en effet être considérées comme des strates qui s'emboîtent les unes aux autres et forment ensemble l'instance sociale dans son intégralité. Mais nous avons vu plus haut comment l'emboîtement d'une strate à une autre est générateur de violence : pour s'inscrire dans un groupe, l'individu doit réprimer un certain nombre de pulsions, il doit accepter la dilution de son narcissisme individuel et doit mettre de côté une partie de sa réalité psychique pour reprendre à l'unisson les énoncés propres au groupe en question. Chaque strate, chaque instance sociale doit donc s'articuler aux autres en acceptant les renoncements que cela suppose. D'une certaine manière, nous pouvons considérer que les strates qui composent la société ne sont en réalité que superposées les unes sur les autres, et que l'impression d'unité cohérente et d'emboîtement harmonieux qui en découle n'est qu'une illusion à laquelle, dans le meilleur des cas, chacun contribue volontairement.

Il y a donc, comme dans la psychose compensée, une forme de nouage permis par une prothèse artificielle venant faire tenir ensemble des dimensions qui sans cette prothèse se déliteraient et s'effondreraient les unes à côté des autres. Cette prothèse nous serait donc fournie par les institutions sociales, qui tiendraient un rôle de « sinthome social » permettant de soutenir l'union des différentes parties de la société. Ainsi, si dans le modèle d'Enriquez les institutions étaient une des instances de l'ensemble social, et donc une de ses « strates », nous considérons plutôt qu'elles sont, à l'instar de l'instance pulsionnelle, transversales à la société et qu'elles sont le liant qui permet à chaque instance d'accepter la cohabitation avec les autres.

Cette analogie conceptuelle entre le sinthome lacanien et le processus institutionnel nous semble pertinente dans la mesure où elle suppose une forme d'artificialité de l'harmonie sociale. Car si le névrosé n'a pas besoin de sinthome, c'est bien parce que le nouage entre les dimensions Symbolique, Imaginaire et Réelle est borroméen et non artificiel. Considérer les institutions comme

ayant des fonctions de « sinthomes sociaux » revient donc à penser que l'harmonie, la cohésion et l'unité sociale n'est jamais acquise, et est toujours artificielle. Cette dernière assertion paraît corroborée autant par l'histoire, qui nous montre comment chaque société peut s'effondrer si les mythes qui soutiennent sa cohésion ne remplissent plus leur rôle, que par l'idée d'une violence inhérente au fait social, qu'il s'agirait de compenser en permanence par l'édification d'institutions stables, mais ne pouvant recouvrir que superficiellement et temporairement cette faille autrement fondamentale et originaire.

Ainsi, si nous considérons les sociétés comme des entités dotées d'un appareil psychique commun, il apparaît que cet appareil psychique ne peut fonctionner que sous des modalités psychotiques. Les périodes de stabilité, de cohésion et d'harmonie que connaissent les sociétés correspondraient à une forme de compensation des processus et des angoisses psychotiques qui sont à leur fondement. Ce seraient alors les institutions sociales, en tant qu'objets culturels communs permettant d'endiguer la violence fondamentale et originaire agissant sur les niveaux libidinal, narcissique et structural, qui fourniraient les conditions nécessaires à cette compensation. Le mouvement des Gilets Jaunes serait alors à comprendre comme une manifestation de la décompensation de notre société, les prothèses sinthomatiques que constituent nos institutions étant ébranlées dans leurs fondements par les différentes crises que nous connaissons aujourd'hui.

4.2 – Extensions à d'autres champs sociaux

Comme nous l'avons précisé lorsque nous avons opérationnalisé nos hypothèses, le mouvement des Gilets Jaunes a été choisi pour ses qualités d'analyseur des crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales. Les parties précédentes tendent à montrer comment ce mouvement met en effet en évidence des phénomènes qui jusqu'ici semblaient travailler de manière souterraine. Mais nous avons également précisé que les Gilets Jaunes étaient dans cette thèse compris comme un symptôme des processus de fond que nous avons analysés. À travers les actions, les discours, les modalités d'organisation et la dynamique groupale du mouvement, celui-ci *dit quelque chose* des processus qui travaillent notre société en profondeur, sur le plan structurel. Cette précision n'est pas anodine, en ce qu'elle suppose que d'autres symptômes pourraient être relevés qui témoignent des mêmes processus. Ainsi, si nous nous sommes ici penché en détail sur le mouvement des Gilets Jaunes, il importe de noter que d'autres faits sociaux peuvent alimenter notre réflexion, et mettre en lumière, de la même manière que les Gilets Jaunes mais avec des formes différentes, des processus analogues.

Il apparaît alors pertinent d'ouvrir ici la réflexion à d'autres champs sociaux que celui-ci des Gilets Jaunes, en consacrant quelques paragraphes aux éléments de l'actualité récente qui semblent illustrer, avec une tonalité qui leur est propre, les crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales.

Le 16 mars 2023, alors que l'assemblée nationale s'apprêtait à voter la réforme des retraites proposée par le gouvernement, et contre laquelle se positionnaient une majorité des Français, la première ministre Élisabeth Borne engage la responsabilité de son gouvernement au titre de l'article 49 alinéa 3 de la constitution de la Ve République. Contre ce projet de réforme des retraites, une intersyndicale est créée pour la première fois depuis 2010, et les manifestations connaissent un succès qui n'avait pas été vu depuis longtemps. Ce n'est ici pas le mouvement syndical s'étant opposé à la réforme qui nous intéresse, mais bien la réaction gouvernementale face à cette mobilisation. En effet, les pratiques traditionnelles du militantisme ont été dans ces cas réinvesties par une partie de la population, bien que des pratiques autonomes diverses aient également émergé çà et là dans les manifestations. En revanche, l'utilisation du 49.3 par le gouvernement et sa réception dans l'opinion publique témoignent des processus que nous avons tenté d'illustrer dans cette thèse. Cette réforme, adoptée de force et contre l'opinion d'une majorité des Français, se trouve frappée du sceau de l'illégitimité aux yeux de beaucoup. Mais plus que la réforme des retraites, ce sont les institutions politiques en elles-mêmes qui se retrouvent délégitimées, car rendant possible ce type d'événements (Garrigues, 2023). Ainsi, la destitution des institutions dont nous avons longuement parlé dans cette thèse comme étant mise en lumière par le mouvement des Gilets Jaunes, a pris une ampleur nouvelle au cours de l'année 2023 avec le mouvement contre la réforme des retraites. Bien que ce soient ici les syndicats qui se sont majoritairement saisis de la contestation, le fonctionnement institutionnel s'est trouvé particulièrement discrédité.

En parallèle de cette délégitimation des institutions à laquelle nous assistons, autant à travers le mouvement des Gilets Jaunes qu'à travers celui plus récent contre la réforme des retraites, nous pouvons également constater un mouvement contraire de réaffirmation et de rigidification des valeurs républicaines. Ainsi, les tenants de l'institution semblent réagir à la crise des méta-cadres et des méta-récits (Lyotard, 1979) sous le mode de la rigidité. Plusieurs exemples peuvent être cités à cet égard. La mise en place du Service National Universel en 2019, et la volonté de la part du Chef de l'État de l'étendre et potentiellement de le rendre obligatoire ; l'adoption de la Loi Confortant le Respect des Principes de la République en août 2021 ; la création du fonds Marianne en 2021 pour favoriser les associations promouvant les valeurs de la république ; ou encore la violence de la répression policière opposée aux différents mouvements sociaux... sont autant d'éléments qui

témoignent d'une réaffirmation des valeurs républicaines sous un mode plus ou moins coercitif. Tout se passe comme si les partisans de l'institution tendaient à éradiquer tout discours instituant, venant remettre en question les mythes fondateurs républicains. Nous voyons ainsi se rigidifier ce qu'Althusser (1976) nommait les Appareils Idéologiques d'État : par les biais mentionnés plus haut, l'État redouble d'effort pour permettre la perpétuation de l'idéologie dominante, idéologie reposant sur la croyance en des valeurs républicaines et démocratiques mises à mal aujourd'hui. Les membres de ces Appareils Idéologiques d'État deviennent alors, comme le soulignait Althusser (1976), des « prêtres de toute sorte, dont la majorité sont des laïques convaincus » (Collectif, 2006, p.117). Les institutions sont alors investies sous le mode idéologique (Kaës, 2016) non seulement par leurs opposants, mais également par leurs représentants. Les différences inter-individuelles deviennent alors difficilement supportables, et c'est ce qui génère cette tendance à vouloir supprimer tout discours venant s'opposer aux valeurs républicaines et démocratiques.

Nous pouvons à nouveau convoquer les propositions théoriques de Fornari (2012) concernant l'hypothèse de base conservation/changement, la société semblant se cliver autour de désaccords concernant le fondement institutionnel de l'ordre social en vigueur. Les exemples que nous avons cités plus haut de rigidification des valeurs de la république apparaissent alors comme répondant par le clivage et la coercition à des problématiques sociales qui émergent elles-mêmes partiellement de manière « décanalisée », portant donc en elles une forme de violence brute, non symbolisée. Si nous ne pouvons bien sûr pas imaginer ce que nous réserve le futur, nous nous risquons néanmoins ici à interpréter ces réaffirmations des valeurs et du mythe démocratique comme une tentative de la part de l'institué de rester éternellement inchangé, de préserver l'illusion que l'ordre social que nous connaissons est une évidence et qu'il ne saurait être remis en cause par des honnêtes citoyens. Autrement dit, cette rigidification du côté des tenants de l'institution, plutôt que d'avoir les effets escomptés de préservation du mythe, semble plutôt pouvoir être comprise comme un « chant du cygne » de ce même mythe.

Un autre élément de l'actualité récente témoignant potentiellement de processus analogues à ceux dont témoigne le mouvement des Gilets Jaunes est cette fois-ci à trouver à l'international, et plus particulièrement sur le continent africain. Depuis 2021, plusieurs pays africains historiquement liés à la France ont connu des coups d'état. Au Mali, c'est le 21 mai 2021 que le gouvernement de transition, installé lui-même après un coup d'état, est renversé par Assimi Goïta et ses partisans. Quelques mois plus tard, le gouvernement d'Alpha Condé est renversé par le Groupement des Forces Spéciales en Guinée Conakry. Le 23 janvier 2022, des événements similaires surviennent au Burkina Fasso, où le président Roch Kaboré est renversé par l'armée, l'Assemblée dissoute et la

Constitution suspendue. Enfin, l'été 2023 a également vu se dérouler deux autres coups d'état en Afrique de l'Ouest : au Niger, le 26 juillet, le Président Mohammed Bazoum est retenu prisonnier par sa garde présidentielle. Le 30 août, c'est le président gabonais Ali Bongo qui se voit chassé du pouvoir par un putsch.

Précisons ici que notre idée n'est pas de considérer que ces coups d'état sont strictement consécutifs des processus que nous avons étudiés dans cette thèse. L'Afrique de l'Ouest évolue avec des processus qui lui sont propres, et chaque pays de cette région est lui-même le produit d'une histoire et d'une culture spécifique. Analyser en détail les coups d'état mentionnés ne pourrait donc se faire qu'à partir d'une réflexion socio-politique précise tenant compte des enjeux propres aux réalités Ouest-Africaines. Notre objectif ici n'est donc pas de proposer une telle analyse détaillée, mais bien de faire le constat de la défiance grandissante vis-à-vis de la France dans ces différents pays (Pouilleute, 2023).

Ainsi, dans ces pays dont l'histoire a longtemps été en lien avec celle de la France, le modèle démocratique Français semble perdre de son attractivité. Plus encore, ce modèle devient même la cible de remises en question brutales, et d'une violence importante. Là encore, nous pouvons interpréter ces phénomènes comme une destitution du mythe démocratique et républicain, cette fois-ci sur le plan international. L'universalisme républicain, cher à nos dirigeants et consistant à promouvoir notre modèle comme l'idéal universel vers lequel chaque nation devrait tendre, est aujourd'hui mis à rude épreuve, le modèle démocratique ne bénéficiant plus aujourd'hui des projections idéalisées dont il était la cible hier. D'autres modèles naissent alors et se proposent comme substitution au premier, avec par exemple la présence importante des représentants des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) dans les pays africains précédemment cités. Les modèles socio-politiques promus par les BRICS se veulent représenter une contre-hégémonie face au modèle occidental particulièrement représenté en Afrique de l'Ouest par la présence française. Le mythe démocratique et républicain semble alors ne plus faire rêver, tant il apparaît aujourd'hui intrinsèquement lié à un capitalisme effréné ne pouvant mener qu'à des crises de toute sorte.

La « destitution des institutions », que nous avons étudiée dans cette thèse par l'intermédiaire du mouvement des Gilets Jaunes peut donc se percevoir dans des phénomènes variés, aussi bien dans la société française qu'à l'internationale. Il est intéressant de constater que ce processus semble toujours s'accompagner d'une forme de violence, celle-ci étant tantôt située du côté des opposants à l'institution et tantôt du côté de l'institution elle-même. Les exemples mentionnés ici (illégitimité des institutions républicaines suite au recours au 49.3, rigidification des valeurs républicaines et de leur affirmation, défiance vis-à-vis de la France dans les pays africains)

mériteraient à ce titre des études plus approfondies afin de déceler les processus qui les soutiennent, et de valider l'hypothèse selon laquelle ces processus de fond sont analogues à ceux étudiés dans cette thèse.

Conclusion

Nous avons dans cette thèse passé en revue un certain nombre de concepts. Nous nous questionnions au départ sur les fonctions socio-psychiques occupées par les institutions sociales. Ces questionnements nous ont mené à la construction d'un modèle théorique reposant sur l'idée d'une violence fondamentale, inhérente à la vie sociale, agissant sur les niveaux libidinal, narcissique et structural. Ainsi, les institutions ont pour fonction première de réguler, de canaliser ou d'endiguer cette triple violence. Sur le plan libidinal, elles proposent des arènes (Neveu, 2019), espaces sublimatoires au sein desquels les conflits sont à la fois exprimés de manière symbolique, et masqués dans leur fondement (Enriquez, 2003). Sur le plan narcissique, les institutions permettent l'édification d'un narcissisme groupal reposant sur des valeurs cohésives idéalisées, ce narcissisme groupal soulageant le sujet singulier de l'angoisse de dissolution moïque relative à son inscription dans le groupe. Sur le plan structural, les institutions donnent aux énoncés fondamentaux du groupe social une apparence d'évidence, de vérité naturelle ; cette essentialisation des énoncés du groupe permet leur intériorisation par les sujets, malgré le coût psychique que cela représente. C'est notamment par leur capacité à revêtir la forme de matrices mythopoïétiques que les institutions peuvent remplir ces différentes fonctions. Par ce biais, elles mettent à la disposition du groupe social des objets culturels communs qui, s'ils sont investis sous la modalité mythopoïétique, permettront l'acceptation des différences inter-individuelles et la symbolisation des angoisses archaïques.

Nous nous sommes alors demandé les effets que pouvaient avoir les crises traversées par notre société sur ces fonctions socio-psychiques occupées par les institutions sociales. Nos hypothèses étaient que la triple violence libidinale, narcissique et structurale pourrait être amenée à resurgir dans un certain nombre d'espaces sociaux dans lesquels elle était jusqu'alors contenue. Nous avons également supposé que les institutions cesseraient au moins partiellement d'être investies sous le mode mythopoïétique, et que leur affaiblissement susciterait la résurgence des positions groupales idéologique et utopique dont la description nous est proposée par Kaës (2016). Nous avons alors considéré que le mouvement des Gilets Jaunes pouvait être un analyseur de ces crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales. Ainsi, nous pensions pouvoir relever dans ce mouvement une inflation de la triple violence précédemment mentionnée. Nous faisons également l'hypothèse que les groupes de Gilets Jaunes auxquels nous avons eu accès lors de notre recherche sur le terrain fonctionneraient de manière privilégiée sur les modes utopique et idéologique, la modalité mythopoïétique d'organisation psychique du groupe étant difficilement accessible du fait de l'affaiblissement des institutions.

Notre méthodologie, reposant sur trois volets (analyse netnographique, entretiens de recherche et *focus group*) nous ont permis de répondre à nos questionnements de départ et de vérifier au moins partiellement la validité de nos hypothèses opérationnelles. Nous avons ainsi pu relevé que le mouvement a été traversé dans ses débuts par des formations psychiques typiques de la position utopique. Ensuite, face à un certain nombre de désillusions, des processus idéologiques ont émergé, suscitant des angoisses persécutives et un clivage de l'objet en tant que mécanisme de défense privilégié contre ces angoisses. Ces premiers résultats tendent donc à confirmer l'hypothèse selon laquelle l'accès à la mentalisation mythopoïétique se trouve partiellement bloqué par les crises touchant aux fondements des institutions sociales. Pour autant, nous avons également vu que des mouvements mythopoïétiques ont pu refaire surface dans l'après-coup pour un certain nombre de Gilets Jaunes interrogés. Ces mouvements mythopoïétiques s'exercent parfois à travers un réinvestissement de la sphère institutionnelle, comme pour plusieurs sujets interrogés qui se sont à la suite du mouvement impliqués dans des organisations municipales, associatives ou liées à la construction d'une nouvelle Constitution républicaine par exemple. Mais le renouveau mythopoïétique ne passe pas nécessairement par une réconciliation avec les institutions. Nous avons ainsi vu comment des espaces intersubjectifs élaboratifs, comme celui du *focus group*, permettent aux groupes une mise en récit facilitant la symbolisation des éprouvés bruts ressentis pendant le mouvement.

Notre hypothèse concernant une libération de la triple violence libidinale, narcissique et structurale semble elle aussi pouvoir être partiellement vérifiée. Le mouvement des Gilets Jaunes a en effet débordé les arènes traditionnellement dédiées à l'expression sublimée des conflits sociaux, ce qui tend à mettre en lumière un affaiblissement des défenses institutionnelles face à la violence fondamentale libidinale. Pour autant, ce constat doit là encore être relativisé. Les violences subies et agies qui ont traversé le mouvement des Gilets Jaunes, si elles se sont bien affranchies des canaux symboliques qui sont habituellement dédiés à l'expression des conflits politiques (syndicats, partis politiques, élections...), ne peuvent pas être considérées comme ayant été complètement asymboliques. Il n'en reste pas moins que l'intensité et l'ampleur de cette violence, qu'elle soit physique, verbale ou même pulsionnelle, semble avoir représenté une nouveauté dans les manifestations habituelles de la contestation politique.

En ce qui concerne la violence sur le plan narcissique, nous avons vu comment l'émergence d'un narcissisme groupal propre aux groupes de Gilets Jaunes étudiés semble avoir remplacé ce qui était manquant dans le narcissisme collectif propre à la société dans son intégralité. Nous avons également vu comment l'édification d'un tel narcissisme groupal est passé par des processus psychiques intenses, notamment une forme de déni des différences inter-individuelles et une auto-

idéalisation du groupe qui se trouvait soutenue par la projection des tensions internes en direction de mauvais objets spécifiques, au premier rang desquels nous pouvons citer le Président de la République. L'archaïsme des processus à la source de la construction de ce narcissisme groupal semble confirmer notre hypothèse selon laquelle le mouvement des Gilets Jaunes témoignerait d'une libération de la violence narcissique inhérente à la vie sociale.

Enfin, sur le plan structural, nos résultats tendent là aussi à valider nos hypothèses. L'intensité avec laquelle les mythes démocratiques et républicains ont été soudainement remis en question par les Gilets Jaunes montrent comment les institutions sociales peinent à remplir leur fonction essentialisante à l'égard de ces énoncés fondamentaux. Par le passé, ces énoncés étaient majoritairement perçus comme des évidences, ce qui permettait aux sujets s'inscrivant dans le champ symbolisé du monde social de mettre du sens sur la violence originaire (Aulagnier, 1975) à l'oeuvre dans ce processus. Nos résultats illustrent comment les énoncés que représentent les valeurs démocratiques et républicaines sont vécus aujourd'hui par certains sujets non plus comme des évidences, mais bien comme des leurres, des coquilles vides de sens. La violence originaire constitutive de l'inscription du sujet dans le champ social, dont les effets étaient hier encore amoindris par les fonctions essentialisantes des institutions, se trouve aujourd'hui vécue de manière plus brute par les sujets. C'est selon nous notamment ce phénomène qui est à l'origine de l'émergence du mouvement des Gilets Jaunes.

Certaines limites peuvent être relevées dans ce travail. Tout d'abord, le nombre de sujets rencontrés reste relativement faible. Ainsi, l'échantillon de personnes auquel nous avons pu avoir accès par notre dispositif méthodologique peut présenter un écueil : celui de ne pas être représentatif de toutes les composantes du mouvement du fait du nombre restreint de personnes interrogées. Nous avons déjà vu comment une réelle représentativité aurait été particulièrement difficile à atteindre, notamment du fait des rapports particuliers entretenus par le mouvement avec la question de la représentation. Il n'en reste pas moins que les neuf sujets rencontrés constituaient nécessairement un échantillon très spécifique de la population des Gilets Jaunes, et que certaines caractéristiques inhérentes à ce mouvement n'ont probablement pas pu être dégagées à partir de cet échantillon.

De plus, il semble que d'autres méthodologies auraient pu être employées pour étudier plus précisément les dynamiques groupales à l'oeuvre dans le mouvement. À cet égard, une démarche d'observation participante sur les ronds-points et dans les manifestations aurait été particulièrement intéressante. L'analyse netnographique réalisée sur un groupe Facebook de Gilets Jaunes a en effet montré toute la pertinence des approches ethnographiques pour étudier les fonctionnements

groupaux à l'oeuvre dans un tel mouvement social, mais elle présente nécessairement des limites dues à son essence même, c'est-à-dire au fait qu'elle s'exerce sur l'espace particulier que représente le monde virtuel, doté de modalités communicationnelles spécifiques qui ne relèvent pas des mêmes enjeux que les espaces réels qu'ont représentés les ronds-points et les manifestations notamment. Une démarche ethnographique plus traditionnelle aurait représenté un complément précieux à l'analyse des modalités d'organisation et des dynamiques groupales du mouvement des Gilets Jaunes. Si une telle démarche n'a pas été réalisée, c'est notamment parce que mon inscription en doctorat et le choix de travailler sur le mouvement des Gilets Jaunes sont arrivés tardivement vis-à-vis du mouvement en lui-même : en octobre 2019, au début de mon doctorat, peu de ronds-points étaient encore investis, et les Actes de Gilets Jaunes n'étaient plus aussi réguliers et de grande ampleur qu'ils ne l'étaient fin 2018 et début 2019.

Cette thèse a néanmoins permis la construction d'une typologie de la violence fondamentale et inhérente à la vie sociale, agissant sur les trois niveaux précédemment évoqués (libidinal, narcissique et structural). Au cours de notre recherche, nous avons traité ces trois niveaux de manière dissociée, et nous ne nous sommes pas attardés sur les articulations potentiellement existantes entre ces trois niveaux de violence. De telles articulations pourraient être l'objet de prochains travaux de recherche, qui auraient alors pour objectif d'affiner ce modèle théorique que nous avons construit au fil de ces pages. Ce modèle nous apparaît en effet pouvoir être fécond dans l'analyse d'un certain nombre de phénomènes sociaux et psychiques, et mériterait selon nous d'être approfondi.

L'idée fondamentale qui nous semble pouvoir être tirée de ce travail, et sur laquelle de prochains travaux pourraient également porter, est que la constitution d'une société passe nécessairement par une violence provoquant chez les sujets des blessures structurelles qui ne pourront jamais être soignées. Si, parfois, les sociétés semblent vivre de manière stable et harmonieuse, ce n'est alors que parce que des institutions, toujours plus ou moins contingentes, ont temporairement réussi à construire des canaux sublimatoires par lesquels la violence peut être symbolisée et évacuée. Mais ces institutions, du fait même de leur contingence, ne peuvent qu'être amenées à vaciller un jour, laissant à nouveau s'échapper par leurs failles cette violence qu'elles avaient jusqu'alors contenue. Notre postulat est que nous assistons aujourd'hui à ce type d'événement. Les crises que nous traversons génèrent des changements brutaux et rapides dans nos rapports au monde, aux autres et à nous-même. L'inertie dont sont dotées les institutions, qui leur permet de remplir leurs fonctions lorsque la situation n'est pas critique, ne leur permet pas de

s'adapter suffisamment rapidement à ces bouleversements sociaux, culturels et politiques. Nous serions donc en train d'assister à leur chute, lente mais inexorable.

Mais si cette dernière idée peut paraître fataliste ou pessimiste, il nous semble au contraire qu'elle peut être comprise autrement. Bien qu'une telle proposition ne puisse pas être questionnée dans un travail scientifique, dans la mesure où elle s'inscrit dans une démarche prospective, nous pouvons faire l'hypothèse que de nouvelles institutions finiront par être construites. Ces nouvelles institutions, quelle que soit la forme qu'elles prendront et le temps qu'elles mettront pour être construites, rempliront alors à nouveau les fonctions que nous avons traitées au cours de cette thèse. Alors, la violence fondamentale et inhérente à la vie sociale pourra à nouveau être contenue par les matrices mythopoïétiques qu'elles représenteront. Il semble donc que ce que nous vivons actuellement n'est qu'une réactualisation de processus que toutes les sociétés ont connu à certains moments de leur histoire.

Rédiger cette thèse fut pour moi un travail extrêmement enrichissant. J'ai pris beaucoup de plaisir à la construire et à la rédiger, et j'espère que les lecteurs et lectrices auront également pris du plaisir à la parcourir. J'ai pu mettre au travail des questionnements théoriques, cliniques et épistémologiques qui ont en réalité toujours existé en moi, portant des noms différents en fonction des périodes de ma vie. C'est au fond, je crois, la nature fondamentalement arbitraire et contingente de la réalité sociale qui a été questionnée au fil de ces pages. Du plus loin que je me souviens, cette idée a toujours été une forme de certitude pour moi, et cette thèse fut l'occasion de la sublimer par l'intermédiaire d'un travail scientifique... Une thèse ne vient jamais de nulle part.

Bibliographie

- Adorno, T., Horkheimer, M. (1974). *La dialectique de la raison*. Paris : Gallimard. (Ed. Originale : 1947)
- Allavena, J. (2020). *L'hypothèse autonome*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Althusser, L. (1976). *Positions (1964-1975)*. Paris : Les éditions sociales.
- Anzieu, D. (1975). *Le groupe et l'inconscient*. Paris : Dunod.
- Arnaud, G., Fugier, P., Vidaillet, B. (2018). *Psychanalyse des organisations*. Paris : Érès.
- Aubert, N. (2010). *La société hypermoderne : ruptures et contradictions*. Paris : l'Harmattan
- Aulagnier, P. (1975). *La violence de l'interprétation – du pictogramme à l'énoncé*. Paris : PUF
- Bansard, N., Gratton, E. (2020). Une ONG en analyse – étude psychosociologique des relations interculturelles. *L'autre*, 3 (n 21). p. 327-339.
- Barus-Michel, J., Enriquez, E., Lévy, A. (2013). *Vocabulaire de Psychosociologie* (2e éd.). Paris : Érès.
- Barus-Michel, J., Giust-Desprairies, F., Ridet, L. (2014). *Crises – approche psychosociale clinique*. Paris : Desclée De Brouwer.
- Bateson, G. (1935). Culture contact and schismogenesis. *Man* (n 35). p. 178-183.
- Bauman, Z. (2002). *Modernité et Holocauste* (traduit par P. Guivarch). Paris : La fabrique.
- Bauman, Z. (2006). *La vie liquide* (traduit par C. Rosson). Paris : Le Rouergue – Chambon
- Bedock, C. et al. (2019). Enquêter *in situ* par questionnaires sur une mobilisation – Une enquête sur les gilets jaunes. *Revue française de sciences politiques*, 5-6 (69). 869-892.
- Berger, P., Luckmann, T. (2018). *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin.

- Bernard, Y. (2004). La netnographie: Une nouvelle méthode d'enquête qualitative basée sur les communautés virtuelles de consommation. *Décisions marketing* (n 36).
- Bérourd, S., Dufresne, A., Gobin, C., Zune, M. (2022). *Sur le terrain avec les gilets jaunes. Approches interdisciplinaires du mouvement en France et en Blegique*. Lyon : PUL.
- Berrod, N. (2019, février). Ingrid Levavasseur : chez les Gilets jaunes, « les figures médiatiques sont illégitimes ». *Le Parisien*
- Berry, V. (2012). Ethnographie sur Internet : rendre compte du « virtuel ». *Les Sciences de l'éducation - Pour l'Ère nouvelle*, 4 (n 45). p 35-58.
- Besnard, P. (1934). Autonomie. Dans Faure, S. (dir.), *Encyclopédie anarchiste*. Repéré à : <http://www.encyclopedie-anarchiste.org/articles/a/autonomie.html>.
- Bion, W. (1972). *Recherches sur les petits groupes*. Paris : Broché.
- Blanchet, A. (2015). *Dire et faire dire* (2^e éd.). Paris : Armand Colin.
- Blavier, P. (2020). Que nous apprennent les sciences sociales sur les Gilets jaunes, et ceux-ci sur la société française ? Une entrée par les enjeux socio-économiques. *Revue française de socio-économie*, 24 (1). p. 219-229
- Blavier, P. (2021). *Gilets jaunes – la révolte des budgets contraints*. Paris : PUF
- Boidy, M. (2021). Textures vestimentaires et politiques du gilet jaune. *Parlement[s], revue d'histoire politique*, 3 (n 34). p 166-173.
- Boyer, P., Delemotte, T., Gauthier, G., Rollet, V., Schmutz, B. (2020). Les déterminants de la mobilisation des Gilets jaunes. *Revue économique*, 71. p.109-138.
- Castarède, M-F. (2013). L'entretien clinique à visée de recherche. Dans Chiland, C. (dir.), *L'entretien clinique*, p. 139-172. Paris : PUF.
- Castoriadis, C. (1975). *L'institution imaginaire de la société*. Paris : Seuil.
- Castoriadis, C. (1996). *La montée de l'insignifiance – les carrefours du labyrinthe*. Paris : Seuil
- Chahraoui, K. (2021). L'entretien clinique de recherche. Dans Bioy, A., Castillo, M-C.,

Koenig, M. (dir.), *Les méthodes qualitatives en psychologie clinique et psychopathologie*, p. 179-196. Paris : Dunod.

- Chevallier, J. (1996). *Institutions politiques*. Paris : LGDJ.
- Chiland, C. (2013). *L'entretien clinique* (2^e éd.). Paris : PUF.
- Chiland, C. (2014). La construction de l'identité de genre à l'adolescence. *Adolescence*, 32 (1). 165-179
- Chouvier, B. (1982). *Militance et inconscient*. Lyon : PUL.
- Collectif (2006). *PenseR Louis Althusser*. Pantin : Le temps des cerises.
- Collectif (2018, 11 décembre). « Gilets jaunes » : une enquête pionnière sur la « révolte des revenus modestes ». *Le Monde*.
- Cometti, L. (2019, 06 janvier). «Gilets jaunes»: Pourquoi les femmes se sont-elles tant mobilisées dans le mouvement ?. *20 Minutes*.
- Cordier, S. (2019, 8 Juin). Non-binaire, « *gender-fluid* », trans... des ados « ni tout à fait filles ni tout à fait garçons ». *Le Monde*.
- Cousin, O., Rui, S. (2011). La méthode de l'intervention sociologique, évolutions et spécificités. *Revue française de science politique*, 3 (n 61). p. 513-532.
- Cueille, J. (2022). Le complotisme, un symptôme social. *Nouvelle revue de psychosociologie*, 1 (n 33). p. 235-246.
- Delafraie, J. (2013). L'adolescence : l'entre-deux de tous les paradoxes. *Le Coq-Héron*, 214 (3). 131-142.
- Delhom, J. (2019). Plus de rouge que de noir. L'expérience anarcho-syndicaliste de socialisation de l'industrie du cuir à Barcelone (1936-1938) : du renoncement anarchiste au dirigisme socialiste. *Actuel Marx*, 2 (66), 64-80.
- Della Sudda, M., Guionnet, C. (2021). Nuit Debout, Gilets jaunes : quoi de neuf à l'horizon des mouvements sociaux ? Dans Frinault, Le Bart, Neveu (Dir.), *Nouvelle sociologie politique de la France* (p.203-214). Paris : Armand Colin.

- Delteil, G. (2019). *Les écoeurés*. Paris : Seuil
- Devereux, G. (2012). *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement* (2^e éd.). Paris : Flammarion.
- Dortier, J.F. (2006). *Dictionnaire des sciences humaines*. Paris : sciences humaines.
- Dubet, F., Hegedus, Z., Touraine, A., Wieworka, M. (1978). *Lutte étudiante*. Paris : Seuil.
- Dulaurans, M., Marczak, R. (2019). Sites de rencontre en ligne : comment se gamifie l'amour 2.0 ! *Communication et organisation*, 56 (2). p. 111 – 122
- Dupuis-Déri, F. (2003). Black Blocs : bas les masques. *Mouvements*, 1 (n 25). p. 74-80.
- Dupuis-Déri, F. (2004). Penser l'action directe des Black Blocs. *Politix*, 4 (n 68). p. 79-109
- Durkheim, E. (1967). *Les règles de la méthode sociologique* (7^e éd.). Les classiques des sciences sociales.
- Engels, F., Marx, K. (2012). *L'idéologie allemande*. Paris : Éditions sociales
- Enriquez, E. (2003). *L'organisation en analyse* (2^e éd.). Presses universitaires de France.
- Fauconnet, P., Mauss, M. (1969). Sociologie : objet et méthode. Dans Mauss, M. (dir.) *Œuvres. III. Cohésion sociale et division de la sociologie* (p. 139-177). Paris : les éditions de Minuit.
- Favret-Saada, J. (1985). *Les mots, la mort, les sorts* (2^e éd.). Paris : Gallimard.
- Fish, R., Weakland, J., Watzlawick, P. (2014). *Changements, paradoxes et psychothérapie* (traduit par P. Furlan). Paris : Points
- Fize, M. (2003). *Ne m'appellez plus jamais crise !* Paris : Érés
- Fornari, F. (2012). Pour une psychanalyse des institutions. Dans Kaës, R. (dir.), *L'institution et les institutions*. Paris : Dunod.
- Foulkes, S. (2004). *La groupe-analyse : psychothérapie et analyse de groupe* (traduit par G. Rintzler). Paris : Broché.
- Freud, S. (1971). *Malaise dans la civilisation* (traduit par C. Odier). Presses Universitaires de France.

- Freud, S. (1991). *Le moi et le ça*. Paris : PUF.
- Freud, S. (2013). *L'avenir d'une illusion*. Paris : PUF.
- Freud, S. (2018). *Sur la psychopathologie de la vie quotidienne*. Paris : PUF.
- Freund, J. (1990). *Études sur Max Weber*. Genève : Librairie Droz
- Gallot, F. (2019). Les femmes Gilets jaunes : révolte de classe, transgression de genre, histoire longue. Dans Fondation Copernic (dir.), *Manuel indocile de sciences sociales. Pour des savoirs résistants* (538-543). Paris : La Découverte
- Garrigues, J. (2023, 19 mars). Au delà de la présidence jupitérienne, c'est tout notre édifice institutionnel qui est discrédité. *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/03/19/jean-garrigues-sur-le-conflit-des-retraites-au-dela-de-la-presidence-jupiterienne-c-est-tout-notre-edifice-institutionnel-qui-est-discredite_6166155_3232.html
- Gilon, C., Ville, P. (2014). Clefs pour l'analyse institutionnelle. *Le sujet dans la cité, 1* (n 3). p 87-98.
- Giouse, M. (2022). Les jugement des Gilets jaunes en comparution immédiate : moraliser, punir et démobiliser. Dans Bérout, S., Dufresne, A., Gobin, C. et Zune, M. (dir.) *Sur le terrain avec les gilets jaunes. Approches interdisciplinaires du mouvement en France et en Blegique* (p.223-237). Lyon : PUL
- Glad, V. (2018, décembre). Comment les gilets jaunes sont nés en janvier sur un rond point de Dordogne. *Libération*. https://www.liberation.fr/debats/2018/12/14/comment-les-gilets-jaunes-sont-nes-en-janvier-sur-un-rond-point-de-dordogne_1697685/
- Godart, E., Lipovetsky, G. (2018). L'avènement de l'individu hypermoderne. *Cliniques méditerranéennes, 98* (2). 7-23
- Gozlan, A. (2018). Les groupes virtuels au sein des réseaux sociaux : la virtualisation des liens et ses enjeux sur l'organisation groupale. *Revue de psychothérapie psychanalytique de groupe, 1* (n 70). p. 21-34
- Guillaud, F. (2005). La modernité : crise d'adolescence de l'humanité ? *Le philosophoire, 25* (2). 77-88.

- Gutton, P. (1991). *Le pubertaire*. Paris : PUF.
- Gramsci, A. (1996). *Cahiers de prison – Tome 1*. Paris : Gallimard.
- Green, A. (2011). *Le travail du négatif* (2^e éd.). Paris : Les éditions de minuit.
- Hamel, J. (1999). Le renouveau de la méthode du focus group. Développements récents et nouvelles perspectives épistémologiques. *Les cahiers internationaux de psychologie sociale* (n 41). p. 84-92.
- Hess, R. (1981). *La sociologie d'intervention*. Paris : PUF.
- Hess, R. (2016). L'Analyse Institutionnelle. Dans Barus-Michel, J., Enriquez, E. Et Lévy, A. (dir.), *Vocabulaire de psychosociologie : positions et références* (4^e éd.). Érès.
- Hine, C. (2000) *Virtual Ethnography*. Londres : Sage
- Hoare, G., Sperber, N. (2013). *Introduction à Antonio Gramsci*. Paris : La Découverte.
- Hobbes, T. (2000). *Léviathan ou Matière, forme et puissance de l'État chrétien civil* (traduit par G. Mairet). Paris : Gallimard
- Hoibian, S. (2019). *Les Gilets jaunes, un « précipité » des valeurs de notre société* (publication no 26). CRÉDOC. <https://www.credoc.fr/publications/les-gilets-jaunes-un-precipite-des-valeurs-de-notre-societe>
- Huët, R. (2019). *Le vertige de l'émeute. De la Zad aux Gilets jaunes*. Paris : PUF.
- Jaques, E. (1955). Social System as a defence against Persecutory and Depressive Anxiety. *New directions in psychoanalysis*. p. 478-498.
- Jodelet, D. (2003). *Les représentations sociales*. Paris : PUF.
- Kaës, R. (1978). L'utopie dans l'espace paradoxal : entre jeu et folie raisonneuse. *Bulletin de psychologie*, 31 (336). p. 853-879.
- Kaës, R. (1982). L'intertransfert et l'interprétation dans le travail psychanalytique groupal. Dans Kaës, R. et Missenard, A. (dir.), *Le travail psychanalytique dans les groupes* (p. 103-177). Paris, Dunod.

- Kaës, R. (2010). *L'appareil psychique groupal*. Paris : Dunod
- Kaës, R. (2010). Le sujet, le lien et le groupe. Groupalités psychiques et alliances inconscientes. *Cahiers de psychologie clinique*, 1 (34). p. 13-40.
- Kaës, R. (2012). *Le Malêtre*. Paris : Dunod
- Kaës, R. (2014). *Les alliances inconscientes*. Paris : Dunod.
- Kaës, R. (2016). *L'idéologie – l'idéal, l'idée, l'idole* (2^e éd.). Paris : Dunod.
- Kalampalikis, N., Kitzinger, J., Marková, I. (2004). Qu'est-ce que les focus group ? *Bulletin de psychologie*, 3 (n 57). p. 237-243.
- Klein, M. (2004). *Deuil et dépression* (traduit par M. Derrida). Paris : Payot.
- Klein, O., Nera, K. (2021). Psychologie politique du complotisme à l'ère de la Covid-19. *La revue nouvelle*, 1 (n 1). p. 14-18
- Knops, L., Petit, G. (2022). Les gilets jaunes de Belgique : entre rejet de représentation et désir de reconnaissance. Dans Bérourd, S., Dufresne, A., Gobin, C, Zune, M. (dir.), *Sur le terrain avec les gilets jaunes. Approches interdisciplinaires du mouvement en France et en Belgique* (p.173-187). Lyon : PUL
- Kozinets, R. V. (1997). "I want to believe" : a netnography of the X-philes' subculture of consumption. *Advances in Consumer Research*, 24 (n1). P 470- 475.
- Kozinets, R. V. (2009). *Netnography : doing ethnographic research online*. Londres : Sage
- Labbé, D. (1995). *La syndicalisation en France depuis 1945 : rapport final d'enquête réalisée pour le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle*. halshs-00740327. Repéré à <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00740327/document>
- Lacan, J. (2005). *Le séminaire livre XXIII : le sinthome*. Paris : Seuil.
- Lapassade, G. (1971). L'analyse institutionnelle. *L'homme et la société* (n 19). p 185-192.
- Lebel, J-P. (2013). Alain Touraine – Des mouvements sociaux à l'acteur. *Les grands dossiers des sciences humaines*, 3 (30).

- Leroyer, J.C. (2019). *Chroniques d'un vieux Gilet Jaune en Sarthe et à Paris*. Paris : Eric Jamet.
- Lipovetsky, G. (1983). *L'ère du vide : essai sur l'individualisme contemporain*. Paris : Gallimard
- Lipovetsky, G. (2004). *Les temps hypermodernes*. Paris : Grasset
- Livingstone, S., Lunt, P. (1996). Rethinking the focus group in media et communications research. *Journal of communication* (n 46). p. 79-98.
- Lourau, R (1970). *L'analyse Institutionnelle*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- Lyotard, J-F. (1979). *La condition postmoderne : rapport sur le savoir*. Paris : Broché
- Maffesoli, M. (2016). Avant-Propos : La Postmodernité. *Management & avenir*, 8 (n 90), 119 – 125.
- Maffesoli, M. (2018). *Être postmoderne*. Paris : Les éditions du Cerf
- Marcolini, P. (2012). *Le mouvement situationniste – une histoire intellectuelle*. Paris : L'échappée.
- Marty, L. (2021). Le focus group. Dans Bioy, A., Castillo, M-C., Koenig, M. (dir.), *Les méthodes qualitatives en psychologie clinique et psychopathologie*. p. 197-213. Paris : Dunod.)
- Marx, K. (2014). *Le capital*. Paris : PUF.
- Mornet, J. (2007). *Psychothérapie institutionnelle – Histoire et actualité*. Paris : Champ social
- Moscovici, S. (1984). *La psychologie sociale*. Paris : PUF.
- Nasio, J.-D. (2001). *Cinq leçons sur la théorie de Jacques Lacan*. Paris : Payot.
- Neveu, E. (2019). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.
- Noiriel, G. (2019). *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire*. Paris : Le Monde.
- Pagès, M. (2002). Complexité. Dans Barus-Michel, J., Enriquez, E., Lévy, A. (dir.), *Vocabulaire de psychosociologie*. Paris : Érès.

- Passeron, J.C. (2006). *Le raisonnement sociologique. Un espace non-popperien du raisonnement naturel* (2^e édition). Paris : Broché.
- Peirot, N. (2016). *Enjeux éthiques de l'observation netnographique*. Repéré à <https://ajccrem.hypotheses.org/232>
- Pouillaude, E. (2012). Aliénation, Schizophrénie et Psychothérapie Institutionnelle. *Revue de psychothérapie psychanalytique de groupe*, 2 (n 59). p. 45-54.
- Pouilleute, A. (2023). Le sentiment anti-français en Afrique. *Revue Défense Nationale*, 5 (n. 860). p.20-26.
- Raoult, P.A. (2006). Clinique et psychopathologie du passage à l'acte. *Bulletin de psychologie*, 1 (481). p.7-16.
- Revault d'Allonnes, M. (2012). *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps*. Paris : Seuil.
- Rheingold, H. (1993). *The virtual community : homesteading on the electronic frontier*. New York : Harper Collins.
- Ricoeur, P. (1984). L'idéologie et l'utopie : deux expressions de l'imaginaire social. *Autres temps*, 2. p. 53-64.
- Rizet, S. (2007). De la reconnaissance de l'implication du chercheur à sa mise au travail. Dans De Gaulejac, V., Hanique, F., Roche, P. (dir.), *La sociologie clinique*, p. 287-300. Paris : Érès.
- Robineau, C. (2022). *Devenir révolutionnaire – sociologie de l'engagement autonome*. Paris : La Découverte.
- Rogers, C. (1970). *Relation d'aide et psychothérapie*. Paris : ESF
- Rosanvallon, P. (2021). *Les épreuves de la vie – comprendre autrement les Français*. Paris : Broché.
- Rousseau, J.-J. (2011). *Du contrat social*. Paris : Flammarion.
- Sayarh, N. (2013). La netnographie : mise en application d'une méthode d'investigation des communautés virtuelles représentant un intérêt pour l'étude des sujets sensibles. *Recherches*

qualitatives, 2 (n 32). p 227-251.

- Sirot, S. (2006). De l'unité socialiste à l'autonomie ouvrière. *Nouvelles fondations*, 1 (1), 108-114.
- Soteras, E. (2018). Les enjeux politico-religieux du conspirationnisme à l'ère postmoderne. *Sociétés*, 4 (n 142). p. 7-18.
- Stouffer, S. (1965). *The American soldier. Adjustments during army life* (2^e éd.). New-York : Wiley.
- Taïeb, E. (2010). Logiques politiques du conspirationnisme. *Sociologie et sociétés*, 42 (n 2). p. 269-285.
- Tap, P., Vinay, A. (2000). Dynamique des relations familiales et développement personnel à l'adolescence. Dans Desmet, H., Pourtois, J.-P. (dir.), *Le Parent éducateur*. p. 85-158.
- Tomas, W.I., Znaniecki, F. (1998). *Le paysan polonais en Europe et en Amérique – Récit d'un migrant*. Paris : Nathan
- Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. Paris : Seuil
- Touraine, A. (1982). *Mouvements sociaux d'aujourd'hui. Acteurs et analystes*. Paris : éditions de l'atelier.
- Trémoulinas, A. (2006). *Sociologie des changements sociaux*. Paris : La Découverte.
- Weber, M. (1964). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Plon
- Weber, M. (2002). *Le savant et le politique*. Paris : Poche

Sitographie

- AntoTV (2020, 9 octobre). *MACRON DESTITUTION MACRON DECAPITATION PUTAIN EXPLOSION* [vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=BO-pNmfojao>

Titre : Le mouvement des Gilets Jaunes comme analyseur des crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales

Mots clés : Institutions sociales ; Gilets Jaunes ; Violence fondamentale ; Crise ; Changement social

Résumé : Les institutions sociales occupent des fonctions importantes, tant sur le plan social que sur le plan psychique. Ces fonctions nous semblent relatives à une forme de violence inhérente à la vie sociale, violence agissant sur trois niveaux distincts : libidinal, narcissique et structural. Mais lorsque la société traverse des crises, ces institutions sont ébranlées dans leurs fondements : survient alors un processus de « destitution des institutions ». Nous nous demandons ce qu'il advient dans ce cas des fonctions socio-psychiques habituellement remplies par les institutions sociales. Le mouvement des Gilets Jaunes, né spontanément en France le 17 novembre 2018 sur les ronds-points et dans les rues des grandes villes, est un terrain privilégié pour l'analyse du processus de destitution des institutions. Il présente également un intérêt scientifique plus général du fait de la rupture qu'il a représentée dans les conceptions habituelles du militantisme dans les sciences sociales.

Par ses modalités d'organisation, son rapport avec les institutions traditionnelles du militantisme ou encore son répertoire d'action, ce mouvement social permet de comprendre en quoi les crises traversées par notre société viennent mettre à mal les fonctions des institutions. Nous faisons l'hypothèse que le mouvement des Gilets Jaunes doit permettre d'observer à la fois une libération de la violence libidinale, narcissique et structurale, ainsi qu'une résurgence des positions groupales idéologique et utopique au détriment de la position mythopo i tique. C'est ce que nous tentons de percevoir à travers une méthodologie en trois volets : ethnographie virtuelle, entretiens de recherche et *focus group*. Nos résultats tendent à valider nos hypothèses, même si celles-ci doivent être partiellement relativisées en ce qui concerne la résurgence des positions groupales idéologique et utopique.

Title : The Yellow Vests protests as an analyser of crises of the socio-psychic functions of institutions

Keywords : Institutions ; Yellow Vests ; Fundamental violence ; Crisis ; Social change

Abstract: Institutions fulfill important functions, both socially and psychologically. Those functions seem related to a fundamental violence acting on three different levels: libidinal, narcissistic and structural. But when societies go through crises, these institutions are shaken in their fundaments: then occurs a dismissal of the institutions. We wonder what happens in that case to the socio-psychic functions usually fulfilled by institutions. The Yellow Vests protests, spontaneously born in France on November 17, 2018 on roundabouts and in the streets of big cities, is an appropriate field to analyze the dismissal of institutions process. This movement has also a more general scientific interest because of the break it represented in the usual conceptions of activism in social sciences.

By its organization modalities, its relationships with traditional institutions of activism or his actions directory, this movement allows us to understand how the crises our society goes through undermine institutions functions. We make the hypothesis that the Yellow Vests movement allows us to examine a liberation of libidinal, narcissistic and structural violence, and a resurgence of ideological and utopian group positions to the detriment of the mythopoeitic group position. That is what we attempt to find by means of a methodology based on three parts: virtual ethnography, research interviews and focus group. Our results tend to validate our hypothesis, even if these must be partially put into perspective with regard to the resurgence of ideological and utopian group positions.

THESE DE DOCTORAT

DE
L'UNIVERSITÉ D'ANGERS
COMUE ANGERS – LE MANS

ECOLE DOCTORALE N° 603
Education, Cognition, Langages, Interactions, Santé
Spécialité : Psychologie clinique sociale

Par **Lucas BARRIER**

Le mouvement des Gilets Jaunes comme analyseur des crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales

Volume 2 : Annexes

Thèse présentée et soutenue à l'Université d'Angers, le 21 novembre 2023

Unité de recherche : CLiPsy

Composition du Jury :

Marc ZUNE, Professeur de Sociologie – Université Catholique de Louvain – Président

Aurélie MAURIN-SOUVIGNET, Professeure de Psychologie – Université Sorbonne Paris Nord – Rapportrice

Khadija CHAHRAOUI, Professeure de Psychologie – Université Paris 8 – Rapportrice

Alain FAURE, Directeur de recherche (HDR) en Sciences Politiques – Université Grenoble Alpes – Examineur

Emmanuel GRATTON, Maître de Conférence (HDR) en Psychologie clinique sociale – Université d'Angers - Co-Directeur de la thèse

Aubeline VINAY, Professeure de Psychologie clinique du Lien social – Université d'Angers – Directrice de la thèse

PARTIE 1 : ANALYSE NETNOGRAPHIQUE..... 1

Annexe 1 : Droit de presse	1
Annexe 2 : Macron, le peuple veut ta tête.....	1
Annexe 3 : La salle des fêtes de l’Elysée.....	1
Annexe 4 : 84% d’opinions favorables.....	2
Annexe 5 : Budget mensuel	2
Annexe 6 : Chauffeurs routiers et Gilets Jaunes	3
Annexe 7 : Force et honneur	3
Annexe 8 : Prise de la Bastille, prise de la capitale.....	4
Annexe 9 : Lettre de démission.....	5
Annexe 10 : Proposition d’un journaliste.	6
Annexe 11 : Une minorité démocratique	7
Annexe 12 : Liste GJ pour les européennes.....	8
Annexe 13 : Marche des libertés.....	9
Annexe 14 : Débat interne	10
Annexe 15 : Electeur, candidat et promesse électorale.....	11
Annexe 16 : CFDT et esclavage.....	11
Annexe 17 : Merci Macron	12
Annexe 18 : Comment savoir si une information est vraie ?.....	13
Annexe 19 : Le piège des listes GJ.....	13
Annexe 20 : 1312 tous les mêmes.....	14
Annexe 21 : Déclaration RSA.....	15
Annexe 22 : Tableau récapitulatif des thématiques dégagées.....	16

PARTIE 2 – RETRANSCRIPTIONS DES ENTRETIENS INDIVIDUELS 17

Annexe 23 : Guide d’entretien	17
Annexe 24 : Retranscription - Fabien.....	18
Annexe 25 : Retranscription partielle - Julien.....	35
Annexe 26 : Retranscription partielle - Simon.....	39
Annexe 27 : Retranscription - Albert.....	47
Annexe 28 : Retranscription - Hubert.....	59
Annexe 29 : Retranscription – Vanessa	74
Annexe 30 : Retranscription – Jacques.....	86
Annexe 31 : Retranscription – Charles.....	102

PARTIE 3 : FOCUS-GROUPE 117

Annexe 32 : Retranscription du focus-groupe.....	117
--	-----

PARTIE 1 : ANALYSE NETNOGRAPHIQUE.

Annexe 1 : Droit de presse

22 novembre 2018 · 🌐

Salut salut tout le monde,
Oui c'est encore le mec avec son trépied et son sac militaire,
Le droit d'expression, le droit de presse, le droit de manifester est bien d'autres sont morts,
Je suis contraint de retirer mes rediffusions de live ainsi que d'arrêter toute autre diffusion en direct sous peine de recevoir une plainte de la part les forces de l'ordre 🙄
En voulant diffuser un direct lors du delogement des gilets jaunes [redacted] les forces de l'ordre mon interpellé et interdit de diffuser.
Triste France... Quand BFM ou d'autres gros média viennent sur des manifs ils ont aucun soucis pour diffuser... 😞😞 désespéré.

190 149 commentaires

[redacted] C honteux... c la qu'on voit qu'il y a un vrai pouvoir!! Ils ce foutent de notre gueule depuis tellement d'années, que j'étais meme encore dans les couilles de mon père. Et oui coluche et balavoine n'avait pas tort!

J'aime Répondre 4 ans 2

[redacted] Bizarre qu'ils soient morts d'ailleurs...

J'aime Répondre 4 ans 2

[redacted] je suis totalement d'accord...

J'aime Répondre 4 ans

[redacted] Moi, j'ai toujours dit que le gouvernement les a fait tuer. Ils étaient gênant car ils disaient la vérité sur les magouilles de Mitterrand

J'aime Répondre 4 ans

[redacted] Bizarrement ma maman aussi, me disait la même choses

J'aime Répondre 4 ans

Les lois c'est Macron qui les dicte!!!

J'aime Répondre 4 ans

[redacted]

J'aime Répondre 4 ans

[redacted] "Normal" que les autres media que toi est le droit puisqu'ils ne diffusent pas la vérité. La vérité derange on le sait bien malheureusement 😞

J'aime Répondre 4 ans 2

↳ 1 réponse

[redacted] Ba oui mais tu aurais montré la vérité...

J'aime Répondre 4 ans 2

[redacted] Parce que bfm diffuse se que le gouvernement veux diffuser

Peux etre parce que toi tu dit et montre la vérité et ça, ça derange courage a toi

J'aime Répondre 4 ans 2

[redacted] Auteur

[redacted] Je suis du même avis que toi

J'aime Répondre 4 ans

[redacted] Auteur

[redacted] Merci 😊

Annexe 2 : Macron, le peuple veut ta tête

20 novembre 2018 · 🌐

On continue notre combat, Macron le peuple veut ta tête
1789/2018 même combat.

98 52 commentaires

Annexe 3 : La salle des fêtes de l'Elysée

27 novembre 2018 · 🌐

500 000 € pour rénover la salle des fêtes de l'Elysée une honte pendant que la france s'écroule et que les gens n'arrivent plus a vivre les travaux commence jeudi 😞😞



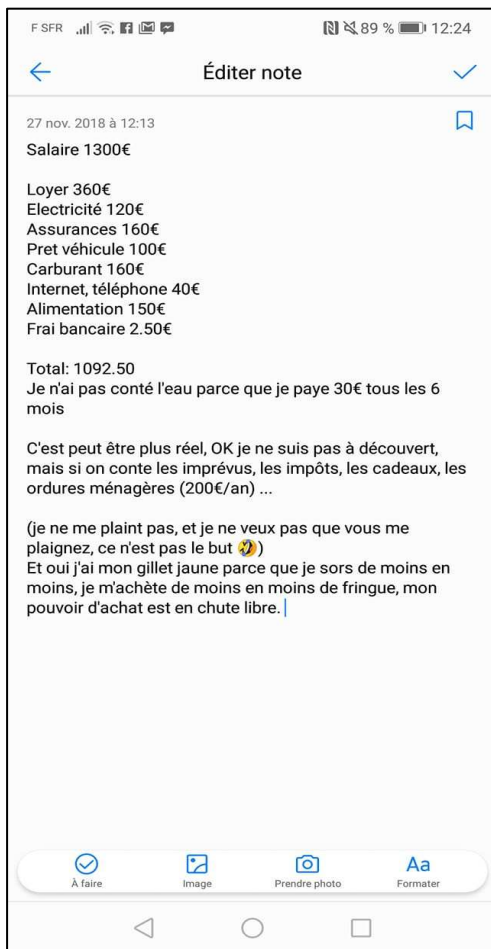
128 44 commentaires

Annexe 4 : 84% d'opinions favorables



Annexe 5 : Budget mensuel

Publié le 27/11/2018, 110 commentaires



Annexe 6 : Chauffeurs routiers et Gilets Jaunes

7 décembre 2018 · 🌐

Amis GJ, je suis chauffeur routier et avant tout GJ aussi !!
Petit post pour éclaircir certaines choses...

Les syndicats ont laissé tomber la revendication de grève car l'accord du patronat ainsi que le conseil d'état se sont engagés à maintenir la majoration des heures supp (une preuve écrite à été faite).

Par contre, certes on est routiers mais majoritairement gilet jaune (j'ai participé aux différents blocages) donc si vous voulez nous bloquer sur un rond point, raffinerie , il y a pas de soucis, ça ne nous dérangera pas, bien au contraire, on est concerné aussi par le pouvoir d'achat . Par contre, faut nous offrir un petit café mdr 🤔🤔🤔🤔

👍❤️ 284 177 commentaires

J'en doute fort ça se saurai si vous étiez avec les gj

J'aime Répondre 4 ans 👍👎 2

^ Masquer 30 réponses

ce qu'il dit dans son message, ils n'ont plus le droit de faire grève mais rien n'empêche les gilets jaunes de les bloquer, comme ça, pas de réprimande pour eux et ils peuvent nous soutenir comme au début du mouvement.

J'aime Répondre 4 ans 👍❤️ 6

Il peut être routier professionnel et dans sa vie privé être gj

J'aime Répondre 4 ans 👍 10

Auteur vous avez tout compris 🙌🙌🙄

J'aime Répondre 4 ans 👍❤️ 5

Ils ne demandent i.e. ça qu'on les bloquent c'est leur syndicat qui est pourri

J'aime Répondre 4 ans 👍❤️ 3

Annexe 7 : Force et honneur

12 décembre 2018 · 🌐

En tout cas félicitations à tous les gilets pour avoir tenu le dépôt pétrolier [redacted] aussi longtemps et merci aussi à toutes les personnes qui nous ont ravitaillés. Force et honneur gilet jaune

👍❤️ 269 13 commentaires

Annexe 8 : Prise de la Bastille, prise de la capitale

Publié le 18/09/2019, 11 commentaires, 78 likes



Annexe 9 : Lettre de démission

Publié le 14/12/2019, 4 commentaires, 19 likes

PETIT CADEAU A MANU
YA PLUS QU'À IMPRIMER !

Mr Macron Emmanuel
Palais de l'Elysée
75 000 Paris

Au Peuple Français

À Paris, le 24 décembre 2019

Objet : Démission

Citoyens, Citoyennes,

J'ai l'honneur de vous informer de ma décision de démissionner de mes fonctions de Président de la République exercées au sein de VOTRE pays.

J'ai bien noté que les termes de travail à durée déterminée prévoient une durée de préavis.

Cependant, et par dérogation, je vous **IMPLORE** la possibilité de ne pas effectuer ce préavis et, par conséquent, de quitter mes pseudo fonctions le 25 décembre 2019 à 00:01 du fait de mon incapacité phénoménale à exercer la mission que certains abrutis avaient pu me confier en glissant malencontreusement leur bulletin de vote dans une urne plutôt que dans les toilettes.

Je vous demande de bien vouloir me faire parvenir au plus vite les différents documents attenants aux nombreuses procédures judiciaires desquelles je dois répondre au vue du travail que j'ai mené au sein de votre pays :

- . Détournement de fonds
- . Abus de confiance
- . Crimes contre l'humanité
- . Détournement d'argent public
- . Violences diverses et variées
- . Escroqueries
- . Meurtres avec préméditation
- . Meurtres sans préméditation
- . Usage d'armes illégales
- . Etc etc etc

Merci de compléter cette liste non exhaustive au vue de toutes les saloperies que j'ai mené durant ces 3 années passées.

Cette démission engendrera la restitution de mon logement de fonction (ainsi que de la vaisselle !); De ce fait, je vous communique ma nouvelle adresse afin de régler l'ensemble des différentes formalités au plus vite :

Macron Emmanuel et Brigitte
Prison de Fleury Merogis
Numéro d'écrou : 17.11.2018

Par avance, je vous remercie de votre accord à satisfaire mes dernières volontés et à accepter (enfin) ma démission.

Dans l'espoir que vous savourerez au mieux cette nouvel ère qui se présente à vous et dans laquelle vous allez devoir apprendre à vivre et non plus à survivre comme je vous l'avez si gentiment imposé. Je vous prie d'agrèer, Citoyens et Citoyennes, mes sentiments les plus regrettables.

Macron Emmanuel

Annexe 10 : Proposition d'un journaliste.

30 janvier 2019 · 🌐

Journaliste à [redacted], j'aimerais discuter avec des Gilets jaunes [redacted] du budget participatif 2018-2019 : ça en intéresse certains ?
(On nous reproche souvent d'être "hors-sol", de ne partager que le discours des autorités, je trouve donc intéressant d'être ici pour discuter, échanger !)

9 23 commentaires

Désolée d'intervenir mais [redacted] etc un journal de plus de vendus après à vous de voir

J'aime Répondre 4 ans

[redacted] c'est un journaliste faut pas lui coller l'étiquette, il vient vers nous ... c'est dommage ...

J'aime Répondre 4 ans

[redacted] oui mais il a des ordres venus du dessus et il je pourras pas passer outre S il le fait il perd son travail Vous croyez encore aux miracles? Ou a la gloire moi pas désolée

J'aime Répondre 4 ans

[redacted] pour preuve ce monsieur ne répond pas à mon commentaire mais par contre à tous les autres La vérité dérange souvent

Auteur

[redacted] Pour vous répondre, non, je ne reçois pas d'ordres généralement (j'ai choisi ce sujet moi-même et j'ai fait le choix de poster ici sans l'autorisation de personne par exemple, je fais mon boulot quoi), mais ce n'est que ma parole. N'hésitez pas si vous me croisez sur le terrain, je suis ouvert à la discussion.

J'aime Répondre 4 ans Modifié

[redacted] déjà merci pour cette réponse que je n'espérais plus J'espère sincèrement que pour une fois la vérité et rien que la vérité sera divulguée Mais si vous n'êtes ni à l'impression ni à la mise en page de votre travail d'autres peuvent mener à mal vos interventions sur le terrain J'espère que cette fois-ci les gilets jaunes ne seront pas pris en exemple pour les faire passer pour des imbéciles... ils verront bien Bon courage à vous pour votre reportage je ne sais pas si on appelle cela comme ça

J'aime Répondre 4 ans

[redacted]

Pfff quel intérêt il notera 1 mot sur 10 encore un beau pipo

J'aime Répondre 4 ans

Annexe 11 : Une minorité démocratique

CORSE-MACHIN

35% DES FRANÇAIS SONT CONTRE LE PASS SANITAIRE



C'est une minorité. Démocratiquement, ça ne vaut rien!

Résultats de l'élection présidentielle 2017

23 avril et 7 mai 2017

Accueil Présidentielle 2017

France Entière

* Résultats au 2^d tour

Liste des candidats	Voix	% de la pop. française	Ex
M. Emmanuel MACRON	20 743 128	31%	
	10 400		



18 pour cent des voix aux élections présidentielles ça ne devrait rien valoir non plus

J'aime Répondre 1 ans

Une pourriture à l'état brut !! Sans légitimité...

J'aime Répondre 1 ans

C'est ce que je dis, sortir les armes. ...

J'aime Répondre 1 ans

Il ne finira pas son mandat faites moi confiance patience ça va arriver sous peu

J'aime Répondre 1 ans

bien sûr qu'il le finira et peut être même un 2eme malheureusement

J'aime Répondre 1 ans

Vous suggérez l'organisation d'un attentat ?

J'aime Répondre 1 ans

sans vouloir être négatif ou pessimiste, ni défaitiste, vu comment sont passés les choses, quasi tout le monde le sait qu'il a été parachuté, et vu tout ce que nous constatons, il serait bien possible que les choses soient faites qu'il sera re-parachuté en 22 pour mieux nous achever, il faut s'y attendre ils sont capables de tout et n'importe quoi !!!

J'aime Répondre 1 ans

Quelle mensonges ...

J'aime Répondre 1 ans

Menteur professionnel

J'aime Répondre 1 ans

Mac Jambon fermé votre bouche.... Vous nous faites honte

J'aime Répondre 1 ans

Ordure

J'aime Répondre 1 ans

Quel con

J'aime Répondre 1 ans

ça vaut rien comme toi président de certains français

J'aime Répondre 1 ans

Le virus c'est Macron et ses déviants sont ses ministres ...

J'aime Répondre 1 ans

Magouille and co

J'aime Répondre 1 ans

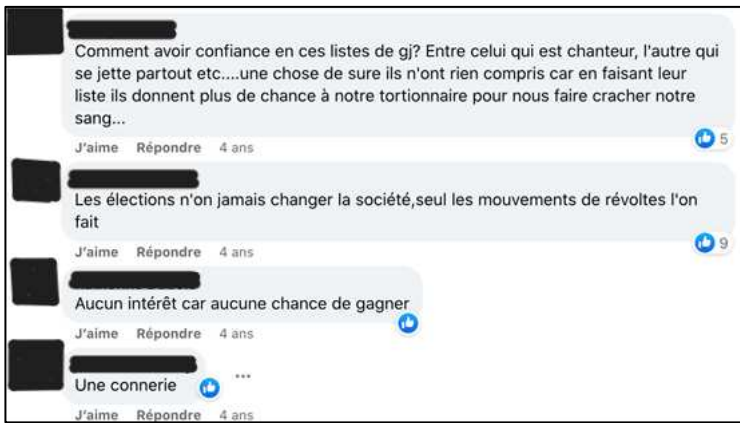
Dictateur t toi tu nous ment sur ses chiffres t pire ke bfm—e pourriture assassin voleur

J'aime Répondre 1 ans

Bouffeur de collerette licheur de tubes

J'aime Répondre 1 ans

Annexe 12 : Liste GJ pour les européennes



Annexe 13 : Marche des libertés.

 [redacted] partagé une publication.
11 juin · 🌐

 **Peuple Révolté**
11 juin · 🌐

● Ce samedi 12 juin mobilisons nous dans la Rue et sur les réseaux sociaux pour les Marches des Libertés contre l'extrême-droi... Voir plus


MARCHONS POUR NOS LIBERTÉS CONTRE LES IDÉES D'EXTRÊME-DROITE

SAMEDI 12 JUIN 2021
TOUTES LES INFOS ET LES MOBILISATIONS SUR MARCHEDESLIBERTES.FR



👍👎 4 5 commentaires

👍 J'aime 💬 Commenter

 [redacted]


Ni partis, ni syndicats !
Ni extrême gauche (lfi,pc et cie), ni extrême droite (rn),
ni syndicats... ça c'est les GJ.
Que les partis veillent gangrèner les GJ, c'est dans leur nature. C'est à nous de résister et d'être intransigent .

1 sem J'aime Répondre 3 👍

Annexe 14 : Débat interne


< Réponses

[redacted] Le RN la bête noire de FI Sauf que ce sont des extrêmes tous les deux ! allé balle au centre foutez moi l'armée au pouvoir pour arbitrer tout ça !





6 j J'aime Répondre

[redacted] l'armée c'est la droite ou l'extrême droite,. La constitution de la Vème république, c'était un militaire à la manoeuvre, on voit bien comment ça tourne. Question suivante

6 j J'aime Répondre 1 

[redacted] et puis même, on s'en fout un peu de droite ou pas droite : c'est pas l'armée qui va augmenter les salaires, c'est pas l'armée qui va poursuivre les mutlinationales et les évadés fiscaux ces voleurs qui paie pas leur impots et qui sont assis sur des montagnes de fric, c'est pas l'armée qui va faire sortir de la pauvreté les millions de gens qui crèvent de faim

6 j J'aime Répondre 1 

[redacted] c'est marrant quoi que j'écriveje t'attendais au tournant ,et je savais que tu allais mordre 

5 j J'aime Répondre

[redacted] quoi que t'écrives, quoi que t'écrives... t'en appelles toujours à l'armée. Alors même que tous les coups d'Etat militaire de l'histoire ont entraîné que guerre, mort, dictature...

5 j J'aime Répondre

[redacted] Je te corrige ,c'est tout juste la 2 ém fois que je te parle d'armée ,avant j'étais un putain de facho ,tu as la mémoire courte 😊ou serait-ce un oubli ? gênant à ton âge ,moi encore se serait excusable .Bon ,on résume le RN c'est guerre civile ,l'armée c'est guerre tout court, LFI on se converti à l'islam ,choisi ton camp camarade 🙌

4 j J'aime Répondre

Annexe 15 : Electeur, candidat et promesse électorale

Publié le 02/05/2019



Annexe 16 : CFDT et esclavage.

Publié en décembre 2018

**Rétablissement
progressif de
l'esclavage :**

**La CFDT, inflexible,
exige de négocier le
calendrier !**

*La CFDT?
Toujours derrière toi
quand tu te
fais niquer...*



Annexe 17 : Merci Macron

Publié le 16/12/2018

Merci Macron

Tu as poussé si loin l'arrogance des politiciens
qu'on est des centaines de milliers à bloquer les rues et les routes.

Et il n'est plus question de se laisser mener
par des partis, des chefs ou des représentants, quels qu'ils soient.

Tu as poussé si loin la violence de la répression
qu'on est des dizaines de milliers à résister physiquement s'il le faut.

Et il n'est plus question de se laisser diviser
par le faux clivage « casseurs » vs « pacifistes ».

Tu as poussé si loin le mépris de classe de la bourgeoisie
que des millions de prolétarisés se découvrent
une conscience de classe et une force collective.
Et ensemble il n'est plus question d'accepter de se serrer la ceinture
pour engraisser les riches.

Vous avez poussé si loin l'exhibition obscène du luxe
dans lequel vous vous pavanez
qu'on ne veut plus de vos miettes, de vos mesurette bidon
et encore moins de vos leçons de morale.

Il n'est plus question de revendiquer ni de négocier,
mais de renverser le pouvoir du fric.

Ne compte pas sur l'essoufflement du mouvement, on ne s'arrêtera pas.
On se retrouvera sur le terrain des luttes sociales, des luttes antiracistes,
des luttes antisexistes, des luttes contre toute forme de domination...

On continuera jusqu'à ce qu'on vous dégage tous,
tous les politiciens, tous les bourges et tous ceux qui comme toi veulent
nous diriger, nous pressurer, nous fliquer la vie.

Rassure-toi, tu vois, pour nous, tes collègues ne valent pas mieux
Encore merci et surtout ne change rien, on s'en charge
Grâce à toi, bientôt nous serons des millions
Grâce à toi, la révolution est en marche

La Révolution En Marche

Annexe 18 : Comment savoir si une information est vraie ?

Publié le 19/06/2021



Annexe 19 : Le piège des listes GJ

Publié le 18/12/2018



Annexe 20 : 1312 tous les mêmes.

[redacted] a partagé une publication. 6 j

[redacted] a partagé un lien dans le groupe **Robes Noires et Gilets Jaunes - Officiel.** 14 juin



REVOLUTIONPERMANENTE.FR
"T'as pas de soutif ?", "Je l'enculerais bien" : 15 policiers agressent une militante de RP à Tou...


3 2 commentaires

Tous les commentaires

[redacted] 1312 tous les memes

6 j J'aime Répondre

Annexe 21 : Déclaration RSA

 [redacted]
2 janvier 2019 · 🌐

Hier j'ai fait ma déclaration Rsa comme d'habitude et voilà je gagne 760 euro de paye plus quelque allocations pour mes 3 enfants car je suis seule à les élever bah deviner j'ai plus le droit au rsa !! Bref je m'endoutais encore je comprendrai si je gagnai bien ma vie qui est loin d'être le cas après je me plain pas trop car j'ai le droit comme même à des allocations mes m'enlever 200 euro par mois ça va faire mal à mon budget !! Vive l'es gilet jaune !!

👍👎👤 75 179 commentaires

600e, 760€ par mois 3 enfants etc euhh C'est moi ou bien je suis déconnecté de la vie ? Pkoi faire autant d'enfants pkoi attendre et vivre au crochet de la société ?! Perso je taf, je n'attends pas que ça tombe tout seul et bien entendu je fais pas autant d'enfants pour ne pas les assumer et vivre décemment ?!!!

J'aime Répondre 4 ans 👍👎👤 7


^ Masquer 33 réponses

 [redacted] tu te rends compte de la connerie de ton commentaire


J'aime Répondre 4 ans 👍👎👤 4

 [redacted] jessiae de comprendre ? Je n'ai pas tous les tenants et aboutissants ; mais quand je vois 760e / 3 enfants je me dis euhhh pkoi ?? Pkoi avoir fait 3 gosses sans avoir les revenus adéquates ? Penser à leur avenir ? Se dire 3 enfants C'est bien mais s'ils veulent faire de longues études ? Avec quel argent ? Perso et à travers mon métier il y a un paquet de gens qui sont déconnectés aussi et font n'importe quoi. après tout le monde ne lui pas et je comprends que beaucoup galère


J'aime Répondre 4 ans 👍👎👤 4

 [redacted] nan mais faut arrêter de cataloguer les gens et les mettre dans des cases bien précisé moi personnellement j'ai 5 enfants et j'ai mon enfant qui est très malade résultats obligés de rester chez moi plus de boulot rien car personne ne peut la gérer les assistantes maternelles refuse et pour autant je les ai voulu mes enfants pauvres un jour ne veux pas dire pauvres toujours et mes deux grands sont premiers de leur classe et à l'autre bout de mon bâtiment une dame plus de 35 balais 6 gamins tous à la d'ass et sa se fait 2500€ net d'impôts de la CAF ne trouvez-vous pas qu'il y ait un problème aucune obligation d'aller bosser et pourtant elle ne devrait plus rien toucher


J'aime Répondre 4 ans 👍


 [redacted] la France d'aujourd'hui des inégalités et des gens qui profitent du système ; voilà pkoi la machine à ses limites

J'aime Répondre 4 ans 👍👎👤 4


 [redacted] Diviser pour mieux régner, y'en a qui tombe encore dans le panneau ... Vous faites pitié ! L'union on y'est pas visiblement ... Sérieux ... Que de jugements et de phrases toutes faites, c'est ce qu'ils veulent et vous tombez dans le panneau... Prenez du recul et informez-vous avant de dire des conneries tel que l'impôt qui finance ceux qui tafent pas.

J'aime Répondre 4 ans 👍👎👤 3

 [redacted] Auteur

 [redacted] voilà merci

J'aime Répondre 4 ans

 [redacted] non mais je te jure... Lobotomisés qu'ils sont... formatés à répéter encore et encore les mêmes immondes ignominies de notre société. Parler sans voir plus loin que le bout de leur nez. Des égos surdimensionnés, tjrs mieux que les autres et toujours à cause des autres : un poisson dans un bocal gloups 🙄

J'aime Répondre 4 ans 👍

Annexe 22 : Tableau récapitulatif des thématiques dégagées

Investissement subjectif			Violence	
Témoignage de situation personnelle 1, 5, 6, 21	Dimension économique 3, 5, 21			
Revendications générales				Agie 2, 4, 6, 8, 11, 14, 17, 20, 21
Ennemi commun 1, 2, 9, 11, 12, 17, 19	Défiance à l'égard des institutions 1, 3, 6, 8, 10, 11, 13, 15, 16, 17, 18, 19	Dynamique conspirationniste 1, 10, 18, 19, 21		
Identité groupale				
Idéalisation groupale 2, 4, 6, 7, 9, 17, 21	Conflits internes 6, 12, 13, 14, 20, 21			

Annexe 23 : Guide d'entretien

1	Le mouvement des gilets jaunes
A	Comment pourriez-vous définir brièvement le mouvement des GJ ? Quel(s) dénominateur(s) commun(s) ?
B	Quelles étaient/sont les revendications ? Et quel projet politique ?
C	Quels rapports avec les différents courants politiques ?
D	Existe-t-il des représentants des GJ ? Que pensez-vous des tentatives de représentation par des personnes comme Ingrid Levavasseur ou Jacline Mouraud ?
E	Comment a évolué le mouvement ? Y a-t-il eu, selon vous, différentes phases durant le mouvement ?
F	Qu'en est-il du mouvement des GJ aujourd'hui ? Et demain ?
2	Thématiques subjectives
A	À quel mouvement vous êtes-vous joint au mouvement des gilets jaunes ?
B	Aviez-vous déjà participé à des mouvements sociaux avant ? Si oui, lesquels et par quels biais (syndicats, manifestations...) ?
C	Quels ont été, pour vous, les moments forts du mouvement ?
D	Comment avez-vous vécu subjectivement ce mouvement ? Qu'avez-vous ressenti durant les actions des gilets jaunes ?

Annexe 24 : Retranscription - Fabien

Nom	Fabien
Âge	32 ans
Date	14 décembre 2020
Modalité	Visioconférence
Durée	1H30

Lucas : Bonsoir !

Fabien : Salut ça va ?

L : Ça va ouais merci, et vous, et toi ? Je sais pas si on se tutoie ou on se vouvoie

F : On peut se tutoyer j'suis cool t'inquiète

L : Ouais ça marche

F : ça va, désolé pour le retard

L : Nan bah t'inquiète. Ouais bah on peut commencer si t'es dispo maintenant

F : Ouais j'suis prêt

L : Ouais ? Ok ok. Bah je vais peut être me présenter rapidement puis présenter le cadre de l'entretien, comment on va faire du coup. Bah j'suis Lucas Barrier, je t'avais déjà dit par message, et du coup je fais une thèse sur le mouvement...

F : attends juste deux secondes parce que là je sens que je vais plus avoir de batterie [branche son téléphone]. Parce que je connais le truc, la visio...

L : Ouais, c'est toujours un peu compliqué ouais.

F : C'est bon

L : C'est bon ouais ?

F : tant qu'on s'entend c'est le principal

L : oui c'est clair. Du coup bah voilà je fais ma thèse sur le mouvement des gilets jaunes et qu'est ce qu'il vient dire de nos rapports aux institutions et de l'évolution des pratiques militantes et tout ça

F : D'accord

L : Et du coup l'entretien là qu'on fait aujourd'hui donc c'est le premier que je fais et y'en aura d'autres, avec d'autres personnes et tout ça, et là l'idée c'est un peu, c'est un peu les premiers entretiens que je fais pour déjà commencer à définir ce que c'est que ce mouvement des gilets jaunes. Et du coup c'est des entretiens qu'on appelle non directifs, c'est à dire que c'est pas moi qui dirige l'entretien, j'ai pas tu vois des questions préécrites, c'est un entretien libre en fait.

F : D'accord ok

L : On va commencer sur une question très générale puis après c'est selon les échanges, selon ce que toi tu vas amener on va improviser quoi, c'est libre comme entretien.

F : Ça marche

L : Donc l'idée bah c'est vraiment de...

F : Et du coup toi là t'es en licence ? J'sais pas si tu m'entends ou pas, je vais me rapprocher.

L : Ouais là c'est mieux, peut être qu'avant tu étais le portable sur le micro mais là c'est mieux

F : ouais je suis en haut parleur ouais.

L : D'accord bah là je t'entends bien en tous cas. Du coup nan je suis pas en licence là je suis en doctorat, après le master du coup ouais. Là je fais une thèse

F : Ah ouais d'accord, ok !

L : là c'est ouais c'est le doctorat.

F : ouais d'accord. Nan parce que comme je te parlais, le premier entretien que j'avais fait avec un jeune, il était en licence, donc on avait fait un entretien, on s'est vus dans un café, c'était avant le confinement, avant toutes leurs conneries quoi. Et puis après on a refait un entretien parce que là maintenant il est en master. Et là vu que c'était ton premier voilà c'est pour ça je pensais que tu étais en licence heu...

L : Ouais nan là c'est du coup je...

F : Et du coup là genre ta licence et ton master c'était dans le même domaine que ce que tu fais là alors ?

L : bah pas vraiment en fait, en fait c'était licence et master de psycho j'ai eu, heu... du coup je suis aussi psychologue à côté, mais du coup ma thèse c'est plutôt psychosociologie plutôt, fin ouais sociologie... voilà je m'écarte un peu de la psycho mais... Là c'est plus vraiment ouais sociologie sur le mvt de gilets jaunes quoi.

F : Ok ça marche, d'accord.

L : Et voilà, du coup bah voilà là l'entretien ça va être non directif comme je te disais, donc c'est vraiment selon bah voilà comment c'est spontané et libre quoi

F : ouais bah tu vas me diriger un peu parce que moi c'est vrai que sinon je vais partir dans tous les sens [rire]

L : ouais bah après justement c'est ça qui...

F : mais je pense que bah... du coup la première question pour toi c'est comment définir les gilets jaunes ?

L : Bah c'est ça, ouais

F : Bah heu.... Atypique je dirais tu vois, si j'avais qu'un seul mot à donner je dirais atypique parce que c'est vrai que bah la manière de s'organiser a pas été la même que le truc classique on va dire avec des syndicats, ou même la population mais du moins pas de la même manière parce que généralement quand y a un mouvement ça se traduit part des manifestations dans la rue, et là les gilets jaunes ça a d'abord commencé par... pour ma part parce que moi j'ai monté des blocages donc heu... d'abord par des blocages avant d'être directement en manifestation en fait. Pour certains autres le départ c'était les ronds points, mais c'était quand même voilà soit un ralentissement... moi j'étais plutôt du... pour mon avis perso nous on était plus sur des blocages de voilà hyper U, des stations essences parce que on avait une petite zone commerciale donc d'abord évidemment c'était sur l'essence

L : Ouais

F : mais après très vite c'était vraiment sur là... moi quand j'organisais ça c'est vrai que très vite y avait quand on s'est préparé, parce que moi j'avais créé un groupe en privé en fait, c'est pour ça que le mouvement des gilets jaunes, atypique, voilà c'est pas on lance un publication sur les réseaux, on se rejoint à tel endroit, on va marcher... Ou voire même dans d'autres pays, parce moi h'étudie beaucoup la géopolitique enfin voilà, côté personnel. Où les autres peuples eux c'est même carrément spontané parce que par exemple il vont voir quelque chose dans les médias tous en même temps à la tv, je prends l'ex de la Turquie quand y a eu le coup d'état.. enfin dit comme un coup d'état quand toute la population est descendue dans la rue. C'est je sais plus quel fait qui avait choqué tout le monde mais ils ont pas besoin de se contacter etc. Alors nous on a encore besoin en France, c'est complètement, l'occident c'est différent, mais les gilets jaunes donc ça s'est préparé, comme à peu près toute manif, quoi qu'il arrive, à part voilà les peuples ou c'est vraiment plus sanguins on va dire. Mais nous ça s'est concrétisé par des blocages, blocages on va dire de l'économie ou blocages de routes. Donc déjà pour... je pense que c'était vraiment pour alerter la population et puis... moi personnellement quand je l'ai fait dans mon optique il fallait qu'on bloque parce que économiquement c'était la seule chose que ils pouvaient comprendre. Parce que moi j'avais déjà fait des manifestations traditionnelles.

L : ouais

F : Pour te situer un peu mon parcours on va dire pour me décrire, moi j'ai commencé les premières manifs quand c'était le CPE quand j'étais au lycée

L : D'accord ouais

F : Après y a eu les manifs du 80, y a eu la loi travail aussi sous Hollande, enfin y a eu pas mal de choses ou la c'était plutôt... la loi travail par exemple c'est ce qui m'a appris vraiment.. avant d'être sur Facebook j'étais plutôt sur le réseau Twitter maintenant j'y suis plus parce que au final c'est un réseau de merde donc bon.

L : Ouais.

F : C'est que des haineux, tu peux pas construire qqc avec... déjà sur facebook c'est mais alors Twitter c'est un autre niveau quoi.

L : ouais ouais

F : mais tu vois j'ai vraiment appris comment les réseaux fonctionnaient. Comment les gens s'organisaient, parce que j'ai suivi des gens sur twitter et j'ai vu la loi travail. Comment certains s'organisaient, comment d'autres même se sont organisés dans la rue, j'ai vraiment étudié les trucs, les trucs.

Et après bah quand j'ai vu l'appel d'Eric Drouet tout de suite j'ai... parce que moi déjà j'y pensais parce qu'avec mon meilleur pote bah on était dans sa chambre, et moi j'ai toujours été la dedans donc je me suis dit, comment on pourrait faire pour faire quelque chose de hors du commun. Et j'avais, on voyait le prix de l'essence augmenter. J'avais dit à mon pote « tain faudrait qu'on bloque les stations essence ». Du coup on s'était carrément projeté, un soir un peu heu... [rires] et on avait monté un plan on avait réfléchi au truc. Et puis j'avais l'idée dans la tête et c'était resté comme ça. Et quand j'ai vu juste sur facebook l'appel d'Eric Drouet j'ai dit.. Il a parlé faut bloquer les stations j'ai dit mais c'est fou avec mon pote on en parlait y a deux mois puis bon bah c'est bon ya ... le gars était , il avait fait tou sur les réseaux et puis moi directement j'ai dis lui, bah j'sais pas. J'suis assez rarement heu... par exemple moi je suis aucun leader de politique j'suis... pas apolitique parce que en fin de compte j't'expliquerai après mais je me suis aperçu que ça voulait pas dire grand-chose. Mais enfin du moins je ne suis pas de leader, et je vais avoir une idéologie qui peut être d'extrême gauche heu.... Piochée partout parce que je vais partir sur une loi ou sur quelque chose qui peut être changé et pas sur le personnage ou sur le meneur, ce qu'il incarne, comme la plupart malheureusement des gens font, ils sont plus attirés par le personnage que parce qu'il parle.

L : Hmm

F : parce que du coup heu... du coup je sais plus ce que je disais... donc voilà oui j'ai vu Eric Drouet donc tout de suite j'ai dit « faut que je le fasse ». Je me suis lancé, tout le monde se foutait de moi au début, « ça va jamais marcher », surtout que moi j'habite vers X en campagne donc heu... je sais pas si tu connais un peu, si tu situe

L : Ouais ouais je vois bien ouais

F : donc voilà donc c'est des gens qui sont assez compagnards, y a un peu moins de jeunes que dans les centre ville etc, et puis bon bah t'as vu ma tête, j'ai toujours habité dans le secteur. Donc tout le monde me connaît j'suis quelqu'un de... j'suis assez connu et... heu quand j'ai fait mes premières réunions bon d'abord j'ai créé un groupe privé parce que on pouvait pas faire d'appel direct. C'est ça que je voulais... on va revenir au sujet pour pas que je m'éloigne trop, pourquoi c'était différent : parce que du coup fallait faire un groupe privé. On pouvait pas faire un appel à la manifestation parce que déjà en temps normal il faut qu'elle soit encadrée par un syndicat, il faut qu'elle soit déposée en préfecture, y a tout un cadre légal pour faire une manif. Là nous c'était pas du tout l'objectif, fallait on voulait faire quelque chose hors la loi on va dire clairement. Parce que on... pour les gens qui étaient attirés tout de suite par les gilets jaunes ils étaient déjà dans d'autres mouvements, ils ont vu que les autres manières ça fonctionnait pas donc... tout le monde était bien d'accord, mais après on pouvait pas faire des appels à faire des blocages parce que sinon on savait que ben... le blocage il serait échoué avant même qu'on donc il a fallu vraiment qu'on s'organise... moi avec du recul sur le moment je m'en suis pas rendu compte, mais maintenant avec le recul on s'est vraiment organisé, ce que moi j'aime, j'aime bien aussi l'histoire tu vois

L : Ouais

F : Comme la résistance pendant une guerre. Heu.. pas, y avait la pression on va dire plus ou moins que notre projet échoue.. fin projet que notre projet échoue et puis y a pas une réelle pression de guerre où là tu vas être déporté ou tué ou.. ; mais dans la façon de s'organiser comme pendant la guerre ou ils ont créé des réseaux sous terrains là ça a été vraiment la même chose.

L : D'accord

F : parce que nous on a été... j'vais pas dire... fin... ouais je peux dire que dans tous les blocages du département, on a été les seuls avec Montauban, je sais pas si tu en avais entendu parler à l'époque

où eux ils avaient carrément construit des structures en dur etc. Parce que nous on a fait un camp etc, quand on a monté les blocages je t'expliquerai après mais, eux ils ont fait carrément des... des constructions en bois etc, ça a été beaucoup plus loin que nous. Mais sinon les autres se sont organisés exactement de la même manière c'est pour ça qu'ils ont vu leur... soit leur rond point échouer on va dire dans la tenue du blocage etc. Parce que déjà ils ont tout lancé sur les réseaux etc donc dès qu'il y a des manifestations bah voilà l'état bah... tout le système traditionnel qu'on a en manif, parce que en manif y a des RG, y a tout un... un système que t'as quand... les gilets jaunes on a été confronté à ça, après moi j'ai fait des réunions publiques qui servaient à s'organiser, pour les collectes tu vois de palettes, de tout ce qu'on avait besoin pour mettre en place tu vois, ensuite après bah y a eu les premières réunions, moi franchement j'avais jamais fait ça de ma vie, j'étais avec mon ex compagne à l'époque, on a fait nos plans et puis... puis là bah t'as des trentaines, quarantaines de personnes qui viennent, machin... et puis après bah t'as eu des deuxièmes réunions avec d'autres personnes en plus, et là on s'est structuré on va dire manière, comme ça se serait fait en manifestation. Parce que moi au tout départ j'avais dit, voilà il faudrait qu'il y ait un service de sécu, donc on avait déjà prévu des trucs de sécurité, on savait pas qui allait être dedans, on attendait les premières réunions, qui allait être intéressé déjà parce qu'on présentait, mais vraiment moi je l'ai fait moi même, mais y avait pas de leader, c'est important de le dire.

L : Ouais

F : c'est à dire que les gilets jaunes, moi je l'ai fait par mon initiative mais j'ai toujours dit aux gens, « vous êtes responsables de ce que vous faites, vous venez mais moi je commande personne, c'est pas moi qui vais vous dicter les choses ». Parce que justement moi je suis gilet jaune parce que heu... J'ai jamais été derrière un leader, et en fait, c'est ça qu'il faudrait changer. Tant qu'on aura des prises de pouvoir, qui montent comme la constitution, pyramidale avec des décisions... ça ira jamais donc je me suis dit quand on a dit pas de leader, c'est pour ça que d'ailleurs j'ai accroché avec Eric Drouet parce que quand j'ai entendu tout de suite, pas de leader, pas de syndicat, pas de... et puis apolitique, là j'ai dit « c'est exactement ce qu'il faut ».

L : ouais ouais ok

F : après, en marchant, au fil du mouvement et tout bon j'ai compris qu'au final on... voilà c'est... c'était quand même y avait une utopie, qui a fonctionné quand même mais qui reste... parce que les gens ils sont formatés, voilà comme je t'ai dit on est en France, on serait dans un autre pays peut être qu'on pourrait le faire, en France on peut pas le faire fin tu vois... y a des choses que dans tel pays va falloir des années et des années pour changer. Mais ça s'est quand même fait parce que voilà comme je t'ai dit je suis en campagne donc heu... bon avant j'avais pas la grosse barbe [rire]. Bon par contre t' imagine bien un gars comme ça, qui vient de la Réunion, avec euh... des gens plutôt plus ou moins, je dirais, au minimum trente comme ma génération, et puis plutôt dans les 40 voire 50-60 ans. Ils vont se dire « c'est qui ce gars, c'est machin... » mais j' pense qu'on avait quelque chose qui... tu sais que les gens sentaient tu vois... c'est vraiment heu... voilà

L : ouais ça a touché tout le monde quoi aussi

F : J' pense que c'était le bon moment, et qu'il y avait une partie de la population on va dire qui était prête à... parce qu'après moi j'étais, fin moi j'ai vraiment vécu des choses, pourtant j'en ai fait des choses en manif, j'en ai vu des trucs et tout, mais ce moment là fin, parce qu'après on a mis ça en place fin, du coup y a eu le blocage, on a bloqué, ensuite après les gens venaient au rond point, moi j'avais mis en place une cagnotte parce que du coup vu qu'on voulait mettre en place un équipe de sécurité etc.. donc il fallait qu'on s'achète des talkie-walkie, parce que sur le rond point y avait des gens qui nous ont foncé dessus fin, tout ce qu'on a vu sur les actualités dans notre village on l'a eu quoi

L : ouais tu l'as vécu aussi quoi

F : Donc c'est des trucs de fou que j'aurais jamais pu imaginer, ou pas du moins dans mon village ou dans un petit village parce que nous là... quand j'ai lancé ça dans mon groupe privé on était une bonne cinquantaine, ce qui me paraissait déjà énorme pour moi, moi je me suis dit personne va jamais me suivre tu vois, et quand on est arrivé le samedi 17, on était 600 quoi au rond point du village, donc j'sais pas si... et on avait bloqué tout le secteur, toutes les zones, le liddl, enfin au départ, moi j'étais parti juste pour bloquer la station, le hyper U dans mon grand fantasme, mais on était tellement nombreux qu'on a tout bloqué, donc un truc de fou quoi ! Pour un petit village, moi j'ai toujours habité ici et je pensais pas que c'était possible de faire. Surtout je te dis, venant d'un mec avec tous les préjugés qu'il y avait tu vois... avec tout ce qui s'est passé avec Daesh, surtout en campagne moi je l'ai ressenti parce que forcément, et tu vois, quelque chose que... fin voilà pour un gars comme moi c'était un... vraiment ça veut dire qu'il y avait quelque chose. Parce que vraiment parce que bon... tu peux être charismatique, je veux me lancer de fleurs mais j'étais quand même charismatique parce que tout le monde peut pas le faire etc, mais je crois que quand même y avait autre chose que ça tu vois.

L : Ouais quelque chose de collectif quoi.

F : vraiment je voyais des petits anciens que tu vois peut être dans la rue ils auraient eu des *a priori* sur moi ou... qui me donnaient de l'argent en main propre, qui me disaient « tenez pour votre cagnotte », qui me donnaient de la nourriture on a-en avait tellement qu'on a même du redonner aux restos du coeur, enfin c'était un truc heu...

L : Et ce qui est fou c'est que là tu dis... c'était impressionnant que ce soit déjà dans ton petit village le cas, et ce qui est fou c'est que c'était le cas dans toute la France en fait

F : Partout !

L : ça a pris d'un coup

F : c'était vraiment, c'était... clair que là, en fait on pourrait ouais on pourrait comparer ça ouais à ce que je te disais pour la Turquie par exemple où nous on l'aura jamais ça ou faudrait vraiment ou encore je pense qu'on l'aura jamais ça ou vraiment ça sera déjà trop tard mais... vraiment la c'est des gens ils descendaient, même si je te mens pas, c'est pas instinctif comme les pays quand y a une révolution, mais ça reste même par exemple la révolution d'Ukraine, je me suis vachement intéressé à cette révolution là parce qu'elle est vachement intéressante en plus.

L : ouais je connais pas beaucoup pour le coup

F : C'est pas encore pareil que nous parce que eux ils sont encore plus patriotiques heu... nous on a pas ce truc par exemple de voir que heu... imaginons sur une bavure policière y a un mort, normalement si tu fais ça par exemple en Ukraine ou dans un pays du... Arabe je sais pas en Algérie, au Vénézuéla ou... le peuple il va pas passer par les réseaux, tout le monde le soir même est dans la rue. Et nous ça chez nous on...

L : ouais

F : on pourra jamais y arriver je pense que ce sera trop tard, faudrait vraiment tu vois qu'on soit au.. qu'il y ait un chaos total et même franchement honnêtement j'ai vraiment peur parce que quand je vois avec le coronavirus, des choses qu'on aurait jamais du tolérer en tant que population, qu'on a

toléré je me dis que... j'crois qu'on descendra jamais comme ça. Dans le mouvement des gilets jaunes t'avais quand même ce... t'avais cette essence là que même que... parce que c'était pas... moi j'ai fait dormir des gens dans des caravanes pendant un mois quoi, même moi le premier j'y ai dormi à côté du feu fin... des choses qu'on, vraiment un mai 68 tu vois si tu veux. Mais euh local on va dire, parce que... mai 68 bon c'était partout aussi mais je veux dire, ça a quand même vraiment débuté dans la capitale machin, alors que nous c'était différent, c'était même d'ailleurs un peu plus les campagnes qui ont pris que les villes, parce que les gilets jaunes faut savoir que moi je l'ai vu parce qu'après du coup, je vais faire assez simple comme ça après tu me poseras des questions... mais en fait on a fait le blocage et ensuite plus forcément on avait la pression, la gendarmerie etc même en campagne, du coup les gens au départ les premières semaines dormaient sur place, ils étaient stationnés, les parkings on les verrouillait fin bon y avait plein de trucs, et après on a commencé à se retrouver plutôt sur un rond point à faire du tract etc, et ensuite vu que moi tu m'a contacté, à ce moment là j'étais pas encore admin de Colère, à ce moment là j'ai vu qu'il y avait un truc sur la raffinerie, du coup je me suis dit c'est le bon moment maintenant je pense que tous les gens des secteurs de campagne on doit se rassembler sur la grande ville de notre département, parce que moi j'ai toujours dit que c'était très important qu'il fallait, parce que moi j'avais des potes dès le départ qui voyaient les actus et qui disaient « putain faut qu'on aille sur Paris » et je leur disais « nan, il faut qu'on soit local, c'est ça qui va faire la force des gilets jaunes ». donc on a tenu le plus longtemps, et à un moment donné moi j'avais des réseaux partout, tous les villages aux alentours, je savais qui arrivait à tenir son blocage, ya des gens qui arrivaient sur notre blocage des fois parce que ça tenait depuis le début, du coup un moment j'ai fait comprendre qu'il fallait qu'on se rassemble pour voilà.. du coup ça a été à X [Chef-lieu du département] pour le département, c'est là qu'après y a eu la raffinerie etc, on a fait le blocage carrément de la raffinerie donc là, c'est pareil, bah j'pourrais pas t'en dire trop encore parce que c'est un peu frais mais... du coup... la j'ai créé des contacts et n m'a dit « bah putain, ça t'intéresse on cherche des administrateurs sur Colère, voilà on sait que toi tu connais le terrain, tout le département a entendu parler de votre blocage... » voilà. Parce que même [au chef-lieu] ils avaient pas tenu aussi longtemps que nous parce que nous c'est vrai que vu qu'on a fait ça de manière tellement structurée que les gendarmes quand ils venaient... on brûlait dans des tonneaux, on cramait rien par terre, j'avais ça de manière à ce qu'on soit irréprochable. Sauf que tout, bah de... nous on était dans le blocage on pouvait nous reprocher de fermer les... mais si tu veux, y avait pas de dégradations, rien. Donc on a tenu bcp plus longtemps que sur certains blocages où y a eu vite fait des feux de palettes au sol etc, du coup la pression avec la gendarmerie elle est tout de suite différente donc voilà. Et du coup bah j'suis arrivé sur Colère, j'ai rencontré les différentes personnes qui avaient organisé les blocages et puis après on faisait des réunions sur Colère, pour savoir parce qu'à l'époque sur Colère on était, là on est 24000 j'crois on était plus de 30000 là. Des publications y en avait des centaines et des centaines par jour c'était..

L : ah ouais d'accord !

F : Moi je pouvais pas m'intéresser à ce qui se passait sur les réseaux en fait parce que j'étais trop j'étais tout le temps sur le terrain h24 h24, un mois à dormir à côté du premier bidon déjà au village et après, des mois à... peut être pas à y dormir tous les soirs mais des fois je rentrais chez moi voilà tous les deux jours ou... voilà c'était... Et puis donc après ces blocages int perduré avec des gens récupérés un peu de tous les secteurs, ensuite ça s'est transformé où y avait une telle pression, en... plutôt manifestations, donc bah qui étaient déclarées voilà machin mais plus traditionnelles quoi, donc soit c'était des parcours avec des symboles selon l'actualité qui s'était passée, soit c'était des choses organisées devant les tribunaux, soit c'était les préfectures heu... ou à certains palais des congrès, on l'a fait, ça s'est mal passé d'ailleurs [rires]. À plein d'endroits d'ailleurs ça s'est pas très bien passé. À chaque fois on est... après ça c'est pareil c'est... c'est pareil c'est, malheureusement, c'est pour ça qu'en France on y arrivera pas parce que soit tu... parce que quand tu fais une révolution faut faire une révolution quoi. Et malheureusement tu peux pas faire une révolution qu'à moitié, une révolution ça se fait dans le sang et dans les morts, c'est triste parce que nous c'est pour ça qu'on a pas fait de

révolution, parce que pourtant y a eu des morts pendant le mouvement des gilets jaunes mais soit ça a été des bavures policières soit ça a été des accidents de la route etc mais c'était quand même du au mouvement quoi, mais c'est pas des tirs de balle comme tu vas avoir dans les révolutions en Ukraine au Vénézuéla par la police. Et quand j'ai vu que déjà... donc après bah on a fait les manifs, on a tenu assez longtemps, on avait des contacts, on avait des gens qui venaient de Nantes etc nous épauler, on emmenait des gens aussi des fois dans les autres départements, enfin on emmenait... on appelait les gens à aller dans les autres départements. J'fais gaffe parce que [rires]

L : Oui

F : j'fais gaffe en disant parce que moi après pour t'expliquer j'ai été convoqué chez la, les gendarmes de mon village, y a 4 mois de ça, alors que ça datait de y a deux ans [rires]. Alors que par exemple moi je connais bien aussi le judiciaire et un petit peu la loi, je vais pas dire que je suis avocat mais... c'est quelque chose que j'ai jamais vu autrement. Voilà les procédures quand tu fais une connerie ou autre on va pas dire que t'es jugé rapidement mais ça met pas deux ans, on vient jamais te convoquer pour une affaire deux ans après ça arrive jamais, pas sur des choses comme ça. Donc déjà, tout le système était totalement différent que ce que je voyais avant quoi. Même moi j'ai suivi beaucoup de gardes à vue parce qu'il y avait des gens qui finissaient en garde à vue, donc heu... on allait devant les commissariats, on était 40, et on gueulait fin on passait deux heures devant jusqu'à temps que les mecs déjà ils nous entendent déjà ils savaient qu'ils étaient pas seuls, et puis bah les, on maintenait une forme de pression sur le système policier on va dire, j'ai vu des trucs c'était hors du commun, même au tribunal parce que on allait soutenir aussi les gens qui passaient au tribunal fin, c'était vraiment quelque chose de base qui se fait pas dans les manifs. Dans les manifs traditionnelles, si y en a un qui dérape personne va l'aider parce que la CGT eux ils ont un cadre de sécurité comme nous on a pu mettre en place, sauf que si y a un mec qui sort des clous, ils vont pas le soutenir, alors que là c'était différent parce que certains... voilà comme je t'ai dit y avait une révolution heu... tu peux pas faire une révolution sans faire de casse, sans faire couler de sang, dans un sens comme dans l'autre hein parce que voilà. Et oui sur le principe moi j'étais tu vois au départ, vu que j'ai toujours dit, quand je suis parti avec les GJ, j'ai toujours dit que on resterait pacifique. Donc moi tous les gens qui e suivaient, parce qu'après c'était des centaines de personnes, même des milliers mais, tu pouvais plus changer de discours parce que y avait des gens qui avaient 60 ans, des gens qui... moi on me disait « y a un truc à la raffinerie, blocage en cours, viens avec les personnes qui te suivent tout ça machin », heu... t'es sûr que c'est pacifique parce que je peux pas emmener une femme de 60 ans fin... fallait qu'on sache parce que... moi j'étais pas responsable parce que je le disais tout le temps mais dans... toi tu sais que t'as quand même lancé le truc de base et puis les gens ils... à chaque fois parce que malheureusement dans les gilets jaunes, les gens ils ont besoin d'un leader. C'est pour ça que je t'ai dit que ça c'était effrité l'utopie que j'avais moi au départ parce que les gens.. je le savais mais je me suis dit que peut être que les gens ils allaient réussir à se prendre en main, ils se sont pris en main au début mais très vite après dès que soit t'es confronté à un problème il faut que les se retournent vers quelqu'un, c'est mort. Y en a certains, évidemment, t'es jamais tout seul mais, y en avait plus que dans d'autres mouvements mais... ça se voilà, malheureusement, tu retournes dans les travers. Apolitique c'est pareil, au départ y avait des gens, je parlais avec des gens ils me disaient « ouais moi je vote extrême droite », moi je suis plutôt pour l'extrême gauche si on veut se catégoriser dans des choses mais.... C'était vraiment, ça dérangeait pas, y avait pas de préjugé, et quand la personne me disait ça avec mon faciès tu sais, on sentait qu'elle me le disait mais que du coup, comme on était là, on était tous le pour le même but.

L : oui, et ça dépassait le clivage extrême gauche extrême droite quoi

F : voilà ! Et même dans les grandes villes je vais te dire, même si c'est moins difficile que dans la campagne par exemple dans un cas comme le racisme ou autre mais t'as d'autres cas où les gens de toute façon voilà, moi le premier truc des GJ qui m'intéressait c'est que les gens ils se soudent. Pas

unis deux heures dans une manif et à 18h on te dit de rentrer chez toi, ça c'est pas... là les gens ils ont galéré, j'peux te dire ceux qui étaient avec moi ils ont galéré, ils ont eu froid, on a bouffé de la merde sur des barbecue, mais tu vois ça c'est des choses que eux ils s'en rappelleront toute leur vie, moi le premier, et c'est un truc tu vois ça a uni les gens quoi. Moi je me suis fait des amis dans le mouvement, y en a ils ont créé des couples. Bon je t'avouerai que ça en a cassé plus que ça en a créé !

L : Ah ouais c'est vrai ? Pourquoi du coup ?

F : ouais ! Bah sociologiquement c'est intéressant, je peux t'en parler parce que psychologiquement ça n'a pas été comme les autres mouvements parce que tu vois les gens... moi pour ma part tu vois parce que je peux te dire, si c'était moi qui avait lancé le truc avec ma femme de l'époque, ça a foutu une merde pas possible, pourtant elle est infirmière, elle est cadrée, elle savait dans quoi on se lançait. Je lui avais « tu sais que »... moi si je fais un truc elle me connaît j'vais jusqu'au bout du truc machin, mais pour d'autres c'est parti en miettes, y en a d'autres où voilà, je t'en parle parce que ça peut être intéressant en plus t'es dans la psychologie !

L : ouais c'est vrai !

F : y en a, voilà, ils étaient infidèles fin, dans les blocages... c'était vraiment comme si... bah un peu j'pense, en fait on peut pas vraiment dire qu'on était les premiers avec les GJ mais je dirais que ça ressemblait à la ZAD de Nantes heu... mais en différent dans le sens où y avait un panel de personnes totalement différent. Dans la ZAD de Nantes y avait quand même beaucoup de personnes de style, tu vois moi j'aime pas faire des catégories mais si tu regardes quand même en étant objectif, t'avais des gens pas vieux etc alors que dans les gilets jaunes t'avais des anciens, pas beaucoup... y avait peu de jeunes c'est vrai ça faut le noter, maintenant ceux qu'on voit dans la rue là ils sont très jeunes, et c'est vraiment plus le même public qui était avec nous au départ, ça je le vois moi sur les informations et tout, parce que y avait plus de gens, bon après j'étais en campagne donc c'est peut être aussi ça, mais quand même dans là... j'ai pas été très concerné, j'en ai eu des petits jeunes mais pas beaucoup franchement, une dizaine sur peut être 500 peut être je dirais, donc c'est peu hein.

Et ouais je te dis à côté de ça même psychologiquement ouais ça a cassé des couples, ça en a formé, ça, et ça a fait des choses vraiment où les gens, y en a certains ils ont tout perdu quoi, vraiment y en a qui ont été en prison, y en a qui ont eu des mains arrachées, pas nous dans notre ville, encore que si c'est arrivé, mais c'était tu sais la communauté des gens du voyage tu sais quand y a eu un bordel pas possible. Bah t'es d'ici de toute façon ?

L : Oui

F : ouais tu vois, mais moi j'ai pas été en contact avec eux, parce que eux ils ont été totalement, tout ce qu'ils ont fait ça a été... nous on était en soutien, on s'est fait envoyé bouler [rires]. Et je le savais moi j'avais dit « allez pas les soutenir », moi j'ai pas de, mais je connais les gitans, les gens du voyage, les forains etc, ils vont faire les choses pour eux c'est une communauté, ils ont, ils appellent personne, ils se démerdent tout seul, et ça sert à rien de les aider ils voudront pas de ton aide, même si c'est... donc euh bon on y a été quand même et puis bah je pense que y avait un certain arrangement dans le chaos, parce que y avait aussi de notre part fallait maintenir une pression médiatique, une pression... donc ça nous arrangeait aussi, ça pouvait aussi à l'époque ou le mouvement était dans la descente de personnes bah ramener les plus guerriers, parce que y a des gens qui venaient parce que c'était trop calme, y en a qu'on a perdu parce que les manif sont parties en couilles donc heu...

L : bah oui bien sûr

F : donc c'était pas évident de trouver un équilibre donc malheureusement plus on avançait plus moi je savais que de toute façon on avait pas le choix que de toute façon... parce que là on va y retourner,

bientôt d'ailleurs moi je le pressens, moi je suis plus dedans parce que pour t'expliquer un peu... bon après ça s'est calmé parce que le mouvement ça s'est calmé, et puis après moi j'ai vu tout les travers du mouvement, parce que nous... en arrière plan, les gens voyaient pas... mais nous c'était, on gérait les réseaux, donc Colère, on gérait nos réseaux privés, de tous les gens qui nous demandaient amis, « oui comment je peux faire pour venir vous rejoindre sur le blocage, comment ça se passe ». Donc moi j'avais des gens qui répondaient à ma place quoi pour te dire, un truc de malade quoi... impossible d'être partout, faut aller chercher du bois fin tu vois. Et même après dans les manifs c'est impossible quoi. Et je suis venu quand les premières manifestations au chef-lieu elles ont eu lieu, on va pas dire que c'est moi qui l'ai organisé parce que celle là on va pas trop en parler [inintelligible]. Du moins, heu... j'suis arrivé avec tout le monde, nous on est arrivé avec notre façon de procéder sur nos blocages a nous, donc on avait nos talkies etc, on a dit on va encadré de cette manière là etc, on va faire ça ça ça. On était pourtant tu vois une trentaine quand t'as déjà, moi j'avais des bons gaillards avec moi, 20 mecs on était en plus habitués à le faire avec nous sur les blocages, ils savaient ce qu'ils avaient à faire, voilà les mecs qui commençaient à allumer un pneu bah « nan tu m'éteins ça », si on veut commencer à cramer des trucs bah on fait ça... voilà dans un endroit où... en étant intelligent et pour qu'on puisse faire quelque chose mais sans faire tu vois ? Et puis bah au pire ça part en couilles mais au moins on pourra pas nous reprocher d'avoir essayer le truc et tout ça ! Et quand on est arrivé on était sur le parking, je m'en rappellerai toujours c'était sur le parking du Leclerc. J'attendais au moins 200 personnes parce que j'avais vu que la publication on était 6 ou 700, et là j'ai dit avec les 20 personnes là c'est fichu, ça va jamais aller quoi.

L : Bah ouais normal

F : Bon bah il est arrivé ce qu'il est arrivé parce que tu peux pas contrôler les gens, on est connus dans le mouvement, on était respecté, voilà y a des gens qui savaient que si on gueulait « putain allume pas le feu tout de suite », machin, c'est parce qu'il y avait une raison et c'est parce qu'on avait peur de qui que ce soit ou autre. Mais c'est parce que y avait quand même un truc, une manière intelligente, enfin quelque chose à faire, voilà quoi ! Et donc en fait après bah... c'est ingérable, ingérable. Et d'ailleurs après tu.. voilà parce que quand ... parce qu'en fait nous on avait à faire a la pression médiatique des grands médias, BFM etc, qui faisaient un profil du gilet jaune et tout, donc nous fallait qu'on combatte contre ça tu vois, du moins pour les grands leaders des départements qui pouvaient passer dans les médias nationaux, ou pour ceux qui étaient comme moi... moi j'ai toujours fait le choix de passer dans aucun média, parce que moi je voulais.. parce que moi dans ma tête le truc c'était qu'il fallait pas qu'il y ait de leader, il fallait que les gens se prennent en main, donc si on commençait à se mettre en avant etc, voilà, on refixait exactement le même schéma que les politiques, on va rien faire d'autre que la même chose qu'eux tu vois. Et ça... et moi j'en avais, France 3 y en avait plein qui venaient me voir : « ouais Fabien, en plus tu parles bien, ça le ferait », ouais mais nan ! Parce que après, voilà. Déjà j'avais été emmerdé avec la justice. Parce que déjà, tu vois nous dans Colère on avait plusieurs admins, d'ailleurs, y en a un que je t'ai conseillé je crois ?

L : heu je crois pas nan ?

F : Bah faudrait, en tous cas je lui en parlé

L : ouais, ok ça marche

F : mais tu vois lui il était plutôt j'avais dit il était plutôt, lui son truc de faire des lives, beaucoup de lives etc donc du coup, même si lui c'est pas quelqu'un qui se mettait en avant en fait, le fait du visionnage te donne heu... tu vois...

L : une visibilité quoi

F : Bah en fait ça fait de toi un leader, surtout au niveau de la loi, de la justice etc. Moi dans... quand moi ils ont essayé de cadrer ça, la police, la justice, tous ceux qui voulaient pas des GJ on va dire, et ben... donc heu... moi j'ai toujours dit « nan je veux pas passer sur les médias et tout », mais y en a certains qui géraient ça voilà quoi. Mais on essayait de faire en sorte de pas le faire parce que sinon après comme je t'ai dit, vraiment moi j'ai essayé de faire tout à l'opposé d'un mouvement traditionnel. Mais tu te rends compte que quoi que tu fasses, c'est impossible, tu vois, apolitique c'est mort, parce que, pour t'expliquer, plus les gens descendaient en nombre, plus bah mathématiquement t'avais soit une proportion de bah je sais pas moi soit extrême gauche soit extrême droite ou... pour les plus déterminés de toute façon qui restent c'est souvent dans cette catégorie là j'te dis c'est des gens qui sont comme moi, on vote pas et tout parce qu'on croit pas dans le système etc, d'ailleurs on pourra en parler aussi. Mais... parce que après faut savoir qu'après les GJ je me suis retrouvé pour faire, bon ça c'est un truc personnel qui n'a rien à voir avec les GJ mais je te le dis quand même, mais je me suis retrouvé à faire l'élection de la municipalité de ma petite commune quoi

L : D'accord, ah ouais c'est un revirement qui est intéressant !

F : Bah un revirement intéressant mais en fait, alors je peux te dire que ça a été un sacré, une sacrée gymnastique parce que moi j'étais respecté sur le terrain, respecté en tant qu'admin, mais en plus respecté en tant que « déter », parce que voilà après j'suis parti avec d'autres groupes, en fait comme, pour t'expliquer, pendant les un ans, j'étais plus ou moins aux yeux des autres leader on va dire, et après plus ça s'est dé... j'me suis détaché du département, j'ai fait des manifs à Nantes, à Rennes etc, et après je parlais plus qu'au nom de ma propre personne, j'disais bon ce week-end je vais à tel endroit, mais... sans... y avait pas, c'était pas mis sur les groupes c'était mon profil personnel, donc en fait ça me permettait de pouvoir faire, moi ... mon truc parce que comme je t'ai dit, quand les gens ils me suivaient, même si y avait pas de leader, j'ai une conscience et je me voyais faire certains trucs que j'aurais voulu faire, avec des gens qui m'auraient suivi, et qui auraient pas leur place à faire ça. Ut vois ce que je veux dire ?

L : oui je vois bien oui

F : pourtant y avait pas vraiment de responsabilité, c'est ce que je répétais tout le temps, mais au fond de moi je savais que si je disais un truc ils feraient pareil donc heu... j'ai pas pris la responsabilité du truc et après quand je me suis détaché plus ou moins des gens je me suis retrouvé dans des ... voilà, dans des devant de manifs avec des gens, t'imagines bien... voilà, des plus déterminés, et pour te dire quand j'ai rebasculé pour faire élections municipales d'un village de 3000 habitants.... Là les gens ils sont [inintelligible] parce que là du coup pas le choix de passer par les médias traditionnels tu vois, ouest France tout ça, j'avais fait plein d'articles ouest France pendant les gilets jaunes, mais je leur avais dit « pas de photo, vous me prenez jamais en photo ». Les gens savaient que c'était moi parce que mes potes ils me disaient « tiens Fabien c'est toi ça ! », après... mais ils... je leur disais mettez Fabien si vous voulez mais c'est tout quoi.

L : Et là

F : Et là par contre les municipales là t'es obligé de t'afficher, machin etc, et du coup c'était... y en a qui ont compris, parce que je leur ai dit, et pourtant même moi franchement même moi dans ma tête je me disais « t'es schizophrène, fun t'as un problème psychologique parce que... du départ où t'avais commencé à en arriver à ça ! » je me disais mais « Fabien... » mais en fin de compte c'est bah du coup mon ex compagne qui m'a dit : « t'as tout essayé Fabien. T'as essayé les GJ, t'as lancé des blocages, t'as fait des manifestations hors, hors cadre, t'as fait des manifestations avec les groupes heu les plus déterminés de France... t'as tout essayé, essaye de faire en tant que... comme eux ils font ! La politique ! Ils arrivent à le faire alors il faut... ». Alors moi je m'étais toujours dit : il faut s'intégrer, il faut faire pareil qu'eux pour qu'on prenne au sérieux mais à côté de ça, déjà bah certains

aujourd'hui y a une telle défiance envers les politiques que c'est quasi impossible de le faire, et en plus de ça, heu... malheureusement vu que tu, moi je pars toujours du principe que je combats pas des gens quoi, quand je fais ça, je combats un système, parce que y a des, c'est le système qu'il faut changer. Si t'es dans le système tu pourras pas le changer. Mais après on m'a dit « ouais mais Fabien y a que e faisant partie du système qu'on le change », et puis bah du coup plus t'augmentes, bah t'es maire de ton village, t'es dans la communauté de commune, parce que moi c'était mes objectifs, j'avais.... Moi je me... je m'étais mis, ma partie c'était sur l'écologie, et je m'étais mis adjoint du maire, et du coup je m'étais dis voilà : ouais mais si je veux changer les trucs faut aller à la com-com machin et tout, et en tant que citoyen ils en ont rien à foutre de ta gueule, du coup j'ai bah il faut que je passe dans le... il faut que je sois respecté de leur manière à eux on va dire

L : Dans le canal classique quoi

F : Mais bon c'était le bordel et puis bah heu... la plupart ont compris et puis les gens pouvaient pas me traiter de traître parce qu'ils savaient que je m'étais tellement impliqué avant que de toute façon j'étais proche d'eux. Je pouvais pas parce que j'étais tellement... voilà j'étais tellement mouillé jusqu'au cou pour te dire que... ça pouvait pas. Donc ils me faisaient confiance, mais après je pense que y en a qui ont pas compris, bon après on a fait d'autres choses ça c'est un détail, mais tu vois pour te dire que... même un ... pourtant moi si tu m'avais dit que je ferai ça au départ des GJ j'aurais dit « c'est impossible ».

L : ouais mais finalement voilà tu as essayé...

F : Malheureusement en fait moi ce qui m'a arrêté dans les manifs c'est que plus on perdait du monde bah forcément la pression elle était plus de notre côté mais du côté des policiers donc soit on se faisait défoncer soit on se faisait embarqué, soit c'était gazé, et puis personne bougeait un petit doigt ou quelques déterminés qui finissaient tous par se faire embarquer, en fait au final tu te rends compte que c'est toujours les mêmes qui prennent et puis les autres du coup ils ont déserté le mouvement et y a plus personne. Donc déjà, le fait de dire, parce que ça c'est qqc aussi, c'est que, quand tu parles, y en a qui ont tout perdu, et qui voient que les gens s'en foutent, faut savoir que nous on a été énormément critiqué comme mouvement ! Y a pas un mouvement de toute ma vie j'ai connu qui a été critiqué comme nous... au niveau pression médiatique on a tout eu, moi j'ai suivi des mouvements, aucun mouvements n'a vécu ça ! On a heu... tout eu. Toutes les manipulations que tu peux avoir, parce que moi j'appelle ça des manipulations, parce que après au final y a des gens tu vois... des commerçants quand on faisait nos manifs, on s'est retrouvés en ville, bah les commerçants travaillaient pas. Donc les médias traditionnels disaient : « ouais à cause des gilets jaunes... » donc on avait tout ce truc là. Et moi j'ai vu des commerçants venir nous écrire sur Colère en nous disant « franchement je suis désolé, moi j'étais le premier à dire ça bah je regrette parce que maintenant avec le coronavirus, c'est l'état qui nous a bloqué pendant des mois, tout le monde nous abandonne. Et au final quand vous vous battiez, certes vous nous bloquiez, mais... ». Moi j'arrêtais pas de dire aux gens pendant les GJ, ceux qui du moins étaient contre nous, parce que tu peux comprendre, les gens, la manière de procéder leur plait pas, ou y a quelque chose il sont pas tellement in.. ça c'est normal ! On est en démocratie j'veux dire, heureusement que on est pas en Corée ou tout le monde pense la même chose sinon voilà. Enfin ils aimeraient qu'on soit comme ça mais heureusement on est pas comme ça. Sauf que le problème c'est qu'il y a eu aussi des, des attaques vraiment, totalement gratuites du, du, des ... des clichés de cassos, de chômeurs, de... on a tout eu avec les GJ. Et après quand t'as des retours comme ça tu te dis « bah ouais ! » et en plus moi je faisais que de dire aux gens : « après les GJ y aura plus rien, c'est le dernier ! » parce que moi je sentais le truc et je sentais que c'était le dernier moment, parce que comment que ça tourne en France, je te dis, soit on fait une vraie révolution ou du moins le peuple se réunit, ou soit ça finit en guerre civile, parce que nous on est pas un peuple patriotique, heu tout le monde se fout de la gueule de tout le monde, et on va... à part s'autodétruire on va pas s'unir ! Tu vois. On est pas des peuples comme la Tunisie ou on peut les

critiquer sur d'autres trucs, mais ils ont une solidarité que nous en France tu trouves pas, à l'échelon national. Du coup moi je te dis, attention parce que moi on me prenait pour un pessimiste, mais je leur ai dit je peux vous assurer que quand... la prochaine fois ça tournera à la guerre civile. Quand tu vois tout ce que... du coup je pouvais même pas anticiper le coronavirus et tout, quand tu vois tout ce qui s'est passé après, alors que j'avais même pas imaginé d'inclure un virus dans le logiciel tu vois, même ça, honnêtement, avec les problèmes de daesh, les problèmes de quartier, tous les problèmes qu'on a en France je savais que de toute façon si on... si... j'sais pas... c'est une guerre civile à tous les coups. Parce qu'aux prochaines élections présidentielles en France ce sera le chaos hein. Moi je... les gens l'ont pas cru et après on a des retours « ouais putain on aurait du vous écouter », parce que bah oui c'est vrai que ça fait mal, moi franchement ça me faisait chier aussi, j'étais au chômage... y en a qui bossaient, qui passaient leurs heures avec nous, à bloquer... bah ouais mais, tu perds des thunes. Moi j'avais des potes qui étaient artisans, qui... faisaient pas tourner la boutique, qui venaient avec nous, mais à côté de ça aujourd'hui maintenant ils sont coincés, mais tu vois ils se disent « au moins moi j'ai fait des choses ».

L : ouais

F : Heu... on pouvait rien faire de plus on a tout essayé, c'est maintenant aux gens de s'en prendre qu'à eux mêmes. Mais le problème c'est que les gens ils s'en foutent, et qu'ils vont attendre de vraiment avoir... en France moi je le savais, je savais que tant qu'ils ont pas perdu, et encore, parce là ils ont déjà tout perdu pour certains...

L : Pour beaucoup oui

F : heu y a pas de.. de, y a pas de crise de feu comme j'appelle, mais parce que voilà, y a encore trop de trucs qui les empêchent de le faire, mais... Malheureusement, après le problème c'est que quand ils ont tout perdu ils vont faire ce qu'il faut faire, mais c'est trop tard t'as plus rien ! Et ça les gens t'as beau leur expliquer heu... on te dit « bah oui c'est vrai », bah c'est quand même pas... faut pas avoir un bac pour comprendre ça quoi j'veux dire ! T'attends pas d'être foutu pour réagir normalement !

L : ouais

F : malheureusement voilà quoi, les gens quand on bloquait le rond point : « ouais putain tu me fais perdre 5 minutes, putain, faut que je rentre chez moi, je viens de finir ma semaine vous vous êtes des fainnants », bah attends on est des fainnants on... il pleut on est dehors, tu crois vraiment qu'on a que ça à foutre, qu'on fait ça par plaisir ? Et pour 5 minutes de leur temps tu vois. Donc quand t'entends des réflexions comme ça tu sais qu'il y a un boulot qui est énorme à faire. C'est même pas une question de révolution ou quoi, c'est une question de révolution des consciences on va dire. Qui se fait même pas chez nous quoi.

L : et ouais c'est intéressant ce que tu disais, ya peut être aussi une question de la solidarité nationale qu'on a pas vraiment en France et du coup c'est ça qui fait que ça prend difficilement ou que ça prend des formes différentes...

F : bah oui ! Et malheureusement... malheureusement tu vois chez nous quand tu parles de patriotisme et de politique, tu vois bon bah pour beaucoup, c'est front national etc etc. Parce que eux ils ont, voilà une idéologie de la France etc. Mais si t'enlevais à leur programme, ou du moins à leurs paroles tout ce qui est raciste en fait, y aurait pas de problème ! En vrai, si tu regardes. Parce que... ou à part peut être, on peut partir aussi sur les économies mais je veux dire c'est... de base le le patriotisme ça a rien de raciste ! C'est les médias qui ont fait ça pour... moi je défendrai jamais le front national, mais là je suis obligé de le défendre dans le sens où... parce que la manipulation elle est la

même pour l'extrême gauche. C'est à dire que ils ont fait voir le patriotisme dans un sens raciste, mais ça c'est le racisme qui venait du front national. Le racisme il doit pas... moi j'aime mon pays la France, et j'peux te dire que je suis patriote, mais si par exemple quelqu'un d'autre le dirait, on dirait « ouais lui il est peut être raciste ! ». Mais attends, tu vas dans un autre pays, ils aiment leur pays mais personne leur dit, même leurs médias du pays ne dit pas que c'est raciste.

Nous on a un énorme problème avec les médias ! Si déjà ils étaient plus là, on aurait mais quasiment.. voilà. Tant qu'ils seront là... franchement, au moins pour ceux qui font ce boulot là quoi, parce que... c'est pas une question de, parce que y en a encore qui vont être là « oui, vos complots des médias, vos trucs » mais là c'est vraiment moi je te fais voir toujours des faits quand je parle, quand tu parles quand tu parles par exemple du patriotisme, y a, si c'est ancré comme ça dans la tête des gens c'est parce que c'est les médias qui leur parlent et nous... et ben normalement si tu te balades avec un drapeau français, « j'aime mon pays et tout », aujourd'hui, tu peux être vu comme un raciste, tu vois. Pour une certaine population de France ou autre. Tu vois ça veut dire que quand même ils ont réussi à relier la partie raciste avec le patriotisme, ça n'a rien de raciste tu vois. Et ben, j'veux dire normalement c'est parce que t'aimes ton pays, heu... tes coutumes, ta langue, ton histoire enfin voilà, le truc de base qui paraît à peu près normal pour un être humain... pas chez nous. Et à cause de qui ? Moi je te dis, ça peut être qu'à cause des médias. Parce que c'est pas les politiques, du moins à part le front national qui font ce jeu là, aucun autre parti ne fait ce jeu la hein. Donc j'l'explique que comme ça. Et en fait c'est ça qui, c'est vraiment une des choses les plus importantes parce que du coup c'est ça qui casse toute l'unité tu vois. c'est, voilà, c'est mort, c'est brisé parce que du coup par exemple pour les banlieues, pourquoi les banlieues elles se sont jamais bougées, elles sont jamais vraiment réveillées, même pas du tout. Moi je peux pas dire qu'il y en a aucun parce que des gens de quartiers y en avait qui étaient avec nous, on peut pas leur jeter la pierre mais ils auraient pu se réveiller. Et... et moi je parlais avec des gens qui sont, par exemple pour donner un exemple moi je parlais avec un maire, enfin il était adjoint du maire [d'une ville populaire], lui je sais pas si tu vois qui c'est, il est... il est... il est éducateur spé dans son quartier, il a fait du rap, il en fait encore, fin tu vois c'est quelqu'un un peu comme moi mais en plus grand, on va dire voilà. Et puis ben je lui ai dit, « pourquoi vous vous bougez pas avec nous, regardez les médias ils vous pourrissent la gueule tout le temps, vous êtes toujours seuls ». alors je peux comprendre parce que malheureusement, quand t'es seul dans un mouvement et qu'on t'aide pas, ça déclenche chez les gens une rancoeur, par exemple, nous, dans le mouvement des GJ, au tout départ, on devait je m'en rappelle tenir quatre jours, jusqu'à temps que les routiers prennent le relais, dans le tout début du mouvement. Et en fait ils sont pas venus.

L : les routiers ?

F : ouais, t'en a qui ont joué le jeu machin mais ils sont jamais venus quasiment, ils ont jamais fait le réel blocage comme ils auraient fait, comme y a eu en 68 ou... d'ailleurs c'est ce qui a engendré, c'est ce qui a pu faire que ils ont fait ça. Mais là, parce que y a eu des manif de leurs syndicats, ils se sont fait baiser les routiers ils y peuvent rien parce qu'ils ont suivi leurs conventions etc mais, mais chez les gens moi je l'ai entendu « putain les routiers merde », et ben si en fait, et ben la prochaine fois y a une manif des routiers, les gens vont pas les aider. Tu vois c'est ça que je voulais en venir pour les gens de quartier. Eux ils se sont senti tellement abandonnés pendant des années que du coup, je savais qu'ils allaient pas se bouger, mais moi je savais que c'était la dernière chose pour la France, j'étais même persuadé que, voilà ? J'ai dit : « bougez parce que déjà, ça cassera le préjugé de... ouais les gens de banlieues machin ils cassent tout le temps etc », et là tu peux retrouver des gens qui sont, eux les GJ qui ont 40 ans dans les banlieues hein, vraiment les gens de campagne parce qu'il faut savoir que, les gens, ce qui arrive aux gens de classe populaire dans les quartiers etc, le niveau de vie baisse, donc toi t'es classe moyenne en campagne, et ben t'es le prochain qui va vivre la même chose que... t'auras plus de boulot, tu vas toucher la même chose, tu vas arriver au même point que le gars de campagne. Fin que le gars de quartier. Mais du coup, ils sont... comme les communautés, un peu comme les gens du voyage etc, c'est le communautarisme un peu qui fait ça. Du coup je lui ai dit

« bouge toi, bouge les, ça va casser l'opinion des gens de notre campagne »... je lui ai dit ! Dans les GJ y a beaucoup de campagnards, ils entendaient des trucs sur les gens de quartiers, mais j'ai dit, c'est le moment de se faire bien voir en fait.

L : ouais de changer.

F : fin tu vois, tout le monde sur un mouvement comme ça si les banlieues s'étaient réveillées... même si ils avaient tout cramé tout ça hein. Même si tu cautionnais pas, le fait d'être ensemble, ça aurait eu un impact sur les GJ, qui étaient plutôt d'un milieu rural. Ça aurait été énorme ! Ils ont eu un... changement d'idées dans leur tête, parce que peut-être ils côtoyaient des gens comme moi etc, mais ils ont pas eu le...

[Le micro s'arrête de fonctionner, on se déconnecte et se reconnecte].

F : c'est pratique la langue des signes !

L : ouais c'est clair. Je sais pas y a eu un bug, ça a coupé.

F : du coup je te disais, ils ont pas eu le soutien qu'ils attendaient, donc ça a créé une rancœur donc c'était vraiment... parce que le prochain coup y aura aussi le plus des banlieues, elles seront toutes seules comme d'habitude, les médias ils vont jouer le même rôle que d'habitude, et les gens ils auraient pu les soutenir à ce moment là, ils vont se dire quoi : « ouais mais ils sont jamais venus nous soutenir, de toute façon c'est toujours pour leur gueule », ils vont être absorbés par un discours en masse des médias, et on y arrivera jamais quoi, et c'était pour moi le dernier moment, fin vraiment le truc où on pouvait associer, fin vraiment banlieues et campagne. Parce qu'après quand on s'est retrouvés dans les grandes villes y avait des citadins, mais je dirais plutôt des citadins, pas des banlieusards tu vois. Des gens de ville, mais pas de quartiers populaires. Donc ça suffisait pas, clairement. Et ça franchement en France honnêtement moi j'ai tout essayé. Je vois pas comment faire, à part si... si je pouvais le faire, je débrancherais BFM, fin je leur couperais les réseaux, et là on crée des radios ou vraiment comme entant de guerre, mais même avec les réseaux parce qu'on a une puissance tu vois... c'est ça qui est... tu vois j'ai la mère de mon copain qui me disait ça : « je comprends pas comment ça se fait que vous avez pas réussi avec la puissance des réseaux », parce que tu sais les anciens ils sont moins sur les réseaux et tout, mais non je veux dire regarde dans les révolutions populaires dans les autres pays, c'est des pays déjà plus pauvres, et ils passent pas par les réseaux. Et c'est pays généralement où ils sont très surveillés sur les réseaux. Ils sont des millions. Donc ça veut dire que là c'est vraiment une question de solidarité, et ça moi j'en suis arrivé parce que dans les études des pays que j'ai vus ils sont très solitaires dans les, solidaires pardon dans les révolutions, ils sont très patriotiques et je peux pas discerner l'un de l'autre. Pour moi, si on récupère un patriotisme, mais malheureusement le seul qu'on nous propose en France, il est de Le Pen. Mais comme je t'ai dit t'as des idées qui paraissent totalement normales fin, tu vois... mais eux ils s'en servent pour une division aussi, et en plus pour un... c'est ça tu vois, c'est dommage parce que malheureusement à part certains comme par exemple à l'époque heu... comment il s'appelait lui... Arnaud ! Heu non pas Arnaud, je me rappelle plus bien... enfin qui avait fait le made in France tout ça, qui était parti dans les entreprises qui avait je sais plus quoi là... il était ministre de je sais plus quoi à l'époque...

L : à quel moment ? Je vois pas...

F : mais du coup dans les autres partis t'as pas ce côté là de récupérer vraiment heu.. parce que je sais pas mais je pense que c'est ça, tu vois. Parce que en fait je pense que du coup nous on est un pays, on a de la chance quand même, parce que on est très multiculturels. On est beaucoup, et on peut dire qu'on s'entend quand même plus ou moins même si... parce qu'il y a d'autres pays ça serait impossible de faire ce qu'on fait en France. Mais... ça vit quand même en communautarismes, parce que

même si tu vas en banlieues, ou même à Paris j'y allais souvent etc, tu vas avoir le quartier chinois, tu vas avoir des quartiers, plutôt africains, antillais etc, mais... ça se cohabite plus ou moins bien on va dire quand tu vois le nombre de personnes entassées dans des conditions même si... parce que... c'est chaud dans les quartiers c'est pas tout le monde, c'est une minorité. Mais par contre, si chacun heu... tu vois vas voir des algériens en France, ils vont vivre, par exemple pour les anciens ils vont respecter carrément la France, mais que la génération d'après. Parce que tu vois par exemple pour les portugais ou des algériens qui sont arrivés après la guerre, ils avaient pas la même mentalité que les plus jeunes. Et ça ils... heu... ils vont pas perdre leur culture, ce qui est normal et bien aussi parce que c'est pas parce que tu vis dans un pays... moi je suis pas né en France, j'ai été adopté par exemple, mais heu depuis tout bébé mais si tu veux mon pays ça reste la France mais j'ai pas oublié mon pays ma culture etc, ça t'empêche... mais tu vois, le problème c'est que, ils vivent bien, ou pas bien pour certains, en France, mais ils sont plus attachés à leur culture que à la notre. Et du coup tu vois, ils vont peut être pas se sentir concernés, tu vois en fait, je pense que... tu dois pouvoir avoir quand t'as deux cultures, parce que moi par exemple, même si ma culture dominante c'est plus la France parce que j'ai passé, 99,9 % de ma vie en France donc... mais tu dois pouvoir, ça doit se faire mais je fait je pense que c'est ça qui pose un problème. Mais ça tu pourras jamais le dire !

L : bah oui, mais en même temps c'est inévitable que..

F : mais c'est pas raciste ! En même temps, tu vois dans les médias traditionnels tu te ferais traiter de raciste. C'est pour ça que nous les gens m'écoutent beaucoup parce que moi je peux tout dire. Personne peut me traiter de raciste. Nan mais sérieusement parce que, les gens qui me connaissent bien savent que je suis quelqu'un qui est de campagne, en plus qui a toujours été en France etc, donc ils peuvent pas me dire les clichés qu'on pourrait envoyer à certains par exemple, des gens qui seraient euh... de bons lieux alors qui sont en plus nés en France eux alors que moi c'est pas mon cas mais... tu vois ce que je veux dire, et de l'autre... des gens qui diraient « ouais mais toi tu dis ça t'es un raciste machin », moi je parle avec des amis, des gens qui viennent de quartier et tout ça, quand je leur dis ça ou quand je dis certains trucs, ils l'entendent, mais ils pourraient pas l'entendre avec certains autres. Donc tu vois ça veut dire qu'il y a quand même quelque chose qui est... qui a été mis dans l'inconscient des gens tu vois, et tant qu'on aura ce truc là on a... je sais même pas si je retournerais dans la rue parce qu'on y arrivera pas, on va... pour moi on y arrivera pas, c'est...

L : et du coup là aujourd'hui... du coup le mouvement des gilets jaunes c'est quoi pour toi aujourd'hui et où est-ce que toi tu te situes aujourd'hui par rapport à ce mouvement à du coup maintenant ?

F : bah le mouvement des gilets jaunes pour moi il est toujours le même, sauf que il attend. Alors après t'as des gens... tu vois comme je te disais on était 30000 à l'époque maintenant on est 24000, ben dans les GJ on va dire c'est à peu près le même chose que dans Colère. Y en a qui sont heu, pour euh ceux qui étaient plus heu... dedans bah hop ils sont devenus une passion de journalisme, ils vont faire un truc journaliste indépendant, ils seront toujours à suivre les choses, et peut être que du coup ils n'auront peut-être plus envie la prochaine fois qu'il y aura un truc de les réorganiser tu vois, ou de se remettre vraiment... y en a d'autres bah ils vont être plus tournés vers la politique, vers leur politique, peut être y en a ils étaient pas adhérents ils sont devenus adhérents, y en a d'autres qui sont comme moi, qui resteront GJ, qui ont exactement la même idéologie, qui savent que pour l'instant c'est plus le moment mais qui y retourneront quand ça sera le bon moment... y en a qui ont..... bah je peux même pas dire, on va dire y en a qui sont endurcis, qui sont... alors parce que j'allais sortir radicalisés là je me suis dit « Fabien tu regardes trop BFM TV [rires] »

L : c'est pas le bon terme [rires]

F : et puis y en a qui sont passés, qui sont toujours dans les combats mais du coup ils vont se greffer à chaque combat tu vois. Au lieu que... c'est pas spécialement la cause de base, t'en as d'autres qui

sont toujours pareils, y en a qui tiennent des blogs, y en a qui tiennent des groupes, y en a qui... y en a qui ont, qui avaient comme moi su que j'avais un peu plus, beaucoup la fibre politique et beaucoup la fibre écologique et qui du coup vont se passionner pour leurs trucs et qui... parce que ça a vraiment fait changer énormément de choses. Y en a par exemple moi j'en connais qui ont changé complètement de mode de vie quoi. Ils ont dit « non moi je peux plus vivre dans une maison, c'est plus ça ma vie », enfin ils ont complètement... voilà ils se sont dit « nan ». et après c'est vraiment, et ça si on avait fait ça à l'échelle nationale, là on aurait gagné tu vois. On aurait sûrement pas changer les lois, on aurait sûrement... mais c'est à dire que à si on avait fait ça à l'échelle nationale, quand y a eu le coronavirus, quand on nous a dit toutes les conneries, parce que on peut dire ce qu'on veut, mais... évidemment que ça fait des morts machin etc, mais quand tu vois les conneries qu'on a ramassées, tellement ! Moi je m'y suis pas trop intéressé parce que... entre temps j'ai perdu ma petite sœur dans un accident de la route donc... il a fallu que je me mettes dans un autre combat judiciaire. C'est pour ça que là en fait, j'ai fait un entretien avec toi mais du coup j'suis... dans Colère je parle avec des gars très peu, beaucoup moins qu'avant.

L : bah oui normal

F : parce que là j'ai passé... 6 mois, 8 mois à m'occuper de ça, et encore je suis encore dedans d'ailleurs... mais heu j'essaie de commencer à reprendre mes activités d'avant, parce que j'avais plein de groupes, mais forcément tu te doutes bien que... que y avait des priorités

L : bah oui

F : mais du coup heu... voilà ça a changé beaucoup de trucs, pour les gens, mais... le mouvement des GJ ouais il va ressortir, parce que les gens ils ont pas changé, y en a qui ont jamais laissé tomber aussi, c'est pareil, qui sont toujours, qui étaient là on en a entendu parler parce que ils sont peut être 10 au rond point, moi je sais que ceux qui étaient avec nous y en a qui ont jamais rien lâché. Surtout les week end, et ça évidemment les médias traditionnels, c'est pour ça que c'est... si tu casses pas on parle pas de toi, donc bah pour ces gens là on parlera pas d'eux, et puis en plus si t'es moins nombreux encore moins, fin tu vois... c'est un cercle vicieux qui fait que tu... bon, et alors en fait le seul truc pour leur faire peur sans vraiment casser et pour que tout le monde content, c'est-à-dire que ben... y ait pas même les plus durs soient obligés de cassés, il faudrait qu'il y ait des millions de personnes dans la rue. Parce que là, même face à, voilà, sur n'importe quelle révolution, tu vois des millions de personnes face aux CRS, là personne ne tire, personne ne... ils peuvent pas, parce que ils peuvent pas, ils sont équipés et tout mais ils peuvent pas quand c'est des millions et des millions de personnes c'est impossible. Bon voilà.

L : Ok, bon ouais je sais pas si tu as autres chose en tête, d'autre chose que tu voudrais aborder ?

F : Nan bah c'est déjà pas mal j'ai déjà dit plein de choses, bon courage pour t'y retrouver !

L : ahah merci, en tous cas merci à toi pour tout ça c'est intéressant

F : et bah de rien, merci à toi

Annexe 25 : Retranscription partielle - Julien

Nom	Julien
Âge	33 ans
Date	18 décembre 2020
Modalité	Visioconférence
Durée	1H10

I – Le mouvement des gilets jaunes

1 – Comment pourriez-vous définir brièvement le mouvement des GJ ? Quel(s) dénominateur(s) commun(s) ?

C'est quoi le mouvement des gilets jaunes ? Il revient directement sur le 17 novembre 2018 : « *Enfin ! C'est ce qu'on a tous attendu. On en parlait tous, dans les discussions de fin de bar... on était déjà d'accord sur des sujets de société, alors pourquoi rien ne se passe ? Et là, ENFIN, les gens se réveillent* ». → Le 17 novembre (début des GJ) a représenté un accomplissement, un soulagement. « *Ça a été beaucoup de préparation, de tractage... Et il y avait beaucoup de monde, c'était surprenant* ». Accomplissement de sortir dans la rue, « *donner du crédit au désespoir* ». « *Scène surréaliste* ».

Il revient également sur la diversité du mouvement : c'était un mouvement fédérateur, qui a réuni des horizons différents. « *On n'est pas le prolétariat, on est le peuple !* » → critique en sous-texte du militantisme traditionnel marxiste, avec l'opposition prolétariat/bourgeoisie. Les GJ n'ont pas été un soulèvement du prolétariat, mais un soulèvement du peuple dans son ensemble, toutes classes sociales confondues (ou presque...). Positif pour lui car c'est la « vraie » démocratie : « *+ de Demos, - de Kratos* ».

Récurrence de la question de l'image, de la visibilité du mouvement, de son traitement par les médias.

Problématique du mouvement : Pour lui, au moins au début, la problématique du mouvement était son absence de structure : « *le 17, c'était Woodstock. L'accomplissement, c'était d'aller au rond point et d'y rester. Mais du coup c'est devenu Woodstock : sexe, drogue, bagarres...* ». **Corporatisme jaune**. Il mentionne l'enthousiasme des débuts, rapidement suivi par un moment de flottement : « *maintenant on fait quoi ?* ». Ils tenaient un rond point sur lequel ils étaient installés, mais ne savaient plus quoi faire une fois l'occupation maintenue.

« *Je faisais la police sur les ronds points* ». Il se sentait un peu investi du rôle de leader (même s'il préfère le terme d'« initiateur d'idées »). « *J'avais amené des gens sur le rond-point, j'étais un peu à l'initiative du blocage, du coup je me sentais responsable des gens que j'avais amenés là* ».

Les objectifs du mouvement : Objectif de « *faire vaciller le système, pour faire advenir un nouveau système issu d'un dogme populaire* ». « *Le combat c'est de dégager le système politique/politicien, de faire advenir une démocratie de cité* ». « *Au début on reproduisait la société sur les ronds-points* » → Les ronds-points ont été une reproduction microscopique de la société idéalisée, démocratique (au sens de la démocratie de cité telle qu'il l'entend). Il y a un peu l'idée de « *si ça a été possible pour nous de fonctionner comme ça sur un rond-point, ça doit l'être dans la société entière* ».

Il revient sur son vécu subjectif, notamment en lien avec sa place de « leader ». Dégoût d'être mis à cette place. Je le questionne sur les raisons qui ont pu faire qu'il s'est retrouvé à cette place : « *j'étais sur le terrain, instigateur de manif et tout* ». Il a fait beaucoup de démarches vis-à-vis des préfetures, pour déclarer les manifestation etc. De manière latente, on voit qu'il gardait aussi un certain contrôle

sur la situation (« *Je faisais la police sur les ronds-points* », limiter les débordements pour pas donner une mauvaise image du mouvement).

La question du « leadership » amène la question de la représentation. Il a rencontré Marlène Schiappa : les RG l'ont appelé pour lui proposer cette rencontre, Marlène Schiappa voulait voir les « responsable locaux », et lui a été contacté en tant que tel du fait de ses démarches avec la préf. Lors de la rencontre avec la ministre, ils étaient plusieurs « responsables locaux », plusieurs gilets jaunes de différentes régions qui avaient initié des manifestations. Les autres se sont présentés en tant que représentants des GJ de telle ou telle région. Lui a dit qu'il ne représentait personne. → Refus de la représentativité (qui va de paire avec son refus de sa place de leader). On sent une certaine ambivalence sur cette question, une dialectique subjective autour des questions de représentations/leadership/image/visibilité. À la fois il initie des actions, se sent responsable des gens qu'il a amenés ici, mais en même il rejette cette place de leader. À la fois il « fait la police », et en même temps il met en avant l'idée que chacun est responsable de ses actes.

Il mentionne ce qu'il appelle la « *déontologie gilet jaune* » : – importance d'être apolitique ; – quand on se fait interviewer, on filme en plus pour éviter la décontextualisation des propos ; – plus de place à la langue de bois ; – plus de place à l'interprétation ; – « *on laisse pas son prochain dans la merde, on est solidaire et on empêche les interpellations* ». De son côté, il a été plusieurs fois en garde à vue. Interdit de manifestation dans le département. Il a failli aller en prison (procès).

Liens théoriques avec d'autres catégories militantes : Récurrence des termes d'autonomie et d'autogestion. Sympathie envers les Blacks Blocs (→ les autonomes) : « *leurs tags sont réfléchis, ils ne cassent pas n'importe quoi* ». Certains GJ qui n'étaient pas « politisés » avant le mouvement se sont construit un appareil théorique politique au fil des rencontres dans le mouvement, et notamment auprès des autonomes qui ont rapidement créé des liens avec le mouvement.

Retour sur la place de « leader », + question de l'organisation : organisation de manifestations régionales : « *on s'est dit, chaque samedi il se passe quelque chose dans chaque ville. Mais bon à [ville] ils sont 40 chaque samedi. L'objectif c'était de se réunir pour pas faire 2000 dans une ville et 40 dans l'autre. Donc on a fait des manifestations régionales* ». → Organisation interdépartementale pour générer de plus gros cortèges, plutôt que se diviser entre les chefs-lieux. Lui a été nommé rapporteur du département. Le rapporteur doit faire passer le mot à toutes les organisations du département si il y a une manifestation gilet jaune prévue dans la ville du département. On retrouve l'ambivalence de la question de la représentation et du leadership.

Le rapport avec les différents courants politiques : importance pour lui de la notion d'apolitique : il y a une incompatibilité avec tous les partis. Notion de système : les partis politiques actuels font partie du système. Comme le mouvement des gilets jaunes veut se défaire de ce système, les partis politiques sont incompatibles.

4 – Existe-t-il des représentants des GJ ? Que pensez-vous des tentatives de représentation par des personnes comme Ingrid Levavasseur ou Jacline Mouraud ?

Représentation : existe-t-il des représentants GJ ? Que penser des tentatives dans ce sens (Jacline Mouraud, Ingrid Levavasseur...) ? « *Je ne prends pas ça comme une trahison [Dénégation?]. Je comprends que certains le voient comme une trahison mais pas moi. Mais je trouve ça contreproductif. On ne peut pas fonctionner dans un système qu'on dénonce. Quand c'était au début je comprends, mais là au bout de deux ans avec les mutilés et tout, c'est incompatible* ».

Il fait le lien avec une « infiltration » : « *J'ai repéré des infiltrés de haut niveau, des infiltrés du gouvernement. Je les avais repérés vite, avec mes équipes* » (signifiant « mes équipes » = très parlant quant à l'ambivalence face au leadership).

« Ces gens là [mouraud etc], pour moi c'est voué à l'échec car ils sont dans le système. C'est différent avec Eric Drouet car lui avait dit qu'il se ferait élire pour faire fermer l'Élysée ». Il y a donc plus de sympathie envers certains « représentants » qu'envers d'autres, selon les projets et volontés de chacun. Pour lui, il faut passer à une 6ème République.

Sur Ingrid Levavasseur : « elle avait déjà fait de la politique avant » (pas de confiance possible car elle avait déjà « traîné dans le système »). Sur Jacline Mouraud : « c'est plus une bobo qui pousse un coup de gueule, ça marche, alors elle continue. Mais elle a vite craché dans la soupe. » → elle n'est pas représentative. « Elle parle peut être plus aux retraités, c'est une question de charisme ».

Concernant Jérôme Rodriguez, il est plus complaisant, même s'il reste un peu critique. Parle de représentativité médiatique dans son cas. « Il est contre l'injustice, il parle bien mais il est toujours mal accompagné, et assez malléable ». Lui a déjà discuté plusieurs fois avec Jérôme Rodriguez, il le connaît un peu, et il perçoit chez lui un mal-être profond. Il trouve qu'il est mal entouré, et notamment qu'« il s'est laissé embobiné par la France Insoumise ». Il regrette aussi son discours qu'il trouve trop versé dans la victimisation. Depuis qu'il a été blessé il se fait un peu martyr. « IL parle bien mais ça devient contreproductif ».

5 – Comment a évolué le mouvement ? Y a-t-il eu, selon vous, différentes phases durant le mouvement ?

Temporalité du mouvement (évolutions, différentes phases...) : « il y a eu un semblant de tournant, au moment du grand débat. Autant pour le mouvement que au niveau sociologique. Puis il y a eu une première vraie scission avec la question des élections ». Concernant le tournant du grand débat : lui trouve que le grand débat n'était pas une réponse politique appropriée. « Un mec [Emmanuel Macron] à qui l'on reproche tout, qui récupère ça, et qui derrière dit rien. Y a des milliers de français qui ont dit : « ok Mr Macron merci ». Après ça, on aurait dû tous sortir dans la rue ! Pour ceux qui étaient contre les GJ, ils disent « bon bah voilà il vous a répondu ». Donc ça divise le mouvement, il ne reste plus que des gens qui sont convaincus. C'est à ce moment là, c'est le moment charnière ou il passe toutes les lois liberticides. Mais en même temps c'est logique : personne ne s'est soulevé donc bah il continue ».

→ Les tournants du mouvement sont donc ceux où des fractures internes se sont fait ressentir (moments d'effondrement de l'illusion groupale?). Que ce soit le grand débat ou la question des élections, ce sont pour lui ces événements qui ont scandé la temporalité du mouvement.

6 – Qu'en est-il du mouvement des GJ aujourd'hui ? Et demain ?

Qu'en est-il du mouvement aujourd'hui ? « Les 20 gilets jaunes déter' qui restent le sont parce que socialement ils ont rien, c'est leur seule sociabilité les GJ. Ce qu'ils véhiculent comme idée c'est pas bon : ils veulent un SMIC à 1800 net par mois... mais bon ça on peut pas. Ils disent stop aux ultrariches et tout ça, mais c'est bête de dire ça, c'est un argumentaire qui fédère plus rien ». Le mouvement des gilets jaunes aujourd'hui n'est donc pour lui plus grand-chose, les seuls qui restent restent car ça leur permet de rester en contact, mais leurs revendications ne sont, pour lui, ni fondées ni fédératrices.

À la fin, il revient sur les liens GJ-autonomes. « Beaucoup d'anciens militants sont venus nous aider, nous inculquer une autonomie dans la réflexion. C'est important de remercier le côté humain de ces gens-là. Ils ont permis une coordination, une organisation des actions. Le futur va être compliqué, et heureusement qu'il y a ces militants là ».

Pour le futur : « Il faut que le peuple s'unisse. » → L'idéal insurrectionnel est donc encore présent, mais on sent un sentiment de désabusement. Il faudrait pour lui que tous s'unissent dans la lutte. Il

critique à cet égard le devoir de réserve de la police : pour lui, beaucoup de policiers sont d'accord avec les revendications GJ, mais ne peuvent pas le dire car ils sont tenus à la réserve. Il associe avec des souvenirs de manifestations où il a défendu des policiers qui étaient malmenés par des manifestants.

Désabusé aussi car il y a des contradictions : il raconte une scène en manifestation où la foule criait révolution devant la préfecture, mais ils restaient tous derrière la petite barrière en métal qui n'était même pas protégée par les forces de l'ordre. « *Les gens crient révolution mais en même temps quand il y a juste une pauvre barrière ils s'arrêtent et ne la dépasse pas* ».

Le côté fédérateur qu'avait eu le mouvement au début était intéressant pour lui. « *D'habitude, les retraités sont contre les zadistes. Et là ils ont pu discuter, échanger. Mais les retraités, c'est eux qu'on doit écouter ! Ils disaient « y a pas de marches, on prend des fourches et on va chercher sa tête ! ». Des fois c'était eux les plus déter' ».*

Annexe 26 : Retranscription partielle - Simon

Nom	Simon
Âge	26 ans
Date	09 février 2021
Modalité	Présentiel
Durée	1H30

I – Le mouvement des gilets jaunes dans son ensemble

Définition générale du mouvement :

– Un mouvement inédit :

« C'est un mouvement social assez **inédit** : c'est la non-étiquette qui manquait au mouvement politique émancipateur ». « ça s'inscrit dans une crise des syndicats, où les contre-pouvoirs traditionnels étaient inefficaces ».

→ idée première qu'il manquait quelque chose au mouvement contestataire. « Même des syndiqués ne s'y retrouvaient plus, c'était la guerre de chapelles ».

« mouvement large, ouvert à tout le monde, enfin tout le monde... pas aux dominants quoi ! »

« Remet une grosse dynamique de **lutte des classes** ». → Selon lui, les gens ne mettaient plus de sens au militantisme traditionnel, mais pour autant, « ils n'en ont pas plus rien à foutre ». Ce mouvement « réactive une **conscience de classe populaire** ». → on retrouve ici un héritage marxiste, pourtant absent voire rejeté explicitement dans le discours d'autres GJ.

– Méthodes de lutte inédites :

La dimension inédite du mouvement s'exprime également par les méthodes de lutte : importance de la notion de **bloquage**, en opposition à la grève qui est « certes un très bon moyen de rapport de force, mais le bloquage avant tout est encore mieux ». « Bloquer l'économie », et « reprendre l'espace duquel on est chassé ».

→ le bloquage ne permet donc pas seulement un rapport de force économique, mais également une réappropriation de l'espace public. Critique des syndicats qui vivent dans le passé, dont les modes de lutte ne sont plus appropriés au contexte actuel.

Importance de la solidarité : « Non dissociation entre ceux qui avaient des méthodes de lutte violentes et ceux qui n'en avaient pas » → Solidarité entre militants, qu'importent les méthodes.

Même pour les méthodes de lutte qui pré-existaient (*Black Bloc*, affrontements avec les forces de l'ordre, dégradations...), le mouvement des GJ a représenté une nouveauté : « Même [dans notre département] y avait des affrontements, c'était tout nouveau ». La nouveauté se situe donc également du côté de la généralisation des processus qui existaient déjà localement avant le mouvement. « Là ça vient de partout, de toutes les couches populaires du moins. C'est inédit car ça vient pas d'un secteur, comme avant ça pouvait venir des ouvrier.es, étudiant.es, des ZAD... mais c'est sûr qu'en soit y en avait partout autour de la planète, les piqueteros.as en Argentine etc ».

« Donc ouais, ça a bousculé beaucoup de traditions militantes et d'entre soi. »

Quelles revendications ? Quel(s) projet(s) politiques ?

– Une revendication peut en cacher d'autres : « C'est méprisant de se dire que c'est juste anti-taxe, parce qu'en fait on a pas tous la même conscientisation de la domination politique et tout. Donc quand les gens gueulent parce qu'on les étrangle, parce que y a une taxe, en fait ils gueulent contre la misère ». « C'est une colère sociale légitime, [...] c'est un vase qui déborde quoi ».

→ Pour Simon, même si le mouvement est né d'une colère contre une taxe en particulier, en fait derrière cette taxe c'est tout un système qui est critiqué, remis en question. C'est ce qu'il appelle le « système de domination ».

– La rencontre du mouvement des GJ avec d'autres mouvements militants : Certain.es militant.es étaient assez méprisants envers eux. Les syndicats aussi, même si « c'est pas très étonnant de leur part ». « Même au niveau [des militants] révolutionnaires ça a mis du temps, parce que bah ouais y avait des propos racistes, des propos sexistes, mais en fait oui y en a dans toute la société car ça nous traverse toutes et tous, mais est-ce que tu veux laisser la place aux fascistes de l'action françaises ? ».

→ Les GJ sont donc venu directement questionner des militants « révolutionnaires » (autonomes, anarchistes) : ils portaient un discours que Simon décrit comme « non-émancipé », c'est-à-dire reproduisant des formes de domination (racisme, sexisme). Donc la question s'est posé pour les « révolutionnaires » : est-ce qu'on s'en désolidarise (quitte à laisser la place aux « fascistes de l'action française »), ou bien est-ce qu'on travaille avec eux pour généraliser l'émancipation ?

– Thématique de la structure du mouvement : « ça s'est structuré très localement autour des ronds points, [...]. ça se réunit, ça se rencontre, et ça c'est un gros point des gilets jaunes c'est que ça a réunit des gens qui étaient très isolés socialement ». « Ça s'est structuré **horizontalement**, même si forcément ça reproduit parfois un peu le truc des petits chefs etc ».

→ Importance pour lui de la notion d'horizontalité, et donc apparition de la dialectique horizontal/vertical. Regret qu'il y ait eu des personnes qui ont pris la place de chef, de leader, même s'il comprend l'avantage organisationnel que cela a pu représenter.

Des assemblées se sont faites. Beaucoup d'organisation anti-répression. Aussi, perspective de « fédéralisme », avec la mise en place d'une assemblée des assemblée : « on part de la base, horizontalement, on mandate des gens sur des décisions collectives, en essayant de pas faire des votes mais plutôt du consensus [...], donc vraiment cet esprit démocratique, contrairement à celui qu'on nous inculque à l'école ! ». « J'ai participé à une assemblée des assemblées, c'est du jamais vu quoi, c'est encore mieux que 1789 ! Car c'est pas la bourgeoisie, c'est tout le monde qui vient ».

– Actualité du mouvement : « aujourd'hui ça a pris cher, ça subsiste toujours à certains endroits... ça a moins une existence propre [...] mais ça a influencé pas mal les autres formes de lutte ». « Ils participent aux ZAD, à d'autres... bon c'est sûr que là avec le confinement autoritaire c'est pas propice à ce que ça s'amplifie à nouveau mais je pense qu'il y a toujours cette idée là, pas mal de gens ont toujours l'esprit GJ sans forcément le porter ».

– Quel dénominateur commun ? « Le dénominateur commun c'est l'**ennemi commun**, et les valeurs, les envies communes, besoin de justice, de liberté et d'égalité, et donc faire face à ceux qui nous empêche d'y accéder ». « Le gouvernement, le capitalisme, les banques tout ça... »

→ Le mouvement se définit donc par son (ses) ennemi(s) commun(s).

Pour autant, est-ce bien un seul ennemi ? Est-ce que Macron par exemple ne représente pas des choses différentes pour chacun ?

« Après c'est sûr qu'on a pas tous les mêmes objectifs, y a des gens qui vont être à fond dans le RIC, et moi du coup ça j'y crois pas forcément... y en a qui vont croire à une sixième république, j'y crois pas non plus mais... Mais c'est aussi la force. [...] La convergence des luttes c'est sa puissance inégalée, c'est l'idée que ça passe avant tout par une diversité des moyens d'action, et aussi par le fait que on est pas tous pareils, personne n'est pareil, et du coup ça provoque du débat ». « On a pas tous les mêmes objectifs, mais à force de se côtoyer... bon ça va plutôt dans un sens que

dans un autre, mais je pense que les objectifs les moins radicaux se radicalisent à force de côtoyer les objectifs les plus radicaux ».

→ La diversité des points de vue et des projets politiques est selon lui une force, car cela permet le débat, l'échange d'idée. Il observe un phénomène de radicalisation des points de vue, le fait que des personnes « *non-émancipées vont s'émanciper au contact de militants révolutionnaires* ».

– Notion d'émancipation : C'est un terme qu'il utilise souvent, je lui demande donc de le définir. « *C'est l'idée de conscientisation des constructions, qui passe avant tout par la remise en question et l'ouverture à autre chose. L'idée d'une progression vers le mieux, du moins le moins pire. L'idée qu'on sait qu'on est traversé toutes et tous par les oppressions qu'on nous inculque, par cet esprit de soumission, d'obéissance, et par un spectacle de démocratie, donc bah forcément déconstruire tout ça ça prend du temps, selon les influences sociales que tu rencontres etc* ».

→ ce qu'il appelle émancipation correspond donc plus ou moins à la déconstruction derridienne : processus de prise de distances vis-à-vis des essentialismes, et des processus d'oppression/de domination. « *c'est aussi lutter contre l'aliénation, du travail, de la télé* ».

Le mouvement des GJ a permis un processus d'émancipation pour les personnes « *qui étaient mises de côté par un militantisme "genre avant-garde éclairée"* » : les GJ « primo-militants » ont pu côtoyer des personnes qui avaient déjà fait un travail d'émancipation réflexive, et ont donc pu à leur tour faire ce travail.

Il revient sur le fait que certain.es militant.es, par exemple LGBT, ont pu se désolidariser des GJ, car ils avaient l'habitude dans leurs milieux militants « émancipés » de ne plus trop faire face à l'oppression patriarcale, et dans le mouvement des GJ, le fait d'entendre des phrases comme « *Macron enculé !* » a pu leur faire violence à nouveau. D'où l'importance du processus d'émancipation permis par la rencontre entre GJ et militants révolutionnaires pré-existants.

→ Complexité de trouver un positionnement : comment ne pas accepter ces propos sans tomber dans le mépris de classe ?

La représentation du mouvement est-elle possible ? Que penser des différentes tentatives de représentativité (Jacline Mouraud, Ingrid Levavasseur...) ?

« *Pour moi ça c'est clairement une pratique de répression médiatique : il [leur] faut des leaders, il [leur] faut des agents de négociation en quelque sorte, un peu comme les syndicats malheureusement. S'il y a un chef ou un leader, soit on va pouvoir le faire s'opposer avec un autre leader, du coup ça va diviser le mouvement, soit on va pouvoir briser les individus qui sont derrière* ».

→ Pour lui, ces tentatives de représentation sont donc plutôt du fait des médias, qui en ont fait une stratégie pour : 1 – Casser l'originalité du mouvement (lui enlever son horizontalité) 2 – diviser le mouvement (entre différents leaders et donc différents « courants »), et donc 3 – *in fine* briser le mouvement.

→ Même si certains individus GJ (Rodriguez, Levavasseur...) se sont individuellement prêtés au jeu, le fait d'avoir des leaders se voulant représentatifs du mouvement a été d'abord une stratégie « externe » au mouvement, de la part des médias. Il y a également, pour Simon, certains « leaders » qui étaient en lien avec les RG.

→ On peut néanmoins noter une ambiguïté vis-à-vis de la représentativité : en parallèle de ces « représentants » sur la sphère médiatique, il y a aussi des « représentants » dans des cadres différents (dans les assemblées notamment). Pour lui, ce deuxième type de représentation est sain, contrairement à la représentation destinée aux médias. Mettre des visages sur le mouvement sur les plateaux télé, c'est un moyen de faire en sorte que les non-GJ ne le deviennent pas. « *Si tu passes sur Cnews ou BFM, ça part pas de la base* ».

– Question des leaders : « *au début y a forcément ce phénomène de « petits chefs », qui est pas forcément dans une optique de chef même y en a qui l'ont, mais aussi une optique d'efficacité en*

soi, ce qui est assez malsain car oui assez rapidement ça va peut être donner un truc un peu plus efficace, mais à terme en fait ça casse tout parce que les gens ne s'émancipent plus, ne se responsabilisent plus... ils répliquent le truc de chef d'état quoi »

→ Cela fait lien avec la question de l'émancipation : les GJ « primo-militants » ont pour certains voulu prendre une place de leader, reproduisant ainsi les formes de domination systémiques.

– Mise en avant de l'individualité : un point important a été le retour de l'**individualisme** qui est sain. *« c'est l'égoïsme qui est malsain, mais pour moi c'était une organisation d'individus quoi, c'est pas une organisation de la CGT ou quoi que ce soit, c'est une organisation où chaque individu dit : j'ai du pouvoir, j'ai une voix machin. Et ça c'était très fort »*.

→ Rejoint des formes de militantisme déjà théorisées depuis longtemps (groupes affinitaires, anarchisme individualiste...).

La temporalité du mouvement : y a-t-il eu des phases, des étapes clés ?

« Premièrement la colère qui s'exprime, qui se rassemble, qui prend conscience de la puissance collective. [...] Beaucoup de discussions, de mises en commun de ses revendications, de ses envies, de ses désirs, de ses rages tout ça... et puis après l'idée que ça a fait des assemblées, sur les ronds points, sur les villes, on s'organise, on cherche à voir avec d'autres, on cherche à fédérer un peu, puis à s'entraider quoi. [...] Réinventer le monde, prendre des espaces de lieux collectifs, maisons du peuple [...]. De la contre-culture populaire. On a fait des projections débats, des gazettes jaunes, beaucoup de journaux ont été faits un peu partout... l'idée aussi de se réapproprier l'information, face à la répression médiatique forte.

« Et puis après vu que le mouvement durait toujours etc, et qu'il y a eu la réforme des retraites, du coup y a eu les syndicats forcément. Donc l'idée ça a été l'idée de nous aller vers eux [...]. et même avant la réforme des retraites, quand y avait des mouvements plus locaux, je pense aux ZADs, aux fermetures d'entreprises etc, le mouvement des GJ allait converger à chaque fois, apportait sa solidarité. [...] Donc voilà, l'idée de convergence, de solidarité, solidarité de classe. C'était aussi toute l'idée de radicaliser un peu le mouvement contre la réforme des retraites, et de l'élargir aussi ». Opposition : syndicats = défensifs, GJ = offensifs, rejoint l'idée de « on est contre la loi travail et son monde ». *« Donc cette idée de convergence, tout en gardant des manifs GJ indépendantes. [...] L'idée aussi de pas rester qu'en campagne, contrairement à d'autres mouvements révolutionnaires genre les ZAD ou les communautés autogérées, là avec les GJ on allait aussi dans les rues des grandes villes, on se réappropriait cet espace là ».*

« Et puis une phase où au début on jartait un peu les fachos qui étaient présents au début du mouvement, au Mans des mecs avec un drapeau royaliste de l'Action Française, ils se sont faits jarter deux fois de manif. Un peu partout ils se sont fait jarter.

*« Et puis après, du fait de la répression très forte, certain.es étaient blessé.es, d'autres avaient peur d'aller en manif... et en plus, certain.es voyaient que les syndicats rejoignaient pas le mouvement, donc avec tous les efforts qu'on a fait d'aller vers eux etc et eux venaient pas vers nous. Donc du coup y a une certaine phase de **repli sur soi** un peu. [...] Tu te rends compte qu'on a les moyens de faire tout changer mais qu'il y a plein de problèmes qui font que c'est de pire en pire, qu'on a tout fait du mieux qu'on pouvait avec une stratégie super efficace, et que ça a pas donné plus parce que... Y a un truc qui est dur dans la lutte c'est d'être très humble. Parce que... c'est un processus de très long terme, donc les lendemains qui chantent dès demain, bah t'es vite dégoûté. Quand tu vois plein de gens sur les ronds points bah t'y crois. Donc bah ouais y eu a ce truc de dégoût. Y a ce truc de « bah tu fous quoi toi ? » parce que ça fait deux ans que je m'en prends plein la gueule, que je me bats pour tout le monde, du coup ça te sort par les yeux l'immobilisme et l'indifférence. Alors même que toi même souvent avant tu l'étais ! »*

« Donc ouais d'abord une phase d'euphorie un peu, d'enthousiasme, et puis après plus une conscientisation que la lutte des classes, ça fait très longtemps quoi ! ». « D'où l'importance de pas non plus trop se responsabiliser, de pas se dire qu'on est indispensable à la lutte, de pouvoir prendre

des moments où on se met plus en retrait pour prendre un peu de repos. Et puis l'idée que même si on en voit pas les effets directs, ça a quand même des effets à long terme ».

→ Il y a donc eu, selon Simon, une phase d'enthousiasme au début, où tout était à construire. Le fait de voir beaucoup de monde se mobiliser d'un coup a pu faire croire au « grand soir », aux lendemains qui chantent. Cette phase s'est accompagnée d'une délimitation du mouvement : « *jarter les fachos* », c'est-à-dire construire un mouvement doté de limites, de frontières politiques à ne pas dépasser afin d'assurer une cohérence générale. Suite à cette première phase de construction enthousiaste, une phase de déception, de résignation est apparue. La prise de conscience que le « grand soir » n'est finalement pas arrivé, que beaucoup restent immobiles, que les choses n'ont pas beaucoup évolué, que des militant.es ont été blessé.es ou traumatisé.es en manifestation et ont donc déserté le mouvement...

II – Thématiques subjectives

S'est-il joint au mouvement dès le départ ?

« Nan, moi je suis arrivé une semaine après je crois. J'y étais pas tout de suite. Moi je milite depuis 10 ans un truc comme ça, je suis plutôt révolutionnaire, anti-autoritariste, anti-capitaliste. Et du coup au début je savais pas trop ce que ça donnait, j'avais pas une attitude de mépris à cet égard mais c'était tellement nouveau que je me demandais si ça allait pas être juste un mouvement d'un jour ou voilà ». Il fait le lien avec les bonnets rouges, disant que c'était à l'origine un mouvement émancipateur mais que des « fachos » s'y sont joints, ce qui a fait que les syndicats s'en sont désolidarisés, ce qui a « *laissé le terrain aux fachos* ». L'idée de se joindre aux GJ a donc été pour lui un moyen de ne pas « laisser la place aux fachos ».

« Je pense parmi tous.tes les militant.es révolutionnaires que je connais, j'étais le premier à y aller. [...] Au début c'était pas ultra combatif, alors moi j'ai mis un peu mon grain de sel, on a bloqué des péages, y avait beaucoup de solidarité, des gens klaxonnaient, ramenaient des palettes etc ». → Il a « mis son grain de sel », c'est-à-dire qu'il a tenté de radicaliser les actions du mouvement.

Étant déjà militant et ayant déjà réfléchi aux modes d'action contestataire, Simon a voulu mettre en place des assemblées, ce qu'il avait déjà essayé de faire avant dans d'autres collectifs sans que cela prenne vraiment. Avec les GJ, cette démarche fut plutôt un succès, même si certaines franges du mouvement « dirigées » par des « *petits chefs* » ont organisé des assemblées de leur côté, « *derrière notre dos* ». Différences organisationnelles et théoriques avec ces franges du mouvement : Simon voulait des assemblées où tout le monde participe, fonctionnant sur le mode du consensus, alors que les assemblées tenues par les autres étaient sous forme de tribune : quelques personnes parlaient et les autres écoutaient, et les décisions étaient prises par vote. Simon a malgré tout tenté de refaire un pas vers elleux, pour ne pas diviser le mouvement.

– l'auto-émancipation permise par les GJ : Il s'est rendu compte que comme cela faisait longtemps qu'il militait, qu'il avait déjà fait des assemblées par le passé, il « prenait de la place » dans ces assemblées malgré lui. Il a donc fait la démarche de « *s'émanciper sur ça* », de pas se considérer comme indispensable à la lutte et donc laisser de la place aux autres, « *partager l'expérience* ». « *Ça m'a permis de m'émanciper, de concrétiser un peu ce que je disais, la manière d'arriver à une émancipation forte. Même si je n'ai jamais lu de bouquin de théorie politique [...] ce que je me suis dit beaucoup aussi c'est que [notre ville], c'est un espace très peu offensif, parce que c'est une mairie anciennement communiste, une ville très ouvrière, où y a l'habitude de négocier et tout, c'est très pacifié. Et c'est pas une très grosse ville non plus, donc en réalité la majorité des militants révolutionnaires se barrent, à Nantes, à Rennes, à Paris... c'est génial, parce que oui tout est fait là bas, et tout est à faire aussi, mais ici tout est vraiment à faire. Du coup ce que je me disais*

c'est que en fait c'est là où j'ai le plus d'influence que je peux avoir. J'aurais pas la même influence ailleurs ».

→ Certaine ambiguïté sur cette question. À la fois, Simon a pris conscience que son expérience militante l'amenait malgré lui à prendre trop de place, à devenir leader en quelque sorte ; il a donc tenté de prendre de la distance vis-à-vis de ce processus. Pour autant, il lui a semblé important de rester dans cette localité où la tradition militante est très pacifiée, justement dans le but de pouvoir faire bouger les lignes, d'avoir plus d'impact ici que s'il se rendait dans des zones où le militantisme révolutionnaire prime déjà.

Revient sur la création du collectif anti-répression : *« on apprend aussi la solidarité, on a fait beaucoup de soirées de soutien, de concerts anti-répression... mais pareil, avant tout le monde était là : « oui faudrait le faire, faut créer un collectif », mais ici y a tellement une résignation, de toute façon y a tellement rien qui se passe que c'était un peu compliqué de lancer ça. Mais du coup les GJ ça a pu montrer que.. ça a pu donner un nouveau souffle ».*

→ là encore, on retrouve l'idée que le mouvement des GJ a pu redynamiser l'action militante, et faire naître des projets qui étaient pensés depuis longtemps mais dont la résignation générale entravait l'établissement.

Je synthétise tout ce qu'il vient de dire en disant que c'était comme si le mouvement avait cassé une routine pour lui : il militait depuis longtemps localement mais pas grand-chose ne se passait, et là le mouvement des GJ a dynamisé la lutte dans cet espace où tout avait toujours été plus ou moins routinier. *« Bah ouais c'est ça, j'étais quand même dans des trucs, le front social etc, je militais malgré le fait que c'était compliqué de s'organiser. J'ai été à Alternativa, j'ai été dans des trucs écolos, j'étais à l'UNEF quand j'étais à l'université mais bon... [...] Mais du coup les GJ ont montré que y avait pas forcément besoin de ça, ça a mis un gros élan, une grosse étincelle quoi. Ça a bousculé un peu les militant.es traditionnels donc ça c'était cool ».*

Importance pour lui de combattre le centralisme : *« la misère est partout donc c'est important que la colère soit partout aussi ».* Mise en avant de la localité, importance qu'il y ait toujours des actions faites un peu partout, et pas trop centraliser les manifs dans les grandes villes.

– Thématique de la répression : *« moi je me suis fait réprimé, j'ai eu des blessures vite fait. [...] au début j'arrivais toujours à pas me faire choper. J'ai eu des blessures de grenades et tout, au jambes mais c'était pas très grave. Avec les grenades de désencerclement j'ai eu un léger acouphène. [...] Bon en réalité j'étais ciblé à fond, ils savaient que j'étais derrière l'assemblée populaire etc, on a organisé des actions. [...] Du coup à un moment je me suis fait arrêté alors que je filmais des flics en train de taper des gens. C'était en août 2019. Y a eu quelques dégradations durant une manif, ils ont arrêté deux individus, et la deuxième arrestation du coup y a eu un mouvement de solidarité, du coup les flics se sont mis à taper tout le monde donc moi je me suis mis à filmer. Donc je pense que le flic ça a fait deux deux dans sa tête, genre « faut que les images on les ait ». en plus, du fait qu'ils m'avaient ciblé, ils ont lancé une lacrymo, ça a coupé le cortège en deux, moi j'étais dans la petite partie du cortège, en plus dans des escaliers c'était dangereux ! Du coup bah de toute façon à la fin ils m'appelaient par mon nom... [...] après j'ai été sous contrôle judiciaire, interdiction de manifester, et je devais signer toutes les deux semaines au commico, j'avais des rdv avec une assistante sociale ou je sais pas quoi pour un suivi... en gros pour savoir comment j'étais socialement, comment j'étais avec ma famille, préparer mon procès tout ça. Du coup après y a eu le procès : je suis passé une semaine après les deux autres qui s'étaient fait interpeler en même temps, qui eux se sont fait arrêter avec des produits inflammables et tout, ils ont dégradé un monument aux morts ; alcool tout ça... et ils ont pris carrément moins cher que moi donc bon... donc ils m'ont arrêté pour rébellion, participation en vue de commettre des dégradations, outrage... et au final après ils m'ont mis violence, et puis après violence aggravée parce que soit disant j'aurais poussé un policier sauf que ça ça a été démonté direct car dans leurs déclarations les flics l'ont même pas dit. [...] Et du coup à un moment dans la vidéo on voit un manifestant qui frappe un policier, donc là ça vaut pour complicité de*

violence, parce que j'ai filmé, alors qu'à la base je filmais des flics qui tapaient des gens. [...] et en première instance j'avais gardé l'avocate commise d'office, parce que elle en audition elle a vu la vidéo donc je me suis que elle avec sa voix d'avocate elle allait pouvoir dire ce qui s'était passé. Mais au final, j'étais un peu naïf parce que de toute façon une parole d'avocate vaut moins qu'une parole assermentée. Et puis même parfois je me demande si... parce que [...] c'est aussi le procureur je crois qui désigne les avocat.es commis d'office. Donc je me suis demandé si elle elle avait pas... genre elle m'a dit « vos identifiants de téléphone faut les donner c'est obligatoire », alors qu'en fait c'est pas obligatoire [...], elle m'a dit « de toute façon si vous le donnez pas vous serez passible d'une peine en plus et de toute façon ils vont craquer votre téléphone ». Du coup je me suis fait avoir comme ça, avec une avocate qui mentait ou qui connaissait mal son métier... [...] et du coup l'avocate m'a dit qu'on passerait pas dans les premiers, et qu'on aura le dossier le jour même du coup on aura un peu de temps pour l'étudier. Sauf que du coup on est passer les premiers, donc moi le dossier je l'ai pas vu du tout. [...] Y avait des vices de procédures mais apparemment si tu le donnes le jour même c'est irrecevable, donc le juge m'a dit « c'est vrai, mais fallait le dire avant ». Donc ça c'était pour le chef d'accusation complicité de violence. Sauf qu'en appel les vices de procédures c'est fini, tu peux les faire que en première instance... ah nan mas c'est exceptionnel ! Du coup j'ai fait appel, sauf que une autre blague, c'est que la greffière a oublié, enfin je lui ai dit que je voulais faire appel sur tout [...] sauf que au final elle a fait appel que sur le dispositif de base, et pas sur le dédommagement des flics. Donc c'est possible que là je sois relaxé de tout pénalement, mais que je paye quand même les flics. Le délibéré de première instance c'est que j'ai été condamné à tout, sauf relaxé de la violence. Du coup j'ai eu deux ans d'interdiction de manifester dans le département, trois ans d'interdiction de porter une arme, bon ça de toute façon j'ai pas d'arme donc c'était pour me décriminaliser quoi, et j'ai eu 4 mois de sursis, 70 de TIG, obligation de trouver un travail ou des études, et 150 euros par flics et ils étaient trois, plus 450 pour leur avocat. ».

Conclut en disant : « Donc voilà c'était une confrontation sévère à la répression judiciaire... et policière un peu aussi... Bon après je m'étais un peu préparé à ça, parce que bon quand tu vas en manif, après tout ce que tu vois, que ce soit en manif ou sur les réseaux sociaux, tu sais que tu risques des trucs, tu risques ta vie, tu risques tes membres, ta liberté... enfin ce que tu as de liberté... ».

→ Concernant son expérience de répression, on sent que Simon a un sentiment d'injustice, du fait d'accusations qu'il juge fallacieuses, de vices de procédures... on sent également une méfiance, un manque de confiance général dans l'institution judiciaire, notamment concernant son avocate dont il pense qu'elle lui a sciemment menti (ou bien qu'elle « *connaissait mal son métier* »), ou concernant la greffière qui ne semble pas avoir appliqué l'appel tel que Simon l'avait demandé (certaines choses ne sont pas dans l'appel alors que Simon les avait demandées). Ce sentiment d'injustice participe d'une manière ou d'une autre à la radicalisation de Simon, qui en retire une colère et une défiance vis-à-vis des institutions.

Synthèse

Simon, âgé de 26 ans, milite depuis une dizaine d'années. Il s'inscrit dans ce qu'on pourrait appeler les « mouvements autonomes », ou « mouvements révolutionnaires » : anticapitaliste, anti-autoritariste, antifasciste, anti-patriarcal... on retrouve dans son discours des termes et des thématiques chers à ces mouvements : écologie, féminisme, principes anarchistes... son engagement politique est donc théorisé, « secondarisé », mis au travail depuis longtemps. Il s'est joint très rapidement au mouvement des Gilets Jaunes.

Synthèse des réponses aux différentes questions de l'entretien :

I – Le mouvement des GJ en général

- Le mouvement des GJ est un mouvement inédit qui s'inscrit dans une crise du syndicalisme. Simon fait appel à des concepts hérités du marxisme.

- Le caractère inédit du mouvement se retrouve notamment dans les méthodes de lutte utilisées (bloquage, occupations, dégradations...), ou plus précisément dans leur généralisation (ces méthodes existaient déjà mais étaient à la marge avant le mouvement).
- Les revendications du mouvement ne se limitaient pas aux taxes. C'était pour Simon tout un « système de domination » qui était remis en question.
- Structure horizontale et très locale du mouvement, malgré des phénomènes de « *petits chefs* » qui ont pu apparaître chez certains GJ. Ces phénomènes sont pour lui des reproductions de la domination à l'échelle du mouvement. L'horizontalité est pour Simon un retour de l'individualisme, qu'il considère comme sain (contrairement à l'égoïsme) : le groupe n'est pas ici une entité à part entière, mais un ensemble d'individus. On retrouve ici des principes anarchistes (groupes affinitaires...).
- La diversité des points de vue au sein du mouvement est pour lui ce qui a fait sa force. Il y a pour autant des dénominateurs communs, et notamment des ennemis communs.
- Importance de la notion d'émancipation, définie comme « *conscientisation des constructions* » (≈ déconstructivisme). Beaucoup de GJ militaient pour la première fois, et n'étaient donc pas « émancipés ». Cela a produit des frictions avec des militants plus anciens. Mais cela a également pour Simon été positif car cela a permis de rompre un entre-soi militant souvent condescendant envers des personnes n'ayant pas eu la même trajectoire politique.
- Les tentatives de représentation du mouvement (Levavasseur, Mouraud...) ont été pour Simon des actions de « *répression médiatique* ». Si des individus (Rodriguez, Levavasseur...) se sont prêtés au jeu, ce phénomène s'explique donc pour Simon par des causes externes au mouvement, et notamment une stratégie médiatique. Mettre des noms et des visages sur le mouvement permettrait ainsi de mieux le diviser ou le casser.
- Trois grandes phases au mouvement : d'abord une colère mise en commun, qui a mené à une euphorie et un enthousiasme, c'est l'illusion que le grand soir arrive. Ensuite, fin 2019, des tentatives de lien avec les syndicats, du fait de la mobilisation contre la réforme des retraites. Enfin, une phase de « *repli sur soi* », de déception voire de désillusion : les choses n'ont finalement pas évolué, des militants ont été blessés, d'autres ont quitté le mouvement.

II – Thématiques subjectives

- Il s'est joint au mouvement une semaine après son commencement. Au premier jour il ne savait pas trop ce que ça allait donner, mais il a finalement vite rejoint le mouvement car il y a vu un certain potentiel. Il a été « *mettre son grain de sel* ».
- Très impliqué. Il a mis en place des assemblées afin d'organiser la lutte et la réflexion politique. Il avait déjà tenté ce genre de démarches avant le mouvement mais cela n'avait jamais vraiment pris, alors que là ce fut plutôt un succès.
- Si le mouvement a été l'occasion pour des personnes n'ayant jamais milité avant de s'« émanciper », il a également été pour Simon l'occasion de s'« auto-émanciper » : il s'est rendu compte qu'il prenait beaucoup de place dans les assemblées, et a donc fait un travail sur lui pour s'écarter de la place de leader dans laquelle il tendait à se placer.
- Le mouvement des GJ a redynamisé les pratiques militantes dans une localité qui était jusqu'ici très « *pacifiée* ». Cela a donné un nouveau souffle à la lutte, et Simon a pris plaisir à y participer.
- Simon aborde également la répression à laquelle il a été confronté (procès en cours). Sentiment profond d'injustice, qui participe de sa défiance envers les institutions.

Annexe 27 : Retranscription - Albert

Nom	Albert
Âge	75 ans
Date	16 février 2021
Modalité	Visioconférence
Durée	1H10

L : Et voilà, normalement ça doit être bon. Voilà est-ce que tu as des questions avant qu'on puisse démarrer ?

A : Nan nan, je suis juste surpris parce que pendant le mouvement des GJ si tu veux, je... je suis quand même assez agé malgré tout. Donc si tu veux je me suis joints dès le début, mais surtout pour en rendre compte, pour faire des reportages. Donc j'ai filmé des quantités de choses absolument incroyables, depuis le tout début si tu veux, depuis les premières nuits etc. Et le premier jour... et... et donc si tu veux des fois je filmais pas, j'ai adhéré, je suivais le mouvement pour comprendre. Et combien de fois j'ai pesté contre le fait que je ne trouvais aucun étudiant en science politique ou sociologie, toutes les sciences humaines... jamais je n'ai vu quelqu'un arriver quoi ! Donc j'ai pesté contre ça ! Et puis un jour quand même j'en ai vu un arriver quoi bon, dans des circonstances un peu particulières. Enfin voilà. Donc quand... je sais pas qui m'a mis en lien avec toi... oui c'est un gars de la France Insoumise comme moi, qui m'a dit voilà y a un gars qui cherche... tu pourrais rentrer en contact avec lui donc voilà, donc j'ai dit pas de problème !

L : Ouais bah...

A : tu fais partie des rares étudiants qui apportent une certaine estime à cela.

L : ahah bah oui effectivement c'est vrai qu'il y a pas eu un engouement universitaire à ce propos, et c'est dommage car cela vient dire des trucs. Bon bah alors peut être déjà dans un premier temps, moi je me pose un peu la question qui est naïve et un peu générale, mais qu'est ce que c'est que le mouvement des GJ en fait, comment on peut définir ce mouvement là ?

A : Comment on peut le définir ? Oh là là ...

L : [rires]

A : alors si tu veux y a une chose qui m'a marqué dès le départ, c'est que c'est un mouvement, bon je parle peut être dès les premiers jours, je sais puis la date exacte. C'es tq quand même, ceux qui venaient c'étaient quand même ceux qu'on appelait autrefois les travailleurs indépendants.

L : Oui

A : tu vois dans l'histoire sociale de tous les pays y a les travailleurs indépendants et puis y a les salariés. Bnon bah là c'était quand même une majorité de travailleurs indépendants, qui étaient plutôt indépendants que travailleurs d'ailleurs parce qu'ils avaient pas de boulot quoi ! Les gens qui ont essayé de faire ceci cela etc. Ils sont assez à mon avis, très présents et très majoritaires dans le mouvement quoi. Voilà. Bon alors après si tu veux, le contact avec la CGT ou les autres syndicats ça a été toujours une question un peu délicate, des itinéraires différents des choses comme ça. Mais au départ c'était, pour moi, en tous cas j'étais sensible à ça alors que je suis un ancien fonctionnaire etc. Mais si tu veux, dans tous les mouvements de gauche, dont la FI dont je fais partie, on a toujours ignoré le problème des travailleurs indépendants tels qu'on les définissait aux USA à la fin du XIXe

siècle. Alors si j'ai du mal à parler c'est parce que c'est le matin, et avec la putain de maladie de parkinson si tu veux...

L : Ah mince !

A : mais c'est pas brave hein, mais des fois je bloque sur certains mots, et c'est pénible comme pas possible !

L : Mais c'est pas grave, on a tout le temps, pas d'inquiétude à avoir

A : Alors pour moi c'était cet aspect nouveau des t'fabailleurs indépendants qui arrivaient sur les ronds points etc, avec quelques salariés mais... et beaucoup de retraités des choses comme ça mais enfin... c'est ce coté là des travailleurs, et je devrais même dire des travailleuses ! Parce qu'il y avait une majorité de femmes.

L : Ah oui une majorité ?

A : Enfin du moins elles n'étaient pas absentes

L : Ouais

A : oui elles avaient même pris le pouvoir etc etc. Voilà alors donc j'ai suivi tout ça si tu veux, comment ça a évolué réunion après réunion etc etc.

L : Oui parce que ce coté de travailleurs indépendants c'est quelque chose de nouveau peut être qui changeait un peu les cadres du militantismes traditionnel, comme tu disais avant c'étaient plutôt les salariés avec les syndicats tout ça, et là finalement c'est une autre partie de la population quoi.

A : Voilà alors cet aspect là des choses si tu veux m'a intrigué donc j'ai essayé de comprendre, d'assister aux réunions, de voir ce qu'il se passait, ce qu'il se disait, comment ça évoluait, comment ça allait bloquer etc etc. Après, pour rentrer dans le détail il faudrait des heures, mais si tu as des questions précises je pourrai répondre !

L : Ouais, bah on pourra revenir dessus après, moi j'ai pas de limite de temps particulière ! Et oui du coup forcément une question qui est corrélée avec la première c'est celle des revendications et du projet politique, ou des projets politiques défendus par ce mouvement. Parce qu'on a souvent entendu dire que c'est un mouvement anti taxe mais il me semble que ça ne peut pas se limiter à ça donc...

A : non, y a eu peut être... pendant deux week end des revendications contre la hausse des taxes, mais très très très peu en fait. Très vite c'est devenu si tu veux un truc à la recherche de la démocratie quoi, carrément. Les problèmes se sont posés dès le départ, je me souviens des premières réunions qui ont eu lieu dans la région. Y a eu des choses vraiment qui m'ont surpris, qui m'ont obligé à revoir tout un tas de connaissances que j'avais oubliées sur la démocratie, qu'est ce que c'est la démocratie etc etc. Donc si tu veux y a eu cette interrogation que se posaient surtout les travailleurs... ou des jeunes bien souvent, des jeunes de ton âge quoi, entre 25 et 30 ans, qui étaient des petits entrepreneurs qui avaient une camionnette, qui transportaient de ci de ça... des petits travailleurs indépendants quoi. Et qui se rendaient compte que si tu veux ils étaient encore plus nuls que les salariés au chômage quoi ! Dans une position aussi, au moins aussi délicate

L : Ouais, aussi précaire quoi

A : ouais. Donc le côté si tu veux revendication etc, PFF. Il a été très vite mis de côté à mon avis. Ils se rendaient compte, ils se rendaient compte.... Ils se rendaient compte si tu veux que on ne, que la fameuse démocratie dans laquelle on est censés vivre c'était une fiction juridique, qui se passait de leur avis quoi. Ils ont pris conscience si tu veux petit à petit que tous les problèmes économiques étaient sortis du débat démocratique, on en parlait pas. Ils ont pris conscience de ça. Mais sans aller jusqu'au bout des choses, sans faire des analyses juridiques très poussées évidemment. Mais moi j'étais très gêné parce que j'avais peut être quelques éléments à apporter mais j'ai jamais voulu intervenir en jouant le rôle de l'intello de service quoi, surtout dans les réunions qu'ils faisaient, ou qu'on faisait, où personne n'avait le droit de filmer euh... si il y a eu quelques reportages faits par des gens que j'ai connus par la suite des... mais qui n'ont jamais pu montrer ce qu'ils avaient fait parce que c'est des bricolos de la vidéos quoi.

L : et donc oui toi tu as pu filmer ces réunions là ?

A : alors moi je n'ai jamais filmé ces réunions parce que j'y participais comme tout le monde, on était assis en cercles ou en demi cercles, chacun avec trois papiers pour voter ou pour ou contre ou abstention tu vois. Des trucs comme ça. Y avait un objectif qui était d'établir la première démocratie ! Ah c'est quand même euh... tu vois la première démocratie évidemment... alors on habite pas loin du lieu de naissance [d'un philosophe des lumières], mais ils y connaissaient rien quoi, sur la séparation des pouvoirs, tout ça... mais eux ils voulaient alors des soirées... des dizaines de réunions quoi de trois heures chacune, y avait des grands panneaux ou ils représentaient le peuple, puis des flèches partout... j'ai jamais trop compris ce que ça voulait dire mais enfin c'était assez étonnant quand même ! Assez étonnant. Alors là si tu veux pour comprendre tout ça je me suis reporté, je sais pas si tu connais, je me suis remémoré les cours d'analyse juridique de Alain Supiot qui a été professeur au collège de France

L : Ouais, le nom ne m'est pas inconnu mais...

A : ah il faut absolument que tu connaisses ça.

L : ça marche, je vais l'écrire

A : Alain Supiot, S U P I O T. Et ses cours ont été enregistrés par... il y a deux séries de 10 cours enregistrés par France culture qui sont très bien , je t'enverrai les références sur ça si tu veux

L : Ah bah oui avec plaisir

A : parce que donc j'en avais entendu parler mais bon comme... comme moi j'écoute tous les cours au collège de France tous les matins de 5h à 6h mais la plupart du temps tu vois je dors à moitié donc...

[rires]

A : J'avais un peu oublié, il fallait que je me replonge sur ça, surtout l'histoire de la démocratie depuis l'histoire de Sollon, tu vois en Grèce etc. Parce que si tu veux, c'était assez étonnant parce que les deux frères, les deux jeunes qui dirigeaient... enfin qui dirigeaient.. ils seraient pas contents s'ils m'entendaient dire ça ! Enfin qui étaient à l'initiative de ces réunions, ils reproduisaient exactement ce qu'il s'était passé en Grèce il a 2500 ans, sans savoir ! Sans savoir.

L : Ouais c'est intéressant !

A : Mais oui ! Je me disais mais putain... c'est des jeunes qui ont fait des stages et tout donc je cherchais à savoir... ils m'ont dit « mais nan on a jamais fait de stage ! Moi j'ai mon entreprise etc, on fait parce que... » comme quoi spontanément, comme si dans le peuple, des gens retrouvaient les, ce qu'on appelle le principe de l'assemblée de parole tu vois. L'assemblée de paroles, où chacun prend la parole, à son tour, alors ils nous donnaient un manche de balais, et si tu prenais la parole tu allais au centre, tu disais ce que tu avais à dire et puis tu revenais etc. Et c'est le début de la démocratie à Athènes, a commencé comme ça. Alors malheureusement on en est toujours restés au même point

[rires]

L : oui, y a eu d'autres évolutions mais...

A : voilà, voilà. Alors après bon bah les choses ont évolué mais enfin... euh... puis pas toujours dans le bon sens hein. Enfin si tu veux y a eu quand même une quinzaine de réunions quoi, 15 semaines ou au moins une bonne dizaine de semaines comme ça. Alors après, oui... donc si tu veux, avec tout un tas de gens, des retraités, des anciens... toujours des anciens de quelque chose, des anciens militants, mais pas des... tu vois, toujours des gens qui avaient frisé tu vois le monde politique et le monde syndical, qui là se retrouvaient, et après chacun parlait avec une certaine retenue tu vois, mais c'était pour moi très intéressant.

L : Et ouais c'est vraiment cette question qu'on se pose en fond, et c'est pas du tout la question de la taxe, mais c'est la question de la démocratie en fait : comment mettre en place quelque chose qui soit démocratique à proprement parler ? Et du coup vous vous passiez par vote dans ces réunions là, le système heu... ?

A : ah oui, tout était voté, tout était voté. Alors on faisait que ça si tu veux !

[rires]

A : tout était voté, c'est à dire bon qui est pour, qui est contre, abstention... alors pour compter on avait une couleur pour le pour, une pour le contre, et puis une couleur pour l'abstention, pour le refus de vote. C'était PCA : pour, contre, abstention. Chacun avait trois papiers, alors tu te levais et puis alors bon... pour savoir si le truc allait figurer au compte rendu ou pas quoi.

L : Ouais, mais c'est intéressant parce que le système du vote il a pas été choisi par tous justement, je sais qu'il y a aussi d'autres groupes de GJ qui fonctionnaient plutôt sur la base du consensus en fait, qui évitaient de passer par le vote... qui étaient plus dans une recherche toujours de consensus, par l'échange d'idées et tout, donc voilà comme quoi y a aussi des...

A : oui mais... là parce que consensus si tu veux, une fois y en a... y en a certains militants, parce qu'il y a avait aussi... sont arrivés à un moment enfin... des militants type CNT tu vois, de la CNT, qui ont voulu imposer le principe du consensus. Bon alors je me rappelais moi le consensus c'est une... c'est une décision collégiale, collective, prise dans les couvents, dans les abbayes au Moyen Age. Pour élire, quand ils devaient élire leurs abbés, leur chef, et qu'ils n'y arrivaient pas, donc ils se condamnaient à prier à prier jusqu'à ce qu'ils y arrivent, jusqu'à... c'est ça... alors j'ai dis moi : c'est un truc de curé je veux pas entendre parler de ça !

[rires]

A : donc on a continué à voter ! On votait pour des idées, on a jamais... ça c'est intéressant, voter sur des idées, mais on a jamais voté pour élire quelqu'un ou quoi que ce soit

L : oui, bien sur, pour des personnes...

A : ouais voilà. Donc tu vois y avait quand même, y a eu dans ce mouvement des GJ des grandes leçons de démocratie athénienne, ça c'est curieux. Bon alors évidemment y avait toutes les manifs en ville, où on en prenait plein la gueule, je revenais je pissais le sang par le nez etc.

L : Ah ouais carrément

A : Tout ça tu as des vidéos, si ça t'intéresse, je vais pouvoir te montrer

L : bah pourquoi pas ouais

A : ou enfin... je sais pas où elles sont ces vidéos, elles ont été sucrées plus ou moins par youtube etc. Oui parce qu'on, a ce moment là on avait un préfet... [précisions géographiques] Ça a été terrible, c'était terrifiant ! Tout était organisé pour qu'il y ait un grand bordel, tu vois, alors c'est tout juste s'ils installaient pas des tribunes tout autour pour que le spectacle soit bien filmé, alors moi j'ai filmé une fois les grands affrontements mais après... j'ai indiqué dans mes vidéos que je voulais pas me rendre complice de ce genre de choses là quoi.

L : oui bien sûr...

A : ah faut voir tout les kilomètres que je faisais toutes les semaines, tous les samedis je faisais au moins 20km ! Alors pas en courant parce que moi je pouvais pas courir, alors j'en prenais plein la gueule !

[rires]

A : ça c'est un autre aspect mais enfin le côté si tu veux... réunion ensemble, assemblée de paroles chez les GJ ça a été quelque chose pour moi, je me suis dit merde, alors ça j'avais complètement oublié tu vois, ça m'avait échappé. Et donc j'ai suivi ça. Alors si tu veux là dessus y en a d'autres qui ont suivi, y a aussi une collègue de la FI qui est une ethnologue, alors elle s'est fait invalidée par son maître ethnologue... donc voilà donc si tu veux, elle a plus travaillé si tu veux le côté de l'origine sociale des gens, etc. Parce que ceux qu'ils sont devenus maintenant c'est pas toujours très brillant

L : Ah ouais ? C'est à dire ?

A : D'après... parce que moi j'ai pas suivi tout depuis, parce qu'après les manifs, les syndicats et tout, bon j'étais plus proche de ça, mais parmi tous les gens qui étaient à l'endroit où il y avait 200, 300, 400 personnes quand même, c'était un très gros ronds points, peut être un des plus gros, peut être même de France... et euh... donc et ben la plupart se sont repliés, ils ont investi des maisons abandonnées dans [la région], ils font du repli, même armés avec des armes et tout, ils se préparent à la guerre finale enfin... des trucs complètement déments ! [rires] bon ça c'est si tu veux peut être le coté un peu folklorique des choses enfin j'espère que ça va pas... enfin voilà... c'est bizarre hein.

L : Mais c'est vrai que du coup il y a aussi cette question là de comment le mouvement il a évolué, alors qu'est ce qu'il en est aujourd'hui, et puis aussi est-ce qu'il y a eu des phases un peu au mouvement, est ce que tu as pu repérer toi des phases d'évolution, des étapes un peu clé du mouvement ?

A : Ah oui, alors si tu veux donc au départ y a eu ce... bon les deux ou trois premiers week end c'est le côté insurrectionnel, plus ou moins manipulé par deux ou trois individus d'extrême droite tu vois qui avaient laissé encore sur le compte Facebook que j'avais piraté à l'époque, des photos d'eux bon

ils se filmaient chez eux mais on voyait une photo de marin le pen derrière, des choses comme ça. Mais ceux là ils sont pas restés très longtemps, ils ont très vite compris que c'était pas leur truc quoi, que c'était pas leur affaire. Donc après arrive ce côté massif de revendications, des anciens, des nouveaux anciens travailleurs indépendant plus quelques salariés plus des retraités ou des choses comme ça, un mélange bizarre de gens qui n'avaient que rarement manifesté parce moi avant je connaissais les militants révolutionnaires du coin, je les connaissais parce que je les filmais si tu veux. Un an avant les GJ je filmais une manif de la CGT pour l'hôpital, il fallait que je calcule mes angles de prise de vue parce que sur 50 personnes tu vois bon... c'est pas évident de faire une grosse manif quoi hein ! [rires] donc tu vois et... alors après... quand les GJ se sont aperçus que... enfin non ils se sont pas aperçus, ils reprenaient les mêmes revendications mais sans savoir que avant eux il y avait 50 ans de gens qui revendiquaient mes mêmes choses. Ils avaient l'impression d'avoir tout réinventé, ils avaient... oui, ils découvraient. Donc il y a eu ce mouvement, et puis il y a eu ces expériences des assemblées de paroles si tu veux, qui est la base de la démocratie. Et puis après ça comme... parce que si tu veux même moi je savais pas comment faire évoluer les choses alors donc j'ai laissé faire. Alors il y a eu l'occupation d'un grand terrain près d'un rond point, là ils ont construit des cabanes en bois tu vois, des trucs... ils faisaient des expo machin, des marchés, avec des revendications, des trucs... les travailleurs indépendants sont venus vendre leur... les uns leurs gateaux, les autres leurs légumes tu vois... ce côté un peu marché direct quoi. Ça a duré pendant un certain temps. Mais un certain temps... ils se sont fait expulsés... on s'est fait expulsés... donc y a eu un jugement, il a fallu que je signe même des papiers si tu veux parce que ça nous a coûté quand même une certaine somme d'argent etc. Et après, moi après j'ai moins suivi les choses, mais les gars de la FI ont suivi, parce qu'ils ont investi un vieux bâtiment qui avait été acheté par un particulier mais qu'ils croyaient libre tu vois. Alors ils ont voulu faire des réunions de travail, euh... c'était plus ils voulaient faire du social tu vois, ils... c'étaient quand même des gens... ils avaient trouvé des gens plus pauvres qu'eux donc ils récupéraient des mendiants des trucs comme ça tu vois... alors bno ça tournait pas très bien quoi parce qu'il y avait beaucoup le côté alcoolique etc, ça a commencé à se dérégler avec ça. En voulant faire du social, mélange d'alcool, de... social, de... de... de militantisme... de libertaire etc, donc ça ça a mal fini, et puis après donc ils se sont dispersés récemment là les uns ont investi des maisons abandonnées dans la forêt... enfin un truc bizarre quoi. Un truc... enfin mais j'en ai vu quelques uns des fois manifester des fois avec les grosses manif syndicales, parce que vraiment y a eu des grosses manif qu'on avait pas vu depuis 45 hein, en 45 je naissais, je les ai pas vues mais enfin je les ai connues par la suite. Y a eu des manif où il y a eu autant de monde que au moment de, en 44-45.

L : Ah ouais !

A : ah oui, vraiment des grosses manif.

L : Oui ça a redynamisé un peu les manif quoi

A : ah oui c'est sûr. Et puis y a eu l'histoire du fameux pompiers qui avait été massacré, que j'ai jamais pu interrogé, il a jamais voulu se faire interviewé, je le soupçonne d'être un peu tendance FN truc comme ça, fin bon. Donc alors y a eu des manif organisées pour le soutenir, il y était même pas tu vois. J'ai voulu interroger ses collègues pompiers, ils voulaient pas parler, ils voulaient pas entendre parler de ça etc. Y a des fois des trucs bizarres. Alors que c'était devenu une vedette nationale quoi ! Alors ça me rappelle tout un tas de choses ça !

L : Et oui ! [rires]

A : Voilà...

L : Et ouais, ça fait plusieurs fois que la notion de syndicat a été nommée, et c'est, enfin... y a eu des liens un peu euh... un peu difficiles parfois avec les syndicats, enfin les syndicats ne se sont pas forcément trop approchés du mouvement des GJ au départ et...

A : Ah oui... alors si tu veux euh... il y avait dans toutes les manifs de GJ, de essentiellement de GJ, y avait toujours un ou deux gars avec un drapeau de la cgt. Un ou deux hein... moi je les filmais bon, pour les mettre en évidence, mais bon y en avait toujours un ou deux. Un ou deux sur 10000 manifestants ça fait pas beaucoup quand même ! Bon peut être c'étaient aussi des militants hein, mais ils l'affichaient pas quoi, ils étaient en jaune, ou pas en jaune du tout d'ailleurs. Voilà. Alors après... je sais plus à partir de quelle date, les manif pour l'histoire des retraites et compagnie là, là il y a eu des grosses manifs organisées par la cgt surtout, et puis fo, et le snesup, mon ancien syndic. Bon pas cfdt, cfdt que dalle, ils sont venus une fois, ils se sont trouvés ridicules, mais alors ridiculisés. Et moi je les avais appelés la confédération française des traîtres ! [rires]. Dans une vidéo je parle de ça. C'est dégueulasse. Bon enfin bon bref. Donc si tu veux y eu quand même, alors... dans les grosses manif à l'initiative syndicale y avait quand même des GJ qui se regroupaient, mais avec, ils étaient regroupés ou devant ou derrière, etc, et puis avec deux itinéraires différents à la fin, tu vois... là j'avoue que les syndicats n'ont pas été très sympas à mon avis. Ils ont pas été très sympa, ils ont voulu... ils ont fait ceux qui étaient au dessus de tout ça tu vois. Alors que je pense que les GJ se posaient les bonnes questions. Faudrait que je t'envoie une des vidéos que j'ai faites, parce que... vraiment ça m'avait très touché, ils avaient fait des grandes banderoles, de 20m de large, où ils disaient la démocratie qu'est-ce que c'est etc. Donc j'ai pris cette image là et je leur ai fait un petit exposé sous forme... où j'ai repris l'histoire de la république de Sollon, expliqué par Alain Supiot au collège de France, avec des images etc. Je me suis fendu de ça dans les vidéos. Que personne n'a compris du reste ! [rires] on s'en fout mais bon, j'étais content d'avoir fait ça. Je faisais des vidéos assez longues, de 15, 20, 25 minutes tu vois. Parce que je me suis dit moi comme je montais tout ça ça me prenait, je publiais deux ou trois jours après, donc je faisais... j'ai fait ça surtout pour les archives, pour que les gens qui se sont déplacés puissent dire plus tard « tiens tu vois c'est moi là ».

L : « J'y étais » quoi

A : Voilà, « j'y étais ». ... voilà alors je sais pas ce que tu vas faire de tout ça Lucas hein ! Pose moi des questions plus précises, n'hésite pas !

L : Nan bah c'est hyper intéressant justement cet échange un peu général, c'est intéressant. Alors il y avait quand même comme question plus précise effectivement ; il y a je trouve une question qui s'est posée, c'est celle de la représentativité, y a eu ds tentatives de représentation du mouvement, avec Jacline Mouraud, Ingrid Levavasseur, Jérôme Rodriguez par exemple qui se sont vus placés en tant que porte étendard du mouvement, comme représentants du mouvement, et donc je sais pas ce qu'on peut... je sais pas ce que toi tu pense de cette question de la représentation du mouvement des Gilets Jaunes : est-ce que c'est vain ? Est-ce que ça a marché ?

A : Alors si tu veux dans les GJ que j'ai connus, tout ça c'était ... ils connaissaient pas hein. Jérôme rodriguez et tout ça ils en avaient rien à cirer. Ils ne voulaient pas si tu veux, ils ont jamais voulu en entendre parler de représentants de choses comme ça. Alors depuis ça a changé quand même parce que parmi les GJ féminins, y en a certaines qui ont pris le pouvoir qui sont entrain de monter une liste pour les prochaines élections qui va s'appeler tiens toi bien : « la liste citoyenne sans étiquette », ou « GJ sans étiquette » un truc comme ça, une connerie comme ça. Ils reprennent ça sans savoir les poncifs de la droite... enfin bref. Ouais. Mais enfin si tu veux bon c'est que... jérôme rodriguez... nan pas lui un autre... celui qui s'appelait Flyer là...

L : Ah oui, c'est pas Maxime quelque chose ?

A : Ah oui c'est ça. Il est venu mais si tu veux c'est passé complètement inaperçu quoi.

L : Oui d'accord. On peut peut être en conclure que la représentation c'est pas tellement les affaires du mouvement quoi.

A : Bah honnêtement ils ont essayé d'éviter ce genre de choses là. Bien sûr si tu veux... les GJ c'étaient vraiment des manifs importantes, pendant... pendant j'ai du faire une dizaine de vidéos, même bien plus même. Bon et bah y avait plusieurs tendances si tu veux, il y avait les libertaires, des GJ, des retraités, des... tout un tas de monde qui voulait « on va passer par là on va passer par là », mais là il y avait les flics alors c'était la course de tous les cotés. C'est un mouvement qui a été très perturbé par les flics infiltrés dedans. Alors moi je les ai filmé, je peux te dire que j'ai un dossier tout prêt avec les têtes des gens qui me tapaient dessus quand je les filmais et tout... [rires] bon ça, les techniques d'infiltration j'ai vu comment ça fonctionnait. Ah c'est terrifiant. Les flics infiltrés sont toujours par deux. Ils s'habillent en civil, ils sont toujours par deux, mais toujours ! Ils sont tellement cons qu'ils prennent la même tenue tous les deux tu vois ! Comme des jumeaux. [rires]

L : ça reste un uniforme !

A : On les repère avec ça tu vois. Ils ont plusieurs fois, ils m'ont tapé dessus hein ! Ah ouais... ils ont essayé de casser mon appareil, des choses comme ça... ah lala...

L : oui il y eu des intimidations un peu quoi.

A : ah oui bien sur oui oui.

L : et du coup... je sais pas si on pourrait trouver un dénominateur commun au mouvement ? Parce que bah y a quand même différentes... différents courants je pense on pourrait dire dans le mouvement, enfin je sais pas si le mot courant est bien mais... différentes tendances du mouvement, mais est-ce qu'il y a un dénominateur commun aux GJ ?

A : Le dénominateur commun si tu veux c'est une recherche de... de... de démocratie quoi, ils se rendent bien compte si tu veux que la démocratie c'est un leurre quoi, voilà. Ils vivent dans un truc qui s'appelait liberté égalité fraternité, mais tout ça c'était du barratin, que les questions économiques étaient sorties du dé... du fameux débat démocratique donc... il fallait reconsolider tout ça. Alors tu avais plusieurs tendances, tu avais les militants anarchistes d'un côté, ceux qui n'y comprennent pas trop grand-chose, et même il y avait des grosses initiatives de militants de l'UPR. Tu vois, qu'on a vu... si tu veux ils venaient dans les ateliers sur les places publiques où ils... organisaient des... des ateliers de discussion complètement bidon tu vois !. Des choses comme ça, c'est, c'est ce genre de tendance là. Dire qu'il y a une tendance FI, non, nous on y était si tu veux de temps en temps on sortait un drapeau, pour dire qu'on y était quoi. Voilà pour ça. Enfin bon, y a eu rarement d'autres drapeaux politiques. Quelque fois, si certains mouvements si tu veux. Les communistes libertaires, des choses comme ça tu vois des... des mouvements très... très... très marginaux quoi. Lorsqu'il y a 10 militants de ce mouvement dit gauchiste, il y avait automatiquement 10 drapeaux quoi, mais il y avait peut être 10 drapeaux mais c'était les 10 militants actif et puis c'est tout quoi. Bon y en a qui ont profité de cette occasion pour essayer de se faire une place, dans le monde politique. Cela dit je sais pas si ça a été très efficace. En tous cas ceux qu'on a jamais vus c'est... les militants du PC, y en a eu quelques uns, mais du PS, on les a jamais vus. Les macroniens non plus... si tu veux, une des... des... des têtes de turc c'est quand même macron.

L : oui c'était un peu un ennemi commun quoi...

A : c'est le problème anti-macron. C'est un mouvement de refus, de refus, de dénégation... qui allait bien au-delà du problème politique. Un problème aussi de... je sais pas de... ce mec qu'ils ne peuvent pas pifrer quoi, ce mec là qui est avec une vieille... enfin ça ne passait pas chez eux.

L : Oui un truc personnel quoi

A : ah oui oui oui. Un peu irrationnel quoi, mais enfin...

L : Bah ils... disons peut être que Macron représentait... en un seul individu il permettait de représenter tout ce qui était rejeté par les gens du mouvement.

A : Voilà, ah oui. Ah ça, oui il représentait bien ça. Alors si tu veux donc... heu... y a cette espèce de conscience que... y a eu quand même dans les réunions et même dans les manif de qu'est ce que c'est que le bien commun tu vois, le... ah oui oui... est ce que... est ce qu'on est tous condamnés à se lutter les uns contre les autres pour notre propre accumulation de pognon, des trucs comme ça. Une remise en cause du capitalisme, ça c'est très net. À la fin c'était vraiment... la remise en cause du capitalisme. Ça ça a été... étonnant, parce que moi je m'attendais pas à ça.

L : Bah oui effectivement quand on voit le côté travailleurs indépendants que tu nommais au départ, qui est plutôt ce qu'on a tendance à... ce qu'on avait tendance avant à associer assez vite au capitalisme, et en fait justement ça a mobilisé de l'anticapitalisme ouais.

A : et alors on est revenu à des considérations plus démocratiques. Mais Montesquieu si tu veux ne disait pas autre chose : il faut que toutes les propriétés privées soient pareilles etc. Il ne faut pas trop d'inégalités tu vois. Mais ils ont redécouvert tout ça sans trop le savoir hein.

L : et oui finalement c'est pas tout nouveau quoi ces réflexions !

A : et nan, c'est une vieille question. Voilà. Ça c'était... c'était important hein.

L : Ouais.

A : bon... alors, après, qu'est ce que tu veux que je te dise comme bêtise ? [rires]

L : Bah du coup là on a pas mal fait le tour de ce que c'est le mouvement des GJ en général, et comme je te disais au départ y a un peu une deuxième grande thématique qu'on peut aborder c'est plutôt la thématique, même si évidemment on l'a abordée un peu, mais la thématique subjective de comment toi, peut être déjà quelle est ton histoire militante, et du coup comment tu as rencontré ce mouvement là, comment tu l'as traversé, comment tu as vécu ce mouvement là ?

A : ben moi j'étais... je suis ici dans le village où j'habite maintenant depuis 75 ans de ça, ma première réunion politique j'avais trois ans ! Parce que j'étais petit fils de paysan métayer tu vois, ceux qui partageaient tout avec... et je me souviens que j'avais trois ans, ... tout le monde était habillé en dimanche en pleine semaine, parce que le patron venait alors il disait bonjour à tout le monde tu vois. Donc j'ai pris conscience de ce que c'était que l'injustice à ce moment là, et ça ne m'a jamais quitté. Donc alors après bon bah j'étais militant, mais si tu veux chez nous on est militant anti-curé. Alors les curés c'étaient les ennemis, je sais pas pourquoi ! [rires] donc j'étais militant laïque très tôt. Donc j'ai été envoyé à l'école normale, ce qu'on appelait l'école normale d'instituteurs en tant que militant laïque. Donc j'ai fait mon métier d'instituteur, et bon après on a essayé de me faire passer professeur, moi j'ai toujours refusé ce titre. Même quand j'ai enseigné à la fac, je n'étais là qu'en tant que je sais plus trop quoi, mais je gardais mon statut d'instit. Je n'ai pris le titre de prof qu'à 6 mois de la retraite pour essayer de gagner un peu plus à la retraite [rires]. Mais ça n'a pas toujours très bien fonctionné !

Donc j'étais pour instituer les gens, ce qu'on appelle instituer. C'est un grand débat. Donc j'étais un militant laïque de la Ligue de l'Enseignement, du temps où elle était vraiment à gauche et révolutionnaire. Parce qu'elle a eu un passage à gauche la Ligue de l'Enseignement. Je sais pas si tu connais tout ça. Les jeunes ne savent pas trop. Donc je faisais beaucoup d'animations de ciné-clubs, où on discutait, on luttait contre ce qu'on appelait à l'époque la persuasion clandestine tu vois, des choses comme ça. Donc j'ai toujours été militant de gauche, j'ai été élu sur une liste PC-PS dans une commune de 30000 habitants, et puis bon après... ma femme a été malade donc je suis revenu dans le coin... et là... c'était dans les années 90, j'avais... j'étais toujours syndicalement impliqué, et pédagogiquement très impliqué aussi, mais enfin politiquement moins, parce que bon... pour moi c'était... l'affaire était close quoi tu vois. Jamais on arrivera à faire la révolution. Et puis un jour j'apprends que les GJ allaient se réunir, alors donc « c'est reparti ! » si tu veux, j'ai ressorti mes appareils photo, mes caméras, et je suis reparti au boulot ! Et depuis j'y suis toujours, et puis tout à l'heure je vais aller coller des affiches etc.

L : ah oui donc ça a été un... comment dire... une redynamisation de... du militantisme

A : Ah oui oui oui !

L : donc dès le départ, dès le 17 novembre 2018, tu es allé avec tes équipements quoi ?

A : Dès le... ou même le samedi avant hein

L : ah oui d'accord en préparation quoi

A : oui en préparation. Mais je crois que j'ai pris que des photos à l'époque, je pensais filmer. C'est après que je me suis dit « putain faut filmer tout ça ».

L : et du coup finalement, c'est un peu ce que tu disais au départ, tu y étais pour... comment dire... pour filmer justement, pour... documenter ce mouvement là ; mais en même tu y étais aussi j'imagine par conviction ?

A : Mais... mais tout à fait. Si tu veux, je m'interdis de... je suis tellement révolutionnaire que je m'interdis d'aller à Paris, car si je vais à Paris, bon je vais rentrer dans l'élysée et ça va faire un drame ! [rires] donc je m'interdis d'aller à Paris tu vois, ça fait 30 ans ! Bon je dis ça pour déconner, mais enfin c'est un peu ça quand même. Y a des choses, des situations dans lesquelles je ne pourrai pas m'abstenir de réagir violemment hein. Je me méfie de moi même. Donc je me cramponne à ma caméra, avec mon stabilisateur, parce que sinon ça bouge dans tous les sens, alors parce que je me dis « putain, allez cramponne toi, tu dis rien, tu dis rien, tu dis rien ». c'est difficile.

L : Donc ouais la caméra c'est peut être une manière de mettre à distance pour pas trop s'impliquer !

A : ah oui, parce que sinon j'aurais cogner sur les flics

L : ok oui, c'est intéressant parce que au départ tu présentais vraiment comme si tu étais dans le mouvement pour le documenter, du coup presque d'un point presque extérieur, mais en fait ce point de vue extérieur ça te permet de mettre à distance ton implication !

A : alors oui, tout à fait, tu as bien vu la chose !

L : c'est intéressant, c'est une bonne manière de se mettre à distance ! Donc ouais dès le départ, dès le départ tu as rejoins le mouvement dans cette optique là quoi

A : ah oui, moi le capitalisme je sais ce que c'est, je connais la fable des abeilles etc, je sais pas si tu connais tout ça

L : Ah non

A : Tu connais pas la fable des abeilles ? Ah oui il faut que tu lises ça, que tu te documentes sur la fable des abeilles, qui est une fable écrite par Albert de Mandeville, qui était le fils d'un réfugié protestant aux USA... non aux Pays Bas, qui parlait un peu le français, et qui a vécu en Angleterre, en 1714 quand même il publie la fable des abeilles. Il explique si tu veux les... c'est une fable qui explique les bases du capitalisme.

L : Ah oui ok

A : où chacun est censé escroquer les autres etc etc et puis en fait, si y avait pas ces... la conclusion c'est si tu veux le... C'est de permettre à la société entière de progresser. S'il n'y avait pas les capitalistes avec leur envie d'accumulation de tout posséder, on serait encore plus pauvres ! La base du capitalisme date de là, 1714. parce que ce Mandeville avait pour habitude de traduire les fables de La Fontaine en anglais. Alors il connaissait la technique si tu veux des fables quoi. Donc il a fait cette fable des abeilles. Tout étudiant devrait connaître ça, Sollon, Clystène, Parker, la démocratie au moyen âge, la fable des abeilles etc. Aaaaah je sens que dans le programme universitaire y a des choses à changer !

L : ahah c'est possible ! Après du coup moi je viens d'un cursus de psychologie à la base et je me suis plutôt dirigé... enfin j'ai un master de psychologie, je suis psychologue, mais du coup pour ma thèse je me suis plutôt dirigé vers la psychosocio plutôt, avec une approche de théorie politique aussi mais du coup je viens pas des sciences politiques quoi. Donc peut être que ça explique aussi !

A : mais écoute les 20 cours de l'histoire de la démocratie vu sous l'angle juridique alors, par Alain Supiot tu vas apprendre plein de choses. Moi j'avoue que ça m'a comblé tout un tas de trous, de choses que je ne comprenais pas pourquoi, là je comprends mieux. Bon c'est un peu tard m'enfin.

L : et bah oui effectivement je vais écouter ça ça peut être intéressant ouais. Et ça rejoint ce que tu disais tout à l'heure que finalement les questions que se sont posées les GJ finalement c'étaient pas tellement des questions nouvelles quoi, c'est des questions ça fait des siècles et des siècles...

A : ah oui elles ont au moins 2500 ans ! [rires]

L : mais elles se posent dans un contexte qui lui est nouveau quoi

A : ah oui c'est différent évidemment. Le contexte de la république des athéniens 2500 ans avant Jean-Christophe comme on dit, c'était un autre problème. Y avait même un problème, le même problème du à l'accumulation hein, mais c'est pas une accumulation de... de titres... d'actions ou d'usines évidemment, c'était accumulation des terres etc. Enfin bon.

L : Oui, le problème de fond était peut être déjà le même

A : ah oui tout à fait, bien sûr.

L : bon ouais, moi j'ai fait le tour des thématiques que j'avais en tête, mais je sais pas si toi tu as fait le tour des thématiques que tu avais en tête ?

A : Oh bah, si on se met à discuter je vais en avoir plein mais enfin, c'est déjà pas mal pour aujourd'hui ! Mais n'hésite pas à m'en poser aussi par écrit hein ! C'est plus facile pour d'écrire que de parler tu vois, malheureusement hein... en politique c'est pas un avantage. J'écris beaucoup, je fais beaucoup d'affiches, beaucoup de textes, donc je pourrai t'écrire tout ça, y a pas de problème !.

L : Et bah oui, on pourra communiquer par mail !

A : Si tu as un point particulier tu me dis « est-ce que tu peux m'expliquer ce point particulier », n'hésite pas

L : Bah oui avec plaisir !

A : bon et ben Lucas, je te souhaite bon courage pour ton travail !

L : Et bah merci beaucoup, et toi aussi bon courage pour tes actions qui en nécessitent aussi !

A : bah oui, le courage on l'a mais c'est la force qui manque des fois !

Annexe 28 : Retranscription - Hubert

Nom	Hubert
Âge	62 ans
Date	16 février 2021
Modalité	Visioconférence
Durée	1H30

L : Voilà c'est bon, on peut y aller. Donc alors peut être je peux présenter un peu rapidement comment moi j'ai pensé un peu les choses pour les entretiens, là pour le moment c'est la première phase que je fais passer, donc c'est plutôt exploratoire pour essayer de comprendre qu'est ce que c'est que le mouvement des GJ, donc c'est plutôt un entretien semi-directif qu'on appelle, c'est à dire que j'ai pas des questions précises avec un ordre précis dans lequel les poser, mais j'ai un peu des thématiques que j'ai un peu envie d'aborder, puis y en a d'autres qui vont sûrement émerger et qu'on pourra émerger aussi ! Et du coup les deux grandes thématiques très générales, et puis y a des sous thèmes dedans, ça va être dans un premier temps bah « qu'est ce que c'est que le mouvement des GJ d'une manière générale », et puis dans un second temps une thématique plus subjective sur toi comment tu as vécu ce mouvement, comment tu l'as traversé, comment tu t'y es joints, quelle est ton histoire militante... voilà. Mais déjà dans une première partie, déjà, bah qu'est-ce que c'est que ce mouvement quoi. Donc peut être qu'on peut déjà commencer sur cette question très générale ?

H : Donc forcément bah c'est... je pense pas qu'il y ait une définition, y'en a peut être autant qu'il y a d'individus... donc pour moi c'est... le... c'est l'expression d'une souffrance et d'un malaise très... et d'une crise politique enkystée depuis certainement des décennies. Moi je l'analyse comme ça. Je pense que c'est l'expression d'un désarroi, parce que bah quand on regarde un peu de près c'est parti quand même sur les réseaux sociaux, avec cette histoire de... de gazoil paraît-il, le prix du gazoil donc... moi très vite je me suis aperçu que certes y avait la question des revenus, maltraités, du pouvoir de vivre dignement qui était remis en question encore un peu plus, et je pense que... euh... y a eu quand même cette alternance gauche/droite depuis je ne sais combien de mandats, et voilà je pense que c'est l'illustration, je pense que c'est un peuple qui dit des choses à un moment donné, qui n'en peut plus notamment, et je pense parmi les plus modestes. Voilà, les gens qui sont au bord du précipice je pense, en tout cas moi c'est ce que j'ai vu là où j'étais sur le rond point ou j'étais. Voilà donc en tous cas c'est je pense, ouais c'est ça, c'est l'expression d'un peuple qui souffre, d'un peuple qui n'est pas entendu depuis des décennies voilà. Je pense... au-delà des étiquettes politiques voilà je pense qu'il y a un profond désarroi.

L : ouais, une souffrance et un désarroi quoi.

H : moi je l'analyse comme ça.

L : c'est un peu ça que... c'est intéressant ce que tu disais, que finalement y aurait presque autant de définition que d'individus, que de GJ, mais pour autant y a un peu quand même ce dénominateur commun là quoi, c'est ça que tu veux... d'un désarroi, d'une souffrance partagée par tous quoi ?

H : alors, moi ce qui... pourquoi ça a pris la forme d'un mouvement ? Je pense que y a... y a un désarroi parce que je pense que fin les gens qui se sont engagés dans ce mouvement d'une manière plus ou moins effective, quel que soit leur vote précédent en amont, quels que soient leurs engagements politiques, ou non engagement, je pense que y a... c'est l'expression aussi d'un... c'est ce qui caractérise... ce qui aboutit, le désarroi c'est la conséquence, mais je crois que les gens, y a une crise de confiance majeure dans les partis politiques dits traditionnels. Voilà, je pense que c'est

une des causes. Une des causes de l'explosion de ce mouvement, avec une fracture sociale qui... une grande précarité, on peut... on dit précarité mais on peut dire la misère hein ! Voilà, je préfère ce mot là parce que y en a.

L : oui complètement. Les deux sont présents, mais la misère existe aussi effectivement.

H : Et je pense que derrière ça aussi , c'est... la société est quand même, les choses ont bougé, bon... après les années 70 y a eu ce chômage massif qui est arrivé, plein de choses, et bon l'économie qui s'est complètement transformée, et je pense que... derrière tout ça c'est l'expression à un moment donné de ce malaise là, voilà. Je pense que c'est devenu assez... j'avoue que je m'y attendais pas. Moi je m'y attendais pas. Et franchement, ça... j'étais de ceux qui disaient que... ça fait 20 ans que je dis que ça pourra pas tenir, c'est pas possible, ce qu'on vit c'est une impasse. D'années en années, d'élections en élections, d'abstention en abstention, voilà, à un moment donné les choses sont... je pense que le mouvement des GJ a été l'expression de tout ça, et sans doute de plein d'autres choses qui ne sont pas visibles.

L : Mais oui c'est intéressant de dire que tu t'y attendais pas, parce que je pense que de fait y a assez peu de monde qui s'y attendait en fait, c'est aussi ça qui je pense représente un peu aussi le mouvement des GJ c'est une forme de spontanéité dans sa naissance aussi

H : c'est clair ! Je pense que les premiers qui sont allés sur les ronds points, c'est des héros les mecs ! Et quand je dis les mecs c'est aussi des femmes hein. Mais parce que dans le contexte faut quand même le faire hein.

L : et oui, et plein de monde a rejoint ça d'un coup. Donc ouais, et du coup tu as aussi abordé un peu la question des revendications, en disant que c'est parti un peu à la base sur cette idée d'augmentation des prix du carburant, mais pour autant si je comprends bien en fait c'est pas ça la revendication de base quoi, ou en tous cas la revendication fondamentale quoi.

H : bah je pense qu'il y a une colère, j'ai pas encore utilisé le mot, mais y avait une colère derrière. Encore une fois de plus, parce que quand même ce qu'il y a de singulier à ce gouvernement c'est qu'il arrive après les autres, et dans la méthode, dans la méthode, c'est violent, voilà. Donc ya absolument pas d'écoute, voilà, donc c'est l'expression d'une colère parce qu'il y avait des gens qui étaient déjà très mal, je pense que sur le rond point y a des gens que j'ai vus qui étaient vraiment, socialement, vraiment mal. Je pense qu'il y a plein de gens qui étaient encore plus mal qu'on a pas vus. Qui étaient encore plus loin. Donc je sais pas sociologiquement, c'est intéressant de savoir qui est venu dans ce mouvement ? Voilà moi je dis que depuis le temps qu'on dit que la classe ouvrière elle est morte, bah faut s'interroger si elle est morte ! Moi je crois pas, je pense qu'elle a subi, le travail s'est modifié, mais y 'a toujours des gens exploités, on les appelle peut être moins ouvriers, mais...

L : Oui c'est ça, parce qu'effectivement je pense pas qu'on puisse parler des GJ comme de la classe ouvrière, mais pour autant ça... c'est peut être son héritier... ou c'est héritier de ça quoi.

H : moi en tous cas ce que j'ai vu, enfin sur le rond point y 'avait quand même en terme de situation sociale y avait quand même, globalement, les gens qui y étaient avaient des revenus très très modestes.

L : Oui c'est ça, sans être forcément ouvrier mais très modeste quoi.

H : voilà avec une grande variété, des gens qui arrivaient en retraite... voilà je... je le cite souvent parce que ça m'avait marqué : ce monsieur, je l'ai pas vu forcément sur la durée mais en tout cas... je dis ce monsieur mais y en avait plein d'autres comme ça... monsieur qui a commencé à bossé à 14 ans, maçon toute sa vie, et il me disait « moi j'ai 950 balles de retraite », et il me dit « l'autre il vient

me piquer 100 balles quoi ». Et ça, voilà, ces gens là ont dit non, très clairement, ils ont dit non à quelque chose de très concret, ils voulaient prendre ces 100 euros dans le... dans la poche de cet homme là quoi, voilà. Et je pense que c'est un mouvement très politique, parce que aussi bah le travail a changé, mais je pense qu'il y a un désarroi aussi du côté syndical. Voilà, aujourd'hui on dit la crise du syndicalisme, c'est vrai... si on dit crise du syndicalisme c'est parce qu'il y a moins de syndiqués certes, mais y a aussi en terme de, sur l'identité elle même des syndicats, sur les projets syndicaux eux memes... et ça la majorité des gens qui étaient là, j'ai pas fait d'étude mais ces gens là étaient pas syndiqués, très peu. Y avait des gens sans boulot, certes, des gens à la retraite qui vivaient mal, et je pense effectivement des gens au boulot avec parfois, je pense... que assez peu de... de gens qui ont milité sur les ronds points étaient syndiqués, je pense.

L : Oui oui effectivement je crois qu'il y a eu des études sociologiques qui tendent à dire ça oui.

H : voilà, et moi dans mes expressions c'est comme tu disais c'est très subjectif, mais quand j'ai des discussions autour des syndicats, les gens ont souvent eu des expériences, c'était très critique. Ils se sont pas sentis défendus. Voilà donc, donc je pense que c'est l'expression, c'est... tout converge.

L : Oui, parce que cette crise du syndicalisme aussi elle s'inscrit dans ce que tu disais tout à l'heure de la crise de la confiance en fait, envers les institutions politiques d'une manière générale je pense, syndicale ou partisane ou...

H : oui, dans le désarroi j'ai entendu le « tous pourris », ça c'est voilà...

L : oui et c'est quelque chose qui a été effectivement... ce tous pourris là il était effectivement présent vraiment dans le mouvement des GJ quoi.

H : Ouais, bah c'est une vraie... quand des gens... expriment vraiment une pensée, au-delà du truc qui vient spontanément à l'esprit, mais quand c'est quelque chose de pensé, de vécu, c'est une vraie détresse. On a personne pour se défendre, je pense !

L : oui, les syndicats remplissent plus ce rôle là quoi. Enfin en tous cas d'après...

H : en tous cas y a beaucoup de déception. Voilà. Et moi je, d'ailleurs si on regarde, la grève n'a pas pris. Parce que moi c'est le sentiment que j'ai, fin les collègues, fin les... sur le rond point ils m'ont demandé d'aller à un syndicat... enfin d'aller à une réunion à l'initiative d'un maire sur [ville], de gauche hein, et bon y a des... on sentait qu'il y avait un projet derrière de réunir des gens politiquement, syndicalement. Mais, certainement du côté des GJ y avait beaucoup d'appréhensions, et les gens étaient très frileux, avaient la peur de se faire récupérer, mais de l'autre côté c'est pareil ! Moi pour situer mon... moi j'y suis pas allé le 17 novembre, je dirai après hein, mais bah j'étais dans un truc personnel pas terrible, et puis bon je crois que j'y suis allé la fin de la semaine suivante. Mais j'avais déjà entendu tout le truc médiatique. Voilà « les fachos sont sur les ronds points », « attention ceci attention cela », euh... voilà et puis moi mon expérience c'est que, y a ces gens là très modestes qui m'ont filé sur le rond point, quand je passais avec ma bagnole, qui m'ont filé un 21x29,7 coupé en deux, ou y avait quelques mots d'écrits, et moi j'ai trouvé... j'ai dit « ça c'est une base politique profonde ! ». c'est des gens qui étaient en discussion, et qui ont dit « ça, voilà ce qu'on veut ». Si y avait eu des partis, euh... crédibles, voilà ils se seraient saisis de ça sans récupérer le mouvement hein !

L : oui il y a eu un refus de la part, que ce soit des syndicats ou des partis de se joindre au mouvement, sans le récupérer mais de s'y joindre quoi.

H : ah oui je pense oui, oui il y eu ça. Alors de l'autre côté je pense que si ils avaient eu la volonté ça aurait pas été facile hein ! Je pense, parce que y a quand même des mecs qui sont venus sur le rond point encartés hein, donc voilà... droite comme gauche, et... plus gauche que droite je pense, mais euh... le... comment dire... le... j'ai vu que c'était compliqué pour eux ! Compliqué pour eux parce que y avait quand même ce fossé qu'on disait tout à l'heure, je pense que ceux, les militants dans les partis, voilà y a un fossé entre eux, leurs pensées, leur manière de voir l'avenir, le présent peut être, et puis le passé, et puis faire quelque chose avec ce mouvement là ! À chaque fois qu'ils on essayé de faire quelque chose, même s'il y avait pas une intention récupératrice derrière, je les ai sentis mal à l'aise, voilà. Mal à l'aise, et hors du coup, hors du coup. Ils ont pas compris. Je pense qu'ils ont pas compris.

L : oui, c'était décalé, c'était à côté de ce qui se faisait vraiment dans le mouvement quoi.

H : Voilà, donc je sais pas si j'ai répondu un peu à ta question, c'est compliqué hein de dire c'est quoi le mouvement des GJ !

L : Bah oui complètement, c'est pour ça que je la pose, c'est qu'elle est très large mais on se rend vite compte qu'elle est compliquée hein !

H : dans d'autres temps, on aurait dit quoi... je sais pas, ça aurait été des paysans on aurait dit une jacquerie, j'en sais rien... [rires]. Là je sais pas, on a entendu plein de trucs dans le médias. Moi mouvement ça me paraît juste, mouvement politique c'est sur. Moi j'ai trouvé les gens très politisés.

L : oui, malgré ce qu'on a entendu dire, et qui se vérifie je crois dans les études sociologiques, que c'étaient des personnes qui n'avaient pour beaucoup jamais milité avant, et pour autant c'était politisé quoi

H : c'est clair : derrière y a une analyse. Y a des analyses, parce qu'il y en a pas qu'une.

L : Et ya... voilà, ça c'est aussi je trouve une question, ça fait une transition, le fait qu'il y ait des analyses effectivement et pas qu'une analyse, c'est... y a une diversité de pensées politiques dans le mouvement des GJ

H : Oui

L : Contrairement je pense à ce qu'on peut voir dans des partis ou des syndicats où il y a une ligne de conduite un peu. Là c'est... au contraire, ça foisonne un peu.

H : oui. Moi j'ai pas une vision nationale parce que j'ai pas milité comme d'autres camarades sur les liens nationaux en tous cas. Moi il me semble que... oui il y avait des analyses, y a eu des frictions, mais en tous cas, ce mouvement je pense qu'il a fait le boulot d'un parti qui est digne de ce nom, qui revendique ce nom là. Ce mouvement il a fait le débat politique sur les ronds points. Et ailleurs, parce qu'il a tenté de s'exporter quand même. Y a eu des diff sur les marchés, à la sortie des usines, partout... voilà c'est... y a quand même eu une invitation à la discussion. C'était quand même pas... c'était quand même difficile. Difficile avec les gens, difficile avec le pouvoir, donc heu... oui c'était pas une partie de plaisir.

L : oui, mais ça a permis le débat quoi.

H : Oui c'est clair. Y compris, j'ai gardé des liens très forts avec des gens du rond point, voilà avec des désaccords, mais en tous cas, l'échange politique a eu lieu, et il est pas terminé. Y a des liens, on

se contacte, voilà on a chacun... on a des points de convergence, et des points de désaccord sur des analyses de situation.

L : oui. Et tu disais d'ailleurs que on entendait dans les médias au début du mouvement que c'était, que « les fachos étaient sur les ronds points », c'est ce que tu as dit, et fin je sais pas si c'est quelque chose que toi tu as pu observer toi de ton expérience ou...

H : non, non non. Moi j'avoue que j'ai vraiment du mal avec... je pense que aujourd'hui être journaliste et faire son boulot correctement ça doit être très compliqué. J'ai vraiment beaucoup de mal avec les médias aujourd'hui, et leur... leur volonté à globaliser les choses. Je pense qu'il y en a qui ont essayé de faire leur boulot en descendant sur les ronds points, en essayer de comprendre ou en tous cas d'écouter, mais je pense que ces gens là... voilà... je pense qu'ils ont essayé de faire un truc. Moi j'étais... quand j'ai entendu « y a beaucoup de fachos », je l'ai entendu dans les médias. Mais je l'ai pas entendu que dans les médias puisque encore récemment j'ai entendu des trucs qui m'ont sidéré dans des analyses politiques, sur qui était ... qu'est ce qu'il y avait derrière ce mouvement. Donc voilà moi j'ai vu des gens avec des propos racistes, c'est vrai. Avec un discours.. voilà... des choses qu'on entend depuis des décennies aussi avec la part qui a été faite au FN sur... bien sûr on précarise des gens, on pique le boulot ;... voilà des choses un peu simplistes, voilà « faisons bosser les français puis les choses iront mieux », ça je l'ai entendu aussi... et je pense que dans les gens qui disaient ça tout le monde ne votait pas FN. Mais je pense que voilà. Nan y a eu des discussions vives là dessus, moi je me suis retrouvé parfois assez isolé, sur le rond point. Dans des discussions, avec des gens que j'ai appris à apprécier. Y a des gens je pense que moi ils m'ont pas convaincu, voilà, peut être que je les ai fait réfléchir, je pense, mais en tous cas je les ai pas convaincus. Y a des choses profondes qui sont ancrées aujourd'hui.

L : Mais c'est aussi ça peut être qui s'est passé aussi, c'est que des avis qui peut être divergent quand même peut être sur pas mal de points ont pu se rencontrer en fait par le biais de ce mouvement, et du coup échanger, et du coup...

H : ah bah oui c'est clair. Voilà, et jusqu'au bout. Par exemple y a eu des élections en Mai, en... oui je relisais le mail que je t'ai envoyé, je me suis complètement planté dans les dates, j'ai du mal ! Et donc en mai 2019 de mémoire y a eu des élections, et j'ai entendu des réactions des uns et des autres, et... oui bah voilà y a des gens qui étaient contents du résultats du front, voilà du FN. Et d'autres qui l'étaient moins. Mais comme tu dis ça n'a pas empêché la discussion. Voilà, et je pense que c'est là où il y a eu le... fin en tous cas.... Le pouvoir politique tel qu'il a agit, s'il y avait une intention positive de ces gouvernants, peut être qu'ils n'auraient pas fait comme ils ont fait parce que justement ce mouvement a permis aux gens de discuter entre. Parfois c'était tendu hein, mais... ou y a pas de discussion dans le reste de la société, je pense que c'est très compliqué ! Fin au travail... je pense que les discussions se sont appauvries, on parle d'autre chose...

L : oui la discussion politique elle est pas très présente à part dans les milieux dédiés à la politique quoi

H : ouais. Donc voilà, je pense qu'au début j'he pense qu'il y a eu je pense des gens du FN qui étaient pas mal présents, assez actifs je pense. Là où j'étais en fait je connaissais pas les gens, y avait très peu de temps que j'habitais dans ce coin là. Mais bon. J'avais écouté un matin, j'avais trouvé assez bien son propos de Aubenince, la journaliste du monde, elle était sur un rond point je ne sais plus ou, et elle disais bah parce qu'elle était interrogée sur France Inter par Salamé, et on lui posait la question « les GJ est-ce qu'ils sont racistes etc ? » et elle dit « oui y en a, y en a, mais pas plus que dans mon journal ». et je pense que ça résume assez bien la situation je pense. Voilà je pense pas qu'il y avait plus sur le rond point de gens plus racistes qu'ailleurs. Y avait des gens dans la misère, dans leur

analyse des choses, je pense qu'ils adhèrent assez au fait qu'il y a des étrangers qui viennent en France, qui ont des revenus sans travailler, des choses comme ça qui sont bien rentrées dans les têtes.

L : Oui, mais partout quoi c'est ça.

H : Oui, et c'est... c'est grave et c'est triste, et ... voilà. Je... mais je pense que le mouvement il a réussi un truc c'est vraiment faire parler les gens entre eux, y compris de ça, c'est un sujet... voilà quand j'ai dit mon point de vue la dessus, personne ne m'a agressé. Quand d'autres personnes ont dit ce que je viens de te dire, je les ai pas agressé, je leur ai pas dit que c'étaient des gueux etc, et j'ai pas eu l'inverse non plus. Donc c'est en ça que j'ai trouvé dans ce mouvement qu'il y avait quelque chose de profond. Et puis... et puis on a l'air de découvrir ça, mais quand on regarde l'histoire du mouvement ouvrier, ça existait ça, bien avant, et voilà... la question c'est comment on fait vivre ça, je pense.

L : oui c'est pas tout neuf quoi.

H : nan nan. Donc voilà pour ce... moi je pense qu'il y a vraiment de la colère, de la détresse, et ce qui a été positif c'est que les gens ils ont exprimé ça, quand on leur dit qu'il faut qu'ils marchent au pas, qu'il fallait qu'ils aient toutes les contre réformes, ils ont dit non. Il y a une partie du peuple qui a dit non.

L : oui, et qui a dit non pas que à la taxe instantanée sur l'essence, qui a dit non a toute une... tout un ensemble de chose quoi.

H : oui, parce que quand même, je parle du rond point, c'est là que j'ai vécu des choses, y avait quand même rapidement des gens qui n'avaient pas forcément d'expérience politique ou syndicale qui ont animé les discussions, qui ont eu le réflexe de dire « qu'es ce que tu pense toi », avec l'idée de s'organiser derrière. Ce que les partis ne font plus, parce que voilà. Et voilà et ça ça a ... ils ont... il y a eu ... je pense que ça a peu été, ou très peu exploité en tous cas sur nos ronds points, il y a eu un travail de quête de... de points qui font difficulté pour les gens, et puis aussi peut être de choses à travailler, à réfléchir. Et je pense qu'il y a des choses qui ont émergé, et la question de la sécurité et de l'immigration c'est pas ce qui a émergé en premier hein. Ça c'est clair. Ou peut être, dans les discussions, les gens... y a une telle détresse que ça peut assez vite venir dans les discussions, mais pour moi c'est pas ça qui est venu.

L : oui, la revendication elle se situe pas là quoi en fait.

H : ouais. Donc après, quand on est dans... quand les politiques sont dans une logique de cliver, bien sûr on peut faire, on peut dire voilà fin... ce mouvement là il est dangereux, il est violent, il est raciste, ce que tu veux. Mais moi c'est...

L : et une autre question que je me pose et qui s'est posée pour le mouvement je pense, c'est la question de la représentation ou de la représentativité, avec il y a eu des tentatives de représentation du mouvement, par Jacline Mouraud, Ingrid Levavasseur, Jérôme Rodriguez, voilà y en a eu pas mal qui ont été un peu figures de proue du mouvement, et qui du coup ont tenté de reproduire... euh de représenter pardon ce mouvement fin... qu'est ce qu'on peut penser de ça, qu'est ce que le mouvement en lui même a pensé de ça ou qu'est ce que toi tu as pensé de ces tentatives de représentation ?

H : alors moi je pense que je suis... je suis vraiment pas le... représentatif de la pensée de... je pense, de la majorité des gens qui se sont impliqués sur le rond point. Moi à titre personnel j'ai un passé politique et syndical, et tout de suite je me suis dit se pose la question, c'est l'expression d'une crise politique majeure, ça c'est sûr, voilà. Mais ce mouvement, voilà pour que les choses aboutissent sur

un... sur des changements politiques majeurs, se pose la question de la réunion ou de la coordination, voilà. Et ça, on a bien vu que c'était très compliqué, que c'était manipulé... je pense qu'il y a des gens dans le mouvement, sans parler d'intentions manipulatoires, je pense qu'ils se sont faits avoir comme plain d'autres gens parce que... peut être qu'on t'accorde du crédit à ta parole alors qu'on l'a jamais fait, bah... y compris dans les médias, bah peut être qu'on peut se faire piéger aussi, comme d'autres se font piéger tous les jours. Je pense qu'il y a de ça. Moi franchement je me suis jamais senti... j'ai vécu tout ça de très loin. Voilà les figures qu'on nous... et on entendait sur le rond point des choses très différentes. Alors je sais pas si ce rond point il est représentatif de ce qui s'est fait et dit sur les autres ronds points, j'en sais rien. Moi j'ai pas senti un besoin de se dire il nous faut des leaders, il nous faut... voilà. J'ai pas senti ça, j'ai pas senti ce besoin. Ça pose d'autres questions hein ! Mais j'ai pas senti ça.

L : Mais c'est... c'est marrant parce que du coup tu dis que... tu as dit que tu étais pas représentatif des autres personnes du mouvement, et que même le rond point sur lequel tu avais été était pas forcément représentatif, et...

H : mais c'est une question, c'est une interrogation.

L : oui bien sur oui. Mais justement, dire que tu es pas représentatif ou que le rond point ou tu étais ne l'était pas, bah ça parle de la représentativité justement ! Est-ce que... est-ce que le mouvement a vocation à pouvoir être représenté, c'est peut être un peu ça la question que ça pose quoi, est-ce qu'il est possible de représenter le mouvement ? Est-ce qu'il faut le représenter ?

H : Peut être... là ils ont tapé fort en face. Ils ont tapé très fort, ce gouvernement... on peut s'y arrêter hein... c'est quand même d'une rare violence. Moi j'ai 60 balais, j'ai pas en tête une répression aussi vive. Il y a des choses graves qui se sont passées dans les décennies que j'ai connues, mais là c'est vraiment un truc d'état très large, voilà y a les détenteurs du gouvernement mais ça s'arrête pas à la république e marche hein. Je pense que c'est bien plus large. Et... donc je sais pas ce que je... comment dire... j'ai perdu le fil de ce que tu voulais me questionner, excuse moi.

L : bah t'inquiète, c'était sur la question de la représentation quoi : est-ce qu'il est possible et est-ce qu'il est souhaitable que le mouvement ait des représentants, soit représenté... parce que tu parlais de est-ce que tu es représentatif ou pas, mais finalement est-ce que c'est possible d'être représentatif de ce mouvement là, et est-ce que c'est souhaitable ?

H : oui c'est ça. La question que je me posais. On peut faire plusieurs hypothèses. S'il n'y avait pas eu cette répression, peut être que de ce mouvement, il se serait amplifié, ça aurait donné confiance à d'autres personnes, c'est une hypothèse, il peut y en avoir plein d'autre. Donc voilà, ce gouvernement a clairement fait le choix de mettre le couvercle, de taper fort, et de criminaliser les gens qui se sont inscrits dans ce mouvement. Et puis du coup de ne pas donner du crédit à ce qui est remonté quand même, parce qu'il y avait quand même un travail de réflexion, c'étaient pas que des gens qui faisaient cramer des pneus sur les ronds points quoi. C'était autre chose. Donc... voilà fin... qui pensaient la démocratie, qui posaient la question du revenu, de... je pense la question de la solidarité qui était posée, sociale, y avait la question de la démocratie et de la représentation, voilà ça c'est une question à mon avis assez majeure. Les questions d'environnement sont venues, très fort, très fort. Moi j'ai été... j'ai été plutôt surpris de ça, donc... c'est venu très fort. Parce que dans les médias là aussi y a soit une volonté soit ils se font piéger à leur propre jeu, mais on présente les gens modestes comme... comment dire, assez peu sensibilisés ou sensibles à ces questions là, mais c'est pas le cas. C'est pas le cas, y a une vraie inquiétude hein.

L : Ouais, et comme tu dis, soit c'est volontaire de la part des médias de cacher ça, soit c'est comme tu dis ils se font piéger à leur propre jeu.

H : oui peut être, c'est l'entre soi quoi. Donc voilà, peut être que s'il y avait eu quelque chose de... si il y avait eu un gouvernement, d'autres intentions, gouvernement et politiques au sens large, avec d'autres intentions, peut être que le mouvement aurait débouché sur d'autres choses peut être. Là c'est pas le cas, je pense que.. euh... je pense que ça s'est pas structuré parce que c'était un mouvement, voilà, ; c'était un mouvement et voilà j'ai bien vu sur le rond point c'était parfois difficile d'organiser des choses, y avait des initiatives de prises, y avait des coups d'arrêts à tout ça, parce que des personnes qui étaient sur le devant à un moment étaient fatiguées, prises de doute à un autre moment... puis cette répression qui était là, cette pression et cette répression... tous les jours on était photographiés par les flics quoi. Pour ne dire que ça. Alors que sur ce rond point il n'y a jamais eu d'intentions belliqueuse quoi. Donc je... fin... en tous cas moi j'ai pas... j'ai pas vu tous ces gens qui étaient là, je les ai pas vus se dire, j'en ai pas vu qui manoeuvraient pour des partis politiques en tous cas. Au début peut être, mais très vite... sur la durée nan.

L : Y a eu quelques tentatives sur l'échelle nationale mais qui finalement ont pas tellement pris quoi. Ingrid Levavasseur tout ça, finalement ça n'a pas été, ça a même été plutôt mal pris je crois par beaucoup de GJ.

H : oui, je pense qu'il y a un truc profond dans le désarroi des gens. Y a une crise de confiance profonde par rapport aux partis politiques. Et à la fois c'est très dangereux ce truc là, parce que à la fois c'est positif parce que voilà, si on en est là, ils y sont pour quelque chose, et puis dans le même temps, y a plus grand-chose... c'est un truc... pour se raccrocher c'est compliqué quoi. Enfin moi ce qui m'a marqué, c'est la violence de la réaction gouvernementale. Ça c'est terrible. Ce qui nous arrive maintenant avec toutes les lois qui tombent là sécuritaires depuis, on comprend hein, on comprend. Moi je dis ce mouvement il a été éclairant aussi d'un point de vue politique pour les citoyens qu'on est. On sait de quoi ils sont capables.

L : on a pu mettre des images sur ça.

H : oui, fin là, avec tout ce qui se passe autour des problèmes sanitaires, mais enfin c'est quand même... ces lois liberticides qui tombent c'est banalisé au possible, voilà. Et ceux qui essaient de lever la tête, bah la répression est toujours là.

L : oui... effectivement c'est la suite logique quoi ce qui se passe là.

H : oui et je pense que ces gouvernants, alors on entend tout et c'est difficile de se faire une opinion juste en tous cas, il me semble. Moi je revendique pas en avoir une juste. Je pense qu'il y avait de l'amateurisme peut être, mais pas que, des fois je me suis dit y a des gens qui ont bien compris les choses et qui... voilà fin... ce qui se passe c'est grave. C'était grave avant le mouvement, c'était grave pendant le mouvement, et ça continue.

L : et justement dans le mouvement, toi rétrospectivement est-ce que tu... comment tu pourrais analyser toi l'évolution du mouvement ? Est-ce qu'il te semble qu'il y a eu plusieurs phases ? Ou des étapes un peu clé dans le mouvement ?

H : J'avoue que une fois que c'est passé c'est compliqué... bon on a vu l'érosion au fil du temps quoi. C'était quand même impressionnant. Moi j'avais pas une vision globale, enfin je sais pas si y en a qui l'ont eu... enfin les flics et ceux qui nous gouvernent sans doute. Y avait du monde sur ce rond point. J'ai pas fait de photos, très peu, j'étais pas en reportage, mais c'était quand même impressionnant. Moi j'avais jamais vu ça, j'avais vu les manifs voilà, à paris, etc, ou il y avait beaucoup de gens, mais là des gens qui venaient sur ce rond point spontanément, régulièrement, vivre des choses ensemble etc, j'avais jamais vu ça.

L : Ouais, c'est autre chose qu'une manif.

H : donc y a tout le mois de décembre, y a eu du monde. Après ça a basculé, je pense que ça a été compliqué, voilà, il faut dire qu'il y avait cette répression, il y avait ces gens qui sont venus sur les ronds points, quand même un paquet vivaient des situations sociales difficiles, voilà c'était pas un mouvement financé par je ne sais qui et soutenu par je ne sais qui, donc c'était... je pense que ce mouvement là aussi a... dit quelque chose aussi dans la manière dont il a vécu. C'est que les gens ont pas pu faire le siège pendant non plus... des années, des mois et des mois. Y a eu une poignée d'irréductibles, au fil du temps, mais bon voilà.

L : Donc ouais y a eu une érosion mais plus d'une manière progressive quoi, y a pas eu des étapes qui ont scandé cette érosion, c'était progressif quoi.

H : voilà, et puis je pense que aussi ce qui a été très médiatisé autour des manifs urbaines avec les violences policières et puis ce qui s'est joué autour, voilà ça... pour des gens qui étaient pas forcément... même pour les autres d'ailleurs. Mais ça a jeté comment dire... au moins des interrogations. Faut-il aller plus loin. Parce que je pense que... moi j'ai pas senti des gens... des gens en colère, certes, mais pas des gens qui voulaient passer à l'acte sur un acte de violence, j'ai pas senti ça. Voilà donc je pense que cela a été très médiatisé, y avait un projet derrière. Discréditer un peu plus, mettre la pression un peu plus, et ça ça a réussi.

L : oui, et peut être aussi que le lieu y est pour quelque chose, dans les centres urbains où il y a une présence militante assez implantée, à Paris par exemple ou à Nantes, il y a déjà des militants plus radicaux qui sont implantés depuis longtemps, peut être que les GJ ont pu se radicaliser à leurs côtés, alors que dans des localités plus rurales sur les ronds points y a pas eu ce phénomène, u moins peut être que ça joue.

H : C'est une hypothèse. C'est difficile de parler d'une manière générale.

L : mais oui c'est très hypothétique oui.

H : voilà, dans les effets positifs je pense que les gens ont vécu quelque chose de fort entre eux. Et ça, voilà, ça a pu faire rire hein. Y en a qui se sont... qui ont fait des caricatures de ça, mais ça dit des choses aussi, dans la détresse que rencontrent les gens, rompre avec l'isolement, trouver des choses qu'ils ont peut être pas trouvé dans leur vie, en tous cas ils l'ont déploré. Et voilà y des choses fortes qui ont été vécues sur ces lieux là.

L : et oui des gens très isolés socialement ouais.

H : et quand même, je suis surpris parce que... j'ai appris sur moi aussi sans doute, dans ce mouvement là, mais de voir quand même que y avait des réflexes de solidarité dans les gens qui avaient peu de moyen, qui ramenaient de trucs pour bouffer, pour se chauffer, voilà. Bon je pense qu'il y a toute une bourgeoisie politique qui est loin de tout ça.

L : oui qui ne voient pas du tout ça de ce mouvement là quoi, qui ne voient pas ces choses fortes qui se sont passées. C'est invisible aux yeux de beaucoup je pense ces choses là.

H : donc dans les gens qui sont venus, j'ai vu assez peu d'étudiants. Bon tu vas me dire en campagne c'est plus compliqué ! [rires] Mais bon voilà y a des jeunes qui sont passés parfois avec leur parents, mais voilà j'ai pas vu mes enfants par exemple. Bon ils sont pas dans la région, mais tu vois mon fils il bosse sur [ville], il est trentenaire, il a un boulot, sa compagne aussi, voilà ça a provoqué des

discussions mais ils sont pas venus. Je pense qu'il y a des gens qui sont venus avec peut être pas grand-chose à perdre matériellement. Voilà. Ils avaient si peu que tu vois, c'est pour ça que c'est aussi l'expression d'une détresse. Mais d'autres personnes qui avaient plus de moyen, ressentent moins les injustices peut-être, j'en sais rien.

L : Oui ça paraît logique effectivement de plus ressentir les injustices quand on a rien. Après là encore je pense que la présence d'étudiants, ou de personnes plus jeunes, tout ça ça doit aussi dépendre du lieu il me semble. Moi j'habitais à [ville] au moment où c'est arrivé, et ensuite à [ville], j'ai quand même vu...

H : Les jeunes ?

L : oui dans ces villes là y avait des personnes plus jeunes à y être allés, des étudiants...

H : mais peut être que souvent, moi j'ai l'impression que du côté politique on nous monte... on dit que les milieux urbains, on entend tout et son contraire, les milieux urbains sont défavorisés, certains en tous cas, et... en fait on clive encore les milieux ruraux et les milieux urbains. Mais la misère en fait y en a un peu partout, c'est vrai que dans les régions là c'est régions qui ont souffert du point de vue des services publics, ces questions sont venues dans les débats. Le service public qui s'effrite, tout ça ça crée de la misère.

L : mais oui effectivement faut pas cliver comme tu dis le milieu rural et urbain, mais je pense que dans les milieux ruraux c'est une misère différente de celle qu'on peut trouver en ville. Il y a de la misère partout, mais c'est pas toujours la même quoi. Et du coup, aujourd'hui les GJ, qu'est-ce qu'on peut en dire aujourd'hui ? Qu'est-ce c'est aujourd'hui le mouvement des GJ ? Est-ce qu'il existe encore ?

H : j'avoue que j'en sais rien. Alors moi j'ai vécu quelque chose sur le rond point, et ça serait à refaire je recommencerais de la même façon. Je pense que moi mon parcours, ça arrive à un moment où j'avais plus la pêche comme je l'ai eue, et... c'est assez bizarre ce que j'ai ressenti, au début je ne me sentais absolument pas légitime sur le rond point. Parce que je me disais, j'ai eu la chance d'avoir un boulot, de pas trop mal gagner ma vie, et je me disais bah tu vois... on ne peut pas prendre la parole à la place des autres. Voilà, et je... j'étais content d'être là, aider, mais voilà. Et je ne me sentais pas, par rapport à la question que tu posais tout à l'heure, la question de faire... je pense qu'il y avait un boulot à faire, mais moi je me sentais pas de le faire. Je sais pas si si j'avais eu la pêche j'aurais été capable de le faire, mais... là aujourd'hui est-ce qu'il y a encore quelque chose, je pense qu'il y a des choses qui restent en tous cas. Ces gens qui ont vécu ça, je pense que c'est dans leurs têtes en tous cas. Quand on se revoit, y a des avis. Je pense que la déception l'emporte quand même. Ça c'est sur. Je pense que... ouais je pense qu'il y a des gens qui se diraient « si c'était à refaire est-ce que je reviendrais ? »... je sais pas...

L : La déception tu veux dire par rapport aux...

H : aux résultats !

L : Oui d'accord, ou manque de résultats peut être plus...

H : je dis ça par rapport aux résultats... en tous cas moi je me dis que le pouvoir a vaciller. Ça a tenu a pas grand-chose, si y avait eu... c'est parce qu'il y a une crise politique donc... moi je me pose la question de qu'est-ce qu'ils en auraient fait du pouvoir, ceux qui ne sont pas au pouvoir ? Si on pose l'hypothèse que la république en marche a été... et ses coéquipiers auraient été virés, qui aurait pu prendre le pouvoir ? Politiquement organisé, c'est très compliqué... je pense que personne s'est battu

pour le prendre hein. Agir, positivement, faire du lien, moi j'ai pas senti ça. Moi il m'a semblé sur le rond point qu'il y avait une volonté de dire « nous on est pas un parti, on fait vivre des choses, on veut que ça bouge au niveau de notre nation, pour nos gamins, pour nous, pour nos anciens... » y avaient des choses qui remontaient, mais y avait pas... 'est peut être le résultat aussi de toutes ces décennies où on a délégué quand même... bah aujourd'hui faire de la politique c'est faire carrière, voilà... peut être que là avec les jeunes générations le mouvement va s'inverser, on peut l'espérer en tous cas, mais voilà la politique c'est réservé à des mecs qui font carrière. Et on a aussi une responsabilité là dedans. Et je pense que dans le mouvement même y avait encore ça, y avait encore ça. C'était compliqué mais j'ai senti qu'il y avait ça encore : « nous on peut pas ».

L : Mais « nous on peut pas », mais « nous est-ce qu'on veut ? » ? c'est à dire, est ce que atteindre le pouvoir c'était même souhaitable de la part de ces personnes ?

H : Nan moi je pense, il me semble qu'i y avait une pensée dominante sur le rond point de dire « nous on est pas au pouvoir, voilà ce qu'on veut, on peut le dire très fort, voilà ce qu'on ne veut pas, on peut le dire très fort, mais c'est pas nous qui le ferons ». tu vois, c'est un mouvement politique, mais pas un truc partisan avec un projet d'organiser quelque chose, voilà c'était pas une révolution. Il me semble.

L : Et du coup aujourd'hui ça existe encore, alors ne serait-ce que par ce que tu disais de par les souvenirs des gens qui y ont participé, mais du coup de ce fait là ça existe encore par les traces que ça a laissé dans les esprits, de ceux qui ont participé mais aussi des autres quoi, de ceux qui ont pas participé.

H : Oui. Je pense que ça a ... ça plus ce qu'on vit là, l'histoire... l'histoire de virus, je pense que ça fait réfléchir hein. Plus les questions d'environnement, plus... y a plein de choses qui viennent sur le tapis hein, c'est... ouais c'est... je pense que ce mouvement a initié des choses, on mesure peut être pas quoi, pas tout, mais je pense qu'il a initié des choses.

L : et oui, et du coup il existe encore par ce biais là quoi, d'une certaine manière.

H : peut être que ça a remis à l'ordre du jour peut être l'idée qu'on peut se battre politiquement. Parce que là, du point de vue des choses classiques via les partis, les élections, je pense qu'une majorité des gens en attendent plus rien. Et la situation ne s'est pas amélioré je crois. Depuis le mouvement ça ne s'est pas amélioré. Voilà... Tu voulais me, sur mon parcours tu voulais me... ou peut être tu avais d'autres questions ?

L : Oui si tu as encore du temps...

H : Oui bien sûr pas de soucis

L : Donc ouais plus sur bah... des questions qui peut être te sont plus propres, ou en tous cas des choses plus subjectives, donc j'ai cru comprendre que toi tu étais déjà militant avant c'est ça ? Tu avais déjà une implication militante avant ?

H : oui, bah moi j'ai été... je suis d'origine agricole, mes parents étaient petits agriculteurs, et donc je suis parti de l'exploitation j'avais 21 ans, et je suis rentré par la petite porte dans le travail social. Je travaillais auprès de personnes handicapées dans une asso. Et puis... et puis ces cons là m'ont viré au bout de 37 ans... enfin m'ont viré... ils m'ont pourri la vie... donc quand le mouvement est arrivé, le 17 novembre, ça faisait quatre mois que j'étais en... en arrêt maladie. Voilà... donc après ça a débouché sur une invalidité au bout d'un an, puis un licenciement pour inaptitude à tout poste dans la boîte. Donc j'ai vécu du harcèlement... enfin pas que moi hein, on était plusieurs concernés... donc

voilà. Donc j'étais pas très bien quand c'est arrivé, donc j'avais pas l'énergie non plus. Dans d'autres temps j'aurais peut être fait autrement mais voilà. Mais en tous cas ça a été salutaire pour moi parce que en tous cas moi je m'y attendais pas. Et puis bah j'ai été syndiqué à la CGT pendant 25... ouais 30 ans au moins. Donc là je militais plus parce que j'avais milité 25 ans dans la boîte et j'étais... j'avais toujours des liens avec la CGT mais j'avais plus de mandat etc. Et dans la boîte j'étais... on avait monté une petite structure pour l'insertion des personnes qui ont des difficultés psy. Donc c'était une bataille, j'ai beaucoup bossé là dessus, c'était une bataille pour les budgets etc. Et donc du coup y avait moins de place pour... fin y en avait pas pour milité, c'était un choix à faire, donc voilà. Et puis politiquement j'ai été au parti des travailleurs pendant 14-15 ans je crois. Donc avec une grosse déception au début des années... j'ai du adhérer jusqu'en 2009 ou 2010. où là la question de la démocratie était posée au sein d'un parti. Encore une fois c'est pas quelque chose que je regrette, mais voilà parti ouvrier s'il en est, avec des vrais problèmes de démocratie interne. Après j'ai... j'ai pas trop subi ça, mais... enfin si y avait quand même de la déception mais... pour moi un parti c'est un moyen pour changer les choses, pour soulager, pour... voilà fin... y a un étau quand même sur les populations, sur les peuples, parce que ça se limite pas à la France. Voilà la question c'est comment agir. Donc un parti dans ma vision des choses c'est de déboucher sur l'action, que ça passe par du concret et voilà. Et oui, j'ai vécu autre chose. Alors petit parti certes, avec un fonctionnement singulier, certes, mais... mais quand on voit l'énergie qui est passée par les militants, et le peu de résultats, y a des questions à se poser. En tous cas il y avait un problème de démocratie majeur. Donc orphelin politique !

L : et oui, et de la cgt aussi du coup, tu t'en étais désolidarisé ?

H : bah en fait... dans mon parcours y a eu des... j'étais... j'étais longtemps plus syndicaliste qu'investi dans la politique au sens d'un parti. Et je pense que je me sentais plus à l'aise dans le syndicalisme qu'au sein d'un parti, ça c'est clair. Voilà après, la cgt malheureusement... bon celle-là j'y tiens, cette confédération j'y tiens, les autres un peu moins. Je pense que... c'est ce que je disais tout à l'heure, je fais partie des gens déçus. Je remets pas en question. Je suis pas anti-parti tu vois, je suis pas anti-syndicat, loin de là. Par contre j'ai vécu tout ça avec des déceptions majeures. Et je pense que certes ceux qui dirigent, qui ont dirigé et qui dirigent, certes ils ont d'autres projets pour les citoyens comme nous, mais je pense que voilà, toutes ces organisations ont une responsabilité non négligeable dans ce qu'on hérite aujourd'hui. Moi j'ai vu une cgt se bureaucratiser au fil des années, avec des problèmes de démocratie majeure aussi. Alors moi je... j'ai faut un choix parce que j'aimais mon bout, j'avais besoin, très tôt je me suis syndiqué parce que dans le social on est confronté à la précarité. Et... mais... c'est... c'est difficile fin... comment dire ça... moi j'ai vu le syndicat au fil du temps se bureaucratiser, s'éloigner des gens, avec des programmes descendants, voilà, on est pas un parti quoi ! On part quand même de la base, on est exigeant avec ça ! Et là c'est l'inverse qui s'est produit au fil du temps.

L : Mais du coup c'est comme si ça avait été... comme si par le mouvement des GJ finalement y a eu à nouveau quelque chose de démocratique qui s'était passé, ce qui avait justement disparu du parti, du syndicat...

H : en tous cas une intention, une démarche.

L : Oui voilà.

H : Alors après voilà ça a buté sur des choses très concrètes, puisqu'il suffit pas de dire que la démocratie est là pour que voilà, on peut tous s'interroger sur comment la faire vivre ! Le mouvement des GJ a pas fait exception, mais il y avait une intention saine

L : oui, et au moins, je pense et c'est ce que j'ai cru comprendre, l'intention saine était je crois d'essayer de penser la démocratie quoi, c'est un peu ce que tu as dit, y a un constat de base que la démocratie elle est en crise à tous les plans et...

H : bah là je pense que c'est clair, c'est pour ça que je pense que s'il y avait des choses qui se créaient politiquement dans ce sens... le mouvement des GJ a mis en avant ce besoin de démocratie, et cette volonté quand même du peuple d'accéder à autre chose que cette Ve république. Y a vraiment des choses qui sont exprimées là qui sont très fortes. Y a eu un travail politique de fait, de fond. Donc voilà j'ai mon épouse qui arrive alors tu vois, elle arrive du boulot !

L : Oui bah moi j'ai fait à peu près le tour des thématiques que je comptais aborder donc je sais pas si toi tu as d'autres choses en tête qui te viennent ou pas ?

H : Bah écoute, si jamais y avait d'autres trucs je me permettrait de t'envoyer quelque chose, si y a des choses qui me reviennent après. En tous cas voilà pour moi ça a été une expérience très riche, et puis ça montre que tout ça c'est pas mort, c'est présent, et il faut qu'on s'en saisisse les uns les autres, faut qu'on réfléchisse. En tous cas moi c'est une question qui m'anime tous les jours : je ne sais pas comment... franchement je ne sais pas comment faire. Je ne sais... je me sens... j'écoute d'une oreille certainement pas assez attentive mais voilà je... j'ai tellement été échaudé par les partis que... voilà je me dis est-ce que voilà faut remettre 100 balles dans le bourrin et se rapprocher d'un parti, se rapprocher de celui qui me paraît le moins... celui avec lequel on a le plus d'affinités, moi j'en suis pas là. Je pense qu'il faut repartir de la base, recréer des choses, en tous cas avec mon épouse par exemple c'est des discussions qu'on a toujours... comment faire ? Elle me dit « là ou on est faut faire vivre des choses positives, les faire connaître, s'inspirer de ce qui se fait ailleurs, sur la question de l'environnement, du travail, des solidarités, plein de choses... » moi je me dis que quand même la question politique, la question de la démocratie parce que on peut faire vivre des beaux projets, mais quand tu vois toutes ces lois scélérates qui s'accumulent, on peut pas faire comme si elles n'étaient pas là. Parce que elles ont, elles vont nous... elles sont très présentes et voilà.

L : oui elles ont un impact

H : Elles ont des effets. Donc je pense qu'il y a vraiment quelque chose à faire au niveau politique. Alors je sais pas s'il y aura un redémarrage d'un mouvement, j'en sais rien, ou des mouvements, j'en sais rien, mais peut être on peut l'espérer. En tous cas moi ce que je vois c'est que là ils nous amusent avec la... enfin ils nous amusent... oui et non... le virus il est bien là, il y a des gens qui meurent, des hôpitaux en souffrance, encore un peu plus, y a... voilà les inégalités qui vont encore être croissantes, et puis bah je me dis là ils sont en train de préparer 2022, et voilà quoi... mais y a rien à en attendre, fin moi j'en attends rien du tout. Je me dis que au moins le mouvement des GJ a permis de se dire : il y a des choses possibles. À nous de réfléchir. Alors y a plein d'écueils...

L : oui mais il y a autre chose qui est possible, je comprends ce que tu veux dire. Comme tu dis tu n'attends plus rien de ce système électoral tel qu'il est, mais en fait il y a autre chose qui est possible

H : oui, moi j'ai encore des illusions je pense au fond de moi parce que je me dis... peut être que... voilà va y a voir des restructurations politiques, des forces démocratiques qui vont se bouffer... voilà et peut être de ça ça va ... à défaut de nous satisfaire pleinement, en tous cas ça va peut être nous éviter ce qu'on ne voudrait pas qu'il nous arrive les uns les autres, qu'on s'enterre dans des choses qu'on avait pas forcément imaginées, mais voilà. Mais j'avoue que je vois pas, en tous cas moi ce mouvement des GJ ça a vraiment été un truc assez extraordinaire quand même, à vivre, et puis politiquement dans le pays je pense que... j'ai quand même été assez surpris y compris dans le milieu où tu es, dans la recherche quand même, il y a eu plein de gens qui ont écrit sur les GJ. Des choses, ça m'... l'autre jour j'en parlais avec un pote je lui disais « c'est quand même bien y a des intellectuels

pour qui le mouvement des GJ ça n'a pas été rien non plus, voilà ». donc il m'a dit « mais on a pas besoin d'eux » ou un truc comme ça [rires]. Mais je pense que ça marque quand même.

L : Bah oui tout à fait

H : la question c'est qu'est-ce qu'on fait de tout ça quand même. Je crois... je vais dire des conneries mais... je vois mal quelque chose renaître du mouvement des GJ en tant que tel. Je pense que le mouvement des GJ comme d'autres mouvements a semé quelque chose, et que voilà c'est... je pense.

L : Oui tout à fait, ça renaîtra autrement, ça sera peut être pas les GJ mais...

H : Ouais, j'en sais rien. En tous cas c'est des vraies questions qui sont devant nous hein ! Y a assez... bah là où on est on est assez contents parce qu'il y a pas mal de gens qui militent dans ce milieu rural, au niveau de l'environnement, y a pas mal de choses qui bougent ici.

L : ouais, je pense que c'est assez générale en fait... je suis pas sûr, je connais pas tout le territoire mais je pense que partout y a des gens qui s'impliquent...

H : oui partout oui. On a des raisons d'être inquiets mais on a des raisons d'être positifs aussi ! Et je pense que... ouais y a vraiment à réfléchir à quel enseignement on tire de tout ça. Et toi comment tu vas ficeler ça par rapport à ta problématique du point de vue des institutions ?

L : Et bah c'est une bonne question ! En gros je suis parti d'abord d'une réflexion théorique sur la notion d'institution, sur leurs fonctions sociales et psychiques, et où est-ce qu'on en est aujourd'hui vis à vis de ça. Et à un moment je me suis mais en fait, la meilleure illustration possible de ça c'est le mouvement des GJ, enfin il me semble que ça parle de ça aussi quoi, de ce rapport aux institutions sociales, de cette défiance dont tu as parlé... et du coup voilà après avoir défriché la théorie sur les institutions, je me dirige plutôt vers la question concrète du mouvement, c'est pour ça que je fais ces entretiens, et ensuite je vais essayer de faire des nœuds entre la théorie et ce terrain quoi.

H : quand tu parles d'institution, tu inclues quoi là dedans, t'as quel périmètre ?

L : bah c'est un périmètre assez large en fait, c'est pas forcément les institutions concrètes mais plutôt les institutions au sens large que sont la république notamment, la démocratie même qui est un mot qui fait office d'institution auquel on se réfère très régulièrement dans notre société... mais aussi la justice, la famille, le mariage, le travail... qui sont des institutions qui structurent notre société, qui donnent du sens à des phénomènes sociaux, mais qui aujourd'hui ont je pense un certain décalage, qui remplissent plus tout à fait, c'est mon hypothèse, leurs fonctions...

H : bah je pense que... encore une fois c'est qu'une réflexion, mais j'en l'impression que les individus sont quand même fragilisés. Les institutions sont fragilisées, et en conséquence les individus sont fragilisés aussi quoi. Il y a de l'insécurité partout, dans les têtes... je suis né en 59, on se disait l'an 2000... y avait quand même, même si il y avait des difficultés, y avait des espaces d'insouciance pour les enfants. La je me dis, est ce qu'ils en ont les mêmes de l'insouciance, est ce qu'ils en trouvent ? Voilà fin cette jeunesse, c'est quand même assez... inquiétant quoi. La question des institutions c'est important hein, parce que on nous dit si y a cette réflexivité, c'est quand même les individus qui font les institutions, mais c'est les institutions qui font les individus ! Y a les deux hein

L : et oui complètement, et justement, la fragilité des individus... fin c'est la question de l'oeuf ou de la poule quoi, est ce que cette fragilité des individus, cette insécurité générale, cette insécurité psychique générale...

H : C'est ça, y a une inquiétude. La question du sens est posée, des activités... on voit plein de gens en détresse quoi. Sur le rond point par exemple les agriculteurs qui nous ont prêtés leur terrain, le gars il a 72 ans, il travaille encore, il s'est reconverti au bio y a 10 ans. Lui il a perdu son frangin d'un cancer qui travaillait chez lui, il a utilisé des pesticides en veux tu en voilà, y a une prise conscience ! Et quand ces gens là font le bilan ils se disent « putain on a bossé ! On pensait bien faire et on a fait de la merde, on a fait crever des gens qu'on aime... » ouais en fait je pense que là y a quand même beaucoup de choses remises en question, on a pas beaucoup de certitudes... beaucoup d'inquiétudes, y a quand même des choses qui prennent forme, en disant « ça faut plus qu'on le fasse », mais peut être qu'il y a des mouvements qui vont renaître de ça j'en sais rien.

L : oui ça évolue, ça va probablement se restructurer, mais là on est au moment où justement... fin tu disais à juste titre que là la question du sens elle est posée, je pense que c'est vraiment ça quoi, fin les gens qui ont donné du sens à certaines choses toute leur vie, et aujourd'hui tout ça s'effondre parce que ça n'avait pas de sens, et que les institutions ne remplissent plus leur rôle et comme tu dis y a une réflexivité avec les individus, mais leur rôle de mise en sens de...

H : C'est clair ! Je pense qu'on est pas... y a pas d'unité dans le pays autour d'un projet dominant fin... ça reste à faire.

L : oui il n'y a plus une cohérence...

H : oui ça reste à faire... c'est assez... je pense qu'il y a, on en a pas parlé mais c'est quand même sous-jacent, c'est une évidence, mais quand même c'est la question de... du capitalisme aujourd'hui.

L : oui c'est vrai qu'on a pas nommé ce terme là, mais effectivement il a sa place dans la réflexion oui

H : détruire un système c'est en mettre un autre à la place. C'est vrai, je pense que dans le mouvement des GJ y avait ça de présent. Ce qui est devant nous, ce qu'on vit, ça nous convient pas, mais quoi mettre ? Et c'est là je pense que les partis se retrouvaient, réfléchir ensemble... ça manque cruellement quoi. Mais en tous cas, je pense qu'il y a des choses très fortes qui sont venues dans le mouvement. C'est ce système qui met les individus en concurrence entre eux, je pense que les gens y a une prise de conscience très forte là dessus. Et ça ça... j'en sais rien, je lis pas dans le marc de café mais... le capitalisme on en est pas débarrassé, mais y compris tu vois ce qui se passe sur le niveau sanitaire ça fait réfléchir.

L : oui, et niveau écologique aussi...

H : voilà, on va dans des impasses, y a des absurdités devant nous tous les jours quoi. Donc voilà ! En tous cas c'est un beau projet que tu as là

L : et bah ouais, on va voir où ça va me mener mais moi ça me convient en tous cas, ça me semble intéressant

H : et puis écoute si tu passes dans le coin hésite pas !

L : Et bah oui merci, pareil si tu passes près de chez moi !

Annexe 29 : Retranscription – Vanessa

Nom	Vanessa
Âge	46 ans
Date	23 février 2021
Modalité	Visioconférence
Durée	1H

L : Bon bah on peut commencer, je peux peut être déjà commencer par présenter manière dont ça va se passer, et puis aussi me présenter moi. Donc je suis Lucas Barrier, je fais une thèse en psychosociologie sur le mouvement des GJ et puis qu'est-ce que ce mouvement vient dire de nos rapports aux institutions notamment. Et du coup l'entretien là que je fais c'est un peu la première phase d'entretien que je fais passer, pour essayer déjà de comprendre qu'est-ce que c'est que le mouvement des GJ d'une manière générale. Et du coup là l'entretien va se passer en deux temps généraux, en deux grandes parties on va dire. J'ai pas des questions précises que je veux poser dans un ordre précis, mais plutôt des thématiques générales. Avec d'abord qu'est-ce que c'est que le mouvement des GJ, comment on peut le définir, et puis ensuite une autre partie sur des thématiques plus subjective sur bah vous quelle est votre trajectoire militante, et vous comment vous avez traversé le mouvement, comment vous avez ressenti les choses... voilà quelque chose de plus subjectif par rapport à vous. Voilà je sais pas si vous avez des questions avant de commencer ou pas ?

V : Nan nan bah je vais vous suivre hein !

L : Ça marche ! Bah après comme je disais, voilà j'ai pas forcément un ordre très précis de questions donc on va aussi se suivre tous les deux je pense parce que ça va dépendre aussi de ce que vous vous amenez ! Voilà donc pour commencer je pense que c'est une question pas mal pour commencer, c'est une question très large : tout simplement bah qu'est ce que c'est que le mouvement des GJ, comment vous vous définiriez ce mouvement des GJ ?

V : bah pour moi c'est une grande révolte, un grand ras-le-bol. Je pense que dans la tête de beaucoup de personnes c'était monté à un niveau de... de... d'acceptation des choses qui arrivaient, et là voilà la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Et puis... Et puis grâce, enfin je pense que sans Facebook le mouvement aurait pas pris autant d'ampleur qu'il en a pris, et voilà, on s'est tous retrouvés, venant de... d'un peu tous les milieux, toute personne confondue. C'est ça qui était magique, c'est qu'il y a des gens qui ne se seraient jamais rencontrés s'il n'y avait pas eu le mouvement, alors qu'on vivait juste à côté les uns des autres.

L : Oui ça a fait se rencontrer des personnes qui venaient d'horizons différents quoi

V : ouais exactement, tout à fait. Donc voilà après c'est que c'est très large, mais...

L : et oui vous disiez c'était un ras le bol, c'est ce terme qui émerge

V : oui en tous cas pour ma part, c'était plutôt tout une forme d'injustice, où on s'est senti exclus d'un système où on ne se reconnaît plus, et on se dit à un moment donné bah il faut, il faut faire quelque chose, parce que voilà c'est plus supportable. Nous... Moi je travaille, je suis à 1300 euros par mois, mon mari est handicapé, il travaillait mais il a fait une crise cardiaque donc... qui l'a pas mal chamboulé donc il peut plus travailler, donc il a une pension d'invalidité de 900 euros, mais c'est pas... en fait c'est pas vraiment notre condition, parce que nous on vit de manière tout à fait acceptable, donc c'est pas trop ça mais c'est plutôt... c'est plutôt un ras-le-bol où on se dit que voilà on donne

on donne on donne tout le temps et on a l'impression que ça sert à rien, plus on donne et moins on peut vivre de manière acceptable. Et pour nos enfants, moi aussi perso c'est ça qui m'a motivée.

L : Donc oui cette question économique est présente quand même, même si c'est pas toute la revendication j'imagine mais oui cette question est présente

V : oui exactement

L : oui un ras-le-bol par rapport à ça. Et donc « la goutte d'eau qui fait débordé le vase », donc la goutte d'eau ça a été la question des taxes notamment, je crois que c'est un peu ça qui a lancé le mouvement ?

V : ouais c'est marrant mais... est-ce que c'était le moment ? Je sais pas... Y aurait eu autre chose que les taxes, peut être que ça aurait fait déborder. J'en sais rien. Ouais honnêtement... parce que fin... On se disait, ça de plus ou ça de moins, ça faisait déjà pas mal de temps que ça pendait. Je sais pas, y a eu quelque chose qui a fait que c'était ce moment là, donc là oui là c'était l'histoire des taxes, mais je suis pas convaincue que si ça avait pas été une autre mesure de plus à ce moment là, ça aurait conduit exactement à la même chose... voilà, moi c'est mon avis

L : oui je pense que c'est un point de vue intéressant que... bah c'est vraiment cette idée de la goutte d'eau quoi, les taxes ça a été une goutte d'eau, mais des gouttes d'eau y en avait peut être beaucoup donc ça aurait pu être d'autres choses aussi quoi...

V : Tout à fait oui

L : et donc peut être ça peut nous amener sur la question des revendications aussi, finalement c'étaient quoi les revendications de ce mouvement ? Donc bah il y a eu ce coté anti-taxe parce que le contexte l'a mobilisé, mais c'étaient peut être pas les seules revendications j'imagine du mouvement ?

V : Bah au début non c'était le pouvoir d'achat surtout. C'est que beaucoup, à discuter dans... au rond point, voilà on pouvait venir de milieux différents, et d'opinions différents, fin on sentait bien que c'était ça. Voilà les gens, malgré le fait qu'ils continuent de travailler, parce que nous en tous cas c'était le cas sur le rond point, c'est que les gens travaillaient, y avait très peu de chômeurs... donc beaucoup de gens qui travaillaient et, ou alors des retraités. Ouais, donc... qui voilà ça suffit plus quoi ! Votre journée de travail ne suffit plus, soit vous êtes obligé de faire du black, soit vous êtes obligé d'être dans le découvert, malgré le fait que vous consommiez pas plus que ça parce que y a pas forcément d'abus qui pourrait expliquer cela, c'est vraiment le poids des charges, et que le travail ça suffit plus. Donc oui c'était le pouvoir d'achat, y avait les retraites aussi parce que ça commençait déjà à gronder, mais c'était pareil, c'était le pouvoir d'achat de toute façon. Et puis aussi nous on vit dans les campagnes, et aussi ce qui insupporte les gens de plus en plus c'est que tout ferme. C'est que plus ça va plus on est obligé de faire des km, donc y a aussi peut-être cette notion de carburant, mais aussi bien pour aller au médecin, au spécialiste, pour la poste c'est des petites permanences mais elles vont fermer, il va falloir aller dans le village d'après, puis après dans la ville un peu plus loin. En fait plus ça va plus on est obligé de faire des km pour des services qu'on avait à nos portes y a encore pas très longtemps. Pour les écoles c'est pareil... en fait on doit se battre pour tout. C'est... c'est ça. Quelques temps avant on s'est bagarré contre la fermeture d'une école, avant c'était la banque qui a été fermée, après ça a été un commerce et puis boulanger. Et puis pareil au niveau des transports y a rien quoi, on se bat... c'est encore le sujet des petites lignes de... ferroviaires. Parce que c'est pareil, voilà ils parlaient de fermer la ligne qui était pas suffisamment rentable, la ligne pas loin de chez nous. C'est, voilà y a énormément c'est très vaste, donc c'est vrai qu'au niveau des revendications c'était la base. Mais après à discuter autour du rond point, on en est vite arrivé à des

sujets plus fondamentaux, plus profonds, où on s'est vite rendu compte que c'était tout un système en fait. Voilà c'est que... Même si on était pas venu là pour ça au départ, c'est vite arrivé sur la table. C'en est vite arrivé au Référendum d'Initiative Citoyenne, on est vite arrivé... puis après chacun a apporté ses connaissances, sa pierre à l'édifice, et petit à petit on est venu s'intéresser à la politique, ou s'intéresser, fin... à la république, la constitution, tout ce qui nous entoure en fait, et petit à petit on est venu à des changements bien plus profonds que... on s'est rendu compte que ça suffisait pas, même si on nous augmentait un peu notre pouvoir d'achat, ça suffirait pas parce que de toute façon les clés sont bien plus profondes. C'est bien plus important.

L : oui ça effectivement c'est intéressant, et je pense que c'est quelque chose qui revient beaucoup, c'est que... bah comme vous l'avez dit, déjà c'était des revendications à la base qui étaient déjà très larges, qui touchaient à l'état des campagnes aussi comme vous dites, des choses qui ferment, le pouvoir d'achat bien sur, et puis en fait très vite... ces questions là elles sont venues poser une question c'est ce que vous dites qui est la question de la démocratie je pense, c'est des choses que j'ai entendues dans d'autres entretiens, avec cette question du RIC notamment, en tous cas avec une réflexion sur le système politique dans son ensemble quoi.

V : Exactement

L : oui, avec des projets politiques qui ont divergé aussi d'ailleurs. Vous parlez du RIC, on a aussi entendu parler d'une potentielle VIe république, voilà y a eu plusieurs tendances disons de projets politiques qui ont été proposées quoi... mais en tous cas voilà, si j'entends ce que vous dites c'est qu'il y a eu d'abord des questions de pouvoir d'achat qui ont vite mobilisé une réflexion politique en profondeur quoi.

V : exactement, c'est tout à fait ça. Nous on est vite arrivés à des débats, des tables rondes, et puis pour élargir, pour essayer de comprendre mais en fait on voyait que peu importe d'où on venait, on avait exactement les mêmes questionnements, les mêmes envies de passer à autre chose quoi. La Ve république on est tous arrivés à la conclusion que elle était à bout de... à bout de souffle, et que... et complètement injuste, et puis trop de... trop de... ouais trop d'injustice quoi. C'est ça. Ouais.

L : oui la question de l'injustice

V : ah oui oui oui ça c'était... parce que nous on avait fait une enquête en fait sur le rond point où j'étais, assez vite on a voulu savoir ce que les gens pensaient, et... et assez vite on a installé une boîte aux lettres au rond point, boîte aux lettres jaune, et en fait étaient distribués des questionnaires... des questionnaires que j'ai gardés, et puis on distribuait aux gens sur le rond point, et on leur demandait de bien vouloir y répondre de manière anonyme, et de revenir nous le mettre dans la boîte aux lettres, nous on était là tout le temps, 24h/24 7j/7 on l'a occupé pendant plus de 5 mois, donc c'est vrai que... et c'était super intéressant parce que... C'était super intéressant parce que d'une manière globale c'était toujours la même chose qui revenait, y avait pas de surprise

L : et alors du coup ouais, malgré les différentes tendances, y avait quand même vraiment des points communs quoi si j'entends bien ce que vous dites. Et c'étaient quoi du coup ces mêmes choses qui revenaient toujours ?

V : bah toujours, c'était toujours sur le pouvoir d'achat, sur la destruction de... de... de nos hôpitaux déjà... de l'injustice parce qu'au niveau des hautes sphères y avait énormément de privilèges et puis que... voilà que nous malheureusement on pouvait pas du tout y avoir accès. Voilà une démesure totale, et... fin nan c'était... C'était flagrant, on a pas eu de surprise. C'était vraiment ça, défense de nos petits paysans aussi, fin... je trouve en milieu rural ouais c'était conséquent ? Et puis une détresse aussi, beaucoup de gens venaient, pas forcément des gens qui étaient dans le besoin matériel, mais ...

de la détresse du fait de l'isolement. Et beaucoup de gens des fois venaient juste pour passer du temps ensemble. C'était aussi ça... C'était très bouleversant, personnellement parlant.

L : oui, c'est vrai que c'est aussi quelque chose que j'ai entendu, c'est que les ronds points c'étaient aussi des lieux de rencontre, des lieux d'achéngé, des lieux de rencontre pour rompre l'isolement, c'est ça... de personnes qui étaient dans l'isolement social...

V : ouais, exactement ouais.

L : et du coup moi ce qui m'intéresse aussi dans ce mouvement là c'est que bah contrairement à... aux mouvements politiques tels qu'on les connaissait avant, si on prend l'exemple des partis politiques généralement y a une ligne de conduite, à laquelle tout le monde se tient, là dans les GJ c'était pas le cas, justement ça réunissait des personnes qui vraiment venaient d'horizons différents... et pour autant il me semble qu'on peut considérer qu'il y avait un peu des dénominateurs communs des choses un peu fondamentales qui rassemblaient un peu tout le monde malgré la diversité des horizons et du coup... c'est un peu cette question là, qu'est-ce que que... c'étaient quoi les dénominateurs commune finalement qui réunissaient tous les GJ ? Donc on en a déjà parlé un peu, la question du pouvoir d'achat notamment euh...

V : ouais alors après, c'est vrai que nous on évitait de parler... parce qu'on savait très bien que c'était quelque chose d'assez clivant et les partis politiques on voulait pas du tout rentrer là dedans. Tout de suite dès le début on savait très bien que les partis politiques c'était quelque chose qui était très clivant, dans les discussions on savait bien reconnaître plus ou moins d'affinités avec des idées, mais ce qui rassemblait bah voilà... d'une part c'était le vivre ensemble... vraiment ça manquait énormément, et de pouvoir arriver à... beaucoup d'inquiétudes : comment on va pouvoir construire le monde d'après ? Parce qu'on est tous arrivés à la certitude qu'on peut plus continuer comme ça, on sait très bien pour... pour une question d'environnement, et pour nos enfants on sent qu'il y a de choses qui dérapent, donc je sais pas... ce qui nous a lié... tout ça c'était mis de côté, on savait que bon y avait plus ou moins de formes de racismes, de choses comme ça dans les paroles, on entendait des choses, mais bon dès que ça commençait à déraiper fin... on disait tout de suite que nous ici on voulait pas entendre ça, et que... donc nous c'était un groupe quoi, on s'est jamais à aucun moment posé la question de ce qui nous divisait mais plutôt de ce qui nous rassemblait.

L : oui il y avait peut être un peu... vous évitiez des questions qui pouvaient être clivantes quoi c'est ça ? Pour plutôt parler de ce qui rassemblait quoi.

V : Ce qu'on voulait c'était avancer, c'était pouvoir dans un premier temps faire tomber tout de suite, fin pour beaucoup c'était... c'était que Macron démissionne quoi, la base. Après on s'est vite rendu compte que ça suffirait pas, mais de toute façon là dessus ça nous rassemblait ! [rires].

L : oui ça c'était peut être aussi un dénominateur commun, l'ennemi commun Macron et ce qu'il représente en fait

V : exactement ! Ça c'est sûr, là dessus on était tous d'accord, y avait jamais de débat ! [rires]

L : Oui y avait quand même des points sur lesquels tout le monde s'accordait quoi...

V : exactement.

L : ouais... et une autre question aussi je trouve qui s'est posée il me semble avec ce mouvement, ou dans ce mouvement, c'est la question de la représentation, ou je sais pas comment on peut l'appeler... la représentativité... y a eu certaines tentatives, Ingrid Levavasseur, ou Jérôme Rodriguez, ou Jacline

Mouraud qui ont été des figures un peu emblématiques du mouvement, et qui du coup d'une certaine manière... essayaient de représenter le mouvement. Mais bon voilà, c'est ce qu'on entendait dire que c'était pas forcément perçu de la même manière par tous les GJ, donc je sais pour vous, et autour de vous sur le rond point, comment c'était perçu cette question là de la représentation ? Des représentants du mouvement un peu ?

V : Bah en fait, déjà, par rapport au mouvement au début c'était clair qu'il n'y avait pas de... y avait pas de tête, ou de meneur du mouvement. Par contre nous déjà au rond point, même si voilà ça a été aussi tout de suite de dire qu'il y avait pas de leader ou tout ça, on s'est vite rendu compte que malgré tout... on s'est vite rendu compte que malgré tout, alors y avait déjà des personnalités, malgré tout voilà c'est humain, y en a qui ont plus la faculté de mener, et malgré tout ça revient toujours un peu sur le tapis, bon ça on arrivait quand même à essayer de faire entendre les choses, on a pas eu trop de problème. Par contre on s'est tout de suite aperçu que les gens étaient quand même dans l'attentisme, ils attendent quand même, même... que des décisions soient prises par des personnes. On s'est vite rendu compte que voilà si nous on proposait pas des choses ou, ou des actions, bah les gens attendent... il suffit que vous ayez... je sais pas, un peu plus de facilité à parler, un peu plus de volonté, moins de peur... bah les gens tout de suite... Voilà malgré tout c'est humain, mais ça c'était compliqué. On voulait s'en défaire, mais malgré tout c'est resté assez... jusqu'à la fin. Et je pense que dans le mouvement c'était un peu ça aussi parce que là on reproche... bon Jacline Mouraud je préfère même pas en parler parce que pour moi elle n'a jamais été quelqu'un de représentatif. Mais par contre pour certains, de par le fait... bon Jérôme Rodriguez de par sa blessure... après il y a eu le routier, je sais plus comment il s'appelle... Fin bref y a eu des personnes qui ont été importantes de par leurs actions. Mais... Mais bon y a effectivement énormément de critiques de faites sur des gens qui peuvent se dire leaders, mais qui déjà se sont jamais revendiqués en tant que tels. Mais en même temps y a tout un tas de... de... de... de je le vois par rapport aux commentaires et tout, des gens qui sont dans l'attentisme, ils attendent tout le temps de ces gens là, parce qu'effectivement ils ont été un peu mis dans la lumière au niveau des médias, mais du coup les gens étaient dans l'attentisme quoi. Comme si ils attendaient que ceux là disent où il fallait aller... Donc y avait pas de leaders, on voulait se détacher de ça, mais malgré tout c'était quand même une volonté de beaucoup de suivre des gens, c'est un peu bizarre je sais pas si vous comprenez.

L : Si si bien sûr c'est intéressant ouais.

V : voilà c'est un peu bizarre, alors après... voilà je sais pas ce qu'on peut en penser mais...

L : oui en tous cas c'est ça y avait un refus affiché d'avoir des leaders, et en même temps une tendance qui comme vous dites, est un peu naturelle, qui est qu'il y ait des leaders, et en même temps avec comme vous dites l'effet un peu pervers de ça c'est que quand il y a des leaders, y en a qui sont suiveurs quoi d'une certaine manière, et vont être dans l'attentisme...

V : oui, Et puis c'est violent, c'est vraiment des retours de médaille qui sont ultra violents ! Bon... je sais pas mais...

L : c'est-à-dire ? C'est à dire des retours de médaille violents, c'est...

V : Ah bah... Je sais que ils le payent très chers ceux qui sont encore aujourd'hui, par exemple Jérôme Rodriguez ou certains, certains vraiment... je pense qu'au niveau des commentaires, ou des trucs ouais... je trouve ça ultra violent.

L : oui parce que.. comme si il y avait un poids sur leurs épaules parce qu'ils étaient mis à une place de leader, et que c'est lourd à porter quoi

V : Exactement, et que malgré tout voilà on aurait tous aimé qu'on puisse arriver à avoir quelque chose, et malheureusement on a pas réussi, et c'est très frustrant, c'est vrai, et voilà c'est la faute de personne, c'est comme ça. Beaucoup m'avaient dit... on était un petit groupe à faire des manifs en plus des ronds points, et... C'est vrai qu'à chaque manifestation j'y croyais, à chaque fois, j'espérais en vain que ce soit la dernière. Et voilà, et c'est vrai qu'après à en discuter, beaucoup, de par leur maturité, leur âge et tout, ils me disaient que c'était quelque chose qui allait prendre énormément de temps, et que... et voilà ce sera à prendre avec du recul, mais voilà c'est dur

L : oui il y avait un peu l'illusion du grand soir quoi c'est ça ? Ça y est c'est...

V : oui ahah...

L : et justement je trouve que c'est aussi une question qui est apparue dans d'autres entretiens, un peu rétrospectivement, ça fait quand même un certain temps, ça a commencé en 2018, est-ce que la vous trouvez qu'il y a eu des phases, des étapes un peu clé qui ont fait évoluer le mouvement ? Comment ça a évolué ? Est-ce qu'il y a eu des phases qui se sont dessinées ou pas ?

V : Bah en fait on l'interprète après coup, mais en fait on était tellement dedans que sur le moment non, après je pense qu'on est pas passés loin, au niveau de la révolte, je pense qu'on est pas passés loin de... de... de ouais de faire basculer la situation à notre avantage, c'est comme ça qu'on l'a vu. Bon après est-ce que on aurait... ça aurait été... avec le recul est ce que ça aurait été bien j'en sais rien. Mais on l'a tellement espérer par contre sur le coup à chaud, c'est clair. Après me viennent des questions : est-ce que voilà si on avait réussi à faire tomber à ce moment là, est-ce qu'on aurait réussi à faire quelque chose de bien et de positif dans un tel moment ? Je sais pas. Après je trouve que justement le recul aujourd'hui avec tout ce qui s'est passé, je me dis que ça permet aujourd'hui parce que y a quand même tout un tas de choses qui se font et puis bah le mouvement des GJ c'est... même si le mouvement voilà en soi on peut se dire que voilà il a passé son... son heure de gloire mais bon... je pense que voilà tout ça ça va entraîner des choses qui vont structurellement changer les choses, fin moi j'y crois.

L : oui ça laisse des marques un peu quoi.

V : oui c'est ce que je pense, On verra, l'avenir le dira.

L : et oui ça c'est une autres question, vous avez déjà commencé à y répondre, mais aujourd'hui , qu'est-ce qu'il en est du mouvement des GJ ? Est-ce qu'il... qu'est-ce que c'est aujourd'hui, et puis demain qu'est-ce que ça pourra devenir ? Qu'est-ce que ça va laisser ?

V : alors il est très éparse. Il continue malgré tout mais avec beaucoup de mouvements à l'intérieur. J'ai l'impression. Les manifestations c'est devenu tellement compliqué que même moi la première, je crois que je pourrais pas en refaire tout de suite, ou fin... mais en tous cas pas comme on les a faites, beaucoup trop violent. Après voilà y a des choses qui se constituent, mais plus... qui se structurent beaucoup plus. Y a toujours des manifestations en tous cas, sur... tous les premiers samedi du mois, en tous cas ciblées sur les médias, parce qu'on sait très bien que le quatrième pouvoir a énormément d'importance et qu'aujourd'hui, c'est une lutte aussi fondamentale. Donc je sais que je vais pouvoir y participe parce que... voilà j'adhère à ça. Après y a des choses un peu plus constituantes avec le RIC notamment, avec du travail sur la constitution et tout ça j'y participe aussi. Et après y a aussi des... des mouvements un peu comme les Gilets Jaunes constituants aussi, qui alertent, qui essaient d'éveiller un peu les gens et aussi en s'adressant aux députés, aux institutions, à la NSM, au conseil de l'ordre, tout un tas... pouvoir essayer d'éveiller un maximum de personnes et d'avancer quoi.

L : ah oui donc c'est intéressant effectivement, donc aujourd'hui c'est ce que vous avez dit, ça se structure en fait et ça s'institutionnalise on pourrait dire presque, voilà ça passe par quelque chose de constituant, et du coup de constitutionnalisés... avec des appels, qui font recours aux institutions politiques, alors qu'au départ je crois que c'était quand même pas tellement le cas effectivement

V : Mais nan mais en fait on s'est vite rendu compte que nous les GJ, on arrivait pas à sortir des GJ. Même nous au rond point y a un moment on s'est toujours posé la question, c'est que effectivement c'était un entre soi, on était tous d'accord entre nous, sauf que ça suffisait pas. Nous ce qu'on voulait, c'est qu'il y avait énormément de monde dans la détresse, et beaucoup qui pensent aussi comme nous, sauf que ces gens là on arrivait pas à aller les chercher. On a pas réussi à aller les chercher. Et on s'est dit que... que voilà l'étiquette des GJ, on a pu voir à la télé, y a des gens que voilà effectivement... on peut pas nier tout ce qui s'est passé, mais pas que ! Et... le problème c'est que bah voilà ça a été focalisé sur le négatif sans du tout s'attaquer aux vrais problèmes de fond, et puis bah du coup la plupart des gens se sont pas... se sont écartés. N'ont pas cherché à... à savoir. Et ça c'est dommage. J'ai essayé d'aller chercher des gens, parce que moi aussi dans mon village y a beaucoup de gens qui m'ont tourné le dos, après bon c'est pas très grave. Mais ces gens là j'ai essayé d'aller les chercher, pour discuter. Donc y a un moment on s'est dit il faut, pour élargir, il faut trouver un point commun, un point où les gens vont pouvoir se retrouver la dedans, et le RIC j'ai plutôt tendance à espérer que ça pourrait fonctionner.

L : oui et là du coup vous êtes encore dans cette lutte là du coup, par rapport à la question du RIC, vous disiez que vous travailliez encore dessus ouais ?

V : oui, oui

L : et donc dans quel... dans quel cadre exactement ? Ça se passe comment, c'est...

V : Bah là en fait je me suis inscrite moi au MCP, Mouvement Constituant Populaire, du coup on s'aperçoit qu'il y a pas mal de Gilets Jaunes, mais pas que. Donc c'est ça qui est bien. C'est ça qui est bien. Donc voilà à voir, je reste toujours dans l'expectative pour le moment, mais de toute façon moi je peux pas rester sans rien faire, pas après tout ce que j'ai fait c'est impossible, je peux pas... d'une manière comme d'une autre faut que je trouve un moyen de continuer la lutte !

L : oui de vous investir, tout à fait ! Et donc oui, là oui c'est... vous êtes vraiment dans ce que vous disiez, de pouvoir élargir un peu, de sortir de cette simple question des GJ, enfin simple... entre guillemets, mais voilà, institutionnaliser quelque chose de plus large et tout, et c'est une manière...

V : Oui parce que dans l'idée le but c'est quand même de pouvoir un jour proposer une alternative mine de rien. Donc oui, on est dégoûtés de la politique, on est dégoûtés de nos politiques plutôt que la politique en fait, mais y a un moment va bien falloir qu'on propose autre chose. Je veux dire la plupart... Y a un moment où on vote pour le moins pire à chaque fois bah oui mais si on propose rien rien à côté, on va pas pouvoir continuer comme ça des années à voter comme ça pour le moins pire, puis descendre de plus en plus, parce que moi ça me fait peur personnellement 2022 ça me fait très peur. Donc oui il faut y travailler, d'une autre manière, apporter d'autres choses, il est clair que ça ne sera plus dans les mêmes... en tous cas je ne travaillerai pas pour le même code de la 5^e république, ça nan.

L : D'accord oui. Donc oui si on revient sur la question précédente de l'évolution du mouvement, y a eu un peu une tendance à la structuration du mouvement quoi, à ce qu'il s'institutionnalise.

V : ou i parce que ça a peut être été notre plus grand... voilà, c'est ce qu'on voulait, mais c'est peut être ce qui nous a empêché... à un moment on a loupé le coche je pense. À un moment il aurait peut être fallu que... que... ouais mais bon, mais bon c'est normal, parce que on était dans le chaud, ça pouvait pas se produire. C'est normal.

L : oui c'est que après coup finalement qu'il y a des choses qui se contruisent autrement

V : bien sûr. On était dans la révolte, c'était trop à vif, ouais c'est normal... Il faut que tout ça ça s'apaise pour pouvoir construire quelque chose. Mais il en sortira forcément que quelque chose de bon de tout ça

L : oui tout à fait, et puis c'es... même si le mouvement est plus éparse aujourd'hui, qu'il est moins présent d'une manière générale, il a laissé des marques quoi, il perdure)à travers ces marques là qu'il a laissées quoi. Il en sortira quelque chose probablement, c'est sûr.

V : oui parce que pour beaucoup, ça a été de se dire que voilà, ça a été possible quoi, vraiment. Jamais fin... jamais... on nous aurait posé la question de savoir si on aurait été capables de le faire, on aurait dit non. Et voilà, quand on fait le bilan, jamais in aurait pensé en arriver là, donc ouais... c'est dire que peut être que voilà, rien n'est impossible.

L : oui tout à fait. Bon ouais, c'est intéressant déjà, ça donne plein d'éléments par rapport à cette première partie générale sur le mouvement ! Et puis bah peut être on peut passer plus sur la deuxième partie entre guillemets, même si bien sur y a des choses qui ont déjà été abordées, mais plus sur vous la manière dont vous avez traversé ce mouvement. Peut être aussi, peut être même on peut commencer par là, quelle est, vous, votre trajectoire militante avant les GJ ? Comment vous avez rencontré ce mouvement, comment vous vous y êtes inscrite ?

V : Bah moi déjà, les injustices ça m'a toujours déjà exaspérée, énervée. Dans mon entreprise déjà je m'étais engagée en tant que déléguée du personnel et après déléguée syndicale,

L : d'accord, dans quel syndicat ?

V : à la CGT. Après c'est pareil, je suis issue de parents ouvriers, mes parents étaient délégués syndicaux à la CGT. Donc y a un terrain qui était déjà... voilà, dans mon enfance c'était déjà marqué par des luttes. Donc au sein de mon travail ça a été ça pendant plusieurs années, et puis environ 6 mois avant les GJ j'ai rendu, j'ai déchiré ma carte, écoeurée par les syndicats, enfin par mon syndicat en tous cas. Parce que voilà j'ai donné énormément de ma personne pour lutter etc. Et puis quand... Mon entreprise c'est un gros groupe international, donc une grosse politique de restructuration, où petit à petit déjà les ordonnances Macron ont fait énormément de mal, donc y a eu énormément de luttes déjà depuis quelques années, et les derniers mois où lutter et puis avoir aucun soutien des syndicats... voilà donc j'y ai perdu beaucoup, j'ai beaucoup souffert, je m'en suis un peu même rendue malade, et j'ai fini donc par abandonner parce que j'y arrivais plus j'étais toute seule à me battre. Donc vraiment dégoutée du syndicalisme, voilà. Donc déjà voilà ça a démarré comme ça, et puis après donc les GJ il a commencé à y avoir beaucoup sur Facebook, beaucoup d'appels avec un routier, et puis le fameux gilet jaune. Et puis y a un jeune dans mon village qui a lancé un groupe sur Facebook, et qui a commencé à faire des réunions à l'extérieur. Et la première réunion je me rappelle, j'avais halluciné parce que pour mon village, c'est pas une ville qui d'habitude bouge beaucoup, et là on était plus d'une centaine déjà de personnes à ce premier appel. Ça ça a été hallucinant. Donc on a fait 3-4 réunions comme ça, et jusqu'à la dernière où on s'est dit bon bah voilà il va falloir se mettre sur les ronds points... donc on s'est partagé on avait trois quatre ronds points à côté de chez nous, et puis plus ou moins en fonction des souhaits de chacun on s'est rapproché d'un rond point. Et moi j'ai voulu aller à ce rond point parce que c'est un rond point qui dessert une autoroute, et je sais que c'est

écoeurant tout ce qui s'y passe, et pour moi c'était symbolique aussi si on pouvait barrer l'entrée de l'autoroute, et faire un peu mal au gros groupe autoroutier Vinci, voilà. Donc le premier matin, j'ai du arriver vers 6h du matin, avec mon mari, j'ai emmené mon mari ! Et puis donc déjà on était une trentaine, et ça a gonflé au fil de la journée, et d'emblée on a bloqué l'entrée de l'autoroute. Les gens ne pouvaient plus rentrer sur l'autoroute, ils pouvaient sortir, à part les... normal, les infirmiers, les gens de secours et tout évidemment. Et puis ça a gonflé, au plus haut on était ouais 200 personnes au plus haut !

L : donc ça c'est ce que je remarque dans beaucoup d'entretiens, c'est que les GJ ça a dynamisé un peu le militantisme dans des régions, voilà là c'est pas forcément un endroit où habituellement y a le plus de monde, et là y avait énormément de personnes dès les premiers jours, donc voilà ça dynamise le militantisme collectivement on va dire, et aussi c'est ce que vous dites là par rapport à votre trajectoire personnelle, là vous étiez un peu désinvestie du militantisme si je comprends bien votre situation, en déchirant votre carte de la cgt, et finalement ça a aussi redynamisé votre propre pratique du militantisme. Voilà ça dynamise à la fois collectivement les régions, et à la fois les individus dans leurs pratiques militantes.

V : oui tout à fait, c'est ça.

L : et oui c'est intéressant. Donc vous ça a été finalement une manière de renouer avec la contestation si j'entends bien ce que vous dites.

V : oui parce que c'est ce que je vous dis, fin en tous cas moi c'est viscéral quoi. C'est quelque chose qui me pose même pas de question en fait, j'y vais tête baissée quoi. Des fois ça m'a un peu aussi causé du tort, mais... mais voilà c'est quelque chose que je peux même pas calculer quoi, j'y vais à fond, parce que je... ou je le fais pas. Donc... donc oui, j'y suis restée, dès le début et à dormir sur place.

L : ah oui d'accord, carrément !

V : Dès le début on y est allés avec notre camping car, déjà dans l'idée d'y rester au départ deux trois jours on s'était dit, au début ! Parce que voilà on s'était pas du tout projeté dans l'idée que ça puisse durer. Puis après au fil de événements on s'est rendu compte que bah voilà on pouvait pas lâcher quoi parce qu'on avait rien obtenu et que nan, tout de suite on a commencé à faire du feu, et puis à agrandir petit à petit notre « baraquement » on va dire. [rires] Donc ouais avec le camping car on y est resté avec mon mari et mon fils, mon fils qui avait 13 ans. On a vécu là bas pendant 5 mois. Après mon fils et mon mari sont rentés à la maison et moi je suis restée encore pendant un mois, mais c'était super dur à la fin. Et j'allais travailler, je prenais ma douche au travail... j'ai des collègues qui me lavaient mes affaires !

L : ah oui vous étiez hyper impliquée quoi !

V : Mais c'est ça qui était bien au niveau de mon travail au niveau de la solidarité, beaucoup de gens pouvaient pas venir parce que voilà... voilà ça faisait pas partie d'eux, et y en a plein qui venaient mais qui passaient quelques heures mais ils restaient pas, mais par contre c'était une manière de m'aider et de soutenir le mouvement : bah du coup je vous dis ils me lavaient mes affaires de travail parce que je rentrais jamais chez moi, je prenais mes douches au travail... beaucoup m'ont soutenue comme ça aussi.

L : oui donc il y a cette solidarité aussi, même pour des gens qui n'étaient pas dans le mouvement, qui étaient quand même solidaires avec le mouvement.

V : voilà qui partageaient... Même si le mode d'action pour eux c'était quelque chose qu'ils n'auraient jamais fait, mais ils partageaient nos idées quoi.

L : et oui du coup, la vie sur le rond point comment elle s'organisait ? Au quotidien qu'est-ce que vous y faisiez ? Des tables rondes si j'ai bien compris déjà notamment ?

V : oui c'est ça, parce que au début c'était voilà trois ou quatre palettes qu'on s'était mis pour... parce que c'est un endroit super bien situé au niveau du vent, c'était glacial ! Donc en fait au fil des jours on s'est vite dit que il fallait construire qqc de plus solide. Donc tout le monde a oeuvré, ça c'est pareil, ramener du bois, des machins... pour pouvoir vraiment faire un endroit avec un bureau, on a ramené une caravane, c'était notre bureau ouais. Et puis après on avait une partie ou c'était plus pour dormir parce que bah voilà y en avait... qui voulaient se reposer pour enchaîner les gardes. Et puis on était, ouais on s'est super bien structurés ! On avait une cuisine... bon après on était à côté du transfo donc on piquait l'électricité ! Et puis voilà il faut dire qu'on a été aidés par des agents d'EDF ! Ah ouais nan, y a eu du soutien je vous dis, c'était inimaginable ! Ouais nan [rires]. Et même des gendarmes, qui venaient, et qui voyaient bien que des fois y avait pas toujours le... le groupe électrogène qui fonctionnait, on avait même l'électricité, et bon ils ont pas non plus été trop chercher... parce que voilà, on discutait même avec des gendarmes, des gendarmes locaux c'étaient pas des policiers, c'est vrai que à discuter, mais voilà leurs femmes étaient soit aides de vie... fin voilà c'est des problématiques que ces gens là connaissent aussi. Et même au sein de la gendarmerie y a énormément de problèmes. Donc je sais qu'on a pas trop été embêtés. Au début, parce que le préfet faisait pression, mais après on s'est mis sur un terrain privé, donc du coup on a été aidés par la propriétaire. Donc du coup on a pu rester suffisamment longtemps sans être embêtés.

L : d'accord oui. Donc finalement les rapports avec les gendarmes ont pas été au départ trop compliqués quoi si je comprends bien.

V : nan, après quand ils étaient un peu trop gentils c'était des gendarmes d'une autre ville qui venaient, après on a eu la police aussi qui était beaucoup moins sympa, voilà qui nous ont menacé au début de faire venir les tractopelles mais après ils étaient cuits car on a été sur une propriété privée donc... ils ont vite été embêtés. Et les gendarmes je vous dis, ils venaient boire des cafés, des soupes... y a qu'à la fin où y a eu la pression de la part du préfet donc ils s'arrêtaient plus trop. Mais ouais ils nous embêtaient pas. Et ensuite ouais on a fait plein de choses : en fonction de ceux qui étaient plus doués y en a qui imprimaient des tracts, ceux qui... pareil on avait un imprimeur qui nous faisait cadeaux d'un certain nombre de tracts aussi, c'était une manière pour lui de participer au mouvement. Et puis on a eu pas mal d'intervenants, d'agriculteurs bio qui venaient, qui parlaient des semences, on élargissait un peu, au niveau des soirées on a eu des associations qui sont venues faire de la musique... fin voilà plein de choses comme ça.

L : oui ça a ramené encore une fois des horizons différents quoi.

V : exactement, pour essayer d'élargir... Toujours dans le but de discuter, de trouver des solutions. C'est ça. Et puis voilà, qu'est-ce que je peux dire de plus... Donc oui avec une amie que je connaissais d'avant mais avec qui on s'est retrouvées sur le rond point, avec elle on s'est beaucoup investies aussi, on est allées faire des débats à Paris, on a été invitées à participer à l'association l'appel des appels, où on a été conviées toutes deux, on nous a payé le TGV, le repas, tous les frais. Pour pouvoir discuter du mouvement lors de cette réunion où y avait pas mal d'intervenants, des psychologues, des médecins, des instituteurs... c'était assez global ouais. Pas mal... des chercheurs au CNRS aussi je crois.

L : Oui ça a été, ça a questionné les universitaires ce mouvement, moi j'en fait partie !

V : donc ouais on a participé à ça, y a eu aussi pas mal de gens venus faire des reportages... un film aussi... des clips vidéos... où on a quand même pas aussi du coup... ça nous a permis voilà d'élargir, d'agrandir un peu...

L : Oui tout à fait. Et puis du coup y a eu donc dans les GJ y a eu un peu ces deux modes d'actions, donc notamment l'investissement des ronds points évidemment, et puis y avait aussi des manifs régulièrement dans les villes, et je sais pas si vous c'est quelque chose à quoi vous avez participé aussi, ou si vous étiez plutôt basée sur les ronds points ?

V : alors moi j'ai fait quasiment toutes les manifestations. Tous les samedi on était un petit groupe à partir, tous les mêmes, en manifestations. On était 5-6 en moyenne. On a fait des manifs en ville, où j'ai été blessée, j'ai été frappée par des policiers, puis avec mon mari on est au tribunal pour ça, on a porté plainte contre les policiers et mon mari a eu une plainte d'un policier contre lui. Et puis après on a fait toutes les manifestations. Beaucoup de manifs nationales. Assez actifs oui.

L : et oui c'est aussi un mode de lutte... vous vous êtes aussi investie dans ce mode de lutte là quoi, la manifestation.

V : oui je voyais pas... Pour moi l'un pouvait pas aller sans l'autre, les ronds points seuls n'étaient pas concevables et les manifestations seules non plus. Donc voilà.

L : oui c'est vrai que j'ai présenté les deux comme deux choses séparées, mais ça se trouve oui c'était pas vraiment séparé quoi, c'est... c'était deux choses qui allaient ensemble effectivement.

V : après je sais pas, y en a beaucoup qui faisaient que les manifs et beaucoup qui faisaient que les ronds points. Je sais pas si beaucoup arrivaient à faire les deux je sais pas. Après on a fait partie du rond point je crois qui était le dernier dans le département, et peut-être même au-delà. 5 mois à tenir, y en a pas eu beaucoup je crois. Donc pouvoir combiner les deux c'était... c'était dur ouais.

L : ouais d'accord, je sais pas si vous avez autre chose à aborder ? Moi j'ai fait un peu le tour des thématiques que j'avais en tête, mais je sais pas si vous aussi ou si vous avez autre chose en tête ?

V : bah si, je sais pas, ça fait toujours bizarre de devoir reparler de tout ça !

L : et oui bien sûr !

V : mais nan nan... C'est avec beaucoup d'émotions mais avec beaucoup de plaisir aussi ! J'espère que voilà ça va vous avoir aidé, je sais pas

L : ah bah oui bien sûr !

V : bon tant mieux, merci en tous cas !

L : ah bah merci à vous ! Moi ça m'aide de toute façon, dans cette idée de parler du mouvement des GJ, il me semble que c'est indispensable que ça vienne aussi du discours des personnes qui s'y sont investies quoi, que ce soit pas que mon discours à moi quoi. Donc ouais bien sûr ça m'apporte beaucoup d'éléments. Et d'ailleurs si jamais vous connaissez d'autres personnes qui pourraient être intéressées pour faire des entretiens, et notamment des femmes d'ailleurs, parce que pour tout vous dire vous êtes la première femme que je vois en entretien, donc je sais pas ce que ça peut venir dire, mais voilà si vous connaissez des personnes, notamment des femmes qui pourraient être intéressées, n'hésitez pas à nous mettre en contact.

V : oui, j'en parlais à mon amie, parce que c'est quand même quelqu'un qui a eu énormément d'importance dans le mouvement donc qui aurait beaucoup de choses à vous apporter aussi. Je la vois de toute façon cette semaine, et je vais lui en toucher deux mots. Et puis du coup je lui, si c'est ça je lui envoie votre mail ?

L : oui bien sûr vous pouvez lui donner mon mail, c'est gentil merci

V : bon bah je vois, je lui en parle, je sais pas si elle a du temps. Je lui dirai qu'elle vous contacte.

L : d'accord, merci

V : de rien !

Annexe 30 : Retranscription – Jacques

Nom	Jacques
Âge	79 ans
Date	05 mars 2021
Modalité	Présentiel
Durée	1H10

L : Alors du coup c'est pas un entretien qui sera très directif au contraire, moi j'ai quelques thématiques que je compte aborder mais...

J : Ah bah il vaut mieux quand même, sinon je risque de partir dans tous les sens !

L : ahah, et c'est aussi ça qui est bien !

J : Mais il faut que ça corresponde à l'étude quand même parce que bon...

L : oui oui bien sur, mais là l'idée c'est vraiment de ... d'essayer de cartographier qu'est-ce que c'est que ce mouvement donc du coup on peut se permettre d'aller un peu dans tous les sens parce que ça parle aussi du mouvement quoi. Et puis y aura deux grandes parties on va dire dans l'entretien : d'abord qu'est-ce que c'est déjà le mouvement des Gilets Jaunes dans son ensemble, donc ça c'est la première grande partie avec différentes sous-thématiques quoi, et puis peut être une deuxième partie plus subjective sur comment vous vous avez traversé ce mouvement, subjectivement comment vous... est-ce que vous vous y êtes joint directement, quelle est votre trajectoire politique aussi... voilà, plus subjectif quoi.

J : Vous préférez qu'on termine par ça ?

L : Heu oui en générale oui

J : et donc au départ vous me demandez de définir ce que c'est le mouvement ?

L : et voilà, bah on peut partir déjà su cette première question, qui est très vaste mais qui est pas forcément facile à répondre, de... bah qu'est-ce que c'est que le mouvement des GJ, comment on peut dire ce que c'est que ce mouvement.

J : Oui c'es... C'est assez compliqué parce qu'en fait le mouvement est divers, il est national, et moi je ne connais que le groupe, enfin quelques groupes du département. Donc ça sera obligatoirement limité dans l'analyse mais bon. Moi je suis arrivé, c'est lié à toute mon histoire personnelle, mais si vous voulez je suis allé plutôt en sympathisant du mouvement, parce que l'idée me paraissait généreuse, nécessaire. Mais au départ j'étais quand même assez dubitatif, parce que des mouvements j'en ai vu toute ma vie quand même ! Et là j'ai été très surpris dès le premier jour, et j'y étais déjà le premier jour, dès 9h. Dès que j'ai su qu'il y avait des rassemblements j'ai dit bon... puis j'avais copains ils m'ont dit « tu viens » etc, « y a un truc de prévu là bas ». Et donc moi je suis passé dans le village où j'habite, et y avait déjà devant le super U cinq ou six personnes, mais bon je me dis 5 ou 6 ils bloqueront rien ! Donc je suis allé à la ville d'à côté, et là y avait du monde, y avait 300 personnes, c'était énorme. Donc j'étais avec un ami et j'ai dit « bon on va retourner [dans mon village] on sera plus utiles, parce qu'ici bon ils sont déjà suffisamment ». Et quand on est retourné, y avait déjà 30 ou 40 personnes. Et donc là tout de suite on y a passé la journée quoi. Maintenant après je me suis dit « bon est-ce que ça va durer ? ». Parce que je parlais plus en... c'est pas un bon terme mais je pourrais

dire « voyeur », parce que je voulais voir par curiosité ce qu'il se passait c'était ça.... Et puis après je suis allé sur un rond point sur la rocade, et j'ai commencé à rencontrer des gens, à participer. Et puis après ils m'ont demandé d'aller à l'entrée de l'autoroute, et là bah j'étais vraiment dans le mouvement. Alors qu'est-ce que c'est que les GJ ? Pour moi c'étaient d'abord des tas de gens en difficultés. Beaucoup de femmes, des personnes âgées... des gens qui souffraient vraiment. Même s'ils le faisaient pas voir, on sentait que par leurs comportements, leurs discours, on sentait que c'est quand même le peuple, majoritairement le peuple. Et on sentait pas à ce moment là de militants dans le groupe, c'était que des gens vraiment qui n'y arrivaient plus. Et à la fois un pacifisme, et une violence, les deux en même temps. C'est à dire qu'on sentait bien qu'entre nous nos relations étaient amicales, dès le départ. Y avait pas de politique, jamais il n'y avait de gens qui ont exprimé leurs opinions politiques, moi j'ai été surpris par ça. Sauf, mais c'est l'exception qui confirme la règle, une dame qui était à l'autoroute avec nous, bon on était pas très nombreux hein on était cinq ou six, on enlevait les barrières pour que les gens ils paient pas etc. Et y a une dame qui, on discutait là un peu de Macron, de sa politique, et de la manière dont il se conduisait vis-à-vis des gens, et ya une dame qui était à la retraite de l'armée, je sais pas ce qu'elle faisait là bas, bref, et qui dit « c'est dommage parce qu'avec Marine Le Pen ça aurait été autrement ». Et c'est le seul discours que j'ai entendu de politisé à ce moment là. Et alors tout le monde a dit « nan faut pas exagérer », et c'était fini. On a plus parlé, et je l'ai plus revue la dame hein ! Donc après y a eu des, des gros rassemblements hein. Et donc j'étais aussi dans le rassemblement qui est parti à... ils appellent ça la raffinerie, mais c'est un dépôt pétrolier, et là y avait 250 personnes. Beaucoup de femmes, âgées, des retraitées, on sentait des gens qui avaient le minimum vieillesse quoi. Et puis y avait un groupe de jeunes un peu... mais... des jeunes très activistes mais aussi... turbulents en plus, bon. Et donc comme les policiers avaient été avertis avant nous de notre arrivée, y avait déjà trois cars de policiers. Ils étaient moins de dix, et nous on était 250.

L : Le rapport de force

J : Le rapport de force oui. Et nous ce qui était incroyable, c'est que ça semblait très organisé. Le parcours avait été balisé, donc on pouvait circuler, les bagnoles étaient arrêtées, y a des gens qui arrivaient ils étaient arrêtés pour qu'on puisse passer. Donc on est arrivé tout de suite là bas. Et malgré ça, y avait déjà eu les téléphones des RG sans doute... et donc là y a un face à face, bon les jeunes crient un peu... est-ce qu'ils balancent des trucs sur les policiers peut être j'en sais rien, toujours est il que moi j'ai senti qu'il y avait une petite tension donc j'ai dit à mon copain on va rentrer. On était garés assez loin, et je sentais qu'il allait se passer quelque chose. Et puis top, ça y est, 30 grenades d'un seul coup. C'était dans le journal le lendemain, y a eu 30 grenades. Alors que la majorité des gens était très pacifique parce que c'était des retraités, des gens comme moi quoi hein. Donc là on a pris des gaz, c'est la première où j'ai vraiment dégusté. Parce que la grenade est tombée à mes pieds quoi hein donc... Donc on est rentés chez nous, et puis bon je suis retourné à d'autres rassemblements, enfin bon ça c'est des détails. À chaque fois, à chaque fois, quand j'ai discuté avec les gens, c'étaient effectivement des gens qui avaient des problèmes. Moi c'était pas mon cas, j'ai une bonne retraite donc je vis normalement, j'étais cadre donc je pouvais... c'est pas moi qui me plaignais de la situation mais bon je voyais bien les gens.

L : oui vous voyiez ça autour de vous quoi.

J : et puis c'était à [...], ah non c'était à [...], un soir vers 18h, y a une dame qui arrive avec sa voiture, par derrière là, et puis elle descend, et elle apporte des paquets de gâteaux, et elle dit « je peux pas, je suis veuve. J'ai deux enfants, je suis tout à fait d'accord avec votre combat, tenez bon ! », et elle nous donne les deux paquets de gâteaux et elle repart. Donc ça c'est des phénomènes qui se sont produits régulièrement. Ils avaient construits une cabane les gars, et ils ont passé de la nourriture, plein plein... le matin y avait des croissants et tout, parce qu'ils passaient la nuit aussi. Et je suis allé un matin, et là les gars se réveillaient, enfin ils se réveillaient ils étaient devant leur siège et tout, y avait le feu et tout il faisait froid, parce que c'était quand même le mois de novembre, c'était presque décembre, et

là j'ai discuté un peu avec des jeunes qui avaient 20 ans, et ils racontaient leurs conditions de travail dans la restauration. Et puis c'était le salaire minimum quoi. Et donc ils me parlaient un peu de cette situation. Y avait aussi un enseignant... Alors il y avait ce mélange dans le mouvement des GJ. Une majorité de gens vraiment pauvres, et puis des militants politiques mais qui n'apparaissaient pas comme militants politiques. À aucun moment j'ai entendu... enfin peut être à la fin, au bout d'un an ou un an et demi. Mais au départ, jamais personne n'a dit « je suis de tel mouvement, de tel syndicat... ».

L : oui, en fait il y avait pas de discours partisan on va dire, mais pour autant...

J : mais pour autant il y avait bien un discours politique oui. Ça il faut bien préciser les choses. Quand je dis... en fait ils sont jamais venus avec leurs drapeaux, ou avec leur carte en disant « voilà, je suis ceci cela », jamais. Après y a eu ces assemblées de GJ qui se réunissaient d'ailleurs dans la salle là, en bas dans la grande salle, là y avait 70 à 80 personnes peut être. C'était une fois par semaine, et là il a émergé quand même des leaders. Enfin des leaders sans l'être vraiment, mais moi je milite depuis longtemps donc j'ai bien vu les gars où ils se situaient, d'où ils venaient, parce qu'ils ont essayé de structurer un peu la discussion, ne serait-ce que pour la prise de parole, pour que ça soit pas toujours les mêmes.

L : oui de mettre des règles un peu quoi

J : Alors ça ça en a écarté beaucoup, y en a qui sont plus venus après parce qu'ils vivaient mal cette organisation, cette structuration, et le fonctionnement démocratique n'est pas possible sans ça. Si y a pas un minimum d'organisation, si y a pas un gars pour distribuer la parole, pour faire l'ordre du jour au tableau, et qu'on discute... bon ils étaient en plus tout... et donc voilà, moi j'ai vécu ça comme ça. Et au bout d'un an et demi quand même peut être, parce que c'est apparu après, alors là a émergé des militants d'extrême gauche, et qui ont été les plus... mais toujours sur la réserve, sans jamais présenter leur appartenance, mais on sentait dans leurs discours que c'étaient des gens organisés.

L : oui il y avait un passif militant quoi

J : oui ça c'est sûr. C'est sûr. Et vraiment à la fin, je peux pas dire qu'il restait plus que ça, mais ils étaient quand même majoritaires.

L : oui. Et quand vous dites qu'ils restaient sur la réserve c'est... comment dire, c'est par discrétion ? C'est par infiltration ? C'est quoi ?

J : par respect des gens. Vraiment.

L : oui plutôt par respect.

J : oui je crois. Ils étaient... fin moi je l'ai ressenti comme ça quoi mais... ça dépend peut être des personnes mais heu... par contre on était dans cette salle là, ici, et y avait, y a eu des intervenants, des personnes, on sentait que c'étaient pas des GJ. Des gens qui se... qui venaient là pour foutre la pagaille. Moi je les considérais comme des macronistes

L : ah oui d'accord ok, de ce côté là alors.

J : bah c'est à dire, moi j'étais dans le bout de la table, et puis vient une dame, je venais d'écrire mon livre. Qui vient, une soixantaine d'années, bon très gentille elle s'est assise à côté de moi. On discute de mon bouquin, et on calculait les recettes. Donc au départ je disais « voilà on a vendu tant de livres, ça fait tant etc ». et elle me dit « oui t'es GJ toi oui » je l'avais vue hein, bon ok bon, « je voudrais

que tu me vendes 400 livres ». elle voulait commander 400 livres, ça fait beaucoup ! [rires]. Bon je sais pas, oui peut être... alors elle me dit « oui c'est pour aller sur Paris, on est une association nationale dans laquelle je suis, et » ... c'est intéressant ce que je dis là pour le moment ?

L : ah bah oui tout à fait !

J : c'est pour expliquer comment fonctionnait le mouvement hein, avec des gens comme ça

J : et donc elle me dit « bon bah... » j'ai dit « ben tiens j'emmène mon frère à l'aéroport demain », c'était le lendemain car il prenait l'avion pour aller au Sénégal, et je dis « bon bah je peux les emmener là bas ». puis je dis « 400 ça va être dur quand même parce qu'il faut qu'on en garde tout ça ». elle me dit « oui oui y a pas de problème on viendra les chercher à l'aéroport etc ». et puis bon « on te paiera », je dis « j'ai pas de compte bancaire et tout ça », elle me dit « oui nan on te paiera en liquide ». et puis moi je... bon je restais pas tout le temps jusqu'à la fin des réunions parce que je fatigue au bout de deux heures parce que j'ai des problèmes... bon c'est un détail, je m'en vais, elle me dit « je m'en vais avec toi ». Alors on descend donc je lui demande où elle va, elle me dit, je dis je t'emmène etc. On discute pour le lendemain, on s'organise etc. Et puis je lui dis faudrait quand même des repères. Elle me dit « t'inquiète pas on a le numéro d'immatriculation de ton véhicule ». elle venait de monter dans ma voiture, elle a pas eu le temps il fait nuit, y a un truc là ! Et puis je rentre chez moi je me dis « c'est pas possible »... elle m'a même parlé d'un collègue là, d'un ami, avec qui elle allait dans cette fameuse association et tout. Je lui téléphone je lui dis « j'ai rencontré Mme X là, est-ce que tu la connais etc », il me dit « oui oui tu peux lui faire confiance, si elle t'a promis de vendre 400 bouquins elle te les prendra », bon. Et puis j'ai quand même des doutes, je téléphone à mon éditeur, elle me dit t'inquiète on va regarder. On regarde, et c'était une des premières responsables des soutiens à Macron, avant même que Macron soit candidat. Et elle faisait allégeance à Macron dans sa présentation pour les deux ans à venir. Donc là c'était cuit quoi.

L : oui [rires] mais alors qu'est-ce qu'elle voulait avec les livres ?

J : alors on peut faire toutes les hypothèses ! Déjà de toute manière les détruire... elle les aurait payés les trucs à la limite donc j'aurais été payé... euh... puisque le but c'était ça, c'était d'avoir de l'argent, donc je crois que c'est beaucoup plus malin que ça, elle m'aurait amené des faux billets puis j'aurais amené des faux billets aux GJ qui avaient des difficultés, puis on faisait une saisie chez les gens le lendemain, et dans la presse le lendemain voilà les GJ font du trafic de faux billets. Bon après c'est une hypothèse, mais... qu'est-ce qu'ils ne feraient pas... bon. Mais je l'ai pas eue le lendemain au téléphone parce que j'étais sur écoute. Bah oui je venais d'écrire un livre donc j'étais sur écoute. Donc à partir du moment où j'ai commencé à savoir que le coup était raté c'était plus possible donc elle m'a pas... j'ai pas pu la joindre, mais elle m'a pas rappelé. Donc le lendemain c'était fini quoi. Et j'ai emmené mon frère à l'aéroport, il m'a dit « écoute c'est même pas la peine de m'amener jusqu'à l'aéroport parce que si ça se trouve il t'attendent là bas », et évidemment j'aurais été arrêté pour une raison ou une autre et je pouvais avertir personne, j'étais coincé et tout. Puis je lui ai dit « non », je l'ai laissé juste sur le parking et puis je me suis tiré parce que si on m'avait attendu... bon voilà. Je veux pas être parano non plus, mais quand même 400 bouquins, elle est venue... y a quand même eu une démarche. Et puis une autre fois, une dame qui était tout habillé de noir, un peu la quarantaine, très très dynamique, qu'on avait jamais vue sur les ronds points non plus, et qui amenaient dans le débat des problèmes qui ne concernaient pas les GJ. Et elle voulait qu'on en débattre, qu'on en discute et tout. Et comme ça ne prenait pas, que les gens ils commençaient à dire « bon ça suffit, on a le droit de parole m'enfin faut quand même laisser les autres et tout », un jour elle est venue et elle a tenu des propos racistes. Et là le groupe a dit c'est pas supportable, alors on lui a dit « tu viens plus ».

L : oui y avait des tabous quoi un peu quand même, et le racisme ça en faisait partie.

J : là au niveau de l'assemblée, personne ne supportait ce genre de discours. Et donc voilà, on a pensé que c'était quelqu'un qui était télécommandé pour venir perturber les séances, et parce que c'était... c'était... par exemple bon bah il faudrait choisir son assurance. Des trucs... « alors y a des prix là, y a ceci »... vraiment les gens c'est pas leur problème quoi ! Donc on a eu des tentatives. Voilà ce que je peux dire du mouvement... je sais pas si ça fait avancer votre...

L : ah bah si, de toute façon tout, dans cette phase de cartographier le mouvement, tous les discours de toute façon viennent dire quelque chose, c'est intéressant.

J : oui faut en voir d'autres hein parce que moi j'ai mes appréciations.

L : oui oui, j'en ai déjà vu d'autres

J : parce que des vrais GJ, des gens qui sont dans la difficulté, eux peuvent dire, avoir une appréciation, parce que quand même...

L : qui est différente oui

J : parce que moi je suis quand même à l'extérieur, même si je suis un militant politique, syndical, bon on abordera ça tout à l'heure. Alors je suis allé à Paris, parce que bon déjà j'ai une grande voiture donc je pouvais emmener du monde, on est allés quatre fois à Paris. Donc la première fois qu'on y est allés, c'était le jour où le fouquets a brûlé. Donc on est arrivés là bas, on a eu toutes les péripéties pour arriver là bas c'« tait compliqué ! Le métro était bouché, on a marché marché jusqu'à... c'était fou ! Des grenades, des grenades... ah là là... partout par terre ! On pouvait pas marcher sans monter sur une grenade. Incroyable . Et c'est des grenades très très fortes. Et puis... euh... on a circulé un peu sur les champs élysée, y avait beaucoup de monde.. la télé disait 10000 personnes, c'était ridicule, y en avait beaucoup plus, à chaque fois on s'est aperçu des mensonges. Et y avait, on remontait les champs élysée, y avait un type costaud, qui se jetait sur... pas masqué, rien, on pouvait vraiment voir qui c'était. Il se jetait sur une glace, de magasin, plexiglace. Nous évidemment on regardait ce type. Et y avait 10 policiers. Enfin je sais pas si c'étaient des crs je sais plus très bien. Et ils regardaient le type. Et ils auraient pu l'arrêter parce que de toute manière les gens qui étaient là ils allaient pas intervenir pour le défendre ! Parce qu'en plus les GJ étaient pas plus pour la castagne au départ ! La majorité des GJ étaient des pacifiques ! Sur les ronds points y a jamais eu de bagarre, jamais de violence ! C'est les CRS qui sont venus gazer sur les rond points. Donc... même là je veux dire les gens étaient pacifiques et tout. Et donc les policiers ils ont gazer les gens qui regardaient. Et le gars il s'est tiré sans rien prendre, aucun problème voilà. Y a eu des gens qui étaient là pour casser, mais qui étaient téléguidés, enfin de mon point de vue. Après une autre fois, on avait emmené une amie qui était là pour la première et qui connaissait pas du tout paris, donc il s'agissait pas de la laisser partir parce qu'on l'aurait jamais retrouvée, et donc... ça partait dans tous les sens, et un moment elle a dit « j'en ai marre de la police et tout », elle voulait rentrer. Donc on part avec un copain sur le côté, on voit les voitures toute neuves des RG avec un chauffeur, qui attendent là, et puis on prend un pot, et on retourne place de la république, et y avait un square. Et on passe pour retourner sur la place de la république où on avait donné rdv au reste du groupe, et là les policiers conduisaient les gens vers le square. Avec un truc de 2 mètres de haut de grillage. Et quand ça a été plein, nous on était à l'extérieur donc on a vu la scène. Ils ont gazé gazé gazé les gens qui étaient là et qui faisaient rien. C'étaient pas des violents, ils étaient même piégés dans une nasse. Et il y en a qui essayaient de passer par dessus la clôture, et de l'autre côté y'avait des CRS avec les matraques qui frappaient les gens. Si vous avez lu mon livre je l'ai marqué ça, donc c'est pas la peine que je vous redise tout ça, mais c'est pour dire que y avait une violence très contrôlée. Très très très contrôlée. Parce que moi je suis pas un violent moi. Alors... tous les gens de mon âge ils sont pas violents hein. Et on en a pris des gaz.

L : oui ils ont été violentés.

J : donc moi tous les gens avec qui j'ai eu des relations, c'étaient des gens très pauvres, des travailleurs pauvres. Y avait quelques chômeurs, mais très peu. Les gens qui sont chômeurs sont au bout du rouleau, ils ont pas envie... ils ne revendiquent plus ils subissent. Donc ceux qui viennent là sont des gens qui y arrivent pas. Mais ces violences... et puis aussi leur entourage : des gens qui n'étaient pas des GJ et qui les critiquaient, en disant « hé t'as vu ce qu'on a vu à la TV, vous êtes tous des voyous ! ».

L : oui et c'est aussi une forme de violence.

J : Donc l'entourage, la famille, qui les a découragé. Et je pense que le pouvoir a gagné à ce moment là. Enfin je sais pas si ça s'est fini mais...

L : oui ça c'est une autre question !

J : bon faut me couper hein parce que faut poser d'autres questions hein !

L : bah peut être y a une question qui est... pareil qui est assez naturelle spontanément qui vient, c'est la question des revendications du mouvement parce que voilà c'est parti à partir d'une hausse sur les carburants mais il me semble que ça dépasse un peu cette question là des taxes sur les carburants, donc fin voilà.. quelles étaient les revendications et puis peut être aussi quels étaient les projets politiques un peu

J : derrière

L : un peu formulés ouais

J : alors je crois que là... Beaucoup de gens font des erreurs, parce qu'en fait y a pas de revendication précise, sinon celle de vivre correctement. On a essayé, ça fait partie des manœuvres du pouvoir, des médias etc, c'est d'essayer de mettre les GJ en difficulté pour leur dire « qu'est-ce que vous voulez ? ». Alors malgré tout ils avaient certainement des revendications. Au départ y avait qu'une revendication, c'est : « ce soir on veut manger à notre faim ». C'était la seule revendication. Que ce soit Pierre, Paul ou Jacques qui décide, ils s'en foutaient. Ils en voulaient à Macron parce qu'il les a méprisé par le discours qu'il tenait, c'était la bête noire Macron. Mais c'est pas pour autant qu'ils souhaitaient que ce soit des gens de droite ou de gauche qui leur donne satisfaction, ce qu'ils voulaient c'est être satisfaits. Alors après évidemment avec les interventions de l'extrême gauche dans les discours, ils ont pigé des trucs, en disant « il faut le RSI » le... comment...

L : le RIC nan ?

J : Le RIC oui c'est ça « il faut le RIC, des référendums, qu'on nous écoute » et tout ça. Mais ça à la limite c'était pas ça leur problème. Et puis alors moi j'ai des amis et tout qui me disaient « mais alors dans ton bouquin et tout y a pas de projet ». Mais les gens ne sont pas aptes à faire des projets, même s'ils veulent qu'on leur demande leur avis, ils sont pas aptes, même pas moi d'ailleurs, à créer des programmes politiques ! On a essayé de leur dire « présentez-vous », mais c'est une aberration, parce que c'était impossible de faire un mouvement avec des gens aussi divers !

L : oui, et c'est ce qui caractérise je pense le mouvement cette diversité

J : mais oui ! C'était un mouvement de revendication, c'était pas un mouvement de construction ! Y en a qui ont été dans le piège. Y en a qui ont été dans le piège volontairement parce que y en a un qui

s'est retrouvé un grand leader d'extrême droit, je me rappelle pas de son nom. Qu'on voyait à la télé partout, on le voit plus maintenant mais pendant un moment on voyait que lui ! Parce que ça servait le pouvoir, qui voulait que les GJ ce soit ça. Comme la dame aussi qui a lancé le truc, Mouraud, elle a fait de la politique. C'est des gens qui n'ont jamais été des leaders

L : oui

J : Ils se sont retrouvés là parce qu'ils ont lancé une idée qui a été reprise, mais les gens n'adhéraient pas à ces gens là, ils les reniaient même. Le mouvement des GJ c'était un mouvement de revendication au départ, et il aurait fallu qu'il le reste. Sinon il disparaissait dans la dilution, ce que cherchait le pouvoir. Il y avait intérêt.

J : et c'est intéressant parce que vous faites directement le lien avec la question de la représentation en fait. Est-ce qu'on peut représenter le mouvement, comme Ingrid Levavasseur ou Jacline Mouraud, et en fait vous dites « nan parce que c'était pas ce type de mouvement en fait »

J : non, et même si on prend à l'échelle locale, y a pas eu de leader, y a pas eu de représentant. D'abord personne n'aurait osé le faire parce qu'ils auraient pris des coups. Et puis.. Ils ont essayé, y a un petit groupe qui a essayé de créer une association, parce qu'il y avait quand même plusieurs mouvements dans le mouvement, des gens qui s'étaient organisés pour les convocations, pour les manifs et tout, et ce petit groupe là... et-ce qu'ils avaient des arrières pensées politiques derrière tout ça, bon y en avait peut être quelques uns... mais ça n'a pas marché, ils ont créé une association qui n'a pas marché. La banque a pas voulu leur ouvrir un compte parce qu'il y avait marqué GJ, et puis... ils ont tourné en rond ils voulaient tous démissionner. Parce que moi j'étais venu pour voir, bon l'idée me plaisait bien ! Bon... mais nan c'était impossible que ça marche,

L : oui parce que c'était incompatible en fait avec

J : avec l'ensemble des autres. Là même y en a un, parce que... il est sympa, il a fait plein de banderoles, il organise encore des rassemblements le samedi et tout, mais c'est quand même minuscule par rapport à ce que ça a été, mais il refuse qu'on dise que ça soit un leader : « ah nan je suis pas un leader ! ». et les autres sont contents que ce soit comme ça.

L : oui c'est une autre question la question du leadership, et d'ailleurs vous l'avez dit un peu dès le départ, y a un peu une ambiguïté par rapport à cette question, parce que bah... y a pas de volonté à ce qu'il y ait de leader, mais en même temps y a eu un peu quand même des phénomènes d'après ce que j'ai vu de leadership et...

J : ah oui y a eu des phénomènes. Ah oui il y a eu des tentatives ! Mais des tentatives qui étaient très bien vues par le pouvoir, donc suspectes ! [rires]

L : oui aux yeux des autres elles étaient suspectes d'office quoi !

J : oui parce que en plus leur discours était très ambigu quand même par rapport au pouvoir. On sentait que « non non non on est pas politisé », puis en définitive on soutien quand même Macron par derrière quoi. On essaie de s'arranger, de trouver des.. pour que le mouvement continue, qu'il soit conforme à ce qu'on attend d'eux. C'est pas possible. C'est pour ça que... De toute manière c'est ce que souhaitait le pouvoir parce qu'imaginons qu'il y ait eu un grand mouvement au niveau électoral... ça en aurait fait un de plus ! Ça aurait jamais été un grand mouvement.

L : oui c'est ça...

J : Y aurait peut être eu plus d'adhérents que chez les macronistes, mais de toute manière y avait pas, y avait pas... je veux pas dire l'intelligence, mais la formation, la... la compétence.

L : et puis peut être aussi que c'est là aussi incompatible avec l'essence au moins d'une partie du mouvement cette idée de justement de représentation, justement l'élection c'est passer par une forme de représentativité et... comme le mouvement a pas forcément vocation à pouvoir être représenté...

J : bah voilà donc c'est vraiment une analyse très limitée de ma part parce que je veux pas... j'ai pas approfondi la question, j'ai pas été engager des questionnaires auprès d'eux comme si j'avais fait une étude. J'ai pas fait d'étude, j'ai vécu le mouvement.

L : oui, bah de toute façon je pense que la seule manière de comprendre le mouvement c'est de passer par des discours parce que comme c'est un mouvement qui est très divers en fait on peut pas faire autrement pour le comprendre que de passer par cette diversité

J : voilà. Il est pas 10h15 parce que je voudrais pas manquer...

L : Il est 10h

J : d'accord bah dans 15 minutes on pourra faire une pause parce que j'irai juste poser mon ticket.

L : et oui y a la question aussi de l'évolution du mouvement, là rétrospectivement après un certain temps quand même depuis que ça a commencé, est-ce que vous trouvez qu'il y a eu des phases, un peu des étapes clé dans l'évolution ?

J : Bah l'étape clé c'est le Covid ! Ça a coupé tout ! Ya plus de possibilité de... Alors y a encore des petits regroupements, mais c'est... ça a beaucoup aidé le pouvoir le covid, ça c'est sûr. Alors ça veut pas dire que... ça j'en sais rien, c'est vraiment à chercher, est-ce que les gens sont prêts à repartir quand ça va mieux aller ? Est-ce qu'ils sont prêts à revendiquer encore, alors qu'ils ont été critiqués par leurs amis, par leur famille, qu'ils ont pris plein de gaz, et puis que y a rien eu au bout quoi ! Malgré tout ce qu'on a dit, des milliards qu'on leur a donnés, les gens que je connais moi ils n'ont rien eu du tout ! Parce que...

L : concrètement dans leur vie ça a pas évolué quoi

J : parce que l'exonération des heures supplémentaires, ils font des heures supplémentaires ils sont pas payés déjà, parce qu'ils travaillent au noir ! Le patron les fait travailler en dessous du smic déjà ! Et l'exonération pour les heures supplémentaires, euh... ça a rapporté aux patrons c'est tout, ça a pas rapporté aux... ça a pas rapporté aux mecs qui travaillaient, ça a rien donné du tout. Et ça a pas rapporté de travail puisqu'il y a pas eu d'évolution au niveau du chômage. Et puis en plus eux ça les concernaient pas le chômage, ils étaient pas au chômage !

L : oui c'étaient des travailleurs

J : c'étaient des travailleurs pauvres ! Donc... mais je pense que tout ça c'est voulu, c'est... ils le savent ça. Mais le discours qui est tenu c'est pour mettre tout ça en difficulté, pour mettre les gens en difficulté, pour leur dire vous vous êtes trompés. Donc c'est ça pour moi l'étape. Alors y a eu plusieurs étapes, mais des mini étapes, c'est le gazage. Je veux dire... Ça a découragé tous les vieux. Ça c'est clair. J'ai vu des dames dire « bah moi j'y vais plus ça suffit ».

L : oui, ce qu'on peut entendre

J : ah bah et puis c'est dur pour les poumons, pour les yeux hein et tout. Oh là là là là c'est pas possible. Les gens veulent bien manifester, pas se battre. Et puis y a aussi les... la position des syndicats était...

L : alors oui c'est une autre question qu'on peut aborder effectivement

J : les syndicats qui n'ont pas soutenu le truc, la CGT a pas soutenu. Moi je suis CGTiste, ça me gêne pas de le dire. Mais c'était... pour la majorité, pas tous on peut pas généraliser, parce que dans les GJ y avait des CGTistes hein, ça faisait partie de ce mouvement d'organisation souterraine, de gens engagés politiquement... quoique les gens que j'ai vu étaient pas appartenant quand même, même si leurs idées étaient proches du NPA, de la France Insoumise etc, ils étaient pas encartés, ils tenaient le discours ultra-gauche sans en faire partie. Y'en avait sûrement quelques uns mais... Ce mouvement n'a pas été un mouvement politique d'extrême gauche, ni d'extrême droite comme on a essayé de le faire croire.

L : oui, ça a été un mouvement, là encore...

J : La plupart des gens étaient des gens qui ne votaient pas, et qui continueront à ne pas voter pour l'instant.

L : ou et ça ça vient dire aussi beaucoup de choses cette abstention, fin cette euh...

J : ce sont des gens en grande difficulté, pauvres, et travailleurs. C'est pas l'image qu'on a voulu leur donner.

L : nan bien sûr.

J : Voilà.

L : ouais bah ouais c'est déjà intéressant ça dit pas mal de choses hein !

J : bah je sais pas...

L : et puis bah ouais si peut être, dernière question avant de passer à la deuxième partie si tu veux, qu'est-ce qu'on peut dire, fin vous avez déjà commencé à en parler un peu mais qu'est-ce qu'on peut dire du mouvement aujourd'hui ? Qu'est-ce qu'il en est aujourd'hui du mouvement des GJ ?

J : Le mouvement aujourd'hui est en sommeil, pour moi il est en sommeil. On sait pas ce qui va se passer quand... c'est pour ça que ça dure aussi la comédie avec le covid parce que pour le pouvoir c'est intéressant. Parce que y a un état d'alerte permanent, contre tout ce qui bouge, donc tant que ça dure, les gens ne peuvent pas faire grand-chose. Parce que y a le couvre feu alors à 18h il vaut mieux être rentré parce que ils y vont les policiers avec ça ! Donc... Les gens ont déjà du mal à gagner leur vie, si en plus il faut qu'ils payent 135 euros, c'est imparable ! Donc pour moi, c'est en sommeil, mais est-ce que ça sera un sommeil définitif...

L : oui est-ce que ça se réveillera quoi ?

J : oui est-ce que ça se réveillera c'est ça, c'est les deux hypothèses qui restent pour l'instant. Y a quand même eu beaucoup de bonnes volontés du mouvement qui se sont retirées.

L : après on peut imaginer, j'imagine que quand bien même ce serait un sommeil définitif, que pour autant c'est un mouvement qui a peut être laissé des marques quoi, qui a laissé des pierres qui pourront peut être évoluer. Alors dans quel sens je sais pas mais...

J : ah bah ça c'est sur ! C'est aussi très compliqué parce que... comme les gens ont écouté la télé et que ils ont adhéré, enfin ceux qui étaient pas GJ, ils ont adhéré à ce qu'il y avait comme violence. Les gens ils... ils sont critiques par rapport, et restent critiques. Si malgré tout au départ y a eu plus de 60 % de gens favorables aux GJ. Mais bon... c'est pour ça que je dis j'en sais rien, et je vais pas me lancer dans des analyses parce que je suis allé là, y a pas longtemps, on a mis des drapeaux et des gilets jaunes sur un pont. Et les voitures qui passaient allumaient leurs phares, faisaient des signes, des coucous... et beaucoup beaucoup. Donc y a encore une bonne partie de la population qui reste sensible. Malgré tout. Malgré tout. Malgré tout ce qui s'est dit. Parce que j'ai vu les... on était deux, y avait deux 50 % des gens qui réagissaient pas, et 50 % qui réagissaient. Bon quelques uns qui faisaient ça [doigt d'honneur], ça c'est sûr. Mais après c'est compliqué parce que quand on conduit, là bas y a virage et tout, bon les femmes elles quittent pas leur volant pour faire un signe. Elles sont trop prudentes, je veux pas être critique mais... pas toutes hein, mais... donc on le sentait bien, je veux pas dire que les gens qui n'ont pas manifesté leur sympathie c'est des gens qui sont forcément contre. Mais ce qui est sûr c'est ceux, les 50 % qui ont manifesté leur soutien. Ça c'est sur.

L : oui il y avait aussi une solidarité, fin et encore maintenant c'est ce que vous dites, mais une solidarité à l'extérieur du mouvement. Des personnes qui s'inscrivaient pas dans le mouvement mais qui, comme ce que vous disiez au début aussi, qui pouvaient amener sur les ronds points quelque chose à manger etc.

J : oui, y a eu quand même un très grand élan, maintenant est-ce que ça reprendra, on sais pas, on sait pas la réponse. Voilà, j'espère que vous allez la trouver avec mes autres collègues

L : Ah bah après oui, en croisant les différents discours peut être qu'on arrivera à trouver certaines réponses

J : donc cette première partie ça a été ?

L : ah bah oui tout à fait, y a plein d'éléments c'est intéressant.

J : J'ai un peu peur de vous induire en erreur parce que je suis pas vraiment un GJ. Mais on va le voir dans la deuxième partie !

L : voilà c'est ce que qu'on va voir ouais ! Bah on peut peut être attaquer la deuxième partie, ou est ce que vous voulez à votre voiture avant ?

J : il est quelle heure là ?

L : la il est 10 donc...

J : Oui j'ai encore 10 minutes.

L : oui bah on peut attaquer...

J : oui on peut commencer

L : oui, déjà bah déjà la question de votre, alors vous avez parlé très rapidement mais la question de votre histoire un peu politique, votre trajectoire politique ou militante ?

J : ouais... Ça vient de loin, parce que bon... moi je suis un révolté de naissance. Mes parents étaient ouvriers agricoles, ils ont commencé à travailler à 11 ans. Donc je suis vraiment... En plus je suis né pendant la guerre, donc j'ai connu les tickets de rationnement, les repas le soir c'était du pain dans de l'eau chaude... donc ça a été... donc moi la conscience de classe, je crois que je l'avais dès le départ, j'ai bien vu que j'étais dans une classe de pauvre. J'étais en apprentissage à 13 ans et demi, j'ai travaillé en usine... c'était dans les années 50. c'était dans une usine où il y avait tout une histoire parce que un des plus gros actionnaires de l'usine a été embauché après la guerre, était marchand d'huile, un petit marchand d'huile avant la guerre, puis sont arrivés les allemands donc commerce d'huile, les allemands avaient beaucoup de véhicules dont il leur a vendu l'huile et donc il a fait fortune. Donc il a retrouvé 10 copains et ils ont monté une usine... dans un... c'était pas un marécage mais une zone inondable. Comme ils faisaient pas d'études à cette époque là ils ont construit juste sur la truc. Et moi je suis arrivé dans l'usine, y avait 500 ouvriers et ouvrières, hein c'était une grosse boîte, moi j'avais déjà un CAP de mécanicien, réparateur de machines, donc je suis arrivé dans un groupe de mécanicien. Et donc du travail y en avait parce que c'était les 30 glorieuses. Je faisais 55 heures par semaines, pour un salaire équivalent aujourd'hui à 80 euros par mois, d'accord.

L : oui c'était une époque différente !

J : c'était une époque différente, et le cout de la vie était moins cher et on pouvait à notre faim avec 80 euros. Mais que ça ! Aujourd'hui ils ont 1200 euros avec le smic, mais ils arrivent plus à manger, nous à l'époque on avait ça, on avait pas à se plaindre. Mais par contre bon je faisais du foot, la licence était payée par le club, les copines bon on faisait pas de cadeaux... bon c'était un autre mode de vie

L : oui c'est ça c'était différent

J : et donc euh... on était, moi j'étais dans un atelier où les gars étaient plus des... des gens un peu revendicatifs. Alors que le patron il nous serrait la main. Parce qu'on avait que 80 euros mais on avait une poignée de main du PDG toutes les semaines ! Enfin tous les mois, une fois par mois il venait nous serrer la main. Donc ça c'était un plus par rapport au salaire ! [rires]

L : et oui bien sûr

J : et il disait toujours quand il sentait que les gars ils étaient pas... « y aura jamais de syndicat dans mon usine tant que je serai PDG ! Jamais de syndicat ! ». Donc on s'est retrouvés à une trentaine, moi j'étais gamin, j'ai suivi le groupe et on s'est retrouvés dans une arrière salle de café un samedi soir pour créer un syndicat. Y a un gars de la CGT qui est venu. Donc moi j'ai adhéré, j'avais 17 ans. Je comprenais rien, mais enfin bon je suivais. Donc moi j'avais pas de conscience politique, pas de conscience syndicale, mais j'avais une conscience de classe : je savais que j'étais parmi les pauvres. Et puis dans les bureaux tout ça, d'abord les actionnaires se réunissaient dans l'usine, on les voyait arriver dans des grosses voitures puis ils allaient dans les bureaux et tout ça. Et chaque actionnaire touchait autant que les 500 ouvriers.

L : touchaient autant... ah oui que les 500 cumulés quoi

J : Les 500 cumulés, pour chacun d'eux. Et moi j'ai dit un jour, parce que les gens qui travaillent dans la comptabilité ils connaissent tout donc ça se savait ! Maintenant ils ont trouvé les usines, d'autres... ils u-ont trouvé des filiales pour régler leurs problèmes. Ils ont même trouvé des filiales pour les entretiens. Parce que le groupe d'entretien, il visite l'usine, vous voyez c'était un... un moyen de communication, on circule on va d'un atelier à un autre, on voit des gens on leur dit « samedi on fait ci etc » « ah oui tel problème » et donc le syndicat fonctionnait comme ça, avec le groupe d'entretien. Très très puissant. Et donc voilà moi un jour je viens à l'atelier, j'avais 17 ans. Je dis « quand même

les mecs on est dans une société injuste ». « ouais tu parles comme un communiste ! » ils me critiquaient « ouais tu parles comme un communiste ». Parce qu'ils étaient pas communistes les gars, ils étaient revendicatifs pour leur salaire c'est tout. Puis communiste à l'époque ça voulait dire n'importe quoi, pour les gens quoi, ça représentait n'importe quoi. Enfin sûrement qu'il y en avait quand même dedans, enfin bon. Et donc y avait un des... le type le plus doué pour réparer les machines c'était un polonais. Donc comme... un type très très compétent. Militant, militant syndical mais réservé parce qu'il savait très bien qu'il était suivi, repéré puisque c'était le meilleur. Ils avaient même construit, enfin pas construit parce qu'il y avait une maison juste en face de l'usine, et ils le logeaient là. Comme ça a 2h du matin, quand il y avait une machine en panne, parce qu'on marchait en 3-8, ils allaient le réveiller. C'était déjà... donc voilà un peu comment... comment j'ai j'ai progressé, au sein de cette organisation syndicale. Voilà. Donc ça a été mon début. Et puis après une histoire un peu compliquée que je vais pas détailler parce que c'est trop personnel. Le chef m'avait donné un boulot, en retard etc, et puis on m'a pas dit que c'était urgent donc quand c'est pas urgent on est pas prioritaire pour aller chercher le matériel enfin bref, et le midi je suis allé manger alors que normalement quand y a un travail prioritaire on va pas manger, on répare la machine. Et donc je suis parti chez moi et tout, et donc le PDG dit « comment ça se fait que cette machine marche pas ? » « ah bah oui c'est Jacques il est pas là », et donc j'ai réparé un tapis roulant, et le PDG a fait le détour, est venu me voir et m'a dit « félicitations, 4h pour percer huit trous ». putain, 17-18 ans j'avais. Là j'ai.. et le soir même je demandais ma journée le lendemain pour chercher du boulot ailleurs. Et je suis allé au centre d'apprentissage à l'époque où j'avais appris mon métier, pour essayer de voir les profs, pour... parce qu'il y avait du boulot à l'époque, c'était les 30 glorieuses ! Et donc il se trouve que j'ai rencontré la lingère parce qu'il y avait la bas une dame que je connaissais bien, et elle me dit « pourquoi tu demandes pas a devenir pion. Il manque deux pions ici, donc depuis trois semaines y en a qu'un pour 150 élèves, bref ». et donc bon bah après j'ai posé ma candidature, j'ai été pris, et donc je suis devenu pion et j'ai préparé l'entrée en fac de lettres après, et c'est comme ça que j'ai pu faire des études. Voilà.

L : mais du coup avec déjà une histoire syndicale qui avait été entamée quoi.

J : ouais, ça ça m'a beaucoup aidé. Et puis après j'ai été 5 ans pion. Et puis au bout de 5 ans on peut plus être pion, donc c'est là que j'ai postulé pour être directeur de Maison des Jeunes et de la Culture. Et alors là ça a été vraiment une prise de conscience politique, parce que je me suis retrouvé avec des gens politisés.

L : oui

J : Y avait toute mon histoire, et en plus là j'étais avec des amis. Qui étaient déjà engagés. Il faut peut être que je... j'aille à ma voiture. Il faut peut être que tu poses d'autres questions parce que sinon je vais continuer à dire des betises !

L : ah non mais c'est pas des bêtises ! Tu peux continuer comme ça !

J : C'est très personnel, ça a rien a voir avec les GJ là !

L : oui mais ça dit quelque chose de votre place avec les GJ peut être !

[Jacques va mettre un ticket de stationnement dans sa voiture et revient].

J : bon je vais essayer d'être lus succinct quand même ! Alors bon donc je deviens un militant politique à côté de ma profession. Mais c'est pareil parce que ça va pas ensemble quoi. Donc je suis toujours sur le retrait quoi, j'informe personne de ce que je suis etc. Et puis bon y a 68, et je suis en stage à Paris, et je passe 15 jours du mois de mai 68 au quartier latin, à l'Odéon, à la Sorbonne...

L : ah oui c'est formateur aussi !

J : c'est ça ! Et là... c'était un moment extraordinaire, bon enfin bref. Mais j'étais pas dans les violences. On parle beaucoup des... des barricades, en fait ça a duré un jour et une nuit, mais on parle que de ça ! Le reste c'était la grève, la discussion... rien à voir avec l'image qui est restée après. Donc en 68 après, je viens travailler dans une MJC, et j'habite dans un village. Et il se trouve que les gens me demandent de me présenter pour être maire. Et donc ensuite je suis devenu maire en 71, PSU très clairement. Alors que tout le département était à droite à ce moment là, ou SFIO. Mais enfin y a pas de... sauf... un autre maire dans un autre village, puisqu'on était de la même génération. Et donc on sait que je suis militant, je ne peux pas le cacher puisque je suis élu, et ça gêne pas la population puisqu'ils m'avaient élu et tout. Et donc je suis également directeur d'une MJC. Le problème c'est que je fais la différence entre mon engagement dans le village, mais le préfet lui ne fait pas la différence. Il apprécie pas du tout ce que je fais, j'aide les grévistes, ma paie de maire je la donne aux grévistes, ça c'est pas bien vu... et puis on vote en conseil municipal à l'unanimité, malgré les divergences qui pouvaient y avoir dans le groupe, une aide aux enfants des familles de grévistes. La délibération est brulée à la préfecture parce qu'ils supportent pas. Et puis après y a eu une manifestation, en plus c'était pas de mon fait. Y avait une usine qui avait brûlé, et ça envahissait le terrain de foot à côté de particules et tout, et moi j'ai fait de revendications auprès du préfet, et ... enfin bref. Et donc cette manifestation où y a eu un représentant de la préfecture, la police, la presse tout ça, tout ça ça fait... le jour même ils ont résolu le problème y avait plus de pollution : c'était une manif efficace ! Ça ça plaisait pas quoi. Et même un jour j'ai assisté à l'événement, ça s'est passé devant moi, en douce comme ça le préfet a dit comme ça que si j'étais là c'était la faute du maire de la ville où je travaillais, et donc un jour y avait plus d'argent pour me payer donc j'ai été muté... j'ai été... voilà. J'ai appris après qu'il valait mieux pas être politisé [rires]. Voilà. Après je suis parti... j'ai été chargé... chargé de formations, et puis délégué régional, responsable régional de tous les lycées... et donc notre poste... fin l'éducation populaire était financée par la région, et suite à un changement politique, la droite cette année s'est alliée au FN pour avoir la majorité, et le FN a demandé la suppression des subventions de toutes les maisons de jeunesse. Ça c'était clair. Et donc du jour au lendemain on avait plus d'argent donc.. pourtant j'étais blanc comme neige là bas. Contrairement à ce qui s'était passé avant, là je faisais pas du tout de politique quoi. Même si je continuais à militer par ailleurs, mais pour les gens que je rencontrais parce que je travaillais beaucoup avec des municipalités qui étaient de droite, moi j'ai jamais eu de problèmes avec eux au contraire. On se tutoyait et tout, moi je faisais mon boulot. Et donc à partir du moment où le FN a dit on vote pas le budget si vous supprimez pas les subventions des maisons de jeunesse, ils les ont supprimé puis c'est tout. Voilà donc j'ai pris une maison... Voilà mon parcours et politique. Et pendant la période où j'étais délégué régional, comme j'avais des horaires élastiques, je suis rentré à l'université. C'est comme ça que je faisais, je suivais des cours à l'université, et le travail c'est surtout le soir : les AG, les conseils d'administration... donc je pouvais travailler dans la journée à l'université. M'enfin c'était limité quand même. Donc j'ai eu ma licence, ma maîtrise, et mon DE. Voilà. Comme ça en plus pendant mon travail... mais j'avais été entraîné parce que je travaillais 55H pendant ma jeunesse ! Donc quand vous avez 40H, ça fait 15H de moins ! Mais pas pour étudier... voilà mon parcours, donc... Gilets Jaunes, ça m'a plus tout de suite, par rapport à tout ça. Par rapport à tout ce passé. J'ai toujours été dans la lutte quoi, même si je suis très pacifique.

L : et vous êtes toujours, en parallèle, pendant le mouvement des GJ vous êtes toujours inscrit à la CGT ?

J : Nan. Nan. J'ai quitté la CGT

L : ah d'accord

J : Nan, j'ai quitté la CGT à partir du moment où elle a pris des positions très réformistes. Déjà en 81, quand y a eu Mitterrand, on a eu.. moi je... on était 23 délégués régionaux, on a été... on était quand même une grosse organisation de jeunesse à l'époque, ce qui n'est plus le cas mais à l'époque c'était ça. Donc on a discuté avec le ministre, et il dit « mais quel est votre programme ». donc il avait pas de programme pour la jeunesse, rien. Rien pour jeunesse et sport, on est... et puis à la fin il dit « bon, on est de la même famille ! ». mais c'est pas notre problème ! Mais on était pas du tout de sa famille ! Et nous au niveau du syndicat on a dit « bon il va falloir remettre les choses au clair, remettre les choses au net, il va falloir revendiquer et tout ». Et la CGT au niveau national a dit « nan nan, ce sont des camarades qui sont au pouvoir », parce qu'à l'époque à la cgt y avait beaucoup de communistes « et donc on bouge pas », et on a arrêté de bouger. Et depuis ce moment là la CGT a arrêté de bouger. Y a eu des changements de pouvoir etc, mais y a plus l'élan qu'il y avait avant 81. Avant 81 y avait vraiment un rapport de force entre le pouvoir et les ouvriers, les syndicats, qui a complètement disparu. Et donc ça ça m'a beaucoup, ça m'a beaucoup...

L : et vous avez quitté quand du coup la CGT ? À ce moment là ?

J : Ah non non parce qu'après j'ai eu des responsabilités au niveau national au niveau de la cgt. J'étais membre du bureau national de la cgt dans les professions d'animation, donc j'allais à des réunions etc. Mais là aussi j'ai vu des truc qui m'ont pas plu. Mais j'en ai eu assez. J'ai assez connu de situations... Je reste CGTiste dans l'esprit de la création, de mon engagement au départ, mais maintenant j'ai bien vu comment ils se sont conduits avec les GJ, ça ne va pas, c'est pas ce qu'il faut faire quoi. Parce que c'est pas eux, c'est pas bon. Alors que c'était là qu'il fallait aller chercher les gens, ils auraient dû être intelligents et les écouter, comprendre pourquoi les gens ils étaient là. Alors au lieu de ça, ils ont dit : « ah bah où ils étaient quand on a manifesté contre les lois... », mais les gens ils avaient pas ça dans la tête ! C'était pas leur problème, leur problème c'est un problème de survie. Et eux ils sont là « la carte ! ».

L : oui c'est ça. La carte et la défense bon qui est importante aussi, la défense d'acquis sociaux... mais...

J : oui bien sûr que c'est important ! Mais à la limite je trouve que c'est bien que les syndicats s'occupent des acquis sociaux, mais le problème c'est que quand on veut faire adhérer des gens qui votent pas, qui sont pas syndiqués qui sont pas politisés, il faut aller vers eux, il faut pas attendre qu'ils viennent ! Ils ont rien compris. Je vais pas prétendre non plus tout savoir mais... Moi je suis allé les voir, pour comprendre. C'est pas pour ça que... C'est une autre démarche.

L : Oui en tous cas c'est ça, la démarche des syndicats vis à vis des GJ elle a pas été... bah y a pas eu tellement de démarche en fait.

J : y avait la FSU mais... FSU si, un peu plus...

L : CNT aussi peut être ?

J : oui aussi... y a eu des... Y a eu des gens syndiqués qui sont venus, mais pas les organisations en tant que tel.

L : ah oui, des individus faisant partie des syndicats, mais pas les syndicats eux mêmes.

J : mais c'est ça, y a une ambiguïté de... du mouvement... ouvrier. C'est effectivement il faut que les gens ils fassent la démarche. Et en plus avec des cotisations qui sont lourdes

L : bien sûr, ça joue aussi

J : bah oui, les gens ont pas de quoi bouffer et on leur demande des cotisations. C'est en dehors de leur esprit aux gens, c'est normal. Même si c'est qu'un euro, bon...

L : oui ça fait pas sens quoi pour les gens

J : mais même, bon... quand Mélenchon dit 'tout le monde paiera des impôts, même 1 euro », mais nan c'est une erreur ça ! A partir du moment où les gens ils ont un petit porte feuilles, un petit porte monnaie, si on a pas un euro c'est trop. Je trouve que c'est pas des bonnes formules. Ceci dit le fait qu'on remette à plat les impôts je suis pour ! Alors j'ai participé aussi à ATTAC, j'ai été dans cette association depuis le début parce que... je l'ai quittée aussi parce que j'ai reçu une circulaire me demandant de voter pour Macron alors que j'ai pas envie de voter pour Macron. Bon alors est-ce que vous avez d'autres questions alors ?

L : bah j'en ai une qui m'est venue un peu spontanément tout à l'heure, vous parliez de mai 68, comme vous avez traversé ces éléments là, et du coup je me demandais si vous pensiez qu'il y avait des similitudes qu'on pouvait tracer entre ces deux éléments ou vraiment aucune, c'est vraiment deux choses différentes ?

J : Aucune, parce que 68 a été mis en place par des enfants de bourgeois, c'étaient des étudiants. Dans les universités, surtout à cette époque là, y avait pas... y en a toujours pas d'ailleurs donc je vois pas pourquoi y en aurait eu à ce moment là ! Donc... On a bien vu comment a tourné Cohn-Bendit... Tous ces gens là, le PC avait raison à l'époque, en disant « on ira pas derrière les fils de bourgeois, parce que ce seront des traîtres un jour ». Et ils avaient raison, même si moi je critiquais ça à ce moment là, en disant « ils sont là, profitons en ! ». donc par rapport... Même si après, quand les étudiants ont mis en route le truc, les ouvriers et pas les syndicats, parce que... ce sont les ouvriers qui ont forcé les syndicats à prendre le relais, ils se sont mis en grève alors qu'ils s'attendaient pas à se mettre en grève comme ça. Parce qu'il y a quand même eu un mois la France bloquée hein ! Donc c'est les gens sur le terrain qui ont décidé, pas les syndicats. Donc c'est quand même autre chose. Là les gens qui étaient ouvriers qui ont fait grève et tout, c'est des gens qui vivaient je dirais pas confortablement, mais c'est des gens qui vivaient quand même avec leur salaire. On a commencé à avoir les frigos, les voitures, les maisons et tout ça, donc ils avaient un peu d'argent, ce qui n'est pas le cas des GJ. Les GJ c'est vraiment la misère ! Même si les gens ne veulent pas qu'on dise qu'ils sont misérables, parce que c'est toujours désagréable. Mais le problème c'est que ce sont des pauvres, des travailleurs pauvres. Ce qui n'était pas le cas en 68, y avait pas les travailleurs pauvres. Et puis y avait pas aussi en 68 le risque du chômage, tandis qu'aujourd'hui, les gens s'ils sont pas contents.... Ils travaillent pour rien... les salaires de misère ! Ils travaillent beaucoup ! Moi je... je milite aussi... c'est pas les restaurants... c'est pour la banque alimentaire. Ça fait 15 ans que je récolte à la sortie des magasins. Je suis un militant, donc il faut toujours que j'aille sur des actions ! Donc j'ouvre à 8h, on m'a dit que lidl c'étaient des magasins pour ceux qui avaient pas beaucoup de moyen. Y a un gars qui arrive avec une grosse voiture. Donc moi je lui donne un ticket, il refuse le papier et me dit « ils ont qu'à aller travailler tous ces feignants ! » comme si... alors je lui dis « vous savez qu'avec le covid il va y avoir un million de chômeurs de plus ? » il me dit « oui mon père était bucheron ! » et je dis « oui le mien était ouvrier agricole », et le mec il est parti en chemin quoi... alors bon bah voilà... c'est pas possible. On est dans une situation infernale... y a deux millions de millionnaires en France... on le dit jamais ! Deux millions de millionnaires... et pour eux ça va de mieux en mieux !

L : oui il y a des injustices profondes en fait. Et c'est ça aussi qui a questionné... oui qui a questionné le mouvement des GJ, c'est venu pointer ça du doigt aussi, ça l'était déjà pointé du doigt mais...

J : bah c'est à dire les GJ, au départ ils ont lutté pour eux hein !

L : oui, mais du même coup ils ont pointé du doigt des injustices.

J : oui c'est sûr. Mais on les a effacées. On en parle pas. De temps en temps on dit « ouais Bernard Arnaud c'est le plus riche du monde », enfin pas du monde mais presque, mais bon voilà... en même temps ils disent pas qu'il a licencié des milliers de personnes. Il a délocalisé alors que devant les télévisions il a toujours dit « mais non on fabrique en France ! ».

L : ouais.

J : voilà jeune homme !

L : et bah oui très bien ! Je sais pas si vous avez autre chose en tête, moi j'ai fait le tour des thématiques...

J : j'espère que ça va être bien ! Je sais par expérience que... bon j'ai eu des entretiens avec des gens, et à chaque fois ils partaient vers des histoires qui avaient rien à voir.

L : oui mais...

J : pour vous ça va ?

L : moi mon parti pris c'est de me dire qu'il y a rien qui n'a rien à voir ! En tous cas dans cette phase là, finalement tout ce qui vient à partir des questions que je pose bah ça a un sens par rapport aux questions que je pose donc...

J : bon bah super si ça vous convient, et si vous avez réussi à tirer quelque chose de tout ça... mais c'est vrai que je suis quand un gilet jaune à part, je suis un gilet jaune militant, je suis pas pauvre. C'est pas que je veux pas être pauvre : je l'ai été, et je le revendique ! Même si je l'ai caché, longtemps, longtemps. Évidemment, longtemps j'ai jamais dit que j'étais ouvrier par exemple. C'est quand j'ai passé des examens, quand y avait un examen je préparais puis je le passais ! Et les gens me disaient « avec l'expérience que vous avez, pourquoi vous en parlez pas aux jeunes et tout ? » et je disais « mais les jeunes ils en ont rien à foutre de mon expérience ! », en plus c'est vrai ça. Mais j'étais plus libéré après ces examens, en me disant oui si ça peut servir à quelque chose... mais autrement... les pauvres ils cachent souvent, c'est normal... on essaie toujours d'être au dessus. On ne parle jamais à ceux qui sont en dessous. Moi je fais partie de cette famille là quand même, et j'y suis resté. Bon on peut éteindre peut être...

L : mais après vous dites que vous savez pas si vous êtes un vrai GJ, mais moi je sais pas s'il y a des vrais et des faux GJ !

J : nan nan ! Mais a majorité des GJ c'était des gens pauvres. Des travailleurs pauvres. Ce qui n'est pas le cas de tout le monde, mais la majorité que j'ai rencontrée moi sur les ronds points, c'est quand même des gens en difficulté.

Annexe 31 : Retranscription – Charles

Nom	Charles
Âge	66 ans
Date	23 février 2021
Modalité	Présentiel
Durée	1H30

C : Je sais pas si tu connais (prénom) qui s'occupe des archives départementales là, c'était à lui que j'avais confié, donc il a plein de documents.... Je sais pas si tu peux les consulter, j'ai déposer ca il y a un an peut être !

Lucas : Oui ca pourrait être intéressant effectivement, mais oui effectivement c'est important de le dire, que ce soit l'enregistrement ou les archives, c'est important de dire que ca restera anonyme.

C : Oui c'est surtout ca, je veux pas que ca sorte tel quel, je suis pas seul donc bon ;;;

Lucas : Oui bien sur

C : Ok, donc moi je me présente, bah j'ai 66 ans, j'ai en cursus euh ;;; education j'ai fais mon école de mer quoi, après j'ai passé au collège, et puis bah le collège c'était euh, l'examen le bepc un truc comme ça, et ensuite bah je me suis mis au travail quoi. Parce que je suis né à la ferme, dans un petit village à coté de (commune), et puis en euh ... En 68, j'étais au collège, j'ai connu 68 en étant au collège. Je suis parti travaillé en région parisienne en 70, j'avais 16 ans.

En 70, j'ai commencé dans le bâtiment, parce que j'avais un oncle qui bossait là bas, et comme ici y avait pas de travail quoi. Bref, j'ai travaillé 18 mois dans le bâtiment, et ensuite j'ai rencontré euh, une jeune fille, et son père travaillait à la sncf, donc il m'a dit « viens à la sncf ca sera mieux que faire du platre » ! et j'ai fait toute ma carrière dans la SNCF. J'étais aiguilleur.

Lucas : Ah d'accord !

C : Voilà, jusqu'à 2010, où j'ai pris ma retraite, à 55 ans. Alors moi j'ai toujours été engagé syndicalement, car quand je suis rentré à la SNCF à cette époque on habitait dans les logements, les foyers. Dans ces foyers y avait une mixité générationnelle, j'avais 18 ans j'ai connu des gens qui avaient 30-40 ans, 50-60 ans, qui étaient syndiqués car la SNCF c'était une profession très syndiquée. Donc j'ai mis le pied la dedans tout de suite. Donc j'ai toujours été engagé, très engagé.

Lucas : Syndicalement du coup ?

C : Syndicalement. Politiquement peu, en 2017 j'ai fait la campagne pour les législatives, mais en tant que militant... mais mon engagement est né parce que je ne supporte pas les injustices, d'où qu'elles viennent,

Lucas : Et ce depuis quand ?

C : depuis que j'ai commencé à travailler quoi. Donc voilà mon parcours.

Lucas : Ouai

C : Donc là je suis en retraite, euh, j'suis toujours engagé donc je me suis retrouvé dans ce mouvement des gilets jaunes euh... parce que c'est une révolte qui est partie assez spontanément [...]. je suis engagé aussi depuis pas très longtemps dans les questions écologiques, ça me préoccupe beaucoup, c'est intéressant et il faut le faire.

Et puis faut transmettre aussi ! Moi j'aime bien tout ce qui est jardinage, j'aime transmettre euh, c'est pour ça que pour l'instant j'ai un atelier chez moi de compostage, de terreau, bref, voilà !

Donc si on revient au démarrage des gilets jaunes, pour moi c'est une révolte spontanée qui est partie parce qu'il y avait un ras-le-bol des personnes qui étaient des, des « non-voyants », fin des derniers de cordée, qui ont toujours oeuvrées, payées sans rien dire. Donc je vois pas le rapport avec les institutions sociales. Les institutions sociales pour moi elles sont en déliquescence quasiment, mais c'est... je pense que c'est dû au système néolibéral, qui tente de livrer toutes ses institutions au privé, à l'économie mondialisée et tout ça.

Je pense que c'est plus ça !

Lucas : Oui c'est un peu ce que j'ai en tête aussi effectivement. Cet ouai « déliquescence », c'est le mot que tu utilises, et qui est assez juste effectivement, cette déliquescence des institutions, elles trouvent des sources notamment dans ce système néolibéral.

C : Système néolibéral qui date je dirais depuis 74, Giscard-d'Estaing quoi par là.

Lucas : Oui complètement, et puis c'est hérité d'un système qui existe depuis...

C : Y avait un système néolibéral avant, dans les années 30-38 je crois, mais c'était pas tout à fait pareil, c'était libéral « chacun fait ce qu'il veut, est libre d'entreprendre ». Aujourd'hui, ce sont les états qui décident, c'est l'Europe qui décide de ce qu'on peut faire. Donc c'est le système néolibéral mondialisé. Donc ça crée des injustices, qui sont criantes. Donc je pense que le mouvement des GJ, comme Nuit Debout, c'est né d'un ras-le-bol. Donc je pense que cette histoire de carburant, c'était l'étincelle quoi. Et puis ça s'est enchaîné parce que le mouvement n'a pas été entendu. La seule réponse qu'il a eue c'était la violence, policière, la violence d'état, le mensonge d'état et tout ce qui s'en suit. C'est pour ça que ça s'est enchaîné pendant des semaines et des semaines, et s'il n'y avait pas cette pandémie ça continuait, je pense parce que... moi je m'en rappelle quand j'étais à la SNCF, on faisait grève, on avait des mouvements de grèves parce que il fallait défendre ses droits, ses acquis, sa retraite par exemple, c'est des mouvements qui duraient quelques jours, quelques semaines, pas plus.

Lucas : Et qui étaient entendues ?

C : et qui étaient entendues ! Voilà ! Bref. Et euh... C'était des mouvements qui avaient lieu tous les 10, 20 ans, 30 ans. De 68, c'est passé aux années 80... donc c'était des mouvements réguliers d'ouvriers, normal, parce qu'il fallait bien défendre ses droits, parce que le système s'est toujours attaqué aux acquis. Et là on constate, avec ce mouvement des GJ, que c'est plus du tout ça, on est plus dans ce schéma là, dès qu'il y a un mouvement de contestation, tout de suite il est matraqué. Donc il n'y a pas de négociation possible, y a pas de discussion possible, et c'est pour ça qu'on est dans l'affrontement permanent. C'est pas tous les dix ans ou tous les 20 ans, c'est perpétuel maintenant ».

Lucas : Oui, oui.

C : Et ça c'est récent.

Lucas : Oui c'est un point qui est important je pense et qui est, enfin c'est un peu ça que je veux travailler effectivement c'est que, Avant y avait presque une sorte de... comment on pourrait dire ? De ritualisation de la contestation, ça revenait par période régulière et...

C : Alors y a eu le fait que les syndicats, ça fait partie des institutions sociales, les partenaires sociaux, à cette époque où moi je travaillais les syndicats étaient entendus, écoutés, respectés, y avait des dialogues, des négociations, régulières d'ailleurs, et depuis peu ces institutions ne sont plus écoutées, plus entendues. Donc ça crée une espèce de colère générale, et en même temps on voit que dans les entreprises y a de moins en moins de personnes qui sont syndiquées. Alors que le rôle du syndicat justement c'est de faire le lien entre les travailleurs et le patronat. Donc la révolte des GJ elle est aussi, elle vient de là, c'est qu'il n'y a plus personne qui représente les gens qui travaillent ».

Lucas : C'est ça oui, et peut être aussi, alors du coup ça mène à une autre question, parce que, c'est ça finalement les syndicats font comme tu l'as dit le lien entre les travailleurs et le patronat, mais peut être que si les GJ ont chahuté le circuit syndical, c'est peut être parce que le confinement

C : Perte de confiance ! C'est une perte de confiance...

Lucas : Déjà oui, complètement, et puis le conflit se situe peut être plus tellement entre les travailleurs et le patronat, mais il s'est reconfiguré j'ai l'impression le conflit social entre plutôt le peuple et les gouvernements. J'ai l'impression que ce conflit...

C : Oui oui oui, parce qu'il n'y a plus de confiance dans les syndicats, mais c'est pas de la faute des syndicats. Enfin en partie quand même, parce que je crois qu'ils ont un rôle qu'ils n'ont pas joué à fond. Parce que, dans tout ça y a démocratie qu'il faut mettre, et dans l'entreprise, y a plus de démocratie non plus. Et ça c'était le rôle des syndicats de maintenir ce climat de démocratie. Et quand il y a plus de démocratie, bah comme on dira c'est le bazar, chacun défend son bout de steak etc. Donc, pour moi ce mouvement c'est ça. Comme tu dis, c'est le peuple contre un gouvernement, les GJ n'ont pas voulu que les syndicats mettent leur nez dedans, ni les partis politiques, parce qu'il y avait une perte de confiance totale, envers les partis politiques et les syndicats. Pour moi c'est ça le départ ».

SILENCE

C : Après je sais pas, pour moi c'est ça le départ, c'est ça le départ. Alors les institutions sociales, euh, en dehors des syndicats, on a l'éducation nationale par exemple : c'est pareil c'est parti en déliquescence parce qu'on veut livrer ça au privé. La sécurité, police gendarmerie tout ça, en fin de compte moi j'ai l'impression qu'on se sert de ces institutions là pour gérer le pays. Y a une contestation, on envoie les CRS. On peut pas négocier avec le gouvernement, donc bah c'est comme ça vous n'avez pas le choix. Et c'est la violence institutionnelle, et instrumentalisée car au départ des GJ ça a bien été ça.

Lucas : Hmm ?

C : et voilà donc après au niveau institution on a, je sais pas, on a les... l'éducation nationale, on la santé par exemple, c'est la pire des catastrophes. Parce que la pandémie là nous fait sauter à la figure la réalité de ce qu'ils sont en train de faire. Donc là c'est pas le mouvement des GJ qui sont... pour moi ce sont les gouvernements qui sont responsables de ça.

Lucas : Oui c'est vrai que j'ai mal exprimé l'idée de base que j'avais, parce que effectivement l'idée c'est que, les GJ finalement c'est une réaction à ce climat social où les institutions sont en déliquescence ; ils sont pas responsables de la déliquescence des institutions bien sûr.

C : Ah oui nan nan ! En fait, dans les GJ, on trouve toutes catégories socio-professionnelles, ethnique et tout ça, c'est ça qui était intéressant. Les invisibles, les laissés pour compte... donc dans ces gens qui étaient réunis si tu veux, y avait des gens qui travaillaient, y avait des retraités, y avait des étudiants, y avait tout quoi. Alors je sais pas si ces gens là ils étaient... non ils étaient là, je pense, pour défendre leurs euh.... leurs intérêts, leurs droits si tu veux.

Lucas : Oui

C : Et par rapport aux institutions, j'ai du mal à faire le lien si tu veux entre les GJ qui étaient là, enfin certains, et puis par exemple le milieu hospitalier, le milieu euh, du sport, voilà, c'est parce dans les GJ, ce que j'avais remarqué c'est qu'il y a beaucoup de gens qui n'avaient jamais manifesté, jamais revendiqué. Jamais syndiqués, jamais politisés... donc ils étaient... ils sont arrivés comme ça, avec la colère quoi.

Lucas : Ils avaient la colère.

C : Et puis y avait ceux, comme moi par exemple, qui étaient engagés, qui étaient militants, syndiqués tout ça, et on avait pas la même... donc y a eu beaucoup de débats. Ça a été super intéressant. Je retiens des relations humaines enrichissantes. Je me souviens, on a eu des débats, parce que c'était jour et nuit, moi je faisais toutes les nuits quasiment dans la cabane ! Et donc on avait des débats qui étaient parfois agités. Moi je suis pas arrivé le premier jour, je suis arrivé un mois après le début, pour des raisons personnelles je travaillais chez ma fille et tout ça. Et quand je suis arrivé c'était une découverte, j'ai découvert des gens qui étaient en colère, et c'était légitime d'ailleurs, mais politiquement ils étaient complètement... ils connaissaient rien à la politique ».

Lucas : Ils se sont peut-être « construit » une réflexion

C : Certains, tu en as vu je pense, certains oui. Et c'est ça qui a été intéressant, parce qu'on a beaucoup parlé, et y a des gens qui ont fait des gros efforts pour intégrer tout ça, parce que c'est compliqué la politique, très compliqué, l'économie c'est compliqué pour celui qui ne lit pas tout ça... et dans ce mouvement si tu veux on ne pouvait pas ignorer tout ça, ignorer la politique, l'économie, donc y avait beaucoup de travail ».

Lucas : Y'avait une nécessité quoi. Et j'imagine, tu me dis si je me trompe, mais j'imagine qu'il y a eu, pour les personnes qui n'étaient pas militantes avant, il y a eu finalement un apprentissage de la politique ; mais du coup pour les personnes qui étaient militantes avant, et qui sont arrivées dans le mouvement comme toi, bah ce contact avec les personnes qui n'étaient pas militantes avant, ça a aussi été enrichissant.

C : Ah mais complètement ! Bon moi j'ai été surpris parfois, c'est comme ça j'ai découvert aussi des gens qui ne s'intéressaient pas à la politique, qui ne lisaient pas les journaux. Pour moi ça me paraissait... je l'ai découvert, et ça m'a étonné. Et ils étaient là ! Ils étaient là, en colère, en train de manifester. C'est eux qui ont déclenché ce mouvement.

Lucas : Et oui, complètement. Et c'était un mouvement, même si beaucoup de gens qui le constituait n'étaient pas militantes avant, c'était quand même, je pense, un mouvement politique profondément quoi. Un mouvement de contestation politique.

C : Alors évidemment, on peut dire politique parce que maintenant tout est politique, dès que tu vas faire tes courses tu fais de la politique ! Mais ils voulaient pas entendre parler de politique. Alors c'était pas le mot politique au sens partisan, c'était politique au sens d'un mouvement social. C'était

« apartisan », et d'ailleurs ça l'est toujours. Y a eu des tentatives de récupération, et aujourd'hui y en a encore. Y a eu aussi, ce qui était intéressant c'est les... comment... les histoires de racisme, d'homophobie... y a eu de tout dans ce mouvement. Donc y a eu beaucoup de discussions et tout. Y a des gens qui sont restés, qui ont compris que c'était pas la peine de s'en prendre aux étrangers ni rien, on est tous humains, égaux, et y en a d'autres qui n'ont pas voulu comprendre. Ils sont partis. C'est curieux parce que ça... c'était les premiers débats qu'il y eu, et parfois c'était violent.

Lucas : Oui c'est des questions qui sont clivantes.

C : Et je pense que c'est plus prégnant dans nos campagnes encore. Moi j'ai découvert aussi, j'étais surpris, surpris des personnes qui sont comme ça... bon y en a même dans ma famille, je le dis, j'ai beau faire le... bon .

C : Donc, concernant les institutions, ... aujourd'hui je pense qu'on est parti dans un truc qui ne va jamais s'arrêter. Mon sentiment c'est que le système capitaliste tel qu'il était jusqu'à l'année dernière, jusqu'à cette pandémie, il était en déliquescence aussi. Le système capitaliste c'est un système qui est très puissant mais fragile. Et... fin c'est mon idée, mais je pense que ce système capitaliste il a senti que ça allait mal tourner cette affaire.

Parce qu'il n'y avait pas que les GJ, en Asie ça a beaucoup chauffé, en Europe aussi, dans tous les pays d'Europe... ils se sont... je pense que ce système capitaliste ils ont dit « on est mal partis, il va se passer quelque chose. Ça craque de partout, il faut qu'on refasse ce système parce que on aura des soucis.

Lucas : Hum

C : Donc ça a toujours existé ça, la guerre de 39-45 c'était comme ça aussi. Ils ont dit : « on va pas faire une guerre parce qu'une guerre c'est trop visible, y aura des coupables, et ils paieront ». parce qu'aujourd'hui on laisse plus passer ce genre de choses. Donc y a cette pandémie qui est arrivée, et bah ça a été l'aubaine quoi. Et là ils sont en train de réorganiser leur système capitaliste quoi.

Lucas : Oui, mais comme tu le disais, du coup la contestation elle a démarrée et elle est pas fini là, je pense pas, elle peut être perpétuelle.

C : Alors le souci pour les contestations d'aujourd'hui c'est que les états, qu'ils soient Europe ou tous les états du monde, ils ont trouvé la parade c'est de nous sortir des lois liberticides, et qui nous privent de nos libertés. Et là ça fait deux ans, fin plus d'un an, qu'on a plus nos libertés, qu'on est privés de manifester, carrément, physiquement. Alors c'est la grande question, comment ça va finir, comme ça va s'arrêter... C'est ça ! Voilà... Après je sais pas, quels sujets tu veux .. ?

Lucas : Bah déjà là tout ça c'est intéressant. Il y a peut être une autre question qui s'est posée pour le mouvement, c'est la question de la représentation, de la représentativité, je sais pas comment le dire mais...

C : Du mouvement ?

Lucas : Oui du mouvement, il y a eu des tentatives de représentation par Jacqueline Moreau et Ingrid levavasseur par exemple, sur un plan social...

C : Oui bah comme on dit ça a fait long feu ça ! Alors la question elle est toujours posée hein !

Lucas : Oui j'imagine ?

C : Je sais pas si t'as... si t'as du en entendre parler, des assemblées populaires.

Lucas : Oui oui

C : Y avait des assemblées populaires toutes les semaines, et il y avait des assemblées des assemblées. Et dans ces assemblées des assemblées, y a un gros travail de fait, un travail de fond, de réflexion, intellectuel. Qui est très intéressant ; j'ai lu des synthèses de la dernière assemblée qu'il y a eu, à Toulouse en 2018 ou 2019 je sais plus, et bah y a un super travail qui a été fait, très intéressant, c'est un travail de fond et je pense que ce travail il va finir par payer. Alors la grande question c'est comment on structure le mouvement. Alors je pense que tous les GJ sont d'accord sur un principe c'est qu'il faut pas structurer le mouvement verticalement, comme les politiques sont aujourd'hui. Alors on fait comment ? Moi j'ai milité, c'était à SudRail, c'est une structure horizontale, c'est les salariés qui décident, et la tête qui exécute, c'est tout. C'est toujours les salariés qui prennent les décisions. Y avait des assemblées entre les salariés, ils décident et ils transmettent, c'est comme ça. Et le mouvement des GJ il faut qu'il se construise là dessus. Alors y a des... y a la constitution qu'ils sont en train de réécrire dans le mouvement. C'est là dessus je pense que ça va bouger. Ce qu'il faudrait c'est changer le système électoral, législatif tout ça, parce que la démocratie est complètement asséchée. Y a plus de démocratie. Et aujourd'hui même le parlement est plus audible. Il est plus audible parce qu'on veut qu'il soit plus audible : y en a un qui décide, point barre. Donc tout ça ça sensibilise énormément le mouvement. Et y a une volonté féroce de changer tout ça. Mais comment on fait ? On peut pas... on est obligé de passer par une élection.

Lucas : Hum ?

C : Bah oui ! Ou alors on fait la révolution, mais je pense pas que ce soit...Bon. Donc une sixième république, bon c'est pas impossible, d'ailleurs ça serait souhaitable, mais c'est... le travail en politique il est sur du temps très long. Bon moi j'ai remarqué que chez les GJ ceux qui n'avaient jamais milité, qui n'avaient jamais été syndiqués, ils étaient très pressés, ils veulent pas attendre. Et là où on en est aujourd'hui, on a un système électoral chez nous, on peut pas le changer aujourd'hui pour demain, il faut que ça passe par les législateurs, donc il faut que ça passe par le vote. Moi je sais pas, j'ai pas de solution, je pense que, euh, pour 2022 il faudra qu'il y ait des choses qui soient faites.

Lucas : Ouai

C : Mais elles viendront d'où ? Elles viendront pas de ce qui est en place actuellement

Lucas : Oui ce qui est proposé actuellement

C : eux ceux qui veulent c'est continuer.

Lucas : Du coup ça veut dire que ce qu'il faudrait par exemple c'est qu'il y ait un parti GJ qui se présente aux prochaines élections ? C'est l'idée ?

C : moi personnellement..... je suis pas pour.

Lucas : Parce que du coup ça pose aussi la question de la représentation quoi.

C : Ouai. Mais heu... je suis pas pour parce que pour qu'un parti soit... je dirais pas efficace, mais pour qu'il soit entendu, respecté, il faut du long temps, très long temps, il faut des années et des années. Et puis si on fait un parti, y aura forcément une verticalité, et voilà ça recommence quoi.

Lucas : Et oui

C : Et ça on n'en veut pas. Alors moi je sais pas ce que tu penses de la politique actuelle, et puis ça me regarde pas !

RIRE de Mr C et Lucas

C : ...Mais je pense qu'aujourd'hui, y a des gens, y a des partis politiques qui seraient peut-être... qui pourraient aller vers cette représentation horizontale. Des partis existants, y en a pas 36 hein. Et moi je pense que le mouvement des GJ, mais c'est mon opinion personnelle, j'ai pas à décider, mais ça serait justement de pousser ces partis, ce parti. Donc faut aller voter pour faire éclater tout ça quoi. C'est la seule solution que je vois !

Lucas : Donc effectivement, donc pour toi ce serait, euh, c'est à dire, continuer dans le système démocratique tel qu'il nous est proposé, mais pour faire advenir autre chose ?

C : Voilà c'est ça, parce que pour rien te cacher tu prends la France Insoumise, leur objectif c'est la 6^e république. Et j'en vois pas d'autres pour l'instant qui sont dans le même schéma. Bon après chacun est libre. Mais pour moi c'est la seule alternative, parce que j'ai lu leur programme, depuis 2017, ça va dans le sens des GJ, politiquement. Je parle « politiquement ». Ça veut dire que ça va vers une 6^e république.

Lucas : Alors, ça c'était effectivement la 6^e république c'était je pense un des projets politique qui a été porté par les GJ, mais c'est peut être pas le seul aussi. Je pense qu'il y a eu d'autres projets.

C : Je suis pas assez informé pour euh.

Lucas : Toi tu disais « à moins de faire une révolution », tu as dit ça en rigolant mais enfin, il me semble aussi qu'il y a certains GJ qui étaient plutôt dans cette perspective là, révolutionnaire, ou insurrectionnelle.

C : Ah non non non oui. Oui, de toute façon on a bien vu les manifestations de décembre 2018, les premières manifestations qui ont été très très très violentes.

Lucas : Bien sur oui, et qui avaient un côté révolutionnaire d'une certaine manière.

C : Alors bon pour moi c'est pas envisageable, la violence n'a jamais apporté... on a bien vu, toutes les révolutions qu'il y a eu elles ont profité à qui ? On a beau couper les têtes là...

RIRE

C : nan il faut rester dans une démocratie citoyenne, et pas dans une démocratie représentative comme elle est aujourd'hui, c'est une catastrophe ça. Il faut en sortir de cette démocratie représentative...

Lucas : mais comment en sortir sans passer par la démocratie ?

C : mais comment en sortir sans passer par la démocratie représentative ? On est obligé d'y passer. C'est compliqué. Moi j'y réfléchis mais j'ai toujours pas de solution.

Lucas : Pas sûr que l'on puisse tenir une solution.

C : Alors y a beaucoup de GJ qui voient pas ça du tout comme ça, ils pensent que ça va venir comme ça tout seul, en allant manifester on va faire disparaître tous ces gens là. Nan, c'est pas comme ça que

ça marche ! Le système capitaliste est bien là et c'est lui qui gouverne, c'est pas nos représentants politiques. Alors moi en tant que GJ, j'essaie si tu veux d'apporter, comment... autre chose, pour sortir du système. Sortir du système capitaliste, parce que le système capitaliste c'est l'économie globalisée. Alors il faut qu'on sorte de cette économie globalisée, pour ensuite changer de démocratie fin... et ça veut dire que chacun peut apporter sa pierre. Sortir de cette économie globalisée, c'est, il faut que chacun le fasse. Il faut plus, il faut changer notre mode de consommation, il faut plus faire fonctionner le système capitaliste, il faut l'étouffer.

Lucas : Donc ça passe par des actions qui ne sont pas

C : citoyennes

Lucas : oui c'est ça, des actions du quotidien

C : moi si tu veux jusqu'à ce mouvement des GJ bah j'étais dans le système comme tout le monde quasiment. Enfin pas tout le monde... mais j'étais dans le système : ma petite vie tranquille, je pensais qu'à moi, puis voilà j'allais faire mes courses au supermarché toutes les semaines. Depuis le mouvement des GJ j'ai rencontré des gens, des belles personnes, des jeunes d'ailleurs, qui avaient déjà compris qu'il fallait en sortir. Et c'est les jeunes, et c'est ça qui était intéressant. Moi ils m'ont beaucoup appris, ils m'ont beaucoup apporté. Et aujourd'hui, c'est ce que je veux faire passer comme message, il faut sortir du système. Il faut changer notre consommation, il faut étouffer le système, c'est à dire par notre mode de vie quotidien, mais c'est compliqué.

Lucas : Oui c'est plus facile à dire qu'à faire.

C : Alors moi par exemple, j'essaie de devenir autonome dans mon alimentation. C'est à dire que j'ai mon jardin, bon, tout le monde n'a pas un jardin. Après y a d'autres solutions pour ceux qui n'ont pas de jardin. Heu, j'ai mon jardin, j'essaie de produire mes graines, mes légumes, et ne plus rien acheter.

Lucas : Hum

C : Et ça j'essaie de le transmettre. Voilà c'est pas grand-chose mais je ne vais plus au supermarché, je n'y vais plus. Ça fait parti du changement, du système.

Lucas : Oui c'est intéressant puisqu'en fait finalement, il y a à la fois -puisque tu parlais tout à l'heure d'un changement qui passerait par les élections, tout ça, un changement on va dire très « global », ou du moins il faudrait une action très globale ; mais en même temps il faut aussi des actions qui sont individuelles, ou qui viennent mêler les deux en parallèle tu vois.

C : Oui c'est changements ils sont importants, ça passe par tout ce qui est possible de faire pour euh, priver ce système de ce, de ce, comment on dit ça ? Je sais plus, j'ai lu ça l'autre jour dans un pays, hum, ils étouffent le système capitaliste aussi comme ça. Je sais plus quel pays. C'était super intéressant cet article. Parce que, si on arrête, il faut arrêter de faire fonctionner l'économie comme elle fonctionne aujourd'hui. Donc si l'économie s'arrête, ils vont avoir des soucis.

Lucas : Oui

C : Et ça, c'est des engagements citoyens. Oui il faut que ça prenne quoi.

SILENCE

C : Et j'ai remarqué que nos plus jeunes sont dans ce système là aujourd'hui, et ben ils sont à fond dans...

Lucas : Dans ces pratiques là tu veux dire ?

C : Ouai

Lucas : oui tout à fait ce sont des choses qui se développent.

C : Oui les jeunes ont compris qu'il faut arrêter tout ça. Voilà, tout ça c'est un tout qui fait que ça changera. Moi je le verrai pas parce que je serai mort, mais toi tu le verras. Mais ça va être très très long.

Lucas : Oui de toute façon un changement politique ça peut être que long, et c'est quelque chose qui est revenue dans plusieurs entretiens cette question là, que, alors je sais pas comment toi tu as vécu ça, mais que pendant le mouvement, beaucoup m'ont dit que au cours du mouvement finalement y avait cette espèce d'enthousiasme et une impression que ça y est le grand soir était arrivée et que le changement allait être demain, et en fait bon bah, voilà ça c'est pas fait finalement.

C : Oui, il est pas arrivé parce que, beaucoup, comme tu dis, de ces gens là étaient pressés. Moi j'ai le souvenir de gens qui allaient manifester toutes les semaines à Paris, ils revenaient déçus. Ils avaient pris des coups, et rien n'avait bougé. Moi je leur disais « mais vous savez, la politique c'est très très long, et c'est pas en manifestant tous les jours que ça va bouger ». Mais ils comprenaient pas. Ils comprenaient pas. Alors aujourd'hui ils l'ont compris, peut-être. Mais ils sont toujours impatients, comme moi. Parce que on est comme je te disais tout à l'heure on est dans l'affront permanent, c'est à dire qu'il n'y a pas d'issue, pas d'espoir.

Lucas : Oui il y a aucune issue directe quoi.

C : Aucun espoir, voilà. C'est.....

SILENCE

C : Quand il y a eu la guerre, 39-45, les gens après ils avaient de l'espoir, ils avaient un avenir, la modernité qui est arrivée.

Lucas : Oui il y a eu les trente glorieuses par exemple

C : Ils avaient le... aujourd'hui y a plus ça, clairement, c'est le vide quoi. Les jeunes bah « qu'est ce qu'on va faire ? », y a pas d'espoir.

Lucas : Y a pas de visibilité dans le futur.

C : Le progrès aujourd'hui on est arrivé à un tel point qu'il nous détruit le progrès... On s'en sert pour juste faire fonctionner les communes, et on veut pas revenir en arrière, surtout pas ! On va pas revenir au temps des Amisch comme il disait, avec les lampes à pétrole et tout ça... moi j'ai des souvenirs de gosse et tout c'était super ! On allait dans les champs avec les chevaux, mon père a eu son premier tracteur dans les années 60. Mais c'était des souvenirs super ! À la maison on avait de chauffage, c'était la cuisinière à bois, pas de douche, pas d'eau non plus fallait aller au puits... mais c'était super, aujourd'hui je sais pas les souvenirs que les jeunes auront, je me pose la question.

Lucas : Oui les modes de vie ont beaucoup évolué, c'est sûr.

C : Moi je suis très inquiet pour l'avenir des générations qui viennent. Parce que ce qu'on leur laisse c'est le désespoir, ils ont un héritage qui est complètement pourri, sur tous les points !

Lucas : Parce que il n'y a plus de visibilité future en effet, y a des désastres écologiques bien sûr qui sont présents et inquiétants.

C : Heu, donc voilà moi je suis inquiet pour ces jeunes... Après je sais pas est ce que tu veux... ? Est ce que tu as une question plus précise parce que là je, je...

Lucas : Nan bah c'est aussi ça qui est intéressant! J'avais deux grandes catégories de questions on va dire, c'est plus des questions par rapport au mouvement lui même comme on a pu l'aborder, et puis aussi une deuxième partie on va dire, plus sur, même si ça a été un peu abordé, sur ton vécu subjectif du mouvement ; comment toi tu as traversé ce mouvement là ? Tu as déjà un peu parlé de ta trajectoire militante avant, et du coup comment tu as rencontré le mouvement finalement, et qu'est ce qui c'est passé, qu'est ce qui a fait que tu t'y es joint, comment tu l'as vécu...

C : Bah c'est euh, je dirais c'est l'injustice criante, que je vois autour de moi. Parce que moi je vais pas mentir hein, j'aurais pu rester devant ma télé, tranquille. J'ai une retraite qui me permet de vivre normalement, mais sauf que autour de moi je vois ce qui se passe. Y a une misère sociale, une très grande misère sociale dans nos campagnes, surtout dans le coin. Y a une très grande misère intellectuelle, et ça aussi ça me touche beaucoup. Et tu sais, dans ce mouvement des GJ, ceux qui étaient sur les ronds points, qui étaient en colère, bah c'est pas ceux qui sont le plus démunis. Parce que les personnes les plus démunies, les plus dans la misère, ils sortent plus de chez eux, ils sont résignés, ils ne parlent plus. Ils ont plus de courage, parce que ils sont tellement résignés... et c'est ça qui m'a touché. C'est pour ça que j'ai essayé d'y aller pour que ces gens viennent justement. Bon certains sont venus puis ils sont pas restés parce qu'ils sentaient qu'ils avaient pas leur place quoi. Euh voilà. Moi je supporte pas les injustices d'où qu'elles viennent donc mon rôle c'est d'y aller, d'y aller pour aider tous ceux qui étaient dans la misère. Comme mon rôle de syndicaliste, mais bon j'y étais pas en tant que syndicaliste.

Lucas : Oui

C : J'ai un ami qui est journaliste politique, il est en retraite. Et c'est un très bon ami, donc il venait tous les jours au rond point, et il nous a filé plein de truc de l'Humanité.

Lucas : Ah ouai, sympa, ouai !

C : Et tu vas voir [sort un livre], celui là je te le donne pas parce qu'il est, j'l'aime bien. Et il a fait plein d'article sur le mouvement, et c'est comme ça qu'on était visible nous.

Lucas : Oui il y a une visibilité qui était importante oui.

C : Ca [montre du doigt une photo] c'était notre rond point ça. Donc il nous a fait des supers trucs.

Lucas : Ah oui, ouai c'était le 17 décembre là

C : Dans les archives tu verras, y a plein d'article de l'Huma.

Lucas : Ah oui ça peut être intéressant oui.

C : Moi j'étais content parce qu'on faisait plein de trucs et, on avait tous besoin des uns des autres.

Lucas : oui finalement c'était l'intellectuel...

C : Moi j'ai jamais été manifester à Paris. J'aime pas le violence, je suis contre, bon et puis à mon âge... j'ai manifester quand j'ai travaillé. Mais y a eu plein de gens sur les ronds points qui allaient manifester tous les w e à Paris. Du coup tout estropiés, t'as du en voir, Donc voilà, moi j'étais plus là pour faire... je te dis, on faisait des tracts sur l'actualité, des débats des discussions, on parlait tout ça. On essayait d'avancer quoi.

Lucas : Tu restais que sur le rond point ou tu allais manifester quand même parfois, dans le chef lieu du département ?

C: Oui, en août 2019. C'était la fin des manifs dures et violentes. C'est quand la réforme des retraites elle commençait à arriver. Je suis venu à partir de ce moment là. Et je viens toujours là quand il y a des manifs contre la loi sécurité globale là, il faut que j'y sois parce que c'est... c'est notre rôle, il faut qu'on défende notre liberté. Donc pour revenir à ta question, pour moi c'était absolument nécessaire. Et si demain y avait un mouvement du même type bah j'irai. C'est ça, je peux pas m'en empêcher. C'était logique. Moi mes acquis que j'ai eus quand je suis rentré à la SNCF, y a des gens qui se sont battus, qui sont morts pour ça. Donc j'estime que je dois continuer pour les générations futures. Alors je suis un peu surpris quand même que beaucoup de jeunes aujourd'hui ne s'engagent pas, je pense en particulier aux étudiants.

Dans le mouvement, il y a pas beaucoup d'étudiants... et ce qui me fait peur, c'est que j'ai peur que ces gens là soient résignés aussi.

Lucas : Il y a effectivement peut être de ça oui. Il y a peut être aussi une question géographique qui fait ça ? Je pense à Paris ou à Nantes par exemple, où il y avait plus d'étudiants dans le mouvement des GJ que dans la campagne du département mais ... oui effectivement pour autant je suis d'accord que les étudiants sont assez peu engagés, ou ils sont engagés peut être...

C : Alors la question que je me pose c'est quel est le rôle des syndicats étudiants ? Est-ce qu'ils jouent bien leur rôle ?

Lucas : Alors comment dire ? Moi j'ai, je suis encore étudiant, mais doctorant, mais quand j'ai fais ma licence et mon master, j'étais dans une ville qui était assez peu militante, et effectivement l'unef était présent, même assez représenté mais pour autant ça touchait pas les étudiants.

C : Tu te rappelles les années 80 ? c'étaient les lycéens qui étaient dans la rue. C'est les lycéens qui ont fait sauté certains ministres. Mais c'est fini ce temps là.

Lucas : Oui j'ai ce sentiment aussi, mais il est aussi possible que les « jeunes », les lycéens et étudiants se mobilisent aussi par d'autres biais, notamment sur internet il y a les réseaux sociaux. C'est tout un discours porté par les jeunes générations par exemple...

C : Et que nous on peut pas entendre parce qu'on est pas sur internet ! Notre époque nous c'était la rue.

Lucas : Oui, et plus récemment ça a été les ronds points.

C : Oui internet c'est un peu trop... mais c'est sûr il faut les deux

Lucas : Il faut les deux et d'une manière générale, les deux participent au processus aussi je pense. C'est un discours qui est porté sur la place publique, sur les ronds points et sur internet.

C : Bah c'est sûr que internet ça a l'avantage de propager rapidement et puis largement. C'est l'avantage. D'ailleurs le mouvement des GJ est parti de là.

Lucas : Oui internet a joué un rôle, avec les groupes facebook et tout.

C : Si y avait pas eu internet je sais pas si on en serait arrivé là. Je pense pas.

Lucas : Ca a permis une coordination du mouvement, et puis une communication tout simplement.

C : une communication oui.

SILENCE

C : Ouai alors je sais pas si tu as encore des questions que tu veux aborder ?

Lucas : Oui peut être une dernière question, sur l'évolution du mouvement : est ce que toi tu as, est ce que rétrospectivement tu sens qu'il y a eu des étapes un peu clef du mouvement ? Des phases du mouvement rétrospectivement dans l'évolution du mouvement ?

C : Alors, la chose qu'on peut dire, c'est qu'il n'y pas eu de structuration à l'heure actuelle, et c'est ça qui manque. Maintenant on cherche à créer une structuration, j'espère qu'ils vont y arriver. Les étapes... depuis le départ, le mouvement a peu évolué si tu veux, on est pas tombé dans les pièges de la récupération par exemple par les syndicats, par les politiques, on est pas tombé dans ces pièges là. Et c'est peut être ça qui nous fait du tort. Parce qu'on arrive pas à se structurer. Moi je dis que c'est aussi bien comme ça, pour aujourd'hui. Alors y a eu le fait que y a la pandémie qui a stoppé tout ça, c'est une grosse étape parce que s'il y avait pas eu cette pandémie, je sais pas, les manifestations auraient continué. C'était obligatoire.

Lucas : Oui parce qu'il y avait aussi un regain, peu de temps avant la pandémie, justement avec le mouvement contre la réforme des retraites. En décembre 2019 genre il y avait un regain d'énergie je trouve, de la contestation.

C : Oui, bah il faut dire que le gouvernement aujourd'hui il alimente bien la contestation, ça ! Quand tu vois les lois qu'ils nous sortent aujourd'hui, y a pas de souci, y a ce qui faut, on peut passer 24 sur 24 dans la rue ! Voilà. Mais... je vois pas aujourd'hui de l'intérieur du mouvement parce qu'on a pas de contact avec des GJ suffisamment importants, mais je sais qu'il y a un travail qui se fait. Y avait la 6e assemblée des assemblées qui devait se tenir en région parisienne, c'était bah début... l'année dernière, y a un an au mois de mars 2020. Cette assemblée n'a pas eu lieu. Et c'est dommage parce que je pense que ça aurait donné... ça aurait abouti à quelque chose de très intéressant sur la construction du mouvement, et sur la suite du mouvement. Parce que moi j'ai en mémoire la synthèse de Toulouse, je te l'envoie si tu veux,

Lucas : Ouai je serai curieux de l'avoir effectivement

C : Je l'ai là dedans, sauf que ... oui non on peut pas, fin bref. Elle est pas dans les archives elle est dans le document là. Bref. Voilà la synthèse de Toulouse je l'ai trouvé super intéressante honnêtement, c'est ce que je te disais tout à l'heure, et euh, le travail se fait, mais il se fait en temps long si tu veux, on sait pas tout ce qui se passe. Et si tu veux je participe pas à ce travail. On participe avec nos amis du rond point, on se rencontre de temps en temps, et pour la 6e ADA de Paris on avait un projet. On nous avait demandé de choisir des sujets qu'on voulait voter. Sur notre rond point on avait choisi justement de parler de l'avenir des jeunes.

Lucas : Ok ouai, hum

C : Bon, moi j'ai fait un texte mais bon, il est ce qu'il est tu verras, mais sauf qu'on en est resté là parce que y a pas eu l'assemblée. C'est dommage parce que y a des choses, plein de choses, qui se font, mais dans l'ombre si tu veux, en coulisse.

Lucas : Oui qui ne sont pas partagées.

C : Qui sont pas visibles. Et moi je suis pas impliqué dans ces choses là, pas suffisamment. Je suis trop éloigné de tout ça. Alors j'ai aussi des appréhensions parce qu'il y a un nouveau... enfin localement ici, parce qu'ailleurs je sais pas, y a un groupe, un mouvement qui est en train de se créer, je sais plus comment ça s'appelle... autour de Étienne Chouard.

Lucas : Ah oui d'accord, ah nan bah je ...

C : Tu connais Etienne Chouard ?

Lucas : Oui oui oui

C : Y a un mouvement qui est en train de se créer autour de ce type là

Lucas : Les constituants ou quelque chose comme ça ?

C : Oui c'est ça ! J'en parlais avec une amie, et elle me demandait si c'était intéressant de participer à ce mouvement comme ça. Moi j'ai dit « Moi je suis très euh, prudent » .

Lucas : Hum

C : Ce que j'ai peur justement c'est qu'il y ait des mouvement qui se créent comme ça avec des personnages très populaires, je dirais des gourous ! Et dans un but bien précis, c'est-à-dire 2022. parce que tu connais l'histoire de Chouard, tu la connais peut être ?

Lucas : Non je connais pas beaucoup ce...

C : Si tu vas chercher son historique c'est un personnage qui est pas très fréquentable tu vois. Il a beaucoup fricoté avec le front national, il a des fréquentations qui sont pas très... sauf que quand tu fait pas de politique, tu sais pas ça. Et j'ai l'impression que c'est une idée, peut être que je me trompe, mais Chouard il est en train de créer un mouvement avec des GJ, qui sont les bienvenus, le mouvement des constituants ou quelque chose comme ça, alors moi j'ai dit : « connaissant Chouard, je fais attention ». Parce que faut pas oublier que au début des GJ, y a eu des tentatives de récupération du front national, de tous. Et aujourd'hui est-ce que Chouard il est pas justement en train de faire une récupération pour 2022 ? C'est ça qui me fait peur ! Et tu vois ça c'est des choses qui interrogent, et ça me fait peur parce que je voudrais pas que le mouvement des GJ il parte comme ça, en vrille.

Lucas : Même si ça, ça se fait, on pourra peut être pas dire que le mouvement des GJ est « parti en vrille » mais que peut être « certains GJ » se sont dirigés vers ça.

C : Moi je connais pas bien les personnes qui sont dan ce mouvement des GJ, euh... Dans le mouvement des GJ, je pense qu'il y a plus de gens qui sont pas politisés. Mathématiquement ils sont plus nombreux, des gens qui sont non politisés, non syndiqués, dans le mouvement. Donc ils sont plus facilement captables, c'est ça qui me fait peur. Alors d'un autre côté, ce qui est rassurant c'est

qu'il y a des assemblées des assemblées, des assemblées populaires, des gens qui sont très au fait de ces choses là.

Lucas : Oui et qui ont théorisé la réflexion politique.

C : Donc tout ça, c'est en train de se mettre en place, ou de s'équilibrer. Ils vont sortir quoi moi je sais pas. Moi je suis confiant pour la suite du mouvement. D'un autre côté, y a beaucoup de mouvements de contestation sur d'autres sujets, comme l'écologie. Et l'autre abruti comme je l'appellerai, Macron, qui nous sort des lois liberticides tous les quatre matins, ça crée aussi des contestations. Et qui sont pas forcément en lien direct avec les GJ, pour tout le monde ! Ce qui va se passer, là, et ça va être très dur, c'est le chômage qui va exploser. Et là il va y avoir des contestations. Et moi, c'est pas ce que je crains, c'est ce que je souhaite ! C'est que tout ça ça reparte, ça donne une situation explosive, mais qui s'appellera pas GJ !

Lucas : Et ca c'est une bonne question aussi, c'est mouvements des GJ aujourd'hui qu'est ce que ça sera demain ? Même s'il y a un nouveau mouvement, qui sera pas les GJ, et bien, pour autant les GJ auront laissé des traces, qui auront permis

C : Moi je le dis toujours, et mon ami le journaliste le dit : « de toute façon le mouvement des GJ a marqué l'histoire.

Lucas : Oui et même si ils ne seront pas des GJ, ce sera peut être hérité du mouvement.

C : Y a eu Nuit Debout, y a pas qu'en France, en Espagne y a eu Podemos, y a en Belgique aussi je crois... alors tous ces mouvements si tu veux ils créent en fin de compte l'émulation qui... d'autres mouvements qui vont arriver plus tard. Et il faut espérer que ça reparte, même si c'est pas des GJ. Que ça fédère beaucoup plus de monde. Parce que là dans cette crise qu'on est en train de vivre on est pas au fond du trou encore, et je te dis pas quand on va y être ! Parce que en dehors de notre discours sur les GJ, pour revenir à la politique, t'as des multinationales aujourd'hui qui reçoivent beaucoup d'argent public, et puis qui mettent des salariés dehors, ils virent. Ils restructurent leur système pour faire un maximum de gain, pour les actionnaires. Donc ca va faire du chômage. Et ce qui va se passer, c'est que quand ca va repartir, les salariés qui vont rester dans ces boîtes, ils vont les faire travailler un maximum, y aura plus de 35h, ça va exploser tout ça. Et quand ils seront bien pressés tous ces gens là, qu'ils sont morts, on les mettra dehors, et on ira chercher les chômeurs, et on recommence !

Lucas : Oui c'est possible effectivement. Mais du coup ca créera un contexte qui sera peut être favorable à la contestation du coup.

C : Alors ce qui me fait peur c'est que aujourd'hui on est toujours sur le « chacun pour soi », c'est égoïste parce que ca a été instrumentalisé donc là il faut que ca fonctionne. On est en train de détruire la culture, ca veut dire que l'on détruit l'identitaire. Parce que la culture c'est une identité. Et moi j'ai l'impression que l'on veut nous faire une identité universelle. C'est à dire, tout le monde devant la télé, à regarder la pub. Plus de cinéma, plus de théâtre, plus rien. C'est ça ! J'ai l'impression que c'est ça. Ils veulent nous faire avaler leurs marchandises. Voilà. Plus de sport, pour les jeunes. C'est mon idée... Mais j'espère que ca va pas se faire. Le scénario il est...

Lucas : Il est pas rassurant.

C : parce que faut pas oublier qu'aujourd'hui ce sont les GAFA qui nous gouvernent, c'est même pas les états ou le gouvernement, c'est les GAFA.

Lucas : En tout cas, ils ont une place importante sur la sphère internationale.

C : Je lisais encore hier, dans l'Huma, Amazone veut faire des consultations médicales.

Lucas : Ah oui, ah j'avais pas entendu ça...

C : Si si si, dans l'Huma d'hier, soit des, comment on appelle ça, des télé consultations, ou soit à domicile.

Lucas : D'accord

C : Alors on manque beaucoup de médecins, je sais pas où ils vont aller les chercher les médecins, je sais pas d'où ils sortent... Y a Amazone qui va créer des écoles maternelles aussi

Lucas : Ah oui ?

C : Oui c'est Bill Gates, euh non c'est Bezos, il veut créer, attend, le pire de son projet c'est créer des écoles pour les plus défavorisés. Pour moi c'est clair, ça veut dire pour les gens qui sont les plus défavorisés ils vont être complètement formatés, des robots! Dès la maternelle !

Lucas : Ça pose plein de questions en tout cas.

C : l'avenir s'annonce pas rose pour eux. On y va ? On peut regarder... A moins que tu aies d'autres questions ?

Lucas : Non non on peut s'arrêter là.

Annexe 32 : Retranscription du focus-groupe.

Durée	2H05
Participants	Simon, 26 ans ; Benoît, 30 ans ; Charles, 66 ans ; Jacques, 79 ans ; Vanessa, 46 ans.
Animateurs	Lucas (L), Emmanuel (E)

Lucas : Ok, bon bah peut être que pour commencer je peux un peu présenter ce qu'on fait là du coup. Donc l'idée du coup, bah peut être que je peux me présenter vite fait pour Benoît qui ne me connaît pas, donc moi je fais une thèse sur le mouvement des GJ, et qu'est-ce qu'il vient dire de la dynamique sociale actuelle, des rapports aux institutions et tout ça notamment. Et là du coup donc j'ai fait déjà plusieurs entretiens individuels, et là c'est ce qu'on appelle un focus group, c'est ça le groupe d'échanges et de réflexions, c'est l'idée de se réunir à plusieurs pour discuter d'un point précis ou de certaines thématiques précises. Donc on « focus » en groupe sur certaines thématiques pour élaborer, voilà confronter un peu les idées de chacun par rapport donc notamment à la question des GJ, mais aussi l'idée c'est aussi de parler de la crise sanitaire, et comment les crises se conjuguent un peu d'une certaine manière, comment la crise sanitaire se conjugue aussi avec une crise sociale, dont témoignent à mon sens les GJ. Donc voilà, c'est un peu ça l'idée de la rencontre. Peut être que dans un premier temps on peut peut-être chacun se présenter rapidement en deux-trois minutes, je peux commencer si vous voulez, et puis après on parlera déjà du mouvement des GJ, synthétiser un peu tout ce qui s'est dit pendant les entretiens et puis ensuite peut être de la crise sanitaire, en espérant que mon collègue puisse nous rejoindre aussi pour discuter de ça. Donc voilà je peux me commencer à me présenter en 2-3 minutes.

Donc Lucas Barrier, je fais ma thèse comme je l'ai dit sur les GJ, et puis parallèlement à ça je suis psychologue aussi dans un ESAT, donc avec des personnes porteuses de handicap psychique et mental, donc j'habite [...], j'ai grandi à [...], et puis j'ai vécu un peu sur [...], et maintenant me voilà de retour [...]. Donc voilà pour ma présentation ; je sais pas si quelqu'un veut prendre la suite ?

Charles : Moi bah on se connaît plus ou moins. Charles, GJ de [...] Et puis voilà, j'ai participé régulièrement, fin régulièrement... aux assemblées populaires, ici, de temps en temps. Donc le mouvement de [...] on était sur le rond point pendant 6 mois, avec la cabane et tout ça. On est toujours motivés quoi mais du coup, on se voit de temps en temps pour discuter, faire le point. C'est compliqué avec la crise [assentiment général]. C'est ça. Moi je me suis engagé dans le mouvement des GJ parce que je supporte pas l'injustice, et les inégalités tout ça. J'ai toujours milité, je suis retraité de la SNCF, et j'étais syndiqué à SudRail, voilà, depuis 95 parce que SudRail a été créé en 95. donc c'est ça qui me pousse, parce que dès qu'il y a une injustice quelque part il faut que je saute dessus [rires]. Malgré mon âge, je serai toujours, voilà.

Jacques : Ouais, Jacques, GJ depuis le premier jour, membre du collectif anti-répression, je parle pas de mon âge. [rires] 79 ans. Et puis bon je suis adhérent à la CGT depuis l'âge de 17 ans, quand je travaillais en usine. Et puis je suis un militant politique et syndical depuis toujours. Voilà.

Vanessa : Vanessa, donc j'étais GJ aussi sur le rond point de [...]. Et donc pareil, (inaudible), révoltée, engagée depuis pas mal de temps, au sein de mon entreprise aussi. Donc syndiquée mais j'ai laissé tomber ma carte, voilà dégoûtée par tout le système. Et puis bah voilà, toujours aussi révoltée, là on patauge un peu en ce moment, mais bon toujours en tous cas avec la flamme au ventre. Voilà.

Simon : Moi Simon, j'ai passé ma jeunesse dans la campagne [du département], et puis après je suis arrivé [dans le chef-lieu] au lycée, puis après j'ai voulu me construire une autre place que celle qu'on voulait me donner dans la société. Et du coup je milite depuis le lycée, et le mouvement des GJ m'a semblé très puissant, très prometteur, et du coup parce que voilà je suis aussi contre les injustices, j'ai milité pour la liberté aussi à fond. Et du coup voilà j'ai participé sur des ronds points ici [noms de certains ronds points]. Et aux assemblées populaires etc. Et membre du collectif anti répression, qui s'est créé avec les assemblées populaires.

Lucas : Au moment des GJ ?

Simon : Ouais.

Benoît : Moi je vais essayer de faire court ! [rires]. Moi j'ai été adhérent à l'Association Internationale des Travailleurs depuis 13 ans, donc via la CNT ici en France, donc CNT-AIT, que j'ai quittée suite à l'éviction de la CNT par l'AIT. Donc quand le mouvement des GJ a commencé moi j'étais, bah j'étais sans orga quoi, je faisais des trucs tout seul, et puis c'est surtout ma condition d'ouvrier-tuyauteur industriel, donc voilà, je bosse aussi, je connais la condition des travailleurs, des ouvriers plus spécifiquement. Et quand, bah c'est vrai quand le mouvement des GJ a commencé ça m'a tout de suite intéressé, mais vu que c'est un peu, c'est un mouvement spontané donc comme tous les mouvements spontanés y avait aussi une tendance au patriotisme, moi je suis pas trop patriote, je suis plus fédéraliste : je pense que l'ensemble du monde devrait vivre ensemble ! [rires]. C'est pour ça que je vais pas défendre l'idée de la France. Donc j'attendais un peu de voir ce qui se passait avec ça, et en tous cas ici, des groupes comme, je sais plus, génération identitaire ? Nan c'était pas ça

Simon : Action Française.

Benoît : Action Française a été en fait éjectée du cortège, et là j'ai dit tiens : c'est qu'il y a quand même une tendance à vouloir plutôt que d'être intolérant, à vouloir plutôt être tolérant. Donc là ça m'a plutôt intéressé, donc je crois que c'était vers janvier, j'ai commencé à participer aux assemblées populaires. Et puis très tard j'ai rejoins Anti-rep.

Lucas : Très tard du coup ?

Benoît : Ouais ça fait quoi, ça fait 6 mois que je suis à anti-rep, alors que ça fait déjà deux ans que ça existe. Enfin nan, ça fait plus longtemps.

Lucas : Ok ouais, super ! Et puis bah peut-être on peut... la question sur laquelle on peut commencer par rapport au mouvement des GJ, c'est l'idée un peu qui est mon idée à la base dans la thèse, enfin qui est pas que la mienne d'ailleurs, elle appartient à tout le monde. Mais que les GJ témoignent un peu, peut-être, d'une crise sociale, ils sont arrivés à un moment où il se passe quelque chose de critique dans la société. Voilà c'est un peu ma théorie de base on va dire, mais voilà je sais pas, on peut peut-être discuter de cette question là déjà, en quoi le mouvement des GJ témoigne d'une crise sociale, culturelle, sociétale... je sais pas comment on peut l'appeler. Voilà je sais pas ce qu'on peut dire de cette question.

Benoît : Si je peux me permettre de donner une citation de Warren Buffet en 2012, donc Warren Buffet c'est la quatrième fortune mondiale, bon peut-être un peu moins maintenant, c'est la course là haut ! [rires]. Et lui il disait en 2012 : « la lutte des classes c'est fini, maintenant c'est la guerre des classes, et c'est ma classe qui est en train de la gagner ». Donc tu vois on n'est plus sur un délire de « on va construire ensemble une société », on est sur des techniques, des stratégies de guerres, et des stratégies psychologiques [assentiment général]. Voilà donc pour faire le lien avec... je pense que c'est avant

tout une guerre, aussi psychologique, enfin ça fait partie de la stratégie quoi. Ce qui fait qu'à un moment donné, les gens supportent plus quoi.

Lucas : Ok, donc c'est pas qu'une lutte des classes, c'est une guerre des classes quoi.

Benoît : C'est pas nous qui le disons hein ! [rires].

Lucas : Mais est-ce que on s'accorde sur ce point ?

Simon : Ouais moi je suis d'accord.

Benoît : Faut faire attention aussi aux utilisations par les « politico-politologue », comme Ruffin là qui...

Lucas : Les utilisations, tu veux dire...

Benoît : il a sorti un bouquin je crois qui s'appelle « la guerre des classes » un truc comme ça

Lucas : ouais comment cette thématique là elle peut être récupérée quoi ?

Benoît : sauf qu'en fait il fait partie de la classe dominante donc euh...

Lucas : donc ouais, guerre des classes, ça parle ?

Charles : ouais, bon moi, comme toi sans doute [parlant à J] on est beaucoup plus anciens, bah pour nous c'est nouveau tout ça. Puis ça... ouais c'est complètement nouveau tout ça, puis ça étonne ! C'est bien pour ça que je suis venu. Nous dans le temps les mouvements c'était pas du tout comme ça, on en a parlé l'autre jour, c'était beaucoup plus ponctuel, et pas pour les mêmes raisons si tu veux, là la colère elle grondait depuis longtemps, elle était sous-jacente, et puis ça a pété d'un coup. Dans le temps c'était pas comme ça, on revendiquait dans les entreprises pour nos droits, nos acquis, et puis si ça voulait pas venir bah on faisait grève pendant X temps, et puis après il se passait des années et puis il y avait plus rien quoi. Alors que là aujourd'hui, on a l'impression que c'est toujours là, ça fait déjà quelques années déjà, quelques décennies même, depuis les années 80 quoi, la colère elle s'est enracinée, mais elle est, les revendications ont toujours été étouffées. C'est toujours plus difficile de se faire entendre. Et ça bah c'est inquiétant pour tout le monde parce que... voilà. Et depuis quelques années, là, c'est encore pire. C'est-à-dire que l'état se sert de la police et de la gendarmerie pour gérer le pays, puis c'est tout. Et moi je suis surpris de tout ça, ça va aller jusqu'où, on sait pas. Et l'explosion qu'il y a eu, elle était prévisible quoi, elle était... c'est ça.

Lucas : Ouais, elle était prévisible ?

Charles : oui oui oui, et puis de toute façon...

Benoît : Elle a été prévue.

Charles : alors, ouais, guerre des classes... pourquoi pas. Moi c'est un mot qui me choque pas, mais oui ça y ressemble. Alors j'ai lu récemment que en France y a plus de cadres que d'ouvriers maintenant. Le nombre de cadres a dépassé le nombre d'ouvriers. Donc c'est pareil c'est un signe qui est pas bon, qui est pas très bon [rires]

Simon : et le nombre de ... le nombre d'agriculteur.ices a été dépassé par le nombre de forces de répression [étonnement général]

Charles : Y a un million d'agriculteurs je crois ?

Simon : nan même pas, je crois que c'est 450000 ou un truc comme ça.

Vanessa : Ah ouais ?

Charles : Nan

Simon : Si si je crois que c'est ça.

Charles : Bref ouais. Et y a quelques année y avait 2 millions d'agriculteurs. Ça a descendu...

Benoît : il doit y avoir des chiffres qui intègrent les maraîchers des trucs comme ça

Lucas : ouais ça dépend de ce qu'on comptabilise aussi...

Benoît : agriculteur, c'est agriculteur quoi, machines, FNSEA quoi !

Charles : Voilà, je préfère les paysans ! [rires].

Vanessa : enfin le chiffre il a dégringolé... les paysans !

Jacques : ça revient un peu quand même

Benoît : c'est ce qui est défendu

Simon : et d'ailleurs c'est ce qui est assez fort dans le mouvement des GJ, c'est que la colère paysanne on va dire, la colère rurale, elle est revenue alors qu'on l'avait étouffée énormément je pense. Je trouve que ça c'est un gros... je trouve que dans le mouvement social, on a tendance à l'avoir remplacé par le mouvement ouvrier. C'est pas du tout une attaque contre le mouvement ouvrier hein ! [rires] nan mais y avait ce truc là de dire « voilà c'est la classe ouvrière », alors qu'en réalité les paysans et paysannes ils étaient grave là aussi dans d'autres révolutions. Par exemple Makhno tout ça, c'était beaucoup des paysannes et des paysans, en Ukraine, pendant la révolution « à peu près Russe » quoi. Du coup moi je trouvais que c'était assez fort de voir que c'était pas centralisé sur les villes, mais que en fait c'était répandu partout sur plein de petits rond points. Ça c'était surpuissant de voir que les gens se réappropriaient l'espace autour de chez elleux, voilà ils disaient « on occupe » quoi, on bloque tout, on paralyse l'économie, on touche aux portefeuilles des riches, et puis on se rencontre, parce qu'on nous a atomisé, on nous a cloisonné dans notre maison, nos travaux et tout, et du coup BOUM, le rond point quoi. Ça c'est méga-fort quoi, symboliquement, psychologiquement quoi.

Vanessa : Ouais je suis d'accord

Simon : face à la guerre...

Charles : ça marquera l'histoire ça. Ça restera.

Vanessa : mais de toute façon c'est parti de la ruralité, c'est là aussi qu'on souffre le plus du manque des...

Jacques : Des services publics

Vanessa : nous on a plus rien dans les villages, de plus en plus ils concentrent tout sur les villes. Et bah... nous on a rencontré plein de gens qui... qui rencontraient exactement les mêmes difficultés quoi, y a plus de bureaux de poste, de commerces de proximité, des médecins... c'est compliqué

Charles : bah le service public c'est le lien aussi

Vanessa : ça s'est dégradé en peu de temps hein, je pense que c'est ça aussi qui s'est exprimé sur les ronds points.

Lucas : Oui bien sûr. Et puis ouais, là ce que vous dites, c'est que ça a été un mouvement d'abord rural, et peut être que c'est aussi ça en partie qui le différencie des mouvements qui le précédaient, qui étaient... fin la mobilisation c'était un truc citadin un peu avant, les manifestations étaient toujours dans les villes et tout. Là c'était les ronds points qui étaient occupés, donc vraiment la ruralité. C'est parti de la ruralité et ça a occupé cette place... ce lieu social là.

Jacques : C'était la ruralité mais y avait pas de paysans. Je veux dire, c'était aussi des gens qui vivaient dans les villes et qui venaient dans les campagnes. Donc pour revenir sur ce que disait tout à l'heure Charles, c'est vrai que... bon dans les années 60, et même avant, 50, c'était la lutte des classes, mais en fait c'était déjà la guerre des classes, parce que la bourgeoisie n'a jamais accepté de laisser des terrains. Et donc, ce qui a provoqué, bon je me trompe peut être mais ce qui a provoqué le mouvement aussi c'est Macron, je veux dire c'est le mépris qu'il a eu pour les gens [assentiment général]. Et ça ça a été déclencheur !

Charles : ça a cristallisé

Jacques : Y avait un ras-le-bol des gens, puis une difficulté à vivre. Je voyais un certain nombre de gens qui ne mangent qu'un repas par jour, en France, aujourd'hui. C'est des gens qui étaient résignés. Et puis d'un seul coup, ils se sont aperçu qu'on se moquait d'eux. Et ils ont été sur les ronds points.

Lucas : Ouais.

Benoît : moi j'ai une autre info, par rapport au début du mouvement des GJ. Si vous allez chercher, alors je sais plus si c'est envoyé spécial, complément d'enquête ou le truc d'Élise Lucet là, Cash Investigation... c'est un des trois trucs. Et le titre c'est par rapport à la taxe carbone, tu vois. Ça c'est un truc qui a été instauré sous...

Charles : Hollande

Benoît : sous Hollande, et le délire de la taxe carbone c'est donc, y a de la pollution, donc on récupère une taxe pour... sauf qu'en fait ça ça a été magouillé c'était parce qu'ils avaient pondé le CICE, c'est un Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, et en fait les entreprises se sont arrangées pour arrêter, fin en tous cas sous couvert de créer des emplois de merde, des CDD de trois mois, des intérim... ils mettaient ça comme chiffre et donc ils avaient une déduction d'impôts. Mais un truc béton, je sais plus combien de milliards. Donc manque de thunes, fallait faire venir des thunes dans les caisses. Et plutôt que de revoir leur bordel, ils ont dit « bah tiens on va faire une taxe carbone ». et là y a eu une démission de la ministre de l'écologie qui a refusé. Je sais plus, ça doit être Duflot nan ?

Charles : Nan ça devait être Ségolène ?

Benoît : Nan c'est Duflot je crois. Et donc elle démissionne parce qu'elle dit « nan mais vous vous foutez de ma gueule ? Vous voulez que je fasse avaler à nos concitoyens qu'ils vont devoir payer une taxe carbone ? ». [rires]. Pour cette taxe carbone il est prévu une augmentation, le long des décennies,

jusqu'à 2030 je crois. Mais il a été calculé une courbe qui faisait en sorte que bah les gens allaient pas gueuler quoi, tu vois ? Une espèce d'inflation qui suit l'inflation de leur truc économique là, la hausse des salaires de 1 %, moi je voudrais bien la voir fin bref... [rires], ça c'est un autre débat ! Et si tu veux quand Macron arrive aux présidentielles dernières là, c'est un sujet que l'équipe de campagne de Macron aborde. Et ce truc de complément d'enquête ou je sais pas quoi, ils te montrent les mails, entre les économistes qui étaient déjà à Bercy qui bossaient pour Macron, et les mecs de l'équipe de campagne de Macron, qui disent « à un moment donné, si là vous voulez augmenter la taxe carbone, soulèvement populaire ». Et ils le disent : « vous risquez le soulèvement populaire ». Et c'est ce qui se passera, parce qu'à un moment donné Macron qui s'est dit « non je vais pas y toucher », il s'est dit « bon je vais augmenter un tout petit peu », et bim ! Et là ce sont plutôt les indépendants, les auto-entrepreneurs, et toutes ces personnes là qui vivent déjà ric-rac, qui commencent à gueuler vraiment quoi. Parce qu'ils ont beaucoup d'essence, tu vois tous les petits métiers où ils se déplacent en bagnole, ils se disent « bah c'est mort on a plus rien ». Donc c'est à partir de là vraiment que ça commence, et effectivement comme beaucoup de ces indépendants là vivent à la campagne, tu vois, donc ça fait un espèce de réseau comme ça, et bim ça pète.

Lucas : ouais ça a été cette augmentation de la taxe carbone qui a déclenché le truc, alors je pense aussi, fin que tout le monde est plus ou moins d'accord pour dire que c'est aussi autre chose, fin c'est pas juste la taxe carbone qui a été la revendication

Benoît : Nan c'est un tout

Vanessa : oui

Lucas : mais c'est ça qui a été l'étincelle quoi

Jacques : parce que ça couvait depuis longtemps

Charles : C'était l'étincelle, ça a été le baril de pétrole qui hop !

Jacques : C'était concret pour le portefeuille. Les gens l'ont ressenti tout de suite.

Lucas : Et effectivement Benoît tu parles des travailleurs indépendants du coup, et ça montre aussi que c'est plus tout ça fait la même lutte des classes que celle qu'on voit dans les livres d'histoires, entre le prolétariat et la bourgeoisie, là c'est aussi d'autres catégories de la population qui se sont soulevées...

Charles : Ouais mais c'est des catégories de populations qui sont jeunes en fait, qui sont récentes. Ça n'existait pas... comme tout ce qui est Uber et tout ça, ça existait pas y a quelques années. On assiste comme ça à des nouveaux métiers, enfin métiers entre parenthèses, et à un moment donné on s'aperçoit que les gens ils morflent. Et puis à un moment donné bah ça finit par se cristalliser, voilà, et puis c'est pas fini. Si on fait rien...

Simon : Moi j'avais l'impression que c'était ville et campagne, fin campagne et ville quoi. Oui forcément y a plein de gens qui vivent à la campagne mais qui vont travailler en ville, la plupart même, mais je pense que c'était vraiment de partout quoi. Je pense que ça se différencie des autres mouvements sociaux habituels où c'était en gros que ville quoi, et là c'était les deux, et je pense que c'était vraiment un mouvement d'union des pauvres un peu. Et je trouve que, je sais pas si c'est juste le mépris de Macron parce que Hollande nous traitait de sans-dents...

Charles : Sarkozy... [Assentiment général]

Simon : En fait pour moi les gouvernants ils gouvernent avec le mépris

Lucas : Quels qu'ils soient, c'est ça ?

Simon : Ils nous infantilisent, ils nous déresponsabilisent, ils nous font nous sentir des merdes, des incapables et tout. Et je pense que du coup, fin moi je l'analyse comme ça, j'ai l'impression qu'il y a plein de gens qui se sentaient plus représentés par les politicards, donc hausse énorme de l'abstention, plein de gens qui se sentaient plus représentés par les syndicats, fin du moins les directions syndicales, et du coup moi j'ai l'impression qu'un peu on prend le contre-coup du réformiste, des conquêtes sociales mais qui sont au final... c'est des conquêtes, mais c'est des concessions aussi des dominants, qui disent « on vous donne ça pour que ça vous calme », et du coup notre classe se repose sur ses lauriers, s'endort un peu, du coup la conscience de classe s'endort, on se fait défoncer à fond par le CPE à part... la seule victoire réelle c'est les ZAD, entre le CPE et les GJ, la seule victoire c'est les ZAD [assentiment de Vanessa]. À part quelques victoires sectorielles, mais bon ça a pas trop de valeur. Mais du coup pour moi j'ai l'impression que c'est une réinvention du mouvement social qui prend comme symbole une non-étiquette que tout le monde a, soit par le vélo soit par le voiture : le gilet jaune, une non-étiquette, et où tu peux même mettre ton étiquette par dessus comme ça s'est vu, y a des gens ils mettaient leur badge CGT par dessus, ou SUD, leur truc féministe ou je sais pas. Mais voilà, c'était assez incroyable de voir des foules toutes jaunes ! BOUM, ça pète ! [rires et assentiment général]. Mais ce qui est ouf en plus c'est de se dire que à la base la couleur jaune dans le mouvement social, c'est les traîtres, c'est ceux qui vont travailler ! [rires]. C'est pour ça qu'on réinvente, et on casse les imaginaires pour créer un truc... pour moi c'est aussi quelque chose qui ne va plus sur la défensive quoi. Parce que nos mouvements sociaux étaient sur la défensive, c'est à dire voilà on se repose sur nos lauriers, on a conquis pas mal de choses, du coup maintenant qu'on nous attaque et bah on se défend, mais on attaque plus. Et là, les gens ils disent « on attaque », « on attaque, on veut ça, on vaut ça, on vaut ça », c'est pas « on est contre ça ». Nan, c'est vraiment : « on est contre ça, mais on veut tout ça, toute la boulangerie quoi ».

Charles : Dans notre temps à nous c'étaient des mouvements corporatistes hein, c'étaient des branches qui posaient les sacs et qui étaient grève. Là c'est plus que tout ça

Vanessa : bah on voit qu'on est quand même malgré tout, y a une prédominance...

Charles : Parce que là comme dit Simon c'était pas pour préserver nos acquis, c'était « on veut plus que ça ». Et le fait que tu dises que on préserve nos acquis comme on peut, et on essaie pas d'en avoir d'autres, ça vient des syndicats en fait [assentiment de Vanessa], dans les entreprises, ils n'ont plus les moyens, ils sont pas assez nombreux, ils font pas le travail démocratique qui devrait être fait dans les entreprises... y a une perte de confiance énorme. Donc bah c'est sorti à l'extérieur de l'entreprise. Ça, le rôle du syndicat il est absent depuis des décennies [rires de Benoît].

Benoît : [ironiquement] ah nan je crois pas, il fait son taffe, il fait son taffe [rires] Mais c'est pas le taffe qu'on pensait qu'il ferait !

Charles : Pas tous hein...

Benoît : Bah là haut quoi

Vanessa : Au contraire, ils étouffent justement tous ceux qui osent parler, au contraire c'est fait pour que ceux qui s'affirment un peu trop et tout, oh là là...

Charles : Pas tous hein je dirais

Vanessa : Ah ouais, je sais pas hein !

Charles : Moi le temps où j'étais syndiqué dans mon entreprise, c'était pas une direction verticale, pas du tout, c'était vraiment horizontal.

Benoît : Fin je sais pas, c'est une autre histoire mais on pourrait en reparler

Lucas : Bah on peut en parler, c'est aussi...

Benoît : ouais mais... c'est long hein, l'histoire de la CGT c'est long hein ! [rires] ça remonte à 1923 quoi !

Charles : je te parle pas de la CGT moi

Benoît : Ah oui c'est vrai t'étais à Sud, j'ai confondu... bah le syndicalisme...

Lucas : Bah la CNT, tout ça, c'est peut-être plus horizontal quand même, j'imagine, que la CGT

Benoît : La CNT n'a pas été là du tout de tout les GJ !

Simon : Ah ça dépend où !

Benoît : en tant qu'individus peut-être mais encore

Jacques : Y en avait peu. En 68 la direction de la CGT a été débordée par la base hein ! Le mouvement était parti de la base. Et ça s'est pas arrangé du tout.

Benoît : Bah en fait l'un des slogans de l'AP [assemblée populaire] quand elle a commencé c'était « pas de partis, pas de syndicats ». Pourquoi, je sais pas si tout le monde avait vraiment conscience de pourquoi, mais je pense que en fait ça fait des années que...

Charles : qu'il y a pas de confiance !

Benoît : Qu'il se passe rien, et que en plus les syndicats c'est quand même 6 % de la population active, tu vois. Donc comme ça tu regardes ça fait du monde, mais 6 % de la population active c'est pas grand-chose hein... donc bon... c'est sûr que après on est obligé de faire sans

Jacques : Et les partis politiques c'est encore moins ! [assentiment général]

Benoît : c'est vrai que ça pose un problème parce qu'en fait bah les syndicats clairement, parce qu'ils voulaient pas revoir le mode de fonctionnement qui est représentatif, et que les GJ eux étaient en train de demander autre chose que ça, c'est à dire qu'on prenne en compte... c'est pour ça qu'est sorti les cahiers de doléances et des trucs comme ça à un moment donné, c'est qu'en fait on pouvait écrire nous-mêmes nos trucs, nos demandes. Et malgré tout, les GJ quand y avait des combats sectoriels des syndicats, les GJ étaient là [assentiment général]. Même quand y a eu le truc des entrepreneurs s'il te plait, les GJ étaient là encore ! [rires].

Charles : Nous on faisait des tracts dans les entreprises, on distribuait !

Vanessa : ouais ! Ça a cassé les codes là en peu de temps !

Lucas : Oui c'est ça, ça a cassé les codes vraiment

Charles : Et on était bien accueilli hein ! On en a passé du temps dans les boîtes par chez nous, des entrepôts où y avait 200 salariés quand même, on faisait la sortie

Benoît : ouais on a fait [telle usine] nous, les gars ils se déplaçaient, ils s'arrêtaient ils venaient

Charles : et y a des mecs qui nous disaient « nous on vient en manif ». Alors je sais pas trop comment les syndicats ils ont perçu ça

Vanessa : Oh bah mal ! [rires]

Charles : moi j'ai jamais eu de problème, on a pas eu de problème par chez nous.

Simon : Ah oui tu veux dire pour distribuer des tracts ? Parce que sinon je trouvais que y avait un truc très éclairant sur les syndicats c'est que clairement si ils avaient engrangé, si ils avaient suivi la stratégie offensive, qu'ils avaient fait un mouvement de grève combiné au mouvement des GJ, alors là...

Vanessa : ouais c'est clair

Simon : Là c'était fini quoi ! Et bah nan !

Vanessa : ah ouais c'est clair, au contraire c'était rétropédalage

Simon : Peur d'être débordés...

Benoît : Bah tu te rappelles pas quand on a eu le plan, qu'on s'était organisés avec la CGT autour de [lieu] pour faire je sais plus quoi, on devait s'arrêter à un moment donné pour faire un truc, les mecs exprès quoi ils respectaient pas les accords qu'on avait pris. C'est emmerdant.

Vanessa : Ouais, le même mépris...

Simon : ouais même, les GJ se sont fait arracher le micro par des syndicats, parce qu'on disait que y avait des actions, fin des moyens d'action qui étaient un peu plus efficaces, et hop là ! [rires] Tu parles avec le micro des syndiqués donc tu dis pas du... c'est arrivé une fois je crois

Vanessa : ouais on avait fait qu'un paragraphe je crois, sur les quatre. On avait pas eu le temps d'aller au fond du truc

Simon : la violence !

Benoît : C'est parce qu'ils ont des pubs nintendo à faire passer ! T'as pas entendu ça ? Quand t'écoutes la leur camion des fois t'as des pubs, je suppose qu'ils doivent mettre un truc youtube ou j'sais pas...

Lucas : Ouais, Jacques je sais pas si tu veux rebondir ou pas ? [Appel d'Emmanuel qui arrive au local où se tient l'entretien. On fait donc une petite pause le temps que j'aille le chercher].

[reprise]

Lucas : On en était un peu sur la crise de la confiance, notamment sur la question des syndicats, et ouais Jacques je t'avais un peu donné la parole...

Jacques : Ouais bah la crise de confiance elle existe à partir des GJ, parce que avant y avait quand même une certaine... je dirais pas entente, mais entre le pouvoir et les syndicats quand même ils trouvaient de chemins communs. Et puis les GJ ont mis dans le dur tout ça. Je trouve que ce qui était intéressant dans le mouvement, c'est qu'on a dit « bon ça suffit votre cinéma entre pouvoir et syndicats, sur notre dos quoi »

Simon : Ouais, moi j'ai l'impression que plus qu'une crise de la confiance, c'est une crise de... fin y en a qui parle de la représentativité, moi pour moi c'est une crise de la gouvernance. Les gens sont de plus en plus ingouvernables j'ai l'impression, ça se voit par l'abstention, la chute des adhésions aux syndicats... mais je trouve que c'est une conscience de classe qui ressurgit parce que la confiance avant, fin je regardais des vieux documentaires et tout, ils disaient que dans les trucs d'usine, fin les mouvements etc, y avait j'sais pas la secrétaire qui cachait des trucs pour les grévistes etc, elle était pas tant dans le mouvement, mais elle était dans la famille d'un gréviste ou d'une gréviste. Et en fait c'était une conscience que bah y avait les ouvrier.es, les travailleur.euses, et le patron quoi. Et que en fait, y avait la conscience de « on est pas dans le même camp » quoi, comme a dit Dider Lallement. Et que nous on l'a perdu par une sorte de... de construction mythique d'ascenseur social, ou de classe moyenne etc. Alors qu'en réalité, on parle de classe moyenne qui gagne 2500 euros et Elon Musk avec ses 200 milliards, t'es juste une merde quoi !

Benoît : C'est l'égalité des chances tu sais ! T'as déjà compris cette phrase, « l'égalité des chances » ? Bah une chance, comment tu peux avoir une chance égale ? Alors qu'une chance justement c'est le truc tu sais pas quoi ! [rires] L'égalité des chances ça ne peut pas exister, c'est une invention de fou quoi. Mais sinon je voulais dire un truc sur les GJ, heu... par rapport aux revendications immédiates. Donc en fait à un moment donné, aussi si ça a parlé à beaucoup de personnes, c'était que bah les deux grosses revendications c'était la défense du pouvoir d'achat, et le RIC. Il me semble que c'est les deux grosses. Y en a plein, y en a plein plein plein

Charles : Mais c'étaient les premières revendications !

Vanessa : ouais

Benoît : Ce qui ressortait à la sortie des assemblées c'était ça. Et heu... bon voilà. Moi je pense que ça a notamment servi à ce qu'à un moment donné ça s'essouffle, parce qu'en fait l'envie elle est d'avoir de la thune, à la base, et pas forcément de modifier le système [Désaccord manifeste]

Lucas : Ah j'ai pas l'impression que ce soit partagé par tout le monde ?

Charles : nan moi je pense que ça a évolué dans le temps, et ça a avancé vers justement un changement de système

Benoît : Oui voilà

Charles : Mais dès le départ, tu as raison c'est vrai, c'est de la thune, et de la démocratie ce qu'on veut. On veut de la démocratie, on veut s'exprimer. Mais au fur et à mesure des rencontres qu'on a faites, sur les ronds points et tout ça, ya quelque chose qui s'est ancré : « comment on fait pour changer tout ça, parce qu'on n'en veut plus ! ». Parce qu'on a plus confiance, parce qu'ils nous mentent, parce qu'ils nous volent. Voilà, on veut plus de ces gens là. Alors comment on fait ? Et ça ça s'est bien créé sur les ronds points. Et maintenant on est arrivé bah « comment on fait pour virer le système ? ». Et la deuxième question des GJ c'est « comment on s'organise ? ». Parce que pour l'instant on est pas organisés. Et on veut pas s'organiser comme ces syndicats, comme ces partis politiques. Et ensuite, comment on fait pour virer ces gens là ? Bon on va pas prendre les fusils parce

qu'ils en ont plus que nous. Ils ont les munitions. Alors on a pas beaucoup de choix, le choix c'est les urnes aujourd'hui. C'est ça, moi c'est ce que je pense, c'est ce que je vois. Bon après vous vous êtes jeunes vous avez peut-être d'autres solutions [rires]

Lucas : Ouais je sais pas si c'est un point de vue qui est partagé par tout le monde

Charles : mais les urnes, on ne décide pas nous mêmes de... Il y a des lois pour ça, et nous on est coincé là dedans aujourd'hui, on est coincé là dedans.

Emmanuel : Aujourd'hui, depuis quand vous diriez qu'on est coincé en fait ?

Charles : bah depuis que... depuis qu'on a... on a dit que fallait que ce système là il s'en aille, il dégage, donc ça s'est depuis deux ans là ça s'est créé comme ça dans le mouvement des GJ, et on a senti qu'il faut que oui, qu'on fasse quelque chose pour virer ce... mais on avance... enfin on avance pas, on patine parce qu'on a pas la solution. Moi c'est ce que je ressens, je cherche la solution, et à part les urnes, c'est tout. Et c'est depuis le début du mouvement, moi dans ma tête, parce que j'ai été syndiqué, parce que j'ai milité, voilà c'est tout après, y a beaucoup de gens ils avaient jamais fait de politique, jamais milité, et ils ont découvert, pour eux c'est tout nouveau. C'est peut être pas venu tout de suite je sais pas.

Lucas : En tous cas, tu as nommé un mot, et c'est la première fois qu'il est nommé aujourd'hui, c'est le mot « démocratie » en fait [assentiment de Vanessa]

Charles : Ah bah tout part de là. Les gens qui n'étaient pas syndiqués qui n'avaient jamais milité, le mot démocratie ça leur parlait mais peut être moins que des gens qui ont toujours été dans le combat quoi. Parce que quand on combat les injustices, les inégalités tout ça, bah la démocratie c'est essentiel. Si on est pas entendu par le patron, si on est pas entendu par les pouvoirs publics, y a plus de démocratie. Et c'est ce qui se passe depuis des décennies. Alors quand on voit le parlement aujourd'hui, qui sert plus à rien, tout est décidé par un seul bonhomme, c'est encore pire, c'est affreux ! Et alors j'entends des gens qui disent « il faut réduire le nombre de députés, parce que ça nous coûte cher ». Moi c'est pas ma philosophie parce que plus on réduit le nombre d'élus, et moins on aura de démocratie. Ce qu'il faut, c'est avoir plus de pluralité, plus de proportionnel dans les assemblées.

Emmanuel : [à Simon] Vous voulez parler je crois ?

Simon : ouais, moi pour moi ça me paraît compliqué, quand on parle de « guerre des classes », de faire faire fi de ça, et de faire démocratie avec ceux qui nous dictent comment vivre nos vies. Pour moi... quand je disais « crise de la gouvernance », je parlais notamment de l'abstention, où pour moi les urnes c'est le spectacle de la société qui se prétend démocratique alors qu'elle nous dicte etc, c'est une dictature quoi. Pour moi c'est des illusions qui font très mal, qui nous font très mal puisque après on se prend une illusion dans la gueule, t'as la désillusion, la résignation, le désespoir, parfois tu vires... bah Marine Le Pen là ! ... Syriza, en fait y a d'autres pays, Podemos tout ça, où on a vu que en fait les urnes bah en fait c'est jouer à un jeu auquel on... auquel tout a été réglé par les dominants pour que jamais ils perdent [rires] ! Encore ils auraient.. j'sais pas, prévu une petite option comme quoi ils pourraient perdre parce que voilà ils seraient fair-play.. heu je pense pas ! Du coup moi je suis plus pour l'abstentionnisme parce que je pense que si... parce que je pense que ça a joué sur le mouvement des GJ, parce que plus y a plus de la moitié des gens qui ne votent pas, plus y a plus de la moitié des gens qui disent soit « je m'en fous », soit « vous me représentez pas et je cautionne pas votre système », et bah plus y a plein de gens qui disent « ça va pas ». Parce que le spectacle il est branlant quoi, la scène où y a les marionnettes elle commence à branler, et du coup les gens ils se disent, ils se regardent, dans leurs chaises de spectateurs, et ils se disent « bah nan, nan, stop ». Du coup je pense que ça c'est un truc qui a été fort quoi, cette prise de conscience de classe qui... parce

que moi je pense que c'est aussi ça le fondement des GJ, c'est on met un peu de côté les gueguerres de chapelles là, d'étiquette etc, ce qui empêche pas qu'il y ait des débats qui expriment toute la diversité de nos opinions, mais voilà les gens venaient pas en manif syndicales parce qu'ils disaient « moi ça me représente pas ». GJ, voilà, on est déjà horizontalement sur le même pied d'égalité quoi.

Emmanuel : C'est peut-être une autre définition de la démocratie en fait que vous avez...

Simon : Grave, grave.

Benoît : Bah on a le droit de remettre en question les grecs [rires].

Lucas : Les fondateurs quoi

Benoît : Ouais, merci pour les esclaves et les femmes ! Ouais moi j'avais un truc à dire par rapport à effectivement à la manière de comment qu'on fonctionne et tout ça, [ici] ce qui s'est passé c'est qu'il y a eu un an et demi d'assemblées populaires, tous les lundi, pratiquement, sauf peut-être pendant les vacances, mais bon de toute façon on avait pas de thune pour partir [rires]. Où quand même on a vu s'exercer justement ce qu'on appelle la démocratie directe. Qui en fait est clairement opposée à la démocratie représentative. Et encore plus « républicaine ». Et ça vraiment ça a été fort parce que c'est un espace et un moment où on s'auto-éduquait, bon ça a pas toujours été facile, mais les prises de paroles, les comptes-rendus, bon voilà ça fonctionnait pas parfaitement, mais ça fonctionnait. Quand je dis « pas parfaitement », ça veut dire que tout le monde n'a pas rempli ce rôle. Clairement, y a des gens ils étaient juste là pour parler, mais bon y a eu un suivi du truc quoi. Et ça franchement, pour moi c'est la base, c'est la base. Alors après, comment sortir des discussions pour aller faire des actions ? C'est encore une autre question. Mais moi qui.. j'parlais de fédéralisme au début, franchement y en a plus d'un qui me regardait « mais qu'est-ce qu'on en a à foutre ? ». Et ben à la fin, on comprenait ce que... y a beaucoup plus de gens qui.. enfin voilà là c'est mon exemple mais en fait les échanges se font comme ça quoi. Et ça c'était pas mal, et faut quand même dire que au tout début des GJ, y a les GJ de Commercy qui avaient appelé à une assemblée des assemblées, avec comme thème principal le communalisme libertaire ! Donc ça veut dire « on ne va pas négocier », en tous cas dans un premier temps y a pas de négociation à avoir avec les institutions ou les politiques. Après bon, à voir parce que de toutes façons la demande du RIC c'est forcément demander à ce que les institutions vérifient le truc. Mais bon, tu vois déjà dans la mise en place, la on attend la 6^e ADA [assentiment général], parce qu'avec la crise sanitaire effectivement c'est trop facile de donner l'opportunité aux flics de venir pour tout arrêter quoi, soit tu respectes pas les gestes barrières machin. Et donc bah voilà, malheureusement [ici] aujourd'hui l'assemblée populaire n'a plus lieu, elle a plus lieu. Et près bon bah le pourquoi du comment, là c'est pareil, y a 10000 raisons...

Vanessa : Moi je te rejoins aussi parce que nous c'est ce qu'on avait rencontré quand même, pour quand tu dis « éduquer », et « s'éduquer ». et c'est vrai que nous bah on avait l'avantage, c'est qu'on occupait H24, 7jours sur 7, et du coup on a vu au fil des temps quand même où on prenait la place, et puis on a commencé à s'intéresser à la politique, bon toi [à Charles] c'est vrai que tu étais très porteur aussi Charles, et je trouvais que.. nan mais c'est vrai fin ça a éveillé beaucoup de gens aussi à participer, niveau des échanges et des débats donc c'est vrai que... même quand on reprend tous les tracts qu'on a faits, on avait une évolution aussi entre les débuts et puis..

Charles : Moi je suis content parce que j'ai découvert ça, des gens qui n'avait jamais milité. J'étais pas là pour apporter mes idées politiques ni rien. D'ailleurs je me souviens d'une nuit où j'ai morflé, ah les salauds ! « pour qui il faut voter aux législatives ? » - « nan je le dirai pas ! ». Voilà ! Et ça m'a fait du bien, ça m'a fait plaisir de voir que des gens... donc aujourd'hui les consciences ont évolué. Pour revenir à ce que tu disais, les assemblées populaires, oui. Les ADA, super, quand on voit ce qui a été fait, la synthèse de l'assemblée des assemblées de Toulouse, la synthèse, bah je dis qu'ils y a eu

un super boulot qui a été fait, c'est énorme. Y a un super travail de fond qui a été fait, et qui tient la route. Voilà, et là je te rejoins tout à fait, mais qu'est-ce qu'on va faire de ce travail ? Comment on vire ces abrutis qui sont là haut ? Comment on fait ? C'est ça la question, c'est la seule que j'ai ! C'est pas de remplacer les institutions par une autre, nan ! J'suis comme toi, j'en veux plus de ça, plus de ces gens là, plus de ces institutions. Mais comment on fait ? C'est ça.

Vanessa : Et oui..

Emmanuel : Et oui ! [rires]

Charles : Moi je serai mort, j'aurai pas la réponse ! Merde ! [rires]

Simon : Mais si, mais si ! Moi je sais pas si y a « la réponse », ou « la solution », mais en tous cas je pense que on est peut-être victimes d'un monde très dans l'immédiateté, on a une perte de conscience de l'histoire des luttes. Je pense que ça met du temps, faut être humble avec nous-mêmes. Voilà c'est une question d'éducation, et de contre-éducation. En fait, on voit pas les victoires qu'on a conquises et qui sont bien plus fortes que les concessions qu'on nous avait données dans les « trente glorieuses », mais en fait on a planté plein de graines, plein de graines. Les idées c'est très fort. Les pratiques, les idées, la conscience de classe, tout ça c'est des graines qui poussent et je pense que pour le coup, c'est là où je vais pas forcément dans le sens des urnes quoi, mais je me dis en fait rien qu'une projection-débat, une assemblée, où y a quelqu'un.e qui est jamais venue s'exprimer en public, on lui a jamais.. qui a jamais eu le sentiment d'avoir la possibilité de prendre la parole pour exprimer ce qu'elle pense, ça c'est énorme ! C'est juste largement mieux que si Mélenchon il passait [rires] ! Enfin pour moi, c'est ma vision des choses. Parce que ça a une résonance sur le long terme qui est immense, c'est une personne qui va raconter après à ses petits enfants « moi j'ai été dans des assemblées, j'avais jamais parlé de ma vie en public, je pensais que c'était réservé aux gens en costard-cravate à la télé, et en fait j'ai fait de la démocratie, j'ai posé ma petite pierre » [assentiment général]. Ça c'est BOUM quoi, voilà.

Jacques : C'est vrai que les assemblées populaires ont eu une importance pendant un certain temps quand même. Parce qu'on était 70 les premières séances. Hein, je sais pas si tu rappelles Simon

Simon : on était même 120 je crois

Jacques : Mais le problème c'est que ça s'est effiloché quand même un petit peu et que très honnêtement, entre nous... parce qu'on a jamais dit « j'appartiens à telle et telle organisation », mais les gens qui sont restés jusqu'au bout, c'étaient déjà des militants

Benoît : [rigole] ouais c'est clair ! Même là, on est tous des anciens militants là ici.

Jacques : oui oui.

Simon : Bah nan, pas forcément tous et toutes je pense pas.

Jacques : Nan mais même, y a... moi j'ai beaucoup discuté avec ceux qui ne venaient plus. Et eux ça les gênait le fonctionnement des assemblées populaires. Ils disaient « nous on s'emmerde, on veut pas... » bon et puis ils sont plus revenus quoi. Ils sont restés GJ, mais ils ont plus participé aux assemblées générales. Mais je voulais revenir sur un... ce qui ne m'apparaît pas un détail, c'est sur ce qui existe au niveau de la démocratie aujourd'hui. Parce que y a la fondation Jean Jaurès qui a fait une étude sur le nombre de personnes qui n'étaient pas inscrits sur les listes, qui s'abstenaient, et qui avaient voté contre Macron, tout cet ensemble là fait qu'il reste que 6 %. C'est-à-dire que sur les gens qui sont aptes à voter, qui ont la possibilité de voter, il en reste 6 % qui ont voté pour Macron. Ça veut

bien dire que... jusqu'ou on va aller avec ce système ? C'est pour ça que ce système est mauvais, c'est qu'il permet d'avoir un type qui va décider pour 66 millions d'habitants, d'avoir 6 % de gens qui votent pour lui.

Simon : il est pas tout seul à décider [assentiment général]

Jacques : bah non, on est d'accord, c'est le système, c'est la Money !

Benoît : Money money money ! Et qui c'est qui veut de la monnaie ? Qui c'est qui veut de la thune ? On l'a dit tout à l'heure, qui revendique d'avoir plus de thune ? Les GJ. Donc à un moment donné effectivement, c'est normal qu'on... pardon je prends la parole... mais c'est normal de se retrouver devant un paradoxe, qui est « on veut plus de ce système là, mais on en veut quand même » [désaccord manifeste de Simon]. Tu vois, et là je pense que effectivement y a forcément un problème si tu veux, parce que comme tu dis « ça nous fait chier les assemblées ». Et bah oui, forcément, c'est chiant les assemblées tu vois, et si on était pas obligé de le faire, on pourrait aller faire autre chose [rires]. Mais...

Jacques : Mais moi je me suis jamais fait chier, j'ai dit « ceux qui ne viennent plus ! »

Benoît : mais oui j'ai eu des discussions avec ces personnes là aussi, et effectivement tu te retrouves devant une situation où bah ok, si y a pas d'assemblée bah y a pas d'assemblée quoi. Donc chacun fait son truc dans son coin, et jusqu'à preuve du contraire ça a pas permis d'arrêter la dislocation du mouvement. Par contre effectivement le point à soulever c'est que là on est 5, tous des anciens militants ou militantes, mais pendant ce temps sur le rond point [...] t'en as 5-6 qui tiennent le truc ! Alors ça bavarde pas des mêmes choses. Ça bavarde pas des mêmes choses. C'est plutôt des trucs convivial, « pouet pouet machin » ! Bah nan mais... bon j'aurais pas du dire ça. Mais c'est vrai que quand t'essaies d'avoir un peu une réflexion un peu plus poussée c'est... ça emmerde les gens. Donc bon alors comment faut faire ?

Lucas : Simon tu as pas l'air d'accord, tu remues la tête ?

Simon : nan, je suis pas forcément d'accord avec ça, je pense qu'il y avait des... je pense que déjà notre éducation nous « déséduque » à la politique, et du coup forcément on a des différences d'éducation politique en quelque sorte, et du coup voilà c'est tout le problème d'avancer ensemble à une vitesse similaire sans qu'il y en ait qui soient à la rue, ou trop devant etc. Je pense que c'est un peu le problème aussi du fait qu'on hérite d'une histoire des mouvements sociaux, et que du coup on avait beaucoup de réflexes de « bureaucrates » un peu. Et petit à petit on a modifié le fonctionnement de l'assemblée populaire, mais pas forcément assez pour certaines personnes. Après y a eu d'autres choses que ça mais... je trouve que les gens ont quand même une ouverture. Après je sais pas si c'est juste « pouet pouet » quoi.

Benoît : nan nan, mais c'est vrai que je me suis mal exprimé, c'est pas ça que je voulais dire. D'ailleurs faudrait le couper !

Simon : et du coup pour moi j'ai envie de casser ce truc de « y a les militant.es et les autres ». pour moi y a différents types de militantisme en gros quoi

Vanessa : moi je pense qu'on a besoin de tous ces gens là, c'est ce qui faisait aussi la force des GJ. Mais c'est que tout le monde n'est pas forcément à l'aise, et puis se sent pas forcément à sa place de devoir discuter autour d'une table tu vois, et d'exposer des choses telles qu'on les expose. Y en a qui sont plus dans l'action, sans penser à réfléchir sur la façon de faire ou... et moi honnêtement je suis pas forcément à l'aise de venir ici, tu vois, j'suis venue.. y avait pas de femme, c'est surtout pour ça,

je trouvais ça dommage, mais au fond je suis pas à l'aise avec ça. Alors que bah sur le terrain je vais être bien plus utile. Enfin en tous cas, plus à ma place tu vois. Donc je sais pas si... peut-être que je sais pas enfin...

Benoît : Ouais je parlais pas..

Vanessa : Ouais vas-y ?

Simon : Attend elle a pas fini, laisse la parler

Benoît : Bah vite fait en fait..

Vanessa : nan mais vas-y

Benoît : C'est pas ça... ce que je voulais dire c'est qu'à un moment donné, je pense que si ça a fonctionné pendant un an et demi et qu'au bout d'un moment ça se disloque, et que ces personnes là sont pas vraiment éduquées à la militance machin, c'est peut-être qu'ils sont influencés en fait

Jacques : ah, sûrement

Benoît : tu vois ? Et ils sont influencés en disant « ça sert à rien, vous prenez pas la tête, venez vous faire plaisir, passez votre temps sur Facebook à faire des selfies, c'est marrant on va se marrer ». tu vois, un message de dire « ouais bah c'est cool ! ». Mais moi je pense que c'est pas un... c'est pas.. c'est pas juste comme ça quoi, je pense que ces personnes là elles sont peut-être victimes de...

Vanessa : je sais pas parce que nous on avait trouvé quand même, malgré tout on arrivait tous à tenir le rond point, mais y a quand même... des personnes qui ont...

Benoît : ouais mais moi ce que je voulais te dire que

Simon : Attends elle a pas fini

Benoît : vas-y finis

Vanessa : Nan nan mais je suis pas sûre que ce soit... on a tous besoin les uns des autres, je suis pas sûre que ce soit les mêmes personnes qui....

Emmanuel : ouais, moi ce que j'entends un peu dans ce que vous dites bon c'est qu'il y a quand même eu un peu un décrochage de certaines personnes hein, c'est ça que j'entends. Et puis on avait un peu une question qu'on avait discutée avec Lucas : bon y a la crise sanitaire hein qui est arrivée aussi, et puis on voulait savoir un peu si finalement, cette crise sanitaire, comment vous vous l'aviez un peu... comment elle s'intègre peut-être dans votre réflexion aussi, finalement est-ce que.. comment elle a infléchi ou pas le mouvement, est-ce qu'elle a transformé le mouvement, de quelle façon ? Quand on vous entend on sait plus trop si on parle du passé ou si on parle encore du présent, vous voyez on dirait un peu une... quelque chose qui est un peu entre deux quoi en fait. Quand on étudie la situation actuelle, enfin quand vous en parlez on sait plus trop si c'est du passé ou si c'est encore actuel quoi.

Vanessa : bah c'est vrai que dans les actions on est quand même vachement bridé quoi, c'est super compliqué parce que bon... de pouvoir agir, et puis la répression policière aussi fin... faut pas se leurrer hein ça a fait énormément de mal, tous ceux qui sont passés au tribunal, les amendes, fin ça ça a fait énormément de mal. Avant la crise la sanitaire. Et en plus la crise sanitaire...

Emmanuel : d'accord, ça s'est plus surajouté quoi c'est ça que vous voulez dire

Vanessa : ouais, je pense, enfin en tous cas c'est mon avis

Charles : moi je pense pas que la crise sanitaire, bon elle a arrêté beaucoup de choses, par exemple les assemblées populaires tout ça, les manifestations... la répression policière ça a dissuadé pas mal de gens. Mais le fond est toujours là. La crise sanitaire l'a stoppé un peu, mais l'a pas éradiqué, enfin elle l'a pas supprimé, le fond est toujours là et il est bien présent. Je pense. Et bah la marmite elle bouillonne toujours, et puis ça va péter un de ces jours. Fin moi j'y crois parce qu'avec tout ce qui va se passer, on est pas encore au fond du trou ! Quand on y sera je pense que ça va repartir. Y aura... on en parlait tout à l'heure dans la voiture, y aura les GJ qui seront toujours là, autant je pense, ils seront aussi nombreux. Et des nouveaux : quand on voit ce qu'ils sont en train de faire avec la culture là, les artistes tout ça ils commencent à prendre les... ces gens là ils étaient pas trop présents dans le mouvement des GJ, parce qu'ils avaient leurs occupations, ils étaient pas trop dans la... fin je dirais concernés. Mais aujourd'hui ils sont là. Y a les étudiants aujourd'hui qui sont dans une grande misère, on peut le dire. Ils étaient pas non plus trop dans les GJ, parce qu'ils avaient leurs... y a les millions de chômeurs qui vont être là, qui auront plus d'assurance chômage ni rien, ils seront là tôt ou tard, et je pense que ça peut faire un gros mouvement. Moi j'y crois.

Emmanuel : ouais ok

Charles : j'y crois et en fin de compte, 2022 pour nous ça peut être tout gagnant, parce que c'est proche. Donc tout ça ça va arriver en même temps.

Emmanuel : ça va arriver en même temps.

Charles : ouais. Parce que 2022, si on continue comme on est là, ça va être très compliqué, pour eux et puis pour nous aussi. Les choix qu'il faudra faire. Ou qu'on fait pas, comme disait Simon, on reste à la maison. Sauf que moi je dit si on reste à la maison, y en aura quand même un qui sera là haut. De toute façon, alors soit...

Simon : Autant saper l'estrade ! [rires]

Charles : Voilà. Mais crise sanitaire, c'est sûr... bon après, peut-être qu'ils en jouent aussi hein, on va pas faire les complotistes hein [rires et assentiment général]

Simon : moi je parle maintenant de « crise politique » plutôt que de crise sanitaire. Parce que sinon la crise sanitaire, bah on aurait pu en parler avant pour... le nombre de morts de cancers qui est largement supérieur, dû à toutes les pollutions de tout le système industriel. D'ailleurs la plupart des morts de covid, c'est comorbidités de plein de trucs, de la malbouffe qui nous fait des maladies cardiovasculaires tout ça, de toutes ces pollutions qui diminuent nos défenses immunitaires et nous rendent encore plus... moi je trouve que c'est plutôt un crise politique, parce que c'est comme ça, là les droits, les libertés sont complètement mis à mal, l'atomisation forcée de chacun... fin c'est limite une expérience carcérale à ceci près que le ou la prisonnière est enfermée dans son petit cocon consumériste, du coup c'est un peu... comment dire... l'amour de l'emprisonnement, pour reprendre l'amour de la servitude. En plus de l'amour de la servitude, on va te donner l'amour de l'emprisonnement. Mais je pense aussi que ça séduit pas tant que ça.

Emmanuel : ça séduit pas ?

Simon : bah l'amour, fin la stratégie de nous faire aimer ton emprisonnement dans ta petite bulle de cocon là, je suis pas sûr que ça séduise quoi, parce que les gens ont besoin de social.

Charles : mais c'est une crise du système aussi, le système capitaliste ça lui chauffait au cul, donc ils se sont dit « bon faut qu'on refasse notre système parce qu'on est mal barré. On va pas faire une guerre parce que ça va se voir ».

Simon : moi j'ai l'impression qu'à chaque fois qu'il y a des événements, que ça soit par exemple des attentats, en fait le système politique va se servir de ces éléments qui sont quand même à la marge de toute la violence que le système met en place, pour en fait déporter notre attention des problème qu'il cause quoi. Fin voilà moi je pense que partout sur la planète ça pète.

Charles : bah c'est règne de la peur, c'est tout !

Benoît : je viens de lire un passage tout à l'heure, ça correspond à ça, je vous le lis vite fait ? Je lis pas le bouquin hein ! [rires] C'est sur le fédéralisme : « *ainsi, quand les gouvernants parlent d'« indépendance nationale », il faut comprendre « souveraineté de l'État ». Et celle-ci se révèle à son tour n'être autre chose que la souveraineté personnelle des dirigeants et des services d'autorité, au premier rang desquels ceux qui se nomment « services de sécurité »* ». C'est à dire que dans un système où on arrive à s'entendre, t'as même plus besoin de flics.

Simon : bah l'État c'est le pompier pyromane ! L'État il va faire la guerre au Mali, en Syrie etc, après il s'étonne qu'il y ait des attentats. Il abandonne les gens qui sont dans les quartiers populaire, il fout en taule tout plein d'islamistes, il les réunit dans des prisons, et puis après y a des attentats ! Et il fait : « Ah, regardez, on a besoin de moi ! ». L'État il défonce tous les lits, 100000 lits de perdus en 20 ans, d'hospitalisation etc, et après quand y a une épidémie il dit « Ah vous avez besoin de moi, vous avez besoin de moi ! »... Bah nan ! [rires et assentiment général].

Benoît : En fait les épidémies c'est censé être au programme de prévention du ministère de la santé...

Charles : Avec les masques !

Simon : Ah les masques !

Benoît : Ce qui veut dire que s'ils ont pas été préparés, c'est que les décisions qui ont été prises avant n'ont pas permis de le faire non plus. Je suis gentil, je mets pas tout à fait la faute sur Macron ! Mais du coup c'est la crise sanitaire, elle est due à quoi ? Elle est due à a crise économique ! Et la crise économique elle est due au fait qu'il y ait des politiques qui n'en ont plus rien à foutre. Moi y a juste un petit truc que je voudrais revenir sur Macron, comparé à Hollande et Sarkozy, bon lui on lui a quand même donné le surnom de Jupiter... fin tu sais, le gars franchement ! Il fait son anniversaire à Versailles, avec des petits blacks intérimaires pour faire le service... on est vraiment dans un délire despotique. Enfin moi je trouve. Mais tout simplement on nous a demandé si on voulait notre avis. Moi pour moi l'urne elle sert plutôt à ça : elle sert à justifier que en fait... c'est le suffrage universel qui est la plus grande escroquerie qui puisse exister ! Mais on te fait croire que c'est grâce à elle que tu vas avoir un pouvoir de décision. Mais t'as pas un pouvoir de décision quand tu élis quelqu'un. Tu as le pouvoir de donner ton pouvoir de décision à quelqu'un. Et il en fait ce qu'il veut. C'est un chèque en blanc pour 5 ans.

Simon : le vote, s'il est pas dans une logique du consensus, il est là pour diviser quoi. Il est là pour cliver... donc les gens, entre pauvres, ils se clivent entre « moi je suis pour telle chapelle, toi t'es de gauche, toi t'es de droite », et puis en fait ça veut rien de dire, parce que les gens ils sont de gauche parce que leurs parents étaient de gauche, ils sont de droite parce que leurs parents étaient de droite,

et puis boum les GJ, et là tout le monde se retrouve sur les ronds-points, et puis bah « putain on est vachement d'accord en fait ! ».

Benoît : après moi je sais que j'avais essayé de faire un truc par rapport aux solutions qu'on pourrait peut-être apporter à notre petit niveau. Moi j'avais proposé de faire des patates ensemble.

Charles : ah les patates jaunes !

Benoît : ouais les patates jaunes !

Charles : Ouais je connais, chez [prénom] !

Benoît : ouais voilà, mais bon voilà on était quoi, on était 5. Mais tu vois c'est un peu ce délire là quoi

Charles : ouais mais c'est bien ! Moi je suis en train de faire des ateliers chez moi, ateliers compostage, recyclage, terreau, semis tout ça, chez moi. D'ailleurs faut que je rentre à 14h.

Benoît : Du coup on est obligé de constater qu'on est obligé de faire ça par rapport à sa localité, à ton voisinage tu vois, ou dans le secteur. Et du coup s'il y a quelque chose à faire c'est de s'organiser à ces niveaux là. Parce que là ça commence par « bon, j'ai pas à bouffer, je vais me faire à bouffer. Pour me faire à bouffer, il me faut ça. Bon, bah je vais dans ma réunion et je dis bah j'ai besoin de ça, est-ce que quelqu'un en a, comment on s'arrange machin ». Je dis pas que c'est simple, mais... t'essaies d'entrevoir autre chose que la solution marchande en fait, puisque t'as pas de blé.

Lucas : ouais ça relocalise peut-être ces initiatives là... je sais pas comment dire... l'action elle se situe à un niveau un peu plus local du coup ?

Benoît : ouais parce que...

Charles : faut commencer comme ça

Benoît : on avait des gens qui se tapaient des 40 minutes de route tu vois tous les lundis, et franchement c'est tout à leur honneur tu vois, c'était cool ça a permis de faire... mais je pense que ça ça aurait du avoir lieu à un autre niveau. C'est ce que j'appelle le fédéralisme. Tu vois localement on se facilite les choses pas trop loin, et puis bah on dit « bon bah tiens on fait une assemblée du grand quartier, et puis après hop on fait une assemblée de la commune ». Puisqu'on sort du 150^e anniversaire de la commune, je sais pas si vous étiez au courant. La commune qui a duré 2 mois, mais qui a mis l'enseignement, la santé... 60 avant, la séparation de l'église et de l'état

Jacques : l'égalité des salaires hommes-femmes

Benoît : l'égalité des salaires ouais

Jacques : L'égalité hommes-femmes qui est toujours pas là !

Benoît : la reconnaissance des artistes... et ça a été voté, ils ont voté, élu ces gens là. Et ça s'est fini dans...

Jacques : un bain de sang

Benoît : 40000 morts quoi.

Jacques : Ça aurait été difficile de recommencer la même chose hein

Benoît : mais ça a été repris dans la troisième république, ils ont pas pu faire genre « ça n'a pas existé ».

Simon : les graines, c'était des graines

Lucas : ouais c'est ce dont tu parlais peut-être tout à l'heure Simon

Charles : mais les initiatives comme, comme tu dis les patates jaunes, ou moi quand je fais des ateliers... mais moi ce que j'essaie de faire c'est de m'incruster au niveau des institutions parce que... pour faire changer justement ces institutions là. Dans ma commune, j'essaie. On avait demandé une maison du peuple avant les élections, on l'attend toujours on l'a pas. Mais on va pas lâcher, voilà. Et j'essaie de m'incruster justement, je vais obliger les élus à faire des choses que nous on veut. Si je veux aller planter des tomates sur les par-terres de la ville, j'irai, un soir ou une nuit. Et puis voilà, faudra qu'ils y passent. Je veux les faire changer, mais c'est compliqué parce qu'ils sont dans l'institution et ils connaissent que ça.

Emmanuel : c'est plutôt un changement de l'intérieur que vous voulez

Charles : oui c'est ça, par l'intérieur. Et petit à petit peut-être que si on fait ça un peu partout...

Benoît : ouais je vais pas critiquer, c'est bien de faire quelque chose je pense

Charles : bah je peux pas rester les deux pieds dans le même sabot, ça

Vanessa : ouais

Benoît : je pense que à partir du moment où t'attaques de partout, c'est bien. Mais après mon positionnement il est bien plus radical que ça

Charles : t'es jeune toi !

Jacques : Nous on est pressé de voir ça !

Charles : nous on est pragmatique [rires]

Benoît : si le but de tout le monde c'est de vivre dans un monde où la paix ne soit pas juste enterrer les querelles, mais vraiment régler les problèmes, je pense que la seule idée qui corresponde le plus à ça, pour moi, c'est l'anarchisme. Et le monde pour moi tend inexorablement vers cette situation égalitaire, de justice et de paix, qui est l'anarchisme. Qui est l'ordre naturel des choses. Et pour moi le réformisme il ne fait que freiner cette marche là. Donc c'est pour ça que je prends tu vois et

Charles : bah pas le réformisme. Nan, pas le réformisme.

Benoît : pour moi tu vois entrer dans le système c'est se faire bouffer.

Charles : Bah entrer dans le système pour le détruire quoi

Simon : Mouais...

Benoît : Moi je suis pas sûr de ça, mais bon je te dis, à partir du moment où y a quelque chose qui est fait, faut pas cracher dessus.

Vanessa : Faut mettre le ver dans la pomme quoi.

Benoît : Faut le faire ensemble, c'est pas grave, on a tous nos façons de voir les choses. Et puis il a pas vraiment été question d'anarchisme chez les GJ

Simon : ah y en avait hein

Benoît : mais à l'ADA et tout ça...

Simon : d'ailleurs y avait les médias dominants et tout ça qui avaient dit « oh c'est un symbole de fachos le A là » [rires]. Sur le plateau télé, très bien le type ! T'es quoi ? Ah ouais t'es sociologue !

Benoît : nan mais qu'on le veuille ou non, l'idée de spontanéité des gens, qui n'a rien à voir avec des idéologies, je pense pas que ce soit parce qu'au fond de nous on défende le pouvoir d'achat, c'est qu'au fond de nous on défend notre liberté d'être et de vivre. Aujourd'hui ça passe par le pouvoir d'achat, mais l'idée là c'est celle qui a enflammé à chaque fois notre histoire.

Charles : alors tout à l'heure Vanessa parlait de l'expression en public et tout ça, que c'était pas permis à tout le monde, que c'est compliqué. Mais faut pas oublier qu'on est tous, on a tous des parcours intellectuels différents. Moi je me suis arrêté au BEPC hein, j'ai pas fait... donc c'est compliqué aussi pour... si... vous vous êtes jeunes [à Simon et Benoît], vous avez fait des études peut-être, je sais pas, qui vous ont permis de... d'acquérir des choses que moi j'ai pas, que je suis obligé d'aller chercher dans les documents. Et j'y vais parce que ça m'intéresse, mais y a beaucoup de gens sur les ronds points qui étaient le même cas que moi, mais qui n'ont pas été chercher dans les documents. [assentiment général]. Et c'est ces gens là qui sont, bah... qui reviennent pas si tu veux, et qui s'intéressent pas aux AP. C'est une histoire de culture intellectuelle, et puis... c'est tout quoi, on est pas tous égaux.

Benoît : et d'éducation

Charles : Et d'éducation populaire. Nous notre maison du peuple qu'on voulait, c'était justement pour recréer tout ça, l'éducation populaire pour communiquer aux gens à quoi ça sert d'échanger quoi. Et puis... oui c'est une question intellectuelle, et philosophique hein, c'est tout. Et faut en tenir compte de ça. Parce que moi je vois sur notre rond-point, bon bah y avait deux groupes quoi

Vanessa : mais c'est exactement ça

Emmanuel : Y avait deux groupes ?

Vanessa : ouais, qui se sont formés...

Charles : mais qui s'entendaient très bien hein, parce qu'ils étaient complémentaires.

Emmanuel : Mais c'étaient quoi ces deux groupes alors, comment vous les...

Charles : alors, moi je dirais y a le groupe des manuels, et puis le groupe des pseudo-intellectuels, parce que moi je suis pas un intellectuel. Sauf qu'il fallait que j'écrive les tracts. [rires]

Benoît : t'écris les manuels quoi ! [rires]

Charles : et la cabane elle a été, hein [à Lucas] t'as vu notre cabane ? C'était Versailles quoi ! Ah oui.

Benoît : Je l'ai vue une fois

Charles : c'était Versailles, et c'est grâce justement aux gens qui étaient là, mais qui s'intéressaient pas trop à...

Vanessa : Bah voilà, c'était un ensemble.

Lucas : qui était complémentaire quoi

Charles : qui était complémentaire, bon et... fin oui ce que je retiens c'est qu'on a pas pu les faire intéresser au.....

Emmanuel : à la chose intellectuelle vous voulez dire ?

Charles : à la chose intellectuelle ouais, on a pas pu.

Vanessa : Nan mais... mais nan je suis pareil dans la même réflexion je sais pas pourquoi je me pose toujours les mêmes questions, c'est vrai que ça a été malgré tout... voilà de, y avait les constructeurs, les bâtisseurs.

Charles : Ouais y avait Bouygues et les autres ! [rires]

Lucas : Y avait quoi et les autres ? J'ai pas entendu

Charles : Bouygues, les constructeurs !

Lucas : Ah oui ok !

Vanessa : mais que mais oui mais...

Charles : [à Benoît] Alors je sais pas si ça s'est passé comme ça sur ton rond point

Benoît : Bah moi j'étais à [ville], donc c'était [le chef-lieu du département] quoi, donc on avait plusieurs ronds points. [rires]

Charles : c'est-à-dire que nous ça se voyait plus parce qu'on était pas nombreux, c'est ça.

Vanessa : ouais et puis qu'on a pu rester, qu'on était sereins parce qu'on était sur un terrain privé, qu'on avait pas les mêmes problématiques que eux.

Charles : ouais, nous on avait pas la police aux fesses.

Benoît : Je suis désolé mais moi ça me rappelle, la cabane et tout ça ça me rappelle les bourses du travail, c'est le mouvement ouvrier qui a créé la CGT et tout ça, à la base ils faisaient des bourses du travail. Où les travailleurs, sur leur lieu de travail comme ils bossaient 14h par jours un truc comme ça, comme ils avaient pas le temps d'aller s'éduquer, ils avaient des endroits comme ça où ils pouvaient échanger, parler, et lire. Beaucoup de bibliothèques. Peut-être... c'est vrai qu'on en a parlé d'avoir un local, assez tardivement. Parce qu'on avait le chaudron, on occupait le chaudron.

Lucas : le chaudron qui est ce bâtiment juste à côté c'est ça ?

Benoît : ouais juste à côté

Emmanuel : Le chaudron c'est quoi ?

Benoît : c'est ce bâtiment là, qui était occupée illégalement.

Jacques : c'était le hall d'entrée des salles de réunions.

Vanessa : c'est pour ça c'est super important d'avoir un lieu, et c'est ce qui a manqué ici.

Jacques : y avait des fauteuils, y avait tout quoi.

Benoît : ça a été repeinturé. Y avait des personnes aussi qui étaient en attente de droits d'asile, des personnes migrantes, des réfugiés politiques qui dormaient là.

Simon : ouais c'était aussi un lieu d'accueil

Benoît : C'était bien...

Simon : C'était super !

Jacques : mais ça reviendra !

Emmanuel : [à Jacques] Vous en pensez quoi vous, ça reviendra, ça reviendra pas, ça reviendra autrement ?

Jacques : J'en sais rien. Honnêtement j'en sais rien... moi j'ai connu 68 donc j'attendais pas les GJ ! [rires] et quand ils sont arrivés je suis parti le premier, à 9h du matin. Nan c'est très complexe ce qui se passe, comment ça peut réagir... c'est... moi j'espère évidemment ! Je suis pressé en plus, je suis à la fin de mon parcours alors il faut qu'il se passe quelque chose rapidement parce que sinon... [rires] Sinon on aura manqué quelque chose. Mais bon... y a eu quand même beaucoup de déceptions après quoi, parce que tout ce qu'on avait gagné en 68, aujourd'hui c'est presque disparu quoi, ils ont tout récupéré. Parce que c'est ça la guerre des capitalistes, c'est de nous récupérer sans arrêt. Tout le mode de fonctionnement, parce que... bon j'ai connu une usine où y avait un atelier d'entretien. L'atelier d'entretien passait dans tous les ateliers, y avait 500 ouvrier.es. Et bien forcément, c'était le moyen de communiquer, ces gens là étaient les plus militants. Le patron avait dit « y aura jamais de syndicats dans mon usine tant que je serai patron ». On s'est réuni à trente, j'avais 17 ans j'ai suivi le mouvement, j'étais dans l'atelier autrefois. Et donc ils ont créé un syndicat CGT, c'est comme ça que j'ai adhéré à la CGT. Et le dimanche y avait la messe, et donc le patron allait à la messe, et y avait un ouvrier qui allait aussi à la messe. Et à la fin, l'ouvrier a été dire « ils ont créé un syndicat ». Et le patron a dit, bon il a réfléchi 2 minutes, il a dit « bon, tu viens lundi dans mon bureau, on va créer la CFTC ». Et donc le syndicat CFTC a été créé dans le bureau du patron, mais eux ils avaient personnes, nous on avait 200 adhérents.

Benoît : C'était quelle boîte ça ?

Jacques : [nom de l'entreprise et de la ville]

Benoît : Et c'est là qu'a été créée la CFTC ?

Jacques : Ouais, dans le bureau du patron, avec...

Simon : Bah c'était leur local

Benoît : ah oui sur le plan local ok !

Jacques : nan nan, le local dans l'usine. Mais à l'époque la CFDT n'existait pas parce que la CFDT est née d'une scission au sein de la CFTC. Donc voilà, je crois que tout ce qu'on a gagné en lutte, et bon à l'époque quand même la CGT n'était pas ce qu'elle est devenue. Je pense que c'est à partir de 68 que ça a commencé à se séparer entre la base et le sommet. Ça a été terrible en 81, parce que moi je participais encore aux réunions syndicales, et on a dit « bon bah faut reprendre le combat et tout ça », et la direction nationale de la CGT a dit « ce sont des camarades qui sont au pouvoir, il faut leur laisser le temps de décider » [rires]. Et on a vu ce que ça a donné quoi. Après c'était fini. Et les gens, ce qui est grave c'est qu'après y a plus eu de vraies luttes. C'est à dire qu'on a été habitué à dire « on attend »

Benoît : Y a plus eu de vraie lutte syndicale.

Jacques : Oui tout à fait

Lucas : Alors du coup quelle autre lutte y a eu, non syndicale ? Donc y a eu les GJ bien sûr

Simon : Le Larzac !

Benoît : y a eu pour le CPE, y a eu Notre dame des landes...

Simon : 95 aussi

Benoît : la violence des banlieues y a eu...

Charles : 2005

Benoît : y a eu la loi travail

Lucas : Nuit debout aussi ?

Benoît : ouais Nuit debout... nan nan, si moi je pense que justement cette autre forme de contestation elle s'arrête plus justement à un carcan dans lequel... elle va partout. Mais je voulais juste revenir sur les GJ, tu disais « je sais pas si vous parlez du présent ou du passé », mais en fait les revendications, n'ayant pas été obtenues, y a des centaines de milliers, enfin des dizaines de milliers de personnes qui ont pas... qui ont peut être arrêté par obligation, mais qui n'ont pas été satisfaites. Du coup moi je sais que en France, y a des délégations qui continuent de se faire en vue de l'ADA, et nous on le fait pas ici, c'est dommage, mais y a des fédérations régionales qui sont en train de se créer quoi. Donc y a toujours des personnes qui essaient de se mobiliser, alors après comme je disais, faut faire gaffe à ce que ce soit pas récupéré par des partis comme Asselineau, ou POI, des trucs un peu... qui arrivent à se mettre là dedans.

Emmanuel : Peut-être ma question c'est aussi de se dire, bon bah est-ce que c'est les GJ... est-ce que ça va continuer les GJ ou est-ce que ça va être un autre mouvement qui va peut-être prendre le relais, comme vous l'expliquiez y a eu différentes luttes effectivement qu'on a vues apparaître au fil du temps, mais qui tendent à se transformer un peu aussi, ou à avoir un caractère un peu éphémère quoi, on les voit apparaître à un moment donné, on les voit disparaître, on en voit d'autres apparaître... ou

est-ce que là il y a une continuité ? Ou votre sentiment c'est plutôt qu'on va s'inscrire dans une continuité ?

Vanessa : peut être pas sous la forme du mouvement des GJ, mais je pense qu'ils seront toujours là, à venir se greffer sur les mouvements qui vont venir, en fédérant et... je pense que par contre les revendications qui ont fait les GJ ça ça disparaîtra pas, je pense pas.

Benoît : en fait les acquis sociaux c'est pas les élus qui nous les donnent. C'est la lutte qui nous les donne [assentiment général]. Donc bah forcément, y aura forcément, ça va forcément revenir pour une raison ou pour une autre, là ils vont s'attaquer effectivement à la réforme du chômage... ça va... ou ça va venir tout de suite, ou t'inquiète pas ça va ravager ça va créer une vague de précarité de ouf, et comme toutes les vagues de précarité de ouf, les gens même s'ils sont plongés dans l'ignorance, parce que faut pas oublier, y a Mao qui disait « Pour faire une bonne résistance, faut faire une bonne.. faut faire des pauvres... » enfin je sais plus ce que c'était son discours. Faut mettre les gens dans la misère quoi. En croyant que quand tu mets les gens dans la misère tu les pousses forcément à se révolter, c'est pas vrai ça. Parce que si ils ont pas l'éducation, les gens ils vont pas se révolter. Mais comme, pour finir, comme ça s'est passé en Grèce par exemple, tu vois y a eu un effondrement de l'économie, et ben y a les extrêmes qui, t'as les extrêmes qui s'énervent, donc c'est qu'on peut voir prochainement, à mon avis ça va être ça : plus d'extrême droite, plus d'anarchisme, et voilà.

Lucas : ça a déjà commencé je pense comme phénomène...

Charles : ouais puis comme tu disais, si la misère qui va s'installer tout ça... les gens qui veulent rester chez eux parce qu'ils veulent pas aller manifester, ils auront peut-être dans leur tête bah ce que les GJ ils ont entrepris, ce qu'ils ont laissé. Ils vont se dire « tiens les GJ ils l'ont fait, nous on va le faire aujourd'hui ». C'est peut-être ça aussi. C'est à espérer.

Emmanuel : c'est un peu exemplaire quoi, ça serait un mouvement un peu exemplaire.

Charles : ouais exemplaire. Parce que ça, en plus c'est un mouvement qui est non-politisé, non-syndiqué, et ça va peut-être fédérer beaucoup plus de gens. Parce qu'ils vont sentir qu'il y aura pas de récupération, et que ça peut fonctionner peut-être.

Benoît : ça créé des connexions.

Vanessa : ouais, y a un réseau qui s'est créé

Charles : c'est tout à fait envisageable, ça serait bien !

Lucas : et puis, ça sera presque un nouveau... comment dire... « mythe fondateur » de la lutte, comme l'est la commune ou la révolution, enfin c'est quelque chose qui s'est fait et qui va influencer...

Emmanuel : ça a eu lieu quoi, c'est ça

Benoît : Et en 2020 la répression qu'il y a eu a été dénoncée par des agences internationales en fait, c'est quand même un truc...

Simon : ouais mais ça c'est... ça c'est du spectacle pour moi, c'est comme quand y a un procès d'un flic, et bah Rémi Fraisse là, voilà... du coup débouté, débouté, débouté, on va à telle cour, et puis la cour d'appel, et puis la cour européenne des droits de l'homme, et puis bah là la cour européenne des droits de l'homme elle condamne l'état, pas le policier, et puis l'état il s'en fout, il s'en carre l'oignon.

Et comme ça « ah au moins ça a été condamné, y a une justice ». Elle a aucune conséquence, mais y a une justice... Et moi je voulais rebondir sur ce truc de misère qui crée de la colère, je pense que forcément... je suis pas forcément d'accord avec toi. Je pense que ça crée forcément de la colère, mais après, qu'est-ce que va créer cette colère quoi ? Et du coup, je pense que beaucoup ont une colère d'opposition, je pense que ça c'est un peu le truc, fin moi je voulais rebondir là dessus quand tu parlais des patates, mais pour moi faire des patates, en fait y a aussi je pense dans le mouvement social traditionnel, syndicaliste etc, comme y avait de perdu l'offensivité de dire « on veut améliorer nos conditions, et pas seulement être contre les réformes des gouvernements successifs », bah y a ce truc qui a été perdu de créer l'alternative. Parce que je pense que la colère elle est à la fois, elle a deux enjeux. L'enjeu c'est de détruire ce qui la crée, détruire ce qui crée la misère, et de créer autre chose quoi. Parce que en fait du coup si t'es juste contre, contre, contre, bah en fait c'est... à la fin en fait tu en arrives à te dire « bah là c'est bon ya des copains qui sont au gouvernement ! ». Bah nan, nan pas du tout en fait [rires]. C'est à nous de réinventer les choses quoi. Et donc c'est deux enjeux quoi, et je pense que c'est un peu ce qui était compliqué à faire dans le mouvement des GJ, et qui a été fait à tâtons etc parce qu'on était plus du tout habitué à le faire. Mais rien que les assemblées, enfin c'est un truc, c'est largement mieux que 1789 ! [rires]. C'est un maillage territorial d'assemblées, de pratiques, et puis du coup dans j'sais pas, telle assemblée y avait l'idée de se réapproprier un chaudron, dans une autre de faire j'sais pas, un four à pain... enfin c'est... c'est une construction du commun, en plus de la destruction de la division.

Emmanuel : Donc déjà c'est acquis quoi, c'est ça que tu veux dire ? Ça a déjà...

Simon : bah pour moi ça fait partie de la conscience de classe qui resurgit quoi et... de reprendre l'offensivité, se réveiller quoi. Se lever du siège, le détruire, après détruire l'estrade... Et de créer, j'sais pas, une jungle d'abondance horizontale.

Emmanuel : Ouais. Et peut-être qu'on est, là j'entends y a un peu deux perspectives. Une qui serait de dire « on est tous à l'horizontale » on va dire, donc... ou alors l'autre qui était dite c'est « on a vu apparaître deux groupes ». Et moi je me dis, est-ce qu'il y a des gens qui font un peu la médiation entre ceux ?... entre les deux groupes en question ? Est-ce qu'il y a des gens qui seraient aussi un peu dans des positions intermédiaires ? Parce que je pensais à ce que vous disiez des personnes de l'entretien qui faisaient le tour en fait, donc y avait un enjeu de communication, c'est à dire qu'il y avait un lien aussi qui était fait finalement par cet intermédiaire là. Et donc le rond point c'est aussi symbolique un peu, parce que aussi, c'est un lieu quoi donc... tout à l'heure tu disais « moi je faisais le tour des ronds points » ! Donc non seulement y a les ronds points mais y a aussi ceux qui faisaient le tour des ronds points ! [rires]. Un peu comme finalement peut-être celui qui, comme l'entretien quoi, parce que finalement il passait un peu d'une équipe à une autre, et il pouvait permettre finalement que la parole d'un groupe soit entendue par un autre etc. Qui était un peu une position de médiation moi je dirai, enfin de médiation entre justement les différents endroits où il se passait quelque chose quoi. Mais est-ce qu'il y a des personnes comme ça qui apparaissent qui ont un peu cette fonction là de faire circuler la parole, entre les « manuels » et les « intellectuels », entre les... j'sais pas. Voilà est-ce qu'il y a un peu un tiers quoi, qui fait quelque chose ?

Charles : alors on a eu, c'est pas tout à fait la même chose, mais y a eu des différences sur des personnes qui sont arrivées sur les ronds points et qui étaient plutôt racistes, homophobes, etc. Bon on a discuté avec ces gens là, parce que de toute façon on le sent vite. On en a vu pas mal, on a discuté avec ces gens là. Certains sont restés, ont compris, ils ont mis de l'eau dans leur vin comme on dit. Et d'autres sont partis tout de suite, sont jamais revenus. Donc ça ça a été un premier débat, enfin débat si je puis dire. Enfin un premier échange qui a eu... en fin de compte qui a porté ses fruits. Et puis alors l'histoire de médiation entre les manuels et les autres, moi c'est pas mon métier j'suis pas pédagogue pour un rond. Donc c'est compliqué pour moi...

Emmanuel : Hmm, un peu quand même je sens, nan ?

Charles : ça dépend pourquoi, si c'est pour faire du terreau oui ! Bien que je sois pas... nan mais, donc c'est difficile. Après y a des gens qui veulent entendre et puis d'autres qui veulent pas entendre. Alors moi quand les gens ne veulent pas entendre, je n'insiste pas. Parce que j'ai pas le... j'ai pas la pédagogie pour faire passer les choses. J'ai pas la langue de bois non plus. Donc des fois ça... mais y a eu des tentatives qui... on a essayé hein, on a essayé.

Emmanuel : Donc y a ceux qui entendaient un peu, et puis ceux qui s'en allaient quoi en fait, c'est ça que...

Charles : ça c'est pour les personnes qui étaient surtout racistes et puis tout... ces gens là quoi. Mais entre les manuels et puis.. y avait une bonne entente, mais pour faire un travail commun c'était compliqué. D'ailleurs on faisait des assemblées au départ, toutes les semaines.

Vanessa : mais c'est vrai que le lien, c'est pareil, on venait ici nous aux assemblées

Charles : bah quand nous y avait plus personnes aux assemblées.

Vanessa : hein ?

Charles : quand y avait plus personnes dans nos assemblées, qu'on s'est retrouvé à 3-4 [rires]

Vanessa : nan on est venu ici dès le début, avec [une telle] et tout

Charles : Ah oui moi je venais pas

Vanessa : ah bah oui voilà ! Nan nan mais... [rires] faut être précis ! Nan mais ouais ça s'est fait automatiquement, fin... y avait un besoin de, ouais de pouvoir se lier, oui ça c'est sûr. Donc...

Simon : C'est les gens de [telle ville] qui venaient

Vanessa : ouais même chez vous, y en a eu aussi de chez vous qui sont venus, y en a eu de [telle ville], donc ouais ça s'est fait, y avait un besoin de venir échanger

Simon : mais je crois qu'il y avait même l'idée de... fin par exemple, l'assemblée populaire, malheureusement ou heureusement, ça centralisait un peu certaines choses. Ça pouvait être un peu assimilé à l'assemblée départementale. Mais du coup y a cette idée d'aller un week end dans telle ville, un week end à telle autre ville, machin. Et du coup de se sortir de ce centralisme jacobiniste.

Benoît : Y avait pas de coordination, tu vois. Y avait pas de groupe coordinateur. Les ronds points ici c'est ceux qui étaient à 2-3 km de la ville. Au delà, c'était d'autres GJ,

Lucas : D'autres localités quoi

Benoît : d'autres localité ouais. Et... donc nous quand on faisait le tour des ronds points c'est parce que tu sais on jonglait entre manif, rond-point et tout, donc on attaquait pas toujours les mêmes ronds-points. Fin on « attaquait »... [rires] On occupait pas les mêmes ! Et même un moment donné c'est devenu une stratégie avec les flics. C'est-à-dire que eux ils avaient une stratégie d'interdire les lieux, où nous d'habitude on se réunissait dessus. Et donc du coup nous on chopait le truc de la préfecture, et on se disait « putain, merde ! », et donc on avait mis en place un truc tu sais pour informer au dernier moment ! On disait un truc officiel, puis hop on informait au dernier moment que c'était pas

le bon quoi ! [rires]. Du coup les flics ils se retrouvaient à l'autre bout ! Mais le problème je pense que c'est plus que [dans le département], ça existait pas, il a manqué un organe

Emmanuel : de coordination ?

Benoît : entre les localités et le département. En fait y a eu un essai, qui a vraiment mal fonctionné. Ils avaient fait ça à [telle ville], un groupement des GJ pour qu'on parle entre eux, et clairement le truc était posé : c'était « nous on décide et vous vous écoutez ».

Simon : Bah ouais c'est ça...

Benoît : moi j'ai même été obligé de dire au mec « est-ce qu'il va falloir qu'on te verse un salaire pour ton boulot ou comment ça se passe ? ». Donc vraiment... et puis y avait aussi pas mal, au début, de nationalistes quoi. Des nationalistes qui voulaient intégrer le truc. Donc ça, fin je sais pas où ça mène quoi. Donc je pense que ça, à un moment donné ça a crispé l'action, et c'est resté un peu sur la ville, et puis les gens venaient en plus donc ...

Lucas : Donc justement, il a manqué un peu d'intermédiaire quoi ? Enfin de personnes qui pouvaient lier un peu les différents ensembles quoi, c'est ça ?

Benoît : nan, il a manqué que les gens eux-mêmes dans leurs propres localités, soient souverains de leurs propres décisions, et que quand ils viennent participer à l'assemblée [du chef lieu], en fait l'assemblée [du chef lieu] aurait du s'appeler « assemblée [du département] ». et là effectivement, intégrer dedans, pareil des gens qui faisaient partie de l'assemblée de la ville. Mais quand on se voyait c'était l'assemblée [du chef lieu], donc les gens qui venaient de l'extérieur...

Jacques : ils se sentaient plus concernés.

Simon : ouais mais c'était l'assemblée [du chef lieu] quand même, à la base, après ce qu'il aurait fallu faire, c'est qu'il y ait une assemblée [du département], qui change

Jacques : une autre réunion

Simon : qui change de localité tous les mois, ou j'sais pas un truc comme ça

Vanessa : ouais mais tu vois ça posait problème, alors est-ce que c'est par rapport aux transports...

Charles : l'éloignement

Vanessa : ouais l'éloignement ouais

Charles : l'éloignement moi ça m'a posé des problèmes, c'est loin

Vanessa : ouais mais même nous y a des choses fin, même encore aujourd'hui, mais c'est vrai que bah pour venir c'est quand même, c'est pas forcément le temps, mais le coût aussi. Sur les manifestations aussi, enfin nous on a fait beaucoup de manifestations, et c'est pareil, un moment donné pff..

Simon : nan je pense aussi qu'il y a certaines localités où y avait pas de GJ qui... qui voyaient l'enjeu de développer un outil politique d'assumé quoi, et puis bah ça s'est pas fait, et après à l'assemblée populaire ici on essayait à fond, parce qu'il y avait plein de gens qui venaient de l'extérieur, que y ait des trucs qui se créent ailleurs, d'autres assemblées, mais bon tu peux pas faire à la place des autres...

Benoît : moi on m'a déjà dit que le fait de demander ça, fin de parler de ça, ça voulait dire qu'on était pas content qu'il y ait des gens extérieurs qui viennent ! Enfin j'ai déjà eu cette réflexion là, et j'aurais pas pensé qu'on aurait pu le prendre comme ça ! Puis bon, franchement, c'est comme beaucoup de choses tu vois t'oses pas trop te dire que tu sais faire des trucs, mais en fait quand t'apprends à quelqu'un à faire du pain il faut bien que tu saches toi-même faire du pain, et quand t'apprends à quelqu'un à faire du terreau, faut bien que tu saches toi-même faire du terreau. Et c'est vrai que c'est compliqué de pas se mettre en avant... enfin c'est compliqué... nan c'est pas compliqué de pas se mettre en avant, mais tu vois ça fait partie, souvent chez les gens qui sont militants et tout ça, c'est presque un objectif de carrière tu vois ! Alors du coup ils sont souvent là en train de vouloir un peu être le moteur mais autoritaire, fin tu vois, qui impose les décisions sans faire croire qu'il les impose quoi mais...

Lucas : y a une ambivalence ouais par rapport à la question du leadership je crois hein...

Benoît : ouais ça a souvent été des luttes, fin moi je me suis levé plus d'une fois en me disant « maintenant t'arrêtes tes conneries », on est pas ici pour faire de l'encartage tu vois, des trucs comme ça.

Simon : mais c'est vrai que au début, fin là ça a pas trop été discuté ça mais... y avait quand même, je pense que ça c'est le fait que on soit tous et toutes traversés.es par une éducation autoritariste, avec la culture du chef etc, plus toutes les oppressions qui font qu'il y a beaucoup de gens qui sont racistes etc. Mais du coup y avait, notamment des GJ, qui... prenaient un peu la place de chefs locaux, parce qu'ils étaient administrateurs d'une page Facebook, ils allaient... et du coup la réalité c'est qu'il y a eu des GJ par la suite qui ont créé l'assemblée populaire, qui ont été voir ces autres GJ pour leur dire « voilà, ça vous dit qu'on lance une assemblée ensemble, générale », et en fait ces individus là, un peu plus chefs, ont dit « oui oui », et puis après ont pas... fin moi j'ai été dans ceux qui ont lancé, qui ont invité ces gens là à venir ensemble, et qui a été mis de côté. Et du coup ils ont voulu lancer leur assemblée générale, mais en mode : y a les tables devant, et vous vous nous faites face quoi. C'est pas un rond, et puis y a une boîte à idées et puis comme ça on dira que c'est les nôtres [rires]. Et du coup y a eu quand même des frictions, mais je trouve qu'il y a une force dans ce mouvement là aussi, c'est que ça a bousculé un peu l'entre-soi militant, c'est-à-dire que, bah d'ailleurs y a pas mal de militant.es qui sont pas venu.es au début des GJ, parce qu'ils se disaient « c'est quoi ce mouvement de poujadistes réactionnaires etc », et moi-même j'avais ce questionnement là, mais je pense que voilà ça a confronté le militantisme traditionnel à : ah bah en fait la plupart des gens ils sont traversés par, et nous-même aussi, par toutes ces oppressions, toutes ces constructions sociales autoritaires et tout, et en fait bah oui... moi ce que j'entendais plus, parce que moi je suis plutôt privilégié, c'est que des personnes opprimées, c'était violent d'avoir des propos sexistes, homophobes à entendre etc. Mais du coup moi ce que je me disais c'est bah ouais, faut mettre les mains dans la merde quoi, clairement ! Sans parler que les gens sont de la merde, nan, mais que les idées qu'on leur a inculquées c'est de la merde. Et du coup, ce truc de toujours rester avec les gens qui sont déconstruits, bah en fait ta révolution tu l'auras jamais quoi [rires]. Et puis en fait bah voilà, tu plantes des graines, qui vont peut être pas prendre, qui vont prendre etc, mais voilà c'était un peu ce truc de cassage de clivage et de je trouve, d'amour avec l'humanité, parce que je trouve qu'on avait perdu ce truc là. Et qu'on étiquetait les gens, en gros : « t'as un propos raciste, c'est que t'es raciste » et puis bam, à la poubelle, et bah nan ! En fait on a rarement dit ce truc là, c'est un mouvement qui a une convivialité et qui est aussi amoureux je trouve. Dans le sens où bah voilà on se présentait pas forcément de droite ou de gauche, et du coup t'as un propos comme ça, bah on en discute ensemble, on va pas se foutre des poings dans la tronche. Alors que voilà, tu parlais de 2017 l'élection, les gens tu les aurais mis en face à face, ils se seraient éclaté la tronche. Et c'est vraiment fort quoi.

Lucas : ça déconstruit même le clivage, ou les clivages..

Simon : ouais, ça déconstruit les militant.es du coup dans leur entre-soi parfait, parce que oui c'est confortable d'avoir rien à déconstruire, mais c'est pas comme ça que ça avance.

Emmanuel : y a un peu un idéal que j'entends chez chacun en fait, que « comment est-ce qu'on construit quelque chose ensemble », malgré la diversité, malgré voilà, des idées qui peuvent être contraires parfois, malgré...

Jacques : mais c'est pas facile !

Emmanuel : mais c'est pas facile !

Benoît : bah c'est ce que fait l'humanité depuis qu'elle existe, en fait, et si on arrête ça, on peut tous se mettre une corde au cou. Parce que le but du jeu il est pas que ce soit pire quoi. Sauf que eux ils ont compris qu'ils voulaient nous mettre des robots à la place. Je faisais une parenthèse entre la facilité de vie, et le truc... effectivement en fait on nous vend le progrès comme quelque chose qui va nous rendre la vie plus facile, et en fait c'est des choses qui nous rendent dépendants de ce même système qui nous exploite tu vois. Et puis tout est construit autour de ça. Donc du coup c'est pour ça, l'automatisation, c'était un des problèmes qu'il y a, plus d'automatisation, je parle pas que des robots, c'est les logiciels aussi... tout le monde est remplacé quoi.

Charles : oui mais c'est ce qu'ils veulent

Benoît : y a plus de taffe, et du coup en échange les gens ils ont plus de thune, donc je vois pas où est-ce qu'il y a un progrès là dedans. Mais... fin ils ont plus de thune donc ils peuvent plus profiter de la vie comme ils veulent, et un des outils qui a été... moi je pense qui a été tronqué, c'est internet. On nous a dit « internet c'est formidable », les GJ, Facebook... bah on peut pas forcément enlever ça, mais y a pas que ça comme moyen de faire. Je veux dire, le téléphone, ça fonctionne aussi ! Par contre ce que je vois c'est que sur Facebook, y a pas de problème, le flic il va... « hop là ! On va cueillir tout ça ». Sans tomber dans la paranoïa complotiste, c'est un outil de, anti-mouvements sociaux

Charles : y a du bon et du mauvais

Emmanuel : puisque vous parlez de complotisme là, est-ce que vous pensez qu'il y a une fraction de GJ qui ont été du côté du complotisme ?

Benoît : ta question, tu sais déjà ! [rires]

Emmanuel : nan mais ce que je voulais savoir, c'est ce que vous en pensez

Simon : Moi j'ai l'impression que comme on... que c'est logique qu'on en arrive à inventer des hypothèses. Mais je veux dire, mentalement, la crise politique de gestion de l'épidémie elle a été très lumineuse là dessus, le fait de « faut pas porter de masque », puis on le rend obligatoire même dans la rue machin... fin les gens on les balade avec un flot d'informations qui sont dissonantes, qui sont contraires... on sème la confusion à fond quoi, du coup la confusion, la confusion, bah les gens après ils en arrivent à... à perdre un peu une visibilité critique, et du coup... moi je leur en veux aucunement aux gens. Pour moi c'est comme quelqu'un qui a un propos raciste, bah quelqu'un qui a un propos sur les reptiliens, bah j'ai pas envie de le jeter à la poubelle quoi. J'ai pas envie de ça, et je trouve que d'ailleurs ce truc de théorie du complot, c'est vraiment dégueulasse je trouve comme concept, parce que déjà ça balaye le fait que y aurait pas de complots, on vivrait dans le monde des bisounours, voilà. C'est ultra pratique en vrai, parce que ça permet de dès que tu dis un truc, une hypothèse, on va te dire « oh toi t'es complotiste », bam. J'ai l'impression que c'est comme le procédé du point Godwin

quoi, y a pas de complot, y a plus de nazisme, le nazisme ça a rien à voir avec tout ce qui se passe en ce moment, rien du tout, et puis les complots, reptiliens ou illuminati... bah y a pas du tout Lafarge qui finance Daesh ! [rires]

Vanessa : ouais moi aussi, fin pour moi le mot « complotiste » c'est un mot poubelle. Quand tu poses des questions et c'est légitime, donc c'est un mot abjecte je trouve

Emmanuel : Le mot lui-même

Vanessa : ouais ouais c'est ça

Emmanuel : c'est une façon de dénigrer ce qui se passe ?

Vanessa : oui ! On peut en discuter, tout est discutable...

Simon : et forcément ça fait crée de la division aussi quoi

Vanessa : ah bah c'est fait pour, c'est exactement...

Simon : voilà, les gens qui vont dire... qui vont penser que les vaccins c'est fait exprès pour nous mettre une puce ou j'sais pas quoi, et si t'es pas forcément d'accord parce que j'sais pas, t'es sceptique... et bah hop on va te dire « t'es qu'un mouton »... ça crée du clivage

Lucas : ouais c'est ça

Charles : mais le complotisme il a été inventé par qui ? [rires] il est de quel côté au juste ?

Benoît : bah c'est juste après la guerre...

Charles : il est de quel côté le complotisme ? Est-ce qu'aujourd'hui le complotisme il est pas du côté de l'état ?

Benoît : moi je serais un peu moins cool là dessus. Bon les complots ça existe hein, bon pour tuer César machin... après y a aussi des décisions dans notre administration dont on a pas, on voit pas le fil chronologique de la prise de décision, tout le travail de réflexion machin. Donc nous ça nous paraît pas clair.

Lucas : oui donc on peut imaginer tout ce qu'il s'est passé...

Emmanuel : c'est le manque de transparence quoi

Benoît : voilà, sauf que la façon de faire, elle a été votée. Tu vois ce que je veux dire. Donc les décisions qui sont prises, j'en reviens à la gestion financière de la crise sanitaire, c'est... en fait le problème c'est pas trop que le vaccin il est bon ou pas, le problème c'est qu'on sait pas qui le fait. On sait pas comment ils le fabriquent, qui le fabrique, dans quel but ils le fabriquent... parce que si c'est pour faire de la thune, ils sont prêts à aller jusqu'où ? Parce que on connaît les effets du mediator, machin... donc effectivement tu peux te poser des questions légitimes. Mais la diffusion de... conclusions scientifiques de l'institut du bas de la rue... de n'importe qui, ça c'est pas nouveau ça, ça Hitler quand il a voulu monter au pouvoir, il a distribué des tracts en disant « les juifs ils vous piquent votre boulot ». Tu vois, y avait pas internet machin, mais les gens lisent ça et tu vois, « ah ouais !! ». Tu vois, c'est facile, c'est sur l'émotionnel, « wah c'est dégueulasse machin ». Tu vois c'est plus ça que je regrette. Et ça, si tu cherches bien, toute la fachosphère, tous les fachos sont

derrière ces trucs là. Donc y a effectivement la personne qui sait pas et qui va croire en regardant une vidéo de Didier Raoult, elle va comprendre ce que c'est que la mano...

Charles : La chloroquine

Benoît : j'sais plus quoi... bon ok, c'est cool c'est positif, mais fin bon c'est compliqué d'aller vérifier tout ça quand même, c'est facile de tomber dedans, et c'est fait pour ça.

Simon : bah ouais y a des gourous qui s'en servent de la conclusion pour se faire de la thune, y a les Soral machin

Lucas : oui, et ils ont leur part de responsabilité là dedans

Benoît : en fait c'est clairement fait pour ça, c'est facile. Donc les gens quand c'est facile, ça fait un peu partie de notre société aussi, c'est que maintenant dès que ça contraint un peu, machin... bon quand y a des pensées faciles c'est cool quoi. Bah ouais mais bon la facilité c'est... à la fin c'est l'esclava... enfin je sais pas si c'est l'esclavage mais tu te laisses faire quoi. Donc moi je suis un peu moins cool là dessus je pense que... c'est plus « ça fait chier »

Simon : ceux qui structurent les théories conspirationnistes ouais, c'est sûr ça pose des problèmes. Didier Raoult, qui s'en prend plein la tronche et qui après sert la main à Macron... mais j'sais pas je trouve que y a quand même à défendre l'esprit critique

Charles : Le doute

Simon : La remise en question, même si c'est pas toujours clair, sourcé tout ça quoi. Enfin moi j'aurais plus tendance à critiquer les causes de ces conséquences que ces conséquences quoi. Faut arrêter de toujours gueuler sur les conséquences, ça fait juste que renforcer les causes.

Emmanuel : Ok, bon avec Lucas là on se disait il est midi, moi je suis désolé encore une fois d'être arrivé en retard... Bon mais j'ai quand même assez vite compris voilà comment un petit peu la dynamique du groupe elle s'était mise en place tout ça. Est-ce qu'on peut peut-être faire un petit bilan, simplement peut-être de cette discussion, de cet échange... est-ce que vous avez trouvé ça intéressant...

Benoît : moi j'avais juste un dernier petit truc

Emmanuel : ouais vas-y

Benoît : samedi dernier, j'étais dans le centre ville avec les GJ pour la commémoration de la Commune, donc voilà, on est toujours là !

Charles : c'est ta conclusion ?

Emmanuel : ok, nan mais ça fait partie de... c'est pas fini, voilà c'est ça le message hein. J'sais pas, peut-être chacun peut avoir un petit mot conclusif comme ça ?

Lucas : voilà on peut, comme au début, un petit tour...

Charles : oui moi, enfin personnellement moi j'ai trouvé ça très très intéressant, enrichissant. Les GJ c'est pas fini, ça c'est sûr. On est toujours là d'ailleurs ! Bon les gilets sont peut-être ailleurs [rires]

Lucas : [regardant Benoît] y en a un là !

Emmanuel : oui il y en a un qui est venu avec son gilet !

Charles : j'ai, enfin j'ai confiance, j'ai espoir, malgré mon âge, qu'il va resurgir quelque chose d'encore beaucoup plus fort. Et bah on arrivera là où je voulais venir hein ! L'anarchie peut-être... moi ça me déplairait pas hein !

Benoît : cool !

Charles : voilà, c'est un mouvement qui a marqué l'histoire, et puis qui est pas fini, c'est ça. Alors les discussions, les rencontres, c'était... moi je trouve ça intéressant... ça m'a fait plaisir ! Au départ je voulais pas venir, et puis je regrette pas.

Emmanuel : ok, Jacques ?

Jacques : ouais bah c'est un peu à l'image de notre fonctionnement, c'est-à-dire y a les jeunes qui sont là, qui poussent, et puis y a nous qui sommes un peu plus en retrait avec notre passé. Et je trouve que c'est intéressant d'avoir eu ce débat, et que de toute manière c'est pas fini. Enfin en ce qui me concerne j'y serai encore, et jusqu'au bout, voilà. Et merci de ce travail que vous faites, et on espère avoir le résultat !

Emmanuel : bah c'est surtout Lucas qu'il faut remercier hein

Lucas : et oui, effectivement y aura une... une retransmission de ce que ça aura donné

Jacques : en ce qui me concerne ça m'intéresserait

Lucas : ouais

Vanessa : ouais nan moi je suis d'accord, c'est pas fini ; moi j'ai toujours mon gilet jaune, je l'ai pas sur moi mais je l'ai toujours sur le tableau de bord de ma voiture. Ça, il est jamais parti de là. Heu... mais ouais nan, je pense que nan c'est pas fini, on continue à insuffler, je vois moi même dans mon travail ou partout où je vais, je continue à insuffler. Donc je pense que cette rencontre ça fait peut-être partie du lien... puis ouais nan c'est vrai que l'échange ça fait du bien, ça fait plaisir de pouvoir en discuter.

Simon : ben moi je trouve que c'est... qu'on a la langue bien pendue [rires]. Mais en réalité moi je trouve que ça serait pertinent que ça se reproduise, je sais pas ce que vous en pensez mais en tous cas moi ça me remotive à relancer les assemblées populaires aussi. Et puis voilà, parce qu'on voit que les étincelles jaunes sont toujours dans l'air [assentiment général], et il est pas dit qu'elles enflamment un petit ballot de paille par ci par là quoi, clairement. Et puis voilà, moi je pense que c'est un mouvement qui a planté beaucoup de graines, et qui continue à planter des graines, et qui est déjà victorieux en cela.

Benoît : on s'est même auto-planté quoi ! Moi pour finir, j'aime bien toujours avoir une petite phrase bien sentie. Je pense pas qu'on reflète entièrement le mouvement des GJ, vraiment les gens, on en parlait tout à l'heure, ils reviennent vraiment de loin, ils ont tenu... y en a qui tiennent encore... j'sais pas si vous avez eu l'occasion de rencontrer ce genre de personnes ?

Emmanuel : Bah ça fait partie du projet !

Lucas : moins, mais j'ai plus de mal à y accéder..

Benoît : bah faut aller au rond point [...], ça se trouve ils sont là bas !

Jacques : peut-être un peu moins, parce que [prénom] il a le covid là ! Très très grave...

Benoît : Merde, mais nan !

Jacques : Ouais, [un tel] lui a téléphoné, il pouvait même pas répondre au téléphone...

Benoît : il a chopé ça au taffe ?

Jacques : nan c'est sa fille qui lui a rapporté ça

Simon : ah bah oui, les écoles...

Benoît : C'est le dernier meneur des GJ

Jacques : c'est celui qui fait les banderoles

Lucas : Ah « meneur » c'est un terme intéressant ! [rires]

Benoît : C'est pas pour rien que je le dis ! S'il entend ça, j'suis flingué ! [rires]

Jacques : ah il sera pas content ! Ah il sera pas content parce qu'il veut surtout pas être leader !

Benoît : il est très gentil mais il décide de tout, il fait tout !

Simon : Les gens lui mettent dessus, ils s'habituent...

Vanessa : mais bien sûr !

Benoît : enfin bon bref... mais bon c'est dommage en tous cas, bon rétablissement à lui. Mais ouais je pense que bon par contre effectivement, bah on a pas forcément l'occasion de se parler comme ça, donc c'est toujours intéressant. Et puis si on pouvait enlever les « pouet pouet machin »... [rires]

Emmanuel : tu veux dire sur la bande ? On remplacerait par quoi alors ?

Benoît : Bah par rien ! [rires] Tu mets « Biiip » !

Lucas : Nan bah après tu t'es excusé de l'avoir dit juste après l'avoir dit hein !

Simon : nan mais je trouve que c'est ultra intéressant de revenir sur ce qu'on a vécu, et réfléchir dessus, poser des mots... je pense que c'est vraiment des efforts constructifs quoi, parce qu'on a souvent l'immédiateté de... de l'actualité, du présent, hop hop hop il faut lutter sur ça, sur ça, sur ça, mais d'avoir des petits temps d'autoanalyse de...

Charles : de recul

Simon : de partage de sentiments et tout, vécus... c'est vraiment très important.

Emmanuel : Ok, bon bah écoutez, j'étais ravi en tous cas de vous entendre, de l'échange qu'il y a pu avoir. Lucas avait entrepris des entretiens plutôt individuels jusqu'à maintenant, donc c'est un peu en discutant ensemble qu'on s'est dit que ça serait intéressant aussi de, voilà qu'il y ait un partage un peu mutuel de cette expérience, de... bah un peu des idées. Qui est un peu à l'image d'ailleurs de ce qui s'est passé sur les ronds points et ailleurs, dans les assemblées aussi, vous l'avez dit. Et bon bah c'est vrai qu'on fait partie d'une institution nous hein, on est universitaires quand mêmes... bon vous savez qu'elle est gangrénée d'islamogauchisme ! [rires] Donc effectivement on va sans doute être bientôt...

Lucas : d'ailleurs, faire un travail de thèse sur le mouvement des GJ, je crois que c'est un peu islamogauchiste peut être [rires]

Benoît : Et vous vous avez participé, de près ou de loin, au mouvement des GJ ?

Emmanuel : Nan, moi j'ai pas participé au mouvement. Bon on a une position, je dirais un peu plus d'extériorité hein, voilà pour essayer de comprendre un peu le mouvement... voilà c'est ça qui nous intéresse, de comprendre de quoi il s'agit exactement. Et puis voilà, quand Lucas s'est dit qu'il voulait travailler sur le sujet, voilà il cherchait un directeur de thèse, voilà je me suis bien proposé effectivement pour faire ce travail.

Charles : Et si on peut poser une question ?

Emmanuel : oui je vous en prie allez-y

Charles : pourquoi vous intervenez à ce moment là seulement ? C'est ça la question que j'ai parlé l'autre jour avec Lucas, pourquoi vous êtes pas venus plus tôt dans le mouvement ? Enfin, oui, poser les mêmes questions mais beaucoup plus tôt

Emmanuel : donc moi je viens plutôt avec, comment dire... ma casquette un peu d'enseignant chercheur quoi hein... donc je m'intéresse surtout à la clinique des groupes en particulier, donc ce qui fait... qu'est-ce qu'il se passe justement dans les mouvements, les groupes etc, et donc je trouvais que ce mouvement était assez illustratif, il avait un caractère tout à fait original. Et donc bah voilà, c'est un terrain vierge d'une certaine façon un mouvement comme ça

Charles : nan mais c'est pas ça que je veux dire, je veux dire que vous intervenez à ce moment là dans le temps, c'est ça

Emmanuel : oui, je comprends peut-être pas bien la question...

Charles : parce que le mouvement ça fait plus de deux ans qu'il... alors pourquoi vous êtes pas venus plus tôt dans le temps ? C'est ça que je veux dire

Lucas : alors pour ma part,

Jacques : il intervient parce qu'on lui a demandé !

Lucas : moi pour ma part, si je fais ma recherche à ce moment là de l'histoire, c'est parce que en fait du coup je suis arrivé en doctorat à ce moment là de l'histoire.

Emmanuel : oui y a une temporalité...

Lucas : je pense que d'autres ont travaillé dès le mouvement. Et puis moi ça m'a intéressé. Alors est-ce que j'y ai participé ? Bah de loin, quand même, plus que de près, mais je m'y suis intéressé, enfin puis bon... ça me touche aussi d'une certaine manière, enfin j'y suis pas complètement étranger non plus quoi, donc voilà ça m'a questionné, ça m'a intéressé et voilà...

Benoît : et y avait un truc, un point qu'on a pas abordé et qui est hyper important, c'est celui de la création des collectifs anti-répression. Vous en avez parlé, on vous en a parlé un petit peu ?

Lucas : Alors, rapidement hein, Simon toi tu m'en avais parlé mais très rapidement, mais c'est vrai qu'on a pas abordé l'histoire de cette création, je sais pas... Et puis en tous cas aussi...

Emmanuel : [à Benoît] : t'as pas fait l'entretien avec Lucas toi ?

Benoît : Nan, je veux pas le faire.

Emmanuel : tu veux pas le faire ? T'es sûr ?

Lucas : c'est comme tu veux !

Benoît : nan, je suis trop anarchiste ! [rires]

Vanessa : ah t'es trop anarchiste !

Benoît : nan, c'est pas représentatif de...

Emmanuel : Bah si là c'est pas représentatif...

Simon : mais c'est pas une volonté que ça représente !

Lucas : nan, tout à fait. En fait je pense, enfin la question de la représentation, bah d'ailleurs c'est une vraie question du mouvement, et d'ailleurs on en parlait dans les entretiens

Emmanuel : et puis on va pas te forcer hein ! [rires]

Lucas : mais enfin, de toute façon le mouvement... comment dire, il pourra pas être représenté, la seule manière de connaître le mouvement à la limite ça serait d'entendre tous les GJ, sauf que bah c'est impossible. Du coup bah voilà, en entendre un maximum c'est, ça...

Vanessa : l'entretien c'était parler en ton propre nom, et pas au nom du mouvement... toi, ton expérience c'est tout tu vois.

Benoît : ouais mais je sais pas si... enfin je me serais manifesté parce que j'ai vu l'annonce passer

Lucas : ouais ouais nan bah après c'est compréhensible hein, pas de soucis

Benoît : mais j'ai dit « ah ouais, peut être plus le truc collectif » quoi

Lucas : et puis en tous cas, le mouvement est pas fini, mais ma recherche n'est pas finie non plus, donc de toute façon des temps comme ça y en aura d'autres peut-être, donc je reviendrai vers vous, des temps soit individuels, soit groupaux... mais c'est vrai que fin là groupal comme ça c'est vachement intéressant, ça confronte un peu les, les idées et tout c'est vraiment sympa. Et si vous ça vous plaît aussi bah c'est...

Emmanuel : une thèse c'est trois ans minimum, donc là t'es à mi-parcours c'est ça ?

Lucas : ouais voilà

Benoît : et d'ailleurs, vous avez vos gilets jaunes ? Parce que... [rires]

Titre : Le mouvement des Gilets Jaunes comme analyseur des crises des fonctions socio-psychiques des institutions sociales

Mots clés : Institutions sociales ; Gilets Jaunes ; Violence fondamentale ; Crise ; Changement social

Résumé : Les institutions sociales occupent des fonctions importantes, tant sur le plan social que sur le plan psychique. Ces fonctions nous semblent relatives à une forme de violence inhérente à la vie sociale, violence agissant sur trois niveaux distincts : libidinal, narcissique et structural. Mais lorsque la société traverse des crises, ces institutions sont ébranlées dans leurs fondements : survient alors un processus de « destitution des institutions ». Nous nous demandons ce qu'il advient dans ce cas des fonctions socio-psychiques habituellement remplies par les institutions sociales. Le mouvement des Gilets Jaunes, né spontanément en France le 17 novembre 2018 sur les ronds-points et dans les rues des grandes villes, est un terrain privilégié pour l'analyse du processus de destitution des institutions. Il présente également un intérêt scientifique plus général du fait de la rupture qu'il a représentée dans les conceptions habituelles du militantisme dans les sciences sociales.

Par ses modalités d'organisation, son rapport avec les institutions traditionnelles du militantisme ou encore son répertoire d'action, ce mouvement social permet de comprendre en quoi les crises traversées par notre société viennent mettre à mal les fonctions des institutions. Nous faisons l'hypothèse que le mouvement des Gilets Jaunes doit permettre d'observer à la fois une libération de la violence libidinale, narcissique et structurale, ainsi qu'une résurgence des positions groupales idéologique et utopique au détriment de la position mythopoiétique. C'est ce que nous tentons de percevoir à travers une méthodologie en trois volets : ethnographie virtuelle, entretiens de recherche et *focus group*. Nos résultats tendent à valider nos hypothèses, même si celles-ci doivent être partiellement relativisées en ce qui concerne la résurgence des positions groupales idéologique et utopique.

Title : The Yellow Vests protests as an analyser of crises of the socio-psychic functions of institutions

Keywords : Institutions ; Yellow Vests ; Fundamental violence ; Crisis ; Social change

Abstract: Institutions fulfill important functions, both socially and psychologically. Those functions seem related to a fundamental violence acting on three different levels: libidinal, narcissistic and structural. But when societies go through crises, these institutions are shaken in their fundamentals: then occurs a dismissal of the institutions. We wonder what happens in that case to the socio-psychic functions usually fulfilled by institutions. The Yellow Vests protests, spontaneously born in France on November 17, 2018 on roundabouts and in the streets of big cities, is an appropriate field to analyze the dismissal of institutions process. This movement has also a more general scientific interest because of the break it represented in the usual conceptions of activism in social sciences.

By its organization modalities, its relationships with traditional institutions of activism or his actions directory, this movement allows us to understand how the crises our society goes through undermine institutions functions. We make the hypothesis that the Yellow Vests movement allows us to examine a liberation of libidinal, narcissistic and structural violence, and a resurgence of ideological and utopian group positions to the detriment of the mythopoeitic group position. That is what we attempt to find by means of a methodology based on three parts: virtual ethnography, research interviews and focus group. Our results tend to validate our hypothesis, even if these must be partially put into perspective with regard to the resurgence of ideological and utopian group positions.